

ASSEMBLÉE NATIONALE

TROISIÈME LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

rédigées par les Services des Archives et des Procès-Verbaux

ASSEMBLÉE
NATIONALE

19 Janvier 1956 — 3 Juin 1958

2^e PARTIE

TABLE NOMINATIVE

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1959

2^E PARTIE

NOMS

Par ordre alphabétique.

Le présent tome comprend, pour chaque membre de l'Assemblée Nationale (Élu le 2 janvier 1956), les indications ayant trait :

- au département qu'il représente,
- à la validation de son élection,
- au groupe politique auquel il s'est inscrit,
- aux Commissions dont il a été membre,
- aux propositions de loi, de résolution, rapports et avis qu'il a déposés,
- aux projets de loi dont il a été signataire en tant que membre du Gouvernement le cas échéant,
- aux dates et pages de ses interventions en séance publique,
- aux excuses pour absence,
- aux congés obtenus, etc. . .

Voir l'avertissement en tête de la 1^{re} partie (TABLE DES MATIÈRES).

NOTA

Toutes indications relatives aux impressions du **Conseil de la République** et aux interventions de MM. les **Sénateurs** figurent dans

« **LA TABLE DES DÉBATS** »

publiée par le Service des **Archives** de cette **Assemblée**.

Cette table est insérée en fin d'année à la suite du dernier volume des ANNALES-DÉBATS du Conseil de la République.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

(Voir liste complète en tête du 1^{er} volume de la **Table des matières**.)

SIGLES DES GROUPES POLITIQUES

C	Groupe communiste.
G. D. R. S.....	Groupe de la gauche démocratique et radicale socialiste.
I. P. A. S.....	Groupe des indépendants et paysans d'action sociale.
M. R. P.	Groupe du Mouvement républicain populaire.
M. S. A.	Groupe du Mouvement socialiste africain.
N. I.....	Non inscrits.
P.....	Groupe paysan.
P. A. S. R.....	Groupe paysan d'action sociale et rurale.
P. R. A.....	Parti du regroupement africain et des fédéralistes.
R. G. R.	Groupe du rassemblement des gauches républicaines.
R. P.....	Groupe des Républicains progressistes.
R. R. S.....	Groupe républicain radical et radical socialiste.
R. S.....	Groupe des Républicains sociaux.
S.....	Groupe socialiste.
U. D. S. R-R. D. A.....	Groupe de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance et du rassemblement démocratique africain.
U. F. F.....	Groupe d'Union et fraternité française.
N. P.....	Non parlementaire.

M

MABRUT (M. Adrien), *Député du Puy-de-Dôme (S.)*.

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1965). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 5 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à nommer sur place, sur leur demande, les receivers-buralistes de 2^e classe lorsque le poste est vacant, n° 2912. — Le 26 octobre 1956, une proposition de loi tendant à habilitier les sociétés de chasse et leurs fédérations à exercer les droits de la partie civile devant toutes les juridictions pour les infractions à la police de la chasse, n° 3085. — Le 25 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture, sur : I. la proposition de loi de MM. Marcel David et Jean Charlot (n° 2799) tendant à la revision des indices hiérarchiques de traitement des agents techniques des eaux et forêts ; II. la proposition de résolution de M. Anthonioz et plusieurs de ses collègues (n° 2052) tendant à inviter le Gouvernement à reviser la situation du corps des agents techniques des eaux et forêts, n° 3908. — Le 15 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir l'aménagement d'un itinéraire routier, touristique et commercial transversal de la côte atlantique à l'Italie et la Suisse, par l'Auvergne, n° 4555. — Le 10 avril 1957, une pro-

position de loi tendant à ouvrir un nouveau délai de six mois pour l'obtention de la carte de déporté ou interné résistant et de combattant volontaire de la Résistance, lorsqu'il n'existe point de décision de justice sur le fond passée en force de chose jugée, n° 4824. — Le 10 avril 1957, une proposition de loi tendant à titulariser les ouvriers temporaires des manufactures de tabacs entrés dans ces établissements postérieurement au 10 juillet 1947, n° 4826. — Le 17 mai 1957, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des bonifications de pension accordées aux retraités de la S.N.C.F. ayant élevé 3 enfants ou plus, légitimes, naturels reconnus ou légitimés par adoption, aux pensionnés de la S.N.C.F. ayant élevé, à leur charge ou à celle de leur conjoint, des enfants n'appartenant pas aux catégories précédemment visées, n° 5022. — Le 18 juin 1957, une proposition de loi tendant au maintien de la taxe piscicole, n° 5140. — Le 20 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi étendant aux fonctionnaires et agents des collectivités locales les dispositions des articles 5 et 8 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics, n° 5186. — Le 29 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une aide exceptionnelle aux victimes des tempêtes catastrophiques de neige survenues les 24 et 25 décembre 1957 et dans le courant de janvier 1958 dans un certain nombre de départements du centre de la France, plus spécia-

lement dans l'Ardèche, l'Aveyron, le Cantal, la Corrèze, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, n° 6434. — Le 26 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux fonctionnaires civils ou militaires dont la mise à la retraite n'a pas été prononcée par limite d'âge, titulaires d'un nouvel emploi et qui n'ont pas renoncé dans le délai imparti par l'article 133 du Code des pensions à la faculté de cumuler leur pension avec leur traitement en activité, de pouvoir acquérir de nouveaux droits à pension au titre du nouvel emploi, n° 7011.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e Bureau sur les opérations électorales du département du Var [19 janvier 1956] (p. 39). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Lalle, les réalisations socialistes* [15 mars 1956] (p. 969); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-41 : *Création d'une faculté de droit à Clermont-Ferrand* [14 juin 1956] (p. 2630); — de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : *Modifications apportées par la Commission* [17 décembre 1956] (p. 6059, 6060); — d'un projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile, Art. 1^{er} : *Cas des travailleurs ruraux* [12 février 1957] (p. 775); *Son amendement tendant à faire référence aux dispositions de l'article 33 C du Code du travail, responsabilités du chef d'entreprise* (p. 780); — d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait, Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir la garantie d'un prix minimum moyen* [28 février 1957] (p. 1201, 1203); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur la situation des exploitations familiales des régions sous-développées, l'utilisation du Crédit agricole par les grosses exploitations, le prix du lait, les revendications des ingénieurs de travaux du génie rural* [6 mars 1957] (p. 1339, 1340); — d'une proposition de loi relative au prix du lait : *Ses explications de vote (Organisation du marché du lait)* [2 avril 1957] (p. 1967); — d'une proposition de loi

relative au cumul des exploitations agricoles, Article unique : *Son amendement (Motifs de dérogation à la loi)* [5 décembre 1957] (p. 5174).

MAGA (M. Hubert), Député du Dahomey, (I. O. M., puis C. A., puis P. R. A.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale

Sous-Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale,
(Cabinet Félix GAILLARD)

du 18 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Son élection est validée [14 février 1956] (p. 267). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1); de la Commission de la justice et de législation [4 octobre 1957] (p. 4503) (1). — Est nommé juge suppléant de la Haute-Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798). — Est nommé à nouveau à ce poste faute d'avoir prêté serment dans les délais requis [20 juin 1956] (p. 2772).

Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [25 janvier 1956] (p. 80). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Depreux : Vote rapide de la loi-cadre sur les territoires d'outre-mer; Refus d'approuver la politique algérienne du Gouvernement* [5 juin 1956] (p. 2317). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 octobre 1956] (p. 3993). — Prend part à la discussion des propositions de décisions sur treize décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 : *Position du Grand Conseil de l'A.O.F.* [29 janvier 1957] (p. 378, 379). — Est nommé : *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [2 octobre 1957] (p. 4483); — *Sous-Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale* (Cabinet Félix Gaillard) [18 novembre 1957] (J. O. du 19 novembre 1957, p. 10730).

(1) Démissionnaire [19 novembre 1957] (p. 4887).

— Donne sa démission : de *Secrétaire du bureau de l'Assemblée Nationale* [26 décembre 1957] (p. 5538) ; — de *Sous-Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale* (Cabinet Félix Gaillard) [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J.O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

MAHAMOUD (M. Harbi Farah), *Député de la Côte française des Somalis (U.D.S.R.)*.

Son élection est validée [13 mars 1956] (p. 878). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1) ; de la Commission de la presse [19 juillet 1957] (p. 3770), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 12 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir le progrès économique et social et à préserver les valeurs françaises en Côte française des Somalis, n° 2132. — Le 7 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide au port de Djibouti en Côte française des Somalis, n° 3172. — Le 8 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la composition du Conseil représentatif de la Côte française des Somalis, n° 3179. — Le 26 décembre 1956, une proposition de loi sur le mode de scrutin pour les élections à l'Assemblée locale du territoire de la Côte française des Somalis, n° 3675. — Le 29 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures permettant l'installation de cales de radoub à Djibouti, n° 6023.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de décision sur le décret n° 56-1137 du 13 novembre 1956 relatif au Crédit agricole outre-mer : *Ses observations sur la situation économique de Djibouti* [26 décembre 1956]

(p. 6235) ; — d'une proposition de loi relative à l'organisation des élections à l'Assemblée locale de la Côte française des Somalis, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bayrou tendant à ne créer que trois circonscriptions électorales* [4 avril 1957] (p. 2061, 2062) ; Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant tendant à permettre aux militaires et marins ayant moins de six mois de présence de participer aux élections territoriales* (p. 2063, 2064).

MAILHE (M. Pierre), *Député des Hautes-Pyrénées (R. R. S.)*.

Questeur de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé : membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission de la justice et de législation [3 décembre 1956] (p. 5414), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Vice-Président de la Commission des moyens de communication et du tourisme [10 février 1956] (p. 254).

Interventions :

Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [3 octobre 1956] (p. 3993), [2 octobre 1957] (p. 4483). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, CRÉDITS MILITAIRES, section commune : *Conséquences de la réduction des fabrications d'armement ; Nécessité d'une réforme de structure et d'une reconversion des usines* [27 février 1958] (p. 1105, 1106) ; *Mesures abusives concernant la fermeture d'ateliers et le transfert de certaines fabrications à l'industrie privée* (p. 1106, 1107) ; *Trop grande place faite à l'industrie privée ; Incidences de la réduction des commandes off shore* (p. 1107). = S'excuse de son absence [5 novembre 1957] (p. 4630). = Obtient un congé [5 novembre 1957] (p. 4630).

(2) Démentionnaire [4 juillet 1956] (p. 3223).

MALBRANT (M. René), Député du territoire de l'Oubangui-Chari-Tchad (R. S.).

Son élection est validée [14 février 1956] (p. 267). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la justice et de législation [9 juillet 1957] (p. 3432); du Comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile [6 mars 1956] (p. 667). — Est élu vice-président de la Commission des territoires d'outre-mer [10 février 1956] (p. 254), [4 octobre 1957] (p. 4504).

Dépôts :

Le 7 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réformer l'organisation des Gouvernements généraux et des grands Conseils d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française et celle des territoires qui en dépendent pour dispenser à ces derniers l'autonomie administrative et financière auxquelles se trouvent subordonnés leur évolution et leur développement économique, **n° 1050**. — Le 24 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un secrétariat général au Ministère de la France d'outre-mer pour assurer dans le domaine économique et social une meilleure continuité de l'action gouvernementale dans les territoires d'outre-mer, **n° 1652**. — Le 27 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux fonctionnaires et aux militaires de certains centres d'outre-mer le bénéfice de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence que le décret du 31 octobre 1951 a instituée, **n° 1699**. — Le 27 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre civil réservé au Ministère de la France d'outre-mer, **n° 1700**. — Le 27 avril 1956, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 47-1629 du 29 août 1947 fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupes, en A.O.F et en A.E.F., dites grands conseils, **n° 1701**. — Le 20 juin 1956, un rapport au nom de la Com-

mission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 1145) de M. Ninine et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux fonctionnaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer et du Ministère des Relations avec les Etats associés ayant participé effectivement à la Résistance, le bénéfice des mesures édictées par la loi n° 52-338 du 25 mars 1952 en faveur des fonctionnaires et agents titulaires des services publics de l'Etat, **n° 2265**. — Le 24 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder au Royaume du Laos une aide nécessaire à son développement économique et social, **n° 6416**. — Le 24 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la gratuité dans les établissements français d'enseignement au Viet-Nam, **n° 6417**.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Loire [19 janvier 1956] (p. 22). — Prend part à la discussion : du projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *Les conseils du Gouvernement, le rôle des gouverneurs, le collège unique, la réforme de la fonction publique, l'élévation du niveau de vie, les investissements* [20 mars 1956] (p. 1079 et suiv.); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cordillot (Date d'entrée en vigueur des décrets)* (p. 1140); Art. 3 : *Amendement de M. Lenormand (Substitution progressive des fonctionnaires d'origine locale aux fonctionnaires métropolitains)* [22 mars 1956] (p. 1175); *Son amendement (Statut général des agents des services territoriaux)* (p. 1177, 1178); Art. 11 : *Modifications des modes de scrutin aux élections aux conseils de circonscription* (p. 1203); Art. 13 : *Son amendement (Mode d'élection des conseillers territoriaux)* (p. 1207); *le retire* (ibid.); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prolonger le délai dont dispose l'Assemblée pour l'examen des décrets* [19 juin 1956] (p. 2732); Art. 4 : *Son amendement tendant à développer par priorité, l'enseignement dans les territoires les plus défavorisés à ce point de vue* (p. 2734); *le retire* (ibid.); Art. 12 : *Son amendement tendant à subordonner l'élection au*

collège unique des membres des assemblées territoriales, à la mise en place des conseils de Gouvernement et des conseils de circonscription (p. 2735); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A. Chap. 68-90 : *Son amendement indicatif (Insuffisance de la dotation réservée au F.I.D.E.S., répartition des crédits entre les territoires)* [6 juin 1956] (p. 2365, 2366); le retire (p. 2368); — du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes, Art. 7 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Hénault (Porter à 14 le nombre des membres du comité de direction, prévoir un représentant des Ministres de la Défense nationale, des Travaux publics, de l'Industrie et du Commerce)* [14 décembre 1956] (p. 5995); le modifie (p. 5997); — des propositions de décisions sur treize décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 : *Inconstitutionnalité des décrets* [30 janvier 1957] (p. 401); *Violation de l'esprit de la loi-cadre, danger d'une colonisation de l'administration africaine par les partis politiques* (p. 402); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les T.O.M. et énumération des cadres de l'Etat : *Amendement de M. Sekou Touré tendant à exclure de la liste des cadres de l'Etat les chefs de bureau des secrétariats généraux et les chefs de division et attachés de la France d'outre-mer* [31 janvier 1957] (p. 455); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer : *Son amendement tendant à appliquer le statut général des fonctionnaires aux agents intégrés dans les cadres territoriaux* [1^{er} février 1957] (p. 492); le retire (p. 493); *Son amendement prévoyant un recrutement exceptionnel à la demande des territoires* (p. 495); le retire (ibid.); *Son amendement prévoyant le versement par l'Etat des soldes des fonctionnaires détachés dans les cadres territoriaux à charge pour celui-là d'en obtenir le remboursement* (p. 496); le retire (ibid.); *Amendement de M. Apithy prévoyant le reclassement des fonctionnaires intéressés dans un délai de six mois en cas de suppressions d'emplois dans un territoire* (p. 498); —

de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A.O.F. et de l'A.E.F. : *Son amendement visant la composition des grands conseils d'A.O.F. et d'A.E.F. (Représentation pondérée)* [1^{er} février 1957] (p. 518, 519); le retire (p. 519); *Son amendement permettant le vote par procuration dans les assemblées de groupes* (p. 519); le retire (p. 520); *Amendement de M. Naudet donnant un pouvoir d'arbitrage au grand conseil en cas de conflit entre les assemblées territoriales* (p. 520) [2 février 1957] (p. 569); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de Gouvernement et des assemblées territoriales en A.O.F. et en A.E.F. : *Son amendement relatif au règlement des conflits éventuels entre les délibérations des assemblées territoriales et les dispositions législatives postérieures* [2 février 1957] (p. 581); le retire (ibid.); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de Madagascar : *Amendement de M. Tsiranana prévoyant que les provinces constituent des collectivités publiques* [2 février 1957] (p. 587); *Amendement de M. Hamon prévoyant l'avis conforme de l'Assemblée représentative pour l'octroi de permis de recherches minières* (p. 589); *Amendement de M. Senghor tendant à créer un certain nombre de services de coordination à l'échelon central* (p. 591); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de province et des assemblées provinciales de Madagascar : *Amendement de M. Alduy relatif aux conflits éventuels entre les décisions des assemblées provinciales et les dispositions législatives postérieures* [2 février 1957] (p. 606); — d'une proposition de loi relative à l'organisation des élections à l'Assemblée locale de la Côte française des Somalis, Art. 5 : *Son amendement tendant à permettre aux militaires et marins ayant au moins six mois de présence de participer aux élections territoriales* [4 avril 1957] (p. 2063, 2064); le modifie (un an de présence) (p. 2064); — d'une proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif au conseil de Gouvernement et l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis, Art. 13 : *Cumul de l'indemnité parlementaire et de celle de membre du conseil de Gouvernement* [10 avril 1957] (p. 2141); —

de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif au conseil de Gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie; Art 3 : *Amendement de M. Maurice Lenormand permettant au vice-président de présider le conseil de Gouvernement en l'absence du chef de territoire* [10 avril 1957] (p. 2155); — en premier examen, de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif au conseil de Gouvernement et à l'Assemblée territoriale dans les Etablissements français de l'Océanie; Art. 38 : *Son amendement concernant les servitudes d'utilité publique dont bénéficient certains immeubles de l'Etat affectés au fonctionnement de services publics* [12 avril 1957] (p. 2272); *Son amendement concernant les conventions à passer avec l'Etat pour l'utilisation par le territoire des postes émetteurs de radiodiffusion et télévision* (p. 2273); — en premier examen, de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 portant déconcentration administrative dans les T.O.M. ; Art. 1^{er}: tableau A : *Son amendement concernant la répartition des bénéfices des instituts d'émission* [12 avril 1957] (p. 2276, 2277); Art. 1^{er}, tableau B : *Son amendement le modifiant* (p. 2277); *le retire* (p. 2278); — en premier examen, de la proposition de décision sur le décret n° 57-242 du 24 février 1957 relatif au régime des substances minérales dans les territoires d'outre-mer ; Art. 4 : *Amendement de M. Juskiewenski tendant à supprimer l'obligation pour le chef du territoire de définir, classer et grouper les substances minérales* [12 avril 1957] (p. 2279); Art. 15 : *Amendement de M. Juskiewenski tendant à substituer à la déchéance du concessionnaire l'annulation de la concession pour les substances non exploitées seulement* (p. 2280); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Déroulement du débat* [3 juillet 1957] (p. 3216); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif aux marchés passés au nom des territoires d'outre-mer ; Art. 5 : *Son amendement (Acompte aux sous-traitants ayant conclu des marchés avec une entreprise générale)* [9 juillet 1957] (p. 3433); *le retire* (ibid.); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif à l'institution d'une université à

Dakar : *Demande de renvoi en Commission de Mlle Marzin* [9 juillet 1957] (p. 3461) — *Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les dernières élections à l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis* [17 juillet 1957] (p. 3674); *le retire* [24 juillet 1957] (p. 3932). — *Prend part à la discussion : du projet de loi sur les institutions d'Algérie : Ses observations sur le parallélisme entre les dispositions prévues pour l'Algérie et celles appliquées dans les territoires d'outre-mer, la leçon à tirer de la prétendue réussite de la loi-cadre en Afrique noire : Distribution de prébendes, colonisation politique systématique, revendications pour un accroissement d'émancipation; l'attitude du grand Conseil d'A.O.F., les déclarations de MM. Duveau et Rabemananjara sur l'indépendance de Madagascar, les risques de sécession contenus dans le projet incapable de résoudre le problème algérien, la nécessité de procéder à une réforme de fond de la Constitution permettant une restauration de l'autorité de l'Etat et la mise en place d'une organisation fédérale* [26 septembre 1957] (p. 4402 à 4404); — d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets, Etat D, Titre V, FRANCE D'OUTRE-MER : *Construction d'immeubles pour les assemblées territoriales et villas destinées au logement des Ministres en Afrique équatoriale française* [13 décembre 1957] (p. 5355); Art. 21 : *Intégration des administrateurs de la France d'outre-mer mis à la disposition du Ministère des Affaires étrangères* [16 décembre 1957] (p. 5392); — d'un projet de loi sur l'amnistie dans certains territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Ninine tendant à accorder une amnistie pleine et entière, nécessité de se limiter à l'amnistie proposée dans le projet gouvernemental* [18 mars 1958] (p. 1640); *Responsabilité des parlementaires malgaches dans la rébellion, conséquences dangereuses de leur amnistie et de la reprise de leur vie politique, conditions du vote à l'Assemblée représentative favorable à l'amnistie, encouragement donné aux agitateurs par une amnistie totale* (p. 1640, 1641); *Sous-amendement de M. Gautier tendant à substituer la date du 14 juillet 1959 à celle du 1^{er} janvier 1963, sa demande de scrutin* (p. 1654); — d'un projet de loi sur l'amnistie dans les territoires

d'outre-mer ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cordillot tendant à substituer la date du 1^{er} janvier 1958 à celle du 14 juillet 1957* [18 mars 1958] (p. 1645) ; Art. 3 : *Amendement de M. Cordillot tendant à fixer à vingt ans la durée de la peine admise au bénéfice de l'amnistie* (p. 1645) ; *Amendement de M. Ninine tendant à exclure du bénéfice de l'amnistie les personnes condamnées ou poursuivies pour des infractions spéciales d'ordre militaire* (p. 1646) ; Art. 6 : *Amendement de M. Cordillot tendant à supprimer l'interdiction faite aux fonctionnaires amnistiés de reconstituer leur carrière et de prétendre à une indemnité* (p. 1648) ; — en deuxième délibération, des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle ; Art. 3 : *Amendement de M. Pleven tendant à rétablir la faculté d'absentéisme en cas de participation aux travaux d'une institution internationale ou européenne, mission hors de la métropole, ou empêchement grave reconnu valable par le bureau de l'Assemblée Nationale, cas des élus d'outre-mer* [21 mars 1958] (p. 1844) ; — d'un projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif au mode d'élection des Conseillers de la République des T.O.M., du Togo et du Cameroun : *Modifications rendues nécessaires par l'application de la loi-cadre et l'institution du collège unique, redistribution des sièges en fonction de l'importance de la population, date tardive de la discussion devant l'Assemblée, problème des sénateurs du Togo, prétendues raisons d'ancienneté et motifs sentimentaux du maintien de la représentation existante, prorogation du mandat des sénateurs jusqu'à la révision du titre VIII* [21 mai 1958] (p. 2423, 2424) ; *Représentation ethnique des T.O.M. assurée par la représentation proportionnelle* (p. 2424) ; Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à proroger pour six mois les mandats des sénateurs des T.O.M. et des territoires sous tutelle appartenant à la série B* (p. 2425) ; *Son amendement tendant à la suppression de l'article premier, maintien du chiffre global prévu par la loi du 23 septembre 1948* (ibid.) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à instituer le scrutin proportionnel lorsque deux sièges sont à pourvoir* (p. 2427) ; *Représentation ethnique et politique assurée dans chaque territoire avec le scrutin proportionnel* (p. 2427, 2428) ; — sur une communication du Gouvernement (entrevue du Président du

Conseil avec le général de Gaulle) : *Est rappelé à l'ordre* [27 mai 1958] (p. 2536).

MALLERET-JOINVILLE (M. Alfred),
Député de la Seine (4^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à ramener à un an la durée du service militaire actif, n° 127. — Le 27 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 1677) de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues tendant au déclassement des terrains militaires et à l'abolition des servitudes de la zone du Fort de Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise), n° 2380. — Le 6 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaffecter en priorité dans un établissement d'Etat, relevant du Ministère de la Défense nationale et situé dans la région parisienne, les ouvriers de l'ex-arsenal de l'aéronautique de Châtillon, n° 2476. — Le 31 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 2476) de M. Malleret-Joinville et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaffecter en priorité dans un établissement d'Etat, relevant du Ministère de la Défense nationale et situé dans la région parisienne, les ouvriers de l'ex-arsenal de l'aéronautique de Châtillon, n° 3122. — Le 30 janvier 1958, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 56-1313 du 27 décembre 1956 relatif à l'organisation de la défense intérieure du territoire métropolitain, n° 6448.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant, pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits ; 2° création de ressources nouvelles ; 3° ratification de décrets : *Ses observations sur la poursuite de la*

guerre en Algérie; les appels à l'exécution des condamnés à mort, le fossé creusé entre la France et l'Algérie; la position des communistes [24 juillet 1956] (p. 3559); Les conséquences du conflit d'Algérie pour l'économie française; la nécessité de reconnaître le fait national algérien; la désorganisation de l'armée; l'allongement et la durée du service militaire; la position du parti socialiste (p. 3560, 3561); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 21, Etats I et J, dépenses militaires, SECTION COMMUNE: Echec de la politique de pacification en Algérie, nécessité d'une solution politique; collusion entre la France et Israël dans l'affaire de Suez (déclaration de M. Béguin devant l'intergroupe pour l'unité française, discours de M. Laforest aux aviateurs de la base de Dijon) [6 décembre 1956] (p. 5595); Danger d'une destruction de la France en cas de guerre atomique; réarmement de l'Allemagne; nécessité d'accepter les propositions soviétiques tendant à l'évacuation de l'Europe par les troupes étrangères; répercussions de la politique extérieure et intérieure sur la structure et le moral de l'armée (p. 5596). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de l'usine Voisin à Issy-les-Moulineaux (Seine) [14 janvier 1958] (p. 2). — Prend part à la discussion: des propositions de la Conférence des Présidents: Remboursement des frais médicaux, installation sur notre sol de bases atomiques et de rampes de lancement de fusées [14 janvier 1958] (p. 5); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits militaires, SECTION COMMUNE: Création de la défense intérieure du territoire et de l'arme psychologique, instrument de lutte contre les communistes et les ouvriers; conférence faite aux officiers sur la guerre psychologique, lutte systématique contre le communisme, manœuvre tendant à faire de l'armée l'instrument exclusif de la réaction et à la détacher de la nation [27 février 1958] (p. 1107); Mépris du rôle de contrôle de la Commission de la défense nationale (p. 1109); déclarations du général Ely, création d'états-majors mixtes dans chaque département et de zones d'armées, activité des services psychologiques, organisation de la protection civile, crainte d'un danger parachutiste, nouvelles fonctions du colonel Bigeard (p. 1109); attitude de certains officiers en Algérie d'après le livre d'Henri Alleg, incidence de la politique de droite appliquée à Alger sur l'avenir de la démocratie et de la République, rôle

d'arbitre de l'armée entre les pouvoirs traditionnels, espoir des trusts dans l'avènement d'une dictature, nécessité d'une union de gauche pour l'union des républicains de toutes nuances (p. 1110).

MALRAUX (M. André), N. P.

Ministre

(Cabinet Charles DE GAULLE)

le 1^{er} juin 1958.

Ministre délégué à la Présidence du Conseil.

du 3 juin 1958 au 8 janvier 1959.

Interventions :

Est nommé : *Ministre* (Cabinet Charles de Gaulle) [1^{er} juin 1958] (*J.O.* du 2 juin 1958, p. 5279); — *Ministre délégué à la Présidence du Conseil* (Cabinet Charles de Gaulle) [3 juin 1958] (*J.O.* du 4 juin 1958, p. 5328).

MANCEAU (M. Bernard), Député de Maine-et-Loire (app. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission de la presse [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à instaurer un impôt à la source en remplacement de divers impôts, n° 87. — Le 25 janvier 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 mars 1956 les déclarations fiscales et les versements d'acomptes provisionnels, n° 88. — Le 16 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et maraîchers du Maine-et-Loire ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février en leur accordant le bénéfice de prêts à taux réduit et de dégrèvements d'impôts, n° 527. — Le 16 mars 1956

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les articles 1453 et 1470 du Code général des impôts directs, relatifs à la patente applicable aux marchands forains, n° 1244. — Le 26 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des membres de l'Assemblée Nationale et à rétablir le scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours, n° 5245. — Le 10 décembre 1957, une proposition de loi portant réforme de la fiscalité par l'impôt sur l'énergie, n° 6104.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour mettre fin à l'ingérence étrangère, communiste ou autre, dans les affaires françaises en Afrique du Nord et dans la métropole [29 février 1956] (p. 570). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Danger de l'ingérence étrangère dans la politique française, conséquences des concessions accordées au Maroc et à la Tunisie sur l'Algérie* [8 mars 1956] (p. 766, 767). — Prend part à la discussion : en deuxième examen, des conclusions de rapports relatifs aux accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun, aux expropriations de certaines terres : *Demande de renvoi à la Commission de M. Ninine* [9 juillet 1957] (p. 3463); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Politique incohérente menée en Afrique du Nord et dans l'Union française, ingérence de pays étrangers dans les affaires françaises, nécessité d'une réforme de la Constitution dans un sens fédéral, exclusion de certains députés de la Table ronde* [30 septembre 1957] (p. 4453, 4454). — Prend part au débat : sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Ses observations sur la constitution du Gouvernement, la participation M.R.P., les agissements de ce parti, la nécessité d'une réforme électorale préalablement à toute réforme constitutionnelle, le rétablissement du scrutin d'arrondissement* [28 octobre 1957] (p. 4587, 4588); *La composition du Ministère, l'impossibilité d'accorder des pouvoirs spéciaux à un « failli », la nécessité de réformes de structure dans l'armée et dans l'administration et d'un Gouvernement de large union républicaine*

(p. 4589, 4590); — sur la présentation du Gouvernement Félix Gaillard : *Regrette que deux groupes nationaux n'aient pas été consultés par le Président du Conseil désigné* [5 novembre 1957] (p. 4633). — Dépose une demande d'interpellation sur la gravité de la situation en Tunisie et les mesures à prendre d'urgence contre l'ingérence étrangère dans les affaires françaises en Afrique du Nord comme dans la métropole [19 novembre 1957] (p. 4876); La développe : *validité du traité du Bardo, valeur du protocole de mars 1956, instauration d'un système fédéral* [21 janvier 1958] (p. 148). = S'excuse de son absence [26 avril 1956] (p. 1562), [10 juillet 1957] (p. 3498), [25 septembre 1957] (p. 4343), [15 novembre 1957] (p. 4822), [28 novembre 1957] (p. 5023), [13 décembre 1957] (p. 5334), [19 décembre 1957] (p. 5515), [15 avril 1958] (p. 2130). = Obtient des congés [26 avril 1956] (p. 1562), [10 juillet 1957] (p. 3498), [25 septembre 1957] (p. 4343), [15 novembre 1957] (p. 4822), [28 novembre 1957] (p. 5023), [13 décembre 1957] (p. 5334), [19 décembre 1957] (p. 5515), [15 avril 1958] (p. 2130).

MANCEAU (M. Robert), Député de la Sarthe (C.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 12 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux organismes professionnels agricoles les dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 modifiée instituant des comités d'entreprise, n° 4088. — Le 7 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin que les mutilés de guerre et leurs ayants cause, titulaires de titres provisoires, et les pensionnés définitifs, titulaires de carnets

de grands invalides et grands mutilés, puissent percevoir leur pension dans les bureaux de poste, n° 6536.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [25 janvier 1956] (p. 80). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport sur les opérations électorales du Togo (collège unique) : *Eléments de la consultation du 2 janvier dans ce territoire* [2 février 1956] (p. 167, 168) ; — des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Réunion poujadiste dans la Sarthe* [22 février 1956] (p. 427) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 68-90 : *Son amendement indicatif (« pillage » des ressources naturelles par les grandes sociétés ; Développement nécessaire des industries de transformation ; Aide aux paysans ; Garantie d'écoulement des produits agricoles)* [6 juin 1956] (p. 2364, 2365). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 octobre 1956] (p. 3993). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion des interpellations sur les événements de Hongrie [7 novembre 1956] (p. 4509). — Prend part à la discussion : d'une question orale de M. Alcide Benoit relative à la suppression des signaux d'alarme dans les trains [16 novembre 1956] (p. 4771, 4772) ; — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 3 ter : *Son amendement tendant à abroger l'article 216 du Code de l'urbanisme et l'arrêté du 8 août 1956 fixant le prix des loyers des H.L.M. et à appliquer ceux-ci au taux du 1^{er} juillet 1956* [19 novembre 1956] (p. 4808, 4809) ; Art. 36 bis : *Amendement de M. Plaisance tendant à modifier les conditions d'attribution de l'allocation-logement aux familles logées dans des H.L.M.* (p. 4892) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 30 : *Son amendement tendant à faire bénéficier les fermiers et métayers de l'indemnité d'arrachage des pommiers à cidre* [3 décembre 1956] (p. 5436) ; Art. 21, Titres I et J, DÉPENSES MILITAIRES, section commune : *Retour nécessaire au service militaire de dix-huit mois* [6 décembre 1956] (p. 5597, 5598) ; Titre III :

Son amendement tendant à réduire de 10 milliards le crédit inscrit à ce titre (Retour au service militaire de dix-huit mois) (p. 5604) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1135 du 13 novembre 1956 relatif aux sociétés mutuelles de développement rural dans les territoires d'outre-mer : *Inefficacité des sociétés de développement rural* [26 décembre 1956] (p. 6232) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1136 du 13 novembre 1956 relatif au statut de la coopération dans les territoires relevant du Ministre de la France d'outre-mer : *Organisation des coopératives, pouvoirs des assemblées territoriales en la matière* [26 décembre 1956] (p. 6234) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 fixant les conditions de formation et de fonctionnement des conseils de Gouvernement en A. O. F. et en A. E. F. : *Son rappel au règlement (Application de l'art. 72)* [30 janvier 1957] (p. 424) ; *Sa demande de suspension de séance* [2 février 1957] (p. 539) ; — des propositions de décisions sur treize décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 : *Prise en considération du contre-projet de M. Alduy* [30 janvier 1957] (p. 413) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les T.O.M. et énumération des cadres de l'Etat : *Son amendement (Suppression de la contribution des territoires aux frais de fonctionnement des services du Trésor)* [31 janvier 1957] (p. 455, 456) ; *Son amendement (Suppression de la contribution des territoires aux frais de fonctionnement des services d'Etat)* (p. 456) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer : *Son amendement prévoyant l'avis conforme de l'assemblée territoriale pour l'organisation des services publics territoriaux* [1^{er} février 1957] (p. 491) ; *Son amendement tendant à supprimer la référence aux cadres provinciaux (Cas de Madagascar)* (p. 492) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A. O. F. et de l'A. E. F. : *Amendement de M. Coquel tendant à retirer au haut-commissaire le pouvoir de négocier des conventions intéressant le groupe de territoire* [1^{er} février 1957] (p. 515) ; — de

la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de Gouvernement et des assemblées territoriales en A.O.F. et en A.E.F. : *Amendement de M. Lisette prévoyant qu'un conseiller de Gouvernement peut coordonner les activités de plusieurs de ses collègues* [2 février 1957] (p. 576); *Son amendement tendant à supprimer les dispositions limitant la durée des sessions ordinaires des assemblées territoriales* (p. 579); *le retire* (p. 580); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Politique économique et financière) : *Ses observations sur la politique de misère pratiquée par le Gouvernement* [19 mars 1957] (p. 1675), *les difficultés des travailleurs, la situation des fonctionnaires* (p. 1676), *celle des cheminots* (p. 1677), *celle des mineurs, des agents de l'E. D. F. et de Gaz de France* (p. 1678, 1679); — de la proposition de décision sur le décret du 28 mars 1957 portant statut du Cameroun, Art. 11 : *Son amendement tendant à étendre la compétence de l'assemblée législative au régime minier* [4 avril 1957] (p. 2049); Art. 30 : *Son amendement prévoyant que les provinces sont créées par une loi camerounaise* (p. 2056); — une proposition de loi relative à l'organisation des élections à l'assemblée locale de la Côte française des Somalis, Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant tendant à permettre aux militaires et marins ayant au moins six mois de présence de participer aux élections territoriales* [4 avril 1957] (p. 2063); — de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif à la création et au fonctionnement des circonscriptions autonomes à Madagascar : *Ses explications de vote* [10 avril 1957] (p. 2135); — de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif au conseil de Gouvernement et à l'assemblée territoriale des Comores; Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement* [10 avril 1957] (p. 2144); *Observations sur l'obligation faite au Secrétaire général de respecter le secret des délibérations du conseil de Gouvernement* (p. 2145); — d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Réforme fiscale fondée sur l'impôt sur l'énergie* [17 mai 1957] (p. 2553, 2554); — en deuxième examen, de la proposition de décision, sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun, Art. 14 : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre le*

texte du Conseil de la République [11 juillet 1957] (p. 3534). — Dépose une demande d'interpellation sur les causes et les conséquences de l'accident de chemin de fer survenu à Bollène [25 juillet 1957] (p. 3962). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [2 octobre 1957] (p. 4483). — Dépose une demande d'interpellation sur les causes des graves accidents de chemin de fer arrivés ces cinq derniers mois [20 novembre 1957] (p. 4898). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, CRÉDITS MILITAIRES, section guerre : *Octroi de permissions de détente et de voyages gratuits aux soldats d'Algérie, retour au régime normal des permissions libérables, scandaleuses sommes de payer leurs impôts envoyées aux soldats* [28 février 1958] (p. 1155); en deuxième lecture, ses explications de vote : *Libération des soldats de la classe 1956 I-A stationnés en Tunisie* [25 mars 1958] (p. 1931).

MANCEY (M. André), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Vice-Président de la Commission de la production industrielle [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à faire effectuer mensuellement par la Caisse autonome de la sécurité sociale minière le paiement des retraites minières, n° 635. — Le 27 avril 1956, une proposition de loi tendant à la prise en compte pour le calcul de la pension vieillesse de la sécurité sociale du temps de service minier, inférieur à quinze ans, effectué avant 1930, n° 1690. — Le 13 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi (n° 637) de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension servie aux veuves par la Caisse autonome

nationale des mines, n° 2159. — Le 14 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 du décret n° 48-852 du 15 mai 1948 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur du travail pour permettre au personnel des mines du service fond, comptant au moins trente-cinq années de services, de bénéficier de la médaille de vermeil, n° 2188. — Le 25 janvier 1957, une proposition de loi tendant à maintenir aux jeunes travailleurs rappelés sous les drapeaux du fait de la guerre d'Algérie le droit à la prime de résultat attribuée dans divers services publics et entreprises privées, n° 3892. — Le 19 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à poursuivre les négociations avec la République fédérale d'Allemagne afin que les ressortissants polonais ayant travaillé successivement dans les mines ou établissements assimilés de France et d'Allemagne bénéficient de la convention générale sur la sécurité sociale, signée à Paris le 10 juillet 1950, entre la France et la République fédérale d'Allemagne ; 2° à décider qu'en attendant l'aboutissement de ces négociations, les années de services miniers accomplis en Westphalie par les intéressés soient effectivement pris en compte par le régime français de sécurité sociale dans les mines, n° 4581. — Le 11 février 1958, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 48-1445 du 18 septembre 1948 portant modification du décret du 27 novembre 1946 pour le retour de la gestion du risque accidents du travail et maladies professionnelles aux sociétés de secours minières, n° 6570. — Le 12 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer un secours d'urgence aux familles de mineurs victimes de la catastrophe de la fosse 4 de Méricourt-sous-Lens ; 2° à désigner une commission d'enquête afin d'établir les responsabilités en cause ; 3° à étudier le problème du renforcement de la prévention et de la sécurité dans les mines, n° 6576. — Le 11 mars 1958, une proposition de loi tendant à modifier le chapitre IV (délégués mineurs) du titre III du Livre II du Code du travail, ainsi que la section VI du titre IV (pénalités) du Livre II du Code du travail modifiés par les décrets des 2 mai et 12 novembre 1938, les ordonnances des 20 janvier et 24 mai 1945 et les lois des 7 mars et 2 août

1949 en vue d'assurer une meilleure sécurité et plus d'hygiène dans les mines, n° 6864.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 31-02 : *Application des mesures de sécurité et d'hygiène dans les mines ; Responsabilités de la direction des Charbonnages de France* [6 juin 1956] (p. 2379, 2380) ; — d'une proposition de loi tendant à préciser le droit au logement du personnel des mines [30 octobre 1956] (p. 4409) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, INDUSTRIE ET COMMERCE, titres III et IV : *Insuffisance de la production charbonnière ; Etablissement nécessaire d'un plan de production comportant une augmentation de l'effectif des mineurs ; Revendications des mineurs et des retraités* [28 novembre 1956] (p. 5224, 5225) ; — en deuxième lecture, du projet de loi portant revalorisation des retraites minières et aménagements financiers du régime de sécurité sociale dans les mines : *Ses explications de vote : Observations sur le financement* [11 avril 1957] (p. 2176). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrêté pris par le préfet du Pas-de-Calais portant projet de modification des circonscriptions des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs [20 mars 1958] (p. 1766).

MAO (M. Hervé), Député du Finistère (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [7 février 1956] (p. 214) ; de la Commission de la défense nationale [28 novembre 1956] (p. 5251), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1) ; de la Commission des finances [30 janvier 1958] (p. 408).

(1) Démissionnaire [30 janvier 1958] (p. 386).

Dépôts :

Le 13 décembre 1957, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 1115) de M. Gagnaire et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 relative à l'amélioration de la situation d'anciens combattants de la guerre 1939-1945 et d'Indochine à d'autres catégories d'anciens combattants, n° 6155. — Le 17 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 321) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues relative aux conditions de prise de rang des sous-lieutenants de réserve titulaires de certains diplômes et ayant bénéficié de sursis d'études, n° 6175. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales), annexe n° 28 : rapport sur les crédits du budget annexe des P. T. T., n° 6609.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, P. T. T., Etat E, Chap. 1000 : *Amendement de M. Coutant relatif à la politique sociale de l'Administration des P. T. T.* [20 juin 1956] (p. 2786); Chap. 1010 : *Amendement indicatif de M. Coutant relatif à la création d'une carrière unique des inspecteurs adjoints et des inspecteurs des P. T. T.* (p. 2790); Chap. 1030 : *Amendement indicatif de M. Coutant relatif à la situation des anciens agents de la Société des transports urbains et ruraux* (p. 2792); Chap. 1060 : *Amendement indicatif de M. Coutant relatif à la réforme du corps des opérateurs radio* (p. 2794); Chap. 1080 : *Amendement indicatif de M. Coutant (octroi d'un statut aux veilleurs de nuit du service téléphonique)* (p. 2797); *amendement indicatif de M. Coutant (validation pour la retraite du temps de service d'auxiliaire)* (p. 2797); Chap. 1120 : *Amendement indicatif de M. Coutant (attribution d'une indemnité d'études aux inspecteurs élèves des P. T. T.)* (p. 2805); *amendement indicatif de M. Coutant tendant à étendre*

à certains comptables le bénéfice de l'indemnité journalière compensant les travaux nécessités par la réception du courrier avant l'ouverture des bureaux (p. 2805); Chap. 1140 : *Amendement indicatif de M. Coutant (prise en compte pour la retraite du temps de service des auxiliaires travaillant moins de six heures par jour)* (p. 2808); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 18, Etats G et H, P. T. T. : *Réforme des services de distribution et de transport des dépêches; réforme du cadre A; intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs (comparaison avec les services extérieurs de la direction générale des impôts), indices de traitement des surveillantes principales; revalorisation des différentes indemnités; âge de la retraite; insuffisance du contrôle médical; financement des mesures nouvelles* [7 décembre 1956] (p. 5708, 5709); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (politique économique et financière) : *Ses observations sur les difficultés financières des municipalités, l'entretien des chemins vicinaux, l'utilisation des fonds des caisses d'épargne, la réforme des finances locales* [19 mars 1957] (p. 1709 à 1711); — d'une proposition de loi concernant la validation des services de personnels des établissements de la Défense nationale, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Validation rétroactive des services interrompus pour cause de maladie, assimilation des ouvriers d'Etat aux fonctionnaires* [16 juillet 1957] (p. 3636).

MARCELLIN (M. Raymond), Député du Morbihan (I.P.A.S.).

*Secrétaire d'Etat à la Fonction publique
et à la Réforme administrative.*

(Cabinet Félix GAILLARD)

du 11 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Son élection est validée [27 janvier 1956] (p. 116). == Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161); membre suppléant de cette Commission [4 octobre 1957] (p. 4502); membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de l'intérieur [3 juin 1958] (p. 2643); membre suppléant de la Commission des immu-

nités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514).

Dépôts :

Le 31 janvier 1956, une proposition de loi tendant à préciser le statut des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées et privées, **n° 257**. — Le 3 février 1956, une proposition de loi tendant à instaurer le scrutin d'arrondissement uninominal à un tour pour l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, **n° 291**. — Le 7 février 1956, une proposition de loi tendant à réduire les droits de succession, **n° 318**. — Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à permettre aux entreprises personnelles de réaliser des investissements, **n° 646**. — Le 8 juin 1956, une proposition de loi portant révision de l'article 17 de la Constitution, **n° 2121**. — Le 19 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 60 millions de francs pour venir en aide à la population des régions du Morbihan dévastées par un cyclone, le samedi 9 février 1957, et à accorder des délais pour le paiement de leurs impôts aux victimes du sinistre, **n° 4175**. — Le 21 mai 1957, une proposition de loi tendant à réviser les pensions des militaires et marins non officiers, retraités avant le 1^{er} janvier 1948, et celles de leurs ayants cause sur la base des tarifs de solde afférents aux échelles n^{os} 3 et 4 correspondant à leur ancienneté de grade et de service, **n° 5053**. — Le 21 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire, dans un délai d'un mois, l'inventaire des locaux administratifs disponibles, casernes, casernements et autres bâtisses et à y organiser des centres d'accueil pour les Français de Tunisie et du Maroc, **n° 5054**. — Le 21 mai 1957, une proposition de loi tendant à faciliter le relogement des Français rapatriés d'Afrique du Nord par l'exercice du droit de reprise pour les Français séjournant dans les territoires d'outre-mer, **n° 5055**. — Le 19 juin 1957, une proposition de loi relative aux marins de commerce et de pêche ayant occupé pendant cinq ans au moins des fonctions supérieures à celles de leur der-

nière activité, **n° 5156**. — Le 19 juin 1957, une proposition de loi tendant à assurer la poursuite de la coopération économique dans le secteur privé avec le Maroc et avec la Tunisie par l'octroi de la garantie de l'Etat à certaines prestations d'assurance-vieillesse, **n° 5157**. — Le 19 juin 1957, une proposition de loi tendant à compléter certaines dispositions de la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, **n° 5159**. — Le 19 juin 1957, une proposition de loi tendant à accorder aux marins de commerce et de pêche, classés dans les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e catégories, la liquidation de leur pension sur la base du salaire annuel forfaitaire correspondant à la catégorie immédiatement supérieure, **n° 5160**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi créant un Fonds national de solidarité : *Caractère spoliateur et faible rendement des impôts directs, nécessité de faire des économies (S.N.C.F., sécurité sociale, paquebot de l'Atlantique Nord, tunnel du Mont-Blanc)* [27 avril 1956] (p. 1611, 1612); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Propagande antifrançaise menée par les radios étrangères; émissions de la Radiodiffusion française en langue arabe, nécessité de développer ces émissions vers le Moyen-Orient et de brouiller Radio-Damas* [1^{er} juin 1956] (p. 2213, 2214); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets, Art. 14 : *Ses observations sur l'évaluation des dépenses d'Algérie pour 1957, les économies à réaliser, la réforme administrative* [26 juillet 1956] (p. 3687, 3688); *Amendement tendant à prévoir un emprunt, une taxe civique et 30 milliards d'économies* (p. 3695); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 18, budgets annexes, Etats G et H, **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE**, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Influence du développement de la télévision sur la vie politique; augmentation des redevances; émissions de radio en langue arabe; émissions antifrançaises de Radio-Tunis; développement nécessaire de la propagande française aux Etats-Unis* [7 décembre 1956] (p. 5681 à 5683).

— Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative* (Cabinet Félix Gaillard) [11 novembre 1957] (*J. O.* du 12 novembre 1957, p. 10594).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la limite d'âge des fonctionnaires privés de leurs fonctions, en deuxième lecture : *Création d'une indemnité différentielle au profit des fonctionnaires intéressés* [26 novembre 1957] (p. 4928) ; — d'une proposition de loi relative au maintien en activité de service de fonctionnaires résistants : *Oppose l'article 10 du décret organique ; obligation pour le Gouvernement de réintégrer les fonctionnaires de Tunisie et du Maroc* [26 novembre 1957] (p. 4929, 4930). — Répond à une question orale de M. Prissét relative à la construction de l'usine de traitement d'uranium à Malvaisie (Aude) [27 décembre 1957] (p. 5605). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, relative aux actions en responsabilité contre une personne morale de droit public pour dommages causés par tout véhicule [27 décembre 1957] (p. 5617) ; — en deuxième lecture, du projet de loi, adopté par le Conseil de la République, portant institution d'un Code de procédure pénale : *Protection de la liberté individuelle* [27 décembre 1957] (p. 5623). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J.O.* du 14 mai 1958, p. 4623). = S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1654), [20 juin 1956] (p. 2772). = Obtient des congés [2 mai 1956] (p. 1654), [20 juin 1956] (p. 2772).

MARGUERITTE (M. Charles), *Député du Calvados (S.).*

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission des boissons [2 juillet 1957] (p. 3112) ; membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre suppléant de la Commission

des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162) ; membre suppléant de cette Commission [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798) ; à nouveau à ce poste faute d'avoir prêté serment dans les délais prévus [20 juin 1956] (p. 2772). Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler, d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [21 février 1956] (p. 409).

Dépôts :

Le 3 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur les propositions de loi : 1° de M. Bergasse tendant à aménager les tarifs de solde des militaires et marins de carrière des grades de sous-lieutenant et de lieutenant pour tenir compte de la hiérarchie ; 2° de M. Pierre Montel tendant à aménager les tarifs de solde des militaires et marins de carrière des grades de sous-lieutenant et de lieutenant pour tenir compte de la hiérarchie, **n° 2394**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser et à regrouper les services historiques des armées de terre, de mer et de l'air et certains bureaux d'études en vue de la création d'un « Centre de documentation et d'études de la défense nationale » au château de Vincennes, **n° 2800**. — Le 27 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 2951) et la lettre rectificative (n° 3289) au projet de loi de finances pour 1957. — (Dispositions concernant les dépenses militaires), Quatrième partie : Section Guerre, **n° 3347**. — Le 20 février 1957, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions du décret du 17 décembre 1956 aux étudiants des classes 54/2 B et 54/2 C, prochainement libérables, **n° 4215**. — Le 21 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes de la tempête et des inondations des 15, 16 et 17 février 1957, **n° 4228**. — Le 22 février 1957, une proposition de loi tendant à compléter le cinquième alinéa de l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative

au recrutement de l'armée, n° 4273. — Le 12 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre les dispositions du décret n° 57-174 du 16 février 1957 aux sous-officiers en activité et en retraite, n° 4466. — Le 4 avril 1957, une proposition de loi tendant à modifier les articles 38 et 40 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage, n° 4786. — Le 19 juin 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3763) modifiant la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée et la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves, n° 5168. — Le 27 novembre 1957, une proposition de loi tendant à dispenser les jeunes gens en résidence au Sahara d'effectuer leur service militaire actif n° 6001. — Le 29 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en permission libérable les militaires A.D.L., soutiens de famille, en garnison dans la métropole et l'Allemagne de l'ouest, n° 6039. — Le 11 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dispenser de service en Algérie les appelés ou maintenus dont un des parents directs bénéficie d'une pension militaire ou de victime civile de la guerre, supérieure ou égale à 100 0/0, n° 6116. — Le 13 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remédier aux ravages causés par l'épidémie de fièvre aphteuse, en autorisant la production et l'emploi de tous les moyens de traitement actuellement connus, n° 6146. — Le 18 février 1958, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) (Dispositions concernant les dépenses militaires), Troisième partie : Section Air, n° 6626.

Interventions :

Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de l'interpellation de M. Pierre Montel relative à la manifestation de la Mutualité au cours de laquelle le drapeau des fellagha fut acclamé* [24 février 1956] (p. 493) ; — sur la question orale de M. Bouxom relative aux locaux vacants ou inoccupés dans la Seine [24 février 1956] (p. 497). — Prend part à la discussion du

projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits ; 2^o création de ressources nouvelles ; 3^o ratification de décrets, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Effectifs de l'armée de terre au 1^{er} janvier et au 1^{er} septembre 1956* ; *Date de libération des disponibles* ; *Organisation de l'intendance, réalisation d'une chaîne du froid en Algérie, fourniture de baraques Fillod aux troupes d'Afrique du Nord* ; *Problème de la durée du service militaire, octroi de permissions aux soldats d'Afrique du Nord* [24 juillet 1956] (p. 3554) ; *Renforcement des effectifs de la gendarmerie* ; *Réorganisation du foyer du soldat* ; *Conduite de la guerre psychologique (brouillage des radios étrangères)* ; *Fabrication d'hélicoptères : Lenteur dans l'exécution des programmes* ; *Abattement de 5 milliards opéré par la Commission des finances sur le titre V* ; *Remboursement des sommes dues au titre de la mission internationale en Indochine* ; *Transfert des installations des bases militaires françaises du Viet-Nam* ; *Situation morale et matérielle des officiers et sous-officiers servant au Maroc* ; *Réorganisation de la défense nationale en fonction de l'existence des armes atomiques* (p. 3555) ; SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 34-03 : *Son amendement indicatif (Conduite de l'action psychologique en Afrique du Nord)* [25 juillet 1956] (p. 3607) ; Chap. 34-81 : *Son amendement indicatif (Fonctionnement du service de sécurité militaire et réorganisation des services de renseignements)* (p. 3608) ; Chap. 53-92 : *Son amendement indicatif (Fabrication d'hélicoptères)* (p. 3608) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à rétablir le chiffre de 3 milliards demandé par le Gouvernement* (p. 3608) ; Etat E, Chap. 52-81 : *Fermeture de la cartoucherie de Sevrans, conséquences pour la cartoucherie de Lebissey (Calvados)* (p. 3610) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement indicatif (Attribution de permissions aux soldats du contingent)* [26 juillet 1956] (p. 3647) ; *Amendement indicatif de M. Billat (Exemption de service en Afrique du Nord pour les pères de famille)* (p. 3648) ; Chap. 34-93 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement (Constitution du parc d'animaux destinés aux goums marocains)* (p. 3652) ; Chap. 37-97 : *Son amendement tendant à rétablir le crédit demandé par le Gouvernement* (p. 3652) ; Chap. 53-41 : *Son amendement indicatif (Alimentation des soldats*

stationnés en Afrique du Nord (p. 3653) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 54-61 : *Son amendement indicatif (Équipement de la troupe en baraques Fillod)* (p. 3655) ; *le retire* (p. 3656) ; Etat C, Chap. 32-42 : *Son amendement tendant à rétablir le crédit demandé par le Gouvernement (Relèvement des primes de chauffage en Afrique du Nord)* (p. 3656) ; Etat F, Chap. 53-71 : *Son amendement tendant à rétablir le montant des autorisations de programme demandé par le Gouvernement (Acquisition de véhicules automobiles)* (p. 3658) ; SECTION MARINE, Etat A, Chap. 34-71 : *Emploi des croiseurs Georges-Leygues et Montcalm dans les opérations d'Algérie* (p. 3664) ; SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, Etat C, Chap. 34-41 : *Son amendement indicatif (Transfert des installations militaires des bases d'Indochine)* (p. 3667) ; *le retire* (ibid.). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 octobre 1956] (p. 3993). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer dans le titre du chapitre II, avant l'article 6, les mots « et classement »* [30 octobre 1956] (p. 4381) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur des officiers de réserve placés en non-disponibilité)* (p. 4381) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à modifier la rédaction du cinquième alinéa de cet article* (p. 4384) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à remplacer, dans le dernier alinéa de cet article, les mots « de leur temps de service exigé par la loi de recrutement » par les mots « du temps de service »* (p. 4385) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Etat J, DÉPENSES MILITAIRES, Section Guerre, en qualité de *Rapporteur pour avis : Diminution des crédits affectés à l'armée de terre ; Problème des effectifs, abaissement éventuel de l'âge du sursis militaire, révision du régime des sursis, suppression éventuelle des conseils de révision* [6 décembre 1956] (p. 5617) ; *Construction du Potez-75 ; Équipement de l'armée en Jeeps de type Willis ; Reconstruction de l'école de Saint-Cyr* (p. 5618) ; *Régime des permissions ; Date de libération de certaines fractions de la classe de 1954* (p. 5619) ; Titre V *Son amendement tendant à réduire de 2 milliards le montant des autorisations de programme* (p. 5625) ; — de la proposition de

décision sur le décret du 28 mars 1957 portant statut du Cameroun, Art. 22 : *Son amendement visant l'organisation des travaux du Conseil des Ministres* [4 avril 1957] (p. 2050) ; *le retire* (p. 2051) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, CRÉDITS MILITAIRES, Section Air, en qualité de *Rapporteur pour avis : Difficultés de l'armée de l'air pour assumer ses missions fondamentales avec des crédits réduits, dangers pour l'avenir de la construction aéronautique française, problème de l'utilisation des hommes transférés à l'armée de terre* [26 février 1958] (p. 1049, 1050) ; *Contribution de l'armée de l'air aux opérations d'Algérie, rétablissement de la nomination de 19 commissaires* (p. 1050) ; *Problème posé par le repliement des bases (logement des officiers), conséquences de la réduction des crédits affectés aux réparations et aux carburants* (p. 1050, 1051) ; *Economies contestables procurées par les résiliations de commandes, conditions de fabrication du « Mirage III », diminution en cours du potentiel de l'armée de l'air, correctif nécessaire à apporter au budget, nécessité de définir la future politique de l'armée de l'air par une loi-programme spéciale à l'aéronautique adaptée à l'évolution technique, difficultés prochaines de l'industrie aéronautique, recherche d'un équilibre entre notre production classique et le développement d'armes nouvelles, nécessité de maintenir notre place dans le domaine des constructions aéronautiques au moment de notre entrée dans le marché commun* (p. 1051, 1052) ; — de la question orale de M. Montalat relative aux vols commis à la base américaine de Nouaceur au Maroc [28 février 1958] (p. 1138).

MARIAT (M. René), Député du Cher (C.).

Son élection est validée [21 février 1956] (p. 375). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1).

Dépôts :

Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la propo-

(1) Démissionnaire [3 décembre 1957] (p. 5102).

sition de loi (n° 1723) de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 72 du Code rural, relatif à l'entretien des chemins ruraux, n° 2679. — Le 19 février 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 2119) de M. Billat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour permettre l'évacuation du village des Fauries, commune de Saint-Lattier (Isère) dont les immeubles sont rendus impropres à l'habitation par suite de la construction du barrage de Pizançon, n° 4179. — Le 29 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux exploitants agricoles du département du Cher, sinistrés par les récentes gelées, n° 5056.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, INTÉRIEUR. Etat A, Chap. 63-50 : *Son amendement indicatif relatif aux subventions destinées à l'entretien de la voirie départementale et communale* [7 juin 1956] (p. 2416); — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales, Art. 4 : *Son amendement (taux de la taxe sur les chiens)* [19 mars 1958] (p. 1707, 1708).

MARIE (M. André), Député de la Seine-Maritime [1^{re} circonscription] (R.R.S. puis G. D. R. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission des affaires étrangères [7 février 1956] (p. 214).

Dépôts :

Le 17 février 1956, une proposition de loi tendant à établir un programme garantissant la

(1) Démissionnaire [3 février 1956] (p. 204).

construction de 350.000 logements par an, pendant une durée minimum de quinze ans, n° 581. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 2880. — Le 8 novembre 1956, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 55 du Code de la nationalité française, n° 3178. — Le 31 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur les propositions de résolution : 1° de M. Jarrosson (n° 3108) tendant à inviter le Gouvernement à affecter par priorité aux besoins des Français de Tunisie et du Maroc les fonds destinés par le budget français à ces deux Etats; 2° de M. André Morice et plusieurs de ses collègues (p. 3283) tendant à inviter le Gouvernement à mettre rapidement en œuvre toutes les mesures propres à assurer la réparation des dommages subis par nos compatriotes de Tunisie et du Maroc et la sauvegarde de leurs intérêts majeurs, n° 3987. — Le 13 mars 1957, une proposition de loi tendant à étendre aux victimes civiles de la guerre le bénéfice de la loi du 8 juin 1930 codifiée dans l'article L. 326 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 4497. — Le 26 novembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'Ordre des experts-comptables et comptables agréés et réglant les titres et les professions d'expert-comptable et comptable agréé, n° 5985. — Le 10 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter les achats de matériels étrangers effectués par les administrations et services publics de l'Etat et des collectivités locales, des entreprises nationalisées et des institutions ou sociétés bénéficiaires de crédits publics, n° 6852.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la réparation des dommages subis par les Français de Tunisie et du Maroc, en qualité de *Rapporteur* : *Incidents douloureux et tragiques de Tunisie et du Maroc, les mesures financières indispensables* [5 février 1957] (p. 651, 652); *Amendement de M. Marin (répartition du crédit de 48 milliards*

entre les Français de Tunisie et du Maroc et les jeunes Etats marocains et tunisiens) (p. 656); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la revision constitutionnelle; Ses explications de vote sur la question de confiance: *Approbation de la réforme; réserves sur la politique du Gouvernement en Tunisie* [18 mars 1958] (p. 1637). = S'excuse de son absence [15 novembre 1957] (p. 4839). = Obtient un congé [15 novembre 1957] (p. 4839).

MARIN (M. Fernand), Député de Vaucluse (C.).

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 193). = Est nommé membre: de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission chargée d'enquêter sur les opérations électorales du département de la Réunion [20 février 1958] (p. 930).

Dépôt :

Le 24 mai 1956, une proposition de loi tendant à accorder conjointement à la femme et au mari l'exercice de la puissance paternelle pendant le mariage, n° 1927.

Interventions :

Prend part à la discussion: d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement: *Indemnisation des petits cultivateurs sinistrés par le froid (exemple de Vaucluse), dotation de la Caisse nationale de vieillesse agricole* [13 mars 1956] (p. 887, 888); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, JUSTICE, Etat A, Chap. 31-12: *Amendement indicatif de Mme Rabaté relatif à la concentration des justices de paix* [7 juin 1956] (p. 2426, 2427); Chap. 31-22: *Son amendement indicatif relatif à la situation des personnels de l'administration pénitentiaire (Payement des heures supplémentaires et des heures de nuit, avancement, classement indiciaire)* (p. 2427, 2428); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 31-01: *Amendement indicatif de M. Rieu*

(Application des dispositions concernant les fonctionnaires résistants, situation des auxiliaires) [13 juin 1956] (p. 2564); Chap. 42-22: *Amendement indicatif de M. Pourtalet (Orientation des relations culturelles avec les pays musulmans, situation du personnel de l'enseignement laïque)* (p. 2573); *Subvention à l'Union nationale des étudiants de France pour l'accueil des étudiants étrangers* (p. 2575); RELATIONS AVEC LES ÉTATS ASSOCIÉS; Chap. 31-01: *Situation du personnel auxiliaire du service des relations avec les Etats associés* (p. 2572); en deuxième lecture, Art. 20 A: *Amendement de M. Dronne tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Situation des administrateurs de l'Indochine)* [23 juillet 1956] (p. 3495); — d'un projet de loi prévoyant des mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux: *Ses explications de vote* [19 juin 1956] (p. 2756); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amnistie de certaines infractions commises en Tunisie, en qualité de *Rapporteur suppléant* [31 juillet 1956] (p. 3782); — du projet de LOI DE FINANCES POUR 1957; Art. 14, Etat C, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Titre III: *Suppression d'emplois, situation des auxiliaires, majorations d'ancienneté pour activités dans la Résistance, statut des agents du chiffre, intégration des agents du cadre latéral (loi du 27 mars 1956)* [22 novembre 1956] (p. 5045); RELATIONS AVEC LES ÉTATS ASSOCIÉS, Titres III et IV: *Insuffisance des moyens mis à la disposition des missions culturelles* [26 novembre 1956] (p. 5031); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Bouxom sur les initiatives que le Gouvernement compte prendre à la suite des interventions de l'armée soviétique en Hongrie [11 décembre 1956] (p. 5853, 5854); — d'une proposition de résolution relative à la réparation des dommages subis par les Français de Tunisie et du Maroc [5 février 1957] (p. 653, 654); *Son amendement (Répartition du crédit de 48 milliards entre les Français de Tunisie et du Maroc et les jeunes états marocains et tunisiens)* (p. 656); — de la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que la création d'une commission internationale d'enquête sur les crimes contre l'humanité soit inscrite à l'ordre du jour de l'O.N.U.: *Inefficacité de la commission d'enquête envisagée, caractère anti-soviétique de la proposition, nomination du*

général Speidel au Secteur Centre-Europe de l'O. T. A. N. [14 février 1957] (p. 869, 870). — Pose a M le Secrétaire d'Etat a l'Agriculture une question orale relative à la situation des agriculteurs victimes de la grêle de Pernes-les-Fontaines (Vaucluse) [15 mars 1957] (p. 1620). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord [16 janvier 1958] (p. 71); la développe : *Menace de colonialisme collectif pesant sur l'Afrique du Nord, tension régnant avec la Tunisie et avec la Yougoslavie, recherche de la paix en Algérie, retour à des relations normales et amicales avec la Tunisie et le Maroc* [21 janvier 1958] (p. 167 à 169).

MAROSSELLI (M. André), *Député de la Haute-Saône (R. R. S.)*.

Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957,

Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957,

Ministre de la Santé publique et de la Population

(Cabinet Pierre PLIMLIN)

du 14 mai 1958 au 1^{er} juin 1958.

Son élection est validée [27 janvier 1956] (p. 116). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161) (1).

Dépôt :

Le 1^{er} août 1956, un projet de loi tendant à protéger les intérêts des médecins et chirurgiens-dentistes rappelés sous les drapeaux, n° 2766.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (Cabinet Guy

Mollet) [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au Laboratoire national de la santé publique : *Deuxième lecture de l'article premier, la rémunération du personnel* [24 avril 1956] (p. 1493); — d'une proposition de loi relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris [29 mai 1956] (p. 2053); Art. 5 : *Amercement de M. Mazuez tendant à fixer par un seul règlement d'administration publique les conditions de l'ensemble des concours hospitaliers* (p. 2055); Art. 6 : *Demande la disjonction de cet article (Dispositions déjà prévues par l'article 723 du Code de la santé publique)* (p. 2056); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-21 : *Retard dans l'utilisation des crédits de paiement en matière d'équipement, organisation de la protection civile, problème du contrôle des médicaments, amélioration de la situation du personnel, titre du directeur départemental de la population du département de la Seine, séjour des tuberculeux dans les hôpitaux, construction de nouveaux sanatoria, réglementation et création des officines pharmaceutiques, avances faites aux départements pour le remboursement des dépenses d'aide sociale, protection des populations contre les dangers résultant de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique* [8 juin 1956] (p. 2470); Chap. 66-12 : *Construction de nouveaux hôpitaux psychiatriques, développement de la recherche sur le cancer* (p. 2472); *Amdement indicatif de M. Cagne relatif à l'achèvement du Centre régional anticarcérome de Lyon* (p. 2473); Chap. 66-20 : *Création de foyers pour les jeunes travailleurs* (p. 2473). — Répond à une question orale : de M. Castera relative aux obligations du père de famille envers son enfant majeur hospitalisé dans un établissement psychiatrique [15 juin 1956] (p. 2646); — de Mme Rabaté relative aux revendications des agents non diplômés des hôpitaux et hospices de Paris [4 juillet 1956] (p. 3213); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art 14, Etat C, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Titres III et IV : *Réduction d'emplois dans les services extérieurs, création de postes de pharmaciens inspecteurs de la santé, contrôle des dépenses d'aide sociale,*

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).

assimilation des inspecteurs de la population aux inspecteurs du travail, installation des services centraux du Ministère, fusion des deux directions médicales, organisation de la protection civile (faiblesse des moyens), allocation de sucre aux économiquement faibles, extension du fonds de solidarité aux aveugles et grands infirmes, réforme hospitalière, extension des maisons de retraites, problème de la psychiatrie infantile, application de la législation d'assistance dans les départements d'outre-mer, construction des centres anticancéreux de Lyon et de Saint-Cloud, inscription de la dermite du largactyl au tableau des maladies professionnelles, aide médicale aux tuberculeux, situation du personnel des directions départementales de la santé et de la population, création d'une école de sourds-muets dans la banlieue parisienne [29 novembre 1956] (p. 5282 à 5285); Art. 45 : *Retards dans la mise en œuvre du plan d'équipement hospitalier* [5 décembre 1956] (p. 5539); *Humanisation des hôpitaux, augmentation éventuelle des subventions en cas de hausse des prix de construction, emplacement de l'hôpital psychiatrique de la Creuse; Amendement de M. Rosan Girard tendant à supprimer l'article 45; Amendement de M. Gaumont ayant le même objet (Fixation d'un plafond à la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale dans les départements d'outre-mer), abus commis dans la distribution de l'assistance médicale gratuite* (p. 5540, 5541). — Répond à une question orale de M. Bouxom relative à l'emplacement choisi pour la construction de l'hôpital Ambroise-Paré [7 décembre 1956] (p. 5680). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris : *Demande de renvoi à la Commission* [12 février 1957] (p. 767); — d'une proposition de loi relative à la protection des enfants contre l'alcoolisme : *Motion préjudicielle de M. Baurens tendant à surseoir à la discussion de cette proposition de loi* [13 février 1957] (p. 834); *Contre-projet de M. Baurens tendant à remplacer dans l'article 80 du Code, les mots « à des mineurs de moins de 20 ans », par « à des mineurs de moins de 16 ans »* (p. 836); — en deuxième lecture du projet de loi relatif au Laboratoire national de la santé publique; Art. 5 et 6 : *Visa des spécialités pharmaceutiques, sa demande de disjonction* [19 février 1957] (p. 969). — Répond à une question orale

de M. Bouloux relative aux conditions d'attribution de l'allocation militaire [1^{er} mars 1957] (p. 1229). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (Cabinet Guy Mollet), le 21 mai 1957. Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2681) — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (Cabinet Bourghès Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter et renforcer la réglementation des substances toxiques employées pour la coiffure. *Consultation de divers organismes sur l'abrogation du décret du 17 mars 1949 et l'autorisation de la vente publique de certains produits réservés aux coiffeurs, caractère inoffensif de ces produits sous réserve de certains taux de concentration* [25 juin 1957] (p. 2959). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (Cabinet Bourghès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

En cette qualité :

Répond à la question orale : de M. Jean Villard relative à la situation dans laquelle se trouvent les établissements d'aliénés par suite du nombre de plus en plus important des malades [23 mai 1958] (p. 2444); — de M. Pranchère relative à l'extradition du général Lammerding responsable des crimes commis à Tulle et à Oradour-sur-Glane [23 mai 1958] (p. 2445). — Présente sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la Population* le 28 mai 1958. Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279). — S'excuse de son absence [16 janvier 1958] (p. 57). — Obtient un congé [16 janvier 1958] (p. 57).

MARRANE (M. Georges), *Député de la Seine (4^e circonscription) (C.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Vice-Président de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [10 février 1956] (p. 254).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à porter à trois semaines la durée du congé annuel payé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture, **n° 129**. — Le 7 février 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55-687 du 21 mai 1955 portant règlement d'administration publique pour la détermination de la part des départements et des communes dans les dépenses d'aide sociale, **n° 309**. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à développer la pratique de l'éducation physique et des sports par la jeunesse française, **n° 1484**. — Le 11 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire mettre en liberté, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet 1956, les citoyens en détention préventive et poursuivis en raison des manifestations ayant accompagné le départ de rappelés sous les drapeaux, **n° 2511**. — Le 5 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 260) de M. Emile Hugues tendant à modifier l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955 relatif aux taxes sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics, **n° 2904**. — Le 23 octobre 1956, une proposition de loi tendant à abroger l'article 216 du Code de l'urbanisme et de l'habitation ainsi que l'arrêté du 8 août 1956 fixant les taux de loyer des H. L. M. construites après le 3 septembre 1947, **n° 3023**. — Le 29 novembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 50-893 du 2 août 1950,

instituant une aide financière au profit de certains locataires ou occupants en vue de leur permettre de couvrir certaines dépenses de déménagement et de réinstallation, **n° 3370**. — Le 29 janvier 1957, une proposition de loi tendant à relever le taux de la taxe sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice d'une profession, **n° 3949**. — Le 8 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3949) de M. Marrane et plusieurs de ses collègues tendant à relever le taux de la taxe sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice d'une profession, **n° 4447**. — Le 15 mars 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Emile Hugues (n° 260) tendant à modifier l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955 relatif aux taxes sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics ; 2° de M. Frédéric-Dupont (n° 3145) tendant à modifier l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955 relatif à l'exonération des salles d'audition de disques, dans lesquelles il n'est servi aucune consommation et qui n'utilisent que des appareils munis d'écouteurs individuels, de la taxe spécifique instituée par le décret n° 55-469 du 30 avril 1955, **n° 4556**. — Le 7 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dégager d'urgence, pour attribution, avant la fin de l'année 1957, un crédit additionnel de 30 milliards en faveur des organismes d'H. L. M. construisant des logements destinés à la location, **n° 5878**. — Le 5 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte du vœu émis à l'unanimité par le Congrès de Strasbourg des organismes d'H. L. M., à affecter la cotisation patronale de 10/0 sur les salaires, en priorité aux constructions d'H. L. M. et à interdire la transformation d'immeubles à usage d'habitation en immeubles à usage industriel, commercial et administratif, **n° 6090**. — Le 31 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3145) de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955 relatif à l'exonération des salles d'audition de disques, dans lesquelles il n'est servi aucune consommation et qui n'utilisent que des appareils munis d'écouteurs individuels, de la taxe spécifique instituée par le

décret n° 55-469 du 30 avril 1955, n° 6480 (rectifié). — Le 4 février 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 260) de M. Emile Hugues tendant à modifier l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955 relatif aux taxes sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics, n° 6498.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 40 : *Son amendement indicatif tendant à supprimer l'attribution de primes pour la construction de logements luxueux* [21 juin 1956] (p. 2878); en deuxième lecture, Art. 106 : *Amendement de M. Bonnefous tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Aide aux communes-dortoirs)* [23 juillet 1956] (p. 3509); — de l'interpellation relative à la réforme de la taxe locale et de la taxe sur les spectacles : *Ses observations sur : les modifications apportées au régime de la taxe locale, l'augmentation des centimes additionnels, la réforme nécessaire des finances locales* [14 novembre 1956] (p. 4657), *l'injustice de la taxe locale, la « super-tutelle » du Ministère des Finances* (p. 4658), *les responsabilités du Gouvernement* (p. 4659); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs : *Anti-constitutionnalité du projet ; Obstacles mis à la construction par les multiples interventions de l'administration ; Conséquences néfastes du blocage des prix* [15 novembre 1956] (p. 4709); *Ralentissement par le Gouvernement de la construction des H.L.M. ; Conséquences néfastes des facilités accordées aux sociétés immobilières (Spéculation sur les terrains); Gestion des offices d'H.L.M.* (p. 4710); *Faiblesse de la charge financière supportée par le budget en faveur de la construction ; caractère tragique de la crise du logement dans la région parisienne ; Proposition déposée par le groupe communiste* (p. 4711); *Aspect positif du projet ; Accroissement excessif du rôle du Ministère de la Reconstruction et du Logement ; Efforts faits par les offices d'H.L.M. pour obtenir une baisse des prix de la construction* (p. 4712); *Nécessité d'abroger l'arrêté du 8 août 1956 relatif à l'augmentation des loyers des H.L.M.* (p. 4713); Art. 1^{er} : *Amendement*

de M. Denvers tendant à augmenter de 30 milliards les crédits destinés à l'accession à la propriété (p. 4744); *Son amendement tendant à supprimer les dispositions prévoyant l'établissement de programmes par le Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement* (p. 4746); Art. 3 : *Son amendement tendant à assimiler les règles d'attribution de la prime de 600 francs aux règles relatives à l'octroi des prêts d'H.L.M. de la catégorie B* [16 novembre 1956] (p. 4784); Art. 3 ter : *Amendement de M. Manceau tendant à abroger l'article 216 du Code de l'urbanisme et l'arrêté du 8 août 1956 fixant le prix des loyers des H.L.M. et à bloquer ceux-ci au taux du 1^{er} juillet 1956* [19 novembre 1956] (p. 4809); Art. 3 quater : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe premier (Enumération des moyens de productivité)* (p. 4812); Art. 8 : *Son amendement prévoyant l'avis conforme du Conseil supérieur des H.L.M.* (p. 4829); Art. 16 bis : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Plans d'aménagement régional)* (p. 4861); Art. 18 : *Amendement de M. Arbogast tendant à charger le directeur départemental de la reconstruction des études concernant l'équipement collectif et la coordination des travaux* (p. 4866); en deuxième lecture, Art. 3 A : *Amendement de M.M. Hugues et Nisse tendant à ne pas réserver aux constructions locatives seules les avantages accordés aux constructeurs ayant usé de moyens de haute productivité ; Ses observations sur l'importance des immeubles locatifs, l'équilibre entre le secteur locatif et l'accession à la propriété* [12 avril 1957] (p. 2238); Art. 10 : *Amendement de M. Triboulet concernant les conditions d'emploi de la participation de l'entreprise en cas de construction directe ; Observations sur le danger de lier l'attribution d'un logement à l'emploi* (p. 2248); Art. 17 : *Son amendement tendant à le supprimer (Coordination des programmes de travaux nécessaires à la création d'agglomérations nouvelles)* [14 mai 1957] (p. 2351); *Son amendement tendant à supprimer l'avis du Conseil d'Etat pour les dispositions de cet article* (p. 2352); Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer le groupement obligatoire des communes en un syndicat chargé des équipements collectifs* (ibid.); Art. 18 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale* (ibid.); Art. 19 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté par le Conseil*

de la République (*Aménagement de la région parisienne*) (ibid.) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 67 : *Blocage des prix de la construction ; Arrêt des adjudications dans la région parisienne ; Suppression de la taxe de 1 0/0 sur les prix de la construction destinée aux asiles du Vésinet et de Vincennes* [3 décembre 1956] (p. 5420, 5421) ; Art. 97, Etat K, ligne 128 : *Son amendement tendant à supprimer le prélèvement sur le montant des travaux publics adjugés dans la région parisienne* [8 décembre 1956] (p. 5752) ; *le retire* (p. 5752) ; en quatrième lecture : *Représentation des maires à la commission nationale des patentes* [28 décembre 1956] (p. 6387) ; — d'interpellations sur la politique économique du Gouvernement : *Conséquences des décisions prises sur le problème du logement ; Augmentation de l'intérêt des prêts spéciaux à la construction* [20 septembre 1957] (p. 4276, 4277) ; — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales, Art. 11 : *Taxe sur la valeur locative des locaux industriels et commerciaux* [19 mars 1958] (p. 1713) ; *Amendement de M. de Tinguy (Plafond de la taxe sur les locaux professionnels)* (p. 1714) ; Art. 16 : *Amendement de M. Michel (Taxes sur les spectacles, les salles d'audition de disques)* (p. 1719) ; *Son article additionnel (Imposition des appareils automatiques : billards, baby-foot)* (ibid.).

MARTEL (M. Henri), Député du Nord (3^e circonscription). (C.)

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55-1463 du 8 novembre 1955 portant modification de l'article 23 du statut du mineur en ce qui concerne les droits au logement du personnel des mines, n° 627. — Le 9 mars 1956, une proposition de loi tendant à augmenter de 15 0,0 les retraites et prestations servies par la Caisse autonome nationale des retraites de la

Sécurité sociale minière, n° 1110. — Le 20 mars 1956, une proposition de loi tendant à indexer la retraite normale des mineurs et similaires, prévue à l'article 147 du décret du 27 novembre 1946, sur la base de 66 0,0 du salaire moyen des mineurs et similaires, n° 1275. — Le 18 octobre 1956, une proposition de loi tendant à déterminer l'ancienneté des ouvriers, des agents de maîtrise, des techniciens, des employés et des cadres administratifs des exploitations minières et assimilées, n° 2987. — Le 18 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la rémunération du personnel des mines de charbon non nationalisées, des mines de métalloïdes non ferreux et autres substances n° 2988. — Le 24 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n° 3389) de M. Védrières et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remettre d'urgence en exploitation les puits de mine qui ont été fermés, mais qui n'ont pas été démantelés, n° 3877. — Le 24 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi (n° 353) de MM. Ulrich et Catoire tendant à compléter les articles 44 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 et 85 du décret n° 47-2100 du 22 octobre 1947, relatifs à la sécurité sociale dans les mines, en vue de ne permettre la cession ou la saisie des ressources des organismes de sécurité sociale minière qu'après autorisation du Ministre de tutelle, n° 3878. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 142 du décret n° 56-149 du 24 janvier 1956 portant codification des textes législatifs concernant la famille et l'aide sociale, n° 5111. — Le 18 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n° 4581) de M. André Mancey et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à poursuivre les négociations avec la République fédérale d'Allemagne afin que les ressortissants polonais ayant travaillé successivement dans les mines ou établissements assimilés de France et d'Allemagne bénéficient de la Convention générale sur la sécurité sociale, signée à Paris, le 10 juillet 1950, entre la France et la République fédérale d'Alle-

magne; 2° à décider qu'en attendant l'aboutissement de ces négociations, les années de services miniers accomplis en Westphalie par les intéressés soient effectivement prises en compte par le régime français de sécurité sociale dans les mines, n° 6189. — Le 22 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi (n° 4195) de M. Alduy et plusieurs de ses collègues précisant les modalités applicables en matière de coordination entre les divers régimes de sécurité sociale et le régime minier en ce qui concerne les mineurs victimes des crises économiques, n° 6379.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 31-01 : *Production française de charbon : augmentation des importations ; responsabilité des Gouvernements ayant ordonné la fermeture de puits de mines ; augmentation du rendement individuel ; développement de la silicose ; insuffisance des salaires ; revendications des mineurs* [6 juin 1956] (p. 2374, 2375, 2376, 2377) ; — du projet de loi portant revalorisation des retraites minières : *Attitude des services sociaux des charbonnages de France ; revendications des mineurs retraités ; prélèvement éventuel sur le fonds de solidarité ; observations sur l'âge de la retraite des mineurs de fond et des mineurs de surface* [15 février 1957] (p. 926 et 927). — Dépose une demande d'interpellation sur la violation des droits constitutionnels et des droits syndicaux découlant du statut du mineur que constituent les sanctions prises pour action syndicale envers des jeunes mineurs rappelés de l'armée pour travailler dans les mines de charbon et qui se sont joints à des mouvements de grève [26 novembre 1957] (p. 4931). — S'excuse de son absence [14 janvier 1958] (p. 2).

MARTIN (M. Gilbert), Député de l'Eure (R. R. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la

Commission de l'éducation nationale [4 octobre 1957] (p. 4502) ; du Comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile [6 mars 1956] (p. 667).

Dépôts :

Le 1^{er} mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à réglementer le marquage des ovins, n° 942 (rectifié). — Le 23 mai 1956, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 1487) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, n° 1914. — Le 26 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 262 et 1573 du Code général des impôts pour encourager et développer l'emploi en culture des pesticides, n° 2352. — Le 12 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 365) de MM André Hugues et Rolland tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement normal, à Paris, du Bureau international permanent de chimie analytique pour les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux, n° 2558. — Le 16 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi de finances pour 1957 (n° 2951), première partie : Dépenses ordinaires, dépenses sur ressources affectées, articles du projet de loi (sauf art 3 et 4) ; deuxième partie : Dépenses en capital, budget annexe des prestations familiales agricoles, articles 3 et 4 du projet de loi, examen de divers crédits inscrits à d'autres budgets que celui de l'Agriculture, n° 3262. — Le 30 janvier 1957, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 118) tendant à la révision des majorations de rentes viagères prévue par les lois relatives aux rentes viagères publiques et privées ; 2° de M. Dorey (n° 287) tendant à modifier les coefficients de majoration de certaines rentes viagères ; 3° de M. Lamps et plusieurs de ses collègues (n° 470 rectifié) tendant à revaloriser l'ensemble des rentes viagères ; 4° de M. Quinson et plusieurs de ses collègues (n° 644) tendant à revaloriser les rentes viagères constituées avant 1914 auprès de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ; 5° de M. de Léotard (n° 1389) ten-

dant à majorer le montant des rentes viagères du secteur public ; 6^o de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues (n^o 1670) tendant à appliquer à tous les rentiers viagers les taux et tranches de majoration dont bénéficient les rentes ayant fait l'objet de la loi n^o 49-420 du 25 mars 1949 modifiée ; 7^o de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues (n^o 1673) tendant à porter à 1.000/0 le coefficient de majoration des rentes viagères constituées avant le 1^{er} octobre 1936 ; 8^o de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues (n^o 2111) tendant à réévaluer les taux de majoration des rentes viagères ; 9^o de M. Vigier et plusieurs de ses collègues (n^o 2603) tendant à revaloriser les rentes viagères du secteur public et du secteur privé et à les adapter aux variations économiques ; 10^o de M. Baurens et plusieurs de ses collègues (n^o 2741) tendant à valoriser les rentes viagères majorées par la loi n^o 53-300 du 9 avril 1953 en fonction de la date des versements initiaux, au même titre et dans les mêmes conditions que les rentes constituées antérieurement au 1^{er} janvier 1949 et visées par ladite loi ; 11^o de M. Frédéric-Dupont (n^o 3146) tendant à majorer certaines rentes viagères, en vue de permettre la revalorisation effective des retraites versées par les caisses de retraite et de prévoyance constituées par des établissements privés ou des sociétés nationales, et de modifier l'article 4 *ter* de la loi du 22 juillet 1952 exonérant de la revalorisation les débirentiers de rentes viagères au bénéfice des caisses de retraite, **n^o 3953**. — Le 30 janvier 1957, une proposition de loi tendant à amnistier certaines condamnations prononcées contre les assesseurs des tribunaux paritaires de baux ruraux en application de l'article 378 du Code pénal, **n^o 3962**. — Le 30 janvier 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 54 de la loi n^o 56-780 du 4 août 1956 relatif à la consignation de l'amende pour les pourvois en cassation contre les jugements des tribunaux paritaires des baux ruraux, **n^o 3963**. — Le 21 mars 1957, une proposition de loi tendant à définir les bases permanentes de la politique agricole et à fixer les conditions de l'orientation de la production agricole, la détermination des prix agricoles, les moyens de la vulgarisation ainsi que le statut de l'exploitation familiale et le soutien à prévoir pour cette exploitation, **n^o 4615**. — Le 25 février 1958, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi de finances pour 1958

(n^o 6107), 2^e partie : Moyens des services et dispositions spéciales, **n^o 6701**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *La constitution d'une charte de l'agriculture, orientation des productions et organisation des marchés* [15 mars 1956] (p. 965 à 937) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Présentation générale du budget ; importance des crédits affectés aux moyens des services ; investissements, retards dans l'exécution de certains programmes et crédits de report, carence de certains services* [24 mai 1956] (p. 1991, 1992) ; CHARGES COMMUNES, Etat A. Chap. 44-92 : *Affectation au Fonds de garantie mutuelle de la production agricole, des crédits précédemment destinés à la résorption du blé* [29 mai 1956] (p. 2072) ; AGRICULTURE, Etat A. Chap. 31-51 : *Son amendement tendant à supprimer ce chapitre (création d'emplois d'inspecteurs des lois sociales)* (p. 2086) ; Art. 11 : *Taxe de circulation sur les viandes ; ventilation des ressources provenant de la taxe ; son amendement tendant à créer un fonds de prophylaxie des maladies des animaux et à lui affecter une partie de la taxe de circulation sur les viandes* [21 juin 1956] (p. 2855) ; Art. 48 : *Amendement de M. Gabelle tendant à accroître les promesses de subventions pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales* [22 juin 1956] (p. 2933) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 61-72 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à rétablir ce chapitre* (p. 2935) ; Art. 51 : *Fonds de secours aux victimes des sinistres et calamités* (p. 2937) ; *application de l'article 675 du Code rural, circulaire de la Caisse nationale de crédit agricole* (ibid.) ; Chap. 44-28 : *Son amendement tendant à supprimer ce chapitre (subvention pour vulgarisation)* (p. 2955) ; *Son article additionnel concernant la composition de la Commission centrale d'appel des impôts directs* (p. 2956) ; *son article additionnel concernant l'imposition des terrains transformés en jardins ouvriers* (p. 2957) ; *le retire* (ibid.) ; *son article additionnel concernant la révision quinquennale des évaluations des propriétés non bâties* (p. 2957) ; *le retire* (ibid.) ; *son article additionnel concer-*

nant la perception des cotisations au profit du Fonds de garantie mutuelle de la producton agricole (p. 2960) ; le retire (ibid.) ; son article additionnel complétant l'article 617 du Code rural (affiliation aux caisses de crédit agricole) (p. 2960) ; son article additionnel accordant aux agriculteurs et artisans ruraux rappelés sous les drapeaux un sursis de trois ans pour le remboursement des sommes empruntées au Crédit agricole (p. 2965) ; le retire (ibid.) ; son article additionnel créant une prime de rendement en faveur des cadres techniques des eaux et forêts (p. 2966) ; le retire (ibid.) ; son article additionnel instituant une prime de rendement en faveur du personnel de direction des services agricoles (p. 2966) ; le retire (p. 2967) ; en deuxième lecture, Art. 22 ter : Son amendement relatif à l'organisation des services du commerce extérieur (attributions des ministères techniques) [23 juillet 1956] (p. 3496) ; Art. 65, Etat P : Son amendement tendant à reprendre le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (redevance perçue en faveur de la fédération agricole pour la main-d'œuvre saisonnière) (p. 3498) ; Art. 77 : Son amendement modifiant la rédaction (commission centrale d'appel des impôts directs, bénéfices agricoles) (p. 3499) ; Art. 11 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (financement du Fonds d'assainissement du marché de la viande) (p. 3513) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi instituant une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956, Art. 1^{er} bis : Son amendement tendant à accorder une prime supplémentaire aux producteurs de moins de 75 quintaux dont le revenu cadastral est inférieur à 40.000 francs [4 juillet 1956] (p. 3221) ; — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 10 : Son amendement tendant à faire participer à l'effort de construction les entreprises se livrant au ramassage de la main-d'œuvre [19 novembre 1956] (p. 4845) ; le retire (p. 4846) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, Titres I^{er}, III et IV, en qualité de Rapporteur pour avis : Charges nouvelles imposées à l'agriculture ; « débudgétisation » des investissements ; inefficacité des foyers de progrès agricole ; nomination d'un ingénieur en chef du génie rural et d'un directeur des services vétérinaires dans chaque département ; remplacement

des techniciens affectés à l'Administration centrale par des administrateurs civils ; organisation du concours général agricole ; place faite aux firmes commerciales ; crédits accordés aux centres d'apprentissage et aux maisons familiales [1^{er} décembre 1956] (p. 5380, 5381) ; SERVICES FINANCIERS, Titres III et IV : Révision quinquennale du revenu cadastral (p. 5393) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Titres III et IV : Recrutement des attachés agricoles (p. 5401, 5402) ; Art. 67 : « Débudgétisation » des crédits destinés à l'habitat rural [3 décembre 1956] (p. 5415) ; Son amendement tendant à augmenter la dotation du Fonds de développement économique et social destinée à l'équipement agricole et à diminuer en contrepartie celle destinée aux entreprises nationalisées (p. 5419) ; Amendement de M. Paumier accordant une priorité aux petites exploitations pour l'octroi des prêts et des subventions destinés à l'équipement agricole (p. 5420) ; Art. 67 bis : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 5419) ; le retire (ibid.) ; Art. 17, Etat F, en qualité de Rapporteur pour avis : Dépôt d'un projet de loi organisant la lutte contre la tuberculose bovine (p. 5432) ; Art. 29 : Demande de rétablissement présentée par M. Ramadier (participation des agriculteurs au financement du Fonds de garantie mutuelle) (p. 5432) ; Art. 100 : Son amendement tendant à supprimer cet article (modification des exonérations de cotisations d'allocations familiales) (p. 5436) ; après l'article 100 : article additionnel de M. Paquet tendant à modifier le régime des exonérations des cotisations d'allocations familiales agricoles (p. 5450) ; Art. 102 : Amendement de M. Dorgères-d'Halluin tendant à supprimer cet article (subordination du versement des prestations au paiement des cotisations dues par les agriculteurs) (p. 5451) ; Amendement de M. de Sesmaisons supprimant les dispositions permettant le retrait des prestations et des avantages économiques et sociaux aux agriculteurs n'ayant pas versé leurs cotisations sociales (p. 5453) ; en deuxième lecture, Art. 102 : Son amendement prévoyant qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article [26 décembre 1956] (p. 6268) ; Art. 102 bis : Son amendement tendant à bloquer les cotisations complémentaires agricoles au taux de 1956 pour les exploitations dont le revenu cadastral ne dépasse pas

60.000 francs (p. 6269) ; — du projet de loi relatif au régime fiscal des produits ou services d'utilisation courante, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 décembre 1956] (p. 6227). — Dépose une demande d'interpellation sur l'orientation que le Gouvernement entend donner à sa politique agricole et les résultats qu'il en attend pour l'augmentation du revenu agricole [19 février 1957] (p. 977) ; la développe : *Ses observations sur la production betteravière, le prix du lait, le marché de la viande, la nécessité de pratiquer une politique rationnelle de l'élevage, la réorganisation des services centraux du Ministère, la vulgarisation, la nécessité de fixer des prix de soutien basés sur le coût réel de la production* [27 février 1957] (p. 1167, 1168) ; *Son ordre du jour (approbation de la politique du Gouvernement)* [6 mars 1957] (p. 1340) ; le retire (p. 1341) ; *son ordre du jour (améliorations du revenu agricole, indexation du prix du lait)* (p. 1341). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Augmentation envisagée de l'impôt foncier* [20 février 1957] (p. 1018, 1019) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à financer le projet par une réduction des décotes accordées aux entreprises* [21 février 1957] (p. 1043) ; Art 12 bis : *Son amendement (majoration du prix de vente des tabacs)* [7 mars 1957] (p. 1363) ; — d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait : *Observations sur le décalage existant entre les prix industriels et les prix agricoles* [28 février 1957] (p. 1200) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à modifier la rédaction du deuxième alinéa* [1^{er} mars 1956] (p. 1233) ; *Son amendement tendant à préciser la définition des pouvoirs accordés à la Société Interlait* (ibid.) ; Art. 6 : *Son amendement prévoyant que la présente loi sera applicable à partir de la campagne 1957-1958* (p. 1234) ; *Son article additionnel prévoyant qu'un décret fixera les conditions d'application de la loi* (p. 1235) ; — du projet de loi portant assainissement économique et financier, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Incidence des économies décidées par le Gouvernement sur le développement de l'expansion agricole (adductions d'eau, carburant agricole)* [21 juin 1957] (p. 2854) ; — du projet de loi relatif au marché de l'orge : *Son article additionnel tendant à autoriser la vente du seigle et de l'orge entre agriculteurs dans le cadre des*

départements limitrophes du lieu de production [26 juin 1957] (p. 3032). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative à l'admission dans les pelotons d'E. O. R. des anciens élèves des écoles nationales professionnelles [26 juillet 1957] (p. 4011). — Prend part à la discussion : sur la présentation du Gouvernement Félix Gaillard : *Politique agricole du Gouvernement* [5 novembre 1957] (p. 4650) ; — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Stabilisation des prix et organisation des marchés* [14 novembre 1957] (p. 4777) ; — d'une proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles, Article unique : *Son amendement (réglementation des réunions ou cumul de fonds de terre)* [5 décembre 1957] (p. 5166, 5167) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits d'investissements, AGRICULTURE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Régression budgétaire, crédits d'équipement, développement des productions animales, grands aménagements régionaux, adductions d'eau, électrification, voirie rurale ; article additionnel modifiant le système actuel d'octroi des subventions prévu par l'article 31 de la loi du 4 août 1956, remboursement à la Caisse nationale de crédit agricole* [7 mars 1958] (p. 1319, 1320) ; Art. 19 *ter* [8 mars 1958] (p. 1344) ; Art. 20 : *Diminution de crédit préjudiciable au Fonds forestier national* (ibid.). = S'excuse de son absence [8 juin 1956] (p. 2451), [26 octobre 1956] (p. 4334), [21 mai 1957] (p. 2583), [19 novembre 1957] (p. 4867). = Obtient des congés [26 octobre 1956] (p. 4334), [21 mai 1957] (p. 2583).

MARTIN (M. Robert). *Député proclamé de de la Seine-et-Marne (U. F. F.).*

Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162) ; de la Commission de la justice et de législation [29 mai 1956] (p. 2053).

Interventions :

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement une question orale sur l'état de la cité d'urgence des Coudreaux à Chelles (Seine-et-Marne) [16 mars 1956]

(p. 1015, 1016). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire du 9^e bureau relatif aux opérations électorales du département de Seine-et-Marne (1 siège) [9 mai 1956] (p. 1822); *Article de M. André Philip sur le scandale des invalidations* (p. 1824, 1825). — Est entendu sur une question orale de M. Berthommier relative à la réglementation des projecteurs des automobiles [29 mai 1956] (p. 2026).

Son élection n'est pas validée [30 mai 1956] (p. 2132).

MARZIN (Mlle Madeleine-Marie), Députée de la Seine (3^e Circonscription) (C.).

Son élection est validée [14 février 1956] (p. 267). — Est nommée: membre de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élue Secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [18 octobre 1957] (p. 4536). — Est désignée par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Conseil d'administration du Bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles [25 février 1958] (p. 1017).

Dépôts :

Le 17 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les conditions de travail et la rémunération des agents des lycées, collèges, écoles techniques, écoles normales primaires. **n° 1465**. — Le 27 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les agents des services de désinfection de la ville de Paris et les fossoyeurs des cimetières parisiens des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux personnels du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, **n° 1692**. — Le 17 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la deuxième législature, repris le 2 mars 1956, sur les propositions de loi : 1° de M. Cagne et plusieurs

de ses collègues tendant à créer en 1952 au moins 150 postes d'instituteurs et d'institutrices dans le département du Rhône et 80 postes au moins à chacune des années suivantes jusqu'en 1956; 2° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues tendant à créer 150 postes d'institutrices et d'instituteurs dans le département des Bouches-du-Rhône en 1952 et au moins 100 postes à chacune des années suivantes jusqu'en 1956, **n° 2589**. — Le 9 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une subvention de fonctionnement de 100 francs par enfant et par jour de colonies de vacances, **n° 2923**. — Le 9 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur : 1° la proposition de loi de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression de la loi n° 47-1523 du 18 août 1947 qui règle d'une manière arbitraire le contingent des dépenses à incorporer aux budgets primitifs de la ville de Paris et des communes de la Seine au titre des cours spéciaux de l'enseignement primaire; 2° la proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1956, les crédits nécessaires pour la prise en charge par l'Etat des traitements et indemnités de résidence des professeurs d'enseignements spéciaux, **n° 2924**. — Le 25 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en vigueur le décret n° 54-1221 du 8 décembre 1954 et les textes d'application portant attribution, à titre gratuit, de sucre aux titulaires de la carte économiquement faible, **n° 3040**. — Le 28 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer d'urgence une indemnité de réinstallation et une indemnité compensatrice du préjudice subi en faveur des membres du personnel enseignant et des chercheurs rapatriés d'Egypte, **n° 3724**. — Le 25 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer

aux transporteurs-routiers un contingent supplémentaire de gas-oil leur permettant de maintenir la pleine activité de leur entreprise, **n° 3919**. — Le 1^{er} février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier pour les petits transporteurs routiers les modalités de perception des taxes semestrielles sur les véhicules automobiles instituées par l'article 17 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956, **n° 4910**. — Le 7 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les agents du service actif du réseau souterrain des égouts de la ville de Paris, l'article 18 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945, **n° 4970**. — Le 22 février 1957, une proposition de loi tendant à faire bénéficier le personnel des ateliers de blanchisseries et matelasseries des hôpitaux de l'Assistance publique de Paris des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux personnels du service actif du réseau souterrain des égouts de Paris des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, **n° 4276**. — Le 26 février 1957, une proposition de loi tendant à attribuer, sans discrimination, une prime de 50 0/0 de leur traitement moyen annuel aux chercheurs du C. N. R. S. et membres de l'enseignement public, une prime de 16 0/0 aux personnels administratif et technique et une prime de 8 0/0 au personnel ouvrier du C. N. R. S., **n° 4289**. — Le 19 mars 1957, une proposition de loi tendant à instituer des mesures de dégage-ment des cadres en faveur des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat appartenant aux catégories B, C et D qui en feront la demande, **n° 4564**. — Le 20 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à maintenir intégralement aux agents des musées nationaux les indemnités fixées par le décret n° 56-943 du 17 septembre 1956 ; 2° à étendre le bénéfice de ces indemnités aux agents du Muséum d'histoire naturelle, **n° 4598**. — Le 21 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 1465) de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les conditions de travail et la rémunération des agents des lycées, collèges, écoles techniques, écoles nor-

males primaires, **n° 4616**. — Le 22 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 4289) de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer, sans discrimination, une prime de 50 0/0 de leur traitement moyen annuel aux chercheurs du C. N. R. S. et membres de l'enseignement public, une prime de 16 0/0 aux personnels administratif et technique et une prime de 8 0/0 au personnel ouvrier du C. N. R. S., **n° 4627**. — Le 28 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les décrets n° 57-305 et n° 57-306 du 14 mars 1957 en vue d'étendre le bénéfice des primes de participation à la recherche scientifique à l'ensemble des membres de l'enseignement supérieur, de l'enseignement technique supérieur, des techniciens de l'enseignement supérieur et du C. N. R. S., des personnels administratif et ouvrier du C. N. R. S., sans aucune discrimination, **n° 4712**. — Le 10 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à publier les décrets portant règlement d'administration publique prévus aux articles 7 et 8 de la loi n° 54-389 du 8 avril 1954 ; 2° à abroger l'arrêté du 27 mars 1957 modifiant le nom du Bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles et rattachant deux sections de cet organisme à un autre établissement public, **n° 4845**. — Le 21 mai 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 4593) de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à maintenir intégralement aux agents des musées nationaux les indemnités fixées par le décret n° 56-943 du 17 septembre 1956 ; 2° à étendre le bénéfice de ces indemnités aux agents du Muséum d'histoire naturelle, **n° 5046**. — Le 17 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger la redevance de location et d'entretien des compteurs électriques instituée par l'arrêté interministériel du 21 mai 1957, **n° 5722**. — Le 26 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur les propositions de résolution : 1° de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 6429) tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Éduca-

tion nationale les frais de fonctionnement du collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n° 7058) tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes; 3° de M. Bouxom (n° 7284) tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes, **n° 5970**. — Le 26 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 1322) de MM Quinson et Gautier-Chaumet tendant à inviter le Gouvernement à faire construire dans le Bois de Vincennes un stade d'au moins 100.000 places, **n° 5971**. — Le 19 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 4845) de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à publier les décrets portant règlement d'administration publique prévus aux articles 7 et 8 de la loi n° 54-389 du 8 avril 1954; 2° à abroger l'arrêté du 27 mars 1957 modifiant le nom du Bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles et rattachant deux sections de cet organisme à un autre établissement public, **n° 6218**. — Le 7 février 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 4289) de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer, sans discrimination, une prime de 50 0/0 de leur traitement moyen annuel aux chercheurs du C.N.R.S. et membres de l'enseignement public, une prime de 16 0/0 aux personnels administratif et technique et une prime de 8 0/0 au personnel ouvrier du C. N. R. S., **n° 6527**. — Le 21 février 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 4845) de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à publier les décrets portant règlement d'administration publique prévus aux articles 7 et 8 de la loi n° 54-389 du 8 avril 1954; 2° à abroger l'arrêté du 27 mars 1957 modifiant le nom du Bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles et rattachant deux sections de cet organisme à un autre établissement public, **n° 6694**. — Le 21 mars 1958, un

rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 1465) de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les conditions de travail et la rémunération des agents des lycées, collèges, écoles techniques, écoles normales primaires, **n° 6977**. — Le 13 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter, dans les écoles normales supérieures, le principe constitutionnel de gratuité de l'enseignement, et, en conséquence, à ne pas faire payer aux élèves la majoration des frais généraux et des dépenses de fonctionnement de ces établissements, **n° 7155**. — Le 16 mai 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de Mme Vaillant Couturier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une subvention de fonctionnement de 100 francs par enfant et par jour de colonies de vacances, **n° 7167**. — Le 3 juin 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur : 1° la proposition de loi de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression de la loi n° 47-1523 du 18 août 1947 qui règle d'une manière arbitraire le contingent des dépenses à incorporer aux budgets primitifs de la Ville de Paris et des communes de la Seine au titre des cours spéciaux de l'enseignement primaire; 2° la proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale, pour 1956, les crédits nécessaires pour la prise en charge par l'État des traitements et indemnités de résidence des professeurs d'enseignements spéciaux, **n° 7277**. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 3938) de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un centre d'apprentissage féminin de la métallurgie dans le cadre de l'aménagement de la région de la Défense, **n° 7286**.

Interventions :

Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Problème scolaire* [2 mars 1956] (p. 630, 631). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant* [20 avril 1956] (p. 1425) ; Art. 17 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer le dernier alinéa (Contrat liant l'auteur de l'œuvre cinématographique au producteur)* (p. 1428, 1429) ; Art. 35 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer la possibilité de convertir en annuités forfaitaires les droits provenant des contrats en vigueur* (p. 1433) ; Art. 35 bis : *Amendement de M. Deixonne tendant à limiter la possibilité d'une rémunération forfaitaire à la première édition des ouvrages énumérés au même article* (p. 1435) ; Art. 35 ter : *Amendement de M. Deixonne supprimant la possibilité d'une rémunération forfaitaire pour l'édition d'œuvres musicales* (p. 1436) ; Art. 41 : *Amendement de M. Deixonne étendant le droit de suite des auteurs à la vente des œuvres graphiques et plastiques par les commerçants* (p. 1437) ; Art. 44 : *Amendement de M. Dumas supprimant l'autorisation de l'auteur pour les diffusions publiques* (p. 1438) ; Art. 45 : *Amendement de M. Deixonne exonérant des droits d'auteur les œuvres d'éducation populaires* (p. 1438) ; *Amendement de M. Dumas tendant à faire percevoir les droits d'auteur par le producteur cinématographique* (p. 1439) ; — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires ; Art. 1^{er} : *Son amendement étendant les dispositions de cet article aux clients ou occupants de locaux meublés* [26 juin 1956] (p. 3028) ; Art. 3 : *Son amendement supprimant les expulsions lorsqu'il n'y a pas relogement* [27 juin 1956] (p. 3110). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents [12 juillet 1956] (p. 3405). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1966, ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-13 : *Son amendement indicatif (revendications du personnel du Muséum d'histoire naturelle)* [14 juin 1956] (p. 2631) ; le retire (ibid.) ; Chap. 31-16 : *Son amendement indicatif (Rémunération du personnel chargé du fonctionnement de certains appareils de physique nucléaire)* (p. 2632) ; le retire (ibid.) ;

Chap. 31-37 : *Son amendement indicatif relatif au développement des établissements de pédagogie spécialisés dans l'enseignement des enfants retardés inadaptés et au contrôle sanitaire et pédagogique des établissements privés recevant ces mêmes enfants* [15 juin 1956] (p. 2651) ; Chap. 31-61 : *Son amendement indicatif (Créations d'emplois de gardiens et de magasiniers de bibliothèques)* (p. 2655) ; le retire (p. 2656) ; Chap. 34-12 : *Son amendement indicatif (Augmentation des crédits de matériel destiné à l'enseignement supérieur)* (p. 2657) ; Art. 61 : *Article additionnel de Mme Francine Lefebvre tendant à abaisser l'âge de la retraite pour les agents du service municipal de désinfection de la ville de Paris* [22 juin 1956] (p. 2926) ; en deuxième lecture ; Chap. 36-01, Etat A, ÉDUCATION NATIONALE : *Situation des agents du C. N. R. S.* [23 juillet 1956] (p. 3487). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents [5 juillet 1956] (p. 3252). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant l'article 19 du statut général des fonctionnaires (Conseil supérieur de la fonction publique) : *Ses observations sur les nouvelles organisations syndicales appelées à désigner leurs représentants au Conseil supérieur de la fonction publique* [30 octobre 1956] (p. 4402) ; — d'une proposition de résolution tendant à rétablir l'indemnité de doctorat [30 octobre 1956] (p. 4416) ; — de la proposition de loi tendant à majorer de 100 0/0 les prestations familiales versées au titre du mois d'octobre 1956 (arbitrage sur l'urgence) [13 novembre 1956] (p. 4613) ; — du projet de Loi DE FINANCES pour 1957 ; Art. 14, Etat C, ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : *Nombre insuffisant des maîtres de l'enseignement supérieur ; Rémunération des heures supplémentaires (Grève à la Faculté des sciences de Paris) ; Déclassement des chercheurs et des professeurs de l'enseignement supérieur ; Elaboration nécessaire du statut des techniciens du C. N. R. S. ; Disproportion entre les crédits de fonctionnement attribués à l'enseignement supérieur et ceux attribués aux organismes de recherches dépendant d'autres Ministères* [27 novembre 1956] (p. 5160) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Titres III et IV : *Discrimination politique et syndicale au Commissariat général à l'énergie atomique ; Régime de retraites du personnel* [28 novembre 1956] (p. 5248) ;

Art. 15, Etat D, ÉDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des locaux de l'enseignement supérieur ; Construction de la nouvelle Faculté des sciences de Paris ; Lenteurs des procédures administratives* [3 décembre 1956] (p. 5461) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets ; Etat A, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 31-12 : *Attribution de la prime de recherche au personnel du C. N. R. S. et aux chercheurs de l'enseignement supérieur* [27 décembre 1956] (p. 6294) ; Chap. 43-11 : *Son amendement tendant à une majoration indicative (Payement des bourses de l'enseignement supérieur)* (p. 6306, 6307) ; Chap. 43-73 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à une majoration indicative (Crédits destinés aux spectacles, à la musique et aux lettres)* (p. 6307) ; — d'un projet de loi relatif à la création à Lyon d'un Institut national des sciences appliquées : *Augmentation du nombre d'ingénieurs et de techniciens, extension de la recherche atomique, recrutement des professeurs de cet Institut, reconversion des techniciens* [5 février 1957] (p. 634, 635) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Garaudy (Rattachement de cet Institut à la Faculté des sciences de Lyon)* (p. 638) ; Art. 3 : *Amendement de M. Cogniot (Direction de cet Institut)* (p. 640) ; Art. 4 : *Son amendement (Fixation par une loi du statut et de la composition du conseil d'administration)* (ibid.) ; Art. 5 et 6 : *Son amendement (Fixation du budget et des programmes d'enseignement de cet Institut par décret pris après avis du Conseil de l'enseignement supérieur)* (p. 644) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents [22 février 1957] (p. 1070) ; — de l'interpellation de M. Viatte sur la politique scientifique du Gouvernement : *Ordre du jour de M. Viatte, son amendement (Attribution d'une prime de 50 0/0 aux chercheurs du C. N. R. S.)* [13 mars 1957] (p. 1565, 1566). — Dépose une demande d'interpellation sur les campagnes de presse et les manifestations de rues inspirées des méthodes hitlériennes [14 mai 1957] (p. 2338). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant assainissement économique et financier : *Incidence de la hausse du prix du charbon, augmentation des annuités des prêts à la construction et diminution de la construction de logements, critiques de la politique d'austérité gouvernementale, hausse des prix de détail*

et sous-consommation due aux impôts indirects, injustice de la majoration de la taxe sur la valeur ajoutée interdisant l'achat d'appareils ménagers aux travailleurs [21 juin 1957] (p. 2873, 2874) ; — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Politique commune de formation professionnelle, construction politique contre « l'athéisme », conséquences pour l'université et la recherche française, souhaits pour une politique de détente internationale et de paix sans exclusive* [6 juillet 1957] (p. 3999, 3400) ; — en deuxième examen, des conclusions d'un rapport relatif à l'institution d'une université à Dakar : *Demande le renvoi en commission* [9 juillet 1957] (p. 3461) ; Art. 5 : *Son amendement (Budget et personnel de la nouvelle université, respect de la réglementation en vigueur pour la nomination des professeurs de l'université)* (p. 3466, 3467) ; Art. 5 bis : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3468) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport de la Commission de la production industrielle sur la revalorisation des traitements des personnels de l'E. D. F. et du Gaz de France* [19 juillet 1957] (p. 3783) ; *Discussion des interpellations sur le conflit des banques* (ibid.) ; *modification des allocations familiales, remboursement des frais médicaux et réforme de l'enseignement* (ibid.). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à l'application de l'article 5 du statut général des fonctionnaires (grève des transporteurs de lait) [7 février 1958] (p. 595, 596). — Dépose une demande d'interpellation sur la mesure arbitraire et illégale de licenciement de personnel des théâtres nationaux [27 février 1958] (p. 1090). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 ; Deuxième partie, Crédits militaires. Section Guerre : *Problème du transfert de l'hôpital Vuillemin, non-application des lois sur les sursis aux élèves des écoles normales supérieures d'éducation physique* [4 mars 1958] (p. 1199) ; Comptes spéciaux du Trésor : *Son article additionnel (Utilisation, au bénéfice des établissements publics, des fonds destinés à l'enseignement privé au titre de la loi Barrachin-Barangé, réforme de l'enseignement* [25 mars 1958] (p. 1957, 1958) ; — sur une question orale de M. Garaudy relative à la construction de la

nouvelle faculté des sciences de Paris [28 mars 1958] (p. 2084, 2085).

MASSE (M. Jean), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) (S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; du Conseil supérieur de la sécurité sociale [29 février 1956] (p. 572).

Dépôt :

Le 17 janvier 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1146) de M. Ninine et plusieurs de ses collègues tendant à indemniser les évadés des territoires soumis à l'autorité de fait, dite gouvernement de Vichy, ou administrés par l'ennemi, des pertes de biens de toute nature résultant de leur évasion, n° 3801.

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés, Art. 1^{er} : *Son amendement (Suppression des jours supplémentaires pour charges de famille aux salariés de plus de 21 ans)* [23 février 1956] (p. 459, 460) ; *Son amendement tendant à garantir, dans tous les cas, une durée de congé égale à celle du régime antérieur (Cas des mères de famille de quatre enfants et plus)* (p. 460, 461).

MASSON (M. Jean), *Député de la Haute-Marne (R. R. S.)*.

Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques
(Cabinet Guy MOLLET)
du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé : membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160) (1) ; membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique

[31 janvier 1956] (p. 164) (1) ; membre titulaire de la Commission des finances [6 juillet 1957] (p. 3342), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi relative aux élections aux conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales, n° 213. — Le 24 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie : Moyens des services et dispositions spéciales), Annexe n° 7 : Rapport sur les crédits des Finances (I. Charges communes), n° 6609.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, (p. 1387).

En cette qualité :

Répond à une question orale de M. Montalat sur l'exclusion de la Corrèze des départements classés « zones critiques » [2 mars 1956] (p. 634). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif à la suspension de taxes indirectes sur certains produits de consommation courante : *Lutte contre la hausse des prix, contrôle des prix de vente des produits importés* [6 mars 1956] (p. 675) ; en deuxième lecture, article unique : *Amendement de M. Larue (Possibilité pour le Gouvernement de procéder à de nouvelles détaxations)* [16 mars 1956] (p. 1021) ; en troisième lecture [23 mars 1956] (p. 1239). — Répond à une question orale de M. Arthur Conte relative à la libération des échanges dans le secteur des fruits et légumes [25 mai 1956] (p. 2025). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Affaires économiques, Chap. 31-02 : *Création d'un corps d'agents spéciaux ; Réduction de l'aide à l'exportation ; Montant de l'aide à apporter à l'industrie textile ; Création de cinq postes d'inspecteurs généraux ; Politique du Gouvernement en matière de commerce extérieur ; Maintien de la stabilité monétaire, réduction des disparités de prix,*

(1) Démissionnaire [3 février 1956] (p. 176).

libération progressive et réduction des taxes temporaires, aide accrue pour la prospection des marchés étrangers ; Développement de l'assistance technique bilatérale [15 juin 1956] (p. 2681 à 2683) ; Chap. 31-31 : *Application de la semaine de 40 heures aux mécanographes de l'Institut national de statistique* (p. 2684). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* (Cabinet Guy Mollet). — Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (Séance du 12 juin 1957, (p. 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *Ses explications de vote sur la question de confiance* [18 mars 1958] (p. 1937) ; — sur la présentation du gouvernement du général de Gaulle : *Incapacité d'agir des gouvernements successifs, ultime recours au général de Gaulle pour éviter une guerre civile, réprobation nécessaire de l'attitude des factieux d'Alger, maintien impossible du système actuel, apaisements apportés par le général de Gaulle, confiance inspirée par le général de Gaulle dans les pays d'outre-mer, utilisation de son prestige sous réserve d'un jugement ultérieur* [1^{er} juin 1958] p. 2579, 2580). = *S'excuse de son absence* [30 septembre 1957] (p. 4437). = *Obtient un congé* [30 septembre 1957] (p. 4437).

MATON (M. Albert), *Député du Nord* [3^e circonscription] (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160) ; de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 2 mars 1956, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux travailleurs logés accessoirement à leur contrat de travail lorsque l'expulsion n'est pas demandée par l'employeur dans le but de loger un autre employé nécessaire à l'activité

de l'entreprise, n° 967. — Le 8 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un premier secours d'urgence de 200 millions aux sinistrés ; 2° à indemniser les travailleurs réduits au chômage par suite des graves inondations qui viennent de ravager l'Avesnois et le bassin de la Sambre, n° 1059. — Le 31 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 47 a et 47 b du Livre I^{er} du Code du travail afin de protéger les droits des travailleurs en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de leur employeur, n° 2720. — Le 20 mars 1957, une proposition de loi tendant à instituer des mesures exceptionnelles permettant la réquisition effective des locaux vacants ou insuffisamment occupés, n° 4597.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant institution d'un code de procédure pénale, Art. 144 : *Cautionnement préalable à la mise en liberté provisoire, restriction à la liberté n'assurant pas une garantie de représentation de l'inculpé, inégalité de fortune des inculpés* [26 juin 1957] (p. 3068) ; — d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière : *Relèvement du taux des amendes, création d'autoroutes, vulgarisation du Code de la route au niveau scolaire, amélioration du système de signalisation, cumul des sanctions pour un même délit ; Cas des poids lourds* [28 janvier 1958] (p. 284, 285) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bourbon tendant à ne laisser au pouvoir réglementaire que l'appréciation des mesures à prendre dans l'intérêt de la sécurité des voies ouvertes à la circulation publique* (p. 286) ; Art. 5 : *Ses amendements (Attestation médicale de l'état d'ivresse)* (p. 288, 289, 290) ; Art. 9 : *Amendement de M. Bourbon (Amende pouvant frapper tout conducteur d'un véhicule ayant omis sciemment d'obtempérer à une sommation de s'arrêter)* (p. 290) ; *Amendement de M. Bourbon (Taux des amendes)* (p. 291) ; Art. 10 : *Sanctions applicables aux organisateurs de courses de véhicules à moteur mécanique sans autorisation de l'autorité administrative ; Son amendement tendant à supprimer cet article (ibid.) ; Art 11 : Amendement de M. Bourbon (Sanctions applicables à toute personne ayant contrevenu aux dispositions concernant les barrières de dégel et le passage*

sur les ponts) (p. 292) ; Art. 12 : *Amendement de M. Bourbon tendant à supprimer cet article (Infraction consistant à déposer des objets sur la voie publique, distribution de tracts sur la voie publique)* (p. 292, 293, 294) ; Art. 3 : *Ses amendements (Infractions aux règles concernant la conduite des véhicules)* [29 janvier 1958] (p. 353, 356) ; Art. 15 : *Son amendement (Etat des véhicules en circulation et en particulier de ceux des sociétés de transports routiers)* (p. 367) ; Art. 19 : *Ses amendements (Infractions aux règles concernant les conditions administratives de circulation des véhicules et leur conducteur)* [30 janvier 1958] (p. 390) ; *les retire* (p. 391) ; Titre IV bis : *Dispositions concernant le permis de conduire* (p. 391, 392, 393) ; *Sa demande de renvoi en Commission* (p. 393) ; *Demande de renvoi en Commission des articles 22-1 à 22-6* (p. 396) ; Art. 22-2 : *Ses amendements (Cas pouvant entraîner la suspension du permis de conduire)* (p. 401 et suiv.) ; *Son amendement (Procédure de recours en vue d'une atténuation de la peine de suspension ou d'annulation du permis de conduire)* (p. 404) ; *le retire* (p. 405) ; Art. 22-5 : *Son amendement (Responsabilités d'un préposé au service d'un transporteur)* [31 janvier 1958] (p. 442, 443) ; Art. 22-6 : *Son sous-amendement (Suspension par le préfet du permis de conduire avant jugement)* (p. 444, 446) ; Art. 22-7 : *Son amendement (Pénalités pouvant frapper les personnes continuant à conduire un véhicule alors que leur permis de conduire aura été suspendu ou annulé)* (p. 449) ; *le retire* (ibid.) ; Titre IV ter : *Réglementation de la durée du travail dans les entreprises de transports* (p. 451, 452, 453) ; Art. 26 : *Son amendement (Conditions dans lesquelles un véhicule peut être saisi)* [4 février 1958] (p. 476) ; Art. 26 bis : *Ses amendements (Mesures pouvant être prises à l'égard des étrangers circulant en France, cas des travailleurs frontaliers, versement des amendes, délais dont le Procureur de la République dispose pour statuer)* (ibid.).

MAURICE - BOKANOWSKI (M. Michel),

Député de la Seine (5^e circonscription) (R. S.).

Son élection est validée [7 février 1956] (p. 214). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161) ; de la Commission des pensions [15 janvier 1957]

(p. 3) ; de la Commission des boissons [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu représentant de la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55:687 du 21 mai 1955 portant règlement d'administration publique pour la détermination de la part des départements et des communes dans les dépenses d'aide sociale, n° 382. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à abroger l'article 2 du décret n° 55-1615 du 9 décembre 1955 relatif à la journée du 2 janvier 1956, n° 383. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à étendre aux agents de tous les grands services publics et concédés (S.N.C.F., Gaz et E.D.F., etc.) les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 portant attribution de majorations d'ancienneté aux fonctionnaires anciens combattants, n° 1622. — Le 26 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables passibles de l'impôt qui serait provisoirement institué pour couvrir les dépenses supplémentaires dues aux circonstances actuelles, la possibilité de se libérer de cette charge exceptionnelle en souscrivant pour un montant double de la taxation qui les frappe, à un emprunt à long terme, n° 2334. — Le 24 juillet 1956, une proposition de loi tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir à toute expulsion des familles dont le chef ou l'enfant soutien de famille se trouve maintenu ou rappelé sous les drapeaux en Afrique du Nord, n° 2627. — Le 15 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à se pencher sur les causes qui menacent l'expansion de l'industrie automobile française, n° 3252. — Le 13 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de l'exonération de l'impôt sur les propriétés bâties ou non bâties, toutes œuvres sociales acquises par les comités d'établissement, comités d'entreprise ou comités centraux d'entreprise, destinées à l'organisation des colonies de vacances, n° 4119. — Le 8 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder les musées du département de la

Seine, n° 4457. — Le 13 mars 1957, une proposition de loi tendant à améliorer le régime de l'Épargne-construction, n° 4498. — Le 5 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reprendre les échanges commerciaux entre la France et les pays de l'Est, n° 6076. — Le 27 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les participations de l'État aux divers travaux des communes soient versées au fur et à mesure de leur exécution, n° 6745. — Le 11 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence en vue de venir en aide aux habitants de la région parisienne, victimes des inondations, n° 6859.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le régime des congés payés : *Ses explications de vote sur les questions de confiance, politique sociale en faveur des non-salariés, accords de la Régie Renault* [28 février 1956] (p. 542); — des conclusions du 6^e Bureau relatives aux opérations électorales du département de la Moselle (7 sièges) : *Son amendement (validation de MM. Robert Schuman, Mondon, Leissner, Muller, Schaff, Thiriet, Krieger)* [9 mai 1956] (p. 1816); — des conclusions du rapport du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Manche (2 sièges) : *Ses observations sur l'application de l'alinéa 2 de l'article 79 du Règlement (demande de scrutiny public)* [23 mai 1956] (p. 1965); — des interpellations sur l'Euratom : *Opposition du groupe des républicains sociaux à toute création d'institutions politiques européennes; différence entre les possibilités des six pays de la C.E.C.A. dans le domaine atomique et dans celui du charbon et de l'acier; échec de la C.E.C.A.; contrôle des investissements, marché de la ferraille, rapports franco-allemands, canalisation de la Moselle; collaboration atomique possible dans le cadre de l'O.E.C.E. et dans celui de l'U.E.O.; opposition au rattachement de l'Euratom à la C.E.C.A.* [10 juillet 1956] (p. 3332 à 3334); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 18, budgets annexes, Etats G et II, RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Allé-*

gement de la taxe en cas d'arrêt des émissions de télévision [7 décembre 1956] (p. 5687); — d'une proposition de résolution relative au rachat de la société *Images et Son* [12 février 1957] (p. 796, 797); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (politique économique et financière) : *Ses observations sur l'imprécision du programme économique du Gouvernement, la politique des prix, la diminution des réserves de devises, les économies possibles (réduction du déficit des entreprises nationalisées notamment), l'accroissement nécessaire de la productivité, la nécessité de freiner l'augmentation du niveau de vie* [19 mars 1957] (p. 1668 à 1670); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art 10 : *Son amendement tendant à ne pas fixer les conditions de localisation de la cotisation patronale de 1 0/0* [12 avril 1957] (p. 2248); *le retire* (ibid.); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Erreur de sélectionner un certain nombre d'industries, dites de luxe ou de demi-luxe (cas de l'industrie électronique), uniformisation du taux des taxes, économies dans les marchés de l'Etat, réformes de structure administrative* [14 novembre 1957] (p. 4794 à 4796). = S'excuse de son absence [26 juillet 1956] (p. 3676), [27 février 1958] (p. 1090). = Obtient des congés [26 juillet 1956] (p. 3676), [27 février 1958] (p. 1090).

MAYER (M. Daniel), Député de la Seine (2^e circonscription) (S.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 175). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Président de la Commission des affaires étrangères [10 février 1956] (p. 254).

Dépôts :

Le 9 mars 1956, une proposition de loi tendant à proroger d'un délai de trois ans, à compter du moment où ils atteindraient l'âge de la retraite, les fonctionnaires, employés civils et magistrats de l'ordre judiciaire privés de leurs fonctions par l'autorité de fait, dite Gouvernement de l'Etat français, n° 1127. —

Le 21 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, modifiée, relative aux élections des membres de l'Assemblée Nationale, n° 1326. — Le 22 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3212) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité d'amitié et de bon voisinage signé à Tripoli, le 10 août 1955, entre la France et le Royaume-Uni de Libye, n° 3293. — Le 22 février 1957, une proposition de loi tendant à exclure des dispositions de la loi du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie les fonctionnaires visés par la loi du 7 juin 1951, n° 4281.

Interventions :

Son rapport au nom du 4^e bureau sur les opérations électorales du département d'Ille-et-Vilaine [19 janvier 1956] (p. 18). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport supplémentaire du 3^e bureau relatif aux opérations électorales du département de la Haute-Garonne : *Sa demande de clôture de la discussion (Protestations contre l'obstruction des députés de l'U. F. F.)* [14 février 1956] (p. 280, 281); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Relations avec les Etats associés, Chap 31-01 : *Création de postes d'assistantes chargées de l'aide aux réfugiés du Viet Nam* [13 juin 1956] (p. 2572); — d'un projet de loi portant approbation d'un contrat de bail signé entre la République française et l'O. T. A. N. [27 juin 1956] (p. 3118); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-51 : *Son rappel au règlement (Application de la censure)* [25 juillet 1956] (p. 3592). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Affaire du canal de Suez*) [2 août 1956] (p. 3839). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures les plus énergiques devant la situation créée par le coup de force accompli

sur le canal de Suez : *Volonté de la Commission des affaires étrangères de faire respecter le droit international et d'assurer la liberté de navigation* [2 août 1956] (p. 3847). — Sa motion d'ordre tendant à lever la séance (*Solidarité à l'égard du peuple hongrois, parallèle entre l'insurrection de Budapest et la Commune de Paris*) [6 novembre 1956] (p. 4483). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Hongrie : *Son ordre du jour (Hommage au peuple hongrois, aide aux réfugiés, appel aux nations libres contre la déportation des insurgés hongrois)* [7 novembre 1956] (p. 4525, 4526); — du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité d'amitié et de bon voisinage signé entre la France et le Royaume-Uni de Libye, en qualité de Rapporteur : *Décision de la commission ; Abandon du rapport par M. Dronne ; Application de l'article 27 de la Constitution (Traité soumis à ratification du Parlement, conditions dans lesquelles la ratification est demandée au Parlement) ; Historique de l'indépendance de la Libye, évolution des négociations franco-libyennes, caractère de compromis du traité ; Convention de coopération économique ; Convention de coopération culturelle* [22 novembre 1956] (p. 5017); *Evacuation du Fezzan ; objections morales (Epopée Leclerc) ; Consécration de la fidélité de la Libye au pacte de la ligue arabe (Art. 7) ; Modération relative du gouvernement libyen dans ses relations avec la France (Traffics d'armes, affaire d'Egypte) ; Urgence de l'évacuation (la France occupant sans titre), danger d'une condamnation par l'O. N. U. ; Avis de l'Assemblée de l'Union française (Délimitation de la frontière avant l'évacuation)* (p. 5018); *Motion préjudicielle de M. Dronne tendant à surseoir à la ratification* (p. 5031); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Contribution française au comité intergouvernemental des migrations européennes ; Nécessité d'une lettre rectificative* [22 novembre 1956] (p. 5048); — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : *Article additionnel de M. Klock tendant à prévoir un contrôle statistique des entrées et des sorties de marchandises à la frontière franco-sarroise* [12 décembre 1956] (p. 5910); *Article additionnel de M. Mondon demandant au Gouver-*

nement de mettre à l'étude avec la République fédérale allemande les possibilités d'exploitation rationnelle du puits Vuillemin (p. 5912); — en quatrième lecture, d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi, Article unique : Amendement de M. Vigier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Définition de la déportation) [23 janvier 1957] (p. 247, 248); — d'une proposition de résolution relative à la réparation des dommages subis par les Français de Tunisie et du Maroc : Amendement de M. Marin (Répartition du crédit de 48 milliards entre les Français de Tunisie et du Maroc et les jeunes états marocains et tunisiens) [5 février 1957] (p. 656); — d'une proposition de résolution relative au rachat de la société Images et Son : Demande l'ajournement de la discussion [12 février 1957] (p. 792); — de la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que la création d'une commission internationale d'enquête sur les crimes contre l'humanité soit inscrite à l'ordre du jour de l'O.N.U. : Création nécessaire d'une justice internationale impartiale [14 février 1957] (p. 870); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : Demande une suspension de séance [2 juillet 1957] (p. 3145); Demande le renvoi de la suite du débat au lendemain [3 juillet 1957] (p. 3214); Motion préjudicielle de M. Rieu tendant à surseoir à l'examen de ces projets [4 juillet 1957] (p. 3240); Organisation du débat [6 juillet 1957] (p. 3353); Motion préjudicielle de M. Duprat tendant à surseoir à la discussion du traité d'Euratom tant que le parlement allemand n'aura pas précisé le caractère exclusivement pacifique de l'utilisation de l'énergie atomique (p. 3405); Motion préjudicielle de M. Panier tendant à surseoir au vote jusqu'à ce que la balance française des paiements ait retrouvé un équilibre satisfaisant (p. 3407); Motion préjudicielle de M. Ballanger (Votes distincts sur le marché commun et sur l'Euratom) (ibid.); Motion préjudicielle de M. Beauguitte (Passage de la première à la deuxième étape de la période transitoire) (p. 3408); Motion préjudicielle de M. Caillavet (Situation et obligations des participants en cas de réunification de l'Allemagne) (p. 3408, 3409); Demande une suspension de séance pour délibérer sur les articles

additionnels (p. 3410); Article additionnel de M. Boisdé (Présentation annuelle au Parlement d'un compte rendu de l'application du traité) (ibid.); Article additionnel de M. Bonnet (Conclusion d'un protocole additionnel en vue d'obtenir diverses garanties supplémentaires) (ibid.); Articles additionnels de MM. Naudet et de Lipkowski (Vote préalable des mesures nécessaires à la France pour entrer dans le marché commun) (p. 3412).

Donne sa démission de député [13 mai 1958] (p. 2252).

MAZIER (M. Antoine), Député des Côtes-du-Nord (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [18 octobre 1957] (p. 4537). — Est élu représentant de l'Assemblée Nationale au sein de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [28 février 1956] (p. 555).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser par décret les salaires forfaitaires des marins, dans les conditions prévues par l'article 14 de la loi du 22 septembre 1948, n° 384. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, n° 385. — Le 22 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat et à prendre d'urgence certaines mesures dans le domaine du crédit, de la fiscalité et de la commercialisation en faveur des cultivateurs des départements des Côtes-du-Nord et du Finistère sinistrés par le gel dans le courant du mois de février 1956, n° 691. — Le 15 mai 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux artisans et membres des professions indé-

pendantes, non salariés, chefs de famille, le bénéficiaire de l'allocation de salaire unique, n° 1811. — Le 6 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un insigne distinctif en faveur des rescapés des navires torpillés (guerre 1914-1918), n° 3152. — Le 6 mars 1957, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4035) programme pour l'aide à la construction navale, n° 4422. — Le 25 mars 1958, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte (article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947, par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'article 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955) (Résolution n° 906 du 6 décembre 1957), les établissements publics et sociétés d'économie mixte dépendant du Secrétariat d'Etat à la Marine marchande, n° 6993.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés : *Cas des marins du commerce et de la pêche* [23 février 1956] (p. 454) ; — d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Doléances des cultivateurs bretons, le marché des primeurs et des pommes de terre, les débouchés anglais, les importations espagnoles, les crédits d'électrification de l'Ouest* [15 mars 1956] (p. 952, 953) ; — du projet de loi créant le fonds national de solidarité : « *Travail de destruction de la Commission des finances* », *publication des rôles des contribuables, modification du quotient familial, droit de mainmorte sur les biens de sociétés, privilèges fiscaux des grandes sociétés* [26 avril 1956] (p. 1569 et suiv.) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 44-98 : *Amendement indicatif de M. Boscary-Monsservin (Subvention pour amendements calcaires)* [29 mai 1956] (p. 2073) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 61-60 : *Situation du fonds d'amortissement des charges d'électrification ; application de la loi de 1936, versement de la part incombant à l'Etat, participation du fonds aux travaux entrepris par les communes* [29 mai 1956] (p. 2101) ; TRAVAUX

PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME (III. Marine marchande), Chap. 31-01 : *Insuffisance du personnel de l'Administration de la Marine marchande, reclassement du petit personnel de l'Inscription maritime, rajustement des pensions des inscrits maritimes, chômage dans la marine marchande, construction du paquebot de l'Atlantique Nord* [12 juin 1956] (p. 2535, 2536) ; Chap. 47-31 : *Demande de disjonction du crédit du chapitre présentée par M. Michaud (Relèvement des pensions des inscrits maritimes)* [13 juin 1956] (p. 2559) ; Art. 5 : *Aide à la construction navale ; Autorisation de programme ; introduction du plan comptable dans les chantiers de construction navale et contrôle des bénéficiaires* [21 juin 1956] (p. 2847) ; Art. 22 bis : *Son amendement tendant à prendre en compte pour l'avancement le temps effectivement passé à l'Ecole nationale d'administration* (p. 2862). — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Etude de l'évolution des grandes régions économiques (Absence de renseignements dans les documents budgétaires)* [21 novembre 1956] (p. 4974) ; *Nécessité d'une répartition optimale du peuplement et des activités ; élaboration et mise en œuvre des programmes d'action budgétaire (lenteurs administratives, « débudétisation » des crédits destinés à l'agriculture)* (p. 4975) ; *Développement nécessaire de l'enseignement technique dans les régions sous-développées ; échec partiel des efforts de décentralisation industrielle, constitution des sociétés de développement régional, association nécessaire des collectivités locales* (p. 4976, 4977) ; Art. 14, Etat C, INDUSTRIE ET COMMERCE, Titres III et IV : *Distribution du gaz de Lacq en Bretagne* [28 novembre 1956] (p. 5232) ; MARINE MARCHANDE, Titres III et IV, en qualité de Rapporteur spécial : *Modernisation de la flotte de commerce ; aide au cabotage ; aide à la construction navale, application du plan comptable par les chantiers maritimes ; augmentation du trafic et hausse des taux de fret ; construction de grands pétroliers ; développement de la pêche, insuffisance des moyens de transformation du poisson ; modernisation de l'Institut scientifique et technique de la pêche maritime ; enseignement et apprentissage ; insuffisance du personnel de l'inscription maritime ; situation des gardes et des syndics des gens de mer ; situation financière des sociétés mixtes ; réforme du régime des retraites des marins, problème des congés payés* [30 novembre 1956] (p. 5350 à 5352) ; Art. 15,

Etat D. MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Organisation de l'enseignement maritime*; *réévaluation des crédits d'aide à la construction navale* [4 décembre 1956] (p. 5496, 5497); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Ses observations sur les inquiétudes soulevées parmi les exploitations familiales par les perspectives du Marché commun, le fonctionnement de l'Office national interprofessionnel des céréales (pouvoirs du Conseil central, statut du personnel), la situation de l'aviculture (importations d'œufs provenant de Hollande), la production de pommes de terre, le marché des primeurs (importations d'Espagne, exportations vers l'Angleterre, électrification des campagnes), la répartition des effectifs du génie rural* [5 mars 1957] (p. 1295 à 1297); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (politique économique et financière): *Ses observations sur la situation économique de la France, les difficultés politiques rencontrées par le Gouvernement, les conséquences économiques et financières de la guerre d'Algérie, l'intervention de M. Paul Reynaud, la nécessité de donner au Gouvernement les moyens de faire face à la situation* [19 mars 1957] (p. 1684 à 1686); — d'un projet de loi concernant diverses dispositions relatives au Trésor, en qualité de *Rapporteur suppléant* [2 avril 1957] (p. 1968); — du projet de loi-programme pour l'aide à la construction navale, en qualité de *Rapporteur*: *Rappel de la loi d'aide à la construction navale du 24 mai 1951, politique de construction à long terme pour les chantiers navals, progression des commandes mondiales, chutes de fret récentes, importance économique de cette industrie, entrée de devises par les ventes à l'étranger; ses observations sur l'aide à la construction navale à l'étranger, la construction du paquebot de l'Atlantique Nord, la situation difficile du petit cabotage, nécessité d'un contrôle des crédits importants demandés dans la loi d'aide à la construction navale, maintien de l'aide et augmentation de la productivité* [19 juin 1957] (p. 2771, 2772); *Le transfert éventuel des crédits affectés à la construction du paquebot de l'Atlantique Nord* (p. 2779); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits d'investissements, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT: *Relèvement des prix-plafonds* [10 mars 1958] (p. 1452); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTE ET TOURISME, en qualité de *Rap-*

porteur suppléant: *Construction du paquebot de l'Atlantique Nord* (p. 1471).

MAZUEZ (M. Pierre), *Député de Saône-et-Loire (S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161); membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503); juge titulaire de la Haute-Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1793); juré titulaire de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [23 mai 1956] (p. 1956). — Est élu : Président de la Commission des immunités parlementaires [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4537); Secrétaire de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [10 février 1956] (p. 254).

Dépôts :

Le 31 janvier 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à placer tous concours de recrutement hospitalier (médecins, étudiants et auxiliaires médicaux) sous la direction du Ministère de l'Education nationale, n° 256. — Le 13 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une commission tripartite chargée de codifier et de raréfier les textes imposés à la profession médicale, n° 1164. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à modifier le mode électoral relatif aux chambres de commerce et aux tribunaux de commerce, n° 2884. — Le 6 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les sept sièges du Comité constitutionnel à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'art. 91 de la Constitution, des art. 1^{er} et 2 de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'art. 19 du règlement), n° 3138. — Le

19 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer strictement l'article 30 de la loi du 5 octobre 1946, modifiée, relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 3604. — Le 25 janvier 1957, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le rapport supplémentaire, fait au cours de la deuxième législature, repris le 26 octobre 1956, sur la proposition de résolution de M. Guy Desson tendant à inviter le Gouvernement à préciser la portée de la loi n° 51-37 du 6 janvier 1951 réglementant la publicité des boissons autorisées en ce qui concerne les formes que peut revêtir la publicité autorisée par cette loi, n° 3886. — Le 31 janvier 1957, une proposition tendant à inviter le Gouvernement à respecter dans ses rapports avec le corps médical certains principes indispensables à la saine pratique de la médecine, n° 3895. — Le 25 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la situation des médecins-aspirants, pères de famille, en activité en Afrique du Nord, n° 5234. — Le 3 juillet 1957, un rapport au nom de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 1164) de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer une commission tripartite chargée de codifier et de raréfier les textes imposés à la profession médicale, n° 5321. — Le 17 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 5073) concernant M. Bouyer, n° 5517. — Le 17 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4848) concernant M. Bouyer, n° 5518. — Le 17 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 5074) concernant M. Bouyer, n° 5519. — Le 14 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur les demandes en autorisation de poursuites (nos 5986 et 5987) concernant M. Médecin, n° 6296. — Le 16 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux familles des victimes de la catastrophe minière de

Blanzay, n° 6334. — Le 26 mai 1958, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7199) concernant M. Pascal Arrighi, n° 7200.

Interventions :

Ses rapports sur des pétitions [17 mai 1956] (p. 1907). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris, Art. 5 : *Son amendement tendant à fixer par un seul règlement d'administration publique les conditions de l'ensemble des concours hospitaliers* [29 mai 1956] (p. 2055), *le retire* (p. 2056). — Ses rapports sur des pétitions [15 juin 1956] (p. 2700, 2701), [10 octobre 1956] (p. 4108), [20 novembre 1956] (p. 4950); [21 décembre 1956] (p. 6212), [14 février 1957] (p. 889), [18 septembre 1957] (p. 4156, 4157). — Prend part à la discussion : d'un rapport de la Commission des immunités parlementaires concernant M. Bouyer [23 juillet 1957] (p. 3834, 3835, 3836); *sa demande de scrutin* (p. 3836); — sur la proposition de résolution relative à la levée de l'immunité parlementaire et la suspension de l'exercice du mandat d'un député, en qualité de *Rapporteur* : *Levée de l'immunité parlementaire de M. Arrighi pour permettre l'exercice des poursuites contre lui du chef d'inculpation d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat* [26 mai 1958] (p. 2494); *Motion préjudicielle de M. Philippe-Vayron (audition de M. Arrighi par la Commission des immunités parlementaires); absence de M. Arrighi, régulièrement convoqué* (p. 2495); *Rappel au Règlement de M. Tixier-Vignancour (audition du député intéressé par une Sous-Commission, problème de la représentation de M. Arrighi)* (p. 2496); *Application éventuelle à d'autres parlementaires de la proposition de résolution tendant à suspendre l'exercice du mandat de M. Arrighi* (p. 2498).

MBIDA (M. André-Marie), Député du Territoire du Cameroun (App. S. puis N. L.).

Son élection est validée [14 février 1956] (p. 267). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des terri-

toires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) (1).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer: *Exclusion du Cameroun du projet de loi-cadre* [20 mars 1956] (p. 1087, 1088) ; Art. 9 : *Amendement de M. Arrighi (autonomie interne pour le Cameroun)* [22 mars 1956] (p. 1201) ; Art. 11 : *Renouvellement des conseils municipaux ruraux du Cameroun* (p. 1204) ; — de la proposition de décision sur le décret du 28 mars 1957 portant statut du Cameroun : *Statut international du Cameroun, déroulement des élections* [4 avril 1957] (p. 2035, 2036) ; *Amendement de M. Llante proclamant le Cameroun état indépendant, impossibilité pour celui-ci d'accéder immédiatement à l'indépendance* (p. 2045, 2046) ; Art. 11 : *Amendement de M. Buron tendant à exclure la législation du travail de la compétence de l'Assemblée législative* (p. 2048) ; Art. 40 : *Amendement de M. Alduy tendant à supprimer cet article (délégation automatique et permanente des pouvoirs de police du haut commissaire)* (p. 2057) ; *Ses explications de vote* (p. 2060).

MECK (M. Henri), Député du Bas-Rhin (M. R. P.).

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 235). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse nationale des calamités agricoles, n° 395. — Le 14 février 1956, une proposition de résolution relative à l'organisation du travail parlementaire, n° 427. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à l'organisation de l'assurance vieillesse, n° 428. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à étendre à certaines ventes d'immeubles destinées à regrouper les exploitations agricoles les exoné-

rations accordées par l'article 35 de la loi n° 51-404 du 10 avril 1954, n° 429. — Le 14 février 1956, une proposition de résolution relative aux conditions d'impression des demandes en autorisation de poursuites formulées contre un membre de l'Assemblée Nationale, n° 430. — Le 14 février 1956, une proposition de loi relative aux retraites de certains ouvriers mineurs anciennement occupés aux mines domaniales de la Sarre, n° 431. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à porter amnistie de délits économiques en faveur des agriculteurs alsaciens et mosellans, n° 432. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à étendre à tout contribuable célibataire, divorcé ou veuf, le bénéfice des réductions pour charges de famille accordées, dans certaines conditions, par l'article 27, paragraphe 2, de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954, à la femme seule ayant recueilli à son foyer soit un ascendant, soit un frère ou une sœur gravement invalide, n° 433. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 205 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 434. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier les règles concernant les pensions d'invalidité fixées par le Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 435. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines afin de faire bénéficier les travailleurs des coopératives, régulièrement constituées dans le cadre de la profession minière, ayant débuté dans cette profession, d'une affiliation continue à ce régime spécial de sécurité sociale, n° 436. — Le 14 février 1956, une proposition de loi relative à l'assurance vieillesse et à l'allocation aux vieux travailleurs marocains et tunisiens ayant travaillé dans la métropole, n° 437. — Le 14 février 1956, une proposition de loi relative aux retraites des ouvriers mineurs, n° 438. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à exempter les assurés sociaux du versement d'avances pour les honoraires médicaux, les frais pharmaceutiques et d'hospitalisation, n° 439. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à reculer la limite d'âge pour le bénéfice des allocations familiales en faveur des apprentis et des étudiants, n° 440. — Le 15 février 1956,

(1) Démissionnaire [21 février 1958] (p. 946).

une proposition de loi relative au régime de pension du personnel des anciennes fabriques privées de tabac et d'allumettes des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle intégré dans les services d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes de l'Etat en vertu du décret-loi du 30 octobre 1935, n° 505. — Le 15 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier le cinquième alinéa de l'article 10 de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre, n° 506. — Le 15 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 507. — Le 22 février 1956, une proposition de loi sur l'aide sociale par l'attribution des moyens d'existence, n° 705. — Le 22 février 1956, une proposition de résolution tendant à décider la revision de l'article 8 de la Constitution, en vue de conférer au Conseil d'Etat la décision relative aux contestations d'élections, n° 707. — Le 7 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 81 du Code général des impôts relatif à l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, n° 1053. — Le 15 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, instituant un fonds national de la vieillesse, n° 1205. — Le 20 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les ordonnances n° 45-2454 du 19 octobre 1945, n° 45-170 du 2 février 1945 et n° 45-2410 du 18 octobre 1945, modifiées et complétées par la loi du 23 août 1948 en vue de faire effectivement bénéficier les titulaires d'une pension de veuve ou de réversion ou du secours viager de la majoration prévue pour les veuves ayant eu au moins 3 enfants, n° 1261. — Le 20 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur le rapport fait au cours de la première législature, repris le 21 août 1951, sur la proposition de loi de M. Bonnet et plusieurs de ses collègues tendant à porter à un taux normal la pension allouée aux grands invalides des assu-

rances sociales, par référence à la situation faite aux accidentés du travail dans le même régime général de sécurité sociale, n° 1262. — Le 20 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport supplémentaire fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues relative à l'application de l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, n° 1263. — Le 20 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, de façon à étendre son champ d'application à certains accidents survenus pendant le trajet d'aller et retour effectué par les travailleurs pour se rendre à leur lieu de travail et qui en sont exclus d'après les textes actuels, n° 1264. — Le 21 mars 1956, une proposition de loi relative aux pensions des survivants du régime général de la sécurité sociale, n° 1341. — Le 18 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'attribution de tonnages supplémentaires de transports publics de marchandises, n° 1552. — Le 18 mai 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport supplémentaire fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues relative à l'application de l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, n° 1888. — Le 18 mai 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, modifiant l'article 78 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 relatif à la prescription du droit à réparation en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, n° 1889. — Le 18 mai 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature,

repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues relative aux pensions de vieillesse liquidées d'après les dispositions de l'un des régimes locaux applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle antérieurement au 1^{er} juillet 1946, n° 1890. — Le 18 mai 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, de façon à étendre son champ d'application à certains accidents survenus pendant le trajet d'aller et retour effectué par les travailleurs pour se rendre à leur lieu de travail et qui en sont exclus d'après les textes actuels, n° 1891. — Le 18 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prescrire un enseignement comportant les règles de la circulation routière, n° 1894. — Le 15 février 1957, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, de façon à étendre son champ d'application à certains accidents survenus pendant le trajet d'aller et retour effectué par les travailleurs pour se rendre à leur lieu de travail et qui en sont exclus d'après les textes actuels, n° 4165. — Le 4 avril 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des prestations prévues par la législation actuelle sur les accidents du travail et des maladies professionnelles les victimes ou les ayants droit des victimes d'accidents du travail survenus avant l'entrée en application de cette législation et non couverts par la précédente législation, n° 4778. — Le 4 avril 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au

cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les ordonnances n° 45-2454 du 19 octobre 1945, n° 45-170 du 2 février 1945 et n° 45-2410 du 18 octobre 1945, modifiées et complétées par la loi du 23 août 1948 en vue de faire effectivement bénéficier les titulaires d'une pension de veuve ou de réversion ou du secours viager de la majoration prévue pour les veuves ayant eu au moins 3 enfants, n° 4784. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à aligner les pensions d'invalidité de la sécurité sociale sur les prestations servies aux autres assurés, n° 4984. — Le 12 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à modifier et à compléter le Code de la sécurité sociale en ce qui concerne les accidents de trajet, n° 5487. — Le 23 juillet 1957, une proposition de loi tendant à relever la fraction de chaque part du revenu considérée comme nulle lors du calcul de la surtaxe progressive, n° 5616. — Le 6 décembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2, alinéa 2, du décret n° 54-1080 du 6 novembre 1954, sur le régime des caisses d'épargne du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 6102. — Le 30 janvier 1958, une proposition de loi concernant le statut du personnel départemental, n° 6455.

Interventions :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif au fonds national de la vieillesse, en qualité de *Rapporteur* : *Majoration de l'allocation de la vieillesse et octroi d'une subvention de l'Etat* [22 mars 1956] (p. 1164) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1956] (p. 1240) ; — d'un projet de loi créant le fonds national de solidarité : *Assurance sociale et assistance* ; *Rôle du fonds et rôle des caisses d'assurance-vieillesse* ; *Exclusion de l'obligation alimentaire du calcul des ressources* ; *Fixation du plafond des ressources* [24 avril 1956] (p. 1505, 1506) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Taux d'intérêt demandé par le Crédit foncier* ; *Attitude du parti communiste de 1945 à 1947* ; *Sociétés de crédit différé* ; *Convention entre la sécurité sociale d'Alsace et de Lorraine et les*

médecins; *Enseignement d'une seconde langue en Alsace-Lorraine* [18 décembre 1957] (p. 5479, 5480, 5481); — des propositions de la Conférence des Présidents: *Chute du franc provoquée par les crises ministérielles, expérience Poincaré, pouvoir d'achat des travailleurs et des anciens combattants* [17 janvier 1958] (p. 119, 120). = S'excuse de son absence [2 octobre 1956] (p. 3961), [25 octobre 1956] (p. 4301), [9 novembre 1956] (p. 4566), [23 janvier 1957] (p. 242), [10 juillet 1957] (p. 3498), [18 octobre 1957] (p. 4515). = Obtient des congés [2 octobre 1956] (p. 3961), [9 novembre 1956] (p. 4566), [23 janvier 1957] (p. 242), [10 juillet 1957] (p. 3498), [18 octobre 1957] (p. 4515).

MÉDECIN (M. Jean), *Député des Alpes-Maritimes (R. G. R.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu représentant de la France à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [19 mars 1957] (p. 1666), [3 juillet 1957] (p. 3195).

Dépôts :

Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à l'attribution d'un statut spécial de « déportés civils » aux populations des communes de Breil-sur-Roya, Fontan, Saorge, Moulinet, ayant fait l'objet de mesures collectives de déportation, n° 713. — Le 18 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour que le bénéfice de la baisse de 15 0/0 sur le matériel agricole prévue par la loi du 10 avril 1954 soit étendu à tous les achats de matériel de couverture des cultures, tel que serres, châssis et paillasons, n° 1885. — Le 31 mai 1956, une proposition de loi tendant à la création d'une carte de prévôtal destinée aux militaires des prévôtés de l'avant, au titre de combattant, n° 2003. — Le 22 janvier 1957, une proposition de loi tendant à assurer le reclassement, dans la métropole, des Français

contraints de quitter la Tunisie et le Maroc, la réparation des atteintes portées à leurs personnes et aux dommages subis dans leurs biens, la protection des avoirs qu'ils ont été obligés d'abandonner, n° 3850. — Le 11 avril 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 2241) de M. Couinaud tendant à autoriser un plus large emploi des ressources du fonds d'investissement routier à la remise en état de la voirie secondaire, n° 4851. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à attribuer une pension d'invalidité basée sur le taux du grade à tous les militaires de carrière et à leurs ayants cause, n° 4918. — Le 18 octobre 1957, une proposition de loi tendant à fixer des coefficients maximum de majorations pour les loyers des logements achevés postérieurement à la promulgation de la loi du 1^{er} septembre 1948, n° 5839. — Le 11 décembre 1957, une proposition de loi tendant à réglementer la vente par appartements des hôtels dont la disparition mettrait en cause l'intérêt touristique de la région ou de la station, n° 6128. — Le 12 mars 1958, une proposition de loi tendant à accorder aux officiers qui étant en non-activité (art. 12 de la loi du 5 avril 1946) ont été mis d'office à la retraite par ancienneté de services, la bonification de service prévue par la loi du 5 août 1940 dont bénéficient déjà les officiers de la même catégorie mis à la retraite par limite d'âge, n° 6875. — Le 15 avril 1958, une proposition de loi tendant à assurer le reclassement, dans la métropole, des Français contraints de quitter la Tunisie et le Maroc, la réparation des atteintes portées à leurs personnes et des dommages subis dans leurs biens, la protection des avoirs qu'ils ont été obligés d'abandonner, n° 7085.

Interventions :

Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Edgar Fauré) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc : *Avis du Conseil économique (Ajournement des travaux), intérêt de la vallée du Rhône, modernisation préalable des moyens de communication fran-*

çais, volonté de l'Italie de construire un tunnel sous le Grand-Saint-Bernard, rétablissement nécessaire de la ligne de chemin de fer Nice—Coni [24 janvier 1957] (p. 284, 285); *Solution ferroviaire apte à assurer le transport des voitures, problème technique (notamment ventilation)*; *aspect financier : sous-estimation des dépenses* (p. 286); *Aménagement nécessaire du réseau routier accédant au Mont-Blanc, menaces pour l'industrie touristique française* (p. 287); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs; Art. 37 : *Maintien dans les lieux : Son amendement tendant à le supprimer* [16 mai 1957] (p. 2481). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement une question orale relative aux droits des sinistrés du quartier de l'Aréna à Nice [26 juillet 1957] (p. 4012). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales : *Charges des budgets communaux : Dépenses de justice, police, P. T. T., protection civile, constructions scolaires, coefficient de remboursement aux communes des dépenses d'intérêt général* [19 mars 1958] (p. 1699, 1700); Art. 2 : *Son amendement (Ressources dont disposent les communes pour la voirie)* (p. 1702); *Son article additionnel (Suppression de l'exonération en matière de taxe de déversement à l'égout pour les immeubles appartenant à l'Etat)* (p. 1710). = S'excuse de son absence [19 décembre 1957] (p. 5515). = Obtient un congé [19 décembre 1957] (p. 5515).

MÉHAIGNERIE (M. Alexis), Député d'Ille-et-Vilaine (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative des assurances sociales agricoles [7 février 1958] (p. 616).

Dépôts :

Le 3 février 1956, une proposition de loi tendant à créer, à l'occasion du 40^e anniversaire de la bataille de Verdun, des promotions hors

concours dans la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918 décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre, ayant obtenu au moins 5 titres (citations ou blessures) dans la période qui va de la déclaration de guerre à la fin des hostilités, n^o 290. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 838 du Code rural, relatif au congé donné par le propriétaire en cas de non-renouvellement de bail, n^o 376. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 845 du Code rural en vue d'assurer la stabilité de l'exploitant preneur et d'empêcher les reprises abusives, n^o 377. — Le 12 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n^o 1624) de MM. Pierre-Henri Teitgen et Méhaignerie tendant à étendre les dispositions de la loi n^o 56-259 du 16 mars 1956 aux terrains agricoles désaffectés après avoir été acquis par voie d'expropriation en vue de la construction d'un aérodrome civil, n^o 2136. — Le 19 octobre 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1^o de MM. Pierre-Henri Teitgen et Méhaignerie (n^o 1624) tendant à étendre les dispositions de la loi n^o 56-259 du 16 mars 1956 aux terrains agricoles désaffectés après avoir été acquis par voie d'expropriation en vue de la construction d'un aérodrome civil; 2^o de MM. Pierre-Henri Teitgen et Méhaignerie (n^o 2578) tendant à étendre les dispositions de la loi n^o 56-259 du 16 mars 1956 aux terrains agricoles désaffectés après avoir été acquis en vue de la création d'un aérodrome civil, n^o 3003. — Le 4 avril 1957, une proposition de loi tendant à modifier la composition des collèges électoraux prévus par le décret n^o 54-1263 du 24 décembre 1954 pour les élections des membres des chambres d'agriculture, n^o 4772. — Le 25 septembre 1957, une proposition de loi tendant à rétablir les indemnités précédemment allouées aux militaires appelés ou maintenus sous les drapeaux et servant en zone opérationnelle d'Afrique du Nord, n^o 5781.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Exploitation agricole familiale; détaxe du carburant et prophylaxie de la tuber-*

culose bovine ; ajournement de l'augmentation des cotisations d'assurances sociales agricoles [13 mars 1956] (p. 882 à 884) ; — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits ; 2° création de ressources nouvelles ; 3° ratification de décrets ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-41 : Cas des familles ayant plusieurs enfants sous les drapeaux [25 juillet 1956] (p. 3613) ; Gratuité du transport pour les permissionnaires (p. 3613, 3614) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Ses observations sur la pression effectuée par le Gouvernement sur les prix agricoles ; la situation des exploitations familiales ; le blocage des crédits ; l'attribution des subventions pour amendements calcaires ; la formation professionnelle [6 mars 1957] (p. 1337, 1338). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole, économique et sociale du Gouvernement [17 septembre 1957] (p. 4091) ; la développe : Ses observations sur la fixation du prix du blé ; la garantie des prix agricoles ; le coût du système de distribution ; la réduction des crédits d'équipement et d'amélioration de l'habitat rural [18 septembre 1957] (p. 4145). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles [5 décembre 1957] (p. 5162) ; Article unique : Son amendement (composition de la Commission départementale de l'exploitation familiale) (p. 5171) ; le retire (ibid.) ; — sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives aux permissions des militaires du contingent maintenu : Réduction des permissions libérables de quatre jours à un jour par mois [4 février 1958] (p. 512) ; — d'une proposition de loi adoptée par le Conseil de la République relative au droit de reprise en matière de fermage : Reprises abusives par certains propriétaires non exploitants ; nécessité du maintien de l'exploitation familiale [25 mars 1958] (p. 1901, 1902).

MENDÈS-FRANCE (M. Pierre), Député de l'Eure (R.R.S.).

Ministre d'Etat

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février au 23 mai 1956.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42).

Dépôts :

Le 24 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une négociation générale avec le Maroc et la Tunisie en vue de la création d'une communauté franco-nord-africaine, n° 5640. — Le 27 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre les mesures d'ensemble qu'imposent, pour la recherche scientifique et la formation de la jeunesse, les conditions nouvelles de la compétition internationale, n° 6269.

Interventions :

Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (J. O. du 2 février 1956, p. 1387). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [23 mai 1956] (J. O. du 25 mai 1956, p. 4831) (1).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : Ses explications de vote : Nécessité de créer entre la France et l'Algérie des liens fondés sur le consentement de la réciprocité ; importance de l'aide accordée à l'Algérie ; nécessité d'adopter une solution originale (ni fédéralisme, ni intégration) [25 octobre 1956] (p. 4313) ; inopportunité de négociations directes avec le front de libération nationale en raison des haines accumulées entre les deux communautés ; attitude des Français d'Algérie ; attitude de l'armée (p. 4314) ; arrestation des chefs F.L.N. (rôle des fonctionnaires irresponsables, comparaison avec la déposition du sultan du Maroc) ; valeur permanente de l'alliance atlantique ; nécessité de résoudre le problème algérien pour éviter une intervention de l'O. N. U. (p. 4315) ; — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : Ses observations sur : le trouble apporté à l'équilibre des deux blocs par l'opération de Suez [18 décembre 1956] (p. 6109) ; le bilan de cette opération ; le coup porté au rayonnement culturel de la France au Moyen-Orient ; les nouveaux rapports entre l'U. R. S. S. et les pays arabes et le mécontentement américain en résultant (p. 6110) ; les justifications apportées à l'opération de Suez (principe de la guerre

(1) Démission individuelle.

préventive); la nécessité de rétablir des relations confiantes avec les Etats-Unis; le rétablissement de notre situation aux Nations Unies; l'urgence d'une solution du problème algérien (p. 6111); la possibilité d'associer le Maroc et la Tunisie à cette solution; la construction d'une fédération nord-africaine; la possibilité de faire du Sahara la clé de voûte d'une association entre la France, la Tunisie, le Maroc, l'Algérie et l'Afrique noire (p. 6112); l'incompatibilité persistante entre notre politique nord-africaine et notre rayonnement libéral en Orient; les relations de la France avec Israël; la construction d'un pipe-line Mer Rouge—Méditerranée sur le territoire de ce dernier; l'hostilité de certains intérêts pétroliers à cette réalisation; l'attitude du Gouvernement français (p. 6113); la nécessité d'une conférence des Grands afin d'éviter un tête-à-tête américano-russe; la nécessité de mettre fin au désordre intérieur et au drame algérien (p. 6114); — des interpellations sur le marché commun européen : Ses observations sur la libre circulation des personnes : émigration probable de chômeurs italiens; chômage dans les régions sous-développées françaises (expérience de l'unification italienne, américaine et allemande) [18 janvier 1957] (p. 159); la libre circulation des marchandises; charges militaires sociales d'outre-mer supportées par la France; harmonisation des charges sociales (heures supplémentaires, allocations familiales, salaires des jeunes); dévaluation éventuelle du franc; absence de garanties en cas d'aggravation de la disparité des prix français et étrangers; diminution de la protection douanière à l'égard des pays tiers (p. 160, 162); la libre circulation des capitaux; évasion possible des capitaux français; absence de contrôle des investissements; projet Schacht de participation allemande à l'industrie française; inefficacité du fonds d'investissement européen; les relations existantes entre l'importance du marché et le revenu d'un pays (exemple de la Suisse, du Danemark, etc.); la hâte mise à la signature du traité (élections allemandes, opération de Suez); proposition de la Grande-Bretagne d'organiser une zone de libre échange (p. 163 à 165); la situation réservée à l'agriculture; l'intégration des territoires d'outre-mer (p. 166); volonté du Gouvernement de mettre la Grande-Bretagne devant le fait accompli [22 janvier 1957] (p. 197, 193); — de l'interpellation de M. Viatte sur la politique scientifique du Gouvernement :

Ses observations sur la condition « inquiétante » de la recherche scientifique; la nécessité d'accroître le nombre des étudiants en sciences; l'urgence de la réforme de l'enseignement; la promotion ouvrière (exemple de l'Angleterre); l'enseignement des sciences nouvelles et celui des sciences humaines; la réforme nécessaire des méthodes de l'enseignement supérieur (structure, horaires, méthodes de travail); la récupération du temps perdu par les jeunes scientifiques pendant leur service militaire; l'attribution d'une prime aux membres du C. N. R. S.; la nécessité d'un engagement catégorique du Gouvernement en matière de formation des scientifiques; la planification nécessaire de la recherche [13 mars 1957] (p. 1553 à 1555); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (politique économique et financière) : Ses observations sur l'évolution de l'économie française depuis 1945; l'inflation; le déficit commercial [19 mars 1957] (p. 1704, 1705); les conséquences économiques de la guerre d'Algérie (notamment sur les importations et les exportations) (p. 1706); la diminution des réserves de devises; les remèdes possibles (p. 1707, 1708); la nécessité de maintenir à tout prix l'expansion économique (p. 1709); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : Validité des engagements pris par l'Allemagne occidentale vis-à-vis de l'Allemagne future réunifiée [6 juillet 1957] (p. 3373); appréhension suscitée par le marché commun et risques pour certains pays; influence prédominante des thèses du libéralisme; défense des intérêts régionaux dans l'expansion économique de notre pays; banque d'investissements; situation de l'agriculture; exportations; contrats à long terme; politique douanière agricole et élaboration d'une politique agricole commune; problème de l'Allemagne de l'Est; contribution de nos partenaires au fonds d'investissements des territoires d'outre-mer; durée des avantages commerciaux accordés aux autres pays; problème de l'Algérie; circulation des hommes; harmonisation des charges et définition d'une politique commune; aggravation de la situation présente et manipulation monétaire projetée; impossibilité pour la France de mettre en œuvre le marché commun à la date prévue; conditions de la réussite; redressement national par des mesures d'assainissement politique et financier (p. 3382 à 3393); — du projet de loi relatif au

rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Recours à des « emprunts atlantiques et européens » ; opinion des gouvernements américain et allemand sur notre politique algérienne ; aide financière éventuelle de l'Allemagne et renonciation à la canalisation de la Moselle ; nécessité d'un plan cohérent et global d'assainissement ; accroissement des charges improductives subies par notre économie (charges militaires écrasantes) ; coût budgétaire de la guerre d'Algérie ; programme du front républicain ; nécessité de décréter l'économie de guerre si la guerre d'Algérie continue* [15 novembre 1957] (p. 4830 à 4833) ; — du projet de loi relatif aux élections territoriales, départementales et communales en Algérie : *Son rappel au règlement (procédure de la question de confiance et suppression de la discussion générale)* [28 novembre 1957] (p. 5024) ; *ses explications de vote sur la question de confiance : caractère purement métropolitain des décisions proposées ; attributions de l'Assemblée centrale ; analyse du statut de 1947 préparant à une autonomie réaliste dans le cadre français ; constitution du conseil de gouvernement ; la chute de son gouvernement sur l'application des réformes en Algérie et notamment du statut de 1947 ; recherche d'une solution authentiquement fédérale et communautaire ; sa désapprobation à l'égard de la loi tunisienne d'indignité nationale ; l'offre de bons offices de la Tunisie et du Maroc ; le refus opposé par M. Bourguiba à la demande d'une réunion tripartite, Maroc, Algérie, Tunisie, convoquée par le F.L.N. ; les possibilités de nuances et de degrés en matière de souveraineté ; fixation de nos relations organiques avec les deux anciens protectorats* [29 novembre 1957] (p. 5060 à 5066) ; *existence sur le territoire marocain de camps dans lesquels les rebelles algériens sont installés* (p. 5067) ; *possibilités pour la Commission des affaires étrangères de demander l'audition de l'ambassadeur de France en Tunisie* (p. 5068) ; *ses déclarations en 1955* (p. 5069) ; — d'interpellations relatives au bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef : *Justification de sa politique en Indochine ; nécessité de savoir « tirer les cruelles conséquences d'une cruelle situation militaire » ; sa déclaration à Carthage relative à l'autonomie interne ; ratification de la convention franco-tunisienne ; problème marocain ; son attitude à l'égard de la rébellion algérienne ; sa visite à l'ambassadeur de Tunisie au lendemain de Sakiet-Sidi-Youssef*

[11 février 1958] (p. 670 à 673) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits militaires : *Ses explications de vote sur la question de confiance : nécessité d'envoyer des renforts en Algérie ; « retour à la politique des petits paquets » ; allongement du temps de service ; mesures d'assainissement financier indispensables pour que notre politique algérienne ne soit pas une défaite ; contrôle extérieur de nos finances générales ; relations avec nos anciens protectorats et problème algérien ; difficultés monétaires économiques et sociales résultant du coût de la guerre d'Algérie ; nécessité d'organiser courageusement l'économie de guerre ; publication du rapport de M. Robert Schuman sur ce sujet ; risque d'internationalisation de tous les problèmes d'Afrique du Nord ; nécessité de chercher une solution négociée en Algérie ; reconversion de toute l'Afrique dans l'esprit de Bamako* [7 mars 1958] (p. 1313 à 1316) ; — d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Surprise causée par la déclaration du général de Gaulle condamnant les partis et cautionnant volontairement ou non ceux qui ont séparé l'Algérie de la France au lieu d'utiliser son prestige pour renforcer la République ; possibilité de remédier aux tares du régime sans renoncer aux principes républicains ; renforcement de l'action du gouvernement légitime (exemple des conventionnels) ; condamnation des manœuvres de certains agitateurs ; défense de la nation et de la République* [20 mai 1958] (p. 2400, 2401, 2402) ; — sur la présentation du Gouvernement du général de Gaulle : *Terme d'une période de notre histoire ; tâche écrasante imposée à la France après la libération ; responsabilité de la IV^e République dans sa propre perte ; mauvais usage du système parlementaire ; abandon de la moralité politique ; irréalisme politique ; conditions anormales du vote d'investiture ; menace d'un coup de force militaire ; chantage à la guerre civile ; atteinte portée par les factieux au caractère de l'appel fait à l'arbitrage du général de Gaulle ; responsabilité des hommes qui l'imposent aujourd'hui dans l'échec pour le passé des tentatives de règlement en Afrique du Nord ; difficultés de la tâche du général de Gaulle en Algérie ; pression exercée sur lui par des partisans d'une dictature fasciste ; possibilité pour le général de rendre à l'Etat son indépendance et sa dignité ; rallie-*

ment de certains de ses anciens partisans s'il garantit sans réserve les libertés menacées et le respect de la légalité républicaine; rétablissement nécessaire d'une représentation populaire renouvelée; sans libertés démocratiques, menace d'un passage de la dictature fasciste à la dictature communiste; espoir d'une démocratie restaurée et enfin efficace assurée par le respect des libertés de la nation [1^{er} juin 1958] (p. 2577, 2578, 2579). = S'excuse de son absence [30 janvier 1957] (p. 393), [13 novembre 1957] (p. 4757), [16 janvier 1957] (p. 57). = Obtient des congés [30 janvier 1957] (p. 393), [13 novembre 1957] (p. 4757), [16 janvier 1957] (p. 57).

MENTHON (M. François de), Député de la Haute-Savoie (M. R. P.).

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1958). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu : Vice-Président de la Commission des affaires étrangères [10 février 1956] (p. 254); représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [22 février 1956] (p. 434); représentant de la France à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [23 février 1956] (p. 480), [26 juin 1956] (p. 3049), [3 juillet 1957] (p. 3195).

Dépôts :

Le 13 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2028) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier trois conventions entre la France et la Suisse, relatives à des modifications de la frontière et à la détermination de celle-ci dans le lac Léman, signées à Genève le 25 février 1953, n° 3535. — Le 28 décembre 1956, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1480) relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc, n° 3740. — Le 29 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1665) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement entre la France et l'Italie, le proto-

cole et l'échange de lettres signés à Paris, le 23 août 1951 et à approuver les lettres échangées entre le Ministre des Affaires étrangères et le Chargé d'affaires d'Italie les 17 mai 1946, 28 octobre et 2 novembre 1948, 17 et 24 janvier 1949, n° 3757. — Le 4 avril 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 3400) de Mlle Dienesch et Mme Francine Lefebvre tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans le plus bref délai, le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale sur les droits politiques de la femme, adoptée en 1953 par l'assemblée générale de l'O. N. U., n° 4794. — Le 20 septembre 1957, une proposition de loi tendant à étendre aux entreprises hydrauliques simplement autorisées les règles applicables aux entreprises concédées, pour la répartition entre les communes intéressées, de la valeur locative des chutes d'eau et des installations en vue de la fixation des différents impôts, n° 5763.

Interventions :

Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Affaire du canal de Suez*) [2 août 1956] (p. 3838); — sur une communication du Gouvernement : *Nécessité d'ouvrir rapidement un débat sur la politique étrangère* [7 novembre 1956] (p. 4529, 4531). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique étrangère que le Gouvernement compte mettre en œuvre pour établir une solidarité réelle des nations européennes et atlantique [9 novembre 1956] (p. 4566); la développe : *Ses observations sur l'échec de l'opération franco-britannique en Egypte* [18 décembre 1956] (p. 6095); *les obstacles mis par les Etats-Unis à la brutale menace des Soviets, le statut futur du canal (Véritable gestion internationale ou simple contrôle de la navigation), l'indemnisation de la Compagnie universelle du canal, le rôle de la force internationale, la possibilité d'aboutir à un règlement d'ensemble des problèmes du Moyen-Orient, la solidarité atlantique* (p. 6096); *la nécessité de consultations régulières entre alliés, celle de convaincre les Etats-Unis de respecter les intérêts essentiels de la France, l'unité politique de l'Europe comme complément indispensable de la solidarité atlantique, l'échec de la formule exclusive de l'entente cordiale, la nécessité de franchir une nouvelle étape dans la*

construction d'une Europe politique (p. 6097, 6098). — Prend part à la discussion : en quatrième lecture, d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi, Article unique : *Motion préjudicielle de M. Dronne tendant à l'ajournement de la discussion (Déclaration des associations de déportés de la Haute-Savoie)* [23 janvier 1957] (p. 253); — du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc, en qualité de *Rapporteur pour avis : Rapprochement entre la France et l'Italie* [24 janvier 1957] (p. 278, 279); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : *Ses observations sur le suicide de M. Boumendjel et sa détention dans des locaux militaires* [26 mars 1957] (p. 1865); — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *Ses explications de vote sur la question de confiance ; Ses observations sur l'application de la loi, le silence du Gouvernement sur sa politique en Algérie, la solidarité ministérielle quant à l'Algérie et l'éventualité d'une session extraordinaire en septembre pour le vote de la loi-cadre, les conversations de Tunis* [19 juillet 1957] (p. 3775, 3776, 3777); — d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Dangers de la proposition Rapacki, problème de la neutralité politique de l'Allemagne et de sa réunification, recherche d'une politique commune des six pays de l'O.T.A.N.* [22 janvier 1958] (p. 205 à 207); — d'urgence d'un projet de loi relatif à la représentation française à l'assemblée unique des communautés européennes, Art. 2 : *Son amendement tendant à faire élire un nombre de suppléants égal à celui des titulaires* [4 mars 1958] (p. 1192); *Compatibilité de cette désignation avec le traité* (ibid.); — sur la présentation du Gouvernement du général de Gaulle : *Conditions dans lesquelles le général de Gaulle est imposé à la représentation nationale, incompatibilité d'une délégation du pouvoir constituant avec le régime républicain, insuffisance de la déclaration du président désigné, exploitation des conditions de la formation du Gouvernement du général de Gaulle par la propagande communiste* [1^{er} juin 1958] (p. 2591); — d'urgence du

projet de loi relatif à la reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957, 15 novembre 1957 et 22 mai 1958 concernant les mesures exceptionnelles en Algérie : *Silence du général de Gaulle sur sa politique algérienne* [2 juin 1958] (p. 2606). — S'excuse de son absence [25 juin 1957] (p. 2903), [5 novembre 1957] (p. 4630), [16 janvier 1958] (p. 57), [6 mars 1958] (p. 1252). — Obtient des congés [5 novembre 1957] (p. 4630), [16 janvier 1958] (p. 57), [6 mars 1958] (p. 1252).

MERCIER (M. André), Député de l'Oise (C.).

Son élection est validée [18 avril 1956] (p. 1322). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de comptabilité [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu vice-président de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4537). — Est nommé juge titulaire de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

Dépôts :

Le 9 octobre 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution de l'allocation-chômage, n° 2913. — Le 4 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles, financières et pratiques, en vue de venir en aide aux sinistrés de la récente crue de l'Oise, dans le département de l'Oise, n° 6795.

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés; Art. 4 : *Amendement de M. Vals tendant à reprendre le texte gouvernemental (Possibilité d'attribuer des congés pendant la morte-saison)* [23 février 1956] (p. 463); *Observations sur l'industrie hôtelière* (p. 464, 466). — Ses rapports sur des

pétitions [9 mars 1956] (p. 838), [17 mai 1956] (p. 1906, 1907), [10 octobre 1956] (p. 4107). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion des interpellations sur les événements de Hongrie [7 novembre 1956] (p. 4509). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Position de la Commission du suffrage universel sur la réforme de la procédure budgétaire* [20 novembre 1956] (p. 4940). — Ses rapports sur des pétitions [20 novembre 1956] (p. 4950), [21 décembre 1956] (p. 6211). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons véritables d'une perquisition effectuée dans un local communal où se tenait à Hermes l'école annuelle de la Fédération de l'Oise du parti communiste français et sur les sanctions que le Gouvernement compte prendre à ce sujet [18 juin 1957] (p. 2738). — Prend part à la discussion d'un projet de résolution et d'une proposition de loi concernant l'ouverture du crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale pour l'installation du vote électronique : *Inopportunité d'une demande de crédit supplémentaire quand les ouvriers de banque sont en grève* [23 juillet 1957] (p. 3837, 3838). — Son rapport sur une pétition [18 septembre 1957] (p. 4157). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification des articles 12, 16 et 34 du règlement : *Augmentation de l'effectif des groupes* [6 décembre 1957] (p. 5221); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale : *Renvoi de la discussion, nécessité pour l'Assemblée de fixer son ordre du jour pour chaque séance* [6 décembre 1957] (p. 5227); *Incompatibilités entre personnes éligibles à un même conseil municipal (conjoint et sœurs)* [10 décembre 1957] (p. 5247); — d'une proposition de loi relative au régime des élections municipales : *Contre-projet de M. Jarrosson (Dépouillement des votes pour les élections municipales de Lyon, rapport du préfet du Rhône, avis du Président Edouard Herriot, nécessité d'un sectionnement électoral pour les arrondissements importants)* [10 décembre 1957] (p. 5253); — des conclusions d'un rapport concernant le reversement au Trésor et blocage d'une partie de l'indemnité législative : *Son amendement (Non-augmentation de l'indemnité parlementaire)* [27 décembre 1957] (p. 5607 à 5609); *Amendement de M. Daladier (Harmonisation des indemnités des députés et des conseil-*

lers de la République) (p. 5612); — Son rapport sur une pétition [20 mars 1958] (p. 1814). — Prend part à la discussion : en deuxième délibération, des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la revision constitutionnelle; Art. 3 : *Son amendement tendant à rétablir le scrutin public pour les votes sur les motions de confiance* [21 mars 1958] (p. 1840); *Variations de l'opinion parlementaire sur le scrutin public* (ibid.); *Son amendement tendant à permettre aux députés en congé de s'abstenir* (p. 1842); *Son amendement tendant à supprimer dans l'alinéa relatif à la sanction de l'abstention les mots « s'est abstenu »* (p. 1845); — d'un projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif à la prorogation du mandat des conseillers de la République élus en Algérie : *Prorogation inadmissible, approbation du clan de la rébellion par les sénateurs d'Algérie* [21 mai 1958] (p. 2429); — d'un projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif à l'élection des conseillers de la République représentant les citoyens français résidant au Maroc, en Tunisie, au Cambodge, au Laos et au Viet-Nam : *Inutilité de la représentation de Français vivant dans des Etats désormais indépendants* [21 mai 1958] (p. 2430); Article unique : *Sa demande de scrutin* (ibid.); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Report de la séance prévue pour l'après-midi* [2 juin 1958] (p. 2607).

MERCIER (M. André-François), Député des Deux-Sèvres (M.R.P.).

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 192). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu vice-président de la Commission de la défense nationale [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1956] (p. 4536).

Dépôts :

Le 14 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 46) modifiée par le Conseil de la République modifiant l'alinéa 11 de l'article 49 de la loi du 31 mars 1928 relative

au recrutement de l'armée, n° 1192. — Le 19 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à autoriser les jeunes Français résidant à l'étranger à devancer l'appel de leur classe, n° 3008. — Le 19 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à dispenser du service militaire en France, en temps de paix, les jeunes Français ayant satisfait à la loi militaire d'un pays de l'O.T.A.N., non lié à la France par un accord de réciprocité, n° 3009. — Le 20 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux sous-officiers admissibles à l'école de Coëtquidan, une promotion permettant la poursuite de la politique de pacification en Algérie, n° 4592. — Le 12 juin 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de résolution : 1° de MM. Robert Bichet et Bouxom (n° 4142) tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'égalité entre les jeunes Français appelés sous les drapeaux ; 2° de MM. Mondon (Moselle), Ramel et Thiriet (n° 4545) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'égalité entre les jeunes Français appelés à servir en Afrique du Nord, n° 5098.

Interventions :

Son rapport au nom du 4^e bureau sur les opérations électorales du département de l'Hérault [19 janvier 1956] (p. 17). — Pose à M. le Ministre : de la Défense nationale une question orale sur la situation des jeunes gens maintenus ou appelés sous les drapeaux [20 avril 1956] (p. 1424); — des affaires étrangères une question orale relative à l'influence de la France en Extrême-Orient [22 juin 1956] (p. 2901, 2902). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à autoriser les jeunes Français résidant à l'étranger à devancer l'appel de leur classe, en qualité de *Rapporteur* [31 octobre 1956] (p. 4463); — d'une proposition de loi tendant à dispenser du service militaire les jeunes Français ayant satisfait à la loi militaire d'un pays de l'O.T.A.N. non lié à la France par un accord de réciprocité, en

qualité de *Rapporteur* [31 octobre 1956] (p. 4464); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, RELATIONS AVEC LES ÉTATS ASSOCIÉS, titre III et IV : *Ralentissement des échanges économiques entre la France et le Viet-Nam; blocage des transferts financiers; manque de professeurs pour les établissements d'enseignement; création nécessaire d'un lycée au Viet-Nam; résultat de la mission Sainteny; indemnisation des Français sinistrés du nord Viet-Nam; réduction des crédits affectés au budget des Etats associés* [26 novembre 1956] (p. 5079); — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ses observations sur les relations entre la France et la République du Viet-Nam* [18 décembre 1956] (p. 6122, 6123); — du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant* [24 janvier 1957] (p. 278); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles dans les T.O.M. et au Cameroun, Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer le délai de trois ans pour l'option entre les caisses de compensation et les compagnies d'assurances* [11 juillet 1957] (p. 3533); *le modifie* (p. 3534); — d'une proposition de loi relative au relèvement du taux des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien est à l'armée : *Opposition de l'article 10 du décret organique par le Gouvernement; possibilité de financer ce projet par des économies réalisées par les suppressions de conseils de révision* [6 décembre 1957] (p. 5218, 5219, 5220). = S'excuse de son absence [6 mars 1956] (p. 688), [29 mai 1956] (p. 2065), [5 juin 1956] (p. 2306), [12 juin 1957] (p. 2682). = Obtient des congés [6 mars 1956] (p. 688), [29 mai 1956] (p. 2065), [5 juin 1956] (p. 2306).

MÉRIGONDE (M. Marcel), *Député de l'Oise* (S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [18 avril 1956] (p. 1322). = Est nommé : membre de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161),

[4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre suppléant de la Commission des finances [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 15 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur la proposition de résolution de M. Dubois tendant à inviter le Gouvernement à consentir des bonifications d'intérêts aux collectivités locales ayant contracté des emprunts pour le financement de leur équipement, **n° 1210**. — Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les fonctionnaires et agents de préfecture, **n° 1599**. — Le 25 avril 1956, une proposition de loi tendant à exonérer du paiement des cotisations d'allocation vieillesse les personnes non salariées âgées de 70 ans, **n° 1639**. — Le 3 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 302) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jeunes sapeurs-pompiers appelés sous les drapeaux une permission exceptionnelle, **n° 1742**. — Le 3 mai 1956, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954 relatif aux majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires tombés malades en captivité et rapatriés malades, **n° 1747**. — Le 2 juin 1956, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 1487) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, **n° 2045**. — Le 12 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 1531) concernant le placement des capitaux de la dotation des associations reconnues d'utilité publique et régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et du fonds de réserve des fondations reconnues d'utilité publique, **n° 2142**. — Le 12 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 788) tendant à compléter la loi n° 52-883 du 24 juillet 1952 relative aux indemnités accordées aux titulaires de certaines fonctions électives, **n° 2143**. — Le 14 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 965) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à com-

pléter la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 accordant aux fonctionnaires déportés et internés de la Résistance et des guerres de 1914-1918 et de 1939-1945, quel que soit le mode de recrutement, des majorations d'ancienneté valables pour l'avancement et la titularisation, **n° 2198**. — Le 14 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1127) de M. Daniel Mayer et plusieurs de ses collègues tendant à proroger d'un délai de trois ans, à compter du moment où ils atteindraient l'âge de la retraite, les fonctionnaires, employés civils et magistrats de l'ordre judiciaire privés de leurs fonctions par l'autorité de fait, dite Gouvernement de l'Etat français, **n° 2199**. — Le 15 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 787) de MM. Arnal et Jean Charlot modifiant et complétant la loi n° 53-89 du 7 février 1953 tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, **n° 2216**. — Le 10 juillet 1956, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 6 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 afin de permettre l'intégration directe dans le corps des attachés d'administration centrale de certains secrétaires d'administration, ex-rédacteurs auxiliaires, **n° 2490**. — Le 1^{er} août 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1384) de M. de Léotard tendant à soumettre à une patente saisonnière les commerçants des stations thermales, climatiques et balnéaires, **n° 2743**. — Le 1^{er} août 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1599) de M. Mérigonde et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les fonctionnaires et agents de préfecture, **n° 2744**. — Le 1^{er} août 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1747) de M. Mérigonde et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954 relatif aux majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires tombés malades en captivité et rapatriés malades, **n° 2745**. — Le 16 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la mission d'information exécutée en Algérie du 13 au 24 juillet 1956, **n° 2948**. — Le 13 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi

(n° 2379) tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, n° 3213. — Le 25 janvier 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1747) de M. Mérigonde et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954 relatif aux majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires tombés malades en captivité et rapatriés malades, n° 3912. — Le 25 janvier 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Daniel Mayer et plusieurs de ses collègues tendant à proroger d'un délai de trois ans, à compter du moment où ils atteindraient l'âge de la retraite, les fonctionnaires, employés civils et magistrats de l'ordre judiciaire privés de leurs fonctions par l'autorité de fait dite Gouvernement de l'Etat français, n° 3913. — Le 14 février 1957, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 4144. — Le 19 février 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 3167) de M. Jean Villard tendant à inviter le Gouvernement à valider pour la retraite les services civils auxiliaires accomplis sur des chapitres hors budget, n° 4198. — Le 19 février 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2556) de M. Dorey tendant à préciser les conditions d'attribution des majorations d'ancienneté accordées aux personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance en application de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, dans certains cas de changement de grade survenant postérieurement à la mise en vigueur de la loi, n° 4199. — Le 19 février 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 8 juin 1956, sur la proposition de loi de M. Francis Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à mettre en parité les personnels du service des transmissions du Ministère de l'Intérieur avec leurs homologues des P. T. T., n° 4200. — Le 22 mars 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, en vue de permettre aux fonctionnaires résistants qui ont atteint, à la

date du 27 septembre 1951, le traitement maximum du dernier grade auquel ils étaient susceptibles d'accéder, d'être maintenus en activité de service pour une durée égale à tout ou partie de la majoration d'ancienneté, non utilisée pour l'avancement, n° 4638. — Le 4 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, relative à la limite d'âge des fonctionnaires ou employés civils et des magistrats de l'ordre judiciaire privés de leurs fonctions par l'autorité de fait dite Gouvernement de l'Etat français, n° 5348. — Le 4 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 4638) de M. Mérigonde et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, en vue de permettre aux fonctionnaires résistants qui ont atteint, à la date du 27 septembre 1951, le traitement maximum du dernier grade auquel ils étaient susceptibles d'accéder, d'être maintenus en activité de service pour une durée égale à tout ou partie de la majoration d'ancienneté, non utilisée pour l'avancement, n° 5349. — Le 4 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3076) de M. Paul Coste-Floret tendant à assurer aux anciens membres de la résistance active et continue l'application correcte des dispositions de la loi n° 56-334 du 27 mars 1956 qui tendent à organiser la réparation des injustices commises dans l'application de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, ainsi que l'application des autres lois et ordonnances énumérées à l'article 7 de la loi n° 56-334 précitée et des lois et ordonnances assurant la réparation des préjudices de carrière subis sous l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, n° 5350. — Le 26 juillet 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République relative à la limite d'âge des fonctionnaires ou employés civils et des magistrats de l'ordre judiciaire privés de leurs fonctions par l'autorité de fait dite Gouvernement de l'Etat français, n° 5698 (rectifié). — Le 26 juillet 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 4638) de M. Mérigonde et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi n° 51-1124 du 26 sep-

tembre 1951, en vue de permettre aux fonctionnaires résistants qui ont atteint, à la date du 27 septembre 1951, le traitement maximum du dernier grade auquel ils étaient susceptibles d'accéder, d'être maintenus en activité de service pour une durée égale à tout ou partie de la majoration d'ancienneté, non utilisée pour l'avancement, n° 5703. — Le 14 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 5533) modifiant et complétant les lois n° 56-782 du 4 août 1956 et n° 57-261 du 2 mars 1957 relatives à la situation de certaines catégories de personnels ayant servi hors d'Europe, n° 5904. — Le 17 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture tendant à compléter l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n° 6174. — Le 19 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République modifiant et complétant les lois n° 56-782 du 4 août 1956 et n° 57-261 du 2 mars 1957 relatives à la situation de certaines catégories de personnels ayant servi hors d'Europe, n° 6207. — Le 27 février 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3076) de M. Paul Coste-Floret tendant à assurer aux anciens membres de la Résistance active et continue, l'application correcte des dispositions de la loi n° 56-334 du 27 mars 1956 qui tendent à organiser la réparation des injustices commises dans l'application de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, ainsi que l'application des autres lois et ordonnances énumérées à l'article 7 de la loi n° 56-334 précitée et des lois et ordonnances assurant la réparation des préjudices de carrière subis sous l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, n° 6740.

Interventions :

Son rappel au règlement sur la formulation des questions orales : *Mise en cause d'un corps de fonctionnaires* [20 avril 1956] (p. 1425). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, en qualité de *Rapporteur pour avis*; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : *Augmentation importante des*

crédits du budget de l'Intérieur, effort en faveur de l'Algérie, encombrement de la carrière préfectorale, suppression par la Commission des finances des crédits demandés pour la création de postes de préfets hors cadre, parité entre les traitements des personnels de la Sûreté nationale et ceux de la Préfecture de police, gestion des centres administratifs et techniques interdépartementaux, protection civile, situation des personnels des préfectures, subventions aux collectivités locales, situation des « communes-dortoirs », remboursement des frais électoraux par les candidats n'ayant pas obtenu 2,5 0/0 des suffrages exprimés [7 juin 1956] (p. 2396 à 2399); *Son amendement indicatif (Création d'un bureau permettant de coordonner les activités des fonctionnaires préfectoraux)* (p. 2402); *le retire* (ibid.); Chap. 31-11 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement (Création de postes de préfets hors cadres)* (p. 2404); Chap. 31-15 : *Fonctionnement des centres administratifs et techniques interdépartementaux* (p. 2406); Chap. 31-41 : *Son amendement indicatif (Parité entre la situation des agents de la Sûreté nationale et celle des agents de la Préfecture de police)* (p. 2409, 2410); *le retire* (p. 2411); *Son amendement indicatif relatif à l'avancement des inspecteurs de police* (p. 2411); Chap. 57-30 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits de paiement et les autorisations de programme (Service de la protection civile)* (p. 2414); *Son article additionnel concernant la clôture en 1956 des sessions de conseils généraux* [22 juin 1956] (p. 2964); *Son article additionnel concernant l'application des articles 9 à 12 de la loi n° 48-23 du 6 janvier 1948* (p. 2964); *Son article additionnel portant création d'emplois de préfets hors cadres* (p. 2969). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative à l'octroi de bonifications aux militaires anciens déportés de la Résistance [6 juillet 1956] (p. 3309). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport de la Commission chargée de procéder à une enquête sur les opérations électorales du département de l'Aube (4^e siège); *Amendement de M. Isorni tendant à l'admission de M. Courrier* [12 juillet 1956] (p. 3413); — d'un projet de loi relatif aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc; Art. 1^{er} : *Demande de*

renvoi à la Commission des finances présentée par le Gouvernement [12 juillet 1956] (p. 3416); Art. 3 bis : Ses observations sur le dégagement des cadres (p. 3440); Amendement de M. Ballanger tendant à subordonner l'application des mesures prévues à cet article à la publication d'un règlement d'administration publique pris après avis du Conseil supérieur de la fonction publique (p. 3440); Ses explications de vote (p. 3442); en deuxième lecture. Art. 1^{er} : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Election des représentants du personnel dans les commissions paritaires) [1^{er} août 1956] (p. 3805); Art. 4 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (p. 3807); — en troisième lecture, de la proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi [10 octobre 1956] (p. 4095); — sur une demande de pouvoirs d'enquête présentée par la Commission de l'intérieur : Position du groupe socialiste favorable à la présence d'un communiste [26 octobre 1956] (p. 4346); — sur une communication du Gouvernement : Nécessité d'afficher la réponse du Gouvernement français à M. Boulganine [7 novembre 1956] (p. 4529); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, en qualité de Rappporteur pour avis : Définition de la politique d'aménagement du territoire, centralisme excessif au profit du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement [13 novembre 1956] (p. 4623); Apparition d'une tutelle supplémentaire sur les collectivités locales (p. 4624); Art. 16 : Demande d'ajournement du débat présentée par M. Bonnet [19 novembre 1956] (p. 4857); Art. 16 bis : Son amendement tendant à supprimer cet article (Plans d'aménagement régional) (p. 4860); Art. 17 : Amendement de M. Bonnefous prévoyant l'accord du conseil général et l'avis conforme du préfet en cas d'implantation d'agglomérations nouvelles (p. 4863); Art. 18 : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la répartition de la taxe locale entre les communes faisant partie d'une même agglomération (p. 4865); Art. 19 : Son amendement prévoyant l'adaptation des structures administratives de la région parisienne (p. 4868); le retire (p. 4871); Art. 23 : Son amendement réservant au maire le droit d'autoriser la création ou l'extension des entreprises industrielles (p. 4873,

4874); Art. 24 : Son amendement tendant à préserver les droits des bénéficiaires des articles 119 et suivants du Code de l'urbanisme et de l'habitation (p. 4875); le retire (ibid.); Art. 26 : Son amendement tendant à soumettre à l'avis de la Commission de l'intérieur les décrets relatifs à la codification des règles de l'expropriation (p. 4878); Art. 26 : Amendement de M. Montalat tendant à supprimer l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en cas d'urgence provoquée par les travaux de défense (p. 4879); Art. 29 : Son amendement tendant à la consultation des collectivités locales préalablement à l'élaboration d'un programme quinquennal de destruction des taudis (p. 4885); Art. 30 : Son amendement visant la participation des propriétaires aux opérations d'aménagement et de rénovation des flots urbains (p. 4888); Art. 31 : Son amendement prévoyant que les dépenses relatives aux aménagements permettant d'assurer le stationnement des véhicules hors des voies publiques ne seront pas couvertes par des crédits destinés à la construction (p. 4888); Art. 32 : Son amendement tendant à supprimer cet article (Servitudes de cours communes) (ibid.); Art. 35 : Son amendement tendant à supprimer cet article (Protection civile) (p. 4889); Art. 41 : Amendement de Mme Lefebvre permettant au Gouvernement d'appliquer par décret tout ou partie de la présente loi aux départements algériens (p. 4896); en deuxième lecture, Art. 12 : Son amendement concernant la composition de la commission spéciale appelée à se prononcer sur l'inobservation par les entrepreneurs de la procédure en matière de dossiers de dommages de guerre [12 avril 1957] (p. 2252); Art. 34 bis : Son amendement tendant à consulter la commission départementale pour déterminer les zones d'architecture imposée dans certaines communes [16 mai 1957] (p. 2471); Art. 35 : Son amendement tendant à le supprimer (Protection civile) (p. 2472); Art. 35 A : Son amendement tendant à préciser la coordination des différents programmes de construction et la détermination des zones à urbaniser par priorité, remembrement (ibid.); Art. 35 G : Son amendement permettant aux communes de récupérer une partie des plus-values immobilières provoquées par leur effort d'équipement collectif (p. 2487); Art. 42 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Courant tendant à soumettre à l'avis de la Commission des finances et de la recons-

truction les mesures prévues à l'article 16 (p. 2489); en 3^e lecture, Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer l'article (Harmonisation de la législation sur l'urbanisme et la construction)* [12 juillet 1957] (p. 3590); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 15, Etat D, INTÉRIEUR : *Répartition des crédits d'assistance entre les départements et les communes* [4 décembre 1956] (p. 5520); Art. 17, Etat F, INTÉRIEUR : *Répartition des crédits du fonds national d'investissement routier, entretien des chemins ruraux* (p. 5524); — d'une proposition de loi relative à la protection des enfants contre l'alcoolisme; Art. 3 : *Amendement de M. Desson (Interdiction de faire de la publicité pour des boissons alcoolisées sur des objets destinés aux enfants)* [13 février 1957] (p. 841, 842); — d'une proposition de loi relative à la limite d'âge des fonctionnaires privés de leurs fonctions par l'autorité de fait, dite Gouvernement de l'Etat français, en qualité de Rapporteur [19 février 1957] (p. 979, 980); *Amendement de M. Cupfer tendant à accorder une indemnité aux fonctionnaires visés par la présente loi* (p. 980); — du projet de loi instituant un régime particulier de retraites en faveur des personnels actifs de police : *Nécessité d'une application immédiate des mesures prévues aux agents de la Sûreté nationale* [21 février 1957] (p. 1050, 1051); *Ses explications de vote* [26 février 1957] (p. 1118). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative à l'octroi de permissions pour raisons de famille aux militaires servant en Afrique du Nord [8 mars 1957] (p. 1392). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : *Ses observations sur la motion votée par le Congrès socialiste de Lille, la lutte contre le terrorisme, l'action de l'armée, les réformes entreprises, les élections envisagées, la déclaration du 9 janvier 1957* [20 mars 1957] (p. 1741 à 1743); — en troisième examen, de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services civils dans les T.O.M., Art. 4 : *Son amendement relatif aux avantages accordés aux fonctionnaires originaires des territoires de l'Océan Pacifique et de l'Océan Indien* [26 mars 1957] (p. 1846); — sur une question orale de M. Ninine relative au paiement de certains soldes de fonction-

naires des cadres locaux d'Indochine [17 mai 1957] (p. 2534); — du projet de loi portant institution d'un Code de procédure pénale; Art. 44 : *Amendement de M. Dejean tendant à faire exercer les fonctions de ministère public près le tribunal de simple police, à défaut du commissaire de police, par l'officier de police chef des services de sécurité publique du lieu où siège le tribunal* [25 juin 1957] (p. 2991); Art. 61 : *Amendement de M. Cot tendant à supprimer pour les personnes convoquées devant l'officier de police judiciaire l'obligation de déposer* (p. 2996); *Danger des abus des sanctions mêmes morales de cette obligation* (ibid.); Art. 113 : *Son amendement tendant à permettre à l'inculpé de choisir son défenseur parmi les avocats ou les avoués* [26 juin 1957] (p. 3040); *Application de l'article 3 de la loi du 8 décembre 1897* (p. 3042); — du projet de loi relatif à l'affectation ou au détachement de fonctionnaires de l'Etat hors du territoire européen de la France; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cartier assimilant les fonctionnaires détachés aux militaires pour les indemnités et la liquidation de leur pension* [10 juillet 1957] (p. 3513); *Imprécision du texte créant deux catégories de fonctionnaires selon qu'il s'agit d'un territoire en opérations ou non* (ibid.); — d'une proposition de loi relative aux permissions exceptionnelles pour les grands travaux agricoles (arbitrage sur l'urgence) : *Ses observations sur le retard que cette mesure apporterait à la libération de 20.000 hommes* [11 juillet 1957] (p. 3542); — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *son rappel de la déclaration d'investiture de M. Bourges-Maunoury; Ses observations sur : les conclusions du congrès de Toulouse, les réformes réalisées grâce aux pouvoirs spéciaux : création de communes, réforme agraire, construction; la participation de Musulmans au défilé du 14 juillet* [17 juillet 1957] (p. 3684); *Le sort des travailleurs nord-africains dans la métropole victimes du terrorisme, la méfiance nouvelle de l'opinion métropolitaine, l'insuffisance de la répression des trafics d'armes et la mansuétude des tribunaux, la limitation des pouvoirs spéciaux à l'existence du Gouvernement, la bonne utilisation de ces*

pouvoirs [17 juillet 1957] (p. 3685, 3686) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à imposer au prochain Gouvernement d'obtenir la reconduction des pouvoirs spéciaux dans un délai de dix jours après son investiture* (p. 3704) ; *Sa conception des pouvoirs spéciaux accordés à la personne du Président du Conseil* (p. 3705) ; — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Différend intervenu à la Commission de l'intérieur sur la suppression du double collège ou la création d'un collège unique* [25 septembre 1957] (p. 4332) ; *Anticommunisme des fellagha, adaptation de la loi-cadre à la mentalité algérienne, appel du triptyque socialiste, nécessité d'une solution pratique au moins provisoire, amélioration notable dans la pacification, ferme opposition du socialisme à toute notion d'indépendance de l'Algérie, introduction de l'expression « collège unique » dans la loi-cadre* [26 septembre 1957] (p. 4369 à 4372) ; *Installation d'un législatif et d'un exécutif à l'échelon du territoire comme à l'échelon fédératif, divergences de vues entre les membres de la Table ronde et ceux de la Commission de l'intérieur, garanties apportées par le caractère évolutif du statut, accueil favorable des socialistes d'Algérie, opinion de M. Léon Blum sur le statut de 1947, rappel de la réforme Clemenceau-Jonnart et du projet Viollette* (p. 4372 à 4374). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [2 octobre 1957] (p. 4483). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956 et 26 juillet 1957 concernant des mesures exceptionnelles en Algérie, Article unique : *Amendement de M. Teitgen tendant à limiter au 1^{er} avril 1958 la reconduction des pouvoirs spéciaux, dispositions relatives à l'expansion économique de l'Algérie* [12 novembre 1957] (p. 4730) ; — du projet de loi relatif au Conseil supérieur de la fonction publique, en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant* [26 novembre 1957] (p. 4928) ; — d'une proposition de loi relative à la limite d'âge de fonctionnaires privés de leurs fonctions ; en deuxième lecture en qualité de *Rapporteur* [26 novembre 1957] (p. 4928) ; — d'une proposition de loi relative au maintien en activité de service de fonctionnaires résistants, en qualité de *Rapporteur* [26 novembre 1957] (p. 4929, 4930) ; — d'une proposition de loi relative à l'intégration d'employés de préfecture, en qualité de *Rapporteur suppléant* [6 décembre 1957] (p. 5226) ; *Sa demande de*

renvoi à la Commission des finances (p. 5227) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions de l'Algérie : *Ses explications de vote* [28 janvier 1958] (p. 319) ; — sur la fixation de la date des interpellations relatives au tableau d'avancement des cadres de l'armée [4 février 1958] (p. 496) ; — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Dides sur le profond malaise qui règne dans les différents services de la police en France après les attentats dont furent victimes les fonctionnaires de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale : *Insuffisance des moyens mis à la disposition des policiers, insuffisance de leur situation matérielle, difficultés de recrutement, surmenage du personnel* [25 février 1958] (p. 998, 999) ; — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la revision constitutionnelle ; ses explications de vote sur la question de confiance : *Atteinte portée à l'autorité de l'Etat par la récente manifestation des personnels de la police, nécessité de prendre des sanctions contre les véritables coupables et de respecter les engagements pris par le Gouvernement, application de la loi du 28 septembre 1948 sur les statuts spéciaux des personnels de police, réorganisation de la police, attribution d'une prime de risque plus élevée* [18 mars 1958] (p. 1617 à 1619) ; — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales ; Art. 12 : *Motion de M. Privat tendant à disjoindre cet article (Taxe sur les domestiques)* [19 mars 1958] (p. 1715) ; *Article additionnel de M. de Tinguy (Revision générale de l'assiette des taxes locales)* (p. 1717) ; Art. 17 : *Amendement de M. Denvers (Surtaxe d'abatage en vue de la modernisation d'abattoirs)* (p. 1720) ; *Article additionnel de M. Garat (Augmentation de la taxe de séjour)* (p. 1725, 1726) ; *Ses explications de vote* (p. 1730) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Son rappel au règlement (Réunion exceptionnelle de la Conférence des Présidents)* [27 mars 1958] (p. 2039) ; — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Est rappelé à l'ordre* [16 mai 1958] (p. 2378) ; — d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Attribution des pouvoirs spéciaux au Gouvernement seul* [20 mai

1958] (p. 2397); *Ratification des décrets ne Conseil des Ministres* (ibid.); — d'un projet de loi et d'une lettre rectificative relatifs aux pleins pouvoirs : *Innovation dans la forme de la présentation du projet de loi* [2 juin 1958] (p. 2612).

MERLE (M. Toussaint), Député du Var (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1); de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 16 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de faciliter les activités sportives et de plein air dans les entreprises privées et publiques, n° 1241. — Le 15 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 3891) de M. Gravoille et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir une attribution de carburant aux pêcheurs plaisanciers, n° 4172.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-13 : *Son amendement indicatif (situation des personnels des préfectures et sous-préfectures) ; intégration des commis dans les nouveaux cadres ; non-application de certaines réformes en faveur des petits personnels ; avancement des attachés et des secrétaires administratifs de préfectures* [7 juin 1956] (p. 2405, 2406); — sur une demande de pouvoirs d'enquête présentée par la Commission de l'intérieur : *Nécessité de désigner la Commission d'enquête à la représentation proportionnelle* [26 octobre 1956] (p. 4347); — du projet de LOI DE

FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, INTÉRIEUR, Titres III et IV : *Revendications des différentes catégories de personnel des préfectures* [28 novembre 1956] (p. 5236, 5237); — du projet de loi-programme pour l'aide à la construction navale : *Ses explications de vote : Ses observations sur l'inscription de ce débat à l'ordre du jour, défense des travailleurs de la construction navale, problème des travailleurs loués ou embauchés en régie, application de la loi d'aide et taux des salaires* [19 juin 1957] (p. 2780).

MÉTAYER (M. Pierre), Député de Seine-et-Oise (S.).

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil chargé de la fonction publique

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957,

Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Terre)

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957,

Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Terre)

(Cabinet Félix GAILLARD)

du 11 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 160) (1).

Dépôts :

Le 2 mai 1956, un projet de loi modifiant l'article 19 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, n° 1709. — Le 5 octobre 1956, un projet de loi prévu à l'article 32 de la loi du 3 avril 1955, n° 2910.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la fonction publique* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux conditions de reclassement des fonc-

(1) Démissionnaire [3 décembre 1957] (p. 5102).

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).

tionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc, Art. 1^{er} : *Situation des agents des coopératives agricoles et du secteur de modernisation du paysannat* [12 juillet 1956] (p. 3414, 3415); Art. 3 bis : *Amendement de M. Ballanger tendant à subordonner l'application des mesures prévues à cet article à la publication d'un règlement d'administration publique pris après avis du Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 3440); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mérigonde tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (élection des représentants du personnel dans les commissions paritaires)* [1^{er} août 1956] (p. 3805); Art. 3 bis : *Amendement de M. Ballanger tendant à soumettre les mises à la retraite d'office à l'avis des commissions administratives paritaires* (p. 3806); *amendement de M. David tendant à supprimer le mot « maximum »* (p. 3806); *oppose l'article premier de la loi de finances à l'amendement de M. Ballanger tendant à limiter les mises à la retraite d'office* (p. 3807); Art. 4 : *Amendement de M. Mérigonde tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3807). — Répond à une question orale de M. Pronteau relative à l'admission au concours d'entrée à l'École nationale d'administration [9 novembre 1956] (p. 4570, 4571). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la constitution du corps des attachés d'administration : *Nécessité de limiter l'intégration des secrétaires d'administration dans le corps des attachés d'administration; sa demande de renvoi à la Commission des finances* [9 novembre 1956] (p. 4573, 4574); *Oppose l'article premier de la loi de finances à la proposition* (p. 4575); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, État C, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES, I, charges communes, Titre III : *Mesures prises en faveur des fonctionnaires : relèvement des traitements minima garantis; harmonisation des carrières des catégories C et D; relèvement du traitement de base; création d'un système d'échelles-lettres pour les cadres supérieurs; harmonisation des traitements des fonctionnaires et de ceux des agents des entreprises nationalisées; réforme de l'organisation et des méthodes de l'Administration* [28 novembre 1956] (p. 5193, 5194); *Résultats de l'harmonisation des carrières des catégories C et D; situation des auxiliaires* (p. 5196). — Donne

sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la fonction publique* (Cabinet Guy Mollet) le 21 mai 1957. Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Terre)* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083).

En cette qualité :

— Prend part à l'arbitrage sur l'urgence de la discussion d'une proposition de loi relative aux permissions exceptionnelles pour les grands travaux agricoles : *Ses observations sur les dangers d'une diminution des effectifs et la possibilité d'examiner certains cas particuliers* [11 juillet 1957] (p. 3542). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Terre)* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Terre)* (Cabinet Félix Gaillard) [11 novembre 1957] (*J. O.* du 12 novembre 1957, p. 10594).

En cette qualité :

Prend part au débat sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives au tableau d'avancement des cadres de l'armée : *Justification du tableau d'avancement pour l'année 1958 paru au Journal officiel du 19 décembre 1957; historique de l'incident du général Dufourt, les garanties contre l'arbitraire, intervention de M. Beauquitte en faveur d'un officier, droit pour le Gouvernement de faire des adjonctions au tableau d'avancement* [4 février 1958] (p. 502 à 505). — Répond à la question orale : de M. Pierrard relative à la radiation du peloton d'un jeune soldat ayant suivi avec succès un stage d'officier de réserve [21 février 1958] (p. 947); — de M. Diori relative aux indemnités d'éloignement des militaires africains [21 février 1958] (p. 947). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits militaires, SECTION GUERRE : *Priorité absolue donnée à la guerre d'Algérie réduction des autres activités de l'armée de terre, maintien des crédits d'études, établissement d'un équilibre entre la situation*

financière de l'Etat et les dépenses de la Défense nationale, sauvegarde de l'essentiel du potentiel militaire permettant une prochaine rénovation de l'armée, nécessité absolue de la réduction des soldes, impossibilité d'accorder des permissions agricoles, décision de fermeture d'établissements d'Etat dans le cadre d'un plan d'ensemble prévoyant le réemploi du personnel, adaptation à l'évolution de la technique des établissements d'Etat difficiles à reconverter, précisions sur les activités des ateliers de Tarbes, Rueil, Puteaux et Moulins; nécessité des crédits d'infrastructure pour l'Algérie, études en cours de véhicules blindés de transports de troupes, maintien en Algérie des effectifs atteints au début de 1958 en raison des événements récents, importance croissante des dépenses nécessaires à la défense du Sahara, hommage rendu aux soldats d'Algérie, nécessité d'une revalorisation de la fonction militaire, prétendu divorce entre le haut commandement et les cadres de notre armée [4 mars 1958] (p. 1195 à 1199). — *Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Forces armées* [15 avril 1958] (p. 2154). — *Cesse d'expédier les affaires courantes* [14 mai 1958] (*J.O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

MEUNIER (M. Jean), Député de l'Indre-et-Loire (S.).

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative.

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)
du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957,

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommé : membre de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [3 décembre 1957] (p. 5113); Vice-Président titulaire de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [16 mai 1956] (p. 1878).

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la Fonction publique et de la réforme administrative* (Cabinet Bourgès-

Maunoury) [17 juin 1957] (*J.O.* du 18 juin 1957, p. 6083).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'affectation ou au détachement de fonctionnaires de l'Etat hors du territoire européen de la France, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cartier prévoyant que le règlement d'administration publique visant les conditions de détachement sera pris après avis du Conseil supérieur de la fonction publique* [10 juillet 1957] (p. 3512); *Incompétence du Conseil supérieur de la fonction publique en matière de mesures individuelles* (p. 3512); Art. 2 : *Amendement de M. Cartier prévoyant que l'intéressé sera intégré en surnombre lorsqu'il sera mis fin à son détachement en cas de circonstances exceptionnelles* (p. 3513, 3514); — d'une proposition de loi adoptée par le Conseil de la République, relative à l'organisation et au fonctionnement des colonies de vacances : Sa demande de renvoi du débat [11 juillet 1957] (p. 3542); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Philippe-Vayron tendant à substituer aux mots « est accordé » les mots « pourra être accordé »; conséquences d'un automatisme relatif sur le fonctionnement des services* [19 juillet 1957] (p. 3792). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la fonction publique et de la Réforme administrative* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — *Cesse d'expédier les affaires courantes* [6 novembre 1957] (*J.O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

MEUNIER (M. Pierre), Député de la Côte-d'Or (R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); juge titulaire de la Haute-Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798). — Est élu Vice-Président de la Commission des finances [10 février 1956] (p. 254), [4 octobre 1957] (p. 4504).

(1) Démissionnaire [18 juillet 1957] (p. 3744).

Dépôts :

Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture ainsi que tous les commis de préfecture nommés au plus tard le 1^{er} janvier 1949 dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture, n° 745. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter de deux mois la date d'application de la pénalité pour retard de paiement en ce qui concerne les impôts directs exigibles en 1956, n° 2881. — Le 7 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures d'aide nécessaire à l'industrie hôtelière frappée par la crise, n° 3477. — Le 3 octobre 1957, une proposition de loi tendant à appliquer sans exception les dispositions de la loi n° 56-334 du 27 mars 1956 aux fonctionnaires initialement recrutés en raison de leurs titres de résistance, n° 5800.

Interventions :

Son rapport au nom du 2^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Corrèze [20 janvier 1956] (p. 51). — Prend part à la discussion : des conclusions de son rapport sur les opérations électorales du département de la Corrèze : *Attitude du Ministère de l'Intérieur à l'égard de l'appareil M.R.P.-R.G.R.I.F.* [2 février 1956] (p. 171, 172); — du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *Supprimer la détaxe des investissements pour éviter de majorer l'impôt sur le revenu* [27 avril 1956] (p. 1613, 1614); *Son amendement supprimant la majoration de 10 0/0 de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive, la majoration des droits de timbre et réduisant de 66 milliards la détaxe sur les investissements* [2 mai 1956] (p. 1665); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Tourtaud exonérant de l'impôt sur les augmentations de loyer les propriétaires d'immeubles ne disposant pas d'un revenu supérieur à 360.000 francs* (p. 1667); en seconde lecture : Art. 1^{er} : *Amendement de M. Paquet tendant à exonérer de la taxe de luxe les produits agricoles (problème des vins de qualité)* [6 juin 1956] (p. 2349); — d'un projet de loi relatif à l'attri-

bution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956, Article unique : *Application de l'article premier de la loi de finances — montant de la prime* [4 mai 1956] (p. 1776); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 31-93 : *Harmonisation des traitements des fonctionnaires et des traitements des personnels des entreprises nationalisées (Art. 32 de la loi de finances de 1955)* [29 mai 1956] (p. 2069); Chap. 33-92 : *Son amendement indicatif (réversibilité de la retraite allouée aux femmes fonctionnaires sur la tête de leur mari)* (p. 2070); Chap. 34-43 : *Indemnités kilométriques allouées aux fonctionnaires utilisant leur voiture personnelle* (p. 2080); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. Dumortier relatif au classement en catégorie B des agents de travaux et des conducteurs de chantiers des ponts et chaussées* [12 juin 1956] (p. 2510); P.T.T., Etat A, Chap. 1050 : *Transformation d'emplois de contrôleurs principaux de mécanique en emplois de chefs de travaux* [20 juin 1956] (p. 2793); Art. 11 : *Taxe de circulation sur les viandes; contradiction entre la politique de blocage des prix et l'augmentation de la taxe* [21 juin 1956] (p. 2854); Art. 61 : *Article additionnel de M. Tourtaud concernant la Constitution du Corps d'attachés d'administration centrale* [22 juin 1956] (p. 2919); *Article additionnel de M. Tourtaud concernant l'élaboration des statuts des agents du cadastre* (p. 2921); *Son article additionnel tendant à classer en catégorie B les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées* (p. 2925); *article additionnel de M. Alliot majorant de 1 franc par kilo la taxe unique sur les viandes (sa demande de scrutiny)* (p. 2968); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 12 et pour l'adoption de l'article 2 et de l'ensemble du projet de loi : Problème des crédits de la recherche scientifique* [26 juin 1956] (p. 3022); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES, I, Charges communes, titre III : *Insuffisance des mesures prises en faveur des petits fonctionnaires; situation des retraités; nécessité d'intégrer les indemnités dans le traitement de*

base servant au calcul de la retraite [28 novembre 1956] (p. 5195); SERVICES FINANCIERS, titres III et IV : *Statut des agents de maîtrise du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes; situation des receveurs-buralistes* [1^{er} décembre 1956] (p. 5400); en deuxième lecture, Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe 3 (application des annulations de dépenses dès le dépôt du projet de collectif pour 1957)* [26 décembre 1956] (p. 6260); — de la proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères, Art. 12 bis : *Son amendement (réduction de 10 0/0 du montant des décotes sur stocks accordées aux entreprises)* [7 mars 1957] (p. 1360); — du projet de loi tendant à approuver une Convention conclue entre le Ministre des Affaires économiques et financières et le Gouverneur de la Banque de France : *Son amendement prévoyant le mode de remboursement définitif de cette avance en instituant une taxe statistique sur les fortunes* [29 mai 1957] (p. 2636); — du projet de loi portant assainissement économique et financier : *Incidence de la guerre d'Algérie sur le déficit budgétaire, l'économie et les finances extérieures de la France, répercussion des impôts sur le pouvoir d'achat des travailleurs* [21 juin 1957] (p. 2870); *Conséquences de la hausse du prix de l'essence, incompatibilité de la politique économique et fiscale du Gouvernement avec le Marché commun, inopportunité de ce traité, difficultés du rétablissement de nos paiements à l'égard de l'Europe* (p. 2871); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Dégradation de la situation financière depuis juin (inflation et hausse des prix à six semaines de la date officielle de l'entrée de la France dans le Marché commun), dispositions retirant toute initiative des dépenses aux députés, coût budgétaire de la guerre en Algérie, nécessité de décréter l'économie de guerre si la guerre d'Algérie continue, communication au Parlement du rapport des experts consultés par M. Robert Schuman* [15 novembre 1957] (p. 4835, 4836); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Rôle de la caisse de consolidation* [18 décembre 1957] (p. 5475); en deuxième lecture, Art. 3 : *Extension à la province des dispositions prévues par le Gouvernement pour la région parisienne (augmentation des transports)* [26 décembre 1957]

(p. 5545); deuxième partie, crédits d'investissements, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Politique du Gouvernement à l'égard du Fonds d'investissement routier* [10 mars 1958] (p. 1412, 1413); *Rétablissement de crédit de paiement pour la tranche nationale du Fonds d'investissement routier en 1959* (p. 1415); INTÉRIEUR : *Existence du Fonds routier, difficultés des communes* (p. 1469); — du projet de loi relatif au régime fiscal d'un emprunt à émettre en 1958, Article unique : *Son amendement (adaptation au niveau de vie de l'abattement à la base pour le calcul de la surtaxe progressive)* [25 mars 1958] (p. 1923); *Son amendement (non-assujettissement à la surtaxe progressive des soldes perçues par les militaires du contingent servant au-delà de la durée légale)* (p. 1923, 1924).

MICHAUD (M. Louis), Député de la Vendée (M. R. P.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 236). — Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Vice-Président de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 13 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 385) de M. Mazier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, n° 3202. — Le 3 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rouvrir les délais pour l'obtention de la croix de combattant volontaire de la guerre 1914-1918, n° 3414. — Le 2 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 3934) relatif à la construction d'un paquebot pour la ligne de New-York et portant approbation d'avenants conclus avec la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes (première partie :

Dispositions relatives aux avenants), n° 4738. — Le 9 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 4867) prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes reconduite par les lois n° 51-473 du 26 avril 1951, n° 52-398 du 11 avril 1952 et n° 53-305 du 10 avril 1953 et par le décret n° 55-692 du 20 mai 1955 pris en application de la loi du 14 août 1954, n° 5408. — Le 19 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 5641) portant approbation d'un avenant conclu entre l'Etat et la Compagnie des messageries maritimes, n° 6226. — Le 18 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le statut des gardiennes d'enfants, n° 6635. — Le 18 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 104 du décret n° 50-1225 du 21 septembre 1950 relatif aux versements complémentaires à effectuer par les salariés agricoles pour maintenir leurs droits aux prestations en cas d'arrêt momentané du travail, n° 6636.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME (III. MARINE MARCHANDE), Chap. 31-01 : *Maintien du poste de Secrétaire général à la Marine marchande* [12 juin 1956] (p. 2537) ; Chap. 31-11 : *Situation des gardes maritimes et des agents du gardiennage des services extérieurs de la Marine marchande* [13 juin 1956] (p. 2554) ; Chap. 45-01 : *Subventions accordées à la Compagnie générale transatlantique pour les liaisons maritimes avec la Corse* (p. 2557) ; Chap. 45-02 : *Utilisation de l'aide au petit cabotage* (p. 2558) ; Chap. 47-31 : *Sa demande de disjonction des crédits du chapitre (Relèvement des pensions des inscrits maritimes)* (p. 2559) ; Art. 5 : *Aide à la construction navale — Autorisations de programme : Fonctionnement de la loi d'aide à la construction navale* [21 juin 1956] (p. 2846) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, MARINE MARCHANDE, Titres III et IV : *Suppression du poste de Secrétaire général à la Marine marchande ; reclassement des gardes*

maritimes ; situation des agents du gardiennage ; régime des retraites des marins ; augmentation des charges sociales des armateurs ; ravitaillement en carburant des pêcheurs ; application du décret du 24 août 1956 sur la sécurité en mer ; construction d'un navire océanographique [30 novembre 1956] (p. 5354, 5355) ; Art. 50 : *Réforme du régime des pensions des inscrits maritimes, majoration des charges sociales des armateurs* [4 décembre 1956] (p. 5499) ; — du projet de loi-programme pour l'aide à la construction navale : *Ses observations sur la lenteur de la procédure parlementaire, la concurrence étrangère, la vente de bateaux français à l'étranger, la situation défavorisée de la flotte artisanale, sa demande de ratification des avenants conclus entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes* [19 juin 1957] (p. 2775, 2776) ; — du projet de loi relatif à la construction d'un paquebot sur la ligne de New-York et approbation d'avenants, en qualité de Rapporteur en ce qui concerne les avenants [11 juillet 1957] (p. 3544) ; *Ses observations sur : le maintien de la contribution financière de l'Etat à 3.300 millions de francs pour les exercices 1956 et 1957, les rapports Mignon sur les comptes d'exploitation de la Compagnie générale transatlantique, l'augmentation des dépenses d'exploitation de cette Compagnie, le déficit du réseau contractuel, les résultats de la ligne des Antilles, la charge du vieillissement des paquebots « Ile-de-France » et « Liberté », les nouveaux délais de fixation du plafond de la subvention, la création d'un comité consultatif pour la ligne de Corse, ses réserves sur la prorogation de la convention avec la Compagnie des messageries maritimes* (p. 3544, 3545) ; Art. 2 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à supprimer l'avenant n° 4* [16 juillet 1957] (p. 3634) ; Art. 3 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à supprimer cet article* (p. 3635) ; — du projet de loi prorogeant la loi du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes, en qualité de Rapporteur : *Intérêt national de limiter la liberté des affrètements ; contrôle des changes, transport de troupes et de matériel militaire, interprétation restrictive de la loi* [19 juillet 1957] (p. 3784). — Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 octobre 1957] (p. 4483). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant approbation d'un avenant

conclu entre l'Etat et la Compagnie des messageries maritimes, en qualité de *Rapporteur* : *Cause des déficits de 1956 et 1957, adaptation de la Compagnie aux exigences du trafic maritime* [11 février 1958] (p. 647, 648) ; *Montant de la subvention* (p. 650). = S'excuse de son absence [8 juin 1956] (p. 2451), [12 juin 1957] (p. 2682). = Obtient un congé [12 juin 1956] (p. 2682).

MICHEL (M. Maurice), *Député de Drôme* (C).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161) ; de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de l'Intérieur [5 décembre 1957] (p. 5149).

Dépôts :

Le 16 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures en faveur des oléiculteurs sinistrés du fait de la rigueur exceptionnelle de la température en février 1956, n° 1256. — Le 17 mai 1956, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à rendre obligatoire en premier ressort la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, n° 1870. — Le 25 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n° 1951) de MM. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser immédiatement les salaires des ingénieurs de l'Institut national de recherche chimique appliquée, n° 3050. — Le 15 janvier 1957, une proposition de loi tendant à fixer les revenus au-dessous desquels ne pourra s'exercer l'action contre les personnes tenues à l'obligation alimentaire à l'égard d'hospitalisés, de malades mentaux ou de bénéficiaires d'une loi d'assistance, n° 3782. — Le 13 février 1957, un rapport au nom de la

Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n° 2730) de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les initiatives nécessaires en vue de la revalorisation des traitements, salaires, retraites et pensions des personnels des industries électrique et gazière, n° 4110. — Le 14 février 1957, une proposition de loi tendant à tenir compte exclusivement des revenus réels des biens mobiliers ou immobiliers dans l'appréciation des ressources de certains requérants de l'allocation supplémentaire instituée par la loi n° 56-639 du 30 juin 1956, n° 4170. — Le 11 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n° 4742) de M. Girardot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité et à rénover la centrale thermique de Sainte-Tulle, n° 4872. — Le 24 juillet 1957, une proposition de loi tendant à compléter le décret du 2 novembre 1956 relatif à la prime d'entretien, de régénération et de greffage des oliviers, n° 5629.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie de faits commis au cours de conflits du travail, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre l'amnistie aux faits commis au cours de toutes les manifestations publiques* [19 avril 1956] (p. 1398) ; Art. 4 : *Amendement rectifié de M. Bourbon sur la réintégration des fonctionnaires et agents de l'Etat licenciés à la suite de conflits de travail (cas des cheminots)* (p. 1401) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Titre IV : *Revendications des prisonniers de guerre : retraite du combattant, attribution de la carte du combattant, attribution du titre « d'interné résistant » aux prisonniers transférés dans des camps de représailles ; retard dans l'attribution des pécules ; remboursement des marks ; majoration d'ancienneté pour les agents des services publics ; présomption d'origine pour les maladies contractées pendant la captivité* [26 novembre 1956] (p. 5088, 5089) ; EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : *Suppression des écoles publiques dans certaines communes rurales* [27 novembre 1956] (p. 5165) ;

INDUSTRIE ET COMMERCE, Titres III et IV : *Situation des ingénieurs de l'Institut national de la recherche chimique appliquée* [28 novembre 1956] (p. 5228); AGRICULTURE, Titres I, III et IV : *Primes accordées aux oléiculteurs victimes du gel* [1^{er} décembre 1956] (p. 5385); Art. 15, Etat D, INDUSTRIE ET COMMERCE : *Insuffisance des investissements consacrés à la recherche pétrolière ; privilèges accordés aux grandes sociétés pétrolières* [4 décembre 1956] (p. 5507, 5508); — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux, Art. 10 bis : *Son amendement tendant à porter à six mois le délai pendant lequel l'artisan peut renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 1^{er}* [17 décembre 1956] (p. 6055); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 31-01 : *Approvisionnement en essence des chauffeurs de taxis et des voyageurs de commerce, chauffage des hôpitaux, des écoles et des H.L.M.* [27 décembre 1956] (p. 6301, 6302); — de la proposition de loi tendant à l'assainissement des conditions d'exploitation des entreprises gazières non nationalisées : *article additionnel de M. Louvel permettant la nationalisation des entreprises par décret après avis favorable de la collectivité concédante ; son sous-amendement tendant à remplacer les mots « après avis favorable » par les mots « à la demande »* [12 mars 1957] (p. 1509); le retire (p. 1510); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *son amendement tendant à le supprimer* [23 juillet 1957] (p. 3890); — du projet de loi portant institution d'un code de procédure pénale, Art. 15 : *Son amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental (limitation du nombre des officiers de police judiciaire)* [25 juin 1957] (p. 2961); Art 52 : *Qualification des crimes et délits flagrants ; son amendement tendant à ajouter les mots « dont l'évidence est certaine »* (p. 2993); *ses demandes de précisions sur l'expression « temps très voisin de l'action »* (p. 2995). — Dépose une demande d'interpellation sur la décision du Gouvernement de fermer l'atelier de fabrication de Valence et d'autres établissements militaires [17 septembre 1957] (p. 4091); la développe : *ses observations sur le nombre de chômeurs créés par cette mesure, la perte pour l'économie de Valence et de Bourg-les-Valence, le montant des investis-*

sements déjà réalisés, l'activité satisfaisante de la manufacture, atelier, pilote, les véritables raisons de la mesure gouvernementale (liquidation d'entreprises nationalisées au profit de l'industrie privée), l'attitude de M. Métayer en 1955 et 1957, la simultanéité des attaques contre les établissements de l'Etat et les projets d'organisation européenne, la légitimité des revendications des travailleurs de l'Etat [19 septembre 1957] (p. 4221 à 4223). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales, Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères)* [19 mars 1958] (p. 1709); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (taux de la taxe de déversement à l'égout)* (p. 1711); Art. 16 : *Son amendement (taxes sur les spectacles, les salles d'audition de disques)* (p. 1718, 1719); Art. 21 : *Son amendement (frais de fonctionnement du comité du fonds national de péréquation)* (p. 1729); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Paiement du pécule des prisonniers, cas des prisonniers de la guerre 1914-1918, rétablissement de la retraite à l'âge de 50 ans* [26 mars 1958] (p. 1994, 1995).

MICHELET (Edmond), Sénateur de la Seine (Rép. Soc.).

*Ministre des Anciens combattants
et Victimes de guerre*

(Cabinet Charles de GAULLE)

du 9 juin 1958 au 8 janvier 1959.

Est nommé *Ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre* (Cabinet Charles de Gaulle) [9 juin 1958] (*J. O.* du 10 juin 1958, p. 5438).

MIDOL (M. Lucien), Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la recons-

truction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [12 novembre 1957] (p. 4740).

Dépôts :

Le 2 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables afin de révaloriser les salaires, traitements et retraites du personnel de la S. N. C. F. : 1° en portant à 30.000 francs nets le salaire mensuel du cheminot débutant à l'échelle 1, coefficient 100 ; 2° en accordant dans l'immédiat à tous les agents une augmentation uniforme de 6.000 fr. par mois ; 3° en simplifiant le calcul et les méthodes de rémunération ; 4° en incorporant dans le calcul de la retraite, la totalité des éléments du salaire, **n° 963**. — Le 9 mai 1956, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant et familial et à rendre aux sinistrés et spoliés le bénéfice des droits établis par la loi du 28 octobre 1946, **n° 1785**. — Le 23 mai 1956, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre, **n° 1908**. — Le 29 mai 1956, une proposition de loi tendant à permettre à certaines catégories de locataires professionnels sinistrés (artisans, commerçants, industriels) de céder leur droit au bail sans avoir par avance procédé eux-mêmes à la réinstallation de leur fonds, **n° 1971**. — Le 12 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exiger de la Direction de la S. N. C. F. qu'elle fasse droit sans délai aux revendications essentielles et légitimes des agents de conduite, mécaniciens, chauffeurs, conducteurs, électriciens diesel et d'autorails, **n° 4464**. — Le 19 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder de nouveaux délais aux cheminots révoqués à la suite des grèves de 1920 afin de

leur permettre de faire valoir leurs droits à reconstitution de carrière, **n° 4582**. — Le 18 septembre 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : 1° la proposition de loi de M. Philippe Vayron (n° 1741) tendant à étendre aux personnels de l'ex-Compagnie générale des automobiles postales et de l'ex-Société des transports urbains et ruraux le bénéfice des dispositions de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 ; 2° la proposition de résolution de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 1958) tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux personnels de l'ex-Compagnie générale des automobiles postales et de la Société des transports urbains et ruraux, intégrés dans l'Administration des P. T. T., le bénéfice des dispositions de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924, **n° 5751**. — Le 19 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre la zone de proche banlieue de la S. N. C. F., **n° 6943**.

Interventions :

Ses rapports, au nom du 2^e bureau, à la suite du défaut de proclamation du résultat des opérations électorales du département de la Charente-Maritime [19 janvier 1956] (p. 40) ; [20 janvier 1956] (p. 58) ; [27 janvier 1956] (p. 124, 125). — Son rapport au nom du 2^e bureau sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (4 premiers sièges) [27 janvier 1956] (p. 119). — Prend part à la discussion des conclusions d'un troisième rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (6^e siège), en qualité de *Rapporteur* [27 janvier 1956] (p. 114, 115). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme une question orale relative au transport gratuit des guides d'aveugles ou mutilés des yeux [4 mai 1956] (p. 1756). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 35-31 : *Son amendement indicatif relatif à la modernisation de l'infrastructure des voies navigables et à la situation du personnel y travaillant* [12 juin 1956] (p. 2516) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 53-32 : *Paiement des indemnités aux sinistrés victimes des inonda-*

tions; problème des grands barrages du bassin parisien (p. 2519); II. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 31-13 : *Son amendement indicatif relatif à la limitation du droit de grève au personnel de l'aviation civile* (p. 2527, 2528); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 55-46 : *Son amendement indicatif relatif à l'utilisation des crédits destinés aux opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées* [15 juin 1956] (p. 2686); *le retire* (p. 2687); Chap. 65-40 : *Son amendement indicatif relatif à l'aménagement des lotissements défectueux* (p. 2687); *le retire* (ibid.); Art. 58 : *Son amendement indicatif relatif à la construction et à l'entretien des cités d'urgence* [22 juin 1956] (p. 2911); P.T.T., Etat A, Chap. 1040 : *Son amendement indicatif (titularisation des auxiliaires ayant appartenu à certaines entreprises privées)* (p. 2977); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits d'investissements, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Utilisation et insuffisance des crédits du fonds routier et de ceux affectés aux voies navigables; lutte contre les inondations* [10 mars 1958] (p. 1413).

MIGNOT (M. André), Député de Seine-et-Oise [2^e circonscription] (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Vice-Président de la Commission de la justice et de législation [10 février 1956] (p. 254). — Est nommé : membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798); juré titulaire de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [23 mai 1956] (p. 1956); membre de la Commission spéciale tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs (*J. O.* du 17 juin 1958, p. 5663). — Est désigné par la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du

Comité consultatif constitutionnel [22 juillet 1958] (*J. O.* du 23 juillet 1958, p. 6843).

Dépôts :

Le 22 février 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République dans sa 2^e lecture, relative à la location-gérance des fonds de commerce et des établissements artisanaux, n° 674. — Le 6 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 55-465 du 30 avril 1955 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, n° 1032. — Le 21 mars 1956, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 103 du Livre IV du Code du travail en vue d'une répartition plus équitable des frais de fonctionnement des Conseils de prud'hommes, n° 1324. — Le 16 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Vigier (n° 1503) tendant à compléter la loi n° 56-245 du 12 mars 1956 modifiant les articles 3 et 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; 2° de M. Frédéric-Dupont (n° 1506) tendant à compléter la loi n° 56-245 du 12 mars 1956 modifiant les articles 3 et 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; 3° de M. Vigier (n° 1637) tendant à compléter la loi n° 56-245 du 12 mars 1956 modifiant les articles 3 et 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 1858. — Le 24 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter d'urgence les mesures utiles pour soumettre aux mêmes règles deux taxes locales assises sur la même base, n° 1924. — Le 29 mai 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 53-1314 du 31 décembre 1953 relatif à l'âge de la retraite des fonctionnaires et magistrats, n° 1974. — Le 31 mai

1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à modifier l'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié par la loi n° 56-245 du 12 mars 1956, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 2016. — Le 6 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 55-1549 du 22 novembre 1955 fixant le taux de redevance des récepteurs de télévision de troisième catégorie, n° 2078. — Le 22 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956 (n° 534) sur : a) les propositions de loi : 1° de MM. de Moro-Giafferri et André Hugues tendant à interdire au propriétaire le droit de refuser le renouvellement du bail au commerçant locataire lorsque ce refus serait dicté par le désir de louer à des locataires non commerçants qui n'ont pas avec le propriétaire les liens familiaux prévus par le premier paragraphe de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 ; 2° de MM. Legaret, François Bénard et Secrétain tendant à modifier les dispositions du décret du 30 septembre 1953 relatif aux rapports du bailleur et du locataire, industriel, commerçant ou artisan en cas de non-renouvellement de son bail ; 3° de MM. Jean-Louis Vigier et André Hugues tendant à ajouter un article 10 *bis* au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 4° de M. de Léotard tendant à modifier l'article 37 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux ; 5° de M. Vigier tendant à modifier l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 6° de M. Vigier tendant à modifier l'article 15 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 7° de M. Vigier tendant à ajouter un article 9 *bis* au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 8° de M. Vigier tendant à modifier l'article 9 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 9° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation dite sur la propriété

commerciale ; 10° de MM. Maurice-Bokanowski, Peytel et Fouchet tendant à modifier l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux ; 11° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la réévaluation au 31 décembre 1953 des indemnités d'éviction précédemment fixées au profit de locataires commerçants et leur maintien dans les lieux jusqu'au paiement d'une indemnité complémentaire ; 12° de M. Charret tendant à compléter les dispositions existantes concernant les baux commerciaux ; 13° de M. Vigier tendant à rendre applicables aux artisans et façonniers les dispositions de l'article premier du décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux ; 14° de M. Villard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions de l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié par la loi du 31 décembre 1953, relatif aux baux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 15° de M. Eugène Pébellier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié par la loi n° 53-1346 du 31 décembre 1953 relative aux baux commerciaux ; 16° de M. Lefranc tendant à régler les rapports entre bailleurs et locataires pour le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou locaux à usage des artisans non commerçants ; 17° de M. Beauvais, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 18° de M. Jean Boivin-Champeaux, sénateur, tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 19° de M. Jean Boivin-Champeaux, sénateur, tendant à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; b) la proposition de résolution de MM. Minjoz et de Moro-Giafferri tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux expulsions résultant de la stricte

application de l'article 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 ; II. les propositions de loi : 1° de M. Paul Coste-Floret (n° 249) tendant à modifier les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatives au droit de reprise de certains locaux ; 2° de M. Paul Coste-Floret (n° 268) tendant à modifier le régime des baux commerciaux ; 3° de MM. Klock et Penoy (n° 411) tendant à permettre la réévaluation au 31 décembre 1953 des indemnités d'éviction précédemment fixées au profit de locataires commerçants et leur maintien dans les lieux jusqu'au paiement d'une indemnité complémentaire ; 4° de M. Alfred Coste-Floret (n° 684) tendant à modifier la loi n° 54-901 du 11 septembre 1954 relative aux forclusions encourues en application de l'article 29 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 5° de M. Vigier (n° 836) tendant à ajouter un alinéa supplémentaire à l'article 23 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux ; 6° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 836) tendant à abroger certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, et à instituer une véritable protection de la propriété commerciale ; 7° de M. Vigier (n° 1012) tendant à relever de la forclusion certains locataires-commerçants ; 8° de MM. Jean-Paul David, Louis Gautier-Chaumet et Fernand Bone (n° 1538) tendant à modifier l'article 14 du décret du 30 septembre 1953, modifié par la loi du 31 décembre 1953, de façon à accorder une juste indemnité aux locataires commerçants, industriels ou artisans évincés par suite du non-renouvellement de leur bail ; 9° de M. Triboulet (n° 1619) tendant à modifier l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 10° de M. Jean Cayeux (n° 1643) tendant à compléter l'article 9 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié, réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage

commercial ; 11° de MM. Gautier-Chaumet et Goussu (n° 1732) tendant à modifier l'article 10 du décret du 30 septembre 1953, concernant le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (Disposition concernant les articles 8, 10, 11, 12, 15, 20 et 29 du décret du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux), n° 2315. — Le 3 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture tendant à modifier l'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié par la loi n° 56-245 du 12 mars 1956, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 2399. — Le 24 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 27 février 1912 concernant la dissimulation de partie d'un prix de vente d'un bien immobilier, n° 2632. — Le 24 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi n° 48-506 du 21 mars 1948 relative à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, n° 2633. — Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 2677. — Le 28 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa troisième lecture, n'ayant pas fait l'objet d'un examen ultérieur du Conseil de la République avant expiration du délai d'accord prévu par l'article 20 de la Constitution, tendant à modifier l'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié par la loi n° 56-245 du 12 mars 1956, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 2703. — Le 1^{er} août 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

modifier les dispositions de l'article 14 du décret n° 48-1766 du 22 novembre 1948 fixant les conditions de détermination de la surface corrigée des locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 2755. — Le 13 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 2379) tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, n° 3204. — Le 14 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 3567. — Le 26 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République, dans sa troisième lecture, tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 3679. — Le 29 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à modifier le décret du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée, n° 3759. — Le 29 janvier 1957, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2783) de Mme Degron tendant à la protection des enfants contre l'alcoolisme, n° 3933. — Le 13 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi, adopté par le Conseil de la République, relatif aux jugements par défaut rendus par les tribunaux de commerce, n° 4485. — Le 13 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, relative au recouvrement de certaines créances, n° 4486. — Le 13 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis transmis par M. le Président

du Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale dans sa première législature, fixant les limites de l'arrondissement de Mantes, n° 4487. — Le 13 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième législature concernant les amendes de simple police, n° 4488. — Le 13 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale dans sa première législature, relative aux locations-gérances de fonds de commerce, n° 4489. — Le 13 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à proroger les dispositions de l'article 12 du décret n° 53-874 du 22 septembre 1953 relatif à la location-gérance des fonds de commerce, n° 4490. — Le 14 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945, modifiée par le décret n° 52-579 du 23 mai 1952, relative à la réglementation des marchés des communes, des syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance, n° 4517. — Le 14 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à 1.000.000 de francs le maximum des dépôts de fonds dans les caisses d'épargne, n° 4519. — Le 20 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 3539) de M. Trémolet de Villers et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un droit de jugement en faveur des greffiers titulaires de charge en matière pénale, n° 4603. — Le 28 mars 1957, une proposition de loi tendant à créer un système permanent d'assurances contre les inondations, n° 4693. — Le 3 avril 1957, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 1387) de M. de Léotard tendant à assurer la conservation et le contrôle des bulletins pour les élections municipales, n° 4752. — Le 3 avril 1957, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel,

des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 4102) de M. Vignard tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 4753. — Le 3 avril 1957, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 2173) de M. Cagne et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les articles 5 et 6 de la loi n° 53-252 du 1^{er} avril 1953 modifiant et complétant la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales et complétant la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 4754. — Le 29 mai 1957, une proposition de loi tendant à modifier les conditions de validité des décisions prises par les assemblées de porteurs de parts bénéficiaires de sociétés anonymes par actions, n° 5058. — Le 18 juin 1957, une proposition de loi tendant à la création d'un Comité permanent inter-départemental de coordination, de liaison et d'action entre le département de la Seine et le département de la Seine-et-Oise, n° 5130. — Le 19 juin 1957, une proposition de loi portant organisation municipale et réforme de la loi du 5 avril 1884, n° 5151. — Le 5 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 4827) de M. Paul Reynaud et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 14 du Règlement, n° 5384. — Le 19 juillet 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 4827) de M. Paul Reynaud et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 14 du Règlement, n° 5585. — Le 25 septembre 1957, une proposition de loi tendant à fixer la réglementation de la profession d'architecte, n° 5777. — Le 5 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier et à simplifier le régime des subventions pour les constructions scolaires de l'enseignement primaire, n° 5864. — Le 12 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux représentants de commerce une allocation mensuelle de carburant détaxé, n° 6129. — Le 13 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la

proposition de loi (n° 5830) de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de permettre l'application des lois et contrats basés sur l'indice des 213 articles supprimé, par la substitution à cet indice de celui des 250 articles, appliqué avec un coefficient de raccord, n° 6150. — Le 19 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956 (n° 534) sur : a) les propositions de loi : 1° de MM. de Moro-Giafferri et André Hugues tendant à interdire au propriétaire le droit de refuser le renouvellement du bail au commerçant locataire lorsque ce refus serait dicté par le désir de louer à des locataires non commerçants qui n'ont pas avec le propriétaire les liens familiaux prévus par le premier paragraphe de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 ; 2° de MM. Legaret, François Bénard et Secrétain tendant à modifier les dispositions du décret du 30 septembre 1953 relatif aux rapports du bailleur et du locataire, industriel, commerçant ou artisan en cas de non-renouvellement de son bail ; 3° de MM. Jean-Louis Vigier et André Hugues tendant à ajouter un article 10 *bis* au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 4° de M. de Léotard tendant à modifier l'article 37 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux ; 5° de M. Vigier tendant à modifier l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre sur les baux commerciaux ; 6° de M. Vigier tendant à modifier l'article 15 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 7° de M. Vigier tendant à ajouter un article 9 *bis* au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 8° de M. Vigier tendant à modifier l'article 9 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 9° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation dite sur la propriété commerciale ; 10° de MM. Maurice-Bokanowski, Peytel et Fouchet tendant à modifier l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux ; 11° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la réévaluation au 31 décembre 1953 des indemnités d'éviction précédemment fixées au profit de locataires commerçants et leur maintien dans

les lieux jusqu'au paiement d'une indemnité complémentaire ; 12° de M. Charret tendant à compléter les dispositions existantes concernant les baux commerciaux ; 13° de M. Vigier tendant à rendre applicables aux artisans et façonniers les dispositions de l'article premier du décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux ; 14° de M. Villard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié par la loi du 31 décembre 1953 relatif aux baux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 15° de M. Eugène Pebellier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié par la loi n° 53-1346 du 31 décembre 1953 relative aux baux commerciaux ; 16° de M. Lefranc tendant à régler les rapports entre bailleurs et locataires pour le renouvellement de baux à loyer d'immeubles ou locaux à usage des artisans non commerçants ; 17° de M. Beauvais, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 18° de M. Jean Boivin-Champeaux, sénateur, tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 19° de M. Jean-Boivin-Champeaux, sénateur, tendant à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; b) la proposition de résolution de MM. Minjoz et de Moro-Giafferri tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux expulsions résultant de la stricte application de l'article 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 ; II. les propositions de loi : 1° de M. Paul Coste-Floret (n° 249) tendant à modifier les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatives au droit de reprise de certains locaux ; 2° de M. Paul Coste-Floret (n° 268) tendant à modifier le régime des baux commerciaux ; 3° de MM. Klock et Penoy (n° 411) tendant à

permettre la réévaluation au 31 décembre 1953 des indemnités d'éviction précédemment fixées au profit de locataires commerçants et leur maintien dans les lieux jusqu'au paiement d'une indemnité complémentaire ; 4° de M. Alfred Coste-Floret (n° 684) tendant à modifier la loi n° 54-901 du 11 septembre 1954 relative aux forclusions encourues en application de l'article 29 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 5° de M. Vigier (n° 836) tendant à ajouter un alinéa supplémentaire à l'article 23 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux ; 6° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 849) tendant à abroger certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, et à instituer une véritable protection de la propriété commerciale ; 7° de M. Vigier (n° 1012) tendant à relever de la forclusion certains locataires-commerçants ; 8° de MM. Jean-Paul David, Louis Gautier-Chaumet et Fernand Bone (n° 1538) tendant à modifier l'article 14 du décret du 30 septembre 1953, modifié par la loi du 31 décembre 1953, de façon à accorder une juste indemnité aux locataires-commerçants, industriels ou artisans évincés par suite du non-renouvellement de leur bail ; 9° de M. Triboulet (n° 1619) tendant à modifier l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 10° de M. Jean Cayeux (n° 1643) tendant à compléter l'article 9 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié, réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage commercial ; 11° de MM. Gautier-Chaumet et Goussu (n° 1732) tendant à modifier l'article 10 du décret du 30 septembre 1953, concernant le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 12° de M. Gagnaire et plusieurs de ses collègues (n° 2185) tendant à interdire toute expulsion et éviction abusive des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité

dans des immeubles édifés sur des terrains loués nus et appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble et à étendre le bénéfice du décret du 30 septembre 1953 aux locataires, sous-locataires, occupants de bonne foi des immeubles édifés sur ces terrains loués nus ; 13° de M. Pierre de Chevigné (n° 3585) tendant à permettre l'application du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié, sur les baux commerciaux, aux locaux accessoires dans lesquels les commerçants non sédentaires entreposent leurs marchandises et leur matériel ; 14° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues (n° 4054) tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 57-6 du 5 janvier 1957 réglant les rapports entre bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 15° de M. Vigier (n° 4334) tendant à ajouter un article 9 *bis* au décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ; 16° de M. Vigier (n° 4335) tendant à modifier l'article 9 du décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ; 17° de M. Vigier (n° 4336) tendant à supprimer purement et simplement l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ; 18° de M. Jean Cayeux (n° 4364) tendant à modifier et compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires commerciaux ; 19° de M. Panier (n° 4523) tendant à surseoir temporairement à l'expulsion de certains locataires commerciaux ; 20° de M. Tamarelle et plusieurs de ses collègues (n° 5114) tendant à modifier l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 et à compléter l'article 12, alinéa 2, de la loi n° 57-6 du 5 janvier 1957 sur les baux commerciaux ; 21° de MM. Joseph Laniel et Vigier (n° 5860) tendant à accorder le renouvellement du bail aux locataires âgés de plus de 70 ans (Disposition concernant les articles 9, 14, 30 et 32 du décret du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux), n° 6222. — Le 13 février 1958, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 873) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et professions d'expert-comptable et de comptable

agréé ; 2° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues (n° 1583) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés et réglementant les titres et professions d'experts-comptables et de comptables agréés ; 3° de M. Abelin et plusieurs de ses collègues (n° 3165) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et les professions d'expert comptable et de comptable agréé, n° 6596. — Le 5 mars 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956 (n° 534) sur : a) les propositions de loi : 1° de MM. de Moro-Giafferri et André Hugues tendant à interdire au propriétaire le droit de refuser le renouvellement du bail au commerçant locataire lorsque ce refus serait dicté par le désir de louer à des locataires non commerçants qui n'ont pas avec le propriétaire les liens familiaux prévus par le premier paragraphe de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 ; 2° de MM. Legaret, François Bénard et Secrétain tendant à modifier les dispositions du décret du 30 septembre 1953 relatif aux rapports du bailleur et du locataire, industriel, commerçant ou artisan en cas de non renouvellement de son bail ; 3° de MM. Jean-Louis Vigier et André Hugues tendant à ajouter un article 10 *bis* au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 4° de M. de Léotard tendant à modifier l'article 37 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux ; 5° de M. Vigier tendant à modifier l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 6° de M. Vigier tendant à modifier l'article 15 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 7° de M. Vigier tendant à ajouter un article 9 *bis* au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 8° de M. Vigier tendant à modifier l'article 9 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ; 9° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation dite sur la propriété commerciale ; 10° de MM. Maurice-Bokanowski, Peytel et Fouchet tendant à modifier l'article 10

du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux ; 11° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la réévaluation au 31 décembre 1953 des indemnités d'éviction précédemment fixées au profit de locataires commerçants et leur maintien dans les lieux jusqu'au paiement d'une indemnité complémentaire ; 12° de M. Charret tendant à compléter les dispositions existantes concernant les baux commerciaux ; 13° de M. Vigier tendant à rendre applicables aux artisans et façonniers les dispositions de l'article premier du décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux ; 14° de M. Villard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié par la loi du 31 décembre 1953, relatif aux baux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 15° de M. Eugène Pébellier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié par la loi n° 53-1346 du 31 décembre 1953 relative aux baux commerciaux ; 16° de M. Lefranc tendant à régler les rapports entre bailleurs et locataires pour le renouvellement de baux à loyer d'immeubles ou locaux à usage des artisans non commerçants ; 17° de M. Beauvais, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 18° de M. Jean Boivin-Champeaux, sénateur, tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 19° de M. Jean Boivin-Champeaux, sénateur, tendant à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; b) la proposition de résolution de MM. Minjoz et de Moro-Giafferri tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux expulsions résultant de la stricte application de l'article 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 ; II. les propositions de loi : 1° de M. Paul Coste-

Floret (n° 249) tendant à modifier les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatives au droit de reprise de certains locaux ; 2° de M. Paul Coste-Floret (n° 268) tendant à modifier le régime des baux commerciaux ; 3° de MM. Klock et Penoy (n° 411) tendant à permettre la réévaluation au 31 décembre 1953 des indemnités d'éviction précédemment fixées au profit de locataires commerçants et leur maintien dans les lieux jusqu'au paiement d'une indemnité complémentaire ; 4° de M. Alfred Coste-Floret (n° 684) tendant à modifier la loi n° 54-901 du 11 septembre 1954 relative aux forclusions encourues en application de l'article 29 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 5° de M. Vigier (n° 836) tendant à ajouter un alinéa supplémentaire à l'article 23 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux ; 6° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 849) tendant à abroger certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, et à instituer une véritable protection de la propriété commerciale ; 7° de M. Vigier (n° 1012) tendant à relever de la forclusion certains locataires-commerçants ; 8° de MM. Jean-Paul David, Louis Gautier-Chaumet et Fernand Bone (n° 1538) tendant à modifier l'article 14 du décret du 30 septembre 1953, modifié par la loi du 31 décembre 1953, de façon à accorder une juste indemnité aux locataires commerçants, industriels ou artisans évincés par suite du non-renouvellement de leur bail ; 9° de M. Triboulet (n° 1619) tendant à modifier l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 10° de M. Jean Cayeux (n° 1643) tendant à compléter l'article 9 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié, réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage commercial ; 11° de MM. Gautier-Chaumet et Goussu (n° 1732) tendant à modifier l'article 10 du décret du 30 septembre 1953, concernant le

renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 12° de M. Gagnaire et plusieurs de ses collègues (n° 2185) tendant à interdire toute expulsion et éviction abusive des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité dans des immeubles édifiés sur des terrains loués nus et appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble et à étendre le bénéfice du décret du 30 septembre 1953 aux locataires, sous-locataires, occupants de bonne foi des immeubles édifiés sur ces terrains loués nus ; 13° de M. Pierre de Chevigné (n° 3585) tendant à permettre l'application du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié, sur les baux commerciaux, aux locaux accessoires dans lesquels les commerçants non sédentaires entreposent leurs marchandises et leur matériel ; 14° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues (n° 4054) tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 57-6 du 5 janvier 1957 réglant les rapports entre bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 15° de M. Vigier (n° 4334) tendant à ajouter un article 9 *bis* au décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ; 16° de M. Vigier (n° 4335) tendant à modifier l'article 9 du décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ; 17° de M. Vigier (n° 4336) tendant à supprimer purement et simplement l'article 14 du décret du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre bailleurs et locataires ; 18° de M. Jean Cayeux (n° 4364) tendant à modifier et compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires commerciaux ; 19° de M. Panier (n° 4523) tendant à surseoir temporairement à l'expulsion de certains locataires commerciaux ; 20° de M. Tamarelle et plusieurs de ses collègues (n° 5114) tendant à modifier l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 et à compléter l'article 12, alinéa 2, de la loi n° 57-6 du 5 janvier 1957 sur les baux commerciaux ; 21° de MM. Joseph Laniel et Vigier (n° 5860) tendant à accorder le renouvellement du bail aux locataires âgés de plus de 70 ans (Disposition concernant les articles 9, 14, 30 et 32 du décret du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux), **n° 6809**. — Le 8 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi :

1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 218) tendant à donner aux locataires gérants d'un fonds de commerce un droit de préemption en cas de vente de ce fonds et, à l'expiration de leur contrat, un droit à indemnité sur la plus-value acquise par le fonds du fait de leur travail ou de leurs investissements personnels ; 2° de M. André Hugues (n° 461) relative à la location-gérance des fonds de commerce, **n° 6845**. — Le 18 mars 1958, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à la protection des enfants contre l'alcoolisme, **n° 6908**. — Le 18 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 3538) de M. Trémolet de Villers et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret-loi n° 55-603 du 20 mai 1955 relatif aux syndics et aux administrateurs judiciaires en vue de conserver aux greffiers de justice de paix la possibilité d'exercer ces fonctions à titre accessoire, **n° 6909**. — Le 28 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer, à bref délai, la Commission spéciale prévue par l'article 38 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957, en vue de la refonte, sous forme de codification, des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, **n° 7066**.

Interventions :

Son rapport au nom du 9^e bureau sur les opérations électorales du département de la Seine (6^e secteur) [19 janvier 1956] (p. 35). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la location-gérance des fonds de commerce et établissements artisanaux, en qualité de *Rapporteur* : *Responsabilités du loueur de fonds*; *application du texte aux contrats en cours* [6 mars 1956] (p. 668, 669); Art. 4 : *Amendement de M. Privat (Activité exigée du commerçant mettant son fonds en gérance)* (p. 669); Art. 6 : *Son amendement (Dérogrations prévues par ce texte)* (p. 669, 670); Art. 7 : *Son amendement (Exigibilité des dettes du loueur du fonds)* (p. 670); Art. 8 : *Amendement de M. Louvel (Responsabilité et solidarité du loueur et du gérant)* (p. 671, 672); — d'un projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Sa motion préjudicielle tendant à sur-*

soir au débat sur ce projet de loi tant que les députés algériens, dont le mandat expire au 1^{er} juillet 1956, ne siègeront pas à l'Assemblée Nationale [8 mars 1956] (p. 751) ; la retire (p. 752). — Ses rapports sur des pétitions [9 mars 1956] (p. 839). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux sursis aux expulsions pendant l'hiver : *Contradiction avec la législation antérieure ; cas des squatters ; logements insuffisamment occupés ; délais trop rigides ; responsabilité des préfets* [20 mars 1956] (p. 1055) ; — du projet de loi créant un fonds national de solidarité ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'impôt sur les augmentations de loyer ; engagements pris lors du vote de la loi du 1^{er} septembre 1948 ; difficultés d'entretien du patrimoine immobilier ; gonflement du nombre des bénéficiaires du fonds de solidarité ; exclusion du montant des ressources de l'aide apportée par les enfants* [2 mai 1956] (p. 1666, 1667) ; Art. 9 : *Son amendement supprimant la prescription de trois ans pour le remboursement du trop-perçu* [3 mai 1956] (p. 1714) ; le retire (p. 1712) ; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Boisdé tendant à reprendre l'article 11 (Faire fixer la dette alimentaire selon la procédure prévue aux articles 205 et suivants du Code civil)* (p. 1729) ; — d'une proposition de loi sur le renouvellement des baux commerciaux, en qualité de Rapporteur : *Recevabilité des actions en révision du montant du loyer pendant la durée du bail ; choix des indices économiques ; application de la loi du 12 mars 1956 aux instances en cours* [17 mai 1956] (p. 1896, 1897) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni tendant à laisser aux tribunaux le choix des indices* (p. 1900) ; en deuxième lecture [19 juin 1956] (p. 2709, 2710) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Dronne tendant à fixer les minima pour les loyers commerciaux* (p. 2712) ; en troisième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni tendant à laisser aux tribunaux le choix des indices* [12 juillet 1956] (p. 3419, 3420, 3421) ; en quatrième lecture [31 juillet 1956] (p. 3781) ; — d'une proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux : *Modification apportée par la Commission au décret du 30 septembre 1953 ; définition des éléments constitutifs du préjudice ; expulsion en cas de construction ou de reconstruction de l'immeuble ; problème de l'indemnité prévisionnelle ; délais accordés aux commerçants*

pour saisir la juridiction compétente [26 juin 1956] (p. 3074 à 3076) ; *Article additionnel de M. Frédéric-Dupont étendant aux artisans les dispositions du décret du 30 septembre 1953 modifié* (p. 3078) ; Art. 2 : *Harmonisation apportée à la législation par la proposition en discussion ; soumission des collectivités publiques au droit commun* (p. 3080) ; en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur [31 juillet 1956] (p. 3773, 3774) ; Art. 3 : *Son amendement rendant applicables les dispositions de cet article aux locataires occupant les lieux et faisant l'objet d'une décision de justice à condition que celle-ci soit frappée d'une voie de recours* (p. 3779) ; Art. 7 : *Suppression de l'indemnité provisionnelle* (p. 3780) ; en troisième lecture, en qualité de Rapporteur [17 décembre 1956] (p. 6050) ; Art. 7 : *Fixation de l'indemnité provisionnelle d'éviction ; désignation d'un expert par ordonnance de référé préalablement au jugement* (p. 6052) ; Art. 10 bis : *Application de la loi aux artisans ; option ouverte pour les baux en cours* (p. 6053) ; *Amendement de M. Denis tendant à interdire l'augmentation des loyers artisanaux* (p. 6054) ; *amendement de M. Michel tendant à porter à six mois le délai pendant lequel l'artisan peut renoncer au bénéfice des dispositions de l'article premier* (p. 6055) ; *amendement de M. Bourbon prévoyant qu'en cas de renonciation du locataire au bénéfice des dispositions de l'article premier le bailleur supportera seul les frais de procédure* (p. 6055 et 6056) ; *ses explications de vote ; nécessité de surseoir aux expulsions dans l'attente de la promulgation de la loi* (p. 6056) ; en quatrième lecture [27 décembre 1956] (p. 6318, 6319) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; JUSTICE, Etat A, Chap. 31-11 : *Encombrement des rôles du Conseil d'Etat et de la cour de cassation* [7 juin 1956] (p. 2426) ; Chap. 31-22 : *Amendement indicatif de M. Marin relatif à la rémunération des personnels de l'administration pénitentiaire* (p. 2429) ; Chap. 34-12 : *Son amendement indicatif relatif à la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement des tribunaux* (p. 2430) ; le retire (p. 2431) ; en deuxième lecture, Art. 106 : *Amendement de M. Bonnefous tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Aide aux communes-dortoirs)* [23 juillet 1956] (p. 3508) ; Art. 29 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à reprendre le*

texte du Conseil de la République (*Exemption de droit devant les juridictions administratives*) (p. 3511); en quatrième lecture, Art. 19 : *Son amendement tendant à ne pas soumettre au Comité interministériel chargé de la réforme administrative les créations d'emploi prévues au budget de la Justice* [31 juillet 1956] (p. 3765); en cinquième lecture, Art. 19 : *Son amendement tendant à ne pas soumettre au Comité interministériel chargé de la réforme administrative les créations d'emploi prévues au budget de la Justice* [1^{er} août 1956] (p. 3813); le retire (p. 3814); — d'une proposition de loi sur les sursis aux expulsions de locataires : *Bouleversement des règles de la procédure par l'attribution de la compétence au juge de paix; atteinte au principe de l'autorité de la chose jugée* [19 juin 1956] (p. 2758, 2759); *Danger présenté par un texte de portée générale : cas des occupants de mauvaise foi et de ceux troublant l'ordre public* (p. 2759, 2760); Art. 1^{er} : *Son amendement substituant la compétence du juge des référés à celle du juge de paix pour l'octroi de délais* [26 juin 1956] (p. 3023); *Amendement de Mlle Marzin étendant les dispositions de cet article aux clients ou occupants de locaux meublés* (p. 3029); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le délai de trois mois prévu à cet article* (p. 3082); *Son amendement tendant à ajouter les circonstances atmosphériques à la liste des éléments d'appréciation* (p. 3082); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3082, 3083); *Son amendement limitant les dispositions de cet article aux locataires ou occupants jouissant des lieux en bons pères de famille* (p. 3112); Art. 4 : *Danger apporté par l'extension du texte en discussion aux occupants d'hôtels meublés; nécessité d'attendre l'élaboration du statut des hôtels meublés* (p. 3112, 3113); *Ses explications de vote* (p. 3114); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à substituer la compétence du juge des référés à celle du juge de paix pour l'octroi de délais* [12 juillet 1956] (p. 3420); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les délais de trois mois prévus à cet article* (p. 3422); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3423, 3424); le retire (p. 3425); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article (Locataires d'hôtels meublés)* (p. 3425); le retire (*ibid*); — du projet de loi reportant les élections aux chambres des métiers;

Art. 4 : *Sa demande de disjonction (Statut de l'artisanat)* [9 octobre 1956] (p. 4064); Art. 5 : *Demande de disjonction présentée par M. Alphonse Denis (Problème de la qualification professionnelle)* [10 octobre 1956] (p. 4098); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, en qualité de *Rapporteur pour avis : Examen de certains décrets par la Commission de la justice; substitution de garanties personnelles aux garanties réelles; contrôle des sociétés de construction; réforme de la publicité foncière; problème des servitudes de cour commune* [13 novembre 1956] (p. 4624); *Définition de la mission de l'architecte; codification des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique; modification de la législation sur les loyers; statut des meublés* (p. 4625); *Motion préjudicielle de M. Dorey tendant à surseoir à l'examen du projet jusqu'à ce que le Gouvernement ait modifié les dispositions de l'arrêté du 8 août 1956 fixant le taux de loyer des immeubles H. L. M. construits après le 3 septembre 1947* [15 novembre 1956] (p. 4736); Art. 5 bis : *Substitution des garanties personnelles aux garanties réelles; nécessité d'un avis conforme de la Commission de la justice* [19 novembre 1956] (p. 4819, 4820); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa 5 (Statut type des organismes collecteurs)* (p. 4844, 4845); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer les sanctions prévues contre les entrepreneurs et les architectes ne respectant pas les délais prévus pour les dépôts des documents nécessaires à la liquidation des dommages de guerre* (p. 4849); le retire (p. 4850); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer les dispositions permettant au Gouvernement de préciser les missions de l'architecte* (p. 4853); le retire (*ibid.*); Art. 17 : *Consultation des collectivités locales en cas de création de nouvelles agglomérations* (p. 4863); Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer les alinéas reprenant les dispositions de l'article 138 de la loi du 4 août 1956* (p. 4864, 4865); Art. 19 : *Amendement de Mme Lefebvre prévoyant l'adaptation des structures administratives de la région parisienne* (p. 4869); Art. 26 : *Son amendement tendant à soumettre les décrets relatifs à la codification des règles sur l'expropriation à l'avis conforme des Commissions intéressées de l'Assemblée Nationale* (p. 4878); *Amendement de M. Laborbe tendant à exclure le directeur des domaines*

de la commission arbitrale d'évaluations (p. 4880); Son amendement tendant à évaluer le préjudice au jour de la fixation définitive de l'indemnité (p. 4881); Son amendement tendant à permettre de faire appel de la décision judiciaire fixant l'indemnité (p. 4881); Art. 27 : Son amendement tendant à supprimer cet article (Dispositions transitoires relatives à l'expropriation) (p. 4883); Art. 29 : Destruction de staudis; subventions aux collectivités locales (p. 4886); Art. 32 : Son amendement prévoyant que les servitudes de cour commune ne pourront être instituées par voie judiciaire qu'à défaut d'accord amiable (p. 4888); Art. 36 : Son amendement tendant à supprimer les dispositions permettant la modification de la loi du 1^{er} septembre 1948 (p. 4890); Art. 36 bis : Son amendement tendant à supprimer les dispositions permettant d'adapter la situation économique à la législation réglant les rapports des bailleurs et des locataires (p. 4892); Art. 37 : Amendement de Mme Lefebvre prévoyant le dépôt avant le 1^{er} février 1957 d'un projet de loi fixant le statut des hôtels meublés; amendement de Mme Rabaté ayant le même objet (p. 4894); Son amendement prévoyant l'avis conforme des Commissions de la justice de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République (p. 4895); Son amendement tendant à définir le délit d'obstacle au maintien dans les lieux (p. 4895); Art. 41 : Son sous-amendement à l'amendement de Mme Lefebvre tendant à substituer les mots « aux départements algériens » aux mots « à l'Algérie » (p. 4896); Art. 42 : Son amendement prévoyant l'avis conforme de la Commission de la justice pour les décrets pris en application des articles 5 bis, 13, 14, 28, 32 et 37 (p. 4898); le modifie (ibid.); Art. 38 : Son amendement tendant à interdire aux cadres des techniciens du Ministère de la Reconstruction toute intervention en qualité de maîtres-d'œuvre (p. 4901); en deuxième lecture, Art. 7 : Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article (autorisation préalable) dans certaines régions et certains délais, danger d'arbitraire et de découragement de la construction privée; ses observations sur l'empiètement sur les pouvoirs des collectivités locales; diminution de la construction dans l'avenir; problème du règlement financier des chantiers [12 avril 1957] (p. 2243); le retire (p. 2244); Son sous-amendement à l'amendement de M. Courant concernant la composition de la Commission appelée à donner son avis en cas

de refus d'autorisation préalable (ibid.); Art. 8 : Ses observations sur les conditions dans lesquelles des conventions seront passées avec des organismes pour le logement de fonctionnaires ou de militaires; le danger de faire des H.L.M. des logements de fonction (p. 2247); Problème du logement des gendarmes et des pompiers (ibid.); Art. 10 : Amendement de M. Triboulet concernant les conditions d'emploi de la participation de l'entreprise en cas de construction directe; ses observations sur la nécessité de conserver le caractère de fonds privés à la contribution de l'employeur, libre utilisation du surplus de la contribution de 10/0 (p. 2250); Son amendement tendant à supprimer l'alinéa 6 de cet article (Contrôle des organismes collecteurs de la contribution de l'employeur) (p. 2251); Art. 14 : Amendement de M. Deixonne concernant la formation des constructeurs à l'exclusion des architectes (p. 2255); Danger de modifier par décret la législation en vigueur (ibid.); Art. 16 : Son amendement tendant à ne pas exiger des propriétaires de terrains à bâtir le remboursement de certaines dépenses d'équipement [14 mai 1957] (p. 2349); le retire (p. 2350); Art. 20 : Son amendement tendant à soumettre la base de calcul de l'expropriation des bois au régime général des expropriations (p. 2354); Art. 26 : Son amendement tendant à exiger que la Commission spéciale consultée pour la refonte des textes relatifs à l'expropriation soit composée pour moitié d'élus (p. 2357); Son amendement tendant à reprendre une partie du texte voté par le Conseil de la République (p. 2357); le retire (ibid.); Art. 26 : Amendement de M. Camille Laurens concernant l'avis préalable des chambres professionnelles dans les déclarations d'utilité publique et l'examen par ces chambres du projet d'expropriation (ibid.); Son amendement concernant la réévaluation de l'indemnité pour cause d'utilité publique en cas de retard de l'autorité expropriante (p. 2358); Cas particulier des suspensions des expropriations (ibid.); le retire (p. 2359); Son amendement instituant une commission arbitrale d'évaluation et en fixant la composition (p. 2360); Reprise du texte voté par le Conseil de la République; réduction à trois membres d'un représentant de la catégorie intéressée (ibid.); Amendement de M. Fauchon concernant le versement ou la consignation de l'indemnité totale préalablement à la prise de possession; son amendement tendant à ne permettre l'entrée en

possession qu'après versement ou consignation de l'indemnité fixée définitivement, exclusion de toute indemnité provisionnelle (p. 2361, 2362); Art. 27 : Son amendement tendant à en supprimer le paragraphe premier (Indemnité d'expropriation provisionnelle et prise de possession immédiate en cas d'urgence dans la région parisienne) [15 mai 1957] (p. 2420); Art. 3 ter : Son amendement tendant à supprimer l'allocation spéciale aux personnes peu fortunées (p. 2434); le retire (p. 2435); Art. 36 : Son amendement tendant à ne pas donner au Secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement le droit de déterminer par voie réglementaire les conditions d'occupation suffisante des locaux d'habitation [16 mai 1957] (p. 2477); Danger de délégation des pouvoirs de l'Assemblée Nationale au profit du Gouvernement (ibid.); Art. 37 : Maintien dans les lieux dans les meublés; son amendement tendant à le supprimer (p. 2482); Inopportunité de cette question dans une loi-cadre sur la construction; danger de la création d'un délit spécial en matière d'opposition à un maintien dans les lieux; demande d'un débat sur la question (p. 2482, 2483); Son amendement précisant la qualité des locataires susceptibles de bénéficier du maintien dans les lieux (p. 2484); le retire (ibid.); Demande d'aide de la force publique pour les expulsions de locataires de mauvaise foi (p. 2485); Art. 42 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Courant tendant à soumettre à l'avis des Commissions de la justice et de la reconstruction les mesures prévues à l'article 27 (p. 2489); Art. 43 : Son amendement tendant à le supprimer (Code de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitation) (p. 2489); Inutilité d'un tel texte; incohérence de passer du législatif au réglementaire (p. 2490); en troisième lecture, Art. 18 A : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République [12 juillet 1957] (p. 3584); Art. 26 : Amendement de M. Chauvet maintenant la composition de la commission arbitrale d'évaluation (p. 3585); Avis favorable de la Commission de la justice sur la nouvelle composition et l'exclusion du directeur des domaines (ibid.); Son amendement prévoyant que la décision de la cour arbitrale est susceptible d'appel devant le tribunal civil du ressort des biens expropriés (p. 3586); Son amendement prévoyant qu'avant de se prononcer la Commission

pourra se transporter sur les lieux ou ordonner une expertise (p. 3587); Amendements de MM. Fauchon et Triboulet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (p. 3588); Art. 42 : Son amendement prévoyant que dans les cas visés à cet article, les commissions donneront leur avis en réunion commune (p. 3592); en quatrième lecture, en qualité de Rapporteur pour avis; Art. 26 : Amendement de M. Chauvet tendant à maintenir la composition de la commission arbitrale d'évaluation [19 juillet 1957] (p. 3785); Rôle du directeur des domaines; personnalité du représentant des intérêts privés (p. 3785, 3786); Art. 42 : Son amendement tendant à exiger l'avis conforme des commissions spécialisées (p. 3787); le retire (p. 3788); — de l'interpellation relative à la réforme de la taxe locale et de la taxe sur les spectacles : Ses observations sur les incidences du décret du 30 avril 1955 sur les finances locales [14 novembre 1956] (p. 4651); les exonérations fiscales; la réduction des subventions de l'Etat (p. 4652); la mise à la charge des communes des dépenses d'assistance; les réformes à apporter au régime de la taxe locale (p. 4653); le problème des communes-dortoirs; l'arrêt des adjudications pour les marchés de construction (p. 4653, 4654); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, JUSTICE, Titres III et IV : Nécessité d'une augmentation du budget de la Justice [28 novembre 1956] (p. 5245); statut des employés des greffes et des parquets; modification du taux des amendes; création d'un poste de juge au tribunal de simple police de Paris; création d'une nouvelle section au tribunal administratif de Paris; suppressions d'emplois dans l'administration pénitentiaire (p. 5246); — de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : Imprécision du texte; multiplication possible des procès [17 décembre 1956] (p. 6058); — du projet de loi portant création de deux chambres à la Cour d'appel de Paris, Art. 1^{er} : Son amendement (décentralisation de la Cour d'appel de Paris, installation de deux nouvelles chambres à Versailles) [27 décembre 1956] (p. 6321); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la procédure de recouvrement de certaines créances, en qualité de Rapporteur [23 janvier 1957] (p. 248); Art. 5 : Amendement de M. Garet (avis de l'injonction de payer par exploit d'huissier) (p. 250 et suiv.); Art. 15 :

Amendement de M. Dronne (notification de l'injonction de payer) (p. 257, 258); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au statut professionnel des représentants, voyageurs et placiers; Art. 1^{er} : *Son amendement (non-application du texte aux mandataires et aux courtiers)* [5 février 1957] (p. 631, 632); — d'un projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail, en qualité de *Rapporteur pour avis* [5 février 1957] (p. 660); Art. 1^{er} : *Son amendement (champ d'application de la procédure de médiation, distinction entre les conflits économiques et les conflits juridiques)* (p. 663); *le retire* (p. 664); *Amendement de M. Teitgen (pouvoirs et compétence du médiateur)* (p. 667, 668); en seconde délibération : Art. 15 de la loi du 11 février 1950 : *Amendement de M. Moisan (pouvoirs et compétence du médiateur)* [6 février 1957] (p. 694); — d'une proposition de loi relative à la protection des enfants contre l'alcoolisme, en qualité de *Rapporteur pour avis* [13 février 1957] (p. 833, 834); Art. 1^{er} : *Interdiction à des mineurs de moins de 12 ans de consommer en public des boissons titrant plus de 3 degrés; son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 837, 838); *amendement de M. Sauer (interdiction de vendre des apéritifs aux moins de 20 ans dans les débits de boissons)* (p. 839, 840); Art. 2 : *Son amendement (responsabilité du délit commis)* (p. 840, 841); Art. 4 : *Son amendement (taux des amendes)* (p. 842); *le retire* (ibid.). — *Son rapport sur une pétition* [14 février 1957] (p. 889). — Pose à M. le Ministre des Affaires économiques et financières une question orale relative à l'exploitation des résultats du recensement général de la population de 1954 [1^{er} mars 1957] (p. 1227). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant diverses dispositions relatives au Trésor, Art. 8 : *Définition des actionnaires des porteurs de parts des sociétés d'électricité et de gaz nationalisées (art. 15 de la loi du 8 avril 1946); oppose la question préalable* [2 avril 1957] (p. 1969 et suiv.); *interprétation des textes par les tribunaux; respect de l'équité* [19 juin 1957] (p. 2782, 2783); *Article additionnel de M. Boisdé tendant à placer sur un plan d'égalité les professeurs de cours supérieurs et les autres professeurs* (p. 2786); en deuxième lecture, Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article; avis des Com-*

missions du Conseil de la République; non-immixtion du pouvoir législatif dans le domaine contractuel et dans les attributions du pouvoir judiciaire [19 juillet 1957] (p. 3788, 3789); — du projet de loi portant institution d'un Code de procédure pénale, Art. 3 : *Son amendement tendant à remplacer le mot « dommage » par le mot « prévenu »* [20 juin 1957] (p. 2806); *limitation de la responsabilité civile de l'Etat liée aux liens de subordination* (ibid.); *son amendement prévoyant que l'action publique sera recevable pour tous chefs de dommages découlant des faits; objets de la poursuite; reprise du texte du Conseil de la République; intérêt de permettre une réparation totale des dommages matériels* (p. 2808); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « et la chose jugée » (extinction de l'action publique)* (p. 2808); *le retire* (p. 2809); Art. 10 bis : *Son amendement prévoyant que la procédure au cours de l'enquête ou de l'instruction sera secrète sans porter atteinte aux droits éventuels des personnes intéressées dans la procédure* (p. 2815); *situation gênante de certains avocats ne pouvant pas renseigner les intéressés sur leurs droits; cas des compagnies d'assurances désireuses d'obtenir des copies d'enquêtes de police pour transiger avec la victime* (ibid.); *le modifie* [25 juin 1957] (p. 2961); Art. 17 : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer toute distinction pour la compétence des officiers de police judiciaire* (p. 2965); Art. 61 : *Amendement de M. Cot tendant à supprimer pour les personnes convoquées devant l'officier de police judiciaire l'obligation de déposer; nécessité d'une obligation légale de déposer* (p. 2997, 2998); *Amendement de M. Cot prévoyant que les procès-verbaux des déclarations des personnes convoquées seront lus par elles et ne seront en aucun cas signés par elles* (p. 2999); *pratique des interrogatoires dirigés* (p. 3000); Art. 63 : *Amendement de M. Gautier prévoyant sur le procès-verbal d'audition d'une personne gardée à vue la mention des motifs de la garde à vue; inutilité de cette précision* (p. 3008); Art. 74 : *Amendement de M. Cot prévoyant que les officiers de police judiciaire ne procéderont à des enquêtes préliminaires que sur réquisition du Procureur de la République et sous le contrôle de la chambre d'accusation* (p. 3010); Art. 80 : *Son amendement prévoyant que les actes d'information du juge d'instruction sont établis sur*

papier translucide (p. 3011); *le retire* (ibid.); Art. 108 : *Son amendement tendant à appliquer les mêmes peines au témoin qui, bien que comparaisant, refuse de prêter serment ou de faire sa déposition* [26 juin 1957] (p. 3059); Art. 144 : *Affectation du cautionnement préalable à la mise en liberté provisoire par priorité aux frais faits par la partie publique* (p. 3069); Art. 145 : *Son amendement prévoyant le versement du cautionnement fourni en titres entre les mains du greffier du tribunal ou de la Cour* (ibid.); *simplification de la procédure* (ibid.); *le modifie* (p. 3070); *le retire* (ibid.); Art. 197 : *Son amendement tendant à organiser la production des mémoires à la chambre d'accusation par l'intermédiaire du greffe* (p. 3076); *le modifie en ramenant le délai de quarante-huit heures à vingt-quatre heures* (p. 3077); Art. 198 : *Son amendement prévoyant que les débats se déroulent en chambre du conseil et que l'arrêt est rendu en audience publique* (p. 3078); Art. 217 : *Son amendement prévoyant qu'en matière de mise en liberté la chambre d'accusation liquide les dépenses et condamne aux frais la partie qui succombe* (p. 3080); Art. 218 : *Son amendement allongeant le délai de notification des arrêts* (p. 3081); *Son amendement allongeant le délai de signification des arrêts contre lesquels les parties peuvent former un pourvoi en cassation* (ibid.); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à modifier l'article 23 du Livre I^{er} du Code du travail, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à fixer le point de départ du délai-congé à la date d'envoi et non de réception de la lettre recommandée* [25 juin 1957] (p. 2950); *le modifie* (p. 2951); *Son amendement tendant à exclure de la nouvelle législation les contrats de travail dans les entreprises saisonnières* (ibid.); *le retire* (ibid.). — *Son rapport sur une pétition* [18 septembre 1957] (p. 4158). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la procédure pénale en matière d'expertise judiciaire : *Simple modifications de détail à apporter au système actuel; inutilité et critiques de la réforme proposée, injuste, dangereuse, contraire à l'esprit de la réforme du Code de procédure pénale récemment adoptée, méconnaissance du rôle de l'expert et du juge; droit du ministère public et des parties civiles de demander un expert; complication de la procédure; augmentation des frais de justice; atteinte aux droits de la*

défense; retard apporté à l'inculpation; difficultés d'application du système (égalité de traitement des experts) [20 novembre 1957] (p. 4901, 4902, 4903); Art. 1^{er}, Article 156 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à faire choisir les experts sur une liste nationale préétablie* (p. 4906); Article 158 du Code de procédure pénale (modalités de nomination de l'expert); *Son amendement tendant à supprimer les alinéas 4 à 8 de cet article* (p. 4907); Article 168 bis du Code de procédure pénale : *Demande les raisons de sa suppression* (p. 4908); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale, en qualité de Rapporteur : *Incompatibilités entre personnes éligibles à un même conseil municipal (conjoint et sœurs)* [10 décembre 1957] (p. 5246); — d'une proposition de loi relative au régime des élections municipales, en qualité de Rapporteur : *Régime spécial de dépouillement du scrutin pour les élections municipales dans les villes où il existe plusieurs mairies (cas de la ville de Lyon)* [10 décembre 1957] (p. 5247, 5248); *contre-projet de M. Jarrosson (nécessité d'un sectionnement électoral pour les arrondissements importants)* (p. 5253). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation du taux de l'escompte de la Banque de France [12 décembre 1957] (p. 5318). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière, Art. 9 : *Amendement de M. Bourbon (amendes pouvant frapper tout conducteur d'un véhicule ayant omis d'obtempérer à une sommation de s'arrêter* [28 janvier 1958] (p. 290, 291); Art. 3 : *Pénalisation des infractions au Code de la route et de celles concernant les arrêtés municipaux et préfectoraux* [29 janvier 1958] (p. 358); Art. 13 : *Entraves à la circulation routière* (p. 364); Art. 22-1 : *Transfert aux tribunaux de la compétence concernant le retrait du permis de conduire* [30 janvier 1958] (p. 393); Art. 22-6 : *Amendement de M. Fontanet (suspension par le préfet du permis avant jugement)* [31 janvier 1958] (p. 444); Art. 22-1 : *Amendement tendant à ce que les peines complémentaires soient exécutoires par provision dans le cas où le préfet aura pris une mesure de suspension provisoire* (p. 447, 448); *le retire* (p. 448, 449); Art. 26 : *Son amendement (ministres habilités à contresigner le règlement d'administration publique* [4 février 1958] (p. 475); *le retire*

(ibid.); Art. 28 : Nullité de l'acte, dit loi du 12 janvier 1943, réprimant les attentats contre la circulation routière (p. 478, 479); — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux, en qualité de Rapporteur : Modifications à apporter aux articles 9, 14, 30 et 32 du décret du 30 septembre 1953; cas où le refus de renouvellement du bail peut être autorisé sans que le bailleur paye d'indemnité [4 février 1958] (p. 482 à 484); irrecevabilité de l'amendement de M. Denis (repris des locaux accessoires nécessaires à l'exercice du commerce) (p. 486, 487, 488); Art. 1^{er} : Amendement de M. Cayeux (refus de renouvellement du bail) [5 février 1958] (p. 534); Amendement de M. Alloin (local occupé par un sous-locataire commerçant) (p. 535); Amendement de M. Cayeux (sous-location dont le propriétaire n'aura pas été informé) (p. 535); Amendement de M. Lacaze (possibilité pour le locataire de se substituer à l'acquéreur des lieux) (p. 535); Amendement de M. LeFranc (droit au renouvellement des locataires exploitant un fonds de commerce personnellement ou par l'intermédiaire de leurs préposés) (p. 536); Amendements relatifs au versement de l'indemntié au locataire évincé en cas de reconstruction d'un immeuble démolé pour insalubrité (p. 537 et 539); renvoi en commission des amendements (p. 542); Art. 2 : Amendements de MM. Denis et Vigier (droit de reprise de la partie habitable des locaux commerciaux par le propriétaire) (p. 545, 546); Art. 2 : Amendement de M. Pelat (locaux d'habitation transformés en ateliers dans les vieux hôtels historiques) [6 février 1958] (p. 565); Amendement de M. Berthommier (fixation de l'indemnité en cas d'exercice du droit de reprise partielle par le propriétaire) (p. 566, 568); Amendements de MM. Lacaze et Alloin (cas dans lesquels le droit de reprise ne pourra pas avoir lieu; locaux à usage hospitalier ou d'enseignement) (p. 568); Amendement de M. Allouin (interprétation du mot « indispensable » et « nécessaire » en matière d'expulsion) (p. 569); Amendements relatifs à la reprise du local d'habitation accessoire du local commercial (p. 570, 572); Amendement de M. Cayeux (prix du loyer du bail renouvelé en cas de reprise partielle) (p. 573); Amendement de M. Fauchon (sanctions en cas de reprises abusives) (p. 574); Amendements relatifs à la double expertise en

577, 579); Art. 4 : Amendement de M. Pelat (application du bénéfice des présentes dispositions aux litiges anciens) (p. 580, 581); renvoi en commission de tous les amendements réservés (p. 581); — en troisième lecture, d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre 1^{er} du Code du travail, Art. 1^{er} : Son amendement tendant à fixer à six mois le temps de présence des travailleurs dans une entreprise pour pouvoir prétendre au bénéfice d'un mois de délai-congé [7 février 1958] (p. 607, 608); Son amendement (point de départ du délai-congé) (p. 611); le retire (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits d'investissements, Art. 18 : Son amendement (contrôle des investissements) [10 mars 1958] (p. 1477); — d'urgence d'un projet de loi et d'une proposition de résolution concernant la mise en œuvre du Code de procédure pénale, Art. 2 (Autorisation de procéder par décret à une réorganisation administrative des services de la justice); amendement de M. Crouzier tendant à sa disjonction; nécessité de connaître le nombre approximatif des tribunaux destinés à être rattachés [13 mars 1958] (p. 1581). — Son rapport sur une pétition [20 mars 1958] (p. 1814).

MINJOZ (M. Jean), Député du Doubs (S.).

Secrétaire d'Etat au Travail
et à la Sécurité sociale
(Cabinet Guy MOLLET)
du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957.

Secrétaire d'Etat au Travail
et à la Sécurité sociale.
(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)
du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre: de la Commission de la justice et de la législation [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [3 décembre 1957] (p. 5113); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161) (1). — Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).

[22 février 1956] (p. 434). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure des caisses d'épargne [25 février 1958] (p. 1016).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à donner aux locataires gérants d'un fonds de commerce un droit de préemption en cas de vente de ce fonds et, à l'expiration de leur contrat, un droit à indemnité sur la plus-value acquise par le fonds du fait de leur travail ou de leurs investissements personnels, **n° 218**. — Le 27 janvier 1956, une proposition de loi portant amnistie à l'égard des anciens combattants d'Indochine, **n° 231**. — Le 27 janvier 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 595 et 591 du Code d'instruction criminelle et l'article 8 du décret du 13 avril 1949 relatifs au casier judiciaire, **n° 242**. — Le 27 janvier 1956, une proposition de loi tendant à donner un effet suspensif au pourvoi en cassation dans les contestations relatives à l'état et au nom d'un enfant, **n° 243**. — Le 2 août 1956, un projet de loi tendant à favoriser le règlement des conflits collectifs de travail, **n° 2776**. — Le 15 novembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 105 du Code de commerce, **n° 5921**. — Le 12 décembre 1957, une proposition de loi tendant à rétablir le divorce par consentement mutuel, **n° 6141**. — Le 19 décembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951 relatif au Fonds de garantie automobile, **n° 6214**. — Le 26 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République portant amnistie de certaines infractions commises dans le territoire du Cameroun, **n° 6253**. — Le 26 décembre 1957, une proposition de loi tendant à la réforme des régimes matrimoniaux, **n° 6259**. — Le 22 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à la codification de tous les textes de droit administratif, **n° 6375**. — Le 29 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 6387) fixant pour une période de trois années les contingents de décorations de la Légion d'honneur sans trai-

tement attribués aux administrations publiques, **n° 6433**. — Le 5 février 1958, une proposition de loi tendant à compléter, en faveur des orphelins de guerre, l'article L 395 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, **n° 6509**. — Le 7 février 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République fixant, pour une période de trois années, les contingents de décorations de la Légion d'honneur sans traitement attribués aux administrations publiques, **n° 6525**. — Le 12 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1958 la date limite pour les déclarations de revenus, **n° 6575**. — Le 12 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter le décret du 17 mai 1954 en vue de permettre l'octroi d'un livret de famille aux mères non mariées, **n° 6579**. — Le 26 février 1958, une proposition de loi tendant à organiser, en faveur de certains condamnés, un régime de mise à l'épreuve, **n° 6719**. — Le 6 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 6214) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951 relatif au Fonds de garantie automobile, **n° 6812**. — Le 18 mars 1958, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 6910**. — Le 26 mars 1958, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951, modifiée par les lois n° 55-362 du 3 avril 1955 et n° 56-1223 du 3 décembre 1956 relative aux expulsions de locataires, **n° 7015**. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi concernant la prescription opposable à l'action civile de la victime d'un délit après expertise ordonnée par la juridiction pénale ou en cas d'aggravation ultérieure de son état, **n° 7115**. — Le 26 mai 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 7197) complétant l'article 22 de la loi n° 50-10 du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, **n° 7198**. — Le 27 mai 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation

sur la proposition de résolution (n° 7201) de M. Savary et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à examiner d'urgence le cas de tous les députés ayant quitté la métropole depuis le 13 mai 1958 ou qui, à Alger, par leur activité, contribuent à ébranler le régime républicain et l'unité de la Patrie, n° 7202. — Le 27 mai 1958, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 4 du décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 7207. — Le 27 mai 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 26 avril 1924 modifié par le décret n° 55-689 du 20 mai 1955 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, n° 7208. — Le 3 juin 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer à l'Assemblée Nationale un projet de loi revalorisant les rentes viagères, n° 7241.

Interventions :

Son rapport au nom du 2^e bureau sur les opérations électorales du département de la Charente [19 janvier 1956] (p. 10). — Est entendu sur une motion de M. Moisan tendant à ajourner la désignation des Commissions en vue d'assurer la réforme des méthodes parlementaires : *Délais assignés* [25 janvier 1956] (p. 83). — Est nommé *Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J.O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En cette qualité :

Répond à une question orale : de Mme Rose Guérin relative aux conditions de travail du personnel des magasins [24 février 1956] (p. 493, 494); — de M. André Gautier relative à l'allocation logement des locataires des cités d'urgence [2 mars 1956] (p. 631, 632); — de Mme Rose Guérin relative à la compétence juridictionnelle en matière d'expulsion des concierges [9 mars 1956] (p. 787); — de M. Boisdé relative au relevé départemental des sociétés coopératives [9 mars 1956] (p. 787); — de M. Kriegel-Valrimont relative au conflit du travail à la Société des produits réfractaires de Longwy [16 mars 1956] (p. 1013, 1014). —

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif au Fonds national de la vieillesse : *Majoration des prestations de vieillesse* [22 mars 1956] (p. 1165); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boisdé (création d'un véritable Fonds national de la vieillesse)* (p. 1166, 1167); Art. 8 : *Le financement et les modalités d'application du Fonds national de la vieillesse* (p. 1169); Art. 10 : *Amendement de M. Boisdé (remboursement du trop-perçu en matière de prestations de retraites)* (p. 1171); Art. 9 : *Amendement de M. Guy Petit (Augmentation du prix de l'essence)* (p. 1171, 1172); en troisième lecture : *Amendement de M. Boisdé tendant à supprimer la prescription de trois ans pour le remboursement du trop-perçu en cas de fraude ou de fausse déclaration* [23 mars 1956] (p. 1242). — Répond à une question orale de M. Ulrich sur la situation des organismes de sécurité sociale minière [23 mars 1956 (p. 1234). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie de faits commis au cours de conflits du travail : *Paiement des amendes, réintégration des fonctionnaires et agents de l'Etat* [19 avril 1956] (p. 1397); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Maurice Michel tendant à étendre l'amnistie aux faits commis au cours de toutes les manifestations publiques* (p. 1398); *amendement de M. Bourbon visant les articles 59 et 60 du Code pénal (complicité)* (p. 1399); Art. 2 : *Amendement de M. Bourbon visant le décret du 22 mars 1942 sur la police des chemins de fer* (p. 1399, 1400); Art. 4 : *Amendement de M. Gautier supprimant l'exception faite pour les actes constituant des manquements à la probité, aux bonnes mœurs ou à l'honneur* (p. 1400); *amendement rectifié de M. Bourbon sur la réintégration des fonctionnaires et agents de l'Etat licenciés à la suite de conflits du travail (cas des cheminots)* (p. 1402); Art. 5 : *Amendement de M. Alphonse Denis annulant le recouvrement des frais de justice* (p. 1402); *amendement de M. Gautier tendant à soumettre à l'avis conforme d'une commission l'expulsion des ouvriers étrangers* (p. 1403); *amendement de M. Dorgères-d'Halluin amnistiant les infractions commises au cours de manifestations organisées par les groupements professionnels* (p. 1404). — Répond à une question orale : de M. Pranchère sur l'allocation de chômage de certains ouvriers auxiliaires des ponts et chaussées [20 avril 1956] (p. 1421, 1422); — de Mme Reyraud sur les maisons de convalescence pour les vieillards

[27 avril 1956] (p. 1603); — de M. Lainé sur les dispenses d'appel des disponibles [27 avril 1956] (p. 1604); — de M. Fernand Grenier relative à l'activité des membres des comités d'entreprises et des délégués du personnel ainsi qu'à la distribution de tracts et de journaux à la porte des entreprises [25 mai 1956] (p. 2024). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Volonté du Gouvernement de faire voter et d'appliquer les mesures énumérées dans la déclaration d'investiture; autonomie des caisses de solidarité sociale et exercice de la tutelle du Ministère; financement de la sécurité sociale minière; remboursement des honoraires médicaux; relèvement des prestations familiales; prévention des accidents du travail; contrôle des licenciements* [12 juin 1956] (p. 2487, 2488); Chap. 44-13 : *Amendement indicatif de M. Louis Dupont relatif à l'immigration des travailleurs italiens* (p. 2489); Chap. 46-12 : *Chômage des femmes de ménage et des gens de maison; situation des travailleurs nord-africains; chômage dans l'industrie du textile* (p. 2491); Chap. 66-10 : *Amendement indicatif de M. Renard relatif à l'utilisation des crédits destinés à la réadaptation et au reclassement de la main-d'œuvre; rémunération et paiement des congés payés des stagiaires des centres de réadaptation professionnelle* (p. 2492, 2493); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, Art. 3 : *Amendement de M. Bouxom tendant à supprimer l'interdiction d'expulsion en hiver en cas de relogement* [27 juin 1956] (p. 3111); *Amendement de Mlle Marzin supprimant les expulsions lorsqu'il n'y a pas relogement* (p. 3111); *amendement de M. Mignot limitant les dispositions de cet article aux locataires ou occupants jouissant des lieux en bons pères de famille* (p. 3112); *explications de vote* (p. 3116); en deuxième lecture, Art. 3 : *Amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article* [12 juillet 1956] (p. 3423); en troisième lecture [27 novembre 1956] (p. 5137); — d'une proposition de loi relative au statut professionnel des représentants, voyageurs et placiers [3 juillet 1956] (p. 3162); Art. 2 : *Amendement de M. Féron excluant les agents commerciaux du champ d'application de la loi* (p. 3163); en deuxième lecture : *Indemnité de clientèle, non-application du texte aux agents*

commerciaux [5 février 1957] (p. 629, 630); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Badie (cas des agents commerciaux)* (p. 631); *amendement de M. Mignot (non-application du texte aux mandataires et aux courtiers)* (p. 632); — d'une proposition de loi tendant à accorder aux salariés rappelés sous les drapeaux le bénéfice des congés payés [3 juillet 1956] (p. 3164); — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni tendant à laisser aux tribunaux le choix des indices* [12 juillet 1956] (p. 3419); — de la proposition de loi donnant compétence aux conseils de prud'hommes pour connaître des différends relatifs au contrat de travail des gens de maison : *Nécessité d'étendre la compétence des prud'hommes* [9 octobre 1956] (p. 4070, 4071); — en troisième lecture, de la proposition de loi tendant à rendre obligatoire, en premier ressort, la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Garet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (accorder aux deux parties la possibilité de saisir le tribunal de leur choix)* [30 octobre 1956] (p. 4401); — de la proposition de loi tendant à réglementer les perquisitions effectuées chez les avocats et les médecins : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Isorni* [27 novembre 1956] (p. 5126); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Titres III et IV : *Signature et extension des conventions collectives; médiation dans les conflits collectifs du travail; formation professionnelle des adultes; politique d'immigration; réglementation du droit aux indemnités de chômage; titularisation des contrôleurs de la main-d'œuvre nord-africaine; remboursement des frais médicaux; licenciements de membres de comités d'entreprise et de délégués du personnel* [29 novembre 1956] (p. 5295, 5296). — Répond à une question orale de M. Privat relative aux sanctions qui auraient été prises à l'égard de certains dirigeants de l'Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne (U.R.S.S.A.F.) [7 décembre 1956] (p. 5678). — Prend part à la discussion : des propositions de la Conférence des Présidents [14 décembre 1956] (p. 5977, 5978); — en quatrième lecture,

d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi, Article unique : *Amendement de M. Dronne (appellation des travailleurs déportés)* [23 janvier 1957] (p. 244, 245) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la procédure de recouvrement de certaines créances : *Possibilité d'appel, fixation du chiffre limite* [23 janvier 1957] (p. 248, 249) ; Art. 1^{er} : *Elimination du chèque du champ d'application de la loi* (p. 249) ; Art. 5 : *Amendements de MM. Wasmer et Garet (procédure de notification)* (p. 252) ; Art. 6 : *Amendement de M. Perroy (procédure du contredit)* (p. 256) ; Art. 17 : *Amendement de M. Dumas (effets de l'injonction de payer en cas d'absence de contredit)* (p. 258) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux organisations habilitées à discuter les conventions collectives du travail, Art. 1^{er} : *Possibilité pour les employeurs de gens de maison de se constituer en syndicat* [23 janvier 1957] (p. 259, 260). — Répond à une question orale : de M. Marcel Thibaud relative aux conditions d'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (interprétation de la circulaire ministérielle n° 62-S.S. du 10 août 1955) [22 février 1957] (p. 1067) ; — de M. Damasio relative aux demandes d'affiliation aux caisses d'assurance-vieillesse des non-salariés [22 février 1957] (p. 1067, 1068) ; — de M. Rieu relative au paiement des indemnités de chômage partiel par suite d'intempéries [8 mars 1957] (p. 1389, 1390). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale* (Cabinet Guy Mollet) le 21 mai 1957. Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923). — Est nommé *Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale* (Cabinet Bourguès-Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083).

En cette qualité :

Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à modifier les règles relatives à la création, la suppression et l'extension de la compétence territoriale ou professionnelle des conseils de prud'homme, Art 1^{er} : *Extension de cette législation aux territoires d'outre-mer ; ses observations sur la difficulté de modifier le décret d'institution des conseils de prud'hommes, la nécessité de l'avis favorable du Conseil*

général et de la majorité des conseils municipaux lorsque la création du conseil de prud'hommes est demandé par le conseil municipal de la commune [20 juin 1957] (p. 2796). — Répond à une question orale de M. Bricout relative au versement de l'allocation supplémentaire aux vieux travailleurs salariés [5 juillet 1957] (p. 3286). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale* (Cabinet Rourgès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion en deuxième lecture, du projet de loi adopté par le Conseil de la République portant institution d'un code de procédure pénale, Art. 17 du Code : *Amendement de M. Isorni (compétence des commissaires de police)* [27 décembre 1957] (p. 5618) ; — du projet de loi fixant pour une période de trois années les contingents de la Légion d'honneur sans traitement attribués aux administrations publiques, en qualité de *Rapporteur : Réforme des méthodes et de l'équipement de la grande chancellerie* [29 janvier 1958] (p. 349, 350) ; Art. 1^{er bis} : *Nombre de grands-croix et de croix de grand officier pouvant être attribué chaque année en Conseil des Ministres* (p. 351) ; en deuxième lecture : *Répartition entre les attributions civiles et les attributions militaires* [7 février 1958] (p. 599) ; — d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière, Art. 13 : *(barrages de routes et entraves à la circulation) ; Amendements de MM. Bourbon, Dorgères d'Halluin, Pelleray et Pelat tendant à sa suppression* [29 janvier 1958] (p. 362) ; Titre IV bis : *Dispositions concernant le permis de conduire* [30 janvier 1958] (p. 393) ; Art. 22 : *Amendement de M. Fontanet (sanctions applicables aux conducteurs n'ayant pas obtenu le permis de conduire* (p. 395) ; Art. 22-6 : *Amendement de M. Fontanet (suspension par le préfet du permis avant jugement)* [31 janvier 1958] (p. 444) ; Art 28 : *Nullité de l'acte, dit loi du 12 janvier 1943, réprimant les attentats contre la circulation routière* [4 février 1958] (p. 478) ; *ses explications de vote* (p. 481) ; — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux : *son rappel au règlement (réunion de la Commission pour*

examiner les articles réservés) [5 février 1958] (p. 532); Art. 1^{er} : Amendement de M. Cayeux (refus de renouvellement du bail) (p. 534); amendement de M. Alloin (local occupé par un sous-locataire commerçant) (p. 535); amendements relatifs au versement de l'indemnité au locataire évincé en cas de reconstruction d'un immeuble démoli pour insalubrité) (p. 537, 540); Art. 2 : Amendement de M. Vigier (droit de reprise de la partie habitable des locaux commerciaux par le propriétaire ; nombre d'instances relatives à ce droit de reprise) (p. 546); déroulement du débat (ibid.); son amendement (institution de la double expertise en vue de la fixation du prix du loyer) [6 février 1958] (p. 575, 576, 578); amendements relatifs à l'institution de la double expertise en vue de la fixation du prix du loyer (p. 576); Art. 3 : Son amendement (abrogation du dernier alinéa de l'article 32 du décret du 30 septembre 1953) (p. 579); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amnistie au Cameroun, en qualité de Rapporteur : Suppression de l'amnistie de plein droit demandée par l'Assemblée législative du Cameroun [7 février 1958] (p. 599, 600); Art. 1^{er}, Art. 1^{er} bis : Amendements de M. Llante (rétablissement de l'amnistie de plein droit) (p. 605). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question orale relative à la réclamation d'un complément d'imposition à une société dissoute [14 février 1958] (p. 777). — Prend part à la discussion : des propositions de la Conférence des Présidents : question orale hors tour concernant le prix du vin [7 mars 1958] (p. 1318); — en deuxième délibération, d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle, Art. 3 : (Motion de défiance, motion de confiance); amendement de M. Peron tendant à sa disjonction [20 mars 1958] (p. 1772); son sous-amendement à l'amendement de M. Pleven tendant à supprimer la faculté d'abstention en cas d'empêchement grave reconnu valable par le bureau de l'Assemblée Nationale [21 mars 1958] (p. 1843); — d'urgence d'un projet de loi et d'une proposition de résolution concernant la mise en œuvre du Code de procédure pénale, Art. 2 (Autorisation de procéder par décret à une réorganisation administrative des services de la justice); Sous-amendement de M. Halbout à l'amendement de M. Crouzier tendant à faire courir le délai de quinze jours en période de session [20 mars 1958] (p. 1807); amendement de

M. Fauchon tendant à exiger l'avis conforme des Commissions de la justice des deux Assemblées (p. 1808, 1809). — Pose à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan une question orale relative au marché du vin [23 mai 1958] (p. 2445). — Prend part à la discussion : des propositions de la Conférence des Présidents : Organisation de la discussion de la proposition de résolution et de la discussion éventuelle du projet de révision constitutionnelle [23 mai 1958] (p. 2447); — d'urgence d'une proposition de résolution concernant la modification de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (dispositions relatives à l'exercice du mandat parlementaire), en qualité de Rapporteur : Application de la déchéance prévue à l'article 22 aux parlementaires ayant concouru à soustraire à l'autorité du Gouvernement de la République une partie du territoire national, déchéance facultative à la demande de l'Assemblée en cas de levée de l'immunité parlementaire, exemple de M. Goubert, Député de l'Inde [26 mai 1958] (p. 2480, 2481); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : motion préjudicielle de M. Duclos (renvoi à une date ultérieure de la discussion du projet de réforme constitutionnelle); nécessité de remédier au défaut des institutions républicaines pour les mieux défendre [27 mai 1958] (p. 2528); — d'urgence des conclusions d'un rapport relatif à la modification de de l'article 90 de la Constitution : Présence de communistes parmi les signataires de l'ordonnance du 17 août 1945 organisant le référendum d'octobre [2 juin 1958] (p. 2621). = S'excuse de son absence [23 mai 1956] (p. 1957). = Obtient un congé [23 mai 1956] (p. 1957).

MITTERRAND (M. François), Député de la Nièvre (U. D. S. R.).

Ministre d'Etat, Garde des Sceaux
chargé de la Justice.

(Cabinet Guy MOLLET.)

du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957,

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956]

(p. 160) (1), [24 juin 1957] (p. 2904), [23 mai 1958] (p. 2453); membre de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre titulaire de la Commission des finances [4 octobre 1957] (p. 4502) (2); membre de la Haute-Commission de l'Organisation commune des régions sahariennes [17 juillet 1957] (p. 3696). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [12 décembre 1957] (p. 5328).

Dépôts :

Le 27 janvier 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer dans un délai de dix-huit mois les abattements des zones de salaires, ainsi que les autres écarts en résultant, n° 244. — Le 16 mars 1956, un projet de loi portant amnistie de faits commis au cours et à l'occasion de conflits collectifs du travail et de manifestations sur la voie publique, n° 1229. — Le 27 avril 1956, un projet de loi portant modification du régime de l'adoption et de la légitimation adoptive, n° 1689. — Le 27 avril 1956, un projet de loi complétant le titre III, Livre II du Code de la santé publique, n° 1697. — Le 27 avril 1956, un projet de loi portant réforme pour l'Algérie du régime des tutelles et de l'absence en droit musulman, n° 1698. — Le 2 mai 1956, un projet de loi modifiant l'article 133 du Code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression du faux monnayage, n° 1716. — Le 17 mai 1956, un projet de loi instituant diverses mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux, n° 1866. — Le 1^{er} juin 1956, un projet de loi rendant applicables aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, certaines dispositions en vigueur dans la métropole intéressant les mineurs, n° 2027. — Le 3 juillet 1956, un projet de loi modifiant l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à

l'organisation de la justice musulmane, n° 2423. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi portant application aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, de certaines dispositions du Code de la nationalité française, n° 2824. — Le 16 octobre 1956, un projet de loi modifiant l'article 592 du Code de procédure civile, n° 2963. — Le 4 décembre 1956, un projet de loi complétant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n° 3423. — Le 20 décembre 1956, un projet de loi portant création de deux chambres à la Cour d'appel de Paris, n° 3632. — Le 15 janvier 1957, un projet de loi relatif au mode de rémunération des membres titulaires du Conseil supérieur de la magistrature, n° 3761. — Le 3 février 1958, une proposition de loi tendant à assurer l'amélioration de l'état sanitaire du bétail, n° 6485. — Le 4 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la réunion d'une conférence en vue de la création d'une communauté franco-africaine et de la détermination de ses institutions fondamentales, n° 6487. — Le 11 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, en application du paragraphe IV de l'article unique de la loi n° 57-1263 du 13 décembre 1957, à donner force de loi aux dispositions du décret n° 57-1017 du 18 septembre 1957 en tant qu'elles garantissent les prix d'objectifs de la viande, n° 6556. — Le 11 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des subventions aux achats d'engrais et de graines sélectionnées aux lieux et places de primes de 15.000 francs par hectare prévues par le décret n° 57-1094 du 2 octobre 1957 relatif à l'amélioration et à l'augmentation des productions animales, n° 6557. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6407) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales), annexe n° 14 : rapport sur les crédits de la Justice, n° 6609.

Interventions :

Est nommé *Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J.O.* du 2 février 1956, p. 1387).

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).

(2) Démissionnaire [23 mai 1958] (p. 2444).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux sursis aux expulsions pendant l'hiver [20 mars 1956] (p. 1053). — Répond à une question orale de M. Fernand Grenier relative à la libération d'Alfred Delarue [4 mai 1956] (p. 1751). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, JUSTICE, Etat A, Chap. 31-12 : *Amendement indicatif de Mme Rabaté relatif à la concentration des justices de paix* [7 juin 1956] (p. 2426, 2427); Chap. 31-22 : *Amendement indicatif de M. Marin relatif à la rémunération des personnels de l'Administration pénitentiaire (Payement des heures supplémentaires et des heures de nuit, création d'emplois, classement indiciaire)* (p. 2428); Chap. 34-11 : *Fonctionnement de la justice dans le département de la Guyane* (p. 2430); Chap. 34-93 : *Amendement indicatif de M. Cupfer relatif à la suppression de l'indemnité téléphonique de cinq hauts magistrats de la Cour d'appel de Paris* (p. 2431); Art 25 : *Amendement de M. Wasmer tendant à créer à compter du 1^{er} juillet 1956 deux sous-sections au Conseil d'Etat* [21 juin 1956] (p. 2867); *Article additionnel de M. Wasmer tendant à réserver un emploi de conseiller d'Etat et un emploi de maître des requêtes au président des tribunaux administratifs* (p. 2868); *Article additionnel de M. Wasmer tendant à réduire le nombre des membres du Conseil d'Etat au titre du tour extérieur* (p. 2872); *Oppose l'article 68 du règlement à cet article additionnel* (ibid.); — d'une proposition de loi sur le renouvellement des baux commerciaux, en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni tendant à laisser aux tribunaux le choix des indices* [19 juin 1956] (p. 2711); *Explications de vote : Nécessité de modifier le décret du 30 septembre 1953* (p. 2713); — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins : *Explications de vote* [26 juin 1956] (p. 3073). — Répond à une question orale : de M. Depreux relative à l'exercice de la liberté de la presse dans les audiences publiques des cours et des tribunaux [6 juillet 1956] (p. 3308); — de M. Dreyfus-Schmidt relative aux conditions dans lesquelles s'exercent les poursuites pour refus de payer l'impôt [6 juillet 1956] (p. 3308).

— Prend part à la discussion : du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-54 : *Amendement indicatif de M. Dides (Déplacement des magistrats du tribunal militaire de Paris ayant eu à connaître de l'affaire des fuites)* [25 juillet 1956] (p. 3602 à 3604); — en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux : *Application aux artisans ; problème de l'indemnité provisionnelle ; application aux instances en cours* [31 juillet 1956] (p. 3777); Art. 1^{er} : *Application du texte aux artisans* (p. 3777, 3778); Art. 3 : *Amendement de M. Mignot rendant applicables les dispositions de cet article aux locataires occupant les lieux et faisant l'objet d'une décision de justice à condition que celle-ci soit frappée d'une voie de recours* (p. 3779); Art. 7 : *Suppression de l'indemnité provisionnelle* (p. 3779); *explications de vote* (p. 3780). — S'associe à l'hommage rendu par le président de l'Assemblée Nationale à la mémoire de M. de Moro-Giafferri [27 novembre 1956] (p. 5141, 5142). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, JUSTICE, Titres III et IV : *Indemnité de nuit allouée au personnel de l'Administration pénitentiaire* [28 novembre 1956] (p. 5246); *Titularisation des auxiliaires* (p. 5247); — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux, Art. 7 : *Fixation de l'indemnité provisionnelle d'éviction, désignation d'un expert par ordonnance de référé préalablement au jugement* [17 décembre 1956] (p. 6052); *Explications de vote : Protection nécessaire des artisans étrangers* (p. 6057); *possibilité de surseoir aux expulsions dans l'attente de la promulgation de la loi* (ibid.); en quatrième lecture : *Explications de vote* [27 décembre 1956] (p. 6319); — du projet de loi portant création de deux chambres à la Cour d'appel de Paris, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mignot (Décentralisation de la Cour d'appel de Paris, installation de deux nouvelles chambres à Versailles)* [27 décembre 1956] (p. 6321, 6322). — Répond à une question orale : de M. Alphonse Denis relative à la suspension du journal *l'Echo du Centre* et à la violation de certaines

règles de procédure pénale [18 janvier 1957] (p. 152); — de M. Grenier relative à la situation civique d'élus municipaux ayant exercé leur mandat sous l'occupation allemande [25 janvier 1957] (p. 316). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice* (Cabinet Guy Mollet) le 21 mai 1957. — Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *Ses questions sur la relaxation de suspects arrêtés près de l'hôtel d'Ali Chekhal* [17 juillet 1957] (p. 3707); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Rappel des buts de la loi-cadre, son inutilité ou sa caducité selon l'issue de la guerre d'Algérie, résultats du congrès de Bamako, nécessité d'une option entre l'intégration et la fédération et de la recherche d'une solution globale au problème d'outre-mer avec une réforme fondamentale de la Constitution, évolution mondiale des peuples au cours des dernières années, transformation nécessaire de nos rapports avec les peuples d'Afrique* [30 septembre 1957] (p. 4442, 4443, 4444, 4445); — des projets de loi relatifs aux institutions de l'Algérie : *Demande au Président de faire observer le silence à l'Assemblée pendant l'intervention de M. Mendès-France* [29 novembre 1957] (p. 5070); *Ses explications de vote sur la question de confiance : Analyse du contenu de la loi-cadre ; négation de la personnalité algérienne, autonomie des territoires, fixation du partage des responsabilités et des pouvoirs, construction de la communauté franco-africaine, refus des réformes ; commencement de l'abandon* (p. 5072 à 5074); *évolution des institutions algériennes, nécessité de déterminer dès aujourd'hui les pouvoirs fédéraux* (p. 5082); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *Ses explications de vote : Menace portée à la stabilité des institutions ; situation difficile de la majorité, autorisation des manifestations organisées par*

certaines groupements de droite et interdiction arbitraire des réunions organisées par les partisans d'une politique plus libérale en Algérie [18 mars 1958] (p. 1633, 1634, 1635); *Réforme constitutionnelle heureuse, prélude indispensable à la réforme du titre VIII de la Constitution* (p. 1635); — sur les propositions de la Conférence des Présidents [21 mars 1958] (p. 1836); — d'urgence des conclusions d'un rapport portant proposition de décision sur le décret du 12 mars 1958 constituant les territoires autonomes d'Algérie : *Sa motion préjudicielle (Fixation de la date de discussion du projet de réforme du titre VIII)* [27 mars 1958] (p. 2048); *Retard apporté à la réalisation de la promesse gouvernementale du 5 février relative à une table ronde sur la réforme du titre VIII ; désir sincère des différentes formations politiques africaines de réaliser une communauté franco-africaine, solutions diverses proposées aux rapports entre la France et l'Afrique par les assemblées territoriales et les représentants des T. O. M., nécessité d'une prise de position immédiate du Gouvernement sur les moyens de réaliser cette communauté après consultation des représentants élus d'outre-mer, urgence de répondre à leur désir de collaboration, seul moyen d'éviter l'affrontement des peuples et même la guerre, précédent d'Algérie et de Tunisie, exemple du Ghana ; reconnaissance du phénomène général d'une évolution des peuples* (p. 2048 à 2051); *nécessité d'une discussion devant l'Assemblée Nationale avant le 15 juillet ; incidence de l'existence d'une communauté franco-africaine sur le déroulement du dialogue métropole-Algérie* (p. 2052); *étude d'un projet pendant les vacances parlementaires* (p. 2054); *retire sa motion préjudicielle* (ibid.); — sur la fixation de la date d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord : *Ses regrets de ne pas voir poser la question de confiance dans les formes constitutionnelles, vote sur la politique générale du Gouvernement* [15 avril 1958] (p. 2153, 2154); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Date tardive prévue pour la communication du Gouvernement, nécessité de tenir l'Assemblée constamment au courant des mesures prises pour la sauvegarde de l'Etat républicain, mise en cause de l'autorité du Gouvernement en Algérie* [14 mai 1958] (p. 2300, 2301); — sur une communication du Gouvernement : *Nécessité d'un concours de la majorité pour maintenir*

l'autorité du Gouvernement [16 mai 1958] (p. 2364, 2365); — d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Affirmation du Gouvernement relative au sens de l'action des chefs militaires d'Alger* [20 mai 1958] (p. 2404); — sur une communication du Gouvernement (événements de Corse) : *Liaison entre l'affaire de Corse et le complot d'Alger, rôle de M. Arrighi dans l'attentat contre le général Salan, présence dans le Comité de salut public d'Alger de personnes compromises dans cet attentat, nécessité d'une démonstration complète du caractère isolé de l'opération de Corse* [26 mai 1958] (p. 2477, 2478); — sur la proposition de résolution relative à la levée de l'immunité parlementaire et la suspension de l'exercice du mandat d'un député : *Liaison évidente entre les événements de Corse et ceux d'Alger, absurdité de la fiction d'un pouvoir régulier à Alger, extension des mesures frappant M. Arrighi à d'autres parlementaires, existence de menace à Alger et non à Ajaccio* [26 mai 1958] (p. 2497, 2498); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Déclaration nécessaire de M. le Garde des Sceaux sur l'objet du prochain Conseil de Cabinet, crainte d'une démission clandestine du Gouvernement à l'insu de sa majorité ; demande à l'Assemblée de siéger sans désespérer dans l'attente de précisions sur les intentions gouvernementales* [27 mai 1958] (p. 2534, 2535); — sur la présentation du gouvernement du général de Gaulle : *Silence du général de Gaulle sur les événements récents, prestige incontestable du général, imprécision de ses intentions quant à la réforme constitutionnelle, véritable changement de régime, influence du coup de force d'Alger dans la désignation du général, extension jusque dans les milieux officiels de Paris du complot, revendication de la souveraineté populaire par les comités de salut public, ultimatum intolérable imposé à l'Assemblée Nationale* [1^{er} juin 1958] (p. 2585, 2586); *Faiblesse du dernier gouvernement républicain, possibilité d'une restauration de l'unité nationale par le général de Gaulle, espoir dans l'avenir de la France* (p. 2586, 2587); — d'urgence des conclusions d'un rapport relatif à la modification de l'article 90 de la Constitution : *Ses explications de vote : Danger d'un dialogue direct entre le Gouvernement et le peuple, question du maintien*

d'un recours au peuple pour trancher un éventuel conflit entre le Gouvernement et l'Assemblée [2 juin 1958] (p. 2626). = S'excuse de son absence [20 juin 1957] (p. 2814), [18 février 1958] (p. 817), [28 février 1958] (p. 1138). = Obtient des congés [20 juin 1957] (p. 2814), [18 février 1958] (p. 817), [28 février 1958] (p. 1138).

MOCH (M. Jules), Député de l'Hérault (S.).

Ministre de l'Intérieur

(Remaniement du Cabinet Pierre PFLIMLIN)

du 17 mai 1958 au 1^{er} juin 1958.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé : membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); (1) [2 juin 1958] (p. 2628).

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du 4^e rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (6^e siège) : *Les socialistes et le vote du 10 juillet 1940* [10 février 1956] (p. 238); — du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Comparaison entre l'aide américaine aux nations sous-développées et l'aide française à l'Algérie* [8 mars 1956] (p. 749). — d'une proposition de résolution relative au rachat de la sociétés *Images et Son* : *Contrat de publicité d'Europe n° 1* [12 février 1957] (p. 791). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement [14 janvier 1958] (p. 2); la développe : *Négociations sur le désarmement ; organisation de la paix, faiblesse de l'O.T.A.N. (coalition jouant dans une zone limitée, pacte de Bagdad, reconnaissance de la Chine, attitude américaine lors de l'expédition de Suez, livraison anglo-américaine d'armes à la Tunisie) utilisation des rampes sur sous-marins avec l'artillerie thermo-nucléaire ; plan Rapacki : « désatomisation » éventuelle de l'Europe centrale et problème allemand ; résultats de la dernière réunion de l'O.T.A.N., installation de rampes de lancement sur le sol*

(1) Démissionnaire [20 mai 1958] (p. 2389).

de la France ; péril représenté par la course aux engins nucléaires [21 janvier 1958] (p. 163 à 167) ; ordres du jour (contrôle du désarmement) [22 janvier 1958] (p. 214). — Prend part à la discussion sur la fixation de la date des interpellations relatives au tableau d'avancement des cadres de l'armée : *Avancement d'un officier ayant travaillé avec lui à New-York* [4 février 1958] (p. 497). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (remaniement du Cabinet Pierre Pflimlin) [17 mai 1958] (*J. O.* du 17 mai 1958, p. 4735).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Maintien de l'ordre à Paris, interdiction générale des manifestations, note de la direction de la police municipale à la préfecture de police enjoignant de ne pas intervenir en cas de débrayages dans les usines, arrestation de distributeurs de tracts communistes* [20 mai 1958] (p. 2394, 2395) ; *polémique avec M. Dides* (p. 2395) ; — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Simple ajournement de la cérémonie inter-alliée prévue sur les plages de débarquement* [27 mai 1958] (p. 2539). — Présente sa démission de *Ministre de l'Intérieur* [28 mai 1958]. — Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion d'urgence d'un projet de loi et d'une lettre rectificative relatifs aux pleins pouvoirs : *Précisions nécessaires sur l'exclusion du domaine des pleins pouvoirs du droit de déclarer la guerre et l'état de siège* [2 juin 1958] (p. 2616). = S'excuse de son absence [12 mars 1956] (p. 859), [26 juin 1956] (p. 3019), [18 janvier 1957] (p. 146). = Obtient des congés [26 juin 1956] (p. 3019), [18 janvier 1957] (p. 146).

MOISAN (M. Edouard), Député de la Loire-Atlantique (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitu-

tionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de résolution tendant à modifier certains articles du Règlement, n° 158. — Le 2 juin 1956, une proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'herboriste, n° 2047. — Le 15 juin 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 19 de la loi du 12 juillet 1905 modifiée, relative à l'organisation de la justice de paix, n° 2220. — Le 19 février 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 16 du Livre IV du Code du travail en vue d'assurer l'alternance du Président général du Conseil des Prud'hommes, n° 4189. — Le 2 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté pour les carburants à compter du 1^{er} juin 1957, n° 4730. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 64 du Livre 1^{er} du Code du travail sur la saisie-arrêt des traitements et salaires, n° 4937. — Le 2 juillet 1957, une proposition de loi tendant à modifier les règles de la représentation devant les justices de paix, n° 5286. — Le 12 juillet 1957, une proposition de loi tendant à permettre l'octroi d'une aide financière du Fonds national d'amélioration de l'habitat à certains propriétaires sinistrés ayant affecté leur indemnité mobilière de dommages de guerre à des travaux de réparation sur un logement à usage de résidence principale, n° 5476. — Le 23 mai 1958, une proposition de loi tendant à rendre l'Etat civilement responsable des dommages causés par les attroupements, n° 7191.

Interventions :

Dépose une motion tendant à ajourner la désignation des commissions en vue d'assurer la réforme des méthodes parlementaires [25 janvier 1956] (p. 82). — Prend part à la discussion des conclusions sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription) : *Son rappel au règlement : Vote sur la motion de M. Boscary-Monsservin, engagement pris à la Conférence des Présidents* [3 février 1956] (p. 203). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Problème scolaire* [17 février 1956] (p. 352). —

Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e Bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Motion préjudicielle de M. Dides (Renvoi du dossier devant le 4^e Bureau pour complément d'enquête), les apparentements M. R. P.* [21 février 1956] (p. 399) ; *Son rappel au règlement, irrecevabilité de la motion de clôture de M. Vals (Passage immédiat au vote sur les conclusions du 4^e Bureau), demande que la Commission du règlement en soit saisie* [22 février 1956] (p. 424, 425) ; *Son rappel au règlement, interprétation de l'article 46, opposition de la question préalable à un amendement* [14 mars 1956] (p. 922). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale (Arbitrage sur l'urgence) ; *Son rappel au règlement, dispositions réglementaires régissant la procédure de l'arbitrage des discussions d'urgence* [29 février 1956] (p. 579). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la réforme des institutions : *Méthodes de travail de l'Assemblée, intentions du Gouvernement en matière de revision constitutionnelle* [2 mars 1956] (p. 642) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet de loi-cadre relatif aux territoires d'outre-mer* [16 mars 1956] (p. 1012, 1013, 1016). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport du 6^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Moselle : *Mode de calcul des suffrages* [25 avril 1956] (p. 1533) ; *Sa motion préjudicielle demandant au 6^e Bureau de présenter des conclusions portant attribution de tous les sièges, après avoir procédé à l'audition du président de la commission de recensement* (p. 1548) ; — de l'examen d'une demande de troisième délai supplémentaire pour la distribution d'un rapport sur les opérations électorales du département de la Moselle [27 avril 1956] (p. 1602). Ses observations sur la fixation à l'ordre du jour du rapport du 6^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Moselle [3 mai 1956] (p. 1691). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux membres des organisations de jeunesse : *Insuffisance de la convention intervenue entre le Ministère de l'Education nationale et la S. N. C. F., possibilité d'un nouvel examen au moment de la*

discussion du collectif [15 mai 1956] (p. 1851) ; — des conclusions du rapport du 9^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Seine-et-Marne (1 siège) : *Ses observations concernant les explications de vote* [16 mai 1956] (p. 1880). — Son rapport sur une pétition [17 mai 1956] (p. 1907). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport du 7^e Bureau sur les opérations électorales du département du Puy-de-Dôme : *Ses observations sur l'application de l'article 5 du règlement* [23 mai 1956] (p. 1977) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 33-91 : *Suspension des polices d'assurances en faveur des soldats rappelés* [29 mai 1956] (p. 2070). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à l'inscription d'office de sommes dues à la ville de Nantes par le département de la Loire-Inférieure au titre du contrôle médical scolaire [15 juin 1956] (p. 2648). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Julliard tendant à annuler le résultat des élections en cas d'invalidation et à procéder à de nouvelles élections suivant le système en vigueur pour les élections générales* [26 juin 1956] (p. 3046) ; — d'une proposition de résolution tendant à l'installation d'un système électrique de votation à l'Assemblée Nationale : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Charlot tendant à décider l'installation du système électrique et à réserver la mise en œuvre de ce système jusqu'au vote des crédits* [26 juin 1956] (p. 3056) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Vote personnel sur la ratification du traité franco-libyen*) [22 novembre 1956] (p. 5015) ; — en quatrième lecture, d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi ; Article unique : *Amendement de M. Dronne (Appellation des travailleurs déportés)* [23 janvier 1957] (p. 245) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux organisations habilitées à discuter les conventions collectives du travail ; Art. 1^{er} : *Possibilité pour les employeurs de gens de maison de se constituer en syndicat* [23 janvier 1957] (p. 260) ; — de la proposition de loi relative à la fermeture hebdomadaire des débits de boissons : *Son rappel au*

règlement (*Organisation du débat restreint*) [24 janvier 1957] (p. 292); Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (Attitude du rapporteur pour avis)* [25 janvier 1957] (p. 318); — du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Philippe-Vayron tendant à supprimer les dispositions prévoyant que les centres d'études pourront être rattachés aux organisations syndicales* [25 janvier 1957] (p. 327); *Observations sur la représentativité des différentes organisations syndicales* (p. 328). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative à la situation des gendarmes adjoints aux commandants de brigades [1^{er} février 1957] (p. 477). — Prend part à la discussion : des propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des propositions relatives aux rentes viagères* [1^{er} février 1957] (p. 480); — d'un projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mignot (Champ d'application de la procédure de médiation)* [5 février 1957] (p. 663, 664); *Amendement de M. Philippe-Vayron (Notification du conflit de travail au préfet et à l'inspecteur du travail)* (p. 666); *Son amendement (Pouvoirs et compétence du médiateur)* (p. 666 et suiv.); Art. 2 : *Amendement de M. Pébellier (Procédure d'arbitrage envisagée dans les entreprises publiques)* [6 février 1957] (p. 689); en seconde délibération, Art. 15 de la loi du 11 février 1950 : *Son amendement (Pouvoirs et compétence du médiateur)* (p. 693, 694); — d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre I^{er} du Code du travail; Art. 1^{er} : *Son amendement (Ancienneté nécessaire pour bénéficier du préavis d'un mois)* [7 février 1957] (p. 729); — d'un projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile; Art. 1^{er} : *Cas des travailleurs ruraux* [12 février 1957] (p. 774, 775); *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Modification de l'article 33 B du Livre I^{er} du Code du travail)* (p. 777, 778); — des propositions de la Conférence des Présidents [15 février 1957] (p. 916); — d'une proposition de loi tendant à l'assainissement des conditions d'exploitation des entreprises gazières non nationalisées : *Article additionnel de M. Pagès prévoyant que les entreprises exclues de la nationalisation et qui ne peuvent continuer leur exploitation seront transférées à Gaz de France* [19 février

1957] (p. 995); — d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait : *Demande de renvoi du vote sur l'ensemble présentée par le Gouvernement* [1^{er} mars 1957] (p. 1236); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Sa demande de suspension de séance* [6 mars 1957] (p. 1344); — de la proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères : *Son rappel au règlement tendant à réserver l'article 12 bis concernant le mode de financement* [7 mars 1957] (p. 1361); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret n° 56-1249 du 10 décembre 1956 instituant un régime spécial concernant les réserves constituées par les entreprises métropolitaines pour investissements dans les T.O.M. : *Motion préjudicielle de M. Damasio (Enlèvement du capitaine Moureau)* [15 mars 1957] (p. 1624); — d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Motion préjudicielle de M. Paquet (Engagement pour le Gouvernement de s'opposer à toutes nouvelles dépenses)* [17 mai 1957] (p. 2541); — d'une proposition de loi adoptée par le Conseil de la République relative à l'organisation et au fonctionnement des colonies de vacances [11 juillet 1957] (p. 3542); — des propositions de la Conférence des Présidents : *Sa demande de fixation du débat sur la ratification des traités européens* [18 juin 1957] (p. 2741). — Pose à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan une question orale relative au financement de la construction du paquebot destiné à l'Atlantique-Nord [5 juillet 1957] (p. 3290, 3291). — Prend part à la discussion : du procès-verbal de la séance précédente : *Sa demande de réinscription de la proposition de loi portant augmentation des allocations familiales* [11 juillet 1957] (p. 3530); — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : seconde délibération : *Interprétation de l'article 58 du règlement* [17 juillet 1957] (p. 3717); — d'une proposition de résolution relative au prix du blé : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à faire supporter la résorption des excédents uniquement par des gros producteurs, recevabilité de cet amendement* [23 juillet 1957]

(p. 3871); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Bouxom et Bonte sur la grève des employés de banque : *Application de la loi du 11 février 1950 et de la procédure de médiation* [23 juillet 1957] (p. 3883); *Application du décret de 1953 pour les entreprises à statut* (p. 3885). — Son rappel au règlement (*Application de l'article 40 pour le respect de l'ordre du jour*) [23 juillet 1957] (p. 3891, 3892). — Prend part à la discussion : du procès-verbal de la deuxième séance du 23 juillet 1957 : *Retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi sur le cumul des exploitations agricoles, su demande de scrutin sur le procès-verbal* [24 juillet 1957] (p. 3931); — en sixième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs; Art. 42 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale en cinquième lecture* [26 juillet 1957] (p. 4016); *Respect de l'article 14 de la Constitution* (ibid.). — Ses rapports sur des pétitions [18 septembre 1957] (p. 4157). — Prend part à la discussion : du procès verbal de la séance du 2 octobre (*Droit du groupe U.F.F. à une vice-présidence*) [3 octobre 1957] (p. 4486); — des conclusions d'un rapport concernant le reversement au Trésor et blocage d'une partie de l'indemnité législative : *Amendement de M. Duladier (Harmonisation des indemnités des députés et des conseillers de la République)* [27 décembre 1957] (p. 5612); — des propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Paiement du pécule des prisonniers et de la retraite des combattants)* [16 janvier 1958] (p. 74, 75); — des propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la révision constitutionnelle* [24 janvier 1953] (p. 243, 244); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *Attitude des commissaires du M. R. P. à la Commission du suffrage universel sur la réforme électorale* [13 février 1958] (p. 744); *Question de confiance, motion de censure, contre-projet de M. Edgar Faure, l'abstention considérée comme une prise de position politique, la réforme du règlement, la réforme fiscale, les déclarations de M. Baruchin sur les différents modes de scrutin, élections partielles de Marseille* [19 février 1958] (p. 880 à 882); *Ses explications de vote sur la question de confiance : limitation de l'article 6 subordonnant la mise en vigueur de la réforme*

au vote d'une loi électorale aux dispositions de l'article 51 relatif à la dissolution [18 mars 1958] (p. 1625, 1626); en deuxième délibération : *Son rappel au règlement (Procédure de seconde délibération)* [20 mars 1958] (p. 1768). — Son rapport sur une pétition [20 mars 1958] (p. 1814). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 62 de la loi du 7 août 1957 relative à la construction de logements et d'équipements collectifs : *Nécessité d'unifier la procédure de ratification des décrets prévus par les différentes lois-cadres* [21 mars 1958] (p. 1837); — d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Demande une suspension de séance* [20 mai 1958] (p. 2406); — d'urgence d'un projet de loi et d'une lettre rectificative relatifs aux pleins pouvoirs; Article unique : *Précisions nécessaires sur l'action gouvernementale en matière de législation sociale* [2 juin 1958] (p. 2614).

MOLLET (M. Guy), Député du Pas-de-Calais (S.).

Président du Conseil

du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957.

Vice-Président du Conseil,

(remaniement du Cabinet Pierre PFLIMLIN.)

du 15 mai 1958 au 1^{er} juin 1958.

Ministre d'Etat

(Cabinet Charles DE GAULLE)

du 1^{er} juin 1958 au 8 janvier 1959.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44).

Dépôts :

Le 21 février 1956, un projet de loi portant prorogation du mandat des membres du Conseil économique, n° 4253. — Le 16 mai 1958, un projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain, n° 7163.

Interventions :

Est désigné comme *Président du Conseil* [27 janvier 1956] (p. 109). — Demande la convocation de l'Assemblée Nationale pour le

31 janvier 1956 [31 janvier 1956] (p. 134). — Communique la liste des personnalités par lui choisies pour former son cabinet (*ibid.*). — Développe le programme de son ministère [31 janvier 1956] : *problèmes des institutions (dissolution), de la réforme électorale, des méthodes parlementaires, de la laïcité* (p. 135); *Algérie: hommage au général Catroux, volonté de rétablir la paix, de renforcer son union indissoluble avec la France, de réaliser l'égalité politique; méthodes: confrontation et discussion; réformes administrative et agraire* (p. 135, 136); *investissements* (p. 138); *gravité de la situation* (p. 139); *politique à l'égard de l'outre-mer* (p. 136, 138); *racisme* (p. 136); *avenir des communautés franco-marocaine et franco-tunisienne* (p. 136); *consolidation de la paix par l'O.T.A.N., des négociations avec l'U.R.S.S., le désarmement, la construction européenne (Euratom)* (p. 136, 137); *oubli des divergences passées* (p. 137); *problème de la jeunesse* (p. 138); *dévaluation, plein emploi, programme économique* (*ibid.*); *engagements à l'égard des fonctionnaires et des anciens combattants, abattements de zones, congés payés, retraite des vieux* (p. 138); *mesures financières, réforme fiscale (commerçants, finances locales)* (p. 138, 139); *répond à ses interpellateurs: économies budgétaires, réplique au détracteur du général Catroux, bases du renom de la France, précision sur ses engagements en réponse à M. Duclos* (p. 149); *les socialistes et les affaires économiques et financières* (*ibid.*); *financement des mesures prévues pour les vieux, sa conception de la politique bipartite* (p. 150); *Secrétariats d'Etat à l'Agriculture, portefeuille des anciens combattants* (p. 152); *la confiance lui est accordée* (p. 156). — Est nommé *Président du Conseil* [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387). — Sa communication à l'Assemblée : *raisons qui lui ont fait accepter la démission du général Catroux; désignation de M. Lacoste au poste de Ministre résidant en Algérie; caractère des manifestations du 6 février à Alger; situation militaire; action politique et psychologique des rebelles; développement de l'économie algérienne; revenus moyens des européens et des musulmans; plan d'industrialisation et plan de réforme agraire, attachement des européens d'Algérie à la France; aspirations de la population musulmane (égalité des droits); nationalisme algérien, union indissoluble de la France et de l'Algérie; élections libres, instau-*

ration du collège unique, possibilité, pour le Gouvernement, de demander au Parlement des pouvoirs spéciaux [16 février 1956] (p. 323 à 326). — Prend part à la discussion d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés. Art. 1^{er} : *Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article (durée des congés payés) modifié par l'amendement de M. Gagnaire (cas des jours supplémentaires pour ancienneté) et les amendements de M. Masse (cas des jours supplémentaires pour charges de famille)* [23 février 1956] (p. 461); Art. 4 : *Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'amendement de M. Cormier tendant à reprendre le texte gouvernemental (possibilité d'attribuer des congés payés pendant la morte-saison)* (p. 468), Art. 8 : *Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle contre l'amendement de M. Vayron (exonération des charges sociales pour les salaires versés au titre des 6 jours supplémentaires)* (p. 474); *pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ensemble du projet* (p. 476). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la réforme des institutions : *Prétendues livraisons d'armes à l'Egypte, position du Gouvernement à l'égard de la réforme constitutionnelle* [2 mars 1956] (p. 642, 643). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Absence de certains orateurs inscrits* [8 mars 1956] (p. 774), *manifestation nord-africaine de Paris* [9 mars 1956] (p. 793), *mouvement national algérien* (p. 805), *absence des députés algériens à l'Assemblée Nationale, durée des pouvoirs spéciaux, répercussion sur l'Algérie des décisions prises au Maroc et en Tunisie, création d'une communauté franco-musulmane, reconnaissance de la « personnalité algérienne », maintien de liens indissolubles entre l'Algérie et la métropole, sacrifices de l'Algérie pour la France pendant la guerre, organisation d'élections libres* (p. 808 à 810), *réunion organisée en Algérie par M. Demarquet et M. Bouyer* (p. 821, 822), *manifestation du 6 février à Alger* (p. 824, 825); Art. 1^{er} : *action économique et sociale, pose la question de confiance dans la forme constitutionnelle pour l'adoption de cet article* (p. 827); Art. 3 et 4 : *Pose la question de confiance dans la forme constitutionnelle pour l'adoption de ces articles*

(p. 827); Art. 5 et 6 : rétablissement de l'ordre protection des personnes, pose la question de confiance dans la forme constitutionnelle pour l'adoption de ces articles (p. 827); Article additionnel de M. Arrighi (prorogation jusqu'au 30 juin 1956 du mandat des parlementaires des départements d'Algérie) (p. 828); pose la question de confiance dans la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 828); explications de vote sur la question de confiance [12 mars 1956] : ordres concernant la poursuite des criminels et des assassins, collège unique; définition de la politique gouvernementale (assurer l'ordre et promouvoir simultanément les réformes économiques et sociales) (p. 856 à 858); — d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : soutien de la collectivité à l'agriculture et aux exploitations familiales, orientation de la production en fonction des débouchés, développement de l'organisation coopérative [15 mars 1956] (p. 948, 949); — du projet de loi créant un fonds national de solidarité : pose la question de confiance, en la forme constitutionnelle, contre la motion préjudicielle de M. Jean Moreau tendant à surseoir à la discussion du projet jusqu'à ce que la Commission des finances ait examiné le collectif de 1956 [27 avril 1956] (p. 1622); déclaration de M. Ramadier sur la menace d'inflation (incident soulevé par M. Robert Bruyneel) [2 mai 1956] (p. 1647, 1648); explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion préjudicielle de M. Jean Moreau pour le passage à la discussion des articles : fidélité du Gouvernement à ses engagements, résolution du Gouvernement d'améliorer le sort des vieux et de se battre contre l'inflation; bénéficiaires de l'inflation (p. 1651); Art. 1^{er} : Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 1^{er} [3 mai 1956] (p. 1694); pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 10 (p. 1737); pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ensemble du projet (p. 1737); explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 1^{er}, de l'article 10 et de l'ensemble du projet; engagement moral du Gouvernement d'affecter les ressources au fonds de solidarité, raisons du dépôt de la question de confiance

sur l'article 1^{er}, volonté du Gouvernement de conserver au Parlement ses prérogatives, nécessité de soutenir le Gouvernement dans sa lutte contre l'inflation [5 mai 1956] (p. 1802); en seconde lecture : pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 1^{er}; pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ensemble du projet [6 juin 1956] (p. 2356); en troisième lecture : pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 1^{er} [19 juin 1956] (p. 2728); pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 6; pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ensemble du projet (p. 2728); en quatrième lecture : pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 1^{er} [26 juin 1956] (p. 3039); pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3039). — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : Volonté du Gouvernement de maintenir la liberté d'expression et de réprimer en même temps toutes les atteintes au moral de la nation [31 mai 1956] (p. 2154); position du Gouvernement sur les livraisons d'armes aux pays arabes [2 juin 1956] (p. 2273); démission de M. Mendès-France (p. 2274); effort militaire et amélioration de la sécurité, responsabilité des hommes politiques, des partis, des journaux; campagnes de dénigrement venant d'hommes ayant été condamnés pour trahison; manifestations organisées par les communistes, respect des libertés publiques et protection du moral de la nation (p. 2275); message des populations de la Côte d'Ivoire au Président de la République; contacts locaux en vue du « cessez-le-feu »; élections libres; réformes administrative et agraire, mise en valeur du Sahara (p. 2276); statut futur de l'Algérie; rétablissement de l'amitié franco-musulmane dans une communauté indissolublement liée à la France (p. 2277); politique française au Maroc et en Tunisie; ratification des conventions (p. 2277, 2278); politique étrangère; politique d'expansion économique (p. 2278); volonté du Gouvernement d'exiger un vote portant sur l'ensemble de sa politique (p. 2279); pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour la priorité et l'adoption de l'ordre du jour de M. Depreux

(p. 2284); *décision du Gouvernement sur les exportations d'armes vers le Moyen-Orient* [5 juin 1956] (p. 2310); *explications de vote: refus du Gouvernement de recourir à un médiateur; confiance en la possibilité d'élections au collège unique; limite du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; inopportunité de préciser les détails de la position française sur le futur statut de l'Algérie* (p. 2324, 2325); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 12: *Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de cet article* [22 juin 1956] (p. 2975); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE: *Motion préjudicielle de M. Begouin tendant à surseoir au vote du budget jusqu'au dépôt par le Gouvernement d'une deuxième lettre rectificative* (p. 2982, 2983); *motion préjudicielle de M. Begouin reprise par M. Privat* (p. 2983); Art. 2: *Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 2 et pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi* (p. 3001); en deuxième lecture: *pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 12 et pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi* [23 juillet 1956] (p. 3526); en cinquième lecture: *situation économique de la France au début de 1956; lutte menée par le Gouvernement contre l'inflation; maintien de l'expansion économique; politique sociale* [1^{er} août 1956] (p. 3809); *efforts à consentir pour l'Algérie; mesures anti-inflationnistes; restrictions de crédits, blocage des prix, sélection des investissements; réduction des subventions économiques, réforme de l'administration et des services publics* (p. 3810); *sacrifices demandés aux travailleurs* (p. 3811); *explications de vote: politique du Gouvernement en matière de salaires* (p. 3817); — des interpellations sur l'Euratom: *ses observations sur la construction de l'Europe et la défense de l'indépendance française, la nécessité d'intégrer l'Allemagne à l'Europe pour éviter une entente germano-russe* [10 juillet 1956] (p. 3382); *l'attitude des dirigeants de l'industrie allemande vis-à-vis de l'Euratom, le marché commun, la réalisation en France d'un cycle atomique complet, l'inclusion des territoires d'outre-mer dans l'Euratom et la coopération euraficaine, la nécessité d'un effort accru sur le plan national (crédits demandés par M. Perrin)* (p. 3383), *les pouvoirs de l'Euratom: contrôle, priorité*

d'achat et de monopole de vente, la participation de la France à l'agence atomique des Nations Unies, la priorité accordée à la réalisation des programmes nationaux, le problème des institutions, la collaboration avec l'O.E.C.E., l'attitude de la Grande-Bretagne, l'utilisation militaire de l'énergie atomique (rappel de la déclaration d'investissement) (p. 3384); *l'engagement de ne pas procéder avant 1961, à l'explosion d'une bombe A, la volonté du Gouvernement de réserver la capacité juridique et les possibilités matérielles de la France (poursuite des recherches militaires), sa décision de ne pas poser la question de confiance, les conséquences d'un vote négatif* (p. 3385); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956: 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets; Art. 14: *Amendement de M. Guyon prévoyant un montant des 100 milliards d'économies pour l'exercice 1957* [26 juillet 1956] (p. 3697); *pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption des articles 14 et 14 bis et pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi* (p. 3701). — Est entendu pour une communication du Gouvernement: *ses observations sur la politique de la France à l'égard des pays du Moyen-Orient; le refus de défendre les intérêts capitalistes; la situation du personnel de la Compagnie universelle du canal de Suez; le refus de faire confiance au colonel Nasser pour assurer la liberté du trafic, «l'ambition effrénée» du dictateur égyptien* [3 août 1956] (p. 3873); *l'attitude de l'Union soviétique, la volonté du Gouvernement de poursuivre ses efforts «sans fanfanterie et sans esprit de recul»* (p. 3874). — Donne lecture du décret de clôture de la session ordinaire 1955-1956 de l'Assemblée Nationale [3 août 1956] (p. 3875). — Prend part à la discussion: des interpellations sur la politique générale du Gouvernement: *Ses observations sur: la politique expansionniste du colonel Nasser, l'attitude des poujadistes* [23 octobre 1956] (p. 4283); *celle des communistes (appréciation portée par l'Humanité sur le régime du colonel Nasser), la résolution adoptée par le Conseil de sécurité sur l'affaire de Suez, les précautions militaires, financières prises par la France* (p. 4284); *le fonctionnement de l'alliance atlantique et l'attitude des Etats-Unis, la saisie de l'Athos qui transportait des armes aux rebelles algériens* (p. 4285); *l'ordre donné à la flotte française de patrouiller la*

Méditerranée, la nécessité de la construction européenne rendue plus évidente par la crise de Suez, les négociations sur le marché commun, l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Europe (p. 4286) ; la situation en Algérie, les principes sur lesquels doit être fondée une solution du problème algérien (arbitrage de la République française entre les deux collectivités) (p. 4287) ; l'engagement de la France de poursuivre ses efforts financiers après le succès de la pacification, l'arrestation des chefs du F. L. N. et ses incidences diplomatiques (envisagées avec sang-froid par le Gouvernement), l'offre de « cessez-le-feu » sans condition politique préalable (p. 4288) ; l'application de la loi-cadre sur les territoires d'outre-mer, l'expansion économique, la lutte contre l'inflation, la nécessité de définir une politique à long terme, notamment en matière de logements, le troisième plan de modernisation et d'équipement, le projet de loi-cadre sur l'agriculture, l'organisation des régions sahariennes (p. 4289) ; le projet de réforme fiscale, la situation des échanges extérieurs, la mise en œuvre d'un plan social lié au plan de modernisation et d'équipement, la révision de la Constitution, notamment du Titre VIII (p. 4290) ; pose la question de confiance, en la forme constitutionnelle, pour la priorité et pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Verdier (p. 4291) ; explications de vote sur la question de confiance : arrestation des chefs du F. L. N. (décision prise par M. Lacoste) ; conséquences sur les relations franco-marocaines et franco-tunisiennes ; refus du Gouvernement d'accepter un médiateur dans le problème algérien (mise en garde adressée au Sultan) [25 octobre 1956] (p. 4317) ; Simultanéité nécessaire de la pacification et des réformes (accord des Ministres radicaux) ; attitude de M. Poujade dans l'affaire de Suez ; résolution du congrès socialiste de Lille (négation du fait national algérien) (p. 4318) ; offre de « cessez-le-feu » sans condition politique préalable ; position du parti travailliste dans l'affaire de Suez ; attitude des communistes français (événements de Hongrie), apologie de la trahison de l'aspirant Maillot (p. 4319). — Sa communication à l'Assemblée : Politique agressive de l'Égypte ; aide militaire de l'Union soviétique ; rupture de l'équilibre établi au Moyen-Orient (actions de guérilla aux frontières israéliennes), création d'un commandement unique entre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie [30 octobre 1956] (p. 4121) ; Appui

du Gouvernement français à la demande américaine tendant à saisir le Conseil de sécurité ; appel adressé à Israël et à l'Égypte par la France et la Grande-Bretagne (décision d'occuper Port-Saïd, Ismaïlia et Suez), caractère temporaire de ces mesures ; hommage de M. Guy Mollet au Président Eisenhower (p. 4422). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Brocas sur les moyens que le Gouvernement compte mettre en œuvre pour aider au rétablissement de la paix dans le Proche-Orient : Ses observations sur l'attitude d'Israël ; l'inefficacité de l'O.N.U. [31 octobre 1956] (p. 4441, 4442) ; — des interpellations sur les événements de Hongrie : Ses observations sur : l'attitude de M. Hernu à l'égard de l'intervention militaire franco-britannique en Égypte [7 novembre 1956] (p. 4523) ; Les déclarations de M. Bouyer sur l'échec de l'intervention militaire franco-britannique (les parachutistes français se sont fait tuer pour la Reine d'Angleterre) et les conséquences de cet échec (les Hongrois sont morts à Suez) (p. 4524) ; les déclarations de M. Pierrard sur les menaces contenues dans la lettre de M. Boulganine aux gouvernements français et britannique (p. 4525). — Sa communication à l'Assemblée : Ordre donné aux forces françaises et britanniques de « cessez-le-feu » le 7 novembre à 1 heure du matin ; réalisation « satisfaisante » des objectifs de la France et de la Grande-Bretagne (effondrement du potentiel militaire égyptien, contrôle du canal de Suez sur une grande longueur) ; caractère volontairement limité des opérations militaires menées en Égypte, comparaison avec les destructions effectuées par l'armée soviétique à Budapest ; création d'une force de police des nations-unies ; conséquences politique et psychologique de l'intervention franco-britannique : échec des rêves d'hégémonie sur le monde arabe du colonel Nasser ; absence de solidarité entre les nations arabes, révélation des ambitions soviétiques [7 novembre 1956] (p. 4527, 4528) ; Réponse du Gouvernement français à la lettre de M. Boulganine, renforcement de la solidarité franco-britannique ; confiance et compréhension rencontrées par le Gouvernement français auprès du Chancelier Adenauer ; resserrement des liens de l'alliance atlantique après de « terribles difficultés » (p. 4528, 4529). — Prend part à la discussion : des propositions de la Conférence des Présidents (Vote personnel sur la ratification du traité franco-libyen) [22 novembre

1956] (p. 5015); — du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité d'amitié de bon voisinage signé entre la France et le Royaume-Uni de Libye : *Motion préjudicielle de M. Dronne tendant à surseoir à la ratification : fidélité de la France à la parole donnée* [22 novembre 1956] (p. 5031); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 51 bis : *Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de cet article dans le texte de l'amendement de M. Paquet complété par le sous-amendement de M. Gabelle* [8 décembre 1956] (p. 5788); seconde délibération, Art. 5 : *Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de cet article* (p. 5788); Art. 7 : *Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de cet article* (p. 5789); Art. 14 : *Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption du budget du Ministère des Anciens combattants et l'adoption de l'ensemble de cet article* (p. 5789); Art. 18 : *Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption du budget des P. T. T. et de l'ensemble de cet article* (p. 5790); *pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi* (p. 5791); — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : *Apurement du contentieux franco-allemand, contribution à la construction européenne, compréhension manifestée par le Chancelier Adenauer* [12 décembre 1956] (p. 5908, 5909); Art. 7 : *Dépôt d'une lettre rectificative prévoyant les crédits nécessaires à la canalisation de la Moselle* (p. 5911); — du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes, Art. 5 : *Sous-amendement de M. Monteil (partage des compétences entre le délégué général d'une part, et le Ministre résidant en Algérie et les Hauts Commissaires en A.O.F. et en A.E.F. d'autre part)* [14 décembre 1956] (p. 5990); Art. 6 : *Amendement de M. Sidi-el-Mokhtar (prévoir 7 représentants de la Mauritanie à la commission de contrôle)* (p. 5993); *sous-amendement de M. Monteil tendant à supprimer les dispositions prévoyant les modalités de désignation des représentants de l'Assemblée Nationale à la commission de contrôle de l'O.C.* (p. 5994); — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ses observations sur les motifs de l'intervention franco-britannique en Egypte,*

le réflexe anti-munichois du Gouvernement, l'utilité d'une opération préventive, la pénétration de l'U. R. S. S. dans le Moyen-Orient [20 décembre 1956] (p. 6174, 6175); *La nécessité d'une gestion internationale du canal de Suez conforme aux six principes adoptés par le Conseil de sécurité, le fonctionnement de l'O.N.U., le resserrement de l'alliance atlantique* (p. 6176); *la politique arabe des Etats-Unis, la nomination de M. Spaak comme Secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, l'Euratom et le marché commun, l'Eurafrique, l'association de la Grande-Bretagne à la communauté européenne* (p. 6177); *pose implicitement la question de confiance* (ibid.); *demande la disjonction de l'interpellation de M. Bouxom relative aux événements de Hongrie* (p. 6178); *ordre du jour de M. Verdier, polémique avec M. Edgar Faure, fournitures d'armes aux pays arabes, aide apportée par la France à Israël, attitude prise par le Gouvernement à l'égard des Etats-Unis, fidélité de la France à l'alliance atlantique* (p. 6185, 6186); — des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses observations sur le bilan européen du Gouvernement, la nécessité de prendre des risques, les avantages du marché commun* [22 janvier 1957] (p. 213); *le prétendu choix entre le marché commun et la zone de libre échange, l'attitude du Gouvernement à l'égard de la Grande-Bretagne, la nécessité de poser les fondements d'une solidarité politique européenne plus étroite* (p. 214); *l'égalisation des charges sociales, le problème monétaire, le sort réservé à l'agriculture, l'intégration des territoires d'outre-mer* (p. 215); *la nécessité de réviser nos plans économiques en fonction de notre entrée dans le marché commun, la nécessité de saisir une chance historique, la possibilité de construire une communauté politique européenne* (p. 216); *ordre du jour de M. Verdier* (p. 217); — d'une proposition de loi tendant à fixer un nouveau mode de calcul du prix du lait : *Demande le renvoi du vote sur l'ensemble de cette proposition de loi* [7 mars 1957] (p. 1355, 1356); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses observations sur les efforts faits par le Gouvernement pour retrouver le capitaine Moureau* [22 mars 1957] (p. 1805); *la réforme de la Constitution* [27 mars 1957] (p. 1906); *la situation économique* (p. 1907); *la nécessité de restreindre la consommation* (p. 1908); *le maintien de l'indice des 213 articles*

et le blocage des prix (ibid.) ; le contrôle du commerce extérieur (ibid.) : l'Algérie, l'utilité de la déclaration du 9 janvier, l'attentisme des adversaires (p. 1908) ; le retour aux vingt-quatre mois de service militaire (p. 1909) ; le montant des dépenses occasionnées par la politique de pacification (ibid.) ; les principes permettant la création d'une Algérie nouvelle (stricte égalité des habitants, coexistence des collectivités, reconnaissance de la personnalité algérienne et liens indissolubles avec la France) (ibid.) ; les échecs du F.L.N., notamment de la grève scolaire (ibid.) ; le caractère rétrograde de la solution de l'indépendance (p. 1910) ; la réforme communale et territoriale (ibid.) ; le maintien de l'offre de « cessez-le-feu » et d'élections contrôlées (p. 1910, 1911) ; les exactions (p. 1911) ; les relations avec la Tunisie et le Maroc (p. 1912) ; la mise en place de l'organisation commune des régions sahariennes (p. 1913) ; le succès remporté à l'O.N.U. sur la question du Togo et sur celle de l'Algérie (ibid.) ; les problèmes du Proche-Orient (ibid.) ; pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Verdier (p. 1913) ; explications de vote sur la question de confiance : Position du parti communiste à l'égard des nationalistes algériens en 1945 [28 mars 1957] (p. 1939) ; Nécessité d'une unanimité nationale sur le problème algérien (p. 1940) ; — d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : Demande de retrait de la motion préjudicielle de M. Paquet tendant à exiger du Gouvernement l'engagement de s'opposer à toutes nouvelles dépenses [17 mai 1957] (p. 2538, 2539, 2540) ; Son incompatibilité avec l'autorité du Gouvernement (p. 2540, 2541) ; différence entre le revenu nominal et le revenu réel (p. 2562) ; la politique du Gouvernement et le « laissez-aller général », définition de la dévaluation : « crime et idiotie », problème de la balance des comptes, l'importance des stocks (p. 2564 à 2567) ; pose la question de confiance dans la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article unique du projet de loi modifié par les amendements de M. Marcel David et contre tous autres amendements de nature à en modifier la portée ou la date d'application (p. 2568) ; explications de vote : politique agricole du Gouvernement, problème de l'Algérie : rétablissement de la sécurité, réforme nécessaire, politique à propos de Suez et décision de faire appel à l'O.N.U., liberté de circulation des bateaux israéliens dans le canal de Suez, utili-

sation des fonds votés pour le Maroc et la Tunisie, politique en Afrique Noire, Fonds national de solidarité, congés payés, politique de détaxation, projet Gazier, respect des minorités, hommage à M. Houphouët Boigny [21 mai 1957] (p. 2592 à 2597). — Demande la convocation de l'Assemblée Nationale [29 mai 1957] (p. 2626). — Donne sa démission de Président du Conseil le 21 mai 1957. — Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2681). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957 (J.O. du 14 juin 1957, p. 5923)]. — Est désigné comme Président du Conseil [28 octobre 1957] (p. 4581). — Demande la convocation de l'Assemblée Nationale pour le 28 octobre 1957 [28 octobre 1957] (p. 4581). — Communique la liste des personnalités par lui choisies pour former son Cabinet et développe le programme de son Ministère : Caractère multiple de la crise, nécessité d'une action ferme et continue, importance de l'alliance atlantique et du désarmement, intérêt d'une communauté européenne, rapprochement avec l'Amérique latine, les pays libres d'Indochine et d'Asie, rapports avec la Tunisie et le Maroc (mise en valeur du Sahara) [28 octobre 1957] (p. 4582, 4583) ; problème algérien : maintien de l'offre de « cessez-le-feu », vote d'une loi-cadre garantissant la coexistence des communautés ethniques et respectant la personnalité algérienne, effort accompli en Algérie, hommage à l'armée (p. 4583) ; application loyale de la loi-cadre dans les territoires d'outre-mer (révision du Titre VIII de la Constitution) (p. 4584) ; urgence du renforcement de l'autorité et de la stabilité de l'exécutif, convocation d'une « table ronde » pour effectuer la révision de la Constitution, sollicitation d'une nouvelle investiture après quatre mois, nécessité d'une réforme électorale (ibid.) ; gravité de la crise économique, nécessité d'une politique d'austérité pratiquée en premier par le Gouvernement (rapport des experts) ; augmentation de la production, contrôle des prix, recours inévitable à de nouvelles avances de la Banque de France (p. 4584, 4585) ; remèdes au déséquilibre de la balance des comptes, association des travailleurs à l'œuvre de redressement (p. 4586) ; réalisation du remboursement à 80 0/0 des frais médicaux, politique du logement, réforme de l'enseignement, vote d'une loi-cadre sur l'agriculture, évolution de l'industrie et de l'agriculture en fonction du marché commun, vote de pouvoirs spéciaux en

matière économique, financière, fiscale et sociale (p. 4586, 4587); *demande une suspension de séance* (p. 4599); *répond à ses interpellateurs* (ibid.); *position des socialistes devant l'éventualité d'une révision de la loi Barangé, problème des voix communistes, réfutation de l'accusation d'être le responsable de la situation en Algérie, renouvellement des offres de « cessez-le-feu »* (p. 4599, 4600); *danger d'une inflation pour les travailleurs, manque de sincérité de la proposition communiste d'association avec les socialistes (opinion de M. Thorez)* (p. 4600, 4601); *justification du nombre des Ministres de son Cabinet, règlement des grèves dans les services publics* (p. 4601); *répartition des bénéfices tirés de l'amélioration de la productivité, mesures de restauration de l'épargne, lancement d'un emprunt volontaire, règlement de la protection civile dans le cadre de la réforme de la Défense nationale, limitation du rôle du Maroc et de la Tunisie dans l'organisation de l'Algérie pacifiée, aide économique et financière aux pays d'outre-mer, légalité de la lutte contre la fraude, nécessité des projets sociaux* (p. 4602, 4603); *répond aux critiques concernant la gestion de son précédent Gouvernement exercée dans des conditions particulièrement difficiles, nécessité d'une réforme constitutionnelle et électorale, améliorations apportées à la loi-cadre sur l'Algérie, association des travailleurs à l'effort national* (p. 4606, 4607, 4608). La confiance ne lui est pas accordée (p. 4609). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* (remaniement du Cabinet Pierre Pflimlin) [15 mai 1958] (*J. O.* du 16 mai 1958, p. 4719).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'urgence d'un projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Inquiétude soulevée par la déclaration du général de Gaulle, attente de précisions apaisantes de sa part, silence du général sur ceux qui tendent à séparer l'Algérie de la métropole* [16 mai 1958] (p. 2368, 2369); — d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Polémique avec M. Dides* [20 mai 1958] (p. 2394); *Motion préjudicielle de M. Montel (hommage à l'armée, solidarité de l'Assemblée Nationale pour le maintien envers et contre tout de l'Algérie française); unanimité du Gouvernement sur les intentions du Président du Conseil* (p. 2407); — d'une proposition de

résolution tendant à la réforme de la Constitution : *Dément avoir rencontré le général de Gaulle* [27 mai 1958] (p. 2537). — Présente sa démission de *Vice-Président du Conseil* le 28 mai 1958. — Cette démission est acceptée [31 mai 1958] (séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279). — Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet Charles de Gaulle) [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du règlement de l'ordre du jour : *Fixation au lendemain de la discussion des projets gouvernementaux* [1^{er} juin 1958] (p. 2596); — d'urgence des conclusions d'un rapport relatif à la modification de l'article 90 de la Constitution, Article unique : *Sous-amendement de M. Ballanger à l'amendement de M. Apithy précisant que le régime électoral est fixé par la loi : exclusion formelle de la loi électorale de la Constitution* [2 juin 1958] (p. 2624).

MONDON (M. Raymond), Député de la Moselle (I. P. A. S.).

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1962). — Est nommé : membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu : secrétaire de la Commission des affaires étrangères [10 février 1956] (p. 254); vice-président de cette Commission [18 octobre 1957] (p. 4536). — Est nommé : vice-président de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798); à nouveau à ce poste faute d'avoir prêté serment dans les délais requis [20 juin 1956] (p. 2772); juré suppléant de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [23 mai 1956] (p. 1956).

Dépôts :

Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à rendre applicable devant la juridiction prud'homale l'article 320 du Code de procédure civile relatif aux rapports d'experts, n° 1502. — Le 27 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur

la proposition de résolution (n° 1913) de M. Raymond Larue tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée Nationale, n° 2381. — Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à valider le temps passé à l'École nationale d'administration pour l'avancement des anciens élèves ayant fréquenté cet établissement, n° 2409. — Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à exonérer d'impôts les indemnités versées pour la reconstitution industrielle, commerciale et artisanale, au titre de la législation sur les dommages de guerre, n° 2410. — Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 54 G du Livre II du Code du travail en assimilant le temps du service militaire à une période de travail effectif pour le calcul des congés annuels, n° 2411. — Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-399 du 3 avril 1950 relative à la francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers, n° 2412. — Le 3 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir un projet de statut des agents de conduite (roulants) de la S. N. C. F., n° 2413. — Le 25 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 2405) concernant M. Berrang, n° 2659. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à instituer l'Ordre des métreurs-experts en bâtiment et réglementant le titre de la profession de métreur-expert en bâtiment, n° 2825. — Le 22 janvier 1957, une proposition de loi tendant à préciser le champ d'application de la loi du 22 août 1950 et du décret d'application du 17 août 1952 attribuant la qualité de réfractaires à certaines catégories de jeunes gens des départements de l'Est qui se sont soustraits à l'incorporation de force dans la Wehrmacht, n° 3843. — Le 19 février 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1790) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention sur le statut de l'Union de l'Europe occidentale, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris le 11 mai 1955, n° 4191. — Le 15 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'égalité entre les jeunes Français appelés à servir en Afrique du Nord,

n° 4545. — Le 18 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les allocations accordées aux agents des collectivités locales, titulaires de la médaille d'honneur départementale et communale, n° 5835. — Le 29 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3180) concernant la ratification de la Convention d'établissement et de navigation entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, n° 6047. — Le 14 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur les demandes en autorisation de poursuites (nos 3911 et 4716) concernant M. Bône et (n° 4715) concernant M. Davoust, n° 6297. — Le 12 mars 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 95 du statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, n° 6872.

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport du 6^e bureau sur les opérations électorales du département de la Moselle : *Calcul des suffrages de listes et panachage ; Cas de la Seine-Maritime et du Bas-Rhin* [25 avril 1956] (p. 1535 et suiv.) ; *Motion préjudicielle de M. Moisan demandant au 6^e bureau de présenter des conclusions portant attribution de tous les sièges, après avoir procédé à l'audition du président de la commission de recensement* (p. 1549). Ses observations sur l'inscription à l'ordre du jour du rapport du 6^e bureau sur les opérations électorales du département de la Moselle [3 mai 1956] (p. 1691). — Son rapport au nom du 4^e bureau sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe [17 mai 1956] (p. 1906). Prend part à la discussion des conclusions du rapport du 4^e bureau sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe, en qualité de *Rapporteur* [30 mai 1956] (p. 2125) ; *Méthode suivie par le 4^e bureau ; Majorité écrasante obtenue dans certaines communes par M. Rosan Girard* (p. 2129). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 30 mai : *Sa controverse avec M. Rosan Girard* [31 mai 1956] (p. 2148). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions d'application des décrets du 30 avril 1950 concernant la réforme de la taxe locale et de la taxe sur les

spectacles [3 juillet 1956] (p. 3170). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 10 bis : *Son amendement relatif à la détaxation des spectacles organisés par les associations légalement constituées et agissant sans but lucratif* [23 juillet 1956] (p. 3491); en deuxième lecture, Art. 96 bis : *Amendement de M. David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Répartition de la taxe locale)* [23 juillet 1956] (p. 3502 à 3504); Art. 106 : *Son sous-amendement à l'amendement de Mme Deyrond tendant à soumettre les décrets pris en application de cet article aux Commissions des finances et de l'intérieur de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République (Aide aux communes-dortoirs)* (p. 3506). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion sur les événements de Hongrie [7 novembre 1956] (p. 4514). — Est entendu sur le procès-verbal de la deuxième séance du 7 novembre : *Contestation relative à l'intervention de M. Ramette* [8 novembre 1956] (p. 4549). — Développe son interpellation sur les conditions d'application des décrets du 30 avril 1955 relatifs à la réforme de la taxe locale et de la taxe sur les spectacles [14 novembre 1956] (p. 4646); Ses observations sur : *les difficultés financières des collectivités locales, le caractère désuet du système des centimes additionnels* (p. 4647); *Le rendement de la taxe locale, les dispositions du décret du 30 avril 1955 et celles de la loi du 4 août 1956, les moins-values qui en résultent pour certaines communes (exemple de Metz), l'importance des dépenses obligatoires* (p. 4647); *La nécessité d'abroger l'article 12 du décret du 30 avril 1955, la compensation par l'Etat des pertes de recettes résultant de certaines exonérations fiscales* (p. 4648). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14 : *Etat C, INTÉRIEUR, Titres III et IV : Attribution des ressources provenant de la taxe locale, réforme nécessaire de l'assiette et du taux; Motions adoptées par le congrès des maires de France* [28 novembre 1956] (p. 3238); *Dépôt d'un projet portant réforme des finances locales* (p. 3241); — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : « *Erreur économique et européenne* » contenue dans l'accord sur le Warndt [11 décembre 1956] (p. 5849); « *Politique d'illusions* » menée par la France dans le problème sarrois

en 1945 (*Rôle de M. Grandval*); *Garanties accordées aux sarrois adversaires du rattachement à l'Allemagne*; *Danger de la période transitoire, repli nécessaire du cordon douanier sur la frontière franco-sarroise*; *Période définitive : Difficultés d'établissement des contingents* (p. 5874); *Remboursement des crédits à moyen terme pour les exportations consenties par la France, exportations illégales de francs vers l'Allemagne*; *Problème du Warndt : Convention de 1953, avis de la C.E.C.A., erreur économique contenue dans les nouveaux accords, attitude du parti communiste sur ce problème* (p. 5875); *Canalisation de la Moselle : Obstacle qui pourrait être mis par l'Allemagne (Déclaration de M. Schwertner relative aux bassins de décantation), délais de réalisation des travaux, pouvoir de la société internationale; Réciprocité nécessaire dans l'exécution des divers accords* (p. 5876); *Prolongement nécessaire de la canalisation de la Moselle de Thionville à Metz; Restitution des aciéries de Volklingen à la famille Roechling* (p. 5877); *Son article additionnel demandant au Gouvernement de mettre à l'étude avec la République fédérale allemande les possibilités d'exploitation rationnelle du puits Vuillemin* [12 décembre 1956] (p. 5911); *le modifie* (p. 5912); *Ses explications de vote* (p. 5913); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Bouxom sur les initiatives que le Gouvernement compte prendre à la suite des interventions de l'armée soviétique en Hongrie [11 décembre 1956] (p. 5855); — du projet de loi relatif au régime fiscal des produits ou services d'utilisation courante : *Compensation nécessaire en faveur des collectivités locales* [26 décembre 1956] (p. 6228); *Article unique : Son amendement prévoyant une compensation en faveur des collectivités locales pour les suspensions de taxes intervenues antérieurement à la présente loi* (p. 6230); *le retire* (ibid.); — d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre I^{er} du Code du travail, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Philippe-Vayron (Durée du préavis dû par le salarié démissionnaire)* [7 février 1957] (p. 726); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 3 ter : *Amendement de M. Denvers tendant à exonérer de certains droits les constructeurs n'ayant pu, pour des raisons de force majeure, construire dans le délai de quatre ans, interpré-*

tation large de cet amendement [15 mai 1957] (p. 2436) ; Art. 31 : *Construction de parking dans les immeubles construits par l'Etat* [16 mai 1957] (p. 2471) ; — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Les avantages du traité de marché commun et les réformes politiques et économiques à réaliser, les migrations, le plein emploi, le problème financier, le développement du crédit communal européen, l'Euratom, la construction d'une usine française de séparation des isotopes* [4 juillet 1957] (p. 3253 à 3255) ; *Son rappel au règlement (Demande que M. Boutavant soit rappelé à l'ordre)* (p. 3267) ; — du projet de loi relatif à la garantie des recettes en matière de taxe locale : *Son désir de discuter de la taxe locale pour 1958 avant le 31 octobre* [10 juillet 1957] (p. 3514) ; *Ses observations sur : la revalorisation des traitements des fonctionnaires et la charge qu'elle apporte* (ibid.) ; *Sa demande d'une circulaire pour l'application du décret sur les communes-dortoirs* (ibid.) ; — du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956 et 26 juillet 1957 concernant des mesures exceptionnelles relatives à l'Algérie : *Article additionnel de M. Isorni prévoyant l'extension à la Métropole des pouvoirs spéciaux* [12 novembre 1957] (p. 4736) ; *Sa demande de scrutin* (ibid.) ; — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Engagement pris par le précédent Gouvernement de déposer avant la présentation du budget de 1958 plusieurs projets de loi-cadre définissant un ensemble de mesures permettant à la France d'entrer dans des meilleures conditions dans le marché commun, problème de la réforme administrative, coordination des services de l'Etat, suppression possible de tribunaux de troisième classe, détachement des instituteurs au chef-lieu du département ou à Paris* [14 novembre 1957] (p. 4805 à 4807) ; — du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention sur le statut de l'Union de l'Europe occidentale, en qualité de *Rapporteur* : *Similitude avec le statut des autres fonctionnaires internationaux à l'exception de l'exonération d'impôts* [20 novembre 1957] (p. 4898) ; — d'interpellations relatives au bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef : *Indemnisation des victimes civiles de Sakiet* [11 février 1958] (p. 680) ; — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales, Art. 1^{er} :

Son amendement tendant à supprimer cet article (Suppression du régime particulier prévu pour la contribution foncière des constructions nouvelles) [19 mars 1958] (p. 1701) ; Art. 3 : *Son amendement (Taux des redevances des mines de charbon)* (p. 1704) ; Art. 7 : *Amendement de M. Michel tendant à supprimer cet article (Taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères)* (p. 1710) ; Art. 11 : *Amendement de M. de Tinguy (Plafond de la taxe sur les locaux professionnels)* (p. 1714) ; Art. 17 : *Amendement de M. Denvers (Surtaxe d'abatage en vue de la modernisation d'abattoirs)* (p. 1720) ; *Son article additionnel (Création d'une taxe de stationnement des véhicules automobiles sur la voie publique)* (p. 1723, 1724) ; Art. 20 : *Son amendement (Répartition de la taxe locale)* (p. 1728) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Situation des combattants d'Algérie* [26 mars 1958] (p. 2004). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles a été interdite la publication par la presse d'un télégramme d'amitié adressé au maire de Blida, ville jumelle de Metz [20 mai 1958] (p. 2388). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Utilisation des pouvoirs spéciaux, faible importance des mouvements d'extrême droite, calme du pays, attitude des hommes de gauche en 1932, leurs responsabilités dans l'avènement du fascisme, encouragement coupable d'une presse défaitiste, réaction de nos compatriotes d'Alger craignant d'être abandonnés, soi-disant péril fasciste, interdiction par le Gouvernement de la publication d'un télégramme envoyé par le maire de Metz à celui de Blida* [20 mai 1958] (p. 2395, 2396, 2397). = S'excuse de son absence [21 juin 1956] (p. 2835). = Obtient un congé [21 juin 1956] (p. 2835).

MONDON (M. Raymond), Député de la Réunion (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 23 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir et à moderniser la régie départementale du chemin de fer de la Réunion, **n° 1423**. — Le 22 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux planteurs victimes de la sécheresse dans la région Sous-le-Vent du département de la Réunion, **n° 2306**. — Le 5 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier, pour ce qui concerne les départements d'outre-mer, l'article 5 de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité, **n° 4018**. — Le 1^{er} mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à l'ensemble des fonctionnaires en service dans les Départements d'outre-mer les dispositions prévues en matière de congé administratif par le décret n° 51-725 du 8 juin 1951 (art. 1^{er}, alinéas 1 et 2, et art. 2), **n° 4379**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant de calcul des prestations familiales : *Son article additionnel (augmentation des allocations familiales dans les départements d'outre-mer)* [6 mars 1956] (p. 698); — d'un projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : *Rémunération des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer : Situation des employés et des retraités communaux* [7 juin 1956] (p. 2400); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif relatif à l'intégration des fonctionnaires des travaux publics des départements d'outre-mer dans les cadres métropolitains* [12 juin 1956] (p. 2509); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur la situation de l'enseignement dans les départements d'outre-mer et notamment à la Réunion* [14 juin 1956] (p. 2616); — d'une proposition de loi relative au régime du Fonds de solidarité dans les départements d'outre-mer : *Abaissement de l'âge requis pour la liquidation des pensions de vieillesse dans les D.O.M.*

[17 janvier 1958] (p. 127). — Dépose une demande d'interpellation sur les graves conséquences qui résultent de la diminution des crédits d'aide sociale dans les départements d'outre-mer [21 janvier 1958] (p. 158). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion : *Conception des élections libres outre-mer, honte intolérable constituée par l'élection du 17 novembre 1957; application de la loi du 16 décembre 1950 relative au contrôle de la distribution des cartes électorales, l'authenticité des listes électorales et les opérations électorales, les irrégularités dont M. Hinglo a été victime* [18 février 1958] (p. 819, 824).

MONIN (M. Philippe), Député de l'Orne
(P. puis P. A. S. R.).

Son élection est validée [13 mars 1956] (p. 878). = Est nommé membre de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des affaires étrangères [4 octobre 1957] (p. 4502) (1).

Dépôts :

Le 5 juin 1956, une proposition de loi tendant à accorder une promotion supplémentaire dans la Légion d'honneur aux grands mutilés de guerre titulaires, à titre définitif, d'une pension d'invalidité au taux de 100/0 et bénéficiant à la fois de l'article 12 et du double article 10 de la loi du 31 mars 1919, **n° 2073**. — Le 26 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le taux de l'indemnité d'arrachage des pommiers et des poiriers, fixé par le décret n° 55-575 du 20 mai 1955, et le montant des crédits nécessaires au règlement de ces indemnités ainsi qu'au financement des opérations de reconversion des exploitations agricoles intéressées, **n° 4297**. — Le 10 juillet 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 404 du Code général des impôts relatif aux droits de consommation sur l'alcool, **n° 5430**.

(1) Démissionnaire [6 février 1958] (p. 562).

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} Bureau sur les opérations électorales du département de l'Aisne [2 février 1956] (p. 181, 182). — Pose à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan une question relative à la tombola du bonheur organisée au « profit des sinistrés et des mal logés » [6 décembre 1957] (p. 5211, 5212). = S'excuse de son absence [5 juin 1956] (p. 2306), [25 juillet 1956] (p. 3579), [19 juin 1957] (p. 2770). = Obtient un congé [5 juin 1956] (p. 2306), [25 juillet 1956] (p. 3579), [19 juin 1957] (p. 2770).

MONNERVILLE (M. Pierre), Député de la Guadeloupe (S.).

Son élection est validée [30 mai 1956] (p. 2129). = Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 30 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Girard et plusieurs de ses collègues (n° 767) tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans le meilleur délai, à la Guadeloupe un centre régional de cancérologie et de chirurgie spécialisée, n° 1996. — Le 6 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur : I. le projet de loi étendant aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion le bénéfice des allocations familiales; II. la proposition de loi de M. Valentino et plusieurs de ses collègues tendant à l'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 2483. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouver-

nement à allouer d'urgence une indemnité exceptionnelle pour réparer les dommages mobiliers et immobiliers causés par le cyclone du 11 août 1956 à la Guadeloupe, n° 2876. — Le 28 février 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur : I. le projet de loi étendant aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion le bénéfice des allocations familiales; II. la proposition de loi de M. Valentino et plusieurs de ses collègues tendant à l'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 4367.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris, Art. 5 : *Amendement de M. Mazuez tendant à fixer par un seul règlement d'administration publique les conditions de l'ensemble des concours hospitaliers* [29 mai 1956] (p. 2055).

MONNIER (M. René), Député de la Mayenne (U. F. F.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 12 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'accès des locaux ou bureaux des administrations ou de services publics pour exercer leur profession aux représentants, courtiers et colporteurs, n° 5119. — Le 12 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la qualité de périodiques à certaines publications présentant un caractère d'enseignement, n° 5471.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés, Art. 8 : *Ses observations sur les petites entreprises* [23 février 1956] (p. 474); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AGRICULTURE, Titres III et IV : *Exemptions fiscales accordées aux coopératives agricoles* [1^{er} décembre 1956] (p. 5394); *Ses explications de vote sur les questions de confiance : insuffisance du budget des Anciens combattants* [10 décembre 1956] (p. 5802); — des conclusions d'un rapport concernant le reversement au Trésor et blocage d'une partie de l'indemnité législative : *Son amendement (publication du nom des députés renonçant à la majoration de l'indemnité parlementaire)* [27 décembre 1957] (p. 5612). = S'excuse de son absence [18 février 1958] (p. 834), [7 mars 1958] (p. 1302). = Obtient des congés [18 février 1958] (p. 834), [7 mars 1958] (p. 1302).

MONTALAT (M. Jean), Député de la Corrèze (S.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 172). = Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161) (1); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre de la Commission de l'intérieur [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu : Secrétaire de la Commission de la défense nationale [10 février 1952] (p. 254); Vice-Président de cette Commission [2 juillet 1957] (p. 3161), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 7 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 896) autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes

mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire, n° 1043. — Le 14 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le déroulement de carrière par transformation d'emplois du corps des inspecteurs de police de la sûreté nationale, n° 1190. — Le 1^{er} juin 1956, une proposition de loi relative à l'attribution d'une indemnité de fonctions techniques aux techniciens d'études et de fabrications de la défense nationale, n° 2023. — Le 1^{er} juin 1956, une proposition de loi relative à la pension de retraite des ouvriers de la défense nationale, devenus techniciens d'études et de fabrications, n° 2024. — Le 25 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 2603) accordant l'autorisation prévue par la loi du 15 janvier 1913 pour l'établissement d'une usine marémotrice dans l'estuaire de la Rance, n° 2648. — Le 26 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 2775) relatif à la situation de certaines catégories de fonctionnaires français des cadres de l'Indochine, n° 3068. — Le 15 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que la création d'une Commission internationale d'enquête sur les crimes contre l'humanité soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Organisation des Nations unies, n° 3255. — Le 20 novembre 1956, une proposition de loi portant amnistie en faveur des rappelés, n° 3278. — Le 27 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les parités internes rompues au préjudice des inspecteurs de police et à doter les services actifs de la sûreté nationale et de la Préfecture de police d'une structure identique, n° 4677. — Le 28 mars 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3769) concernant M. Bouyer, n° 4717. — Le 4 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Alduy et plusieurs de ses collègues (n° 4214) tendant à inviter le Gouvernement à dispenser les militaires maintenus au-delà de la durée légale ou rappelés sous les drapeaux pour servir en Afrique du Nord, de la déclaration, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, des soldes et

(1) Démissionnaire [3 février 1956] (p. 294).

indemnités qu'ils ont perçues pendant la durée de leur séjour hors de la métropole ; 2° de M. Georges Juliard et plusieurs de ses collègues (n° 4692) tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les rappelés en Afrique du Nord de tous impôts sur leurs soldes et indemnités perçues à ce titre, n° 4777. — Le 12 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exempter de service en Tunisie et au Maroc les appelés exempts de service en Algérie, n° 5893. — Le 12 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la solde A. D. L. à tous les militaires mariés ayant terminé leur service légal, affectés en métropole et aux F.F.A., n° 5894. — Le 12 novembre 1957, une proposition de loi tendant à permettre aux sous-officiers des armes de demeurer en activité jusqu'à l'âge de 46 ans, n° 5895. — Le 3 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réunir régulièrement tous les trois mois la Commission paritaire instituée par l'arrêté du 6 janvier 1950, n° 6054. — Le 3 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 6054) de M. Montalat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réunir régulièrement tous les trois mois la Commission paritaire instituée par l'arrêté du 6 janvier 1950, n° 6055. — Le 19 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'intégrer les non-officiers recrutés avant 1948 et retraités, dans les échelles de solde qui auraient dû leur être accordées depuis le 1^{er} janvier 1948, n° 6199. — Le 22 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 5895) de M. Montalat et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux sous-officiers des armes de demeurer en activité jusqu'à l'âge de 46 ans, n° 6381. — Le 22 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à hâter l'application aux personnels militaires des dispositions des lois n° 48-1251 du 6 août 1948 et n° 51-1124 du 26 septembre 1951, relatives au statut des déportés et internés de la Résistance et aux bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la

Résistance, n° 6382. — Le 27 février 1958, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 4677) de M. Montalat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les parités internes rompues au préjudice des inspecteurs de police et à doter les services actifs de la sûreté nationale et de la Préfecture de police d'une structure identique, n° 6739. — Le 13 mai 1958, un deuxième rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 197) de M. Dorey tendant à la réintégration dans leur cadre d'origine des secrétaires et inspecteurs de police d'Etat dégages des cadres le 1^{er} mai 1948 en application de la loi du 3 septembre 1947 dont le reclassement a été réalisé en qualité de gardiens de la paix, en application de la circulaire n° 314 du 30 juin 1948, n° 7136.

Interventions :

Son rapport au nom du 2^e bureau sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime [20 janvier 1956] (p. 50). Son rapport supplémentaire sur les mêmes opérations électorales (deux derniers sièges) [27 janvier 1956] (p. 120). Son troisième rapport supplémentaire sur les mêmes opérations électorales (5^e siège) [2 février 1956] (p. 182). Son quatrième rapport supplémentaire sur les mêmes opérations électorales (6^e siège) [2 février 1956] (p. 183). — Prend part à la discussion des conclusions de son quatrième rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (6^e siège) : *Apparemment conclu entre les listes de l'U. D. C. A.* [7 février 1956] (p. 220, 221). — Pose à M. le Ministre des Affaires économiques et financières une question orale relative à l'exclusion de la Corrèze des départements classés « zones critiques » [2 mars 1956] (p. 634). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, en qualité de *Rapporteur* : *Liens indissolubles unissant la France et l'Algérie ; accession des musulmans à la fonction publique ; réforme administrative ; rôle joué par certains Etats arabes dans la révolte algérienne ; réserve du M.R.P. au sujet de la réforme de l'organisation territoriale des régions sahariennes ; durée des pouvoirs spéciaux ; création en Algérie d'une communauté franco-musulmane* [8 mars 1956]

(p. 746, 747, 748). — Est entendu sur le report d'une de ses questions orales [16 mars 1956] (p. 1013). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question orale sur les mesures d'exemption de service en Afrique du Nord [20 avril 1956] (p. 1423). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits; 2° création de ressources nouvelles; 3° ratification de décrets; SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 34-51 : *Son amendement indicatif (Soldes de la gendarmerie)* [25 juillet 1956] (p. 3607); *le retire* (p. 3608); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 53-74 : *Son amendement indicatif (Salaires des ouvriers de l'Etat et des arsenaux; statut des techniciens et agents de maîtrise)* [26 juillet 1956] (p. 3653); *le retire* (p. 3655); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs; Art. 26 : *Son amendement supprimant l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en cas d'urgence provoquée par des travaux de défense* [19 novembre 1956] (p. 4879); en deuxième lecture; Art. 26 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture (Refonte des textes relatifs à l'expropriation)* [14 mai 1957] (p. 2357); *le retire* (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 21, Etats I et J, DÉPENSES MILITAIRES, Section commune : *Situation des ouvriers des arsenaux; non-application du décret du 22 mai 1951; attribution d'une prime spéciale aux techniciens* [6 décembre 1956] (p. 5604). — Pose : à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale relative à l'accueil des réfugiés hongrois [21 décembre 1956] (p. 6200, 6201); — à M. le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce une question orale relative aux départements bénéficiaires de la distribution du gaz de Lacq et les prix de cession et les travaux effectués dans la région parisienne pour y amener ce gaz [21 juin 1957] (p. 2851, 2852). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958; deuxième partie, Crédits militaires : *Importance de l'armement atomique; travaux du Commissariat général à l'énergie atomique; état de la production atomique française; fabrication insuffisante du plutonium; possibilités de fabriquer de l'uranium; faible place de la France dans le domaine des matières fissiles; possibilité de réaliser une explosion atomique; répartition des tâches entre le Commissariat à*

l'énergie atomique et l'armée [27 février 1958] (p. 1096, 1097). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères une question orale sur les vols commis à la base américaine de Nouaccour (Maroc) [28 février 1958] (p. 1138).

MONTEIL (M. André), Député du Finistère (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [3 décembre 1957] (p. 5132).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à l'incorporation d'une partie de l'indemnité de vivres pour le calcul des pensions d'ancienneté du personnel non officier du corps des équipages de la flotte, n° 204. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à la création d'un ordre du mérite militaire, n° 208. — Le 27 janvier 1956, une proposition de loi relative aux taxes d'usage des installations d'outillage concédé dans les ports de pêche, n° 227. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie en matière de pensions, n° 388. — Le 17 février 1956, un rapport fait, au cours de la deuxième législature, au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 3084) de M. Pierre Ferri tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, n° 599. — Le 24 février 1956, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 227) de MM. André Monteil et Moisan relative aux taxes d'usage des installations d'outillage concédé dans les ports de pêche, n° 777. — Le 22 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur la

proposition de loi de M. Pierre Ferri tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, n° 1358. — Le 27 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 1449) portant création et statut du corps des magistrats militaires, du cadre des officiers greffiers et des cadres des sous-officiers commis greffiers et des sous-officiers huissiers appariteurs du service de la justice militaire des forces armées, n° 2369. — Le 5 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, n° 2907. — Le 19 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 2141) relatif à la présidence des tribunaux aux armées stationnés en Allemagne et du tribunal de cassation aux armées, n° 3010. — Le 19 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 2140) modifiant et complétant l'article 66 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 de la loi du 13 janvier 1938 portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de mer, n° 3011. — Le 31 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 2437) modifiant certains articles des Codes de justice militaire pour l'armée de terre et l'armée de mer, n° 3012. — Le 27 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, relatif à la présidence des tribunaux aux armées stationnés en Allemagne et du tribunal de cassation aux armées, n° 4326. — Le 27 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, modifiant l'article 66 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, n° 4327. — Le 27 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 22 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Badie tendant au reclassement dans leur grade de lieutenant des sous-officiers de carrière promus sous-lieutenants à titre temporaire pendant la campagne de guerre

1939-1940, puis lieutenants, à titre temporaire, durant la captivité en Allemagne et mis à la retraite comme aspirants ou sous-lieutenants après trois ans de service, en application de l'acte dit loi du 22 août 1940, n° 4328. — Le 27 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont tendant à permettre de conférer l'honorariat au grade supérieur pour certains officiers de réserve et assimilés ; 2° de M. Frugier tendant à promouvoir dans le grade supérieur à titre honorifique, les officiers de réserve combattants des deux guerres et rayés des cadres par suite de la limite d'âge après 1940 ; II. la proposition de loi (n° 2791) de M. Henneguelle et plusieurs de ses collègues tendant à la promotion de certains officiers de réserve à un grade supérieur dans l'honorariat à celui qu'ils détenaient lors de leur radiation des cadres, n° 4329. — Le 27 février 1957, un rapport sur la proposition de loi (n° 2713) de M. Quinson tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 55-1034 du 4 août 1955 relative à certaines dispositions de la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres de réserve de l'armée de terre, n° 4330. — Le 13 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 1057) de M. de Léotard tendant à la promotion de certains officiers de réserve au grade supérieur au moment de leur radiation des cadres, n° 4493. — Le 13 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le rapport fait au cours de la précédente législature, repris le 17 février 1956, sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier transitoirement les conditions d'avancement d'un certain nombre d'officiers de réserve et assimilés, n° 4494. — Le 14 novembre 1957, une proposition de loi tendant à atténuer le régime fiscal applicable à un certain nombre de boissons non alcoolisées en vue d'en faire baisser les prix et, par conséquent, d'en augmenter la vente et de concourir ainsi à la lutte anti-alcoolique, n° 5901. — Le 24 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions réglementaires en vue de rétablir dans leurs droits les non-officiers, sous-lieutenants et lieutenants retraités, n° 6413. — Le 18 février 1958, un avis au nom de la Commis-

sion de la défense nationale sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) (Dispositions concernant les dépenses militaires), Section Marine, n° 6626. — Le 5 mars 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'article 197 du Code général des impôts fixant les taux applicables aux différentes tranches de revenu pour le calcul de la surtaxe progressive et à porter à 260.000 francs le montant de l'abattement à la base pour chaque part de revenu, n° 6804. —

Interventions :

Son rapport au nom du 8^e bureau sur les opérations électorales du département de la Sarthe [19 janvier 1956] (p. 33). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales; Article unique : *Amendement de M. Coutant (Réduction d'un tiers des taux d'abattement)* [6 mars 1956] (p. 694); *Ses explications de vote, suppression totale des abattements de zone* (p. 700); — d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Electrification des régions bretonnes* [13 mars 1956] (p. 905). — Dépose une demande d'interpellation sur les effets, dans l'immédiat, du protocole franco-tunisien du 20 mars pour notre système de défense en Tunisie et spécialement pour l'avenir de la base aéronavale de Bizerte [23 mars 1956] (p. 1226); la développe : *Contradiction entre la ferme politique menée en Algérie et la politique de conciliation menée en Tunisie et au Maroc; abrogation du traité du Bardo avant la définition des lignes d'interdépendance; Conditions qui ont entouré la négociation du protocole du 20 mars; Non-consultation de nos chefs militaires; futur statut de la base de Bizerte; Politique de M. Bourguiba; Convention diplomatique franco-chérifienne; Rapports de la France avec l'Islam; Danger d'une éviction progressive de la France par le biais de l'O. T. A. N.; Répression des atteintes contre l'unité nationale* [31 mai 1956] (p. 2155 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, en qualité de *Rapporteur* : *Nécessité de modifier les textes antérieurs, rajeunissement des cadres des réserves, période d'instruction, promotion de grade* [15 mai 1956]

(p. 1855, 1856); Art. 23 : *Amendement de M. Montel tendant à promouvoir au grade de lieutenant les sous-lieutenants de réserve lorsqu'ils comptent deux années effectives d'ancienneté dans leur grade* (p. 1859); Art. 24 : *Son amendement tendant à accorder une majoration d'ancienneté aux lieutenants de réserve ayant souscrit un engagement spécial d'entraînement volontaire dans les réserves ou ayant participé à l'instruction des officiers et des sous-officiers de réserve* (p. 1859); Art. 36 : *Amendement de M. Villon tendant à supprimer dans le deuxième alinéa les mots « révoqué d'un emploi civil »* (p. 1861); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* [30 octobre 1956] (p. 4379) : *Indemnité de déplacement accordée aux officiers de réserve* (p. 4380); Art. 31 : *Droit au maintien dans les cadres des officiers de réserve remplissant les conditions d'aptitude physique et technique (Appel au Conseil de la République)* (p. 4384); Art. 39 : *Amendement de M. Marguerite tendant à remplacer dans le dernier alinéa de cet article les mots « de leur temps de service exigé par la loi de recrutement » par les mots « du temps de service »* (p. 4385); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A (III. MARINE MARCHANDE): Chap. 31-01 : *Ses observations sur la construction du paquebot de l'Atlantique Nord* [13 juin 1956] (p. 2552); ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-62 : *Augmentation des crédits alloués aux bibliothèques municipales* [15 juin 1956] (p. 2659); Chap. 66-60 : *Taux des subventions pour la construction de bibliothèques municipales* (p. 2672); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets : SECTION MARINE, Etat A, Chap. 34-71 : *Emploi des croiseurs Georges-Leygues et Montcalm dans les opérations d'Algérie* [26 juillet 1956] (p. 3663); SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, Etat C, Chap. 34-41 : *Cession au Viet-Nam de l'arsenal de Saïgon* (p. 3667); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs; Art. 3 *ter* : *Amendement de M. Manceau tendant à abroger l'article 216 du Code de l'urbanisme et l'arrêté du 8 août 1956 fixant le prix des loyers des H. L. M. et à appliquer ceux-ci au*

taux du 1^{er} juillet 1956 [19 novembre 1956] (p. 4809); Amendement de M. Pflimlin tendant à assortir le prix-plafond des constructions destiné à l'accession à la propriété d'un coefficient géographique (p. 4811); Art. 7 : Demande de disjonction présentée par M. Boisdé (Autorisation préalable) (p. 4822, 4823); Son sous-amendement supprimant, dans l'amendement de M. Courant, les mots « prévus comme prioritaires dans le cadre des plans de modernisation et d'équipement » (p. 4826); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 14, Etat C, ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : Sort des professeurs français expulsés d'Égypte (Accueil, rémunération, affectation) [27 novembre 1956] (p. 5169, 5170); Art. 15, Etat D, ÉDUCATION NATIONALE : Importance des reports de crédits de paiement; Fixation du prix-plafond des constructions scolaires [3 décembre 1956] (p. 5460, 5461); Art. 15, Etat D, INTÉRIEUR : Inscription nécessaire au budget de la Présidence du Conseil de la subvention destinée au bureau industriel africain [4 décembre 1956] (p. 5515); Exploitation des ressources pétrolières du Sahara (p. 5516, 5517); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Utilisation des crédits destinés à l'équipement hospitalier, augmentation nécessaire des subventions en cas de dépassement des prix de construction (p. 5535); Motion de M. Montel tendant à renvoyer au lendemain la discussion des dépenses militaires [5 décembre 1956] (p. 5568); Art. 21 : Etats I et J, DÉPENSES MILITAIRES, SECTION COMMUNE : Inefficacité de l'appareil militaire; Retards dans les fabrications; Arrêt de l'aide extérieure [6 décembre 1956] (p. 5598); Défense aérienne du territoire; Collaboration de l'industrie civile aux fabrications de guerre; Insuffisance des crédits alloués à la marine; Dispersion des recherches en matière d'engins téléguidés; Réorganisation nécessaire de l'O. T. A. N.; Tentative de l'U.R.S.S. de tourner l'Europe par le sud (p. 5589); Atteintes portées à l'organisation atlantique par la politique des Etats-Unis; Nécessité de faire l'Europe (p. 5590); Importance de l'Euratom pour la production d'engins nucléaires; Création nécessaire d'un corps d'intervention autonome; Problème de l'action psychologique (p. 5591); SECTION MARINE : Son rappel au Règlement (Suspension de la séance) (p. 5634); — du projet de loi créant une organisation commune des régions saha-

riennes; Art. 5 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Hénault prévoyant que le délégué général représente le G. R. dans les zones sahariennes [14 décembre 1956] (p. 5989, 5991); Art. 6 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Hénault tendant à supprimer les dispositions prévoyant les modalités de désignation des représentants de l'Assemblée Nationale à la commission de contrôle de l'O. C. (p. 5994); Art. 7 : Sous-amendement de M. Gaillard (porter à 16 le nombre des membres du conseil de direction, laisser la liberté de choisir ceux-ci au Gouvernement) (p. 5999); Art. 10 : Amendement de M. Hénault tendant à supprimer les dispositions prévoyant que le délégué général prononce les affectations à tous les emplois civils à l'intérieur du périmètre saharien défini à l'article 2 (p. 6014); Son amendement prévoyant que le délégué général prononce les affectations à tous les emplois civils relevant de sa compétence (p. 6015); Art. 11 : Amendement de M. Mamadou Dia tendant à supprimer cet article (Dispositions relatives à la défense et au maintien de l'ordre) (p. 6018); — du projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : Opinion du général Ailleret sur l'Euratom [3 juillet 1957] (p. 3190); — des projets de loi relatifs aux institutions de l'Algérie : Ses explications de vote sur la question de confiance : Distinction qu'il convient d'opérer entre le coût des dépenses militaires et le coût des dépenses sociales et économiques en Algérie, articles de la revue The Banker relatifs à d'éventuels nouveaux forages dans la zone pétrolière sterling ou dans la zone pétrolière dollar du Sahara, évaluation de la perte de l'Algérie pour l'économie nationale, livraison d'armes à la Tunisie par l'Angleterre et possibilité de retirer un des régiments mis à la disposition du général Nordstadt pour le transférer à la frontière algéro-tunisienne [29 novembre 1957] (p. 5053 à 5055); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958; Deuxième partie, CRÉDITS MILITAIRES, SECTION MARINE, en qualité de Rapporteur pour avis : Insuffisance du pourcentage des crédits de la Marine dans le budget de la Défense nationale, réduction considérable des crédits entraînant une réduction de notre potentiel naval, faible taux des dépenses d'investissements, conséquences de la réduction des autorisations de programme (impossibilité d'armer les porte-avions Clemenceau et Foch), suppression totale

de la tranche navale, abandon du projet de construction d'un troisième porte-avions, nécessité d'opérer un prélèvement sur les stocks de mazout et de gas-oil [26 février 1958] (p. 1065, 1066) ; Situation tragique de l'aéronavale (p. 1066) ; Demande des précisions sur l'utilisation de la base de Mers-el-Kébir, craint un effacement progressif de la présence française sur les mers et outre-mer avec un tel budget de rupture (p. 1066, 1067), nécessité d'une marine vivante et puissante, rôle de la marine en Algérie et dans l'opération de Suez, nécessité d'une loi-programme de fabrication, maintien des autorisations de programme, illégalité de leur annulation par décret, crainte d'une politique de renoncement de la France à la puissance navale, prétendue spécialisation des tâches au sein de l'O. T. A. N., hommage rendu à la marine, à l'aéronavale et aux fusiliers-marins (p. 1067, 1068) ; Ses explications de vote sur la question de confiance : liaison entre la défense de la monnaie et la défense nationale, priorité conférée à l'Algérie, présentation actuelle du budget militaire, licenciement dans l'industrie sidérurgique et les arsenaux, création de nouveaux emplois de sous-directeurs ou de généraux du corps de santé des forces armées, rétablissement de la paix en Algérie [7 mars 1958] (p. 1309, 1310, 1311). = S'excuse de son absence [22 mars 1956] (p. 1188), [12 juin 1957] (p. 2682). = Obtient des congés [22 mars 1956] (p. 1188), [12 juin 1957] (p. 2682).

MONTEL (M. Eugène), Député de la Haute-Garonne (S.).

Son élection est validée [16 février 1956] (p. 331). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) (1) ; de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Président de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [18 octobre 1957] (p. 4536). — Est désigné par la Commission de la production industrielle et de l'énergie pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles et des sociétés

d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [12 novembre 1957] (p. 4740). — Est nommé : membre de la Haute Commission de l'organisation commune des régions sahariennes [17 juillet 1957] (p. 3696) ; juge suppléant de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798) ; à nouveau à ce poste (faute d'avoir prêté serment dans les délais requis) [20 juin 1956] (p. 2772).

Dépôts :

Le 26 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir le Parlement d'une attribution de crédits destinés à réparer les graves dommages causés aux ouvrages, aux biens et, en particulier, aux cultures et aux terres, par les orages successifs qui ont détruit les récoltes et endommagé les immeubles dans diverses parties de la France, **n° 5259**. — Le 26 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une Caisse nationale de secours en faveur des victimes des calamités agricoles, **n° 5260**.

MONTEL (M. Pierre), Député du Rhône (1^{re} circonscription) (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Président de la Commission de la défense nationale [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux militaires de carrière dégagés des cadres depuis 1940 la réparation du préjudice moral et matériel qu'ils ont subi, **n° 121**. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à reviser les pensions des militaires et marins non officiers retraités avant le 1^{er} janvier 1948 et celles de leurs ayants cause, sur la base des soldes de la gendarmerie et de la garde républicaine, **n° 122**. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 55, paragraphe C, alinéa 2, du Code des pensions civiles et militaires, relatif à la

(1) Démissionnaire [3 décembre 1957] (p. 5102).

pension de réversion des veuves de retraités, n° 123. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi relative aux conditions de dégage-ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 124. — Le 2 février 1956, une proposition de loi tendant à réviser les pensions des militaires des réserves, rappelés à l'activité en temps de paix, n° 261. — Le 1^{er} août 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures les plus énergiques devant la situation créée par le coup de force accompli sur le canal de Suez, n° 2764. — Le 19 mars 1957, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 2 décembre 1945 relative à la nationalisation des quatre grandes Banques de dépôt, n° 4569. — Le 27 mars 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 20 mars 1951 sur la composition du Conseil Economique, n° 4691. — Le 2 avril 1957, une proposition de loi tendant à modifier certains articles de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n° 4727.

Interventions :

Est entendu pour une demande de suspension de séance lors de la nomination du Président de l'Assemblée Nationale [24 janvier 1956] (p. 64) — En sa qualité de *Président de la Commission de la défense nationale* : demande des pouvoirs d'enquête [16 février 1956] (p. 331). — Prend part à la discussion d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés, Art. 1^{er} : *Son amendement (Prélèvement sur les sommes dues au titre de la taxe d'apprentissage du montant des congés payés aux apprentis)* [23 février 1956] (p. 461). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Scandale de la manifestation de la Mutualité au cours de laquelle le drapeau fellagha fut acclamé* [24 février 1956] (p. 491, 492). — Dépose une demande d'interpellation sur la scandaleuse manifestation de la Mutualité en faveur des fellagha [28 février 1956] (p. 540) ; fixation de la date : *Demande l'ouverture d'une enquête, sanctions à envisager* [29 février 1956] (p. 572, 573, 577). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Manque d'énergie du discours de M. Lacoste ; enquête sur la manifestation de la Mutualité, lutte contre les campagnes de presse et de défaitisme*

(Témoignage chrétien), *les demandes de renforts* [8 mars 1956] (p. 764, 765, 766) ; *Ses explications de vote* [12 mars 1956] (p. 858). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sur la propagande antifrançaise de certains étudiants étrangers [20 avril 1956] (p. 1422). — Prend part à la discussion des conclusions des deuxième et troisième rapports supplémentaires du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Manche : *Apparetement des listes radicales-socialistes et U.D.S.R. dans le département du Rhône* [25 avril 1956] (p. 1530). — Dépose une demande d'interpellation sur l'odieuse propagande du journal *L'Humanité* [9 mai 1956] (p. 1814) ; la développe : *Hypothèques qui pèsent sur le Gouvernement ; attitude de l'U.R.S.S. ; trafic d'armes à la frontière algéro-marocaine ; ratification des accords franco-marocain et franco-tunisien* [2 juin 1956] (p. 2254) ; *Répression des campagnes communistes ; participation de certains maires à ces campagnes ; attitude de certains journalistes, notamment Roger Stéphane et Gilles Martinet ; protection qui leur serait accordée par certaines personnalités politiques* (p. 2255) ; *refus de choisir entre la violence et la faiblesse* (p. 2256). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi fixant le statut des officiers de réserve de l'armée de terre : *Situation financière des officiers de réserve rappelés* [15 mai 1956] (p. 1858) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à promouvoir au grade de lieutenant les sous-lieutenants de réserve lorsqu'ils comptent deux années effectives d'ancienneté dans leur grade* (p. 1859). — Pose à M. le Ministre des Affaires économiques et financières une question orale relative au régime de retraites de certains cadres [18 mai 1956] (p. 1929). — Dépose une demande d'interpellation sur la suite que le Gouvernement entend donner aux négociations franco-tunisiennes après les inadmissibles déclarations de Bourguiba à la veille de son voyage à Paris [26 juin 1956] (p. 3036). — Prend part à la discussion des interpellations sur l'Euratom : *Demande que soit entendu M. le Ministre de la Défense nationale* [6 juillet 1956] (p. 3313) ; *Son rappel au Règlement (Organisation des débats)* [10 juillet 1956] (p. 3332). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [12 juillet 1956] (p. 3405). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux conditions de reclassement des fonctionnaires

et agents français des administrations des services publics du Maroc, Art. 1^{er} [12 juillet 1956] (p. 3417); — d'un projet de loi portant création et statut du corps des magistrats militaires, en qualité de *Rapporteur suppléant* [12 juillet 1956] (p. 3434); Art. 3 : *Amendement de M. Tixier-Vignancour fixant à 64 ans la limite d'âge du magistrat en général* (p. 3435); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 34-51 : *Fixation des limites d'âge pour les officiers de la gendarmerie nationale* [25 juillet 1956] (p. 3587); *Son rappel au Règlement* (p. 3588); Chap. 32-81 : *Amendement indicatif de M. Pranchère (Révocation d'ouvriers travaillant dans les établissements militaires de l'Etat et dans les établissements privés travaillant pour la défense nationale)* (p. 3605); Chap. 34-03 : *Amendement indicatif de M. Margueritte (Conduite de l'action psychologique en Afrique du Nord)* (p. 3607); Chap. 53-92 : *Amendement de M. Margueritte tendant à réduire le chiffre de 3 milliards demandé par le Gouvernement (Fabrication d'hélicoptères)* (p. 3609); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. Le Pen (Situation morale et matérielle des officiers et sous-officiers français servant dans les forces royales marocaines)* (p. 3614); Chap. 31-12 : *Date de libération des disponibles* [26 juillet 1956] (p. 3647); Etat F, Chap. 53-71 : *Fabrication du « Potez-75 »* (p. 3661); SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, Etat C, Chap. 34-41 : *Cession au Viet-Nam de l'arsenal de Saïgon* (p. 3667); Chap. 41-11 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à supprimer les crédits de ce chapitre (Avance à la Commission internationale de surveillance et de contrôle du cessez-le-feu en Indochine)* (p. 3668); *Article additionnel de M. Frédéric-Dupont tendant à reculer la limite d'âge des officiers de la gendarmerie nationale* (p. 3672); en deuxième lecture : *Ses explications de vote* [31 juillet 1956] (p. 3772). — Est entendu sur : la motion d'ordre de M. Lecourt (*Protestations contre le coup de force du colonel Nasser*) [31 juillet 1956] (p. 3766); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Affaire du canal de Suez*) [2 août 1956] (p. 3838). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouverne-

ment à prendre les mesures les plus énergiques devant la situation créée par le coup de force accompli sur le canal de Suez : *Analogie avec la politique menée par les Etats-Unis en Corée; attitude de l'Union soviétique; invitation lancée au colonel Nasser pour prendre part aux négociations* [2 août 1956] (p. 3843). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des propositions tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public*) [5 octobre 1956] (p. 4032). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion des interpellations sur les événements de Hongrie [7 novembre 1956] (p. 4508). — Prend part à la discussion : des propositions de la Conférence des Présidents (*Organisation du débat sur la construction*) [16 novembre 1956] (p. 4768); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Son rappel au Règlement; rôle prépondérant accordé à la Commission des finances dans la nouvelle procédure budgétaire* [20 novembre 1956] (p. 4941, 4942); *Sa motion tendant à renvoyer au lendemain la discussion des dépenses militaires* [5 décembre 1956] (p. 5567); Art. 21, Etats I et J, DÉPENSES MILITAIRES, SECTION COMMUNE : *Observations sur la nouvelle procédure budgétaire* [6 décembre 1956] (p. 5584); *Réorganisation nécessaire de la défense nationale; importance des armes thermo-nucléaires et de la guerre psychologique; organisation de la défense en surface du territoire, répression de la trahison et du défaitisme; soutien apporté par le Maroc et la Tunisie aux rebelles algériens* (p. 5585); *attribution d'une prime de démobilisation aux soldats rappelés ou maintenus sous les drapeaux* (p. 5597); *situation des ouvriers et techniciens des établissements militaires, application du décret du 22 mai 1951* (p. 5602); Titre III : *Amendement de M. Robert Manceau tendant à réduire de 10 milliards le crédit inscrit à ce titre (Retour au service militaire de dix-huit mois)* (p. 5604); Etat J, titre V : *Amendement de M. Margueritte tendant à réduire de 2 milliards le montant des autorisations de programme (Reconstruction de l'école de Saint-Cyr)* (p. 5625, 5626); FRANCE D'OUTRE-MER : *Fusion éventuelle du budget militaire de la France d'outre-mer avec celui de la Défense nationale; nécessité de conserver les traditions de l'armée coloniale* (p. 5639); — sur le procès-verbal de la deuxième séance du 22 novembre 1956 (*Rectification de vote sur la ratification*

du traité franco-libyen) [26 novembre 1956] (p. 5070); — du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes : *Optimisme excessif de certains projets; nécessité d'un support politique pour l'O.C.* [13 décembre 1956] (p. 5952); après l'article 3 : *article additionnel de M. Pleven tendant à affecter aux communautés sahariennes une partie des redevances perçues à l'occasion de l'exploitation des ressources minières et pétrolières* [14 décembre 1956] (p. 5986); Art. 4 : *Amendement de M. Gaillard prévoyant que les décrets d'application seront pris sur rapport du Président du Conseil ou du Ministre délégué* (p. 5987); Art. 5 : *Sous-amendement de M. Monteil prévoyant que le délégué général représente le G.R. dans les zones sahariennes* (p. 5990); Art. 7 : *Sous-amendement de M. Auban (Prévoir au Comité de direction un représentant du Ministre de la Défense nationale distinct de l'officier général désigné à l'article II)* (p. 5998); Art. 10 : *Amendement de M. Monteil prévoyant que le délégué général prononce les affectations à tous les emplois civils relevant de sa compétence* (p. 6015); Art. 11 : *Amendement de M. Mamadou Dia tendant à supprimer cet article (Dispositions relatives à la défense et au maintien de l'ordre)* (p. 6017); *Demande de disjonction de M. Teitgen (Autorisation donnée au Gouvernement de passer des conventions avec les Etats limitrophes qui accepteraient les objectifs de l'O.C.)* (p. 6021); *Ses explications de vote* (p. 6023); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : *Ses observations sur l'attitude du Gouvernement concernant l'enlèvement du capitaine Moureau, les conditions du « cessez-le-feu », l'organisation des élections (délai, mode de scrutin), la répression de la trahison* [21 mars 1957] (p. 1774); *L'ordre du jour du groupe progressiste (Droit à l'indépendance de l'Algérie)* [27 mars 1957] (p. 1904); — d'un projet de loi relatif aux obsèques nationales de M. E. Herriot, Président d'honneur de l'Assemblée Nationale [27 mars 1957] (p. 1905); — d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle des membres de l'Assemblée Nationale, en deuxième lecture : *Situation en cas de scission d'un parti* [9 avril 1957] (p. 2104, 2105). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences du vote intervenu au congrès de Wagram en présence des Ministres radicaux en

fonction exigeant une modification décisive de la politique algérienne et sur les répercussions de semblable défaut de solidarité gouvernementale [14 mai 1957] (p. 2339). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Explications de vote sur la question de confiance* [21 mai 1957] (p. 2593); — d'un projet de loi portant assainissement économique et financier : *Explications de vote sur la question de confiance : Son rappel au Règlement; intervention de M. Henu, membre du groupe du Président du Conseil* [24 juin 1957] (p. 2906); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Construction d'une usine de séparation des isotopes* [3 juillet 1957] (p. 3190); *Les garanties sur le secret de la défense nationale* [4 juillet 1957] (p. 3247); *Nécessité d'établir des comparaisons d'industrie à industrie* [5 juillet 1957] (p. 3300, 3302); — d'une proposition de loi concernant la validation des services de personnels des établissements de la défense nationale : *Sa demande de parution d'un décret sur la question dans un délai de deux mois* [16 juillet 1957] (p. 3637); — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *Motion préjudicielle de M. Damasio tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce que le Gouvernement ait rendu compte des démarches entreprises pour obtenir la vérité sur le sort du capitaine Moureau* [16 juillet 1957] (p. 3648); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Trémollet de Villers prévoyant la place de l'Algérie dans la communauté française, la situation particulière de l'Algérie, la participation de tous les citoyens habitant l'Algérie à la souveraineté française* [27 septembre 1957] (p. 4416); *Son amendement tendant à substituer aux mots « telle qu'elle est définie par la présente loi », les mots « telle qu'elle est limitée par la présente loi »* (p. 4417); *moyens d'éviter que des compétences expressément réservées ne soient pas respectées (exemples de la Tunisie et du Maroc)* (ibid.); Art. 3 : *Obligations des Musulmans en matière de droit civil, statut de la femme d'Algérie* (p. 4419); *Ses explications de vote sur*

la question de confiance : Rôle du parti communiste dans l'action du terrorisme en Algérie [30 septembre 1957] (p. 4461); — sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Ministère des paradoxes, différences entre le programme proposé et celui des experts, contradictions entre la composition du Ministère et la politique d'austérité préconisée, menaces pesant sur le pouvoir d'achat, maintien de projets coûteux, imprécisions des intentions du Président sur la réforme électorale et sur le règlement du droit de grève dans les services publics, répartition des portefeuilles* [28 octobre 1957] (p. 4592, 4593); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Dépassement et non-respect des engagements relatifs aux économies* [14 novembre 1957] (p. 4777); *Les difficultés rencontrées pour l'approbation des plans concernant les constructions scolaires* [15 novembre 1957] (p. 4847); — du projet de loi sur les institutions de l'Algérie : *Attitude de certains étudiants étrangers* [27 novembre 1957] (p. 4991); *Dépêches de l'Agence Reuter relatives à l'organisation des élections en Algérie sous contrôle international* (p. 4994, 4995); *Demande, dans le cas où le Gouvernement serait amené à poser la question de confiance pour l'adoption du projet de loi électoral, que les deux votes sur la confiance interviennent le vendredi* (p. 4999, 5000); en deuxième lecture, Art. 17 : *Amendement de M. Tixier-Vignancour (Obligation pour les rebelles de livrer à l'autorité militaire française la totalité de leurs armes en cas de « cessez-le-feu »)* [28 janvier 1958] (p. 318, 319); *Ses explications de vote* (p. 319); — d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets [11 décembre 1957] (p. 5295); *Présentation des documents budgétaires* (p. 5297, 5298); *économies fictives réalisées sur l'entraînement des pilotes* (p. 5299); *dépenses militaires* [12 décembre 1957] (p. 5322); — du procès-verbal de la séance précédente : *Tour de parole des Rapporteurs pour avis du projet de loi de finances* [18 décembre 1957] (p. 5462, 5463); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Réductions systématiques des budgets militaires* [18 décembre 1957] (p. 5465); deuxième partie, CRÉDITS MILITAIRES, SECTION AIR : *Réduction réelle de 103 milliards, possibilité du vote ultérieur d'un collectif sous réserve de l'accord du Ministre des Finances* [26 février

1958] (p. 1046, 1047); *Coût élevé du transfert d'hommes de l'armée de l'air à l'armée de terre* (p. 1050); *insuffisance des heures de vol d'entraînement* (p. 1051); SECTION GUERRE : *Organisation de la défense en surface du territoire* (p. 1053); *attribution suffisante de munitions et d'essence aux troupes d'Algérie* (p. 1055); *situation difficile des officiers français servant dans l'armée marocaine* (p. 1059); SECTION MARINE : *Solidarité entre les différentes armées, mesures à prendre pour parer aux conséquences de l'absence de la tranche navale* (p. 1066, 1067); ESSENCES ET POUDRES [27 février 1958] (p. 1095); SECTION COMMUNE : *Liaison de la politique en matière de défense nationale avec la politique étrangère* (p. 1101); *soi-disant témoignages relatifs aux tortures exercées en Algérie* (p. 1121); *prochaine réunion de la Commission de la défense nationale pour l'étude de la lettre rectificative* [5 mars 1958] (p. 1234, 1235); *Ses explications de vote sur la question de confiance : Effectifs, armes, munitions et matériel nécessaires à l'armée d'Algérie, problème des élections en Algérie, surveillance de la frontière algéro-tunisienne, regroupement de nos troupes en Tunisie, Bizerte, aérodromes français en Tunisie* [7 mars 1958] (p. 1308, 1309); en deuxième lecture : *Maintien du potentiel des fabrications de l'aéronautique* [25 mars 1958] (p. 1926); Art. 35 bis : *Amendement de M. Villon (Plan de réorganisation des établissements d'Etat d'armement)* (p. 1930); *Ses explications de vote : Insuffisance des crédits* (p. 1931). — des propositions de la Conférence des Présidents : *Explications de vote sur la question de confiance : Prélèvement des crédits nécessaires aux anciens combattants sur les crédits destinés à la Tunisie* [16 janvier 1958] (p. 62); — d'interpellations relatives à la politique extérieure du Gouvernement : *Aide financière fournie à la Tunisie* [22 janvier 1958] (p. 190); — des propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité d'une réforme électorale* [24 janvier 1958] (p. 244); — sur la fixation de la date des interpellations relatives au tableau d'avancement des cadres de l'armée [4 février 1958] (p. 499, 500); *Impossibilité pour les généraux d'accepter des missions politiques* (p. 502, 506, 507); *Son rappel au Règlement (Séparation effective entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglementaire, possibilité pour les Commissions de présenter leur avis et leurs observations)* (p. 510); —

d'interpellations relatives au bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef : *Nécessité de replacer l'affaire de Sakiet-Sidi-Youssef dans son contexte, décision politique gouvernementale de fermeté à l'égard du gouvernement tunisien* [11 février 1958] (p. 666, 667) ; *Indemnisation des victimes de Sakiet par la France et indemnisation par la Tunisie des pertes causées aux Français d'Algérie et de Tunisie* (p. 680, 681). — Pose à M. le Président du Conseil une question orale relative à la présence de hauts fonctionnaires au départ de l'ambassadeur de Tunisie à Paris (*Présence de MM. Ardant, Duhamel et Boris, citation du livre de M. Djilas «La nouvelle classe»*) [19 février 1958] (p. 874, 875, 876). — Prend part à la discussion : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Dides sur le profond malaise qui règne dans les différents services de la police en France après les attentats dont furent victimes les fonctionnaires de la Préfecture de Police et de la Sûreté nationale : *Demande un scrutin* [25 février 1958] (p. 1010). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de la Tunisie et sur la suite à donner à la procédure des bons offices [15 avril 1958] (p. 2136) ; prend part à la discussion sur la fixation de la date de cette interpellation : *Ses observations sur son rapport à la suite d'un voyage effectué à la frontière franco-tunisienne, l'importance du trafic rebelle à partir de la Tunisie, le chantage exercé par Bourguiba, les conséquences graves d'un abandon des aérodromes et d'un départ des troupes françaises de Tunisie, la liaison éventuelle entre la pression américaine et les engagements financiers pris par la France, les craintes soulevées par l'envoi de la lettre du Président Eisenhower, la nécessité de mettre fin à la co-belligérance de la Tunisie* (p. 2141 à 2143). — Prend part à la discussion : sur la présentation du Gouvernement de M. Pierre Pflimlin : *Les propositions faites au titre des bons offices, définition de la politique de M. Pflimlin par rapport à celle de M. Bidault, attitude de M. Mendès-France, les crédits supplémentaires demandés pour l'Algérie, défense de la frontière algéro-tunisienne, exécution de trois soldats français en Tunisie par les fellagha, nécessité de constituer un Gouvernement de salut public ou de retourner devant les électeurs* [13 mai 1958] (p. 2264 à 2266) ; — sur les propositions de la Conférence des Pré-

sidents : *Différence entre la situation actuelle et celle du 6 février 1934, danger que ferait courir à la République un abandon* [14 mai 1958] (p. 2302) ; — d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Nécessité de faire confiance à l'armée à qui seront délégués les pouvoirs spéciaux* [20 mai 1958] (p. 2397) ; *Demande une suspension de séance* (p. 2406) ; *Sa motion préjudicielle (Hommage à l'armée, solidarité de l'Assemblée Nationale pour le maintien envers et contre tout de l'Algérie française)* (p. 2406). — S'excuse de son absence [9 octobre 1956] (p. 4054), [21 décembre 1956] (p. 6198), [19 décembre 1957] (p. 5502), [8 mars 1958] (p. 1342). — Obtient des congés [9 octobre 1956] (p. 4054), [21 décembre 1956] (p. 6198), [19 décembre 1957] (p. 5502), [8 mars 1958] (p. 1342).

MORA (M. Albert), Député des Basses-Pyrénées (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé : membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 8 mars 1956, une proposition de loi tendant à attribuer les tabacs d'hospice à tous les malades en traitement dans les établissements de cure, n° 1075. — Le 8 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter la circulaire ministérielle du 13 août 1955 et à attribuer un quart de vin par repas aux malades en traitement dans les établissements de cure, n° 1078. — Le 25 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de la S.N.C.F. pour deux voyages annuels à tous les tuberculeux hospitalisés depuis au moins six mois dans un établissement de cure de

quelque nature que ce soit, n° 2650. — Le 10 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 2650) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de la S.N.C.F. pour deux voyages annuels à tous les tuberculeux hospitalisés depuis au moins six mois dans un établissement de cure de quelque nature que ce soit, n° 4834. — Le 15 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours immédiats aux sinistrés de la région béarnaise où un violent orage de grêle a causé de sérieux dégâts aux récoltes, n° 4990. — Le 28 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour assurer le plein emploi et à éviter la fermeture des forges de l'Adour, n° 7068.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercices 1956, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-21 : *Construction et modernisation des sanatoria ; augmentation de l'allocation versée aux bénéficiaires de l'aide médicale* [8 juin 1956] (p. 2468) ; — d'une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des diminués physiques : *ses explications de vote* [6 novembre 1956] (p. 4480) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Titres III et IV : *Aide médicale aux tuberculeux ; création des dispensaires ; modernisation des sanatoria* [29 novembre 1956] (p. 5281). — Pose à M. le Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande une question orale relative au trafic de thon pratiqué à la frontière franco-espagnole [1^{er} mars 1957] (p. 1226, 1227). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents qui se sont produits à Pau dans la soirée du 22 novembre 1957 à l'occasion d'une soirée commémorative organisée par le parti communiste français [27 novembre 1957] (p. 4990). = S'excuse de son absence [13 mai 1958] (p. 2252). = Obtient un congé [13 mai 1958] (p. 2252).

MORÈVE (M. Roger), Député de l'Indre
(Rad. Soc. puis G. D. R. S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de l'éducation nationale [9 juillet 1957] (p. 3432) ; de la Commission des affaires économiques [4 octobre 1957] (p. 4502) (1). — Est élu Secrétaire de la Commission de l'agriculture [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 76 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif aux pensions de veuves bénéficiaires du régime de l'assurance vieillesse, n° 1545. — Le 15 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 1916) de M. Baylet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 31 décembre 1936 imposant à l'Etat le versement, au fonds d'amortissement des charges d'électrification rurales, d'une somme égale à la contribution des distributeurs d'énergie électrique, n° 2205. — Le 15 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur la proposition de loi de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural ; II. la proposition de loi (n° 1776) de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural, n° 2206.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *prix des semences* [15 mars 1956] (p. 945) ; — d'une proposition de loi relative aux ensemencements en blé et en orge :

(1) Démissionnaire le 25 octobre 1957 (p. 5502).

Bénéfices réalisés par l'Etat sur les importations de blé [19 juin 1956] (p. 2749); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 47 : *Article additionnel de M. David tendant à accroître la dotation du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale* [22 juin 1956] (p. 2932). — Est entendu sur le procès-verbal (*discussion des propositions de loi concernant le corps du génie rural*) [17 juillet 1956] (p. 3467). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au marché de l'orge, Art. 3 : *Son amendement instituant une péréquation des transports des orges destinées à l'exportation* [26 juin 1957] (p. 3035); *le retire* (ibid). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [2 octobre 1957] (p. 4483). — S'excuse de son absence [27 février 1958] (p. 1121). — Obtient un congé [27 février 1958] (p. 1121).

MORICE (M. André), *Député de la Loire-Atlantique (Rad. Soc. puis G. D. R. S.)*.

*Ministre de la Défense nationale
et des Forces armées*

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)
du 13 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; de la Commission de la défense nationale [26 mai 1958] (p. 2501). — Est élu vice-président de la Commission des finances [10 février 1956] (p. 254). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514). — Est élu représentant de l'Assemblée Nationale au sein du Comité financier du conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement [28 février 1956] (p. 555). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et de contrôler l'emploi des crédits affectés à la

défense nationale (*J. O.* du 10 juin 1958, p. 4555).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, un projet de loi tendant à rendre applicable le décret portant Code minier, n° 104. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à considérer, au regard de la sécurité sociale, leur vie durant, comme enfants à la charge de leurs parents, ceux atteints d'une infirmité les plaçant dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins, n° 762. — Le 7 novembre 1956, une proposition de loi tendant à fixer les délais de dénonciation des forfaits en matière de bénéfices industriels et commerciaux, n° 3174. — Le 20 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre rapidement en œuvre toutes les mesures propres à assurer la réparation des dommages subis par nos compatriotes de Tunisie et du Maroc et la sauvegarde de leurs intérêts majeurs, n° 3283. — Le 23 juillet 1957, un projet de loi portant organisation des cadres du Service du matériel de l'armée de terre, n° 5606. — Le 30 septembre 1957, un projet de loi modifiant et complétant la loi du 1^{er} août 1936 fixant le statut des cadres des réserves de l'armée de l'air, n° 5795.

Interventions :

Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Danger que fait courir à l'expansion économique l'augmentation des charges sociales ; Réformes économiques en Algérie ; Volonté de maintenir les droits imprescriptibles de la France ; Élections libres ; Danger d'une politique de faiblesse ; Ingérences tunisiennes et marocaines ; Création de douze départements et volonté absolue de la France de rester en Algérie ; Défense du moral de l'armée et de la nation* [1^{er} juin 1956] (p. 2225 à 2227) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgé-

§ (1) Démissionnaire [18 juin 1957] (p. 2744).

taires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Remplacement des subventions pour le tourisme par des prêts à long terme ou à moyen terme* [12 juin 1956] (p. 2498) ; II. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 31-01 : *Réorganisation du Secrétariat général à l'aviation civile ; Création éventuelle d'un office de la navigation aérienne ; Mode de couverture du déficit d'Air France ; Danger des contrats de longue durée ; Nécessité d'un contrôle parlementaire ; Respect des délais prévus dans les contrats passés avec la S.N.C.A.S.E. pour la construction du « Caravelle »* (p. 2523, 2524) ; *Sous-évaluation du crédit prévu pour la formation professionnelle du personnel navigant* (p. 2527) ; III. MARINE MARCHANDE, Chap. 31-01 : *Nécessité d'entreprendre rapidement la construction du paquebot de l'Atlantique Nord* (p. 2538) ; Art. 5 : *Aide à la construction navale ; Autorisations de programme : Crédits prévus au titre de la loi d'aide à la construction navale pour les années 1959 et 1960* [20 juin 1956] (p. 2818, 2819) ; *Fonctionnement des chantiers de moyenne importance* [21 juin 1956] (p. 2850) ; en deuxième lecture : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 12 et pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi* [25 juillet 1956] (p. 3580) ; — du projet de loi portant réforme et statut de l'Agence France-Presse, Art. 4 : *Amendement de M. Brusset tendant à porter à cinq ans la durée du mandat des membres du Conseil supérieur* [3 juillet 1956] (p. 3175) ; Art. 5 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à donner au Conseil supérieur le pouvoir de se saisir d'office de toute infraction* (p. 3176) ; — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits ; 2° création de ressources nouvelles ; 3° ratification de décrets, Art. 14 : *Ses observations sur la politique sociale du Gouvernement, le déficit budgétaire ; Le lancement d'un grand emprunt ; Les impôts prévus pour 1956 et 1957, le blocage des prix* [26 juillet 1956] (p. 3680) ; *Les économies nécessaires ; La réduction des subventions dans le secteur public, la politique algérienne, l'attitude de certains pays étrangers* (p. 3681) ; *Le succès de la pacification* (p. 3682) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote* [25 octobre 1956] (p. 4313) ; — d'une proposition de

loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public : *Question préalable opposée par M. Pierre-Henri Teitgen, possibilité de reporter la discussion au troisième mardi de janvier 1957* [8 novembre 1956] (p. 4554, 4555) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Titres III et IV, en qualité de Rapporteur spécial : *Gestion du personnel du Secrétariat général à l'aviation civile ; Situation du personnel de la navigation aérienne et de la météorologie nationale, formation du personnel navigant ; Situation de la Compagnie Air-France : Aide de l'Etat, exploitation des Bréguet, suppression nécessaire des lignes peu rentables, incertitude des perspectives de 1957, rapports avec les compagnies privées ; Construction et vente du Caravelle ; Suppression du dégrèvement fiscal en faveur du carburant de l'aviation civile ; Création d'une société intérieure d'exploitation aérienne ; Nécessité d'un débat sur la coordination air-mer* [29 novembre 1956] (p. 5296 à 5299) ; Après l'article 107 : *article additionnel de M. Pleven tendant à permettre l'importation en franchise de droits de douane des huiles minérales de graissage usagées en provenance de l'avitaillement des navires* [8 décembre 1956] (p. 5763) ; — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : *Application de l'accord sur le Warndt, évolution possible du prix du charbon sarrois, création nécessaire d'une société chargée de coordonner les ventes du charbon sarrois et du charbon lorrain ; Investissements à prévoir pour développer l'exploitation du bassin lorrain* [11 décembre 1956] (p. 5849, 5850) ; — des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses observations sur la nécessité de faire l'Europe, les buts sociaux du marché commun, l'harmonisation des charges sociales parallèlement aux mesures de libération, la fixation du tarif extérieur commun, le sort réservé à l'agriculture, l'intégration des territoires d'outre-mer, le problème de la libre circulation des capitaux, l'incompatibilité entre le marché commun et la zone de libre échange proposée par l'Angleterre, la nécessité d'élever le taux de nos investissements, la réforme des institutions françaises* [22 janvier 1957] (p. 187 à 190) ; *Son ordre du jour* (p. 217) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont Blanc : *Adoption nécessaire du*

projet [24 janvier 1957] (p. 289) ; — d'une proposition de résolution relative à la réparation des dommages subis par les Français de Tunisie et du Maroc : *Œuvre de la France en Tunisie et au Maroc, situation particulièrement pénible des agriculteurs* [5 février 1957] (p. 652, 653) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : *Ses observations sur la situation en Algérie, l'attitude du Maroc et de la Tunisie, la situation des Français rapatriés de ces deux pays, l'organisation future de l'Algérie, les réformes économiques à entreprendre, la répression nécessaire du défaitisme* [20 mars 1957] (p. 1746 à 1749) ; — d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Recherche d'une politique continue soutenue par des investissements réguliers, problème de l'Algérie* [21 mai 1957] (p. 2578). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Indépendance énergétique des six pays, applications militaires de l'énergie atomique, contrôle de sécurité et régime de propriété, les secrets de la défense nationale* [4 juillet 1957] (p. 3246, 3247) ; — d'une proposition de loi concernant la validation des services de personnels des établissements de la défense nationale : *Son engagement de prendre un décret sur cette question* [16 juillet 1957] (p. 3637) ; — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *Motion préjudicielle de M. Damasio tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce que le Gouvernement ait rendu compte des démarches entreprises pour obtenir la vérité sur le sort du capitaine Moureau* [16 juillet 1957] (p. 3648) ; *Explications de vote sur la question de confiance : Hommage aux 450.000 jeunes soldats d'Algérie, danger de toute action subversive contre eux* [19 juillet 1957] (p. 3774, 3775) ; — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Eloge des soldats d'Algérie* [25 septembre 1957] (p. 4355) ; *Rôle*

de la propagande communiste dans la prolongation de la guerre (p. 4356) ; *Réfutation des accusations de M. Duclos sur sa participation à la construction du mur de l'Atlantique* (ibid.) ; *Ses précisions sur les travaux effectués à la frontière tunisienne* (p. 4356, 4357) ; *Explications de vote sur la question de confiance : Rappel des difficultés d'entente au sein du Gouvernement et de la Table ronde, réussite de l'action pacificatrice de l'armée, politique envers la Tunisie et le Maroc* [30 septembre 1957] (p. 4451, 4452). — Présente sa démission de *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Amélioration de notre situation en Algérie ; Aide apportée par la Tunisie à la rébellion, application du droit de légitime défense, renforcement des barrages à la frontière* [22 janvier 1958] (p. 207, 208) ; *Son ordre du jour (Problèmes tunisiens)* (p. 216) ; — en deuxième lecture, du projet de loi sur les institutions de l'Algérie : *Définition du « cessez-le-feu »* [24 janvier 1958] (p. 247) ; — sur la fixation de la date des interpellations relatives au tableau d'avancement des cadres de l'armée : *Cas d'un général de brigade nommé général de division avant de réunir le temps nécessaire à cette fonction (Promotion à titre temporaire)* [4 février 1958] (p. 497, 498). = S'excuse de son absence [14 mars 1956] (p. 918). = Obtient un congé [14 mars 1956] (p. 918).

MORO-GIAFFERRI (M. Vincent de), Député de la Seine [1^{re} circonscription] (R. R. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161). = Est élu Président de la Commission de la justice et de législation [10 février 1956]

(p. 254). — Est nommé Président de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [15 mai 1956] (p. 1855).

Dépôts :

Le 16 février 1956, un rapport (fait au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10138) de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier les articles 302 et 309 du Code pénal, en vue de renforcer les peines à la suite des meurtres, assassinats et blessures volontaires commis à l'encontre d'agents de la force publique, n° 537. — Le 1^{er} mars 1956, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à modifier l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés n° 944. — Le 11 juillet 1956, une proposition de loi tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951, modifiée, permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, ainsi que les dispositions de l'article 342-2 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, n° 2529. — Le 10 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 274) de M. Lecourt tendant à régler les perquisitions effectuées chez les avocats et les médecins, n° 2936. — Le 6 novembre 1956, une proposition de loi tendant à organiser la protection générale des victimes de la cécité et assurer leur sécurité morale, économique et sociale, n° 3132.

Interventions :

Ses rapports au nom du 7^e bureau sur les opérations électorales : des départements des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Orientales, de la Réunion, du Haut-Rhin [19 janvier 1956] (p. 30, 31). — Son rapport supplémentaire au nom du 7^e bureau sur les opérations électorales du département de la Réunion [20 janvier 1956] (p. 58). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscrip-

tion) : *Motion de M. Boscury-Monsservin tendant à renvoyer le dossier au 2^e bureau : illégalité d'un retour devant le corps électoral* [3 février 1956] (p. 202, 203). — Est entendu sur la question orale de M. de Léotard relative aux élections législatives du 2 janvier 1956 (*Apparemment des listes du front républicain*) [24 février 1956] (p. 495). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Arbitrage sur l'urgence* [29 février 1956] (p. 579, 580); en qualité de *Rapporteur* : *Question préalable de M. Coste-Floret (inconvenients de la procédure d'urgence)* (p. 582, 583); — en troisième lecture d'une proposition de loi relative à la location-gérance des fonds de commerce et établissements artisanaux, Art. 8 : *Amendement de M. Louvel (responsabilités et solidarité du loueur et du gérant)* [6 mars 1956] (p. 670). — Son rapport au nom du 7^e bureau sur les opérations électorales du territoire de l'Oubangui-Chari [14 mars 1956] (p. 924). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux sursis aux expulsions pendant l'hiver : *Directives données en 1954 par M. Martinaud-Déplat, application aux seuls locataires et occupants de bonne foi* [20 mars 1956] (p. 1063); — en deuxième lecture, d'un projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, Art. 8 : *Amendement de M. Fourcade étendant l'amnistie, à titre individuel, aux condamnés à des peines privatives de liberté au plus égales à vingt ans* [23 mars 1956] (p. 1237); — du projet de loi portant amnistie de faits commis au cours de conflits du travail, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Michel tendant à étendre l'amnistie aux faits commis au cours de toutes les manifestations publiques* [19 avril 1956] (p. 1398); Art. 4 : *Amendement de M. Gautier supprimant l'exception faite pour les actes constituant des manquements à la probité, aux bonnes mœurs ou à l'honneur* (p. 1400); *Amendement rectifié de M. Bourbon sur la réintégration des fonctionnaires et agents de l'Etat licenciés à la suite de conflits du travail* (p. 1401); Art. 5 : *Amendement de M. Dorgères d'Halluin amnistiant les infractions commises au cours de manifestations organisées par les groupements professionnels* (p. 1403, 1404); — du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique, Art. 34 bis : *Son amendement tendant à limiter à cinq ouvrages le droit de préférence accordé à*

l'éditeur et à supprimer le délai de dix ans pendant lequel ce droit peut s'exercer [20 avril 1956] (p. 1431); *le retire* (p. 1432); *Son amendement tendant à réduire à deux le nombre de manuscrits devant être refusés pour que l'auteur soit libéré* (p. 1432); — d'une proposition de loi sur le renouvellement des baux commerciaux : *Dépôt rapide par la Commission de la justice d'un rapport sur l'ensemble du problème* [17 mai 1956] (p. 1898); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni tendant à supprimer cet article* (p. 1900); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni tendant à laisser aux tribunaux le choix des indices* [19 juin 1956] (p. 2711); *Ses explications de vote : nécessité de modifier l'article 10 du décret du 30 septembre 1953* (p. 2713); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, JUSTICE, Etat A, Chap. 31-01, en qualité de *Rapporteur suppléant : Problème de la gratuité de la justice; rémunération insuffisante des magistrats; nomination d'un premier avocat général de la Cour d'appel de Paris; indemnité de fonction des hauts magistrats de Paris et de province; problème des amendes civiles; réduction du nombre d'intermédiaires de la justice; situation des jeunes avocats, des greffiers; rémunération du personnel pénitentiaire; volonté de la Commission de la justice d'obtenir satisfaction* [7 juin 1956] (p. 2422 à 2425); *Son amendement indicatif* (p. 2425); Chap. 31-12 : *Amendement de Mme Rabaté relatif à la concentration des justices de paix* (p. 2427); Chap. 31-22 : *Amendement indicatif de M. Marin relatif à la rémunération des personnels de l'administration pénitentiaire* (p. 2428); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A : *Motion préjudicielle de M. Begouin tendant à surseoir à l'examen du budget des anciens combattants jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [13 juin 1956] (p. 2582, 2583); Art. 25 : *Amendement de M. Wasmer tendant à créer, à compter du 1^{er} juillet 1956, deux sous-sections au Conseil d'Etat* [21 juin 1956] (p. 2867); Art. 33 : *Amendement de M. Cupfer tendant à créer deux chambres à la cour d'appel de Paris* (p. 2874); *Article additionnel de M. Wasmer tendant à réduire le nombre des membres du Conseil d'Etat nommés au titre du tour extérieur* (p. 2873); en deuxième lecture, Art. 26 : *Son amendement tendant à reprendre le texte*

du Conseil de la République (frais de justice devant les tribunaux administratifs) [23 juillet 1956] (p. 3510); Art. 29 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (exemption de droit devant les juridictions administratives)* (p. 3511); Art. 35 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (procédure de la prise à partie)* (p. 3511); en cinquième lecture, Art. 19 : *Amendement de M. Mignot tendant à ne pas soumettre au comité interministériel chargé de la réforme administrative les créations d'emplois prévues au budget de la Justice* [1^{er} août 1956] (p. 3814). — Ses rapports sur des pétitions [15 juin 1956] (p. 2700). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi prévoyant des mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux, Art. 2 : *Sous-amendement de M. Jean-Paul David à l'amendement de M. Lefranc étendant aux obligations fiscales les mesures prévues à cet article* [19 juin 1956] (p. 2740); Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Boscary-Monsservin prévoyant un sursis de trois ans pour le remboursement des prêts du crédit agricole* (p. 2742); — en deuxième lecture, d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *Ses explications de vote* [19 juin 1956] (p. 2738); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mignot substituant la compétence du juge des référés à celle du juge de paix pour l'octroi des délais; historique de la proposition de loi; nécessité de modifier la définition de l'occupant de bonne foi; danger d'instaurer des délais très rigides; observations sur les problèmes de compétence* [26 juin 1956] (p. 3023 à 3025); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mignot tendant à substituer la compétence du juge des référés à celle du juge de paix pour l'octroi de délais* [12 juillet 1956] (p. 3424); — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins [26 juin 1956] (p. 3069); *Ses explications de vote : Nécessité de mettre fin à une situation douloureuse pour certains enfants* (p. 3071, 3072); — d'une proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatifs aux baux commerciaux : *Article additionnel de M. Frédéric-Dupont étendant aux artisans les dispositions*

du décret du 30 septembre 1953 modifié (p. 3078); Art 2 : *Incidence des dispositions de cet article sur la reconstruction* (p. 3079); en deuxième lecture : *Indemnité en cas de reconstruction; problème des instances en cours* [31 juillet 1956] (p. 3776); *Ses explications de vote : Exécution des décisions de justice jusqu'au vote définitif de la loi* (p. 3780). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [12 juillet 1956] (p. 3405). — Son rapport sur une pétition [10 octobre 1956] (p. 4407). = S'excuse de son absence [28 février 1956] (p. 521), [7 novembre 1956] (p. 4501). = Obtient un congé [7 novembre 1956] (p. 4501).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [27 novembre 1956] (p. 540).

MOUSTIER (M. Roland de), *Député du Doubs (I.P.A.S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe [22 février 1956] (p. 434).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : Explications de vote sur la question de confiance : *Propagande des Ministres en faveur du parti socialiste* [21 mai 1957] (p. 2596); — des propositions de la Conférence des Présidents : *Défense nécessaire du pouvoir légal et de la République* [14 mai 1958] (p. 2302). = S'excuse de son absence [16 mai 1956] (p. 1878), [21 juin 1956] (p. 2835), [28 février 1958] (p. 1138). = Obtient des congés [16 mai 1956] (p. 1878), [28 février 1958] (p. 1138).

MOUTON (M. Adrien), *Député des Bouches-du-Rhône [2^e circonscription] (C.)*.

Son élection est validée [7 février 1956] (p. 219). = Est nommé : membre de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre suppléant

de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 10 février 1956, un rapport (fait au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. François Bénard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les conditions d'attribution du pécule en faveur des anciens combattants prisonniers de guerre évadés et de leurs ayants cause, n° 330. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à abroger toutes mesures de forclusion à l'encontre des demandes formulées par diverses catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre, n° 389. — Le 16 février 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de MM. Quinson et Bernard Lafay (n° 323) tendant à lever toutes les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes présentées par diverses catégories d'anciens combattants et de victimes de guerre; 2° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 389) tendant à abroger toutes mesures de forclusion à l'encontre des demandes formulées par diverses catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre, n° 513. — Le 16 février 1956, une proposition de loi tendant à étendre à tous les agents des services publics et concédés anciens combattants de la guerre 1939-1945, le bénéfice des majorations d'ancienneté valables pour l'avancement, prévues par l'article de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, n° 564. — Le 24 février 1956, une proposition de loi portant création à Martigues (Bouches-du-Rhône), d'un établissement d'enseignement secondaire n° 768. — Le 16 mars 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de MM. Quinson et Bernard Lafay (n° 323) tendant à lever toutes les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes présentées par diverses catégories d'anciens combattants et victimes de guerre; 2° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 389) tendant à abroger toutes mesures de forclusion à l'encontre des demandes formulées par diverses catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre; 3° de MM. Badie, Daniel Mayer et Jean de

Lipkowski (n° 697) tendant à lever les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes présentées par diverses catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre, n° 1225. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, n° 1473. — Le 6 juin 1956, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur : I. le projet de loi (n° 1814) tendant à modifier les articles 7 et 9 de la loi n° 55-356 du 3 avril 1955; II. les propositions de loi : 1^o de MM. Quinson et Bernard Lafay (n° 323) tendant à lever toutes les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes présentées par diverses catégories d'anciens combattants et de victimes de guerre; 2^o de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 389) tendant à abroger toutes mesures de forclusion à l'encontre des demandes formulées par diverses catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre; 3^o de MM. Badie, Daniel Mayer et Jean de Lipkowski (n° 697) tendant à lever les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes présentées par diverses catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre; 4^o de M. André Beau-guette (n° 1551) tendant à la réouverture de délais pour l'obtention de la carte de déporté résistant ou politique, n° 2081. — Le 12 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 10 février 1956, sur la proposition de loi de M. François Bénard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les conditions d'attribution du pécule en faveur des anciens combattants prisonniers de guerre évadés et de leurs ayants cause; II. les propositions de loi : 1^o de MM. Quinson et Bernard Lafay (n° 324) tendant à modifier les conditions d'attribution du pécule en faveur des anciens combattants prisonniers de guerre évadés et de leurs ayants cause; 2^o de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 1537) tendant à modifier les conditions d'attribution du pécule en faveur des anciens combattants prisonniers de guerre évadés et de leurs ayants cause; 3^o de MM. Triboulet et Maurice-Bokanowski (n° 1556) tendant à modifier les conditions d'attribution du pécule en faveur des anciens combattants prisonniers de guerre évadés et de leurs ayants cause, n° 2134. —

Le 13 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, tendant à remplacer, dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots « travailleurs déportés », n° 2167. — Le 31 juillet 1956, une proposition de loi tendant à ce que le 8 mai soit un jour férié, chômé et payé, n° 2719. — Le 28 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier du tabac et des cigarettes de troupe aux prix en vigueur les vieux travailleurs âgés de 65 ans et plus ou 60 ans en cas d'inaptitude au travail, bénéficiaires d'une allocation ou d'une pension de vieillesse, n° 3024. — Le 28 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 2804) complétant l'article L 319 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre en vue d'autoriser le retrait éventuel des cartes délivrées à tort à des postulants au titre de personne contrainte au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, n° 3072. — Le 9 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République dans sa troisième lecture tendant à remplacer, dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail », n° 3199. — Le 5 décembre 1956, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, les véhicules de tourisme appartenant aux pensionnés quel que soit le taux de leur invalidité et qui sont titulaires de la carte d'invalidité portant la mention « station debout pénible », n° 3455. — Le 14 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2493) de M. Bouloux et plusieurs de ses collègues tendant à allouer aux anciens prisonniers de la guerre 1914-1918 et à leurs ayants cause un pécule calculé sur la base de 400 francs par mois de captivité, n° 3562. — Le 17 décembre

1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles L 8 et L 28 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, n° 3579. — Le 29 décembre 1956, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les invalides militaires du temps de paix des dispositions prévues à l'article L 5 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 3752. — Le 29 décembre 1956, une proposition de loi tendant : 1° à réviser la situation des militaires des régiments territoriaux, du train des équipages, brancardiers, génie, observateurs en avion, aérostiers, marins du commerce, qui ont occupé les points stratégiques en France ou sur les théâtres d'opérations extérieurs afin de les faire bénéficier de la carte du combattant 1914-1918 ; 2° à allouer aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 les mêmes bonifications que celles accordées aux combattants de la guerre 1939-1945, n° 3754. — Le 22 janvier 1957, une proposition de loi tendant à abroger le décret-loi du 29 juillet 1939, le décret n° 53-1038 du 23 octobre 1953, l'article D. 9. du Code des pensions militaires d'invalidité, à fixer les conditions d'attribution, de maintien et de suppression de l'indemnité de soins et à assurer aux tuberculeux de guerre stabilisés la réadaptation et le reclassement professionnel, n° 3844. — Le 1^{er} février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de réintégrer les agents civils et militaires de l'Etat licenciés sous l'occupation, en application de la circulaire ministérielle n° 5266 du 26 août 1940 et de l'acte dit loi du 12 mai 1941, n° 4012. — Le 21 février 1957, une proposition de loi tendant : 1° à compléter la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 ; 2° à améliorer immédiatement la situation de certaines catégories d'anciens combattants et victimes de guerre à partir du 1^{er} juillet 1957, n° 4221. — Le 26 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les crédits pour 1957, du Ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre, l'article 15 de la loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956 et le décret n° 57-92 du 30 janvier 1957 portant blocage de crédits, n° 4294. — Le 2 avril 1957, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 4221) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à compléter la loi n° 53-1340 du 31 dé-

cembre 1953 ; 2° à améliorer immédiatement la situation de certaines catégories d'anciens combattants et victimes de guerre à partir du 1^{er} juillet 1957, n° 4718. — Le 12 avril 1957, une proposition de loi tendant : 1° à modifier et à compléter la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 ; 2° à revaloriser, à partir du 1^{er} janvier 1958, les pensions d'invalidité de guerre de 10 0/0 à 95 0/0 par la révision des indices sur la base de la pension et de l'allocation spéciale temporaire n° 4 allouée à un invalide de 100 0/0 non bénéficiaire des allocations des grands mutilés, n° 4898. — Le 5 juillet 1957, une proposition de loi tendant à conférer la croix de guerre aux prisonniers de guerre titulaires de la médaille des évadés et de la carte de combattant volontaire de la Résistance, n° 5381. — Le 17 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les modalités de remboursement des marks déposés en 1945 par les rapatriés et à proroger le délai fixé pour ce remboursement, n° 5723. — Le 4 octobre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 modifié par l'article 13 de la loi du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire en faveur des cercles créés et gérés par les associations d'anciens combattants et de victimes de la guerre, n° 5811. — Le 15 novembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier les articles premier et 2 de la loi n° 56-759 du 1^{er} août 1956, en vue d'accorder un nouveau délai pour les demandes de titre ou de pécule formulées par certaines catégories d'anciens combattants, ou de victimes de la guerre, n° 5923. — Le 29 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5923) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles premier et 2 de la loi n° 56-759 du 1^{er} août 1956, en vue d'accorder un nouveau délai pour les demandes de titre ou de pécule formulées par certaines catégories d'anciens combattants ou de victimes de la guerre, n° 6931. — Le 14 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier le décret portant règlement d'administration publique en vue de l'application de l'article L 340 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 6308. — Le 11 février 1958, une

proposition de loi tendant à compléter l'article L 47 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et à faire bénéficier du droit à pension les enfants dont le soutien est mort pour la France, n° 6568. — Le 25 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rélier d'urgence la construction du nouveau pont prévu à Martigues (Bouches-du-Rhône), n° 6705. — Le 4 mars 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République dans sa troisième lecture tendant à remplacer, dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail », n° 6793 (rectifié).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A : *Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à l'examen du budget des Anciens combattants jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [14 juin 1956] (p. 2598, 2599); *Article additionnel de M. Dufour accordant une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de la S.N.C.F. aux membres des organisations de jeunesse* [22 juin 1956] (p. 2960); Art. 75 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe de télévision les pensionnés de guerre au taux de 100 0/0* (p. 2984); *le retire* (ibid.); Art. 76 : *Son amendement tendant à fixer à l'âge de 50 ans le droit à la retraite du combattants* (p. 2984); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 31-21 : *Amendement indicatif de Mme Rose Guérin (titularisation du personnel temporaire et contractuel)* (p. 2937); Chap. 34-12 : *Création à Marseille d'une école régionale de rééducation professionnelle* (p. 2935); *Amendement indicatif de M. Ranoux (locaux de l'hôtel des Invalides)* (p. 2989); Chap. 46-30 : *Pécule des prisonniers de guerre évadés* (p. 2992); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, ANCIENS COMBATTANTS ET

VICTIMES DE GUERRE, Titre IV : *Respect du principe de la proportionnalité dans la fixation des pensions d'invalidité; application du rapport constant* [26 novembre 1956] (p. 5087); *conditions d'attribution de la retraite du combattant; retour nécessaire aux conditions d'âge prévues par la loi du 16 avril 1930; respect de la législation sur les emplois réservés; mesures à prendre en faveur des anciens déportés et internés; présomption d'origine pour les maladies contractées par les militaires* (p. 5088, 5105); — en quatrième lecture, d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en qualité de *Rapporteur* [23 janvier 1957] (p. 242, 243); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Les améliorations réclamées par les anciens combattants et victimes de guerre* [15 novembre 1957] (p. 4849, 4850); — d'une proposition de loi tendant à faire bénéficier de certaines mesures spéciales les anciens déportés et internés [10 décembre 1957] (p. 5274, 5275); — d'une proposition de loi relative aux mesures concernant les tuberculeux de guerre : *Nécessité de soins jusqu'au reclassement professionnel et jusqu'à une guérison définitive* [10 décembre 1957] (p. 5278); — d'une proposition de loi relative au délai pour les demandes de titre ou de pécule formulées par certaines catégories d'anciens combattants et de victimes de la guerre, en qualité de *Rapporteur* : *Droit à réparation et suppression de la forclusion* [17 décembre 1957] (p. 5417, 5418); *Amendement de M. Roucaute (forclusion concernant les anciens combattants de la Résistance)* (p. 5419). — Dépose une demande d'interpellation sur le refus opposé par le Gouvernement à toute amélioration du sort des anciens combattants et victimes de guerre et sur sa décision de ne payer qu'annuellement et à terme échu la retraite du combattant [14 janvier 1958] (p. 2). — Prend part à la discussion d'un projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Révalorisation de la retraite du combattant; paiement du pécule des prisonniers* [26 mars 1958] (p. 1990, 1991); *Son article additionnel tendant à maintenir le règlement de la retraite du combattant aux conditions existant avant le 31 décembre 1957* (p. 2089); *insuf-*

finance du budget des Anciens combattants; aménagement désavantageux du paiement de leur retraite (ibid.).

MOYNET M. (André), Député de Saône-et-Loire (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 février 1956] (p. 351), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la défense nationale [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 28 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder sur le plan du ravitaillement en essence des facilités aux militaires rentrant d'Afrique du Nord, n° 3715. — Le 28 mars 1958, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique, n° 7050. — Le 28 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant le 30 juin 1958 un projet de loi définissant un programme quinquennal de constructions aéronautiques civiles et militaires et fixant les modalités de son financement, n° 7051.

Interventions :

Pose à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan une question orale relative à la situation des agents temporaires du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement [26 juillet 1957] (p. 4008). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, Crédits militaires, SECTION AIR : *Insuffisance et inadaptation de notre matériel aérien en Algérie, importance de la construction aéronautique dans un Etat moderne, insuffisance des crédits qui lui sont affectés, nécessité d'un programme, bilan de notre actif, brillantes réalisations françaises en matière de prototypes, problème de la construc-*

tion d'engins, abandon de notre souveraineté avec l'installation de rampes de lancement, possibilité d'une prochaine explosion atomique, utilisation du « Mirage III » comme véhicule de la bombe atomique, recherche de la rentabilité de l'effort accompli et de l'industrialisation des résultats acquis [28 février 1958] (p. 1143 à 1145). = S'excuse de son absence [12 juin 1957] (p. 2682).

MUDRY (M. Auguste), Député de la Savoie (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 63-50 : *Construction de routes d'accès aux villages de montagne* [7 juin 1956] (p. 2415, 2416); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-21 : *Revendications du personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, situation des professeurs des établissements dépendant de l'Institut national des sourds-muets* [8 juin 1956] (p. 2468). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles n'ont pas été tenues les promesses faites aux sinistrés victimes des inondations de juin 1957 dans les Alpes et sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour leur venir en aide [30 janvier 1958] (p. 386). — Prend part à la discussion : d'urgence d'un projet de loi relatif aux inondations de juin 1957 dans les départements alpins; Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à la réparation intégrale des dommages causés par les inondations* [4 mars 1958] (p. 1176); *Précédent d'Orléansville, ampleur des dégâts incomparable avec ceux de la Moselle, opinion de l'Association des sinistrés sur l'insuffisance du projet, incapacité des sinistrés de rembourser les prêts accordés, intérêt d'une indemnisation totale*

(1) Démissionnaire [14 février 1956] (p. 281).

pour le maintien des populations et la continuité de la vie économique, responsabilité de l'Etat (Lettre du préfet de la Savoie du 18 juin 1957), insuffisance des crédits des travaux de protection (p. 1176, 1177); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à insérer après les mots « à usage d'habitation », les mots « à usage agricole, artisanal, commercial ou industriel » (p. 1179); Son amendement tendant à substituer aux mots « l'Etat pourra accorder », « l'Etat accordera » (p. 1180); Art. 9 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Fontanet tendant à faire bénéficier les sinistrés de dommages de caractère professionnel, agricole et industriel du système d'indemnisation prévu à l'article 3 (p. 1183); en deuxième lecture, Art. 3 : Protection des lieux habités, cumul de la subvention en capital et de la bonification d'intérêts [25 mars 1958] (p. 1933); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements, PRÉSIDENCE DU CONSEIL : Développement de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique [8 mars 1958] (p. 1379, 1380); INDUSTRIE ET COMMERCE : Crédits résultant de la vente des certificats pétroliers, main-mise des capitaux privés sur nos richesses nationales, production et utilisation du gaz de Lacq, proposition de loi déposée par le groupe communiste tendant à la nationalisation de la recherche, de la production et de la distribution des produits pétroliers en France [10 mars 1958] (p. 1426, 1427); INTÉRIEUR : Le désenclavement des villages et hameaux de montagne (p. 1465).

MUSMEAUX (M. Arthur), Député du Nord
[3^e circonscription] (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu vice-président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4537).

Dépôts :

Le 16 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 63, 64, 65 et 71

de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 en vue : 1° de ramener l'âge du droit à pension à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et à 55 ans pour les assurés ayant exercé une activité particulièrement pénible ; 2° de fixer le taux de la pension à 50 0/0 du salaire annuel de l'année la plus favorable ; 3° de fixer le taux minimum de la pension vieillesse à 50 0/0 du salaire minimum garanti, toutes primes comprises sans abattement de zone, n° 516. — Le 24 février 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 519) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer immédiatement une allocation exceptionnelle de 6.000 francs aux vieux travailleurs bénéficiaires d'une allocation ou d'une rente vieillesse ainsi qu'aux bénéficiaires de l'allocation spéciale, n° 766. — Le 9 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République modifiant les articles 173 à 176 du Livre II du Code du travail, n° 3193. — Le 5 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés des inondations du département du Nord, n° 4396. — Le 17 mai 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Robert Bichet (n° 1143) tendant à accorder à tout assuré, quel que soit son âge et même s'il a cotisé à un régime spécial de retraite avant son soixantième anniversaire, la possibilité de percevoir une rente assurances sociales en contrepartie des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans ; 2° de M. Vigier (n° 1460) tendant à accorder à certains assurés âgés de plus de 60 ans le 1^{er} avril 1946 une liquidation ou une révision de leur rente-vieillesse, tenant compte des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans ; 3° de M. Marcel Thibaud et plusieurs de ses collègues (n° 2721) tendant à modifier l'article 63 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 afin de majorer la pension de l'assuré qui ayant demandé la liquidation de sa pension à l'âge de 60 ans a continué de travailler et de cotiser postérieurement à cet âge ; 4° de M. Frédéric-Dupont (n° 2852) tendant à accorder à tous les assurés

la possibilité de percevoir une rente des assurances sociales en contrepartie des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans, n° 5035. — Le 11 décembre 1957, une proposition de loi tendant : 1° à majorer de 20 0/0 les diverses allocations-vieillesse payées au titre des dispositions des Livres VII, VIII et IX du Code de la sécurité sociale ; 2° à élever dans la même proportion les plafonds de ressources annuelles fixés par les articles 630, 654, 675, 688 et 711-1 dudit Code, n° 6120. — Le 22 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues (n° 516) tendant à modifier les articles 63, 64, 65 et 71 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 en vue : a) de ramener l'âge du droit à pension à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et à 55 ans pour les assurés ayant exercé une activité particulièrement pénible ; b) de fixer le taux de la pension à 50 0/0 du salaire annuel de l'année la plus favorable ; c) de fixer le taux minimum de la pension vieillesse à 50 0/0 du salaire minimum garanti, toutes primes comprises sans abattement de zone ; 2° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 954) tendant à modifier les articles 63 et 64 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 afin de ramener de 65 à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes l'âge à partir duquel l'assuré a droit à une pension égale à 40 0/0 du salaire annuel moyen de base ; 3° de M. Engel et plusieurs de ses collègues (n° 3503 rectifié) tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 64 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 aux invalides de guerre, militaires ou civils, d'au moins 50 0/0 ; 4° de M. André Beauguitte (n° 5721) relative à la retraite des vieux travailleurs anciens combattants ; 5° de M. Maurice Nicolas et plusieurs de ses collègues (n° 5808) tendant à ramener pour la femme l'âge de la retraite et de l'allocation vieillesse à 60 ans, n° 6376. — Le 4 mars 1958, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 6120) de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues tendant : 1° de majorer de 20 0/0 les diverses allocations vieillesse payées au titre des dispositions des Livres VII, VIII et IX du Code de la sécurité sociale ; 2° à élever dans la même

proportion les plafonds de ressources annuelles fixés par les articles 630, 654, 675, 688 et 711-1 dudit Code, n° 6773.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département du Loiret [25 janvier 1956] (p. 95). Ses 2^e et 3^e rapports supplémentaires sur les mêmes opérations électorales [16 février 1956] (p. 339). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Octroi d'une semaine supplémentaire aux jeunes travailleurs)* [23 février 1956] (p. 457) ; Art. 5 : *Amendement de M. Vayron (Suppression de l'indemnisation en cas de fermeture indépendante de la volonté de l'employeur)* (p. 470) ; — d'un projet de loi créant le fonds national de solidarité : *Relèvement du plafond des ressources, exclusion de l'obligation alimentaire du calcul des ressources, abaissement de l'âge de la retraite* [24 avril 1956] (p. 1504, 1505) ; en deuxième lecture : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article premier et pour l'adoption de l'ensemble du projet* [8 juin 1956] (p. 2452) ; — des conclusions des deuxième et troisième rapports supplémentaires du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département du Loiret, en qualité de *Rapporteur* [24 avril 1956] (p. 1523) ; — d'une proposition de loi relative aux conditions de retraite des agents du sanatorium de Zuydcoote : *Sa demande de renvoi du rapport à la Commission des finances* [6 décembre 1957] (p. 5225) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Augmentation des allocations aux vieux* [17 décembre 1957] (p. 5448) ; — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux : *Retrait de l'ordre du jour de cette proposition de loi* [17 janvier 1958] (p. 124) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une allocation exceptionnelle aux vieux travailleurs, en qualité de *Rapporteur* : *Disponibilités du fonds national de solidarité* [17 janvier 1958] (p. 128) ; — d'une proposition de loi tendant à accorder une rente complémentaire à des travailleurs cotisant aux assurances sociales, en qualité de *Rapporteur* : *Situation injuste de l'assuré qui continue à travailler et à cotiser*

après la liquidation de sa pension de vieillesse à 60 ans [17 janvier 1958] (p. 129); *Renvoi à la Commission* (p. 130).

MUTTER (M. André), *Député de l'Aube*
(I. P. A. S.).

Ministre de l'Algérie

(Cabinet Pierre PFLIMLIN)

Du 14 mai 1958 au 1^{er} juin 1958.

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 169). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1); de la Commission des pensions [14 février 1958] (p. 770) (1). — Est élu représentant de la France : à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [23 février 1956] (p. 470), [26 juin 1956] (p. 3049), [3 juillet 1957] (p. 3195); à l'Assemblée unique des communautés européennes [13 mars 1959] (p. 1583).

Dépôts :

Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à admettre, sous certaines conditions, les victimes civiles de guerre au bénéfice de la loi du 2 janvier 1932 portant statut des grands mutilés dans la Légion d'honneur, **n° 729**. — Le 2 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre un solennel hommage à tous les combattants de la Résistance et de la Libération, **n° 949**. — Le 23 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour permettre à la S.N.C.F. d'accorder aux grands mutilés d'extrême-Orient la gratuité du transport de la voiturette indispensable à leur déplacement, **n° 1398**. — Le 15 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1799) portant approbation du contrat de bail signé le 20 décembre 1955 entre le Gouvernement de la République française et l'organisation du traité de l'Atlantique nord, relatif au terrain situé à Paris (16^e), entre le boulevard Lannes, l'avenue

de Pologne et l'avenue du Maréchal Fayolle, acquis par l'Etat suivant acte administratif du 24 août 1954, **n° 2235**. — Le 29 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3181) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur le règlement de la question sarroise ; 2° la convention entre la République française, la République fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle ; 3° le protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au règlement de certaines questions liées à la convention franco-germano-luxembourgeoise, relative à la canalisation de la Moselle ; 4° la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur l'aménagement du cours supérieur du Rhin entre Bâle et Strasbourg ; 5° le traité portant modification au traité instituant la C.E.C.A. et comportant diverses dispositions relatives aux conséquences de ces actes, **n° 3374**. — Le 15 mai 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 2435) de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour maintenir l'entière liberté de la bibliothèque polonaise de Paris, **n° 4992**. — Le 11 mars 1958, une proposition de loi tendant à autoriser la priorité sur certains marchés aux mutilés de guerre, **n° 6863**. — Le 14 mai 1958, un projet de loi portant reconduction de la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire, complétée, modifiée et reconduite par les lois n° 57-832 du 26 juillet 1957 et n° 57-1203 du 15 novembre 1957, **n° 7160**.

Interventions :

Son rapport au nom du 9^e bureau sur les opérations électorales du département de la Seine-Maritime (1^{re} circonscription) [19 janvier

(1) Démissionnaire [20 mai 1958] (p. 2389).

1956] (p. 35). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Le drame algérien ; nécessité d'une politique bipartisane ; la manœuvre du parti communiste* [31 janvier 1956] (p. 150, 151). — Est élu *Représentant de la France à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* [23 février 1956] (p. 470). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport supplémentaire du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du département de l'Aube [18 avril 1956] (p. 1337); — du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique, Art. 34 : *Son amendement tendant à déclarer nulle la cession globale des œuvres futures* [20 avril 1956] (p. 1430); — d'une proposition de loi relative aux mesures de forclusion à l'encontre des anciens combattants et victimes de guerre : *nécessité de définir une politique précise en matière de forclusion ; cas des anciens combattants de la première guerre mondiale* [15 mai 1956] (p. 1848); — d'une proposition de loi étendant aux cheminots, anciens combattants, déportés et internés de la Résistance, le bénéfice de certaines dispositions relatives aux campagnes de guerre : *Assimilation des agents de la S.N.C.F. aux fonctionnaires ; conduite héroïque des cheminots pendant la guerre* [15 mai 1956] (p. 1853, 1854); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur l'accord intervenu entre la S.N.C.F. et les transporteurs routiers* [12 juin 1956] (p. 2498); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, II, Affaires marocaines et tunisiennes, Chap. 31-01 : *Sort des agents du contrôle civil ; engagement financier pris par le Gouvernement à l'égard de la Tunisie et du Maroc* [13 juin 1956] (p. 2570, 2571); *Relations avec les Etats associés* ; Chap. 31-01 : *Charge financière due au fonctionnement de la commission de contrôle prévue par les accords de Genève* (p. 2572); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A : *Son rappel au règlement (conditions dans lesquelles est voté le budget des anciens combattants)* [14 juin 1956] (p. 2599); — d'un projet de loi portant approbation d'un contrat de bail signé entre la République française et l'O.T.A.N., en qualité de Rapporteur : *Caractère purement technique des mesures envisagées* [27 juin 1956] (p. 3119); —

des interpellations sur l'Euratom : *ses observations sur : la conduite des négociations concernant l'Euratom, l'inopportunité d'un tel débat, le précédent de la C.E.D. : les résolutions de la conférence de Messine ; caractère purement économique de l'organisation envisagée ; la confirmation de cette orientation à la conférence de Venise ; la nécessité de confier la propriété des matières fissibles à une commission européenne, de contrôler l'approvisionnement et l'utilisation de ces matières et de créer un marché commun des équipements nucléaires* [5 juillet 1956] (p. 3279, 3280); *l'orientation nouvelle donnée à l'Euratom : inclusion d'un élément militaire dans un traité économique ; les arguments s'opposant à cette inclusion ; résolution des conférences de Venise et de Messine, position de la C.E.C.A., rapport des chefs de délégation à la conférence de Bruxelles, les clauses des accords de Paris interdisant à l'Allemagne la fabrication d'armes atomiques ; les négociations en cours sur le désarmement* (p. 3281); *la liberté de la France de produire des bombes atomiques, préservée à la conférence de Messine, l'abandon de cette position pour obtenir l'accord des socialistes allemands ; la nécessité de donner un caractère exclusivement pacifique à l'Euratom et de maintenir le droit de la France à des productions militaires* (p. 3282, 3283); *son ordre du jour invitant le Gouvernement à poursuivre les négociations en vue d'aboutir à la signature d'un traité comportant la création d'une communauté atomique européenne* [11 juillet 1956] (p. 3385); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets; SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 33-83 : *Attribution de la mention « mort pour la France » aux militaires tombés en Algérie* [25 juillet 1956] (p. 3606). — Est entendu sur la motion d'ordre de M. Lecourt : *protestations contre le coup de force du colonel Nasser* [31 juillet 1956] (p. 3766); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *ses observations sur le fonctionnement des organisations européennes et atlantiques* [18 octobre 1956] (p. 4218); *les conséquences du rejet de la C.E.D., notamment vis-à-vis de l'affaire de Suez* (p. 4219); *le problème allemand (neutralisation possible, revendications sur les territoires situés au-delà*

de la ligne Oder-Neisse) (p. 4219); la nécessité d'ouvrir l'Union française aux investissements étrangers (p. 4220); — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle en qualité de Rapporteur : Evolution politique de la Sarre depuis 1945; rattachement politique à l'Allemagne; garanties personnelles accordées aux adversaires du rattachement; période transitoire : maintien de l'union douanière et monétaire (douanes, banques, brevets, change), maintien du volume des échanges commerciaux [11 décembre 1956] (p. 5846, 5847); accord monétaire, montant et taux de la conversion; accord définitif; maintien des échanges commerciaux au niveau le plus élevé possible; existence d'une clause de sauvegarde; danger d'un afflux des marchandises allemandes; entrée des produits français sans droit de douane en Sarre; incorporation de l'accord culturel franco-sarrois dans l'accord culturel franco-allemand (p. 5848); charbons, convention de 1924, abandon progressif de l'exploitation du Warndt, compensation accordée par l'Allemagne, fermeture du puits Vuillemin (hérésie économique), avis de la communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement des litiges éventuels (p. 5849, 5850); canalisation de la Moselle : satisfaction d'une ancienne revendication française, économies à réaliser sur les transports, conditions techniques, construction de centrales hydro-électriques en Allemagne (p. 5850); constitution d'une société internationale pour les travaux, fixation, perception et répartition du produit des péages, autorisation nécessaire de la C.E.C.A. pour toute augmentation de ces derniers, délais de réalisation des travaux, accords annexes conclus avec le Luxembourg, compensation accordée à celui-ci par la France (p. 5851); aménagement du cours supérieur du Rhin; abrogation de l'article 358 du traité de Versailles; modification acceptée par la France du tracé du grand canal d'Alsace (ibid.); modification du traité de la C.E.C.A., répartition des sièges et pondération des votes; dispositions annexes : droits d'établissement, reclassement, naturalisation des Sarrois; vérification des comptes de la Société internationale de la Moselle (p. 5852); — d'une proposition de résolution relative à la réparation des dommages subis par les Français de Tunisie et du Maroc : Amendement de

M. Marin (répartition du crédit de 48 milliards entre les Français de Tunisie et du Maroc et les jeunes Etats marocain et tunisien) [5 février 1957] (p. 656); — d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : ses explications de vote sur la question de confiance [21 mai 1957] (p. 2593); — en deuxième examen, des conclusions du rapport relatif au Conseil du Gouvernement et Assemblées territoriales de Nouvelle-Calédonie, Art. 37 : Son amendement (durée des sessions extraordinaires) [9 juillet 1957] (p. 3439); Art. 38 : Son amendement (pêche en eau douce) (p. 3442); — en deuxième examen, des conclusion du rapport relatif au Conseil de Gouvernement et Assemblée territoriale dans les établissements français de l'Océanie, Art. 37 : Son amendement (durée des sessions extraordinaires) [9 juillet 1957] (p. 3447); Art. 38 : Réglementation de la pêche maritime) (p. 3448); — des propositions de la Conférence des Présidents : Discussion des interpellations relatives aux droits des anciens combattants [14 janvier 1958] (p. 6); ses explications de vote sur la question de confiance : situation des anciens combattants; utilisation de la question de confiance par le Gouvernement; paiement du pécule des prisonniers de guerre et paiement annuel, à terme échu, de la retraite du combattant [16 janvier 1958] (p. 64, 65). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale sur la non-exécution d'une décision de justice relative à un enfant réclamé par son père à l'assistance publique : affaire Elisabeth Irr [29 janvier 1958] (p. 346 à 349); — Prend part à la discussion : en troisième lecture, du projet de loi relatif aux institutions de l'Algérie : ses explications de vote [31 janvier 1958] (p. 440); — d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière, Art. 26 ter : Son amendement (harmonisation du problème des amendes de composition et des amendes forfaitaires) [4 février 1958] (p. 477); — d'urgence d'un projet de loi relatif à la représentation française à l'Assemblée unique des communautés européennes : Son opposition au cumul des mandats, problème de la désignation des suppléants, système contraire aux dispositions du traité; rôle de l'Assemblée unique, objectifs sociaux de la C.E.C.A. [4 mars 1958] (p. 1189, 1190); Art. 2 : Amendement de

M. de Menthon tendant à faire élire un nombre de suppléants égal à celui des titulaires ; incompatibilité du système des suppléants avec les dispositions du traité (p. 1193) ; proposition d'une motion invitant le Gouvernement à entreprendre des pourparlers pour la création de postes de suppléants (p. 1194) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Paiement de la troisième tranche du pécule des prisonniers de guerre [26 mars 1958] (p. 1985) ; mesures réclamées par l'ensemble des anciens combattants, fixation de l'indice de la pension des veuves de guerre, allocation des implaçables, retard touchant au contentieux des pensions, remboursement des marks aux

prisonniers de guerre (p. 1996, 1997) ; conséquences du refus du budget des anciens combattants, illégalité de la mesure administrative ordonnant le report du paiement du dernier tiers du pécule [27 mars 1958] (p. 2039). — Est nommé *Ministre de l'Algérie* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Présente sa démission de *Ministre de l'Algérie* [28 mai 1958]. Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279). — S'excuse de son absence [17 mai 1956] (p. 4894), [14 mai 1957] (p. 2338), [18 octobre 1957] (p. 4515). — Obtient des congés [17 mai 1956] (p. 4894), [14 mai 1957] (p. 2338), [18 octobre 1957] (p. 4515).



N



NAEGELEN (M. Marcel-Edmond), Député des Basses-Alpes (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Haute-Commission de l'organisation commune des régions sahariennes [17 juillet 1957] (p. 3696).

Dépôts :

Le 1^{er} mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles les travailleurs indépendants âgés doivent participer aux caisses d'allocations familiales, **n° 941**. — Le 21 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter, dans les plus brefs délais, une aide aux agriculteurs du département des Basses-Alpes, victimes du gel, **n° 1344 (rectifié)**. — Le 17 mai 1956, une proposition de loi tendant à la réparation des dommages causés aux oléiculteurs du fait du gel et à favoriser la reconstitution des plantations d'oliviers, **n° 1880**. — Le 17 juillet 1956, une proposition de loi tendant à prévoir l'indemnisation, dans le cadre des crédits prévus au budget de la Reconstruction, des personnes morales françaises pour les dommages subis, durant la guerre 1939-1945, dans des pays avec lesquels la France n'a conclu aucun accord, **n° 2572**. — Le 22 janvier 1957, une proposition de loi tendant à assurer la représentation des travailleurs intellectuels au Conseil économique,

n° 3846. — Le 26 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire homologuer les citations accordées à l'occasion de la guerre de 1939-1945 par les généraux et les chefs de corps, **n° 4661**. — Le 10 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour faciliter les constructions des réseaux d'évacuation des eaux usées dans les communes rurales, **n° 4828**. — Le 25 septembre 1957, une proposition de loi tendant à accorder aux associations inscrites du droit local les avantages fiscaux concédés aux associations reconnues d'utilité publique, **n° 5779**. — Le 6 mars 1958, une proposition de loi tendant à faciliter les adductions d'eau, **n° 6822**. — Le 18 mars 1958, une proposition de loi tendant à protéger la production à l'échelle familiale de la lavande et du lavandin, **n° 6911**. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi tendant à protéger contre la fraude les producteurs d'essences de lavande et de lavandin, **n° 7134**.

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions : du rapport sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription) : *Motions de MM. Isorni et Cayeux (Avis préalable du Conseil d'Etat sur la validité de l'apparement conclu entre les listes de l'U. D. C. A.)* [7 février 1956] (p. 217, 218) ; *Elections contestées de 1951* (p. 218) ; — du quatrième rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (6^e siège) : *Les élections en*

Algérie lors de sa présence au Gouvernement général [10 février 1956] (p. 244); — du rapport supplémentaire du 4^e bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Explications sur ses relations avec le mouvement Poujade alors qu'il n'était pas encore un mouvement politique* [22 février 1956] (p. 432, 433). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique; Art. 34 bis : *Amendement de M. Perche tendant à limiter à trois ouvrages le droit de préférence accordé à l'éditeur* [20 avril 1956] (p. 1432); Art. 35 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer la possibilité de convertir en annuités forfaitaires les droits provenant des contrats en vigueur* (p. 1433); — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ses observations sur les événements de Hongrie; la faillite totale du stalinisme; la nécessité de réclamer le retrait des troupes soviétiques de Hongrie* [18 décembre 1956] (p. 6081, 6082); — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères; Art. 12 bis : *Pourcentage d'augmentation du prix du tabac* [7 mars 1957] (p. 1364); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Rappel d'un de ses articles écrit en 1956* [25 septembre 1957] (p. 4321); — d'urgence d'un projet de loi relatif aux inondations de juin 1957 dans les départements alpins : *Question de l'indemnisation des dommages publics; établissement d'un plan de travaux à l'échelle nationale pour l'exécution des travaux courants et extraordinaires; grande pauvreté des départements et communes de montagnes; rétablissement des chemins vicinaux avec l'aide de l'Etat* [25 février 1958] (p. 989, 990); *Urgence des travaux de protection; caractère spécial des inondations en montagne; engagement de la responsabilité de l'Etat (Préambule de la Constitution)* [4 mars 1958] (p. 1173, 1174); Art. 8 : *Attributions de la qualité de personnes morales aux associations syndicales des canaux d'arrosage* (p. 1182); — d'urgence d'un projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Inquiétude soulevée parmi d'anciens gaullistes par la déclaration du général de GaÛlle ne contenant aucun blâme pour ceux qui ont séparé l'Algérie de la métropole* [16 mai 1958] (p. 2368); *Menace portée contre l'unité nationale et la légalité républicaine; absence de désapprobation de la conduite des généraux; revendication de la plénitude des pouvoirs* (p. 2369, 2370); Condi-

tions dans lesquelles un officier français, d'origine musulmane, passé dans le camp des rebelles et condamné à mort a été gracié (p. 2373); *Conditions dans lesquelles M. Tixier-Vignancour a été reçu au Gouvernement général de l'Algérie* (p. 2377).

NAUDET (Pierre), Député de la Seine (5^e circonscription) (R.R.S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [7 février 1956] (p. 214). — Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503); juge suppléant de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

Dépôts :

Le 16 mars 1956, une proposition de résolution tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée, n^o 1257. — Le 26 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n^o 3568) modifiant la loi n^o 55-20 du 4 janvier 1955 relative aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis, n^o 3680. — Le 20 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République modifiant la loi n^o 55-304 du 18 mars 1955 relative à l'interdiction de séjour, n^o 4601. — Le 20 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n^o 242) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 595 et 591 du Code d'instruction criminelle et l'article 8 du décret du 13 avril 1949 relatifs au casier judiciaire, n^o 4602. — Le 21 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi, adopté par le Conseil de la République, autorisant : 1^o le transfert à Saint-Dizier du siège du tribunal de 1^{re} instance

actuellement fixé à Wassy ; 2^o le transfert à Mézières du siège du tribunal de 1^{re} instance actuellement fixé à Charleville, n^o 4611. — Le 13 décembre 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n^o 242) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 595 et 591 du Code d'instruction criminelle et l'article 8 du décret du 13 avril 1949 relatifs au casier judiciaire, n^o 6149. — Le 18 février 1958, une proposition de loi concernant le chauffage des greffes de paix, n^o 6624.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur les négociations franco-tunisiennes et franco-marocaines [1^{er} mars 1956] (p. 598) ; — sur la politique qu'entend suivre le Gouvernement à la suite de la liquidation du contentieux franco-allemand sur la Sarre, sur les assurances qu'il a prises, quant à la canalisation de la Moselle et quant aux répercussions sur l'économie alsacienne, sur la politique qu'il entend suivre pour permettre une expansion et une modernisation de l'industrie française [4 octobre 1956] (p. 4007). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : *Histoire de la Sarre depuis 1815 ; évolution politique depuis 1945 ; abandons successifs de la France (refus d'admettre la Sarre comme état souverain à la Communauté européenne du charbon et de l'acier au Conseil de l'Europe) ; double jeu du Chancelier Adenauer [11 décembre 1956] (p. 5869, 5870) ; Abandon des réparations ; caractère dérisoire des clauses relatives à la protection des adversaires du rattachement de la Sarre à l'Allemagne ; abandon progressif de l'exploitation du Warndt, fermeture du puits Vuillemin (absurdité économique) ; conséquences : rupture de l'équilibre au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; perte d'un important marché pour la France (p. 5871) ; restitution des aciéries de Volklingen aux Roehling ; canalisation de la Moselle : simple promesse, absence de délais de réalisation, importance des charges financières laissées à la France, péages, problème des bassins de décantation ; mesures corrélatives indispensables : modernisation du réseau navigable de l'Est, développement du port de Dunkerque (p. 5872) ; avis défavorable du Conseil écono-*

mique ; rupture de l'équilibre franco-allemand ; réouverture nécessaire des négociations (p. 5873) ; — du projet de loi portant création de deux chambres à la cour d'appel de Paris : Nécessité d'une réforme profonde du système judiciaire [27 décembre 1956] (p. 6320) ; — des propositions de décisions sur treize décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n^o 56-619 du 23 juin 1956 : Volonté de la France de régler les problèmes posés par les T. O. M. en dehors de toute pression extérieure [30 janvier 1957] (p. 403) ; Succès obtenus à l'O.N.U. au sujet du Togo ; nécessité d'une transaction entre les textes proposés par le Gouvernement et ceux adoptés par la Commission ; réforme nécessaire du Titre VIII de la Constitution ; harmonisation de notre politique européenne et de notre politique africaine ; nécessité d'une solution en Algérie (p. 404) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A.O.F. et de l'A.E.F. : Son amendement tendant à faire du Haut Commissaire le seul représentant du Gouvernement pour l'ensemble du groupe [1^{er} février 1957] (p. 508) ; Son amendement prévoyant que les chefs de territoires sont les délégués permanents du Haut Commissaire (p. 509) ; le retire (ibid.) ; son amendement prévoyant que le Haut Commissaire est le dépositaire des pouvoirs de la République pour l'ensemble des territoires du groupe (p. 510) ; le retire (ibid.) ; son amendement prévoyant que le Haut Commissaire communique avec les représentants de la République outre-mer, les autorités des pays étrangers en Afrique et les représentants consulaires des gouvernements étrangers (p. 511) ; le retire (ibid.) ; son amendement tendant à confier au Haut Commissaire l'organisation de tous les services d'Etat (p. 514) ; son amendement prévoyant une délégation en matière budgétaire du Haut Commissaire au chef du territoire (p. 514) ; son amendement donnant un caractère limitatif à l'énumération des services d'intérêt commun (p. 516) ; son amendement donnant un pouvoir d'arbitrage au Grand Conseil en cas de conflit entre les assemblées territoriales (p. 520) ; son amendement tendant à substituer aux mots : « articles 1382 et 1386 du Code civil », les mots : « articles 1382 à 1386 » (p. 522) ; son amendement tendant à supprimer la procédure de règlement des conflits entre les dispositions législatives et les délibérations des Grands

Conseils (p. 522); [2 février 1957] (p. 569); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 fixant les conditions de formation et de fonctionnement des Conseils de Gouvernement dans les territoires d'A.O.F. et d'A.E.F. : *Son amendement supprimant la responsabilité du Conseil de Gouvernement et prévoyant que les membres des Conseils doivent répondre à toutes les questions posées par les membres de l'Assemblée territoriale* [2 février 1957] (p. 538, 539); — d'un projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail, Art. 2 : *Son amendement (détermination par un règlement d'administration des conditions d'application aux entreprises publiques)* [6 février 1957] (p. 687). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [13 février 1957] (p. 826). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 27 : *Son amendement tendant à garantir aux expropriés la reconstitution, dans l'immédiat, de leurs biens* [15 mai 1957] (p. 2439); *le retire* (p. 2440); Art. 37 : *Main- tien dans les lieux dans les meublés; son amendement tendant à le supprimer* [16 mai 1957] (p. 2482); *Le retire* (ibid.); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Eurat- om : *Motion préjudicielle de M. Caillavet (situation et obligations des participants en cas de réunification de l'Allemagne)* [6 juillet 1957] (p. 3409); *Son article additionnel (vote préalable des mesures nécessaires à la France pour entrer dans le marché commun, précédent de la C.E.C.A., difficultés d'accord sur une politique commune)* (p. 3410, 3411); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Bouxom et Bonte sur la grève des employés de banque : *Sort injuste et discriminatoire du personnel des banques* [23 juillet 1957] (p. 3881, 3882). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [2 octobre 1957] (p. 4483). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Motion préjudicielle de M. Caillavet (dépôt de projet de loi-cadre définissant un ensemble de mesures permettant à la France d'entrer dans les meilleures conditions dans le marché commun)* [17 décembre 1957] (p. 5428). — Dépose une demande d'interpellation sur les intentions du Gouvernement concernant le siège commun des futures institutions européennes [18 décembre 1957] (p. 5463). —

Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques une question orale relative au prix à la production et à la vente au public de certaines denrées alimentaires [31 janvier 1958] (p. 435). — Dépose une demande d'interpellation sur les principes de la politique nord-africaine du Gouvernement et plus généralement de sa politique d'union française dans la situation morale créée par le bombardement aérien de Sakiet [11 février 1958] (p. 657); la développe : *son attitude au moment de l'opération de Suez, situation de nos soldats en Tunisie, Bizerte, absence d'une politique française nettement déterminée, recherche patiente d'une communauté France-Afrique du Nord, déclaration du général de Gaulle à l'ambassadeur de Tunisie* (p. 661, 662, 669). — Prend part à la discussion d'urgence d'un projet de loi et d'une proposition de résolution concernant la mise en œuvre du Code de procédure pénale, Art. 2 : *Motion préjudicielle de M. Arrighi tendant à suspendre les travaux de l'Assemblée Nationale jusqu'à ce que soit levé le siège du Palais-Bourbon; nécessité d'une déclaration de M. le Ministre de l'Intérieur* [13 mars 1958] (p. 1584). = S'excuse de son absence [19 décembre 1957] (p. 5502). = Obtient un congé [19 décembre 1957] (p. 5502).

NERZIC (M. Robert), Député d'Ille-et-Vilaine (U. F. F.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission des affaires économiques [1^{er} mars 1957] (p. 1226), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 28 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à la réglementation de l'ouverture et de la fermeture des boulangeries pendant la

(1) Démissionnaire [26 février 1957] (p. 1144).

période des congés annuels payés, n° 2692. — Le 19 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des aménagements fiscaux pour les victimes directes ou indirectes des inondations, n° 4173. — Le 14 mars 1957, une proposition de loi tendant à porter le salaire du conjoint dans une entreprise commerciale ou industrielle, déductible du bénéfice imposable, prévu par l'article 154 du Code général des impôts à un taux en harmonie avec le S.M.I.G., n° 4506. — Le 14 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour faciliter la distribution du courrier dans les immeubles, n° 4507. — Le 20 mars 1957, une proposition de loi tendant à exonérer du droit de timbre sur le récépissé de déclaration de mutation des débits de boissons la veuve d'un titulaire décédé, n° 4599. — Le 5 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 4995) de M. Courrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines modifications à l'article 37 de l'ordonnance du 30 juin 1945 en faveur des commerçants ambulants, n° 6081. — Le 5 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 4994) de M. Courrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 23 mars 1948 relatif à l'affichage des prix, n° 6084. — Le 28 mars 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 4994) de M. Courrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 23 mars 1948 relatif à l'affichage des prix, n° 7054.

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [25 janvier 1956] (p. 80), [3 octobre 1956] (p. 3993).

NICOLAS (M. Lucien), *Député des Vosges* (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). — Est nommé : membre de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission des pensions [16 octobre

1956] (p. 4126), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission des pensions [18 octobre 1957] (p. 4536). — Est nommé par la Commission des pensions membre suppléant de la Commission chargée de faire le point des demandes présentées par les associations de ressortissants du Ministère des Anciens combattants [7 février 1957] (*J. O.*, débats du 14 février 1957, p. 888).

Dépôts :

Le 22 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir en Algérie une politique d'amélioration du logement musulman, n° 677. — Le 26 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes décisions utiles afin que les divers organismes de crédit agricole soient en mesure d'accorder aux exploitants agricoles qui ont été victimes des gelées survenues pendant l'hiver 1955-1956, le report des annuités 1956 des prêts qui leur ont été consentis, n° 3081. — Le 12 février 1957, une proposition de loi tendant à assurer une réparation aux victimes civiles des événements d'Afrique du Nord, n° 4106. — Le 14 mars 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article L 36 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, en vue d'attribuer le bénéfice de la jouissance immédiate d'une pension proportionnelle à la femme fonctionnaire ayant élevé un ou plusieurs enfants issus d'un mariage antérieur du conjoint, n° 4510. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le barème fixant le montant mensuel de l'allocation compensatrice des augmentations de loyer des locaux soumis à la législation des H.L.M., n° 4966. — Le 29 mai 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article L 209 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre relatif aux droits des ayants cause des victimes civiles de guerre, n° 5065. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article L 344 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 5106. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier les règles d'attribution de la Légion d'honneur aux

anciens combattants de 1914-1918 possédant les cinq titres de guerre et à rouvrir les délais prescrits pour le dépôt des propositions, n° 5121. — Le 24 juin 1957, une proposition de loi tendant à instituer un régime d'allocations-vacances attribuées aux familles percevant les allocations familiales, n° 5228. — Le 26 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de résolution (n° 4814) de M. André Beauguitte tendant à inviter le Gouvernement à apporter des atténuations au régime du blocage des prix en vigueur dans l'industrie de la construction, n° 5688. — Le 12 novembre 1957, une proposition de loi tendant à proroger, dans certains cas exceptionnels, le droit à la protection de l'Etat pour les orphelins de guerre et pupilles de la nation devenus majeurs, n° 5887. — Le 20 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 11 du Code de la route, n° 5955. — Le 16 décembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 52 du Code des mesures concernant les débits de boissons et la lutte contre l'alcooolisme, n° 6162. — Le 16 janvier 1958, une proposition de loi tendant à permettre la prise en considération des enfants recueillis ou adoptés pour l'attribution des majorations de pensions prévues à l'article L 31 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 6336. — Le 14 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder sans délai une aide exceptionnelle aux sinistrés victimes de la tempête de neige qui a sévi dans le département des Vosges au cours de la semaine du 3 au 10 février, n° 6607.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A : *Motion préjudicielle de M. Régouin tendant à surseoir à l'examen du budget des Anciens combattants jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [14 juin 1956] (p. 2599) ; — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs : *Absence d'un plan d'aménagement du territoire* [15 novembre 1956] (p. 4720) ; *Danger d'une dispa-*

rition des petites entreprises ; absence d'un plan de financement (Déclaration de M. Ramadier) (p. 4721) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à augmenter le montant des emprunts bénéficiant de bonifications d'intérêt* [16 novembre 1956] (p. 4779) ; Art. 3 : *Amendement de M. Schaff tendant à porter de 8 à 9 milliards le montant des crédits destinés à l'attribution de primes à la construction* (p. 4781) ; *Son amendement prévoyant la création de prêts à long terme à faible taux d'intérêt* (p. 4785) ; *Son amendement tendant à interdire aux cadres des techniciens du Ministère de la Reconstruction toute intervention en qualité de maîtres d'œuvre* [19 novembre 1956] (p. 4901) ; en deuxième lecture, Art. 35 A : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Coordination effective des services publics, des services concédés et des principaux maîtres d'ouvrage)* [16 mai 1957] (p. 2473) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à exclure de la taxe sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés les résidences secondaires utilisées pour des vacances familiales* (p. 2477) ; en troisième lecture : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen du projet jusqu'au moment où le Gouvernement aura pris les dispositions nécessaires pour remédier au relèvement du taux de l'escompte* [12 juillet 1957] (p. 3578) ; *Ses observations sur : l'accroissement des difficultés financières des constructeurs et la diminution des crédits destinés à l'attribution des primes ; le problème des H. L. M. pour les administrateurs communaux ; la politique du Ministre des Finances* (p. 3578, 3579) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 14, Etat C, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Titres III et IV : *Insuffisance du budget des Anciens combattants ; application de la législation métropolitaine aux victimes civiles d'Afrique du Nord ; application de l'article 136 de la loi du 4 août 1956 ; situation des veuves âgées et des ascendants ; admission dans les maisons de retraite ; situation des orphelins de guerre dont la mère est déchu de ses droits* ; *accélération de la liquidation des dossiers en instance* [26 novembre 1956] (p. 5089, 5090) ; — d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre 1^{er} du Code du travail ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Ancienneté nécessaire pour bénéficier du délai de préavis dans les professions du bâtiment)* [7 février 1957] (p. 730) ; le retire (ibid.) ; — de la proposition

de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que la création d'une Commission internationale d'enquête sur les crimes contre l'humanité soit inscrite à l'ordre du jour de l'O. N. U. : *Ses explications de vote* [14 février 1957] (p. 870) ; — d'interpellations sur la politique économique du Gouvernement : *Augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux artisans fiscaux; suppression de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux produits ménagers; remise en vigueur des avances octroyées aux artisans du bâtiment construisant des logements économiques et familiaux* [20 septembre 1957] (p. 4262) ; — sur la présentation du Gouvernement Antoine Pinay : *Nécessité d'un Gouvernement stable et fort* [18 octobre 1957] (p. 4533) ; — d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière ; Art. 22-6 : *Suspension par le préfet du permis de conduire avant jugement* [31 janvier 1958] (p. 443) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Paiement de la retraite du combattant* [26 mars 1958] (p. 1989, 1990). = S'excuse de son absence [12 mars 1956] (p. 846). = Obtient un congé [12 mars 1956] (p. 846).

NICOLAS (M. Maurice), Député de la Seine (5^e circonscription) (U. F. F.).

Son élection est validée [7 février 1956] (p. 214). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161) ; de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de l'éducation nationale [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est nommé juge titulaire de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

Dépôts :

Le 8 mars 1956, une proposition de loi tendant à fixer le siège de l'Assemblée Nationale à Alger pour la discussion des projets ou propositions relatifs à l'Algérie, n° 1067. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi relative à la réparation des dommages causés par les rebelles en Algérie, n° 1516. — Le 14 mars 1957, une proposition de loi permettant aux

concessionnaires de sauvegarder leurs intérêts commerciaux et financiers après rupture de contrats par les concédants, n° 4508. — Le 4 octobre 1957, une proposition de loi tendant à ramener pour la femme l'âge de la retraite et de l'allocation-vieillesse à 60 ans, n° 5808. — Le 4 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter d'un mois le règlement du tiers provisionnel, n° 6486.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e bureau sur les opérations électorales du département du Loiret [20 janvier 1956] (p. 53). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées par le Gouvernement à l'égard de l'Égypte et sur la conclusion d'un traité d'assistance avec l'État d'Israël [16 mars 1956] (p. 1010). — Pose à M. le Ministre : de l'Intérieur une question orale sur la violation, par certains services placés sous son autorité, du secret des communications téléphoniques [18 mai 1956] (p. 1926) ; — de la Défense nationale une question orale relative au respect du principe de la séparation des pouvoirs (Protestation du Commissaire du Gouvernement du tribunal des forces armées au cours de l'audience du 12 avril 1956 contre les divulgations de propos tenus à huis clos) [18 mai 1956] (p. 1929). = S'excuse de son absence [14 février 1957] (p. 866). = Obtient un congé [14 février 1957] (p. 866).

NININE (M. Jules), Député du Cameroun (1^{re} circonscription) (S. puis M.S.A.).

Son élection est validée [7 février 1956] (p. 351). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de la justice et de législation [7 juillet 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu : Président de la Commission des territoires d'outre-mer [10 février 1956] (p. 254), [4 octobre 1957] (p. 4504) ; représentant suppléant de la France d'outre-mer à l'Assemblée consultative du Conseil de

(1) Démissionnaire [3 février 1957] (p. 204).

l'Europe [23 février 1956] (p. 458). — Est nommé membre du Comité de contrôle du Fonds d'encouragement de la production textile [6 mars 1956] (p. 667).

Dépôts :

Le 2 mars 1956, une proposition de loi tendant à promouvoir dans le territoire du Cameroun sous tutelle internationale, confiée à l'administration de la République française, certaines formes institutionnelles en vue de favoriser le progrès politique, social et économique de ses habitants, n° 981. — Le 9 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République portant amnistie dans certains territoires d'outre-mer, n° 1108. — Le 12 mars 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer et du Ministère des Relations avec les Etats associés ayant participé effectivement à la Résistance, le bénéfice des mesures édictées par la loi n° 52-338 du 25 mars 1952 en faveur des fonctionnaires et agents titulaires des services publics de l'Etat, n° 1145. — Le 12 mars 1956, une proposition de loi tendant à indemniser les évadés des territoires soumis à l'autorité de fait, dite gouvernement de Vichy, ou administrés par l'ennemi, des pertes de biens de toute nature résultant de leur évasion, n° 1146. — Le 12 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 1147. — Le 1^{er} août 1956, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 21 mars 1956 sur la proposition de loi de M. Frédéric Dupont tendant à fixer les modalités de dégage ment ou d'intégration de certaines catégories de personnels d'Indochine, n° 2749. — Le 9 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, tendant à rendre applicables aux Etablissements français de l'Océanie certaines modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, n° 2928. — Le 9 octobre 1956, un rapport au nom de la

Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République, tendant à rendre applicables à la Côte française des Somalis certaines modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la Métropole, n° 2929. — Le 10 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République tendant à rendre applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances certaines modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, n° 2930. — Le 9 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 29 février 1956, sur le projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer et au Togo (à l'exception de Madagascar, de l'archipel des Comores et du Cameroun) les modifications apportées à l'article 373 du Code pénal par la loi validée du 8 octobre 1943, n° 2931. — Le 9 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 29 février 1956, sur le projet de loi tendant à rendre applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon des modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, n° 2932. — Le 7 novembre 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 21 mars 1956 sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à fixer les modalités de dégage ment ou d'intégration de certaines catégories de personnels d'Indochine, n° 3170. — Le 16 novembre 1956, une proposition de loi relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 3264. — Le 13 décembre 1956, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 21 mars 1956 sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à fixer les modalités de dégage ment ou d'intégration de certaines catégories de personnels d'Indochine, n° 3532. — Le 29 janvier 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commis-

sion des territoires d'outre-mer sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 29 février 1956, sur le projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer et au Togo (à l'exception de Madagascar, de l'Archipel des Comores et du Cameroun) les modifications apportées à l'article 373 du Code pénal par la loi validée du 8 octobre 1943, **n° 3932**. — Le 6 février 1957, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à fixer les modalités de dégagement ou d'intégration de certaines catégories de personnels d'Indochine, **n° 4037**. — Le 2 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 231) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues portant amnistie à l'égard des anciens combattants d'Indochine, **n° 4726**. — Le 18 juin 1957, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République relative à la suspension de certains délais prévus par l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 5145**. — Le 19 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 5608) étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions de la loi du 2 juin 1955 modifiant l'article 401 du Code pénal en matière de filouterie d'aliments et de logement, **n° 5940**. — Le 24 janvier 1958, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. le projet de loi (n° 5683) étendant le bénéfice de l'amnistie dans certains territoires d'outre-mer par modification de la loi n° 56-353 du 27 mars 1956; II. les propositions de loi : 1° de M. Llante et plusieurs de ses collègues (n° 2195) tendant à amnistier de plein droit tous les faits commis au cours ou à l'occasion des événements dits « Rébellion malgache de 1947-1948 »; 2° de M. Félix-Tchicaya et plusieurs de ses collègues (n° 2378) portant amnistie dans certains territoires d'outre-mer, **n° 6390**. — Le 24 janvier 1958, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, **n° 6407**. — Le 24 janvier 1958, un avis au nom de la Commission des territoires

d'outre-mer sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République portant amnistie de certaines infractions commises dans le territoire du Cameroun, **n° 6408**. — Le 28 mars 1958, une proposition de loi tendant à modifier dans les territoires d'outre-mer l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, **n° 7046**. — Le 28 mars 1958, une proposition de loi tendant à modifier dans l'Etat sous tutelle du Cameroun l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, **n° 7047**.

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés, Art. 7 : *Dispositions concernant les salariés agricoles, son amendement (Suppression de la référence à la seule métropole)* [23 février 1956] (p. 472). — En sa qualité de *Président de la Commission des territoires d'outre-mer* demande des pouvoirs d'enquête [29 février 1956] (p. 588). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur l'évolution des territoires d'outre-mer* [16 mars 1956] (p. 1012). — Prend part à la discussion du projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *Motion préjudicielle de M. Cuicci* [20 mars 1956] (p. 1069); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Apithy (Rapports entre les territoires d'outre-mer et la métropole)* [21 mars 1956] (p. 1122, 1123); Art. 3 : *Son amendement (Réglementation autonome de la fonction publique outre-mer en ce qui concerne les services territoriaux)* [22 mars 1956] (p. 1176); *Ses explications de vote* (p. 1210). — Est entendu sur le rappel au règlement de M. Charles Benoist : *Organisation de la discussion du projet de loi relatif aux territoires d'outre-mer* [22 mars 1956] (p. 1189). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1956] (p. 1235); — en deuxième lecture, du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-51 : *Situation des magistrats d'outre-mer* [23 juillet 1956] (p. 3488); Art. 20 A : *Situation des administrateurs de l'Indochine* (p. 3492, 3493); *Amendement de M. Dronne tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3494); — du projet de loi relatif à la réorganisation

municipale en A. O. F., en A. E. F., au Togo, au Cameroun et à Madagascar, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 octobre 1956] (p. 4402); — de la proposition de loi relative à la composition de l'assemblée représentative et des assemblées provinciales de Madagascar, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 octobre 1956] (p. 4403); Art. 1^{er}: *Demande de disjonction de M. Charles Benoist* (p. 4404); Art. 2: *Amendement de M. Tsiranana tendant à porter à 40 le nombre de conseillers de la province de Majunga* (p. 4404); *Amendement de M. Tsiranana tendant à porter à 40 le nombre de conseillers de la province de Diego-Suarez* (p. 4404); *Article additionnel de M. Tsiranana tendant à porter à 54 le nombre des membres de l'assemblée représentative de Madagascar* (p. 4405); — d'une proposition de loi tendant à fixer les modalités de dégagement ou d'intégration de certaines catégories de personnel d'Indochine, en qualité de *Rapporteur* [30 octobre 1956] (p. 4405); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Filippi* (p. 4405, 4406); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la composition des assemblées territoriales d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun et des Comores, en qualité de *Rapporteur suppléant* [7 novembre 1956] (p. 4503); — des propositions de la Conférence des Présidents [9 novembre 1956] (p. 4567); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1136 du 13 novembre 1956 relatif au statut de la coopération dans les territoires relevant du Ministre de la France d'outre-mer: *Amendement de M. Bonnefous relatif aux pouvoirs des assemblées territoriales en matière de coopération et de mutualité* [26 décembre 1956] (p. 6235); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1137 du 13 novembre 1956 relatif au crédit agricole outre-mer: *Adaptation nécessaire des garanties exigées des cultivateurs africains pour l'obtention de prêts du Crédit agricole* [26 décembre 1956] (p. 6235); — en deuxième lecture, du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes, Art. 3: *Amendement de M. Louvel (Remplacer l'accord du Gouvernement par l'accord des Ministres intéressés pour habiliter l'O.C. à passer des conventions avec les territoires limitrophes)* [28 décembre 1956] (p. 6376); Art. 5: *Amendement de M. Teitgen tendant à retirer au délégué général la qualité de repré-*

sentant de la République (p. 6377); Art. 7: *Amendement de M. Louvel visant la représentation des administrations au Comité technique des directions* (p. 6378); *Amendement de M. Louvel visant la représentation des organismes publics au Comité technique des directions* (p. 6379); Art. 9: *Amendement de M. Louvel tendant à supprimer les dispositions prévoyant que la loi du 5 janvier 1952 régissant le Bureau d'organisation des ensembles industriels africains pourra être modifiée par décret* (p. 6380); en troisième lecture, Art. 6: *Représentation de la Mauritanie à la Haute Commission de l'O.C.* [29 décembre 1956] (p. 6410); en quatrième lecture: *Représentation de la Mauritanie à la Haute Commission de l'O.C.* (p. 6412); — des interpellations sur le Marché commun européen: *Ses observations sur la nécessité de relever le niveau de vie des masses africaines, les difficultés résultant des différents statuts politiques et économiques des territoires de l'Union française* [17 janvier 1957] (p. 120); *l'attitude des partenaires de la France, les conséquences de l'intégration, pour les budgets, des territoires d'outre-mer, le danger d'un néo-colonialisme européen, la participation des partenaires du Marché commun aux investissements outre-mer* (p. 121, 122); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif à la formation des conseils de gouvernement en A. O. F. et en A. E. F., en qualité de *Rapporteur suppléant* [12 mars 1957] (p. 1464); Art. 16: *Amendement de M. Paul Coste-Floret prévoyant que le Secrétaire général du territoire peut assister aux séances du Conseil* (p. 1465); Art. 17: *Amendement de M. Apithy prévoyant que la dissolution du conseil de gouvernement peut être prononcée par décret après l'avis de l'assemblée territoriale* (p. 1465); — en deuxième examen, du décret du 3 décembre 1956 fixant les attributions des conseils de gouvernement et des assemblées territoriales en A. O. F. et en A. E. F., en qualité de *Rapporteur* [12 mars 1957] (p. 1466); Art. 1 A: *Amendement de M. Paul Coste-Floret relatif à la délégation faite par le haut commissaire au chef de territoire* (ibid.); Art. 1 C: *Amendement de M. Alduy prévoyant que le chef de territoire est assisté d'un secrétaire général* (p. 1467); Art. 31: *Amendement de Mme Lefebvre visant la législation sur la mutualité* (p. 1470); Art. 34: *Amendement de M. Alduy visant la durée des*

sessions extraordinaires (p. 1471); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux collectivités rurales en A. O. F. et en A. E. F., Art. 9 : *Amendement de M. Juskiewski tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Contrôle financier des collectivités rurales)* [12 mars 1957] (p. 1474); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 retirant le caractère obligatoire à certaines dépenses à la charge des budgets des groupes de territoires et des territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur suppléant* [12 mars 1957] (p. 1475); — du projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer certaines dispositions de l'article 373 du Code pénal, en qualité de *Rapporteur* [12 mars 1957] (p. 1493); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Alduy tendant à exclure la République autonome du Togo du champ d'application des dispositions prévues* (ibid.); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret n° 56-1249 du 10 décembre 1956 instituant un régime spécial concernant les réserves constituées par les entreprises métropolitaines pour investissements dans les T. O. M. : *Motion préjudicielle de M. Damasio (Enlèvement du capitaine Moureau)* [15 mars 1957] (p. 1625); Art. 4 : *Amendement de M. Bayrou tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Agrément des programmes d'emploi)* (p. 1628); — en troisième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A. O. F. et de l'A. E. F. [26 mars 1957] (p. 1846); — en troisième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de Madagascar [26 mars 1957] (p. 1846); — en troisième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions du conseil de gouvernement et de l'assemblée représentative de Madagascar [26 mars 1957] (p. 1847); — en troisième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de province et des assemblées provinciales de Madagascar, en qualité de *Rapporteur* [26 mars 1957] (p. 1849); — de la proposition de décision sur le décret du 28 mars 1957 portant statut du Cameroun : *Statut international du Cameroun, économie du projet de statut, malaise*

politique (rôle de l'U.P.C.), crise économique et financière [4 avril 1957] (p. 2039 à 2041); Art. 8 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Buron, prévoyant que les citoyens camerounais jouissent de tous les droits des citoyens français* (p. 2047); Art. 11 : *Amendement de M. Buron tendant à exclure la législation du travail de la compétence de l'assemblée législative* (p. 2048); Art. 22 : *Amendement de M. Margueritte visant l'organisation des travaux du Conseil des Ministres* (p. 2051); Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas (Pouvoir législatif exceptionnel accordé au Conseil des Ministres)* (p. 2055); Art. 25 : *Amendement de M. Paul Coste-Floret permettant au Gouvernement de demander au Haut Commissaire l'expulsion de ressortissants non Camerounais* (p. 2056); Art. 40 : *Amendement de M. Alduy tendant à supprimer cet article (Délégation automatique et permanente des pouvoirs de police du Haut Commissaire)* (p. 2057); *Nouvelle proposition de la Commission* (p. 2058); *Ses explications de vote* (p. 2060, 2061); — d'une proposition de loi relative à l'organisation des élections à l'assemblée locale de la Côte française des Somalis : Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant tendant à permettre aux militaires et marins ayant au moins six mois de présence de participer aux élections territoriales* [4 avril 1957] (p. 2063); — d'une proposition de loi relative à l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 avril 1957] (p. 2065); Art. 2 : *Amendement de M. M.-H. Lenormand visant la composition des circonscriptions* (p. 2066); Art. 5 : *Amendement de M. Hénault instituant le scrutin de liste avec représentation proportionnelle; amendement de M. M.-H. Lenormand instituant le scrutin de liste majoritaire à un tour avec panachage* (p. 2067); — d'une proposition de loi relative à l'assemblée territoriale de la Polynésie française, en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 avril 1957] (p. 2069); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Hénault tendant à délimiter les circonscriptions par groupes d'îles* (p. 2070); *Article additionnel de M. Lenormand tendant à remplacer la dénomination d'« Etablissements français de l'Océanie » par celle de Tahiti* (p. 2071); *Son sous-amendement à cet article additionnel tendant à remplacer la dénomination de Tahiti*

par celle de *Polynésie française* (p. 2072); *Sa demande de seconde délibération* (ibid.); — d'une proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale des Comores, en qualité de *Rapporteur suppléant* [10 avril 1957] (p. 2143); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Juskiewenski supprimant les dispositions prévoyant la nomination d'un gouverneur général* (p. 2144); Art. 8 : *Amendement de M. Juskiewenski visant le recours en annulation des élections au conseil de gouvernement* (ibid.); — d'une proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie; Art. 3 : *Amendement de M. Maurice Lenormand permettant au vice-président de présider le conseil de gouvernement en l'absence du chef de territoire* [10 avril 1957] (p. 2155); Art. 7 : *Amendement de M. Alduy tendant à rétablir cet article (Organisation de l'élection du conseil de gouvernement)* (ibid.); après l'article 36 : *Amendement de M. M. Lenormand tendant à accorder l'immunité parlementaire aux membres de l'assemblée territoriale* (p. 2156); Art. 38 : *Amendement de M. M. Lenormand étendant la compétence de l'assemblée territoriale à la réglementation des professions de courtiers assermentés et agents d'affaires* (p. 2156, 2157); en deuxième examen [9 juillet 1957] (p. 3438); Art. 37 : *Amendement de M. Mutter (Durée des sessions extraordinaires)* (p. 3439, 3440); Art. 38 : *Amendement de M. Lenormand (Pêche hauturière en Nouvelle-Calédonie)* (p. 3441); — en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'assemblée territoriale de la Côte française des Somalis, en qualité de *Rapporteur suppléant* [12 avril 1957] (p. 2266); — en premier examen, de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 portant déconcentration administrative par transfert d'attributions des services centraux du Ministère de la France d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur suppléant* [12 avril 1957] (p. 2275); *Suppression de la compétence des autorités locales en certaines matières* (ibid.); en deuxième examen [9 juillet 1957] (p. 3434); — en premier examen, de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif à l'institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans les

Etablissements français de l'Océanie, en qualité de *Rapporteur suppléant* [12 avril 1957] (p. 2268); en deuxième examen [9 juillet 1957] (p. 3445); Art. 25 : *Présidence du conseil de gouvernement* (p. 3446); Art. 37 : *Amendement de M. Mutter (Durée des sessions extraordinaires)* (p. 3447); Art. 38 : *Amendement de M. Mutter (Réglementation de la pêche maritime)* (p. 3448); — en premier examen, de la proposition de décision sur le décret n° 57-235 du 24 février 1957 relatif à l'Office antiacridien, en qualité de *Rapporteur suppléant* [12 avril 1957] (p. 2281); — en premier examen, de la proposition de décision sur le décret n° 57-245 du 24 février 1957 relatif à la réparation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun; Art. 11 : *Son amendement tendant à étendre le bénéfice du fonds de surcompensation au Togo et au Cameroun à la suite d'un vote de leur assemblée législative* [12 avril 1957] (p. 2287); *Demande le renvoi à la Commission et la réinscription à l'ordre du jour* [9 juillet 1957] (p. 3461, 3462, 3463). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question orale relative au paiement de certaines soldes de fonctionnaires des cadres locaux d'Indochine [17 mai 1957] (p. 2534). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la suspension de certains délais prévus par l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [18 juin 1957] (p. 2742, 2743); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Association des pays d'outre-mer au Marché commun, protection des industries naissantes, crédits d'investissements, maintien de l'aide française au développement des T.O.M., consultation des autorités gouvernementales de chaque territoire, représentation des T.O.M. au sein de l'assemblée du Marché européen, élaboration d'une nouvelle convention d'association après l'expiration des cinq années* [6 juillet 1957] (p. 3375 à 3377); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif aux marchés passés au nom des territoires d'outre-mer

[9 juillet 1957] (p. 3432, 3433); Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant (Acompte aux sous-traitants ayant conclu des marchés avec une entreprise générale)* (p. 3433); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret n° 57-246 du 24 février 1957 relatif aux caisses de compensation des prestations familiales des territoires d'outre-mer : *Limitation de la décision aux seuls territoires d'outre-mer* [9 juillet 1957] (p. 3434); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif à l'extension des attributions du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon [9 juillet 1957] (p. 3437); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif à l'extension des attributions au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale en Côte française des Somalis [9 juillet 1957] (p. 3455); Art. 11 : *Amendement de M. Mohamed Cheikh (Démission des Ministres)* (p. 3456); Art. 15 : *Amendement de M. Mohamed Cheikh (Présence du Secrétaire général au Conseil de gouvernement)* (ibid.); Art. 25 : *Amendement de M. Mohamed Cheikh (Présidence du Conseil de Gouvernement)* (ibid.); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret n° 57-242 du 24 février 1957 relatif au régime des substances minérales dans les territoires d'outre-mer [9 juillet 1957] (p. 3460); en troisième examen, en qualité de *Rapporteur* [12 juillet 1957] (p. 3570); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret n° 57-245 du 24 février 1957 relatif à l'institution d'une université à Dakar : *Demande de renvoi en Commission de Mlle Marzin* [9 juillet 1957] (p. 3461); — d'une proposition de résolution relative à la commémoration du centenaire de Dakar : *Concours financier sollicité, projet de réalisation du centre social et civique* [9 juillet 1957] (p. 3463, 3464); — en troisième examen, de la procédure d'expropriation spéciale à des concessions domaniales, en qualité de *Rapporteur suppléant* [12 juillet 1957] (p. 3571, 3572); — d'un projet de loi relatif à la ratification du traité de cession des Établissements français de l'Inde : *Sa demande de renvoi du projet en Commission* [10 décembre 1957] (p. 5255); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets, Art. 21 : *Son amendement (Intégration des administrateurs de la France d'outre-mer mis à*

la disposition du Ministère des Affaires étrangères) [16 décembre 1957] (p. 5382, 5383); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amnistie au Cameroun, en qualité de *Rapporteur pour avis : Opinion de M. Mbida et de M. Douala Manga Bell, troubles graves existant au Cameroun, lenteurs de la justice française à l'égard de l'U. P. C.* [7 février 1958] (p. 601, 602, 603); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la revision constitutionnelle : *Sa motion préjudicielle tendant à statuer ultérieurement et par rapport séparé sur les modifications à apporter au titre VIII de la Constitution* [20 février 1958] (p. 920); *Importante consultation actuellement en cours sur les structures à donner à la communauté franco-africaine* (p. 920, 921); *la modifie* (p. 921); — du projet de loi sur l'amnistie dans certains territoires d'outre-mer, Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à accorder une amnistie pleine et entière* [18 mars 1958] (p. 1640); Art. 3 : *Son amendement excluant du bénéfice de l'amnistie les personnes condamnées ou poursuivies pour des infractions spéciales d'ordre militaire* [18 mars 1958] (p. 1646); Art. 4 : *Son amendement tendant à exclure du bénéfice de l'amnistie les personnes coupables d'infraction aux lois et règlements concernant la répression de l'alcoolisme* (p. 1647); Art. 5 : *Ses amendements tendant à étendre le bénéfice de l'amnistie aux parents des anciens combattants d'Algérie, aux combattants d'Algérie, aux blessés et médaillés d'Algérie* (ibid.); *Son amendement tendant à étendre le bénéfice de l'amnistie aux victimes des rebelles d'Algérie* (ibid.); — du projet de loi, adopté par le Conseil de la République, relatif au mode d'élection des conseillers de la République des T. O. M., du Togo et du Cameroun, en qualité de *Rapporteur pour avis : Démission du premier rapporteur, M. Plantier, après le rejet par la Commission du report de la date des élections, simples aménagements de détail pour le présent, refonte complète ultérieure de la loi du 23 septembre 1948 sur l'élection des conseillers de la République, incidence de la prochaine revision du titre VIII promise par le Gouvernement* [21 mai 1958] (p. 2422); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Malbrant tendant à sa suppression* (p. 2425); *Amendement de M. Coquel tendant à supprimer l'alinéa relatif à la représentation du Togo et du Cameroun* (p. 2426).

NISSE (M. Robert), *Député du Nord* [3^e circonscription] (R. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [14 mars 1956] (p. 918).

Dépôts :

Le 7 mars 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 16 du Code général des impôts relatif aux exemptions temporaires de la taxe proportionnelle sur les revenus fonciers, **n° 1056**. — Le 22 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des inondations de 1956 dans le département du Nord, **n° 1372**. — Le 20 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 15 février 1956, sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les dommages de guerre et la reconstruction, **n° 1594**. — Le 23 mai 1956, une proposition de loi tendant à permettre aux veuves de guerre le cumul intégral de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et de l'allocation aux mères de famille avec la pension de veuve de soldat, **n° 1919**. — Le 1^{er} août 1956, une proposition de loi tendant à rapporter les dispositions prises par l'ordonnance du 7 octobre 1944, modifiée par l'ordonnance du 7 décembre 1944, relativement au dépôt des valeurs mobilières conservées sur le territoire français, afin de rendre aux propriétaires français de valeurs mobilières étrangères la libre disposition de leurs titres, **n° 2751**. — Le 8 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 2379) tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, **n° 3182**. — Le 2 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la création et le développement de « villages retraités » pour les personnes âgées, **n° 5309**.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département de Maine-et-Loire [19 janvier 1956] (p. 24). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *La garantie des prix, la recherche scientifique et les débouchés pour les produits agricoles, la défense de l'exploitation familiale* [15 mars 1956] (p. 978, 979); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre [4 mai 1956] (p. 1774); Art. 3 bis : *Son amendement (Indemnisation des fondations spéciales)* (p. 1775); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 31-01 : *Diminution des crédits affectés au payement des dommages de guerre, absence d'un plan de financement* [5 juin 1956] (p. 2292, 2293); Art. 4 : *Article additionnel de M. Denvers permettant la mobilisation et le nantissement des titres de dommages mobiliers* [15 juin 1956] (p. 2691); Art. 59 : *Ses observations sur le désir des Français d'acquérir des maisons individuelles et sur la nécessité de supprimer les droits de mutation sur la propriété bâtie* [22 juin 1956] (p. 2913); *Article additionnel de M. Martin concernant l'imposition des terrains transformés en jardins ouvriers* (p. 2957); *Article additionnel de M. Martin concernant la révision quinquennale des évaluations des propriétés non bâties* [22 juin 1956] (p. 2957); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Examen des mesures tendant à favoriser la construction et l'amélioration de l'habitat rural : subventions, prêts du Crédit agricole et du Crédit foncier, primes, législation des H. L. M., fonds national d'amélioration de l'habitat* [13 novembre 1956] (p. 4625, 4626); *Problème général du financement de la construction, établissement et modernisation des équipements collectifs, développement de la productivité dans l'industrie du bâtiment* (p. 4626); *Nécessité de favoriser la résidence en milieu rural, problème de l'aménagement du territoire* (p. 4627); Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer les restrictions visant les crédits destinés à la région parisienne* [15 no-

vembre 1956] (p. 4745); *Son amendement précisant le montant des crédits destinés par priorité à l'habitat rural* [16 novembre 1956] (p. 4776, 4777); Art. 3 : *Son amendement tendant à maintenir la priorité aux programmes d'habitat rural et à accorder, à concurrence de 2 milliards, un droit de priorité aux opérations effectuées dans les communes rurales* (p. 4782); le modifie (p. 4784); Art. 3 ter : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Pflimlin (Extension du coefficient géographique à toutes les régions)* [19 novembre 1956] (p. 4811); Art. 4 : *Son amendement permettant d'investir les dommages de guerre mobiliers dans des travaux de réparations* (p. 4813); le modifie (p. 4814); Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « ou l'adaptation », les mots « adaptation ou le développement »* (p. 4818); *Son amendement tendant à encourager les initiatives prises par les particuliers* (p. 4819); Art. 19 : *Amendement de Mme Lefebvre prévoyant l'adaptation des structures administratives de la région parisienne* (p. 4869); Art. 20 : *Son amendement visant la fixation des prix des espaces boisés qui pourront être expropriés* (p. 4871); Art. 26 : *Son amendement tendant à préciser que l'indemnité est fixée par une commission arbitrale d'évaluation* (p. 4881); le retire (ibid.); Après l'article 36 : *son article additionnel établissant, à concurrence de 5 milliards par an, un droit de priorité aux opérations de modernisation menées dans les communes rurales dans le cadre de la législation H. L. M.* (p. 4891); Art. 42 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Courant tendant à ce que les mesures prévues aux articles 14 et 37 soient prises dans le cadre de la législation existante* (p. 4897); le retire (p. 4898); en deuxième lecture : *Insuffisance du montant des prêts accordés aux H. L. M., nécessité d'examiner le régime de financement de la construction, intérêt d'un système des bons-logements, structure et organisation du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction, fondation d'un haut conseil de l'aménagement du territoire, organisme coordinateur* [11 avril 1957] (p. 2204 à 2207); Art. 3 A : *Son amendement tendant à ne pas réserver aux constructions locatives seules les avantages accordés aux constructeurs ayant usé de moyens de haute productivité* [12 avril 1957] (p. 2237); Art. 5 : *Son amendement tendant à accorder aux propriétaires*

ruraux des prêts à faible taux d'intérêt et à exonérer des droits de mutation à titre gratuit ceux d'entre eux ayant réalisé des investissements justifiés sur leurs fonds (p. 2240); Art. 14 ter : *Amendement de M. Triboulet tendant à assurer aux ouvriers du bâtiment une garantie annuelle de rémunération* [14 mai 1957] (p. 2344); Art. 16 : *Amendement de M. Triboulet prévoyant l'aide financière de l'Etat pour le raccordement d'immeubles nouveaux aux divers réseaux urbains* (p. 2348); Art. 20 : *Amendements de MM. Mignot et Lenormand tendant à soumettre l'expropriation des bois au régime général des expropriations, protection des espaces verts* (p. 2354); Art. 3 ter : *Ses observations sur la délégation de l'allocation-logement, la création de bons-logements, mode d'utilisation des ressources nouvelles dégagées par l'augmentation de la productivité, amélioration du financement de la construction, liaison du problème avec la rentabilité de la construction, remplacement des locataires par des propriétaires* [15 mai 1957] (p. 2423, 2424); *Son amendement concernant la suppression des droits de mutation par décès sur les propriétés bâties* (p. 2435); *Incidence sur la mobilité de la main-d'œuvre, intérêt économique, développement de la construction individuelle, augmentation des rentrées fiscales* (p. 2436); Art. 27 : *Amendement de M. Triboulet le modifiant (Dispositions transitoires relatives à l'expropriation)* [16 mai 1957] (p. 2469); Art. 37 : *Problème des meublés : ses observations sur les inconvénients d'une réglementation trop stricte, incidence du blocage des prix* (p. 2479, 2480); en troisième lecture : *Ses observations sur la titularisation des fonctionnaires du Ministère de la Reconstruction et du Logement, l'incidence du relèvement du taux d'escompte, spécialement sur les Logeco* [12 juillet 1957] (p. 3576); Art. 27 : *Ses observations sur l'interprétation du paragraphe II* (p. 3589); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 14, Etat C, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : *Affectation de 1 0/0 des crédits de construction aux travaux de décoration, préservation des monuments historiques (Complication des formalités administratives)* [27 novembre 1956] (p. 5166); *Etablissement nécessaire d'un plan de travaux, ouverture nécessaire de nouveaux musées, insuffisance des crédits affectés aux foyers archéologiques, créa-*

tion d'un Ministère des Beaux-Arts, nécessité de faire place à l'art monumental dans les plans d'urbanisme, défense et développement du patrimoine artistique et culturel de la France (p. 5167); INDUSTRIE ET COMMERCE, Titres III et IV : Historique de la législation sur l'importation et le raffinage du pétrole, politique de l'alcool, incorporation de celui-ci au pétrole, insuffisance des stocks détenus par les raffineries, obligations à imposer dans ce domaine aux sociétés pétrolières (américaines notamment) [28 novembre 1956] (p. 5222 à 5224); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Titres III et IV : Application de la législation sur les dommages de guerre, réglementation concernant les fondations spéciales et l'expropriation, mobilisation des titres de dommages de guerre mobiliers, aménagement régional : rôle coordinateur du Ministère de la Reconstruction, liquidation des dossiers de dommages de guerre, situation du personnel (statut, avancement), révision nécessaire de l'accord franco-belge sur les dommages de guerre [29 novembre 1956] (p. 5264 à 5266); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Titres III et IV : Amélioration des liaisons fluviales de la région du Nord avec Dunkerque et avec la région parisienne, concurrence des ports hollandais et belges, achèvement du canal du Nord [30 novembre 1956] (p. 5338 à 5340); Art. 15, Etat D, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT : Attributions du Ministère en matière d'aménagement du territoire [5 décembre 1956] (p. 5552); Art. 66 : Amendement de M. Desouches tendant à fixer la répartition des prêts qui peuvent être accordés en application de la législation sur les H. L. M. (p. 5558); Art. 98 : Exportations d'alcool vers les Etats-Unis et l'Union soviétique, réforme nécessaire du régime fiscal et financier du régime des alcools [8 décembre 1956] (p. 5756); Prix de l'alcool de betterave (controverse avec M. Ramadier) (p. 5757, 5758); Après l'article 107 : son article additionnel prévoyant le dépôt avant le 1^{er} mars 1957 d'un projet de loi portant modification du mode de détermination du revenu cadastral (p. 5763); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Ses observations sur les perspectives du troisième plan de modernisation, le rôle des exploitations familiales, la volonté du Gouvernement de peser sur les prix agricoles, le déséquilibre entre ces derniers et les prix industriels, la production betteravière

(prix, plan betteravier et plan sucrier), la politique de l'alcool (excédent du service des alcools, utilisation pour la fabrication du carburant, marché désastreux passé avec l'U. R. S. S. et les Etats-Unis), l'utilisation du conservateur dans le beurre fermier, la révision du revenu cadastral, la création nécessaire d'une caisse nationale de solidarité, les importations de pommes de terre et de lait en provenance du Benelux, les dangers du marché commun, l'enseignement agricole, le coût des moyens de production, l'habitat rural [5 mars 1957] (p. 1302 à 1306); — du projet de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères; Art. 14 : Révision du cadastre [8 mars 1957] (p. 1395); — du projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : Critique de la « petite Europe des Six » (sexuplice), politique extérieure actuelle des Etats-Unis, son anticolonialisme, édification de l'Union française et richesse de ses territoires en minerais et en pétrole, position du Gouvernement français sur la question de la frontière Oder-Neisse [6 juillet 1957] (p. 3358 à 3360); — d'une proposition de résolution concernant l'aide aux victimes des calamités publiques : Question d'ordre général, rappel de la loi du 8 août 1950 promettant le dépôt d'un projet de loi, application aux sinistrés de la législation sur les dommages de guerre, étude du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au logement sur ce sujet [19 juillet 1957] (p. 3799); — d'une proposition de loi relative à la défense du beurre fermier : Rappel des lois-circulaires de 1897 à 1955 sur la possibilité d'utiliser un conservateur, vœu de l'Académie de médecine, avis de la Conférence du lait de septembre 1945, nocivité contestable de l'acide borique, principe de la libre disposition du lait et de la crème [23 juillet 1957] (p. 3839 à 3841). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement a été amené à prendre sur le plan économique à la suite du vote par le Parlement du traité instituant la Communauté économique européenne [17 septembre 1957] (p. 4091); la développe : Ses observations sur la contradiction entre les dispositions du traité de marché commun et les mesures gouvernementales récentes, l'ampleur et les causes du déficit de notre balance des comptes, la proximité de la date d'application du marché commun, les causes de la crise agricole, le problème de

l'aménagement des campagnes, les dangers pour l'agriculture française relatives aux prix agricoles (prix du blé) et à l'emploi de la main-d'œuvre, le sort des petites exploitations familiales, la position défavorisée de la France dans la « septuaginta » [19 septembre 1957] (p. 4185 à 4188). — S'excuse de son absence [7 juin 1956] (p. 2396), [14 novembre 1957] (p. 4773), [21 janvier 1957] (p. 158). — Obtient des congés [7 juin 1956] (p. 2396), [14 novembre 1957] (p. 4773), [21 janvier 1958] (p. 158). — Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [28 janvier 1958] (p. 305, 306).

NOEL (M. Marcel), Député de l'Aube (C.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 169). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu secrétaire de la Commission des moyens de communication et du tourisme [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 16 février 1956, un rapport fait (au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3247) de M. Alcide Benoit et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions permettant l'application effective de l'automatisme de la péréquation des pensions des anciens agents de la S.N.C.F., **n° 514**. — Le 16 février 1956, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'allocation spéciale instituée par la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 aux retraités de la S.N.C.F. et à ceux des autres régimes particuliers de retraites, dont le montant de la pension n'atteint pas le plafond prévu par la loi, **n° 515**. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à accorder, au titre de l'allocation spéciale instituée par la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, en complément, aux retraités de la S.N.C.F. et à ceux des autres régimes particuliers de retraite, la différence entre le

montant de leur pension et le taux du plafond de ressources prévu par la loi, **n° 769**. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à intégrer dans le calcul de la retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, servis par la C. A. M. R., les services militaires et les bonifications de campagne résultant des guerres de 1914-1918, 1939-1945, **n° 773**. — Le 28 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux agents de la S.N.C.F., qui ont assuré la marche des trains dans des conditions pénibles dues au grand froid, une prime exceptionnelle et immédiate de 5.000 francs, **n° 791**. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux agents retraités des chemins de fer d'intérêt local, des lignes secondaires et des tramways affiliés à la Caisse autonome mutuelle des retraites, les dispositions de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953 portant majoration des pensions et à prendre les dispositions nécessaires afin que la péréquation intégrale des retraites soit réalisée rapidement, **n° 906**. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux sapeurs-pompiers volontaires non professionnels le bénéfice d'une retraite vieillesse proportionnelle complémentaire, **n° 910**. — Le 6 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une prime exceptionnelle de rendement à tous les personnels des Ponts et chaussées exclus du bénéfice du décret n° 52-11 du 3 janvier 1952 portant ajustement et fixation des primes de services et de rendement des fonctionnaires des Ponts et chaussées, **n° 1013**. — Le 8 mars 1956, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice d'un minimum de cinq annuités à compter dans leur pension de retraite, aux retraités de l'ex-T.C.R.P., victimes de l'acte dit loi du 1^{er} décembre 1940, **n° 1076**. — Le 8 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à la direction générale de la S.N.C.F. de modifier l'article 64 du règlement P. 13, notamment les dispositions relatives aux majorations de redevances d'occupation réclamées aux agents, ex-agents de la S.N.C.F. et à leurs ayants cause, **n° 1077**. — Le 13 mars 1956, une proposition de loi tendant à assurer un fonctionnement normal de la Caisse autonome mutuelle de retraites et à étendre aux

personnels des entreprises de transports publics autorisés de voyageurs et de marchandises, les dispositions de la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 1165. — Le 13 mars 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. 1° le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 23 février 1956, sur la proposition de loi de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues étendant aux cheminots anciens combattants, déportés et internés de la Résistance, le bénéfice des dispositions légales appliquées aux fonctionnaires, aux agents des services publics, aux travailleurs des industries nationalisées, relatives aux campagnes de guerre double et simple; 2° le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 23 février 1956, sur la proposition de loi de M. Lemaire et plusieurs de ses collègues tendant à l'application aux anciens combattants des chemins de fer du bénéfice de la campagne double; II. les propositions de loi : 1° de MM. Robert Bichet, Penoy et Dorey (n° 204) tendant à étendre aux cheminots le bénéfice des dispositions de la loi n° 54-1124 du 26 septembre 1951, instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance; 2° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 311) tendant à étendre aux cheminots anciens combattants, déportés et internés de la Résistance, le bénéfice des dispositions légales appliquées aux fonctionnaires, aux agents des services publics, aux travailleurs des industries nationalisées, relatives aux campagnes de guerre double et simple, n° 1175. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à uniformiser les régimes des pensions de réversibilité des veuves des ex-agents de la S. N. C. F., n° 1474. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 7 du décret n° 46-759 du 19 avril 1946 aux employés auxiliaires provenant du personnel communal, n° 1612. — Le 27 avril 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 773) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à intégrer dans le calcul de la retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, servis par la

C. A. M. R., les services militaires et les bonifications de campagne résultant des guerres de 1914-1918, 1939-1945, n° 1687. — Le 2 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer dans la catégorie B (service actif) les agents de la navigation intérieure et des ports maritimes, n° 1723. — Le 15 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 1013) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une prime exceptionnelle de rendement à tous les personnels des Ponts et chaussées exclus du bénéfice du décret n° 52-41 du 3 janvier 1952 portant ajustement et fixation des primes de services et de rendement des fonctionnaires des Ponts et chaussées, n° 2224. — Le 15 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues (n° 765) tendant à compléter les dispositions de l'article 2 de l'acte dit loi du 1^{er} décembre 1940, validé par l'ordonnance n° 45-1188 du 6 juin 1945, portant résorption du personnel de la R. A. T. P.; 2° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 1076) tendant à accorder le bénéfice d'un minimum de cinq annuités à compter dans leur pension de retraite, aux retraités de l'ex-T. C. R. P., victimes de l'acte dit loi du 1^{er} décembre 1940, n° 2225. — Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 23 mars 1956 sur la proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la réduction de 30 0/0 sur les tarifs S. N. C. F. applicable aux voyages de congés payés, aux conjoints et aux enfants des titulaires d'une pension, servie au titre d'un régime de sécurité sociale ou d'aide aux grands infirmes et aveugles, même si ces titulaires ne peuvent se déplacer pour raison de santé; II. les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 138) tendant à accorder aux conjoints des vieux travailleurs la réduction de 30 0/0 sur les réseaux de la S. N. C. F.; 2° de M. Vigier (n° 577) tendant à faire bénéficier de facilités de transport par chemin de fer les épouses de bénéficiaires d'une rente, pension,

retraite, allocation ou d'un secours viager de la sécurité sociale; 3° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n° 776) tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi; 4° de M. Frédéric-Dupont (n° 2128) ayant pour objet de porter de trois à six mois le délai de validité du billet annuel à prix réduit prévu en faveur des pensionnés, retraités par la loi du 1^{er} août 1950, n° 2669. — Le 30 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 2809) de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues tendant à apporter certains aménagements aux liquidations des pensions des agents des réseaux secondaires, des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways, tributaires de la loi du 22 juillet 1922 créant la Caisse autonome mutuelle des retraites, n° 3097. — Le 30 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 2811) complétant l'article 5 de l'ordonnance du 2 décembre 1944 modifiant les lois des 22 juillet 1922, 31 mars 1928, 31 mars 1932 et 18 janvier 1936, relatives aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, par une disposition étendant le bénéfice des majorations pour enfants à des pensionnés titulaires de pensions de réforme acquises après vingt-cinq ou trente ans de service, n° 3098. — Le 15 novembre 1956, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe générale et de la surtaxe instituée par l'article 17 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 les véhicules automobiles et les remorques affectés au transport du matériel d'exploitation des industriels forains, n° 3251. — Le 22 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer rétroactivement les agents de travaux et les conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans la catégorie B, 2^e échelon, c'est-à-dire « services actifs », sans modification de l'âge limite actuel du départ en retraite, n° 3836. — Le 25 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à rapporter la circulaire du Ministre des Travaux publics du 10 novembre 1950

concernant les rapports entre le Ministre des Travaux publics et la Fédération nationale des cheminots (C.G.T.); 2° à prendre toute initiative en vue d'obtenir de la Direction de la S.N.C.F, qu'elle annule les dispositions de sa lettre D. 4321/20 du 14 novembre 1950 et reprenne avec la Fédération nationale des cheminots (C.G.T.) des relations normales conformes aux dispositions du protocole du 3 juin 1948 sur le droit syndical et de son article 2 en particulier, n° 3918. — Le 12 février 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2608) de M. Jean Lefranc tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 125 du décret n° 54-724 du 10 juillet 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière, n° 4097. — Le 26 février 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 1025) de M. Penoy tendant à modifier l'article 7 de la loi du 31 mars 1928 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 4290. — Le 26 février 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 906) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux agents retraités des chemins de fer d'intérêt local, des lignes secondaires et des tramways affiliés à la Caisse autonome mutuelle des retraites, les dispositions de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953 portant majoration des pensions et à prendre les dispositions nécessaires afin que la péréquation intégrale des retraites soit réalisée rapidement, n° 4291. — Le 1^{er} mars 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 20 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux lignes de transport routier les réductions de tarif accordées à certaines catégories de voyageurs sur les réseaux ferroviaires, n° 4384. — Le 1^{er} mars 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 20 mars 1956, sur

la proposition de loi de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à accorder pendant la période normale des congés payés la réduction de 30 0/0 sur les tarifs S. N. C. F. aux assurés sociaux en assurance longue maladie, accidentés du travail, et à leur famille, n° 4385. — Le 1^{er} mars 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport fait, au cours de la deuxième législature, repris le 20 mars 1956, sur la proposition de loi de MM. Badie et Devemy tendant à accorder aux pensionnés d'invalidité ressortissant du Ministère des Anciens combattants des réductions sur les tarifs de voyageurs dans les transports en commun, n° 4386. — Le 1^{er} mars 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 20 mars 1956, sur : 1° la proposition de loi de M. Arbeltier et plusieurs de ses collègues tendant à permettre à la famille d'un salarié de bénéficier de la réduction annuelle sur les chemins de fer même lorsque le chef de famille ne voyage pas en même temps qu'elle ; 2° la proposition de résolution M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français certains aménagements dans la réglementation de l'octroi de billets populaires de congé annuel de façon à ce que tous les ayants droit puissent en bénéficier, même s'ils voyagent séparément à l'aller, n° 4387. — Le 5 mars 1957, une proposition de loi tendant : 1° à dispenser les agents de la S. N. C. F., titulaires d'une pension d'invalidité de toute participation à l'occasion des frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation ou de cure ; 2° à faire bénéficier, le cas échéant, ces mêmes agents des dispositions de l'article 55 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1955, n° 4403. — Le 19 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires afin que la direction de la S. N. C. F. supprime l'examen d'accès aux grades de chef de groupe, d'agent d'études administratives et de sous-chef de magasin, institué par la note P 116 du 10 février 1953, dit examen de barrage, n° 4583. — Le 11 avril 1957, une proposition de loi tendant à doter d'un statut professionnel des gérants non salariés des maisons à succre-

sales multiples et des coopératives de consommation définies par la loi du 21 mars 1941 modifiée par la loi du 3 juillet 1944, n° 4853. — Le 12 avril 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 1165) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à assurer un fonctionnement normal de la Caisse autonome mutuelle de retraites et à étendre aux personnels des entreprises de transports publics autorisés de voyageurs et de marchandises, les dispositions de la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 4902. — Le 11 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3836) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à classer rétroactivement les agents de travaux et les conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans la catégorie B, 2^e échelon, c'est-à-dire « services actifs », sans modification de l'âge limite actuel du départ en retraite, n° 5447. — Le 11 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 23 février 1956, sur la proposition de résolution de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles afin que les cotisations payées à la sécurité sociale par les entreprises de transports routiers soient calculées sur l'intégralité des salaires, primes comprises, versées à leur personnel, n° 5450. — Le 12 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. la proposition de loi (n° 2926) de M. Pierre Ferrand tendant à l'adoption de mesures destinées à diminuer la fréquence des accidents automobiles et à accroître la sécurité des usagers ; II. la proposition de résolution (n° 4176) de M. Jean Lainé tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire sur les véhicules de gros tonnage l'adoption de bavettes de protection, n° 5473. — Le 19 juillet 1957, une proposition de loi tendant à la création à la S. N. C. F. d'une commission paritaire, composée de représentants des organisations syndicales du personnel,

de la direction de la S. N. C. F., du Ministère des Travaux publics et des Transports avec pouvoir de décision sur les questions des salaires du personnel, des retraites et pensions, des conditions de travail et de la sécurité, des revendications catégorielles et de tous les problèmes intéressant les conditions de vie des agents et de leurs familles, n° 5580. — Le 25 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 4010) de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier pour les petits transporteurs routiers les modalités de perception des taxes semestrielles sur les véhicules automobiles instituées par l'article 17 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956, n° 5662. — Le 25 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 20 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Jules Valle et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux familles nombreuses des cartes de réduction sur les chemins de fer en ce qui concerne les enfants de 18 à 21 ans continuant leurs études, n° 5663. — Le 25 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 23 février 1956, sur la proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer la sécurité de la circulation routière en réglementant les vitesses autorisées, en interdisant les surcharges et en exigeant des moyens de freinages plus efficaces pour les véhicules de transport routiers, marchandises et voyageurs, n° 5664. — Le 25 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 23 février 1956, sur les propositions de loi : 1° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer les conditions et la durée du travail dans les transports routiers publics et privés; 2° de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la durée du travail dans les transports sur route en vue d'assurer la sécurité du public et du personnel, n° 5665. — Le 18 octobre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 13

du décret du 24 octobre 1935 en faveur du personnel des réseaux secondaires, des voies ferrées d'intérêt local, des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des lignes affermées de la S. N. C. F. ou des tramways, licencié pour modernisation, n° 5838. — Le 5 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire remplacer le libellé de l'article 5 du règlement de retraite du personnel de la R. A. T. P. par celui de l'article 3 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, n° 6065. — Le 6 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 5649) relatif à la prolongation du mandat de certains administrateurs de la Régie autonome des transports parisiens, n° 6097. — Le 19 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 515) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'allocation spéciale instituée par la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 aux retraités de la S. N. C. F. et à ceux des autres régimes particuliers de retraites, dont le montant de la pension n'atteint pas le plafond prévu par la loi, n° 6211. — Le 26 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les décrets du 2 novembre 1957 classant les conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées dans la catégorie R, avec effet rétroactif à compter de leur date de fonctionnarisation, n° 6258. — Le 26 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 30 octobre 1956, sur la proposition de résolution de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions instituant le dédoublement des échelles 9, 10 et 11 vis-à-vis du personnel cadre de la Régie autonome des transports parisiens, n° 6262. — Le 14 janvier 1958, une proposition de loi tendant à intégrer dans le calcul de la retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways servis par la Caisse autonome mutuelle des retraites le temps de service militaire au titre de campagne simple, n° 6310. — Le 16 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir

la parité entre les salaires des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et ceux fixés par la convention du bâtiment et des travaux publics de la Seine, conformément à la circulaire ministérielle n° 139 du 10 octobre 1953, n° **6333**. — Le 11 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux cheminots retraités et pensionnés, ainsi qu'aux veuves, la péréquation sur le montant du paiement complémentaire, valable du 1^{er} avril au 31 décembre 1957 et payé sous forme de rappel le 21 janvier 1958, aux agents de la S. N. C. F. en activité de service, n° **6554**. — Le 28 février 1958, une proposition de loi tendant à réintégrer dans le régime de la C. A. M. R. les jeunes agents des chemins de fer secondaires et des tramways qui en ont été exclus par l'article 4 du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954, n° **6753**. — Le 5 mars 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 2809) de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues tendant à apporter certains aménagements aux liquidations des pensions des agents des réseaux secondaires, des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways, tributaires de la loi du 22 juillet 1922 créant la Caisse autonome mutuelle des retraites, n° **6806**. — Le 7 mars 1958, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 5838) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 du décret du 24 octobre 1953 en faveur du personnel des réseaux secondaires, des voies ferrées d'intérêt local, des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des lignes affermées de la S. N. C. F. ou des tramways, licenciés pour modernisation, n° **6825**. — Le 11 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès de la S. N. C. F. en vue de maintenir dans son intégralité la réduction de tarif accordée aux anciens combattants et mutilés de guerre, quand ceux-ci, à titre de chef de famille salarié, font une demande de réduction de 30 0/0 sur le tarif des billets de congé populaire annuel, n° **6865**. — Le 13 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder aux agents actifs et retraités de la S. N. C. F. les

augmentations de salaires, retraites et pensions, prévues à la réunion de la Commission mixte du statut le 30 novembre 1957; 2° à autoriser la S. N. C. F. à répartir immédiatement entre ces mêmes agents et, après discussion au sein de la Commission mixte du statut, une partie des économies provenant des résultats techniques de l'année 1957, n° **7125**. — Le 27 mai un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6065) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire remplacer le libellé de l'article 5 du règlement de retraite du personnel de la R. A. T. P. par celui de l'article 3 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, n° **7203**. — Le 1^{er} juin 1958, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme (n° 6310) sur la proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à intégrer dans le calcul de la retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways servie par la caisse autonome mutuelle des retraites le temps de service militaire au titre de campagne simple, n° **7225**. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de M. Defferre et plusieurs de ses collègues (n° 6451) tendant à l'abrogation partielle du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways; 2° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 6753) tendant à réintégrer dans le régime de la C. A. M. R. les jeunes agents des chemins de fer secondaires et des tramways qui en ont été exclus par l'article 4 du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954, n° **7273**. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 7166) de M. Robert Bichet tendant à relever de la forclusion les agents de la R. A. T. P. bénéficiaires de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 ayant omis de faire une demande dans les délais impartis par la note intérieure (R. A. T. P.) n° 225 (art. 26, 27, 29), n° **7274**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi étendant aux cheminots, anciens combattants, déportés et internés de la Résistance le bénéfice de certaines dispositions relatives aux campagnes de guerre, en qualité de *Rapporteur* : *Exception faite au détriment des cheminots ; traitements des cheminots ; attitude héroïque des cheminots pendant la Résistance* [15 mai 1956] (p. 1851, 1852) ; — d'un projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Situation financière de la caisse autonome mutuelle de retraites* [12 juin 1956] (p. 2495) ; Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif relatif aux revendications des agents de travaux et conducteurs de chantiers (classement en catégorie B, primes pour services rendus)* (p. 2508) ; Chap. 34-01 : *Ses observations relatives aux conditions de travail des conducteurs routiers* (p. 2514) ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif relatif à la transformation d'emplois d'agents en emplois d'adjoints techniques à la météorologie nationale* (p. 2528) ; le retire (p. 2529) ; Chap. 45-61 : *Son amendement indicatif relatif aux conditions d'exploitation de la société Air France et aux revendications de son personnel* (p. 2530) ; le retire (p. 2531) ; POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Utilisation des emprunts ; construction de logements destinés au personnel ; revendications du personnel* [20 juin 1956] (p. 2776, 2777) ; Etat E, Chap. 1000 : *Son amendement indicatif (extension de la loi de quarante heures aux services des Postes, Télégraphes et Téléphones)* (p. 2788) ; le retire (p. 2789) ; Art. 12 : *Problème posé par la fermeture des lignes secondaires ; « cadeau » fait aux grandes sociétés de transports* [22 juin 1956] (p. 2971, 2972) ; Etat E, Chap. 1040 : *Son amendement indicatif (indice de traitement des courriers convoyeurs et entreposeurs)* (p. 2977) ; *ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 12 et pour l'adoption de l'article 2 et de l'ensemble du projet de loi* : *Observations sur les causes du déficit de la Société nationale des chemins de fer français ; volonté du groupe communiste de favoriser*

l'unité entre les travailleurs socialistes et les travailleurs communistes [26 juin 1956] (p. 3021, 3022) ; — d'une proposition de résolution tendant à accorder une bonification d'ancienneté aux retraités de l'ancienne société des transports en commun de la région parisienne, en qualité de *Rapporteur* [31 octobre 1956] (p. 4463) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Titres III et IV : *Situation du personnel de la navigation aérienne ; déficit d'Air France ; avantages accordés aux compagnies privées* [30 novembre 1956] (p. 5324) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Titres III et IV : *Suppressions d'emplois ; classement en catégorie B des conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées ; revendications des ouvriers des parcs automobiles, des commis de bureaux et des personnels des phares ; conditions de travail des conducteurs routiers* [30 novembre 1956] (p. 5340, 5341) ; Art. 18, Etats G et H ; P. T. T., en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Déficit du budget ; logement du personnel ; problème des effectifs ; conditions de travail dans les bureaux-gares et les centraux téléphoniques ; conditions d'attribution des différentes primes ; insuffisance des crédits accordés aux œuvres sociales* [7 décembre 1956] (p. 5695). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, au Transport et au Tourisme une question orale relative à l'exercice du droit de grève pour le personnel de la météorologie nationale [7 décembre 1956] (p. 5679). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 45-42 : *Fermeture des lignes secondaires des chemins de fer* [27 décembre 1956] (p. 6305) ; — d'une interpellation relative à la circulation routière : *Adaptation de notre réseau routier à la circulation actuelle ; contrôle des travaux routiers par les trusts ; cas des conducteurs de chantiers ; conditions de travail des conducteurs routiers* [3 avril 1957] (p. 2003, 2004, 2005) ; — du projet de loi de sur les institutions d'Algérie : *Inquiétude des familles des soldats d'Algérie ; lecture de la lettre d'un rappelé relatant des tortures* [26 septembre 1957] (p. 4396, 4397) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉ-

SOR, Art. 73 : *Principes de gestion de la S. N. C. F. sur la question des lignes secondaires, tarifs marchandises, catastrophes ferroviaires, climat social actuel à la S. N. C. F.* [25 mars 1958] (p. 1954 à 1956).

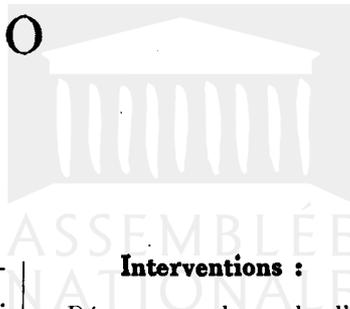
NOTEBART (M. Arthur), *Député du Nord* [2^e circonscription] (S.).

Son élection est validée [28 février 1956] (p. 523). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu secrétaire de la Commission des moyens de communication et du tourisme [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4537).

Dépôts :

Le 28 février 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'assurance volontaire, pour le risque maladie, aux artisans, aux commerçants, aux personnes exerçant une profession libérale et à toute personne qui, résidant sur le territoire métropolitain, n'est pas assurée obligatoire et ne relève cependant pas d'un régime spécial, **n° 789**. — Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n°714) de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les agents de la S.N.C.F., anciens déportés et internés de la Résistance, titulaires d'une pension militaire d'invalidité, des dispositions du premier paragraphe de l'article 35 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 pour l'application de nouveaux taux d'émoluments et la liquidation des indemnités dues aux anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 2670**.





OOPA (M. Pouvanaa), *Député des Etablissements français de l'Océanie (N.I. puis P.).*

Est proclamé député [24 février 1956] (p. 514). — Son élection est validée [24 février 1956] (p. 514). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôt :

Le 24 juillet 1956, une proposition de loi relative à la formation et à la composition de l'Assemblée territoriale de Tahiti, actuellement dénommée « Etablissements français de l'Océanie », n° 2617.

ORTLIEB (M. Fernand), *Député du Haut-Rhin (M. R. P.).*

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôt :

Le 2 juillet 1957, un avis au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi (n° 4676) autorisant le Président de la République à ratifier : 1° le traité instituant la Communauté économique européenne et ses annexes ; 2° le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ; 3° la convention relative à certaines institutions communes aux communautés européennes, signés à Rome le 25 mars 1957, n° 5298.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [19 février 1957] (p. 977) ; la développe : *ses observations sur l'absence de politique à long terme, le blocage des investissements, l'élaboration du projet de loi-cadre, la défense de l'exploitation familiale, la formation professionnelle et l'enseignement agricole* [27 février 1957] (p. 1169, 1170). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom, en qualité de *Rapporteur pour avis : Commerce des boissons, viticulture et vins* [2 juillet 1957] (p. 3157, 3158). = S'excuse de son absence [5 juin 1956] (p. 2391), [20 décembre 1956] (p. 6173). = Obtient un congé [20 décembre 1956] (p. 6173).

ORVOEN (M. Louis), *Député du Finistère, (M.R.P.).*

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160) ; de la Commission de l'agriculture [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 811 du Code rural concernant la possibilité pour le bailleur d'un fonds rural de reprendre le fonds loué à l'expiration de chaque période triennale, n° 378. — Le 5 mars 1957, une proposition

de loi tendant à compléter le décret n° 54-1251 du 20 décembre 1954 pris en vertu des pouvoirs spéciaux à l'effet d'accélérer l'aménagement foncier et le remembrement du territoire, n° 4405. — Le 17 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide exceptionnelle de 200 millions de francs aux sinistrés de la région de Quimperlé victimes de l'orage qui s'est produit le 4 août 1957, n° 5734. — Le 14 janvier 1958, une proposition de loi relative à l'organisation de la vulgarisation agricole, n° 6324.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole du Gouvernement : *son ordre du jour (l'expansion de la production agricole, l'orientation et les débouchés)* [15 mars 1956] (p. 983, 984); *le retire* (p. 990); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement ; ses observations sur : *les conséquences des importations de produits alimentaires, la stabilité des revenus des agriculteurs* [18 octobre 1956] (p. 4235); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement ; ses observations sur : *le remembrement, le statut des agents d'échanges, les difficultés des exploitations familiales, la nécessité d'interdire le cumul des exploitations et de faciliter le travail en association, le malaise des jeunes ruraux, les importations de plants de pommes de terre et de chevaux de boucherie, le crédit agricole, la vulgarisation, la retraite vieillesse des agriculteurs* [27 février 1957] (p. 1179, 1180); *son ordre du jour (garantie de prix à la production, statut des*

exploitations familiales, vulgarisation technique, adoption rapide du troisième plan, parité entre le S.M.I.G. de l'agriculture et de l'industrie, protestations contre le blocage des crédits, lutte vigoureuse contre la fièvre aphteuse) [6 mars 1957] (p. 1340); *le retire* (p. 1342); — d'interpellations sur la politique économique du Gouvernement : *son ordre du jour (application des textes législatifs votés par le Parlement concernant l'agriculture, plan céréalier, marché de la viande, maintien des crédits à destination économique et sociale)* [20 septembre 1957] (p. 4281). = S'excuse de son absence [22 mars 1956] (p. 1188), [29 novembre 1957] (p. 5075). = Obtient un congé [22 mars 1956] (p. 1188).

OUEDRAOGO (M. Gérard), *Député de la Haute-Volta (App. R. S. puis P. R. A.).*

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 235). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161); [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [10 février 1956] (p. 254) [4 octobre 1957] (p. 4504).

Dépôt :

Le 18 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 51 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, n° 5147.



P

PAGÈS (M. René), Député de l'Hérault (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 17 décembre 1956, une proposition de loi tendant à accorder le cumul des prêts pour pertes de récoltes et pour pertes de fonds et à étendre les prêts pour pertes de récoltes aux exploitants sans limitation de la superficie de base, n° 3578. — Le 21 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département de l'Hérault, sinistrés par les calamités des mois d'avril et mai 1957, n° 5213.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 15, Etat D, AGRICULTURE : *Situation des viticulteurs du département de l'Hérault victimes du gel ; conditions d'attribution des prêts du crédit agricole* [3 décembre 1956] (p. 5426) ; — d'une proposition de loi tendant à l'assainissement des conditions d'exploitation des entreprises gazières non nationalisées : *Fermeture de l'usine à gaz d'Agde ; responsabilités de la direction* [19 février 1957] (p. 938) ; *Rapport des experts de la fédération C.G.T. de l'éclairage ; mesures à*

prendre (p. 989, 990) ; *son article additionnel prévoyant que les entreprises exclues de la nationalisation et qui ne peuvent continuer leur exploitation seront transférées à Gaz de France* (p. 994) ; *ses explications de vote : problème de l'usine à gaz d'Agde* [12 mars 1957] (p. 1510, 1511) ; — en deuxième lecture, du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Situation des Etablissements Fouga à Béziers, réparation du matériel roulant de la S.N.C.F.* [3 décembre 1957] (p. 5122, 5123).

PALMERO (M. Jean), Député de l'Ardèche (S.).

Son élection est validée [19 avril 1956] (p. 1394) (1). = Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [9 mai 1956] (p. 1814), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission de la presse [2 juillet 1957] (p. 3112), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; juré suppléant de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [25 mai 1956] (p. 2020).

Dépôts :

Le 15 mars 1957, une proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux donations-partages, n° 4537. — Le 4 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires

(1) En lieu et place de M. Guichard, non validé.

pour venir en aide aux jeunes agriculteurs héritiers de l'exploitation familiale, afin de leur permettre de payer les soultes dues à leurs co-héritiers, n° 4760. — Le 11 juillet 1957, une proposition de loi tendant à modifier et compléter la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 5440. — Le 18 février 1958, une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires admis au concours en 1937-1939 dont la nomination a été retardée par suite d'événements de guerre, n° 6639. — Le 7 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître d'urgence l'Ecole Freinet, de Vence (Alpes-Maritimes), comme école expérimentale et à la doter du personnel enseignant nécessaire à la poursuite de son fonctionnement, n° 6836. — Le 26 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la limite d'âge opposable à certains candidats aux emplois réservés victimes des événements survenus en Afrique du Nord, n° 7010. — Le 13 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 juillet 1956 relatif au réemploi des emballages, n° 7156. — Le 27 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour accroître le parc des wagons frigorifiques de la S.N.C.F., n° 7209.

PANIER (M. Claude), *Député de la Seine*
(2^e circonscription) (R. R. S.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 175). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission des boissons [7 février 1956] (p. 214) ; membre de la Commission des pensions [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est nommé par la Commission des finances membre : de la Commission supérieure de classement des recettes ruralistes [16 février 1956] (p. 342) ; de la Commission centrale de classement des débits de tabac [16 février 1956] (p. 342) ; de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [21 février 1956] (p. 409), [18 octobre 1957] (p. 4537).

Dépôts :

Le 17 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 273-1 du Code général des impôts relatif à l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée, n° 579. — Le 12 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant le 1^{er} janvier 1957 un projet de loi prescrivant l'installation d'un terrain de sports dans chaque entreprise occupant plus de 100 ouvriers, n° 1151. — Le 18 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un Fonds national des colonies de vacances, n° 1540. — Le 31 octobre 1956, une proposition de loi tendant à étendre aux rentes perpétuelles constituées entre particuliers, les dispositions de la loi du 25 mars 1949, modifiée par la loi du 22 juillet 1952, revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, n° 3126. — Le 12 décembre 1956, une proposition de loi tendant à permettre la titularisation des champions olympiques titulaires d'une médaille d'or aux jeux olympiques pour un sport de base dans les cadres de l'éducation nationale, n° 3530. — Le 15 mars 1957, une proposition de loi tendant à surseoir temporairement à l'expulsion de certains locataires commerciaux, n° 4523. — Le 11 février 1958, une proposition de loi tendant à autoriser l'octroi de priorité sur certains marchés aux mutilés de guerre anciens combattants n° 6572. — Le 23 mai 1958, une proposition de loi tendant à exclure des mesures de dégage-ment des cadres ou de mise à la retraite anticipée les fonctionnaires résistants, révoqués pour leur attitude patriotique, engagés volontaires, grands mutilés de guerre, n° 7194.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Nécessité d'une politique de courage et de franchise ; refus de M. Robert Lacoste de prendre contact avec les élus modérés et avec les musulmans, de procéder à une épuration administrative, de réprimer les campagnes menées par les four aux européens ; insuffisance des réformes économiques et politiques ; illusions entretenues par le Gouvernement sur la possibilité de pacifier totalement l'Algérie* [2 juin

1956] (p. 2269, 2270) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-41 : *Rémunération et régime des retraites des policiers parisiens* [7 juin 1956] (p. 2409) ; Chap. 34-91 : *Amendement indicatif relatif au regroupement des services du Ministère de l'Intérieur dans un immeuble appartenant à la Société Saint-Gobain* (p. 2412) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 21, DÉPENSES MILITAIRES, Section marine, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Maintien en service de certains officiers ayant atteint l'âge de la retraite ; situation des ouvriers retraités ex-immatriculés de la marine ; retraite versée à certains officiers ayant appartenu précédemment à la marine marchande* [6 décembre 1956] (p. 5627) ; *Situation des commissaires de la marine issus de l'école centrale ; évolution du tonnage de la flotte ; mise en chantier de navires ravitailleurs ; équipement de l'aéronavale ; achèvement de la base de Mers-el-Kébir ; installations de l'école navale* (p. 5628) ; SECTION FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Fusion du budget militaire de la France d'outre-mer avec celui de la Défense nationale* (p. 5638) ; *Renforcement des forces de sécurité ; effectifs stationnés outre-mer* (p. 5639) ; *Recrutement de la gendarmerie ; création de postes d'assistantes sociales ; régime de sécurité sociale applicable aux militaires en service outre-mer ; logement des cadres* (p. 5640) ; — de la proposition de loi tendant à aménager les dispositions de l'article 57 de la loi du 14 août 1954 en ce qui concerne les sociétés françaises exploitant directement à l'étranger, en qualité de *Rapporteur suppléant* [17 décembre 1956] (p. 6039) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Politique économique et financière) ; Ses observations sur : *l'intervention de M. Paul Reynaud ; la primauté des problèmes politiques ; l'absence de cohésion de la politique économique ; la nécessité d'une réforme de l'assiette des impôts ; la perspective du marché commun ; le déséquilibre du commerce extérieur* [19 mars 1957] (p. 1713 à 1716) ; — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au vote jusqu'à ce que la balance française des paiements ait retrouvé un équilibre satisfaisant* [6 juillet 1957] (p. 3409, 3410, 3411) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour

1958, deuxième partie, Crédits militaires, SECTION MARINE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Bouleversement dans les autorisations de programme ; légitimité contestable de certaines annulations ; place insuffisante faite aux dépenses d'équipement ; hommage rendu à la marine pour sa participation aux opérations d'Algérie malgré ses effectifs réduits ; problème des effectifs ouvriers ; répercussion des annulations des commandes des avions d'assaut « Etendard-IV » sur l'équipement des porte-avions en construction ; augmentation satisfaisante des programmes d'études ; achèvement rapide de la base de Mers-el-Kébir ; utilité des travaux entrepris à Nouméa (Participation française à l'O. T. A. S. E.)* [26 février 1958] (p. 1062, 1063, 1064) ; FRANCE D'OUTRE-MER : *Augmentation apparente des crédits militaires pour la France d'outre-mer ; réduction des dépenses d'équipement ; répartition disproportionnée entre les crédits destinés au personnel et ceux destinés au matériel ; causes des variations des effectifs outre-mer (Renforcement dans certains territoires menacés, déroulement du plan de défense de l'Afrique noire) ; part à faire aux éléments locaux dans l'encadrement des troupes outre-mer (Limitation aux officiers) ; suppression de certains services coloniaux dans la métropole ; problème de la défense du Sahara et du logement des cadres ; répercussions de la loi-cadre dans l'organisation du service de santé ; équilibre entre les médecins métropolitains et les médecins coloniaux* (p. 1072, 1073, 1074). = S'excuse de son absence [21 juin 1956] (p. 2835).

PAQUET (M. Aimé), Député de l'Isère (P.A.S.R.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie : de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation [10 février 1956] (p. 253), [18 octobre 1957] (p. 4537) ; de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [12 décembre 1957] (p. 5328).

Dépôts :

Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à mettre fin aux difficultés naissant de l'application des majorations de retard ou des pénalités aux débiteurs des cotisations exigées par les organismes de sécurité sociale soumis au contrôle des Ministères du Travail ou de l'Agriculture, **n° 442**. — Le 15 février 1956, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 8 de la Constitution, **n° 484**. — Le 22 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer immédiatement l'interdiction légale d'aromatiser la margarine avec du diacetyl chimique ou naturel et à prévoir l'obligation de signaler au public toutes fabrications professionnelles, extra-familiales, à base de margarine, **n° 695**. — Le 22 février 1956, une proposition de loi tendant à assurer la représentation des chambres d'agriculture aux commissions départementales chargées de l'étude des dossiers de demandes de bourses, **n° 701**. — Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à établir l'égalité de la protection douanière entre l'agriculture et l'industrie, **n° 739**. — Le 23 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de l'Isère, des régions de Sablons, Chanas, Saint-Marcellin, Vienne, Sonnay, Bellegarde-Poussieu, Ville-sous-Anjou, victimes d'orages de grêle sans précédents au cours des mois d'août et septembre 1955, **n° 740**. — Le 28 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de l'Isère victimes du gel de février 1956, **n° 742**. — Le 28 février 1956, une proposition de loi tendant à fixer la date de la première révision cadastrale des évaluations des propriétés non bâties, **n° 846**. — Le 29 février 1956, une proposition de loi tendant à instituer la révision annuelle de la pondération des 213 articles dans l'indice des prix à la consommation familiale, **n° 878**. — Le 29 février 1956, une proposition de loi tendant à instituer la révision des prix des produits agricoles en fonction des variations du coût de la vie, **n° 879**. — Le 8 mars 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55-679 du 20 mai 1955 relatif au statut des coopératives de consommation d'entreprises privées ou nationalisées et d'administration publiques, **n° 1085**. — Le 8 mars 1956, une proposition de résolu-

tion tendant à la révision des articles 3 et 6 de la Constitution pour permettre la consultation du peuple français par référendum sur une nouvelle loi électorale, **n° 1086**. — Le 8 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter l'attribution minimum aux communes du produit de la taxe locale à 1.700 francs par habitant, **n° 1087**. — Le 8 mars 1956, une proposition de loi tendant à assurer la répartition équitable des frais de chauffage dans les locaux et immeubles à usage d'habitation, **n° 1088**. — Le 12 mars 1956, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique, **n° 1140**. — Le 13 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux communes rurales, privées de la distribution publique d'eau potable, la priorité dans l'attribution des crédits d'électrification, **n° 1173 (rectifié)**. — Le 15 mars 1956, une proposition de loi tendant à autoriser les diminués physiques à accéder à la fonction publique sans que leur infirmité puisse constituer un obstacle à leur candidature aux concours et examens administratifs, **n° 1203**. — Le 16 mars 1956, une proposition de loi tendant à la réglementation des plantations forestières, **n° 1246**. — Le 20 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des ressources nouvelles au profit des communes en expansion, **n° 1260 (rectifié)**. — Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à réglementer les absences parlementaires, **n° 1591**. — Le 20 avril 1956, une proposition de loi relative à l'application à Saint-Péray de la législation en vigueur en Champagne et interdisant la fabrication des vins mousseux ordinaires à l'intérieur de la région délimitée, **n° 1592**. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 du Code général des impôts en vue de favoriser la conservation de la propriété bâtie agricole, **n° 1635**. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à exonérer les sociétés d'intérêt collectif agricole d'habitat rural de l'impôt sur les sociétés, **n° 1636**. — Le 26 avril 1956, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 15, 32, 40, 43, 89 et 90 du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 1666**. — Le 2 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à alléger les obligations fiscales des horticulteurs et pépiniéristes dont

les exploitations ont été endommagées par le gel en février 1956, n° 1727. — Le 2 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exempter du service en Algérie les jeunes gens pères d'un enfant et à accorder des sursis de courte durée ou des permissions agricoles aux jeunes agriculteurs chefs d'exploitation rappelés sous les drapeaux, n° 1728. — Le 2 mai 1956, une proposition de loi tendant à faire bénéficier tout allocataire des prestations familiales du taux qui lui est le plus favorable en cas de dualité de barèmes de zones, n° 1729. — Le 30 mai 1956, une proposition de loi tendant à appliquer au montant réel des dépenses engagées pour la construction de chemins ruraux en montagne le taux des subventions prévues par le décret du 21 avril 1939, n° 1994. — Le 21 juin 1956, une proposition de loi tendant à augmenter le montant maximum des subventions accordées par le Fonds forestier national pour la reconstitution des plantations d'arbres détruites par toutes calamités atmosphériques, n° 2281. — Le 21 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de l'Isère éprouvés par le cyclone de juin 1956 qui a dévasté la vallée du Grésivaudan, n° 2284. — Le 5 juillet 1956, une proposition de loi tendant à la création d'un fonds autonome d'amortissement agricole, n° 2453. — Le 10 juillet 1956, une proposition de loi tendant à organiser un statut de l'exploitation familiale agricole et à prévoir une aide spéciale pour cette exploitation, n° 2503. — Le 10 juillet 1956, une proposition de loi portant révision des articles 17 et 49 de la Constitution, n° 2507. — Le 17 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant les règles de la responsabilité des membres d'une société coopérative agricole en cas de liquidation de celle-ci, n° 2564. — Le 25 juillet 1956, une proposition de loi tendant à instituer un système spécial de crédit pour les exploitations familiales agricoles, n° 2662. — Le 28 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-105 du 11 février 1950 afin de rendre obligatoire le recours à la procédure de conciliation avant toute grève ou lock-out et d'instituer une procédure d'arbitrage obligatoire, n° 2694. — Le 9 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 10, 46 et 47 de la Constitution, n° 2927. — Le

17 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter uniformément au 15 décembre 1956 la date d'exigibilité des impôts dus par les exploitants agricoles, n° 2976. — Le 30 octobre 1956, une proposition de loi tendant à autoriser des dérogations aux dispositions de l'article 17 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953, relatif au degré minimum des vins de pays destinés ou non à des coupages, n° 3107. — Le 14 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une enquête afin de vérifier les puissances d'écrasement des moulins et de réviser au vu de ses résultats leur contingent, n° 3229. — Le 14 décembre 1956, une proposition de loi tendant à réglementer les manipulations des tarifs douaniers, n° 3576. — Le 27 février 1957, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 27 de la Constitution, n° 4060. — Le 14 février 1957, une proposition de loi tendant à permettre un classement des initiatives des membres de l'Assemblée Nationale selon leur caractère légal ou réglementaire, n° 4167. — Le 9 avril 1957, une proposition de loi tendant à la libération immédiate des militaires pères de famille ayant accompli leur temps normal de service, n° 4815. — Le 10 avril 1957, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi, (n° 4674) de MM. Bruyneel, Barrachin et Paquet, tendant à assurer au fonds national de surcompensation des prestations familiales agricoles la recette prévue par le paragraphe 2° de l'article 2 de la loi de finances pour 1957, n° 4839. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi portant modification du régime des pensions civiles et militaires, n° 4968. — Le 21 mai 1957, une proposition de loi tendant à réglementer la vente d'appartements occupés ou loués, n° 5039. — Le 21 mai 1957, une proposition de loi tendant à modifier le régime financier des chambres d'agriculture, n° 5042. — Le 29 mai 1957, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire dans un délai de six mois le rapatriement des corps des militaires tués à l'ennemi, n° 5061. — Le 29 mai 1957, une proposition de loi tendant à permettre l'interdiction totale de la vente de certaines espèces de gibier en voie de diminution ou menacées de disparition, n° 5067. — Le 2 juillet 1957, une proposition de loi tendant à créer une caisse de rachat et d'indemnisation des textiles, n° 5284. — Le

4 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage qui a ravagé la région de Tullins, Vinay, Notre-Dame-de-l'Osier, etc., dans le département de l'Isère, n° 5355. — Le 12 juillet 1957, une proposition de loi tendant à faciliter les échanges d'immeubles ruraux, n° 5479. — Le 12 juillet 1957, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'assurance automobile, n° 5480. — Le 16 juillet 1957, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire pour les étudiants étrangers la souscription d'une assurance-maladie, n° 5499. — Le 26 novembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier le régime des impôts immobiliers, n° 5967. — Le 5 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à décider la révision du paragraphe 7 du préambule et des articles 3, 9, 13, 20, 22 et 52 de la Constitution, n° 6078. — Le 5 décembre 1957, une proposition de loi portant révision des articles 49, 50, 51 et 90 de la Constitution, n° 6079. — Le 11 décembre 1957, une proposition de loi tendant à frapper de nullité les clauses des règlements d'immeubles en co-propriété interdisant l'occupation à usage d'habitation des greniers, combles, gatelas et locaux similaires, n° 6112. — Le 24 janvier 1958, une proposition de loi tendant à réglementer les conditions de travail en matière de tissage à façon, n° 6398. — Le 29 janvier 1958, une proposition de loi portant révision du Titre VIII de la Constitution et établissant un statut de la Communauté française, n° 6439. — Le 6 février 1958, une proposition de loi relative au contrôle de l'État sur les entreprises publiques nationales et autres organismes à capital d'État, n° 6513. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107). — (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales), annexe n° 30 : rapport sur le budget annexe des prestations familiales agricoles, n° 6609. — Le 20 février 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'article R 56 du Code des pensions civiles et militaires en vue de prévoir des bonifications d'ancienneté pour services accomplis hors d'Europe, n° 6659. — Le 26 février 1958, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte créée en exécution de l'article 70 de la loi

n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947, par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'article 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 (Résolution n° 906 du 6 décembre 1957), le S.E.I.T.A., n° 6724. — Le 27 février 1958, une proposition de loi tendant à aménager certaines dispositions fiscales en vue du financement d'une amélioration de l'allocation de la mère au foyer, n° 6731. — Le 8 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime des allocations de chômage servies aux personnes âgées de plus de 50 ans, n° 6839. — Le 20 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rattacher la retraite des vieux au S.M.I.G., n° 6958. — Le 29 mai 1958, une proposition de loi tendant à appliquer en matière d'arrachage de vignes concernant des mineurs les dispositions de la loi du 27 août 1948, n° 7212.

Interventions :

Prend part : au débat sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Programme financier, économique et social et réalisations antérieures : suppression du Ministère de l'Agriculture, réforme des institutions* [31 janvier 1956] (p. 151, 152); — à la discussion des conclusions des rapports sur les opérations électorales de la Vienne : *Irrégularités de la liste et de l'apparentement de M. Abelin* [3 février 1956] (p. 191, 192). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [21 février 1956] (p. 393); la développe : *Détaxation des engrais, protection douanière, organisation des marchés, dotation du fonds de garantie mutuelle, création d'une banque des surplus* [1^{er} mars 1956] (p. 599, 600). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau sur les opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Officialisation des apparentements poujadistes; Bilan négatif des législatures précédentes; Son ancienne appartenance aux Croix de Feu; Citation de M. Thorez relative au Front populaire et à la dictature du prolétariat* [22 février 1956] (p. 429 à 431); *Son amendement (Validation de M. Cottet); Déclaration de M. Maurice Thorez sur la position du parti communiste à l'égard du front populaire* [7 mars 1956] (p. 722, 723); le retire (p. 724). — Pose à :

M. le Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme une question orale relative au régime des transporteurs routiers [24 février 1956] (p. 498, 499); — M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question orale relative au remboursement de la licence des bouilleurs de cru [9 mars 1956] (p. 784). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Son ordre du jour (Organisation des marchés)* [15 mars 1956] (p. 983, 984, 985); *le retire* (p. 990); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Lalle, les réalisations des Gouvernements antérieurs au Gouvernement socialiste actuel* (p. 989, 990); — du projet de loi créant le Fonds national de solidarité : *Adapter le projet aux possibilités économiques et financières, étaler sur trois ans les mesures prévues* [26 avril 1956] (p. 1572, 1573); en deuxième lecture : *Rôle des dévaluations dans la situation des vieux ; Difficultés pour l'économie française de supporter une nouvelle charge fiscale* [6 juin 1956] (p. 2344, 2345); Art. 1^{er} : *Sa demande de réserver les articles premier, 2 et 2 bis* (p. 2348); *Son amendement tendant à modifier l'augmentation des droits de timbre* (p. 2348); *le retire* (ibid); *Son amendement tendant à exonérer les produits agricoles de la taxe de luxe (Problème des vins de qualité)* (p. 2348); Art. 6 : *Son amendement tendant à étaler sur trois ans la réalisation du projet* (p. 2351); *le retire* (ibid); Art. 28 : *Son amendement tendant à reporter au 1^{er} juillet 1956 la date d'entrée en vigueur du titre II de la présente loi* (p. 2356); en troisième lecture, Art. 1^{er} : *Son amendement exonérant les successions de moins de cinq millions de la taxe spéciale sur les biens transmis à titre gratuit et compensant cette moins-value par une augmentation du versement forfaitaire sur les salaires de plus de trois millions* [19 juin 1957] (p. 2727); Art. 6 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 2728); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article premier, de l'article 6 et de l'ensemble du projet* [21 juin 1956] (p. 2837); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 : *Accroissement des dépenses publiques ; Incidence de l'impôt ; Cherté de l'argent ; Difficultés du commerce extérieur ; Lutte contre l'inflation ; Assainissement des marchés agri-*

coles ; Inégalité de traitement entre l'agriculture et l'industrie ; lutte contre la tuberculose bovine ; Chemins vicinaux ; Abaissement des tarifs douaniers ; Réforme constitutionnelle [25 mai 1956] (p. 2027, 2028, 2029); — d'une proposition de loi relative aux ensemencements en blé et en orge : *Dumping sur les produits agricoles pratiqué par certains pays étrangers* [19 juin 1956] (p. 2749). — Dépose une demande d'interpellation relative aux revendications des agriculteurs [20 juin 1956] (p. 2772). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la collecte du blé de la récolte de 1955 : *Sa polémique avec le groupe communiste* [27 juin 1956] (p. 3104); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956 : *Ses observations sur les incidences financières des mesures envisagées* [4 juillet 1956] (p. 3221); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets : *Ses explications de vote : Nécessité d'un examen d'ensemble de la politique économique et financière ; Nationalisation du canal de Suez* [28 juillet 1956] (p. 3720, 3721); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Evolution de l'économie depuis 1952 ; Lutte menée par le Gouvernement contre la hausse des prix, dégradation du pouvoir d'achat des salariés* [21 novembre 1956] (p. 4989); *Evaluation incertaine des recettes ; nécessité de supprimer certaines subventions économiques ; Diminution nécessaire des charges fiscales et sociales pesant sur les prix ; Développement nécessaire du marché intérieur, notamment en élevant le revenu des agriculteurs* (p. 4990); *Réduction de la ristourne sur le matériel agricole ; Suppression de la surcompensation des allocations familiales* (p. 4991); Art. 67 : *Amendement de M. Gilbert Martin tendant à augmenter la dotation du fonds de développement économique et social destinée à l'équipement agricole et à diminuer en contrepartie celle destinée aux entreprises nationalisées* [3 décembre 1956] (p. 5419); Art. 29 : *Demande de rétablissement présentée par M. Ramadier (Participation des agriculteurs au financement du fonds de garantie mutuelle)* (p. 5433); après l'article 100 : *son article additionnel tendant à modifier le régime des exonérations des cotisations d'allocations familiales agricoles* (p. 5449,

5450) ; Art. 102 : *Amendement de M. Dorgères d'Halluin tendant à supprimer cet article (Subordination du versement des prestations au paiement des cotisations dues par les agriculteurs)* (p. 5451) ; *Son amendement tendant à supprimer les dispositions permettant le retrait des avantages économiques aux agriculteurs n'ayant pas acquitté leurs cotisations sociales* (p. 5454) ; Art. 18 : **PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES**, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Problème de la surcompensation, retard apporté dans le versement des prestations ; Frais de gestion ; Importance de l'excédent rural, conséquences pour la prévision des dépenses* [8 décembre 1956] (p. 5716, 5717) ; après l'article 102 : *sous-amendement de M. Soury à l'article additionnel de M. Guittou tendant à interdire l'augmentation des cotisations complémentaires pour les exploitations ne dépassant pas 60.000 francs de revenu cadastral* (p. 5737) ; Art. 51 bis : *Son amendement prévoyant la création du fonds national de surcompensation des prestations familiales et créant des ressources nécessaires à son financement* (p. 5782 à 5785) ; — des interpellations sur le Marché commun européen ; *Ses explications de vote : Danger d'un mirage libéral, conception du marché commun comme une étape vers une fédération politique, parallélisme nécessaire entre l'harmonisation des charges sociales et la libération des échanges, élaboration d'une politique commune agricole (décision prise à l'unanimité)* [22 janvier 1957] (p. 218), *Réforme des institutions* (p. 219). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique sociale, économique et plus particulièrement agricole du Gouvernement [19 février 1957] (p. 977) ; la développe : *Ses observations sur les conséquences du maintien de l'indice des 213 articles pour le prix des produits agricoles, la diminution relative du revenu de l'agriculture, les contradictions de la politique économique du Gouvernement* [27 février 1957] (p. 1172, 1173) ; — sur la politique financière et économique du Gouvernement [1^{er} mars 1957] (p. 1226) ; prend part à la discussion de cette interpellation : *Ses observations sur l'échec de la politique du front républicain, l'inflation, la nécessité d'adopter une politique d'expansion et de rigueur financière, les mesures à prendre (réduction de la durée du service militaire, suppression des investissements, etc.), la politique agricole, la révision nécessaire de l'indice des 213 articles* [19 mars 1957] (p. 1680

à 1682). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Sa motion préjudicielle (Engagement pour le Gouvernement : 1^o de s'opposer à tout projet susceptible d'augmenter les dépenses ; 2^o de présenter des réformes touchant l'administration, la fiscalité et la Constitution)* [17 mai 1957] (p. 2536 et suiv.) ; — d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Nécessité de tout sacrifier à la poursuite de l'expansion et à la défense de la monnaie, charges imposées par les détaxations, dépenses afférentes à l'Algérie, critiques de la politique étrangère du Gouvernement, condamnation de l'expédition de Suez* [21 mai 1957] (p. 2590 à 2593) ; — sur la présentation du Gouvernement Bourgès-Maunoury ; *Ses explications de vote : Ses observations sur la politique du Gouvernement Mollet, une déclaration faite par M. Verdier au journal Le Monde, la diminution du pouvoir d'achat, l'arrêt de l'inflation dans les dépenses publiques* [12 juin 1957] (p. 2699) ; — du projet de loi portant assainissement économique et financier ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : Lettre ouverte signée par des personnalités du parti socialiste adressée à M. Commin et publiée dans Le Monde, nécessité de freiner l'inflation des dépenses publiques et d'accroître les exportations, le problème algérien*, [24 juin 1957] (p. 2916, 2917). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences des récentes décisions gouvernementales qui tendent à réduire la part du revenu agricole dans le revenu national [17 septembre 1957] (p. 4090) ; renonce à la développer [18 septembre 1957] (p. 4123). — Prend part à la discussion : sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Inopportunité de l'application aux parlementaires de la revalorisation des traitements des hauts fonctionnaires* [28 octobre 1957] (p. 4599) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Entrée honorable dans le marché commun, diminution des importations de produits manufacturés et augmentation des exportations, investissements productifs, risque de récession, nécessité de rétablir la confiance* [17 décembre 1957] (p. 5431, 5432). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question orale relative à la location et à l'entretien des compteurs électriques [24 janvier 1958] (p. 238). — Prend part à la discussion, en deuxième

délibération, des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la revision constitutionnelle; Art. 4 : *Son amendement prévoyant que la dissolution n'interviendra que si l'Assemblée Nationale, après un délai de réflexion accordé par le Président du Conseil, a confirmé son vote hostile* [21 mars 1958] (p. 1847). = S'excuse de son absence [20 mars 1956] (p. 1042), [5 juillet 1956] (p. 3251), [12 juillet 1956] (p. 3404), [24 janvier 1957] (p. 288), [27 février 1958] (p. 1121). = Obtient des congés [20 mars 1956] (p. 1042), [5 juillet 1956] (p. 3251), [12 juillet 1956] (p. 3404), [24 janvier 1957] (p. 288), [27 février 1958] (p. 1121).

PARMENTIER (M. André), Député de Pas-de-Calais (1^{er} circonscription) (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

PARROT (M. Jean-Pierre), Député de l'Allier (U. F. F.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 168). = Est nommé : membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre de la Commission des boissons [14 février 1956] (p. 266); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162); membre de la Commission des boissons [14 février 1956] (p. 266); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 19 avril 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 525) de M. Gilles Gozard tendant à inviter

le Gouvernement à réaliser l'amélioration des ouvrages de signalisation dans la forêt de Tronçais (Allier), n° 1561. — Le 30 mai 1956, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 1752) concernant M. Léger, n° 1989. — Le 16 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 2259) contre un membre de l'Assemblée (M. Davoust), n° 2974. — Le 17 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à abroger le décret du 3 janvier 1955 tendant au déclassement des canaux de Berry; 2° à remettre en service les première et troisième branches : Marseilles-lès-Aubigny - Fontblisse - Montluçon; 3° à mettre au gabarit légal toute la section Marseilles-lès-Aubigny à Montluçon, sans transbordement; 4° à faire procéder d'urgence aux travaux de réfection dans les tronçons Montluçon - Saint-Armand - Fontblisse et Fontblisse - Marseilles-lès-Aubigny, n° 2935. — Le 17 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2935) de M. Parrot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à abroger le décret du 3 janvier 1955 tendant au déclassement des canaux du Berry; 2° à remettre en service les première et troisième branches; Marseilles-lès-Aubigny - Fontblisse - Montluçon; 3° à mettre au gabarit légal toute la section Marseilles-lès-Aubigny à Montluçon, sans transbordement; 4° à faire procéder d'urgence aux travaux de réfection dans les tronçons Montluçon - Saint-Amand - Fontblisse et Fontblisse - Marseilles-lès-Aubigny, n° 3584. — Le 17 janvier 1957, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 871) de Mme Francine Lefebvre et M. Jean Cayeux relative à la fermeture hebdomadaire des débits de boissons, n° 3806. — Le 18 janvier 1957, un avis au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 871) de Mme Francine Lefebvre et M. Jean Cayeux relative à la fermeture hebdomadaire des débits de boissons n° 3823. — Le 22 février 1957, un avis au nom de la Commission des boissons sur le rapport supplémentaire (n° 3067), fait au cours de la deuxième législature, repris le 26 octobre 1956, sur la proposition

de résolution de M. Guy Desson tendant à inviter le Gouvernement à préciser la portée de la loi n° 51-37 du 6 janvier 1951 réglementant la publicité des boissons autorisées en ce qui concerne les formes que peut revêtir la publicité autorisée par la loi, n° 4272. — Le 27 février 1957, une proposition de loi tendant à la semi-libération des prix des eaux minérales vendues bon marché jusqu'au prix plafond de 13 francs la bouteille départ source, toutes taxes comprises, n° 4314. — Le 5 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le paragraphe B de l'article 15 de la loi n° 56-760 du 2 août 1956 relatif au prélèvement temporaire de 20 0/0 sur les suppléments de bénéfices réalisés en 1956, n° 4401. — Le 2 avril 1957, une proposition de loi tendant à améliorer les relations entre les administrations des finances et les contribuables par une mesure d'amnistie fiscale pleine et entière, n° 4740. — Le 3 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à laisser au Conseil supérieur de la pêche l'intégralité du montant de la taxe parafiscale, dite « taxe piscicole », n° 4751. — Le 21 mai 1957, une proposition de loi portant une réforme fiscale et sociale instituant l'impôt sur l'énergie et l'éducation nationale, n° 5048 (rectifié). — Le 20 juin 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 4507) de M. Nerzic et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour faciliter la distribution du courrier dans les immeubles, n° 5181. — Le 24 juin 1957, une proposition de loi tendant à promouvoir une réforme électorale en instituant le scrutin majoritaire uninominal et la représentation proportionnelle pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 5225. — Le 17 septembre 1957, une proposition de loi tendant à autoriser la participation inconditionnelle aux travaux des Commissions prévues par le Code général des impôts des personnes qui, à l'occasion d'opposition au contrôle fiscal, ont encouru certaines sanctions pénales, n° 5735. — Le 5 novembre 1957, une proposition de loi tendant à faire une obligation à tout parlementaire de se consacrer au seul exercice de son mandat, à l'exclusion de toute activité professionnelle, n° 5866. — Le 12 novembre 1957, une proposition de loi tendant, en matière

d'évaluation du loyer fictif de l'appartement occupé par son propriétaire, à la modification des articles 30 et 183 du Code général des impôts, n° 5886. — Le 14 novembre 1957, une proposition de loi tendant à faire une obligation à tout parlementaire de se consacrer au seul exercice de son mandat, à l'exclusion de toutes autres fonctions publiques, n° 5900. — Le 24 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Hersant (n° 5003) tendant à faciliter l'entrée en France des touristes étrangers, n° 6394. — Le 20 mars 1958, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6139) de M. Courrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser la réglementation des heures d'ouverture des bureaux de poste et à unifier ces heures d'ouverture pour les bureaux de même catégorie, n° 6955. — Le 27 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des inondations de la vallée du Cher, n° 7205.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [16 mai 1956] (p. 1878). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la fermeture hebdomadaire des débits de boissons, en qualité de *Rapporteur pour avis : Différentes catégories de débits de boissons, difficultés d'application du projet* [24 janvier 1957] (p. 293); *utilisation possible des dispositions du Code du travail sur la fermeture hebdomadaire des entreprises commerciales* (p. 294); *attitude du M. R. P.* [25 janvier 1957] (p. 317, 318). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question orale relative à la desserte ferroviaire entre Montluçon - Ville et Nérès-les-Bains, Montluçon et Pionsat [24 janvier 1958] (p. 238). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits militaires, Section commune : *Conséquences des mesures de fermeture des établissements d'Etat, spécialement de celui de Moulins* [27 février 1958 (p. 1122, 1123). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question orale

relative à l'achat d'appareils quadri-réacteurs par la Société nationale Air-France [28 février 1958] (p. 1140); — à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale relative à la lutte contre la fièvre aphteuse [23 mai 1958] (p. 2446).

PAUL (M. Gabriel), *Député du Finistère (C.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel [29 février 1956] (p. 572).

Dépôts :

Le 21 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 1228) de M. Cance et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux familles des marins de Dieppe et de Boulogne, péris en mer à bord du chalutier *Vert-Prairial*, n° 1351. — Le 27 avril 1956, une proposition de loi tendant à exonérer du versement forfaitaire de 5 0/0 sur le montant des salaires les patrons-pêcheurs pratiquant la pêche à la part, n° 1695. — Le 5 juin 1956, une proposition de loi tendant à valider, pour la pension sur la caisse de retraites des marins, la durée des fonctions de maire exercées par un inscrit maritime, n° 2065. — Le 4 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 937 rectifié) de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à allouer aux ouvrières et ouvriers travaillant dans les établissements de l'Etat (Air-Guerre-Marine) une prime de rendement au taux minimum garanti à 16 0/0, n° 2440. — Le 19 février 1957, une proposition de loi tendant à aider les pêcheurs artisanaux à acquérir les engins de sauvetage collectifs dont devront être équipés leurs navires, n° 4187. — Le 4 avril 1957, un

rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 1535) de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le statut des travailleurs de l'Etat à tous les ouvriers et ouvrières « saisonniers », « précaires » et en régie directe ayant accompli un an de service dans les établissements de l'Etat, n° 4781. — Le 18 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les crédits de subvention destinés à « l'aide au logement de la défense nationale », n° 5138. — Le 19 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux marins-pêcheurs victimes d'une campagne sardinière désastreuse, n° 5562.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 5 : *Aide à la construction navale. — Autorisation de programme : Aide à la pêche artisanale, octroi des prêts du Crédit maritime mutuel* [21 juin 1956] (p. 2846); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, MARINE MARCHANDE, Titres III et IV : *Ravitaillement en carburant des pêcheurs, exemption des petits patrons pêcheurs du versement forfaitaire de 5 0/0 sur les salaires, conditions d'octroi des prêts du crédit maritime* [1^{er} décembre 1956] (p. 5374); — d'une proposition de loi concernant la validation des services de personnels des établissements de la Défense nationale [16 juillet 1957] (p. 3637). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement de 165 ouvriers de la poudrerie de Pont-de-Buès [20 novembre 1957] (p. 4898). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits militaires, SECTION ESSENCES ET POUDRES : *Conséquences de la diminution des effectifs des poudreries nationales* [4 mars 1958] (p. 1206); *Influence de la suppression des commandes off shore déconseillées autrefois par les communistes, utilisation des établissements d'Etat pour des fabrications civiles dans le cadre d'une politique de paix, monopole abusif des industries du secteur privé* (p. 1207).

PAULIN (M. Antonin), *Député de Puy-de-Dôme (U. F. F.)*.

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1965). = Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [28 février 1956] (p. 522); de la Commission de la reconstruction; des dommages de guerre et du logement [20 avril 1956] (p. 1419); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [29 mai 1956] (p. 2053), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 17 mai 1957, une proposition de loi tendant à réglementer les plantations forestières, **n° 5023**. — Le 4 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux sinistrés du Puy-de-Dôme, de l'Ardèche, du Cantal, de la Haute-Loire et de la Lozère, victimes de la tempête de neige des 24 et 25 décembre 1957, **n° 6484**.

S'excuse de son absence [7 mars 1958] (p. 1302). = Obtient un congé [7 mars 1958] (p. 1302).

PAUMIER (M. Bernard), *Député de Loir-et-Cher (C.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé : membre de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161); membre titulaire de la Commission des finances [19 juin 1956] (p. 2709), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 15 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire rétablir le trafic marchandises et un service hebdomadaire voyageurs par autorail sur la ligne de la S. N. C. F. allant de Connerré (Sarthe) à Courtalain (Eure-et-Loir), **n° 508**. — Le 7 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1° apurer le fonds commun d'allocation logement; 2° per-

mettre, par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, l'utilisation de la somme de 400 millions de francs, pour l'attribution de prêts destinés à l'amélioration de l'habitat rural, **n° 1045**. — Le 16 mai 1956, une proposition de loi tendant à préciser au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale la situation des ouvriers de scieries quelle que soit la nature de celles-ci, **n° 1859**. — Le 18 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jeunes paysans en instance de rappel, des permissions agricoles et des sursis d'incorporation, **n° 1898**. — Le 25 mai 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1543 du 1^{er} octobre 1948 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité agricole et à permettre aux délégués des associations de vieux les plus représentatives de représenter leurs ressortissants devant la commission de première instance, **n° 1944**. — Le 13 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire de 20 0/0 le prix du sulfate de cuivre et du soufre pour les petits et moyens viticulteurs, **n° 2162**. — Le 19 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des crédits spéciaux exceptionnels aux communes à faibles ressources, afin de leur permettre de réparer les chemins communaux endommagés par les gelées de février 1956, **n° 2239**. — Le 22 juin 1956, une proposition de loi tendant à rétablir l'article 13 du Code du vin relatif aux déclarations de récoltes ou de stocks de vin et à réinstaurer une tolérance sur les déclarations inférieures à 600 hectolitres, **n° 2394**. — Le 10 juillet 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 669 du Code rural afin d'autoriser les jeunes ruraux à n'effectuer aucun remboursement des prêts d'installation agricole pendant la durée de leur incorporation, **n° 2499**. — Le 9 octobre 1956, une proposition de loi tendant à attribuer exclusivement aux petits exploitants agricoles les crédits affectés à l'association de « La grande Sologne », **n° 2915**. — Le 9 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la priorité pour le stockage et la vente de l'orge aux exploitants agricoles dont le revenu cadastral nouveau ne dépasse pas 40.000 francs, **n° 2917**. — Le 26 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

proroger le décret n° 56-1054 du 19 octobre 1956 portant réduction temporaire du tarif de la taxe unique sur les vins, n° 3324. — Le 26 décembre 1956, une proposition de loi tendant à déclarer le lapin de garenne comme animal gravement nuisible et à autoriser le droit de piégeage dans l'aire de la Sologne, n° 3682. — Le 28 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1^{er} juillet 1957 la date des déclarations pour abandon de droit de replantation des vignes, n° 3722. — Le 15 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reclasser les cantons de Mondoubleau et de Droué (Loir-et-Cher) dans la région cidricole, n° 3776. — Le 1^{er} février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la révision du Code du vin et à l'édition de ce Code, n° 4011. — Le 12 mars 1957, une proposition de loi modifiant l'article 1539 du Code général des impôts et majorant le taux de la taxe des chasses gardées, n° 4481. — Le 15 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier l'arrêté interministériel nécessaire au paiement rapide de la prime de 242 francs par quintal de blé allouée aux producteurs ne livrant pas plus de 75 quintaux et dont le revenu cadastral ne dépasse pas 40.000 francs, n° 4547. — Le 12 mars 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 48 du Code du vin en vue de permettre aux petits viticulteurs travaillant en famille de faire des déclarations de récolte distinctes, n° 4640. — Le 3 avril 1957, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 3722) de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1^{er} juillet 1957 la date des déclarations pour abandon de droit de replantation des vignes, n° 4744. — Le 3 avril 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 668 du Code rural et à accorder seulement les prêts d'installation aux jeunes agriculteurs propriétaires exploitants dont la valeur de la propriété ne dépasse pas 7 millions de francs et le revenu cadastral 40.000 francs, n° 4755. — Le 12 avril 1957, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 3776) de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reclasser les cantons de Mon-

doubleau et de Droué (Loir-et-Cher) dans la région cidricole, n° 4901. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 671 du Code civil afin de modifier la distance de la ligne séparative pour les plantations d'arbres d'essence forestière, et de réglementer certaines plantations forestières, n° 4920. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 402 du Code rural afin d'exempter de la taxe piscicole pour tout mode de pêche, les grands invalides de guerre bénéficiant des statuts prévus aux articles L 31 à L 40 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, les invalides du travail titulaires d'une pension de 85 0/0 et au-dessus et les titulaires de la carte d'économiquement faibles, n° 4965. — Le 29 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide exceptionnelle aux petits et moyens cultivateurs du département de Loir-et-Cher sinistrés du fait des récentes gelées, n° 5079. — Le 18 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1421 du Code général des impôts afin d'accorder aux preneurs de baux ruraux le dégrèvement de la contribution foncière prévu à cet article, n° 5136. — Le 2 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un stage de mécanique et de motoculture au centre d'apprentissage de Vendôme (Loir-et-Cher), n° 5306. — Le 17 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer la même quantité de carburant agricole détaxé qu'en 1956 aux exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 40.000 fr. et n'occupant pas plus d'un salarié de façon permanente, ainsi qu'aux coopératives d'utilisation en commun du matériel agricole (C. U. M. A.), n° 5523. — Le 23 juillet 1957, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe sur les transports les véhicules appartenant à un exploitant ou à une coopérative agricole utilisés au transport des produits agricoles ou forestiers ou nécessaires à l'exploitation, quelle que soit la distance parcourue par ces véhicules, n° 5604. — Le 17 septembre 1957, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article 13 du décret n° 57-904 du 5 août 1957 sur la suppression des tribunaux paritaires de baux ruraux, n° 5724. — Le 27 septembre 1957, une proposition de loi tendant à exonérer du paiement de la prime de soutien des pro-

duits agricoles et d'orientation des cultures, instituée par l'article 16 du décret n° 57-904 du 5 août 1957, les exploitants agricoles qui ont un revenu cadastral inférieur à 40.000 francs et qui n'occupent pas de main-d'œuvre d'une façon permanente en dehors de la main-d'œuvre familiale, n° 5790. — Le 18 octobre 1957, une proposition de loi tendant à autoriser les communes et les syndicats de communes à surseoir au paiement des premières annuités de remboursement des emprunts contractés pour l'exécution de travaux d'adduction d'eau potable jusqu'à la perception des premières redevances dues par les usagers, n° 5840. — Le 28 octobre 1957, une proposition de loi tendant à accorder une indemnité aux petits et moyens viticulteurs victimes des calamités atmosphériques de 1957, n° 5852. — Le 15 novembre 1957, une proposition de loi tendant au versement d'office au tuteur, des prestations dues au titre des assurances sociales, pour les soins donnés à des enfants sous tutelle, n° 5924. — Le 5 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir la parité entre les pensions vieillesse des assurés sociaux agricoles et celles des assurés dépendant du régime général, n° 6071. — Le 22 janvier 1958, une proposition de loi tendant à compléter l'article 1025 du Code rural pour maintenir certains métayers affiliés obligatoires aux assurances sociales agricoles, n° 6371. — Le 22 janvier 1958, une proposition de loi tendant à augmenter les ressources de la section viticole du Fonds national de solidarité agricole pour assurer en priorité la prise en charge des premières annuités des prêts spéciaux aux petits et moyens viticulteurs victimes de gelées, n° 6372. — Le 4 février 1958, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 12 de la loi n° 55-693 du 22 mai 1955 aux usagers des postes de télévision, n° 6496. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi tendant à permettre aux producteurs de lait de procéder eux-mêmes à un contrôle supplémentaire de la teneur en matière grasse du lait qu'ils livrent aux entreprises de traitement et de transformation, n° 7149. — Le 23 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'assainissement de la vallée de la Cisse, n° 7183. — Le 29 mai 1958, une proposition de loi tendant à accorder un sursis d'un an pour la plantation anticipée de vignes en 1958 aux viticulteurs des régions

sinistrées dont la récolte moyenne annuelle n'a pas dépassé 400 hectolitres pour les années 1955, 1956, 1957, n° 7210. — Le 1^{er} juin 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance n° 45-1279 du 15 juin 1945 afin de prévoir la représentation de la Caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles au sein des commissions administratives des hôpitaux, n° 7226. — Le 1^{er} juin 1958, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'aide aux vacances les familles des ouvriers agricoles et assimilés, n° 7230.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Amélioration de l'habitat rural, vente d'alcools à l'Amérique sur la base du prix de 12 fr. 25 le litre, institution du cadastre viticole* [13 mars 1956] (p. 888, 889) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la suspension de taxes indirectes sur certains produits de consommation courante ; Article unique : *Amendement de M. Larue (Possibilité pour le Gouvernement de procéder à de nouvelles détaxations)* [16 mars 1956] (p. 4022) ; en troisième lecture : *Question de la taxe unique sur la viande* [23 mars 1956] (p. 4239) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif au Fonds national de la vieillesse ; Art. 8 : *Report sur la décision de financement du projet* [22 mars 1956] (p. 4168) ; en troisième lecture : *Amendement de M. Boisdé tendant à supprimer la prescription de trois ans pour le remboursement du trop-perçu en cas de fraude ou de fausse déclaration* [23 mars 1956] (p. 4242) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 31-93 : *Son amendement indicatif (Revalorisation des indemnités représentatives de frais)* [29 mai 1956] (p. 2067) ; Chap. 44-92 : *Prime de réensemencement en blé ; Résorption des excédents de blé* (p. 2071) ; Chap. 31-54 : *Son amendement indicatif (Cadastré viticole)* (p. 2080) ; le retire (ibid.) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 37-61 : *Paiement par l'Etat des frais de la campagne électorale* [7 juin 1956] (p. 2442) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 34-33 : *Organisation du recensement général de l'agriculture* [15 juin 1956] (p. 2684) ; en deuxième lecture ; Art. 65,

Etat P : *Amendement de M. Martin tendant à reprendre le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Redevance perçue en faveur de la fédération agricole pour la main-d'œuvre saisonnière)* [23 juillet 1956] (p. 3493); Art. 98 : *Son sous-amendement tendant à remplacer les mots « dans l'ordre de mérite » par les mots « suivant leur classement » dans l'amendement de Mme Degrand tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Recrutement du personnel de la radiodiffusion-télévision)* (p. 3512); Art. 11 : *Amendement de M. Gilbert Martin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Financement du fonds d'assainissement du marché de la viande)* (p. 3513, 3515); — d'une proposition de loi relative à la collecte du blé de la récolte de 1955 : *Application des mesures prévues en faveur des petits exploitants* [19 juin 1956] (p. 2754). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative aux incidents de Saint-Aignan Noyers (Loir-et-Cher) [6 juillet 1956] (p. 3310). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits; 2° création de ressources nouvelles; 3° ratification de décrets; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-41 : *Son amendement indicatif (Attribution des permissions agricoles)* [26 juillet 1956] (p. 3645, 3646); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe D (Augmentation de la taxe sur les produits pétroliers)* (p. 3699); — du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés : *Position du groupe communiste* [30 octobre 1956] (p. 4375, 4376); — du projet de loi portant règlement définitif des budgets des exercices 1948, 1949, 1950 : *Charges excessives de la dette publique, frais de trésorerie, dépenses militaires, déficit permanent du budget* [13 novembre 1956] (p. 4591). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture une question orale relative à la situation des ouvriers champignonnistes [16 novembre 1956] (p. 4770, 4771). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES POUR 1957; Art. 14, Etat C, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES, I. CHARGES COMMUNES, Titre IV : *Approvisionnement en carburant agricole* [28 novembre 1956] (p. 5193); JUSTICE, Titre III et IV : *Détention de citoyens ayant participé à des manifestations contre la guerre d'Algérie* (p. 5244); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN,

Titres III et IV : *Répartition des investissements agricoles entre les diverses régions géographiques et les différents types d'exploitations; Perspectives du troisième plan pour l'agriculture* [1^{er} décembre 1956] (p. 5405, 5406); Art. 67 : *Son amendement accordant une priorité aux petites exploitations pour l'octroi des prêts et des subventions destinés à l'équipement agricole* [3 décembre 1956] (p. 5420); Art. 30 : *Son amendement réservant l'indemnité d'arrachage des pommiers à cidre aux petits cidriculteurs* (p. 5435); *Amendement de M. Manceau tendant à faire bénéficier les fermiers et les métayers de la même indemnité* (p. 5436); après l'article 100 : *article additionnel de M. Paquet tendant à modifier le régime des exonérations des cotisations d'allocations familiales agricoles* (p. 5450); Art. 102 : *Son amendement tendant à sauvegarder les droits des ouvriers agricoles itinérants* (p. 5454); *le retire* (p. 5455); après l'article 102 : *sous-amendement de M. Soury à l'article additionnel de M. Antoine Guillon tendant à supprimer l'augmentation des cotisations complémentaires pour les exploitations ne dépassant pas 60.000 francs de revenu cadastral* (p. 5455); Art. 18, Etats G et H, MONNAIES ET MÉDAILLES : *Diminution de la frappe par suite de la détérioration des relations avec les pays du Moyen-Orient; Retrait des pièces émises sous le Gouvernement de Vichy; Diminution des effectifs du personnel* [8 décembre 1956] (p. 5739); Art. 84 : *Son amendement tendant à interdire l'augmentation des cotisations sur les produits oléagineux* (p. 5762); *le retire* (ibid); Art. 51 bis : *Amendement de M. Tourtaud relatif au financement du budget annexe des prestations familiales agricoles* (p. 5781, 5782); en deuxième lecture, Art. 30 (supprimé par la Commission) : *Amendement de M. Lucas tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Indemnité d'arrachage des pommiers à cidre)* [26 décembre 1956] (p. 6264); en quatrième lecture, Art. 102 : *Recouvrement des cotisations de la mutuelle agricole* [28 décembre 1956] (p. 6389); — sur le procès-verbal de la deuxième séance du 3 décembre 1956 (*Irrecevabilité d'un amendement de M. Piroit*) [4 décembre 1956] (p. 5478); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets; Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. CHARGES COMMUNES, Chap. 44-92 : *Son amendement tendant à réduire de 1 milliard de*

francs le crédit du chapitre ; *Exportation de blé vers l'Allemagne fédérale* [27 décembre 1956] (p. 6299, 6300) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 46-37 : *Versement de l'allocation du Fonds national de solidarité aux infirmes et aux incurables* (p. 6304). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme une question relative au déclassement du canal du Berry [1^{er} février 1957] (p. 477, 478). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères : *Observations sur le financement, réduction nécessaire des avantages fiscaux consentis aux grandes sociétés* [20 février 1957] (p. 1025) ; *Nécessité d'exonérer les rentes viagères de la taxe proportionnelle* (p. 1026) ; — de la proposition de loi tendant à modifier l'article 821 du Code rural (métayage) : *Motion préjudicielle de M. Trémouilhe tendant au renvoi devant la commission de la justice* [22 février 1957] (p. 1077) ; *Demande de renvoi du texte devant la Commission présentée par M. Dulin* (p. 1078) ; *Amendement de M. Tremollet de Villers tendant à maintenir le régime antérieur pour les produits du cheptel, de la vigne et des autres cultures spéciales* (p. 1080). — Pose une question orale à M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sur les mesures prises en application de la loi du 16 juillet 1956 pour assurer l'écoulement des quantités d'orge offertes [21 juin 1957] (p. 2850). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant assainissement économique et financier ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne permettre au Gouvernement de rendre applicables que les économies prévues dans le collectif de 1957* [21 juin 1957] (p. 2885) ; *Limitation des pouvoirs du Gouvernement* (ibid.) ; *Son amendement tendant à exclure des pouvoirs conférés au Gouvernement l'article 20 relatif aux tribunaux paritaires de fermage* (p. 2885) ; — du projet de loi relatif au marché de l'orge ; Art. 3 : *Son amendement tendant à accorder la priorité pour le stockage et la vente de l'orge aux exploitants agricoles dont le revenu cadastral nouveau ne dépasse pas 40.000 francs, difficultés d'écoulement d'une récolte excédentaire pour les petits producteurs* [26 juin 1957] (p. 3033, 3034) ; — d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés : *Ses explications de vote (Négligences et irrégularités constatées)* [3 décembre 1957] (p. 5120) ; — d'une proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploita-

tions agricoles ; Article unique : *Amendement de M. Laborbe (Possibilité de surseoir à l'application de la réglementation sur le cumul des fermages)* [5 décembre 1957] (p. 5171) ; *Amendement de M. Fourvel (Dérogation à la loi)* (p. 5172) ; — d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets ; Etat A, FINANCES, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN, Titre III : *Crédits relatifs aux céréales* [13 décembre 1957] (p. 5348) ; Etat C, Titre IV, A : *Son amendement tendant à supprimer le crédit relatif à l'installation d'agriculteurs français du Maroc et de Tunisie dans la métropole* (p. 5353) ; Titre IV, B : *Extension du programme des aménagements des coopératives et abattoirs* (ibid.) ; Art. 5 : *Son amendement (Remboursement de la ristourne de 15 0/0 accordée pour l'achat de matériel agricole neuf aux petits propriétaires et aux petits exploitants, lutte contre la fièvre aphteuse)* (p. 5355, 5356) ; — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 ; Art. 4 : *Fonds routier, crédits affectés aux adductions d'eau* [26 décembre 1957] (p. 5546) ; Art. 6 : *Taxe sur les appareils récepteurs de radio et de télévision : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5547) ; *Son amendement (Maintien et extension des exonérations de la taxe de la R. T. F.)* (p. 5549, 5550) ; Crédits d'investissements, AGRICULTURE, Art. 20 : *Attributions contestables des subventions du Fonds forestier national* [8 mars 1958] (p. 1345) ; *Son amendement tendant à attribuer par priorité les prêts et subventions du Fonds forestier national aux exploitants agricoles dont le revenu cadastral ne dépasse pas 60.000 francs* (p. 1346) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 69 : *Fonds de garantie mutuel et d'orientation de la production agricole, la prime de soutien* [25 mars 1958] (p. 1935, 1936) ; Art. 70 : *Son amendement (Institution d'une taxe sur les grands producteurs de vin d'Algérie en vue de dédommager les sinistrés)* (p. 1938) ; Art. 73 : *Gestion du service des alcools, les achats d'alcools de vin* (p. 1956, 1957) ; — d'une proposition de loi tendant à élever le maximum des dépôts autorisés sur les livrets de caisse d'épargne : *Dégagement de crédits supplémentaires en faveur de la construction* [17 janvier 1958] (p. 122, 123) ; — d'un projet de loi sur les ressources de la section viticole du fonds national de solidarité

agricole ; Article unique : *Son contre-projet : difficultés des emprunteurs modestes, octroi d'une prime aux petits viticulteurs sinistrés financée par un prélèvement sur les bénéfices des gros viticulteurs, spécialement des Algériens, charge imposée aux contribuables pour l'assainissement du marché du vin, attribution d'un crédit de 600 millions aux producteurs de vin de Cognac seulement* [25 février 1958] (p. 982, 983) ; *Amendement de M. Roquefort tendant à créer une taxe à la charge des viticulteurs d'Algérie* (p. 935) ; — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales ; Art. 14 : *Son amendement (Taux de la taxe sur les droits de chasse)* [19 mars 1958] (p. 1715, 1716).

PÉBELLIER (M. Eugène), Député de la Haute-Loire (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à prévoir l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail tant individuels que collectifs, au sein des services publics et des entreprises dont le fonctionnement régulier et permanent est nécessaire pour la vie de la commune, du département ou de la nation, **n° 2393**. — Le 10 juillet 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux ascendants des morts pour la France le bénéfice de l'affiliation aux assurances sociales **n° 2501**. — Le 14 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à assurer la protection de l'appellation « tapioca », **n° 3250**. — Le 14 novembre 1957, une proposition de loi tendant à garantir aux garagistes, subrogés à l'administration, la récupération des impôts et taxes sur des produits pétroliers payés pour le compte d'un débiteur failli, **n° 5899**. — Le 17 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dégager les crédits nécessaires pour assurer aux échéances prévues le paiement des retraites aux

anciens combattants et du pécule aux prisonniers de guerre, **n° 6344**.

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail, Art. 2 : *Son amendement (procédure d'arbitrage envisagée dans les entreprises publiques)* [6 février 1957] (p. 688, 689) ; *le retire* (p. 690). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour écarter les obstacles à l'effort de construction des organismes sociaux [25 juillet 1957] (p. 3962). — Prend part à la discussion : des propositions de la Conférence des présidents : *ses explications de vote sur la question de confiance : dettes de la nation envers les anciens combattants* [16 janvier 1958] (p. 73) ; — sur la fixation de la date d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord : *Règlement préalable du statut de Bizerte* [15 avril 1958] (p. 2147). — S'excuse de son absence [31 octobre 1956] (p. 4437). — Obtient un congé [31 octobre 1956] (p. 4437).

PELAT (M. Alexis), Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) (U. F. F.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161) ; membre de la Commission de la défense nationale [2 juillet 1957] (p. 3112). — Est élu secrétaire de la Commission des finances [10 février 1956] (p. 254). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation [10 février 1956] (p. 253) ;

Dépôts :

Le 29 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables un délai d'un mois pour le règlement des impôts et des charges sociales, **n° 857**. — Le 8 mars 1956, une proposition de loi tendant à proclamer le Sahara « territoire national », **n° 1068**. — Le 9 novembre 1956, une proposition de résolution tendant

à inviter le Gouvernement à compléter le décret n° 54-1162 du 22 novembre 1954 portant application à la boulangerie des dispositions de l'article premier *bis*, alinéa 2, et de l'article 5 du décret n° 53-962 du 30 septembre 1953 tendant à soumettre à certaines conditions techniques et financières la création, l'extension et le transfert d'établissements commerciaux, **n° 3196**. — Le 21 février 1957, une proposition de loi tendant à rétablir des rapports plus confiants entre l'Etat et les administrations, d'une part, les contribuables, d'autre part, par une mesure générale d'amnistie fiscale, **n° 4245**. — Le 8 mars 1957, une proposition de loi tendant à rétablir des rapports plus confiants entre l'Etat et les administrations d'une part, les contribuables d'autre part, par une mesure générale d'amnistie fiscal et tendant, par l'arrêt immédiat des contrôles, à promouvoir une politique d'économie et une réforme de la fiscalité par une imposition à la base, **n° 4461**. — Le 11 avril 1957, une proposition de loi tendant à suspendre et à reporter l'application du nouveau régime de la patente, **n° 4846**. — Le 24 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les contribuables qui le désirent à régler leurs impôts par douzièmes, **n° 6403**. — Le 13 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de tous impôts les militaires en Afrique française du Nord, **n° 6905**.

Interventions :

Prend part : au débat sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *réforme fiscale ; choix du général Catroux : Union française* [31 janvier 1956] (p. 148); — à la discussion des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription) : *validité de l'apparentement poujadiste* [3 février 1956] (p. 193, 194). — Est rappelé à l'ordre lors de la discussion des conclusions du rapport supplémentaire du 3^e bureau relatif aux opérations électorales du département de la Haute-Garonne [16 février 1956] (p. 330). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales : *ses explications de vote (suppression des abattements de zone en matières d'allocations familiales)* [6 mars 1956] (p. 700); — en

deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la suspension de taxes indirectes sur certains produits de consommation courante, Article unique : *Amendement de M. Larue (possibilité pour le Gouvernement de procéder à de nouvelles détaxations)* [16 mars 1956] (p. 1021). — Est rappelé à l'ordre lors de la discussion du projet de loi cadre concernant les territoires d'outre-mer [21 mars 1956] (p. 1139). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire du 8^e bureau sur les opérations électorales du département du Rhône (2^e circonscription) : *enregistrement des listes poujadistes par la préfecture ; lettre de M. Degoutte à M. Poujade* [18 avril 1956] (p. 1313). — Est entendu sur le procès-verbal de la première séance du 18 avril 1956 (*non-validation de M. Vignal*) [18 avril 1956] (p. 1329). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'un projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 : *ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 12 et pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi : Inefficacité du contrôle du Parlement en matière financière, critique de la politique économique et sociale du Gouvernement* [25 juillet 1956] (p. 3580 à 3582); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources-nouvelles; 3^o ratification de décrets, Art. 14 : *Son amendement tendant à prévoir un emprunt et des économies* [26 juillet 1956] (p. 3694, 3695); — du projet de loi reportant les élections aux chambres de métiers, Art. 1^{er} : *Son amendement prévoyant des élections générales avant décembre 1956* [9 octobre 1956] (p. 4062); Art. 5 : *demandes de disjonction de MM. Denis et Mignot* (p. 4066); Art. 5 : *demande de disjonction présentée par M. Alphonse Denis (problème de la qualification professionnelle)* [10 octobre 1956] (p. 4099). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à l'appréciation de la légalité de certains apparentements de listes aux élections du 2 janvier 1956 et aux sanctions qui pourraient être prises à l'égard des préfets ayant autorisé le dépôt de listes dont les apparentements ont été contestés [9 novembre 1956] (p. 4568). — Prend part à la discussion : de l'interpellation relative à la réforme de la taxe locale et de la taxe sur les spectacles : *ordre du jour*

de M. de Tinguy [14 novembre 1956] (p. 4667); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957: *Anticonstitutionnalité du décret du 19 juin 1956 sur la procédure budgétaire; politique interventionniste de l'Etat; augmentation du déficit budgétaire; déficit des entreprises du secteur public; nécessité de réformes profondes* [21 novembre 1956] (p. 4992, 4993); Art. 14, État C, INDUSTRIE ET COMMERCE, Titres III et IV: *Réduction de l'aide à l'artisanat; politique dirigiste de l'Etat; asphyxie des petites entreprises; nécessité de déclarer le Sahara territoire national* [28 novembre 1956] (p. 5227); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Titres III et IV: *Nécessité de suspendre la perception de la taxe sur les automobiles et d'accorder une amnistie fiscale* [29 novembre 1956] (p. 5267, 5268); AGRICULTURE, Titres I, III et IV: *Exonérations fiscales accordées aux coopératives agricoles* [1^{er} décembre 1956] (p. 5397); Art 15, État D, Charges communes: *Aide économique au Maroc et à la Tunisie, indemnisation des Français sinistrés* [4 décembre 1956] (p. 5488); Art. 51 bis: *Amendement de M. Paquet prévoyant la création du fonds national de surcompensation des prestations familiales et créant les ressources nécessaires à son financement* [8 décembre 1956] (p. 5787); — sur les propositions de la nouvelle Conférence des Présidents: *Suppression du vote personnel sur la ratification du traité franco-libyen* [22 novembre 1956] (p. 5016); — du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes: *Projet gouvernemental: renoncement au droit de souveraineté de la France; association éventuelle avec la Tunisie et le Maroc; caractère anti-français des projets d'Eurafrique* [13 décembre 1956] (p. 5950, 5951); Art. 1^{er}: *Amendement de M. July tendant à proclamer le caractère français du Sahara* [14 décembre 1956] (p. 5981); *ses explications de vote* (p. 6023); en deuxième lecture, Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à proclamer le caractère français du Sahara* [28 décembre 1956] (p. 6375); en troisième lecture: *Refus de la majorité de faire du Sahara un territoire national* [26 décembre 1956] (p. 6409); — d'une proposition de résolution relative à la réparation des dommages subis par les Français de Tunisie et du Maroc: *Crédits octroyés par la France aux Gouvernements tunisien et marocain, misère des réfugiés français du Maroc et de la Tunisie* [5 février 1957] (p. 654). — Pose à M. le

Ministre des Affaires économiques et financières une question orale relative à la liquidation des sociétés de crédit différé [15 février 1957] (p. 913, 915). — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement: *ses observations sur l'insuffisance des mesures prises en faveur des Français expulsés du Maroc et de Tunisie, la disparition de l'empire français, l'attitude du Maroc et de la Tunisie, les intentions du Gouvernement en ce qui concerne le statut de l'Algérie, la trahison de certains capitalistes français, les mesures proposées par le groupe U.F.F.* [26 mars 1957] (p. 1859 à 1862); — d'une projet de loi concernant certaines dispositions fiscales, Article unique: *Son amendement (réforme de la fiscalité)* [17 mai 1957] (p. 2568); — du projet de loi relatif au rétablissement de l'équilibre économique et financier: *Incohérence de notre économie planifiée (importation de vin et d'œufs) concurrence d'Air France et de la S.N.C.F.); réforme de la fiscalité, critiques de la classification des produits de luxe, les grands magasins et entreprises à sociétés multiples, publication par les parlementaires, au début et à la fin de chaque législature, de l'état de leurs moyens et de leur fortune, nécessité d'économies réelles, équilibre budgétaire, maintien du franc, justice fiscale* [15 novembre 1957] (p. 4840 à 4842); — des projets de loi relatifs aux institutions de l'Algérie (explications de vote sur la question de confiance): *est rappelé à l'ordre* [29 novembre 1957] (p. 5061); en deuxième lecture: *richesses du Sahara* [28 janvier 1958] (p. 311, 312); *ses explications de vote* (p. 319); en troisième lecture: *ses explications de vote* [31 janvier 1958] (p. 440); — des conclusions d'un rapport concernant le reversement au Trésor et blocage d'une partie de l'indemnité législative: *Son amendement (renversement de l'augmentation de l'indemnité parlementaire à la Ligue nationale contre le cancer)* [27 décembre 1957] (p. 5610); — d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière, Art. 13: *Son amendement (barrages de routes)* [29 janvier 1958] (p. 361); Art. 14: *Son amendement (surcharges des véhicules transportant des marchandises)* (p. 366); Art. 28: *Nullité de l'acte, dit loi du 12 janvier 1943, réprimant les attentats contre la circulation routière* [4 février 1958] (p. 479); — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux [4 février 1958] (p. 485, 486); avant

l'article 1^{er} : *irrecevabilité de l'amendement de M. Alphonse Denis (reprise des locaux accessoires nécessaires à l'exercice du commerce)* (p. 487) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Berthommier (versement de l'indemnité au locataire évincé en cas de reconstruction d'un immeuble démoli pour insalubrité)* [5 février 1958] (p. 538 et 542) ; Art. 2 : *Amendements de MM. Denis et Vigier (droit de reprise de la partie habitable des locaux commerciaux par le propriétaire)* (p. 545) ; Art. 2 : *Son amendement (locaux d'habitation transformés en ateliers dans les vieux hôtels historiques)* [6 février 1958] (p. 565) ; *amendement de M. Berthommier (fixation de l'indemnité en cas d'exercice du droit de reprise partielle par le propriétaire)* (p. 565, 566, 568) ; *Son amendement (création d'une chambre de conciliation avant l'ouverture de l'instance judiciaire)* (p. 575, 576) ; Art. 3 : *Amendement de M. Minjot (abrogation du dernier alinéa de l'article 32 du décret du 30 septembre 1953)* (p. 580) ; Art. 4 : *son amendement (application du bénéfice des présentes dispositions aux litiges anciens)* (p. 580, 581) ; — du procès-verbal de la séance précédente [6 février 1958] (p. 562) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *nécessité d'une déclaration du Gouvernement sur les négociations des bons offices* [21 mars 1958] (p. 1837) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *responsabilité de l'Assemblée dans la situation actuelle* [14 mai 1958] (p. 2302) ; — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Décadence des institutions, exaspération légitime de l'armée et de la population d'Alger, nécessité d'un Gouvernement formé d'hommes de mérite et de bonne volonté* [16 mai 1958] (p. 2378, 2379) ; — sur l'application au cas de M. Arrighi de la proposition de résolution portant modification de la loi du 6 janvier 1950 relative aux pouvoirs publics (dispositions relatives à l'exercice du mandat parlementaire) : *est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal* [26 mai 1958] (p. 2493).

PÉLISSOU (M. Marcel), *Député du Tarn*
(C).

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 193). = Est nommé membre de la Com-

mission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 8 mars 1956, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de toutes les primes aux ouvriers mineurs cessant le travail le jour des obsèques des victimes d'accidents mortels dans les mines, **n° 1074**. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et des locataires, **n° 1611**. — Le 4 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi (n° 635) de M. André Mancey et plusieurs de ses collègues tendant à faire effectuer mensuellement par la Caisse autonome de la sécurité sociale minière le paiement des retraites minières, **n° 2445**. — Le 24 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi (n° 2188) de M. André Mancey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2 du décret n° 48-852 du 15 mai 1948 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur du travail pour permettre au personnel des mines du service fond, comptant au moins trente-cinq années de services, de bénéficier de la médaille de vermeil, **n° 3879**. — Le 6 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi (n° 1074) de M. Péliissou et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de toutes les primes aux ouvriers mineurs cessant le travail le jour des obsèques des victimes d'accidents mortels dans les mines, **n° 4051**. — Le 4 avril 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi (n° 2188) de M. André Mancey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2 du décret n° 48-852 du 15 mai 1948 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur du travail pour permettre au personnel des mines du service fond, comptant au moins trente-cinq années de services, de bénéficier de la médaille de vermeil, **n° 4788**. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de réso-

lution (n° 5877) de M. Marcel Thibaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour la réintégration des mineurs-agents mensuels des mines, licenciés au cours des grèves qui se sont déroulées avant le 2 janvier 1956, n° 6611.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 31-02 : *Réintégration des délégués mineurs, embauchage des jeunes de moins de 18 ans, paiement de la taxe sur le charbon distribué gratuitement* [6 juin 1956] (p. 2380); — d'une proposition de loi tendant à faire effectuer mensuellement le paiement des retraites des mineurs, en qualité de *Rapporteur* [30 octobre 1956] (p. 4410); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, INDUSTRIE ET COMMERCE, Titres III et IV : *Insuffisance de l'aide à l'artisanat* [28 novembre 1956] (p. 5229). — Dépose une demande d'interpellation sur le conflit qui oppose la direction des houillères du bassin d'Aquitaine à son personnel et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire respecter le statut des mineurs [19 décembre 1957] (p. 5502). — Prend part à la discussion : sur la question orale de M. Letoquart relative à la prévention des accidents miniers [14 février 1958] (p. 775, 776); — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales; Art. 3 : *Amendement de M. Mondon (Taux des redevances des mines de charbon)* [19 mars 1958] (p. 1704, 1705); *Son amendement (Redevances minières)* (p. 1706).

PELLERAY (M. Paul), *Député de l'Orne*
(J. P. A. S.).

Son élection est validée [13 mars 1956] (p. 878). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans

les emplois de la catégorie B des services actifs du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, n° 1362. — Le 26 avril 1956, une proposition de loi relative au cumul des fermes, n° 1681. — Le 9 mai 1956, une proposition de loi tendant à soumettre aux dispositions du statut du fermage les locations conclues par l'Etat et les collectivités publiques, n° 1789. — Le 29 mai 1956, une proposition de loi tendant à venir en aide aux jeunes agriculteurs rappelés sous les drapeaux, n° 1982. — Le 29 mai 1956, une proposition de loi tendant à l'adoption de certaines mesures en faveur des artisans et commerçants rappelés sous les drapeaux, n° 1985. — Le 15 juin 1956, une proposition de loi tendant à protéger l'unité de l'exploitation agricole, n° 2230 (rectifié). — Le 10 juillet 1956, une proposition de loi tendant à permettre aux médecins non fonctionnaires, assurant en plus de leur clientèle civile des services d'hôpitaux ou des services publics, titulaires de la carte de déportés ou d'internés, de continuer leur fonction dans ces services pendant un temps égal au double de la durée de leur internement ou de leur déportation, n° 2506. — Le 12 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dresser très rapidement le bilan du Fonds national de solidarité et à augmenter les allocations servies en application de la loi du 30 juin 1956, n° 4092. — Le 4 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à la protection du beurre fermier, par la création d'un label d'origine et l'emploi de conservateurs ; 2° de M. Fauchon (n° 2919) relative à la défense du beurre fermier ; II. la proposition de résolution de M. Le Caroff et plusieurs de ses collègues (n° 2842) tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'interdiction de l'emploi d'un conservateur chimique pour les beurres fermiers, n° 4766. — Le 20 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi du 4 août 1956 relatif au nouveau régime fiscal des transports de marchandises, n° 5200. — Le 5 juillet 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Hénault et plusieurs de ses collègues (n° 2287) tendant à la protection du beurre fermier, par la création d'un label d'origine et l'emploi de conservateurs ; 2° de

M. Fauchon (n° 2919) relative à la défense du beurre fermier ; II. la proposition de résolution de M. Le Caroff et plusieurs de ses collègues (n° 2842) tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'interdiction de l'emploi d'un conservateur chimique pour les beurres fermiers, n° 5387. — Le 6 février 1958, une proposition de loi tendant à renvoyer devant le tribunal de simple police les délits concernant la non-destruction du gui et des chardons, n° 6516. — Le 20 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République relative à la défense du beurre fermier, n° 6952.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Spéculation des vendeurs de semences* [15 mars 1956] (p. 944) ; *Son amendement à l'ordre du jour de M. Lalle (Emploi des conservateurs dans les beurres fermiers)* (p. 990) ; *le retire* (p. 991) ; — en troisième lecture, d'un projet de loi relatif au Fonds national de la vieillesse : *La question de la taxe unique sur la viande* [23 mars 1956] (p. 1239). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation du prix du lait à la production [27 avril 1956] (p. 1602). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956 ; Art. 1^{er} bis : *Son amendement tendant à accorder une prime supplémentaire à tous les producteurs de moins de 100 quintaux quel que soit leur revenu cadastral* [4 juillet 1956] (p. 3217) ; *Son amendement tendant à accorder une prime supplémentaire aux producteurs de moins de 100 quintaux dont le revenu cadastral de terres labourables est inférieur à 20.000 fr.* (p. 3220). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incohérence des mesures d'importation, d'exportation, de suppression des droits de douane et sur les conséquences désastreuses qu'elles préparent en ralentissant l'élevage et la production de viande [4 octobre 1956] (p. 4007). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses observations sur l'application du plan d'assainissement du marché de la viande* [19 octobre 1956] (p. 4254, 4255) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957,

Art. 14, Etat C, AGRICULTURE, Titres I, III et IV : *Importations massives de viande* [1^{er} décembre 1956] (p. 5394) ; *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 8 millions 300.000 francs le montant des crédits du Titre III (Interdiction de l'emploi du conservateur dans les beurres fermiers)* (p. 5397) ; Art. 30 : *Amendement de M. Hénault tendant à inscrire au budget un crédit de 700 millions destiné à l'arrachage des pommiers à cidre* [3 décembre 1956] (p. 5434) ; en quatrième lecture, Art. 102 : *Recouvrement des cotisations de la mutualité agricole* [28 décembre 1956] (p. 6388). — Dépose une demande d'interpellation relative à la protection du cheptel français contre la fièvre aphteuse [5 février 1957] (p. 650) ; la développe : *Ses observations sur l'épidémie de fièvre aphteuse, les avantages et les inconvénients de la vaccination et de l'abatage, les prescriptions sanitaires sur la circulation des animaux, l'importance de la production de la viande pour les exploitations familiales, les « importations de choc »* [26 février 1957] (p. 1129, 1130). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ordre du jour de M. Martin, observations sur l'utilisation du conservateur dans le beurre fermier et la suppression des droits de douane sur les importations de bétail* [6 mars 1957] (p. 1341, 1342) ; — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères ; Art 12 bis : *Amendement de M. Gilbert Martin (Majoration du prix de vente des tabacs)* [7 mars 1957] (p. 1364) ; Art. 10 : *Son amendement visant la revalorisation des retraites servies par certaines caisses ou certains employeurs* [8 mars 1957] (p. 1399) ; — d'une proposition de loi relative au prix du lait : *Ses explications de vote* [2 avril 1957] (p. 1967) ; — d'une proposition de loi relative à la défense du beurre fermier, en qualité de Rapporteur : *Avantages de la liberté de production, de vente et de commerce, équipement des fermes et organisation rationnelle de la collecte du lait, préalablement à l'interdiction d'un conservateur, sélection qualitative des beurres fermiers, octroi d'un label* [23 juillet 1957] (p. 3839, 3840) ; *Nécessité d'un conservateur chimique* (p. 3843). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'inégalité des mesures prises dans les différents secteurs de l'économie nationale et leurs répercussions sur le plan agricole [17 septembre

1957] (p. 4090); la développe : *Insuffisance du prix du blé, inégalité de traitement entre l'industrie et l'agriculture, écart entre le prix de revient des produits agricoles et le prix payé effectivement, augmentation des moyens de production, accroissement de la disparité entre les prix industriels et agricoles depuis 1914, conséquences de la politique d'expansion économique* [18 septembre 1957] (p. 4123, 4124); — sur l'orientation que le Gouvernement compte donner à sa politique dans le cadre du Pacte Atlantique, compte tenu de la livraison d'armes de guerre à la Tunisie par des nations appartenant à ce pacte [30 septembre 1957] (p. 4446). — d'une proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Son amendement tendant à donner un pouvoir effectif à la Commission départementale de l'exploitation familiale agricole pour statuer sur la superficie maxima au-dessus de laquelle sont réglementés les cumuls* [5 décembre 1957] (p. 5169); *Son amendement (Composition de la Commission de l'exploitation familiale)* (p. 5174); — d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière; Art. 4 : *Conduite des animaux accompagnés de gardiens* [29 janvier 1958] (p. 360); Art. 13 : *Son amendement (Barrages de routes)* (p. 361, 363); — sur la fixation de la date des interpellations relatives aux permissions de militaires du contingent maintenu : *Son rappel au règlement (Cas des jumeaux incorporés ensemble et le même jour)* [4 février 1958] (p. 512); — d'une proposition de loi adoptée par le Conseil de la République relative au droit de reprise en matière de fermage; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Tremouille (Faculté de reprise triennale en faveur d'un descendant mineur émancipé ou marié)* [25 mars 1958] (p. 1904). = S'excuse de son absence [23 janvier 1957] (p. 242). = Obtient un congé [23 janvier 1957] (p. 242).

PELLETIER (M. Emile) (N. P.).

Ministre de l'Intérieur

(Cabinet Charles DE GAULLE)

du 1^{er} juin 1958 au 8 janvier 1959.

Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Charles de Gaulle) [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279).

PENNOY (M. René), *Député des Ardennes* (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la défense nationale [26 décembre 1957] (p. 5538); de la Commission chargée d'assister le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme dans la gérance de la tranche nationale du fonds d'investissement routier [6 mars 1956] (p. 666). — Est nommé juge titulaire à la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798). — Est nommé à nouveau à ce poste faute d'avoir prêté serment dans les délais requis [20 juin 1956] (p. 2772).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à fixer le statut des coopératives de consommation des administrations publiques et des entreprises nationalisées ou privées et à abroger le décret n° 55-679 du 20 mai 1955 relatif à ces coopératives, **n° 107**. — Le 27 janvier 1956, une proposition de loi tendant à exclure l'industrie hôtelière du champ d'application du décret n° 55-468 du 30 avril 1955 relatif à la contribution des patentes, **n° 228**. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier les taux d'abattement actuellement appliqués aux différentes zones de salaires, **n° 338**. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à promouvoir une réforme du contentieux fiscal et un assainissement du climat fiscal, **n° 361**. — Le 23 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés du gel dans le département des Ardennes, **n° 716**. — Le 6 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser certaines personnes à exercer la profession d'infirmière à condition qu'elles aient assuré au moins pendant dix ans les soins de clientèle, **n° 1022**. — Le 6 mars 1956, une proposition de loi tendant à la réversion des pensions civiles de l'Etat aux maris d'épouses fonctionnaires décédées, **n° 1023**. — Le 6 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier

l'article 7 de la loi du 31 mars 1928 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 1025. — Le 6 mars 1956, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe sur le chiffre d'affaires les régies départementales et communales des transports, n° 1026. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 206 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 relatif au régime des retraites des ouvriers mineurs, n° 1468. — Le 20 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur les dispositions de l'arrêté du 18 avril 1952, relatif au taux de remise des revendeurs de journaux quotidiens et publications périodiques, n° 1582. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à réglementer la publicité de la propriété commerciale, n° 1606. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à inclure les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées (routes et voies navigables) dans les emplois de la catégorie B des services actifs du Département ministériel des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, n° 1607. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à exclure de l'imposition fiscale sur le chiffre d'affaires et les spectacles les associations de sport éducatif, de tourisme, d'éducation et de culture populaire, n° 1608. — Le 15 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que les dossiers de dommages de guerre mobiliers fassent l'objet d'un règlement définitif avant la fin de l'année 1956, n° 1805. — Le 15 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer toutes atteintes au caractère représentatif des chambres de commerce et des chambres d'agriculture, n° 1806. — Le 15 mai 1956, une proposition de loi relative à l'évaluation fiscale des stocks, n° 1807. — Le 17 mai 1956, une proposition de loi tendant à réglementer certaines manifestations commerciales et notamment les braderies et loteries commerciales, n° 1864. — Le 23 mai 1956, une proposition de loi tendant à exclure les dispositions de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 la reconstruction des ponts détruits par faits de guerre et à autoriser le financement de cette reconstruction par prélèvement sur les crédits « dommages de guerre », n° 1910. — Le 23 mai 1956,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à considérer comme ayant accompli leur service militaire légal avec leur classe d'âge les anciens sursitaires visés par les mesures de rappel des disponibles, n° 1911. — Le 12 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier le régime de retraites de certains fonctionnaires classés en catégorie A qui appartenaient à la catégorie B en 1932, n° 2551. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan qui, le 10 août 1956, a dévasté la région de Vouziers, de Sedan et de Douzy, dans le département des Ardennes, n° 2812. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réédifier à Nouart (Ardennes) la statue commémorative du général Chanzy et à hâter la réédification de celle de Buzancy (Ardennes), n° 2816. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à indemniser les propriétaires de biens détruits par les sangliers, n° 2898. — Le 6 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la taxe sur les transports routiers de marchandises, les industriels forains, n° 3140. — Le 8 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la taxe de séjour perçue dans les stations classées, n° 3176. — Le 22 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer d'urgence une répartition équitable par rationnement de l'essence, du fuel-oil domestique et de tous les carburants dérivés du pétrole, n° 3292. — Le 14 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, d'une part, la liberté de circulation automobile d'une manière définitive, d'autre part, les trains supprimés du service normal S. N. C. F., n° 3556. — Le 17 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté interministériel du 4 décembre 1956 instituant un circuit particulier de la distribution des produits alimentaires au préjudice du commerce de détail régulier, n° 3588. — Le 15 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à récompenser les courageux sauveteurs et les employés de la S. N. C. F. à Sézanne (Marne) pour leur attitude lors de la catastrophe survenue en gare le 9 janvier 1957 et à procéder à l'indemnisation

des sinistrés et des victimes de cette catastrophe, n° 3778. — Le 26 février 1957, une proposition de loi tendant : 1° à réaliser la modernisation de la branche nord du canal de l'Est entre la frontière belge et Sedan (Ardennes) en prévoyant ces travaux dans le cadre du prochain plan d'équipement et de modernisation; 2° à mettre à l'étude la création d'une voie navigable à grand gabarit de Sedan au bassin lorrain comme le prescrit la loi n° 52-387 du 10 avril 1952 autorisant le Président de la République à ratifier le Traité de Paris du 18 avril 1951 instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier, n° 4284. — Le 5 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes et réparer les dégâts causés aux domaines publics et privés dans le département des Ardennes par les récents glissements de terrains, n° 4399. — Le 9 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes initiatives pour réduire les causes d'inondations dans la région de Mézières-Charleville (Ardennes) : 1° en modernisant la Meuse de Charleville à Givet; 2° en prenant en considération le projet de construction d'une usine hydro-électrique dont la prise d'eau amont serait située aux environs de Romery (Ardennes), n° 4812. — Le 4 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi, adopté par le Conseil de la République, portant autorisation et déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'un pont à travée levante, en remplacement du pont à transbordeur du Martrou qui donne passage à la route nationale n° 733 sur la Charente et d'aménagement des accès au nouvel ouvrage, n° 5353. — Le 23 juillet 1957, une proposition de loi tendant à préciser, eu égard à la législation de la sécurité sociale, la position juridique des cogérants d'alimentation des maisons à succursales ou non et des coopératives de consommation, n° 5614. — Le 17 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à la situation créée par la non application de la loi du 3 avril 1950, en vue d'intégrer dans le cadre des employés de bureau les auxiliaires de l'Etat chargés de fonctions permanentes, n° 5725. — Le 3 octobre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 110 du Code de com-

merce signés au moyen d'une simple griffe, n° 5803. — Le 18 octobre 1957, une proposition de loi tendant à assurer aux sapeurs-pompiers non professionnels le bénéfice d'une pension de retraite, n° 5833. — Le 18 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer le collège technique de garçons (collège Bazin) de Charleville (Ardennes) en école nationale d'enseignement technique, n° 5843. — Le 11 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures susceptibles d'améliorer les salaires des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées notamment en rétablissant la parité définie par la circulaire ministérielle n° 139 du 10 octobre 1953, n° 6562. — Le 12 février 1958, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles les auxiliaires médicaux pourront exercer leurs activités, n° 6581.

Interventions :

Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale sur les circonstances dans lesquelles s'est produite l'embuscade de Béni-Amrane [8 juin 1956] (p. 2460). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur l'utilisation des crédits du fonds d'investissement routier et sur la modernisation des canaux du Nord et de l'Est* [12 juin 1956] (p. 2501, 2502); Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. Dumortier relatif au classement en catégorie B des agents de travaux et des conducteurs de chantiers des ponts et chaussées* (p. 2510); *Son amendement indicatif relatif au classement en catégorie B des agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées* (p. 2513); Chap. 35-21 : *Ses observations sur les crédits d'entretien des routes nationales* (p. 2515); Chap. 53-30 : *Ses observations relatives à la modernisation du canal de l'Est entre Charleville et Sedan* (p. 2518); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 14, Etat C, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Titres III et IV : *Insuffisance des crédits affectés à l'entretien des routes; utilisation des ressources du fonds d'investissement routier; rôle dévolu à la*

gendarmerie dans la surveillance de la circulation routière [30 novembre 1956] (p. 5333); Aide à la batellerie; augmentation des tarifs de la S. N. C. F.; construction de pistes cyclables; rémunération des ingénieurs de travaux publics de l'Etat (p. 5334); revendications des conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées et des fonctionnaires de l'administration centrale; remboursement des charges fiscales et sociales de l'hôtellerie; augmentation de la taxe de séjour (p. 5335); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, II. SERVICES FINANCIERS, Chap. 54-90 : *Rachat du poste de radio Europe n° 1* [27 décembre 1956] (p. 6330); — d'une interpellation relative à la circulation routière [3 avril 1957] (p. 2008, 2009); — d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière; Art. 3 : *Son amendement (Infractions concernant les croisements, dépassements, intersections de route et priorités de passage)* [29 janvier 1958] (p. 352); *Différence de gravité dans les infractions* (p. 355); Art. 4 : *Son amendement (Excès de vitesse commis par les motocyclistes)* (p. 359); Art. 14 : *Son amendement (Surcharge des véhicules transportant des marchandises, transport de betteraves)* (p. 365, 366); Art. 15 : *Son amendement (Infractions relatives aux dimensions et à l'entretien des plaques d'immatriculation)* (p. 367); *le retire* (ibid.); *Son amendement (Etat des véhicules en circulation)* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 17 : *Son amendement (Plaque de propriétaire)* [30 janvier 1958] (p. 389); *Son amendement tendant à supprimer les articles 22-1 à 22-6 (Retrait et suspension du permis de conduire)* (p. 398 et suiv.); Art. 29 : *Son amendement tendant à abroger les articles 130 à 136 du Code de la route* [4 février 1958] (p. 479); — d'urgence d'un projet de loi et d'une proposition de résolution concernant la mise en œuvre du Code de procédure pénale; Art. 2 (Autorisation de procéder par décret à une réorganisation administrative des services de la justice) : *Son amendement tendant à empêcher la suppression des tribunaux rattachés et à maintenir leurs audiences aux lieux habituels* [20 mars 1958] (p. 1809). = S'excuse de son absence [18 mai 1956] (p. 1924), [12 février 1957] (p. 762). = Obtient un congé [12 février 1957] (p. 762).

PENVEN (M. Alphonse), *Député du Finistère (C.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 164); de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 164); de la Commission de l'agriculture [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à ramener de 320 francs à 100 francs par hectolitre le taux de la taxe unique sur les cidres, poirés et hydromels, n° 774. — Le 24 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux collectivités départementales et locales des crédits exceptionnels, prélevés sur le Fonds spécial d'investissement routier, afin de leur permettre de procéder à la réparation du réseau routier départemental, vicinal et rural, gravement endommagé par les effets du gel, n° 1614. — Le 2 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 1614) de M. Penven et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux collectivités départementales et locales des crédits exceptionnels, prélevés sur le Fonds spécial d'investissement routier, afin de leur permettre de procéder à la réparation du réseau routier départemental, vicinal et rural, gravement endommagé par les effets du gel, n° 2043. — Le 8 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Bouxom (n° 1744) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin que les opérations d'éviction, que devra entraîner l'exécution du projet d'aménagement du rond-point de la Défense et de ses abords, s'accompagne du relogement des personnes évincées et de toutes garanties permettant la reconstitution des biens et des activités, sans dommages ou préjudices pour les expropriés; 2° de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 1746) tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans délai toutes les mesures propres à garantir les intérêts des populations habitant sur le territoire visé par le projet d'aménagement de la région dite

« de la Défense », conformément aux vœux émis par le Conseil général de la Seine, n° 2112. — Le 12 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux producteurs de plants de pommes de terre du département du Finistère, n° 4896. — Le 19 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la région de Quimperlé (Finistère), victimes du violent orage de grêle du 4 août 1957, n° 5760.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, INTÉRIEUR, Titres III et IV : *Ressources fiscales des collectivités locales; blocage de la taxe locale au chiffre de 1954; atteintes portées à l'autonomie communale; motions adoptées par le congrès des maires de France* [28 novembre 1956] (p. 5237); — du projet de loi relatif à la garantie des recettes en matière de taxe locale: *Ses observations sur : la disparité entre le projet et les besoins réels des collectivités locales, la nécessité d'une amélioration de la garantie des recettes, l'application de l'article 21 de la loi du 10 avril 1954, les difficultés des communes-dortoirs, son désir d'une refonte totale des finances locales* [10 juillet 1957] (p. 3514, 3515); — d'une proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles, Article unique : *Amendement de M. Fourvel (Cumul provenant de l'exercice du droit de reprise)* [5 décembre 1957] (p. 5168); — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales, Art. 2 : *Son amendement (Nombre de journées de prestations)* [19 mars 1958] (p. 1703); — d'une proposition de loi adoptée par le Conseil de la République relative au droit de reprise en matière de fermage. Art. 1^{er} : *Son amendement (Extension du droit de reprise en faveur de différents parents)* [25 mars 1958] (p. 1906).

PERCHE (M. Maurice), *Député d'Eure-et-Loir (C.)*.

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 167). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de

la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4537).

Dépôts :

Le 5 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 343 rectifié) de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture des crédits nécessaires aux constructions scolaires du premier degré, n° 2068. — Le 21 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport fait, au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de résolution de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter à 30.000 francs la bourse de trousseau des élèves maîtres et des élèves maîtresses des écoles normales primaires, n° 2275. — Le 5 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'arrêté du 27 novembre 1956 relatif à la répartition du carburant auto et des essences de pétrole assimilées afin de permettre aux ouvriers et aux employés d'utiliser leur moyen de transport habituel pour se rendre sur le lieu de leur travail, n° 3443. — Le 1^{er} février 1957, une proposition de loi tendant à valider pour la retraite les mois pendant lesquels certains instituteurs et institutrices n'ont pu être affectés par suite de manque de postes, n° 4006. — Le 22 février 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 301) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prolonger les congés de longue durée des membres de l'enseignement atteints de tuberculose, n° 4279. — Le 11 avril 1957, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe proportionnelle la pension alimentaire versée aux ascendants non assujettis à la surtaxe progressive, n° 4863.

Interventions :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [24 février 1956] (p. 500). — Prend part à la discussion du projet de loi : sur la propriété littéraire et artistique [20 avril 1956] (p. 1426) ; Art. 34 bis : *Son amendement tendant à limiter à trois ouvrages le droit de préférence accordé à l'éditeur* (p. 1431) ; *Son amendement tendant à supprimer l'obligation faite à l'auteur de justifier d'un engagement de publication d'un autre éditeur pour reprendre sa liberté* (p. 1432) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à limiter le nombre d'annuités forfaitaires remplaçant les droits provenant des contrats et à modifier les annuités selon le produit de la vente* (p. 1434) ; Art. 51 : *Ses observations sur le calcul de la rémunération accordée aux auteurs* (p. 1440) ; Art. 55 : *Son amendement fixant à un an le délai imparti à l'éditeur pour réaliser l'édition* (p. 1440) ; le retire (p. 1441) ; Art. 58 : *Son amendement fixant le tirage supplémentaire que peut effectuer l'auteur (main de passe)* (p. 1441) ; Art. 62 : *Son amendement tendant à déterminer à quel moment l'édition est considérée comme épuisée* (p. 1442) ; — portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif relatif au recrutement et à la rémunération des professeurs certifiés ; Amendement indicatif de M. Garaudy relatif au reclassement des agents des lycées* [14 juin 1956] (p. 2632) ; Chap. 31-22 : *Son amendement indicatif (Indemnité spéciale en faveur des agents des lycées)* (p. 2634) ; Chap. 31-65 : *Son amendement indicatif (Création de vingt emplois d'adjoints d'archives)* [15 juin 1956] (p. 2656) ; Chap. 43-53 : *Son amendement indicatif (Augmentation des subventions aux sociétés sportives : rétablissement de la subvention à la Fédération sportive et gymnique du travail)* (p. 2667) ; le retire (ibid.) ; Chap. 43-91 : *Son amendement indicatif (Augmentation des bourses)* (p. 2669) ; Chap. 56-30 : *Son amendement indicatif (Equippedement des établissements du premier degré)* (p. 2670) ; — portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits ; 2° création de ressources nouvelles ; 3° ratification de décrets : SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-11 : *Situation de l'enseignement primaire à la suite du, rappel d'instituteurs sous les drapeaux*

[25 juillet 1956] (p. 3613). — Ses rapports sur des pétitions [10 octobre 1956] (p. 4107), [21 décembre 1956] (p. 6212). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour assurer la prochaine rentrée scolaire et universitaire [24 juin 1957] (p. 2404) ; — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour donner aux établissements publics d'enseignement un personnel qualifié et leur assurer, dès l'année scolaire 1957-1958, l'équipement complémentaire indispensable [19 novembre 1957] (p. 4876).

PÉRIER (M. Jacques), *Conseiller à l'Assemblée de l'Union française.*

Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

PÉRON (M. Yves), *Député de la Dordogne (C).*

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 178). = Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1793) ; à nouveau à ce poste faute d'avoir prêté serment dans les délais requis [20 juin 1956] (p. 2772).

Dépôts :

Le 15 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les sièges de la Haute-Cour de justice à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'art. 58 de la Constitution, des art. 2, 4 et 5, de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute-Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du Règlement), n° 1216. — Le 2 mai 1956, une proposition de loi tendant à accorder une aide exceptionnelle aux viticulteurs victimes des gelées, n° 1721. — Le 1^{er} février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour venir en aide à la population de la commune de la Roque-Gageac (Dordogne), n° 4009. — Le 13 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 700) de M. Bettencourt tendant à modifier les articles 55 et 56 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, n° 4116. — Le 18 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide réelle aux agriculteurs sinistrés par les gelées en 1956 et 1957 dans le département de la Dordogne, n° 5137. — Le 27 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier intégralement le rapport établi par la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuelles, n° 5993. — Le 28 février 1958, une proposition de loi tendant à l'établissement de la représentation proportionnelle pour l'élection des Conseillers de la République par l'extension du mode d'élection applicable actuellement dans les départements ayant au moins quatre sièges à pourvoir, n° 6761.

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions : du deuxième rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Seine (2^e circonscription, 11^e siège) : *Validité de l'attribution d'un siège à un candidat n'ayant pas obtenu 5 0/0 des suffrages exprimés* (cas de M. Lecourt) [2 février 1956] (p. 175 à 178);

— du rapport sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription) : *Listes de MM. Laforest et Bonnet* [3 février 1956] (p. 201); — du rapport supplémentaire du 3^e bureau relatif aux opérations électorales du département de la Haute-Garonne : *Demande de vote par division de M. Ballanger (validation des élections non contestées), fraude sur les apparentements réalisés entre les différentes listes U.D.C.A., vote du groupe M.R.P. sur les validations des élus poujadistes; proposition de M. Cayeux* [15 février 1956] (p. 299, 300); *Amendement de M. Tixier-Vignancour (invalidation de M. Calmel)* (p. 300, 301). — Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation relative à la manifestation de la Mutualité : *Amitié de M. Frédéric-Dupont pour les nazis* [29 février 1956] (p. 574). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale (arbitrage sur l'urgence) : *Critique du scrutin d'arrondissement, urgence du problème algérien et des problèmes sociaux* [29 février 1956] (p. 578, 579); — des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Amendement de M. Temple (vacance du siège contesté)* [7 mars 1956] (p. 730). — Son rapport sur une pétition [9 mars 1956] (p. 839). — Prend part à la discussion des conclusions : des deuxième et troisième rapports supplémentaires du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Manche : *Amendements de M. Isorni, validant d'une part M. Fauchon, d'autre part M. Brard* [25 avril 1956] (p. 1547); *Son rappel au règlement sur la décision du bureau de l'Assemblée demandant au 5^e bureau de présenter de nouvelles conclusions sur les opérations électorales du département de la Manche* (p. 1550); — du 9^e bureau sur les opérations électorales du département de Seine-et-Marne : *Ses observations sur l'application du 6^e alinéa de l'article 46 du règlement* [16 mai 1956] (p. 1880); — du 7^e bureau sur les opérations électorales du département du Puy-de-Dôme : *Ses observations sur l'application de l'article 5 du règlement* [23 mai 1956] (p. 1976). — Ses rapports sur des pétitions [15 juin 1956] (p. 2700, 2701). — Prend part à la discussion du projet de loi portant sur les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de

crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-51 : *Son rappel au règlement (Application de la censure)* [25 juillet 1956] (p. 3591). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion des interpellations sur les événements de Hongrie [7 novembre 1956] (p. 4508); avec inscription au procès verbal (p. 4509). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 8 : *Demande de disjonction de M. Lumps; recevabilité de cette motion; conflit entre l'article 50 du décret du 19 juin 1956 et le règlement de l'Assemblée* [21 novembre 1956] (p. 4997); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Art. 15, Etat F, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, Chap. 31-51 : *Conséquences financières des opérations militaires d'Algérie; aggravation de la situation, revendications des soldats* [27 décembre 1956] (p. 6336, 6337); — en quatrième lecture, d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi, Article unique : *Amendement de M. Vigier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (victimes du service du travail obligatoire)* [23 janvier 1957] (p. 246, 247); — d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait, Art. 4 : *Son rappel au règlement (recevabilité de l'amendement de M. Billat tendant au blocage des marges bénéficiaires des intermédiaires)* [28 février 1957] (p. 1206). — Ses rapports sur des pétitions [20 mars 1957] (p. 1757). — Prend part à la discussion du projet de loi portant institution d'un Code de procédure pénale : *Ses observations sur l'arbitraire policier, les abus de la garde à vue, le secret de l'instruction, les pouvoirs d'officiers de police judiciaire donnés aux préfets et la nécessité de leur abrogation, dangereuse conjonction des pouvoirs, le suicide de M. Ali Boumendjel, excès de la détention préventive* [20 juin 1957] (p. 2799, 2800, 2801, 2802); Art. 10 bis (secret de la procédure au cours de l'enquête ou de l'instruction) : *Son amendement tendant à la supprimer; garantie de la sécurité des citoyens, citation d'un article de M^e Maurice Garçon* (p. 2810); *En cas d'acceptation du secret de l'instruction, possibilité pour l'inculpé de donner un avis contraire, secret limité à l'enquête* (p. 2811); *Son amendement précisant*

que la procédure au cours de l'enquête ou de l'instruction est secrète, sauf avis contraire de l'inculpé (p. 2814); *le retire* (p. 2815); Art. 15 : *Amendement de M. Dides tendant à exiger des gendarmes cinq ans de service effectif pour être qualifiés d'officiers de police judiciaire et prévoyant la nomination des officiers de police de la préfecture de police par le préfet de police* [25 juin 1957] (p. 2934); Art. 29 (*Pouvoirs des préfets en matière de police judiciaire*) : *Son amendement tendant à le supprimer* (p. 2969); *Ancien article 10 du Code d'instruction criminelle, exception au principe de la séparation des pouvoirs, souvenir de l'époque napoléonienne, nombreux projets d'abrogation de cet article sous la III^e République, loi Guernut et rétablissement de ce pouvoir, opinion de M. le professeur Donnedieu de Vabres, mauvais usage de ce texte par les préfets, instrument de vexation politique : saisie de quotidiens, influence de l'autorité administrative sur l'autorité judiciaire* (p. 2969, 2970); *Amendement de M. Cot tendant à limiter le pouvoir des préfets à la réquisition écrite des officiers de police judiciaire en cas d'urgence* (p. 2974); *Arrêté du procureur de l'U.R.S.S.* (ibid.); Art. 62 : *Amendement de M. Cot prévoyant le traitement des personnes gardées à vue; insuffisance d'une circulaire ministérielle pour régler la question* (p. 3003); Art. 119 : *Possibilité pour l'avocat de formuler des réserves sur la régularité de la procédure ou sur la transcription du procès-verbal* [26 juin 1957] (p. 3064); Art. 145 : *Cas des personnes peu fortunées incapables de verser un cautionnement* (p. 3070). — Son rapport sur une pétition [3 juillet 1957] (p. 3219). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, une question orale relative aux secours que le Gouvernement compte accorder aux viticulteurs victimes des gelées [12 juillet 1957] (p. 3564); — à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative au recrutement d'agents pour l'hôpital psychiatrique de Vaclair [26 juillet 1957] (p. 4011). — Ses rapports sur des pétitions [18 septembre 1957] (p. 4157, 4158). — Son rappel au règlement (*dépôt d'une motion incidente*) [19 septembre 1957] (p. 4203). — Prend part à la discussion : des projets de loi sur les institutions de l'Algérie : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Conditions dans lesquelles la question de confiance a été posée, désignation des*

Conseils de communauté, différence entre la loi électorale proposée pour l'Algérie et la loi électorale française; droit de vote des femmes musulmanes, dispositions relatives aux circonscriptions électorales et à l'attribution des sièges pour les élections aux assemblées territoriales et aux conseils généraux, durée du mandat des membres des assemblées territoriales des conseils généraux et des conseils municipaux, refus de publier les rapports de la commission de sauvegarde [29 novembre 1957] (p. 5076 à 5078); en deuxième lecture, Art. 2 : Son amendement (droit des femmes musulmanes) [28 janvier 1958] (p. 314, 315, 316); — en deuxième lecture, du projet de loi adopté par le Conseil de la République, portant institution d'un Code de procédure pénale, Art. 17 du Code : Amendement de M. Isorni (Compétence des commissaires de police) [27 décembre 1957] (p. 5618); Pouvoirs judiciaires des préfets; répression de la liberté d'expression et de la liberté d'opinion (p. 5623); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux élections territoriales, départementales et communales en Algérie : Ses explications de vote : action en faveur de la paix en Algérie [28 janvier 1958] (p. 321, 322); — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux, Art. 2 : Amendement de M. Berthommier (fixation de l'indemnité en cas d'exercice du droit de reprise partielle par le propriétaire) [6 février 1958] (p. 566, 568); — des propositions de la Conférence des Présidents : Suppression totale des abattements de zones [14 février 1958] (p. 778, 779); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : Application de l'article 10 du décret du 19 juin 1956, aggravation apportée par le nouvel article 17 privant les députés du droit d'initiative législative et entravant toute réforme sociale [20 février 1958] (p. 917, 918, 919); Accentuation de la coupure entre le peuple et le Parlement, contradiction entre l'article 17 et la disposition imposant le dépôt d'un contre-projet; critique du contre-projet Reynaud-Faure : Mépris de la volonté de la majorité (p. 919, 920); Art. 1^{er} : Son amendement rétablissant le droit d'initiative parlementaire des dépenses et prévoyant son exercice dans les conditions prévues par la loi; conséquences désastreuses de la suppression de l'initiative des dépenses; irrecevabilité de nombreux textes

contenant des réformes sociales, multiplication des promesses non suivies d'exécution; atteinte aux prérogatives de l'Assemblée [11 mars 1958] (p. 1524, 1528); Son amendement tendant à exclure les amendements des textes déclarés irrecevables (p. 1525); Sa demande de scrutin (p. 1526); Art. 2 : Sa motion de disjonction (p. 1533); Son rappel au règlement (recevabilité de la question de confiance) [12 mars 1958] (p. 1554); Demande une suspension de séance pour permettre au Bureau de l'Assemblée de se réunir (ibid.); en deuxième délibération, Art. 1^{er} : Son amendement rétablissant le droit d'initiative parlementaire des dépenses et prévoyant son exercice dans les conditions prévues par la loi [20 mars 1958] (p. 1768); Son amendement tendant à exclure des textes, déclarés irrecevables, les amendements aux projets et propositions de loi (p. 1769); Art. 3 (dispositions relatives aux motions de confiance et motions de défiance) : Son amendement tendant à sa disjonction; suppression de la pratique, souvent utile, des motions préjudicielles et préalables, suppression regrettable du droit d'amendement (p. 1772); Son amendement tendant à rétablir les motions de procédure et d'ajournement (p. 1778); Son amendement prévoyant que la réserve des amendements pourra être demandée (p. 1779); Son amendement prévoyant l'accord de l'Assemblée pour la réserve des amendements (ibid.); Son amendement tendant à supprimer la sanction de la censure en cas d'abstention [21 mars 1958] (p. 1840); Danger d'une censure avec exclusion temporaire modifiant la majorité (p. 1840, 1841); Amendement de M. Brocas tendant à substituer à la sanction de la censure en cas d'abstention, la plus grave des sanctions disciplinaires prévue par le règlement (p. 1841); Conséquences du retrait de l'initiative parlementaire et de l'interdiction de voter sur les amendements (p. 1841, 1842); Art. 4 (Dispositions relatives à la dissolution); Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1845); Son amendement tendant à supprimer l'application des mesures de dissolution dès la deuxième crise ministérielle survenue au cours de la législature sans attendre l'expiration du délai de dix-huit mois (p. 1850); — d'un projet de loi sur les ressources de la section viticole du Fonds national de solidarité agricole, Article unique : Amendement de M. Rieu tendant à augmenter le prélèvement

sur la taxe unique frappant le vin ; lacune budgétaire sur le remboursement des annuités d'emprunt [25 février 1958] (p. 986) ; — d'un projet de loi sur l'amnistie dans certains territoires d'outre-mer, Art. 1^{er} (contre-projet de la Commission des T. O. M.) : Amendement de M. Garat reportant au 1^{er} janvier 1963 l'exercice des droits politiques des condamnés à une peine perpétuelle ou condamnés à mort bénéficiaires d'une commutation de peine [18 mars 1958] (p. 1651). — Son rapport sur une pétition [27 mai 1958] (p. 2544).

PERRIN (M. Francis), Haut-Commissaire à l'Énergie atomique.

Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur l'Euratom, en qualité de Commissaire du Gouvernement ; But de l'exposé : Apporter les éléments techniques propres à faciliter les décisions du Parlement ; Méthodes envisagées actuellement pour l'utilisation industrielle de l'énergie atomique : fission (explosion nucléaire d'atomes lourds) et fusion (bombes thermonucléaires dont l'utilisation n'est pas encore possible) ; Indications sur les ressources d'uranium, la capacité calorifique de celui-ci, son prix [5 juillet 1956] (p. 3264) ; Besoins énergétiques de la France ; Délais pour aboutir à l'explosion expérimentale d'une bombe atomique du type A ; Voies à suivre pour la production de l'énergie atomique : celle de l'uranium naturel (longue combustion) envisagée par le Canada, celle du plutonium, celle de l'uranium 235 nécessitant la séparation des isotopes (p. 3262) ; Intérêt de l'utilisation du combustible nucléaire concentré (réacteur plus petit, meilleur rendement, possibilité de surrégénération ou breeding) ; Possibilité ouverte par la surrégénération ; Systèmes adoptés par la Grande-Bretagne, la France, l'U. R. S. S. et les Etats-Unis ; Problèmes posés par la séparation des isotopes ; Possibilités de la France dans ce domaine (p. 3363) ; Programme français de production d'énergie nucléaire : comparaisons avec la Grande Bretagne ; Équipement scientifique industriel ; Développement des usines spécialisées dans les industries atomiques annexes ; Possibilités de la France de satisfaire aux besoins énergétiques du pays ; Problème posé par le choix des réacteurs ; Risque qu'il y a de choisir une méthode sans pouvoir essayer simultanément

les autres (p. 3264) ; Conditions d'une véritable indépendance dans le domaine atomique ; Possibilités d'investissements en matériel complexe dont la fabrication exige des techniques avancées et coûteuses ; Nécessité d'importants crédits publics ; Difficultés rencontrées actuellement pour la réalisation du plan atomique (Manque de 18 milliards d'autorisations d'engagements en 1956) ; Impossibilité de préparer à la fois l'utilisation industrielle de l'énergie atomique et la fabrication d'armes atomiques en quantités importantes (p. 3265) ; Conditions d'une collaboration européenne : respect de l'autonomie nationale et du choix des programmes ; Buts de cette collaboration : construction d'une usine de séparation des isotopes, partage des connaissances, approvisionnement en matières premières ; Avantages pour la France d'une telle collaboration ; Problème posé par l'édification d'un marché commun des matières premières et des équipements atomiques (p. 3266).

PERROY (M. Pierre), Député du Loiret (I. P. A. S.).

Son élection est validée [25 avril 1956] (p. 1545) (1). — Est nommé : membre de la Commission des pensions [23 octobre 1956] (p. 4278), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission de la justice et de législation [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à assimiler les personnes victimes de leur dévouement aux victimes civiles de la guerre, n° 2895. — Le 31 octobre 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 4 et à modifier l'article 11 du décret du 20 mai 1955 relatif aux faillites, n° 3124. — Le 16 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés par le gel dans le département du Loiret et à les faire bénéficier de dégrèvements fiscaux, n° 5007. — Le 17 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter de deux mois le recouvrement des impôts directs, n° 5732.

(1) En lieu et place de M. Cochet, non validé.

Interventions :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la procédure de recouvrement de certaines créances; Art. 6 : *Son amendement (Procédure du contredit)* [23 janvier 1957] (p. 255, 256); *Son amendement (Enregistrement du procès-verbal de conciliation)* (p. 256); — du projet de loi portant institution d'un Code de procédure pénale; Art. 172 : *Amendement de M. Lacaze tendant à interdire de puiser dans les actes annulés aucun renseignement contre les parties au débat* [26 juin 1957] (p. 3073); — du projet de loi relatif à la procédure pénale en matière d'expertise judiciaire : *Complications et difficultés d'application du système proposé* [20 novembre 1957] (p. 4904); Art. 1^{er}, Art. 155 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à ce que le juge d'instruction n'ordonne l'expertise qu'après l'audition du Ministère public* (p. 4905); — du procès-verbal de la précédente séance : *Son vote au cours du scrutin sur la confiance* [5 décembre 1957] (p. 5157); — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux; Art. 2 : *Amendement de M. Vigier (Institution de la double expertise en vue de la fixation du prix du loyer)* [6 février 1958] (p. 576); — d'urgence d'un projet de loi et d'une proposition de résolution concernant la mise en œuvre du Code de procédure pénale : *Nécessité d'un rapprochement de la justice des justiciables* [13 mars 1958] (p. 1577); Art. 2 (Autorisation de procéder par décret à une réorganisation administrative des services de la justice) : *Amendement de M. Penoy tendant à empêcher la suppression des tribunaux rattachés et à maintenir leurs audiences aux lieux habituels; Diversité des attributions du magistrat résident faisant fonction de président; Difficultés de les transmettre au président du tribunal de rattachement* (p. 1809).

PESQUET (M. Robert), Député de Loir-et-Cher (R. S. puis N. I. puis app. U. F. F.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44) = Est nommé membre : de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161) (1).

(1) Démentionnaire [19 décembre 1956] (p. 6168).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 40, paragraphe 1 du Règlement de l'Assemblée Nationale, afin d'accroître l'efficacité du travail parlementaire, n° 221. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55-679 du 20 mai 1955 relatif au statut des coopératives de consommation, d'entreprises privées ou nationalisées ou d'administrations publiques, n° 222. — Le 2 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 36 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 et à rétablir le droit pour les anciens combattants de percevoir la retraite du combattant à l'âge de 50 ans, n° 262. — Le 12 juin 1956, une proposition de loi tendant à restituer la franchise de 10 litres d'alcool pur à tous les récoltants et donc à abroger le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 et les alinéas 3 et 4 de l'article 315 du Code général des impôts concernant les bouilleurs de cru, n° 2125. — Le 15 juin 1956, une proposition de loi tendant à interdire l'emploi du diacetyl et de tout arôme chimique et artificiel dans la fabrication des margarines en vue de favoriser la consommation des produits laitiers, n° 2201. — Le 24 janvier 1957, une proposition de loi tendant à la création d'un diplôme d'Etat de magnétiseur psychothérapeute, n° 3873. — Le 12 février 1957, une proposition de loi portant amnistie pour les travailleurs non salariés de faits commis au cours et à l'occasion de manifestations sur la voie publique ou dans tout autre lieu et ayant pour but la défense d'intérêts professionnels, n° 4093. — Le 19 février 1957, une proposition de loi tendant à la suspension provisoire de la mise en application du nouveau régime de la patente, n° 4174. — Le 26 février 1957, une proposition de loi tendant à permettre aux mutilés de guerre, agents de la fonction publique au titre des emplois réservés, de se maintenir dans les cadres de l'administration jusqu'à l'âge de 65 ans, n° 4286. — Le 24 juin 1957, une proposition de loi tendant à venir en aide aux vignerons victimes des gelées, n° 5217. — Le 23 juillet 1957, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter le Code de la sécurité sociale en ce qui concerne le remboursement des honoraires médicaux dus par les assurés sociaux n° 5610. — Le 24 juillet 1957, une proposition de loi tendant à

modifier le mode d'élection des membres de de l'Assemblée Nationale, n° 5618. — Le 17 septembre 1957, une proposition de loi tendant à accorder un moratoire pour le règlement des impôts dus par les contribuables rappelés, maintenus ou appelés et servant en Afrique du Nord, n° 5706 (rectifié). — Le 17 septembre 1957, une proposition de loi tendant à exempter de toute augmentation du taux d'intérêt les bénéficiaires de prêts à la construction, n° 5707 (rectifié). — Le 3 octobre 1957, une proposition de loi tendant à la création d'une Caisse nationale des calamités agricoles, n° 5802. — Le 18 octobre 1957, une proposition de loi tendant à assurer le développement, la restauration et l'amélioration de l'habitat rural, n° 5819.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau relatives aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Son amendement (Validation de M. Cottet)* [14 mars 1956] (p. 919) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement ; *Ses explications de vote : Révision nécessaire de la politique française au Maroc et en Tunisie* [25 octobre 1956] (p. 4315) ; — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs ; Art. 14 bis : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Reconduction des marchés)* [19 novembre 1956] (p. 4854) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour garantir la sécurité de la défense nationale et protéger le moral de la nation et de l'Union française contre les entreprises du parti communiste [21 décembre 1956] (p. 6198) ; — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour abroger le décret n° 55-679 du 20 mai 1955 sur les coopératives d'administrations, d'entreprises nationalisées et d'entreprises privées avec demande de fixation immédiate de la date de discussion [22 janvier 1957] (p. 187). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant assainissement économique et financier : *Son article additionnel tendant à limiter le nombre des secrétaires et sous-secrétaires d'Etat* [21 juin 1957] (p. 2881) ; — du projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique

européenne et l'Euratom : *Evolution de la C. E. C. A., déclaration de M. Jean Rey sur l'exemple du Benelux, expérience du « Zollverein », insuffisance des garanties obtenues et immensité de l'effort imposé à la France, impossibilité de dissocier le problème de l'agriculture de celui de l'industrie et du commerce, charges de l'industrie française comparées à celles des industries des autres pays, égalisation des charges, les avantages de l'Allemagne* [4 juillet 1957] (p. 3242 à 3246). — Dépose une demande d'interpellation sur l'ensemble de la politique agricole du Gouvernement [17 septembre 1957] (p. 4090). = S'excuse de son absence [23 mai 1956] (p. 1956), [26 juin 1956] (p. 3019), [28 juillet 1956] (p. 3716). = Obtient un congé [23 mai 1956] (p. 1956).

PETIT (M. Guy), Député des Basses-Pyrénées (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44), = Est nommé : membre de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161) ; membre titulaire de la Commission des finances [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 22 février 1956, une proposition de résolution tendant à interpréter l'article 5, paragraphe 5, du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 673. — Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à opérer un classement de principe des matières législatives par nature et à définir le domaine et les modalités d'exercice du pouvoir réglementaire, n° 1361. — Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à déterminer les droits des propriétaires du sol sur la production et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, n° 1521. — Le 15 mai 1956, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 45 de la Constitution, n° 1826. — Le 17 juillet 1956, une proposition de loi étendant aux personnels militaires le bénéfice de certaines dispositions de lois concernant les limites d'âge des personnels civils, n° 2562. — Le 12 avril 1957, une proposition de loi tendant à une meilleure répartition des charges d'aide sociale entre les communes, n° 4878. — Le 9 juillet 1957, une proposition

de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter l'arrêté interministériel du 24 septembre 1952 et les arrêtés ministériels des 3 avril et 30 décembre 1954, à mettre fin, en conséquence, à toutes poursuites en recouvrement de la cotisation de 1 0/00 instituée en faveur du Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes, n° 5397. — Le 17 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre les effets de l'augmentation du taux de l'escompte sur les échéances trimestrielles des prêts spéciaux accordés pour la construction par le Crédit foncier de France, n° 5521. — Le 19 novembre 1957, une proposition de loi tendant à permettre au maire des villes de plus de 15.000 habitants de déléguer sa signature au secrétaire général, en vue de la délivrance de certaines pièces, n° 5936. — Le 26 décembre 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 22 de la loi du 28 avril 1952 modifiée, portant statut général du personnel des communes, n° 6252. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales), Annexe n° 29 : Rapport sur les crédits du budget annexe de la Radiodiffusion-Télévision française, n° 6609.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e Bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Son rappel au règlement (Scrutin public demandé sur la motion préjudicielle de M. Dides relative au renvoi du dossier devant le 4^e Bureau pour complément d'enquête)* [21 février 1956] (p. 400) ; — d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *Oppose la question préalable à l'article premier ; La délégation des pouvoirs législatifs et le respect de l'article 13 de la Constitution* [21 mars 1956] (p. 1128, 1129, 1130) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif au fonds national de la vieillesse, Art. 9 : *Son amendement (Augmentation du prix de l'essence)* [22 mars 1956] (p. 1169, 1171) ; — des conclusions du rapport du 6^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Moselle : *Son rappel au règlement (Scrutin public en matière de vérifi-*

cation d'élection) [25 avril 1956] (p. 1549) ; — du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *Cas des vieillards, petits propriétaires d'immeubles* [27 avril 1956] (p. 1614) ; *Contre-projet de M. Giscard d'Estaing tendant à étaler sur trois ans le fonds de solidarité ; Surestimation du nombre des bénéficiaires par le Gouvernement ; Recours à la subrogation prévue à l'article 206 du Code civil* [2 mai 1956] (p. 1657) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exonérer du décime supplémentaire les sociétés de famille* (p. 1666) ; *Son amendement exonérant de l'impôt les revenus provenant de la location de locaux d'habitation*. (p. 1667) ; Art. 11 : *Amendement de M. Cormier tendant à reprendre l'article 11 (Autoriser le fonds à demander la fixation de la dette alimentaire, limiter cette action aux personnes disposant d'un revenu supérieur à un montant fixé par règlement d'administration publique)* [3 mai 1956] (p. 1718) ; — des conclusions du rapport supplémentaire du 9^e Bureau relatif aux opérations électorales du département de Seine-et-Marne (1^{er} siège) : *Attitude des groupes indépendants et paysans au sujet des invalidations* [9 mai 1956] (p. 1825) ; — de l'interpellation relative à la réforme de la taxe locale et de la taxe sur les spectacles : *Ses observations sur : L'influence de la haute administration dans la direction de l'Etat, le déficit des finances locales, le blocage des revenus provenant de la taxe locale, les difficultés en résultant pour les municipalités* [14 novembre 1956] (p. 4660, 4661) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Titres III et IV : *Suppression de la détaxation de l'essence pour les transports intérieurs ; Développement nécessaire des lignes intérieures* [30 novembre 1956] (p. 5327) ; Art. 15, Etat D, AGRICULTURE : « *Débudgétisation* » des autorisations de programme ; *Défrichement des landes des Basses-Pyrénées ; Réforme de la structure du Ministère de l'Agriculture, rôle des services vétérinaires* [3 décembre 1956] (p. 5426) ; Art. 15 : Etat D, INTÉRIEUR : *Augmentation des charges d'assistance supportées par les communes* [4 décembre 1956] (p. 5514, 5515) ; *Réforme nécessaire du régime de la taxe locale* (p. 5517) ; *Refus de certains conseils municipaux d'inscrire dans leur budget les crédits correspondant aux dépenses d'assistance* (p. 5519) ; — de la proposition de loi tendant à la réduction des

fermages : *Mauvaise rédaction du texte, multiplication possible des procès, difficultés d'appréciation des dommages, impossibilité de faire porter aux seuls propriétaires les conséquences du gel* [17 décembre 1956] (p. 6058, 6059) ; *Demande de renvoi en Commission présentée par M. Laurens* [14 février 1957] (p. 874, 875) ; *Contre-projet de M. Lecœur tendant à appliquer au niveau de 1955 les fermages calculés sur le prix du blé* (p. 877) ; — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ordre du jour de M. Verdier* [20 décembre 1956] (p. 6184) ; — de la proposition de loi tendant à modifier l'article 821 du Code rural (métayage) : *Motion préjudicielle de M. Tremouille tendant au renvoi devant la Commission de la justice* [22 février 1957] (p. 1077, 1078) ; *Son amendement prévoyant une dérogation à la règle du tiercement en cas d'apport de la totalité du cheptel mort ou vif* (p. 1086) ; — d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle des membres de l'Assemblée Nationale, en deuxième lecture : *Question préalable de M. Bruyneel* [9 avril 1957] (p. 2109, 2110) ; — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *Comparaison entre les visites domiciliaires prévues par le Code des douanes et les perquisitions ; Justification de l'internement administratif assorti de garanties* [17 juillet 1957] (p. 3692, 3693) ; *Question préalable posée par M. Castera* (p. 3697) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mérigonde tendant à imposer au prochain Gouvernement d'obtenir la reconduction des pouvoirs spéciaux dans un délai de dix jours (Danger de mêler la question des pouvoirs spéciaux à celle de la composition d'un gouvernement)* (p. 3704) ; *Ses observations sur la jurisprudence de la Commission des finances* (p. 3717) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : Faible efficacité des pouvoirs spéciaux définitifs, division du parti socialiste et faiblesse du Gouvernement* [19 juillet 1957] (p. 3772). — Dépose une demande d'interpellation sur les motifs qui ont conduit le Gouvernement à résilier la commande des Bréguets Deux-Ponts (Fermeture partielle de l'usine d'Anglet (Basses-Pyrénées) [17 septembre 1957] (p. 4091) ; développe cette inter-

pellation : *Ses observations sur la hausse du taux de l'escompte et la diminution des investissements, l'activité de la Société Bréguet, les conséquences désastreuses de la résiliation de la commande des 15 Bréguet Deux-Ponts pour l'économie de la région basque et pour l'Etat (indemnité de résiliation et perte de recettes fiscales), la destruction du potentiel de production considérable, les avantages du maintien d'une commande de huit appareils, l'utilité de ces appareils, le désastre social du chômage, le danger de faire des économies en supprimant des crédits* (p. 4211, 4213). — Prend part à la discussion : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Attitude de M. Tournaud à la Conférence des Présidents* [20 septembre 1957] (p. 4271) ; — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Incompatibilité du collège unique et de la représentation des minorités, problème du vote des femmes musulmanes, possibilité d'une interprétation abusive de certains termes volontairement pompeux de la loi-cadre, nécessité de prévoir une sanction pénale en cas d'abus de fonctions* [26 septembre 1957] (p. 4404, 4405, 4406) ; Art. 2 : *Demande de disjonction de cet article présentée par M. Gautier* [27 septembre 1957] (p. 4418) ; Art. 3 : *Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à insérer après les mots « tous les citoyens » les mots « des deux sexes » ; Incompatibilité du vote des femmes avec les exigences du statut coranique* (p. 4420) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : Risques de sécession contenus dans la loi-cadre, caractère hâtif du projet* [30 septembre 1957] (p. 4462, 4463) ; — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Ses explications de vote : Respect du plafond des dépenses, tant par les parlementaires que par le Gouvernement* [19 novembre 1957] (p. 4885) ; en deuxième lecture, Article unique : *Amendement de M. Privat (Egalité et justice fiscale pour tous les organismes commerciaux)* [3 décembre 1957] (p. 5126) ; *Son amendement (Cession au public de 49 0/0 du capital des entreprises nationales appartenant au secteur concurrentiel)* (p. 5126, 5127) ; — des projets de loi relatifs aux institutions de l'Algérie : *Ses explications de vote sur la question de confiance : L'évolution de la loi-cadre et les matières réservées à la compétence de la métropole et de la République* [29 novembre 1957] (p. 5082) ; — d'urgence d'un projet de loi et d'une proposi-

tion de résolution concernant la mise en œuvre du Code de procédure pénale, Art. 2 : *Autorisation de procéder par décret à une réorganisation administrative des services de la justice* ; *Amendement de M. Crouzier tendant à sa disjonction* [13 mars 1958] (p. 1580) ; *Motion préjudicielle de M. Arrighi tendant à suspendre les travaux de l'Assemblée Nationale jusqu'à ce que soit levé le siège du Palais-Bourbon* ; *absence regrettable d'une réglementation du droit de grève dans les services publics* (p. 1583, 1584) ; — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales : *Article additionnel de M. Defferre (Création d'une taxe de stationnement des véhicules automobiles sur la voie publique)* [19 mars 1958] (p. 1724) ; *Article additionnel de M. Pourtalet (Prélèvement sur le produit brut des jeux au bénéfice des communes)* (p. 1725) ; *Ses explications de vote* (p. 1730) ; — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Maintien de l'ordre républicain, légitimité du gouvernement, emploi éventuel des pouvoirs demandés envers les communistes* (p. 2375). = *S'excuse de son absence* [17 février 1956] (p. 351), [5 juin 1956] (p. 2306), [24 juillet 1956] (p. 3548), [5 mars 1957] (p. 1273), [12 juin 1957] (p. 2682). = *Obtient des congés* [5 juin 1956] (p. 2306), [24 juillet 1956] (p. 3548), [5 mars 1957] (p. 1273), [12 juin 1957] (p. 2682).

PFLIMLIN (M. Pierre), *Député du Bas-Bhin*
(M. R. P.).

Ministre des Finances,
des Affaires économiques et du Plan.

(Cabinet Félix GAILLARD)

du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958,

Président du Conseil

du 14 mai 1958 au 1^{er} juin 1958.

Ministre d'Etat

(Cabinet Charles DE GAULLE)

du 1^{er} juin 1958 au 8 janvier 1959.

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 235). = *Est nommé membre titulaire de la Commission des finances* [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-3 du 5 janvier 1956 suspendant le droit de douane d'importation applicable au cumène, n° 96. — Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-4 du 5 janvier 1956 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation applicable aux alginates et produits dérivés secs, n° 97. — Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-2 du 5 janvier 1956 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation applicable à la magnétite naturelle finement broyée destinée au lavage du charbon, n° 98. — Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-5 du 5 janvier 1956 suspendant la perception du droit de douane d'importation applicable au téréphtalate de diméthyle, n° 99. — Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1718 du 30 décembre 1955 rétablissant les droits de douane d'importation applicables aux graisses et huiles de baleine hydrogénées et instituant un contingent tarifaire pour les produits de l'espèce destinés à la fabrication des graisses alimentaires, n° 100. — Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1717 du 30 décembre 1955 rétablissant la perception des droits de douane d'importation applicables à certaines catégories de chaussures, n° 101. — Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1604 du 7 décembre 1955 approuvant la demande de dérogation au tarif douanier métropolitain de certains plants de cacaoyers importés à la Martinique, n° 102. — Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1612 du 9 décembre 1955 modifiant les tarifs des droits de douane d'importation et d'exportation et les tarifs douaniers spéciaux des départements de la Corse, de l'Algérie, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° 103. — Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-59 du 19 janvier 1956 suspendant les droits de douane d'importation applicables à certaines matières colorantes organiques homogènes, n° 108. — Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-102 du 24 janvier 1956 suspendant provisoirement la perception des droits de

(1) Démissionnaire [7 novembre 1957] (p. 4683).

douane d'importation applicables aux graines et huiles brutes de ricin, n° 216. — Le 25 janvier 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-103 du 24 janvier 1956 réduisant provisoirement le taux du droit de douane d'importation applicable aux fils de caoutchouc vulcanisés, nus, n° 217. — Le 12 mars 1956, une proposition de loi tendant à étendre la procédure exceptionnelle de vote par correspondance au bénéfice de certaines catégories d'électeurs, n° 1139. — Le 5 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier les règles relatives à l'ancienneté et au droit à pension des salariés des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle qui, pendant la période d'annexion de fait, ont été expulsés par les Allemands ou se sont réfugiés volontairement dans d'autres parties du territoire national, n° 2054. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions en vigueur relatives à la formation professionnelle dans l'artisanat, n° 2896. — Le 18 décembre 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 7 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 relatives aux indemnités mobilières des sinistrés aux personnes reconnues invalides par application de la loi du 2 août 1949, n° 3598 (rectifié). — Le 15 janvier 1957, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'application de l'acte dit loi du 2 novembre 1944 relatif à la légitimation des enfants dont les parents se sont trouvés, en raison des circonstances de guerre, dans l'impossibilité de contracter mariage, n° 3764. — Le 17 septembre 1957, une proposition de loi concernant les droits à la retraite des magistrats et fonctionnaires entrés tardivement dans la magistrature ou dans l'administration à la suite d'événements de guerre, n° 5710. — Le 7 novembre 1957, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan et le Gouverneur de la Banque de France, n° 5870. — Le 12 novembre 1957, un projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier, n° 5883. — Le 12 novembre 1957, un projet de loi portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur 1957; 2° ratification de décrets, n° 5884. — Le 15 novembre 1957, une lettre rectificative au projet de loi (n° 5883) tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier, n° 5930.

— Le 5 décembre 1957, un projet de loi portant ratification du décret n° 57-1242 du 3 décembre 1957 portant modification du tarif des droits de douane d'importation, n° 6073. — Le 10 décembre 1957, un projet de loi de finances pour 1958, 1^{re} partie : conditions générales de l'équilibre financier; 2^e partie : moyens des services et dispositions spéciales; annexe I : 1^{er} volume, 2^e volume; annexe II : 1^{er} volume, 2^e volume, 3^e volume; annexe : évaluation des voies et moyens; nomenclature des établissements publics et semi-publics de l'Etat, des sociétés d'économie mixte et des fondations et associations subventionnées d'intérêt national, n° 6107 et annexes. — Le 27 décembre 1957, un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1956, n° 6264. — Le 14 janvier 1958, un projet de loi portant ratification du décret n° 57-1316 du 27 décembre 1957 modifiant le tarif des droits de douane d'importation, n° 6292. — Le 14 janvier 1958, un projet de loi portant ratification du décret n° 58-12 du 11 janvier 1958 rétablissant la perception des droits de douane d'importation applicables à certaines tôles dites « magnétiques », n° 6314. — Le 14 janvier 1958, un projet de loi portant ratification du décret n° 58-13 du 11 janvier 1958 portant suspension provisoire de la perception du droit de douane d'importation sur certains produits, n° 6315. — Le 24 janvier 1958, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan et le Gouverneur de la Banque de France, n° 6389. — Le 24 janvier 1958, un projet de loi portant ratification du décret n° 58-49 du 23 janvier 1958 suspendant la perception des droits de douane d'importation sur les pommes de terre autres que de semence, à l'exception des primeurs, n° 6400. — Le 31 janvier 1958, un projet de loi tendant à aménager les ressources des collectivités locales, n° 6474. — Le 31 janvier 1958, un projet de loi démissionnant des mesures d'ordre économique et financier destinées à préparer l'entrée de la France dans le Marché commun, n° 6477. — Le 4 février 1958, un projet de loi portant ratification du décret n° 58-88 du 3 février 1958 portant modification du tarif des droits de douane d'importation en ce qui concerne certains produits sidérurgiques, n° 6492. — Le 11 février 1958, un projet de loi portant ratification du décret

n° 58-110 du 7 février 1958 portant modification du tarif des droits de douane d'importation, n° 6545. — Le 13 février 1958, un projet de loi relatif à la participation de l'Etat à la réparation des dommages immobiliers et mobiliers causés par les inondations extraordinaires de juin 1957 dans les départements de la Savoie, des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes, n° 6601. — Le 20 février 1958, un projet de loi portant ratification du décret n° 58-159 du 19 février 1958 rétablissant la perception du droit de douane d'importation sur certaines catégories d'hélicoptères, n° 6656. — Le 21 février 1958, un projet de loi portant ratification du décret n° 58-173 du 20 février 1958 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation applicable à l'oxyde de germanium (n° 28-28 H du tarif douanier), n° 6681. — Le 25 février 1958, un projet de loi portant ratification de décrets pris en application de l'article unique (§ 1^{er}, 4^e alinéa) de la loi n° 57-1263 du 13 décembre 1957 tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier, n° 6703. — Le 25 février 1958, un projet de loi modifiant le titre II du Code de l'artisanat, n° 6706. — Le 5 mars 1958, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 6107) de finances pour 1958 (2^e partie : moyens des services et dispositions spéciales), n° 6799. — Le 19 mars 1958, un projet de loi relatif au régime fiscal d'un emprunt du Trésor à émettre en 1958, n° 6945. — Le 25 mars 1958, un projet de loi portant ratification du décret n° 58-297 du 21 mars 1958 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation applicable aux oranges, n° 6987. — Le 28 mars 1958, un projet de loi portant ratification de deux décrets pris en application de l'article unique (§ 1^{er}, 4^e alinéa) de la loi n° 57-1263 du 13 décembre 1957 tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier, n° 7059.

Interventions :

Donne sa démission de *Ministre des Finances et des Affaires économiques* (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En qualité de Député :

Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences qui résulteront, pour notre plan d'équipement hydroélectrique, des concessions faites à l'Allemagne au sujet du grand canal d'Alsace et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour sauvegarder les intérêts de l'économie alsacienne [6 juin 1956] (p. 2340). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 : *Son article additionnel rendant applicables dans les ports rhénans les dispositions des articles 280 à 283 du code douanes concernant la perception des taxes de péage* [22 juin 1956] (p. 2958); en troisième lecture, Art. 10 bis : *Demande de disjonction de M. Buron (exonération de la taxe sur les spectacles, autorisation administrative pour les associations sans but lucratif)* [26 juillet 1956] (p. 3690); — du projet de loi reportant les élections aux chambres de métiers : *ses observations sur le statut des artisans d'Alsace-Lorraine, le décret du 20 mai 1955, le problème de la formation et de la qualification professionnelles; la nécessité d'une coopération entre les artisans et l'administration* [9 octobre 1956] (p. 4064); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement; ses explications de vote sur la question de confiance : *Caractère indispensable de l'effort militaire; nécessité de faire une Algérie nouvelle* [26 octobre 1956] (p. 4307); *possibilité d'engager à bref délai une action politique et de réaliser des réformes dans les régions pacifiées; adaptation de l'alliance atlantique aux nouvelles conditions internationales (extension à toutes les parties du monde); nécessité de faire l'Europe (notamment pour le développement économique des territoires d'outre-mer); révision de la Constitution (notamment du Titre VIII) et instauration d'un Gouvernement de législature* (p. 4310); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à augmenter la part des crédits réservés à l'accession à la propriété* [15 novembre 1956] (p. 4743); Art. 3 *ter* : *Son amendement tendant à assortir le prix-plafond des constructions destiné à l'accession à la propriété, d'un coefficient géographique* [19 novembre 1956] (p. 4810); Art. 5 : *Son amendement tendant à solliciter l'avis des*

représentants qualifiés de la profession agricole (p. 4818); le retire (ibid.); Art. 36: Son amendement tendant à faire verser au profit des communes la taxe sur les locaux insuffisamment occupés (p. 4895); le retire (ibid.); en deuxième lecture, Art. 1^{er} A: Son amendement tendant à assimiler aux H.L.M. les sociétés d'économie mixte à participation majoritaire des collectivités locales pour la construction de logements de fonctionnaires [11 avril 1957] (p. 2212); le retire (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES, Titres III et IV, en qualité de Rapporteur spécial: Organisation des services des affaires marocaines et tunisiennes [26 novembre 1956] (p. 5072); reclassement des contrôleurs civils et adjoints de contrôle; paiement de certaines indemnités dues par l'Etat chérifien aux contrôleurs civils du Maroc (p. 5073); nombre de Français ayant quitté la Tunisie depuis juin 1955; création d'un centre d'informations françaises à Tunis; conditions d'attribution de l'aide économique à la Tunisie et au Maroc (p. 5074); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORT ET TOURISME, Titres III et IV: Modernisation des voies navigables (canal du Rhône au Rhin), réduction de l'aide à la batellerie [30 novembre 1956] (p. 5338); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement: ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Verdier: Situation économique et financière; poursuite de l'expansion, plan de redressement, attitude à l'égard du Maroc et de la Tunisie; répression des excès commis en Algérie; mise en place des institutions locales; élections; révision de la Constitution [28 mars 1957] (p. 1931 à 1934). Est nommé *Ministre des Affaires économiques et du Plan* (Cabinet Félix Gaillard) [6 novembre 1957 (J.O. du 6 novembre 1957, p. 10451).

En cette qualité :

Prend part à la discussion: du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier: *Manifestations de l'inflation, déséquilibre de notre balance des paiements extérieurs, obligation de demander prochainement une aide extérieure, volonté de ramener l'impasse à 600 milliards, rigueur budgétaire pour l'année 1958, réforme des administrations publiques, non-réalisation des économies prévues sur les dépenses militaires, nouvel effort fiscal,*

blocage des prix, organisation des marchés (halles de Paris, grands marchés d'expédition) [14 novembre 1957] (p. 4777 à 4783), réformes envisagées par le Gouvernement (p. 4797); motion préjudicielle de M. Damasio tendant à surseoir à la discussion du projet tant qu'il n'aura pas été trouvé de solution au problème soulevé par la livraison d'armes par nos alliés à la Tunisie (p. 4800); demande une suspension de séance (p. 4851); explications de vote: prochaines mesures d'application en faveur de certains artisans [19 novembre 1957] (p. 4885); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958: motion préjudicielle de M. Arrighi (mesures nécessaires pour permettre à l'économie française d'entrer favorablement dans le marché commun) [17 décembre 1957] (p. 5423, 5424); motion préjudicielle de M. Lemaire (développement de la production de la viande, les investissements en France et en Afrique) (p. 5427, 5428); motion préjudicielle de M. Caillavet (dépôt de projet de loi-cadre définissant un ensemble de mesures permettant à la France d'entrer dans les meilleures conditions dans le marché commun) (p. 5428); problème des prix (p. 5436, 5437); procédure budgétaire, lutte contre l'inflation, réduction de l'impasse, accroissement automatique du budget, action gouvernementale en matière de prix, suppression de certaines subventions, action anti-inflationniste, action sur le crédit, crainte de récession, expansion industrielle et situation de la balance des paiements, nécessité d'une aide extérieure, les investissements, problème du logement, statut privilégié de l'exportation [18 décembre 1957] (p. 5471 à 5476); en deuxième lecture: ventilation des ressources destinées au fonds routier [26 décembre 1957] (p. 5442); Art. 1^{er}: demande de disjonction de M. Lamps (mode de répartition des impôts) (p. 5543); Art. 3: Contrôle de la R.A.T.P. (p. 5544, 5545); amendement de M. Tournaud (prérogatives de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale) (p. 5545); amendement de M. Louvel (mesures de réorganisation et d'assainissement de la R.A.T.P.) (p. 5546); Art. 6: Extension et maintien des exonérations de la taxe sur la radio-télévision (p. 5548); amendement de M. Louvel (versement à un compte d'attente du produit de la majoration de la taxe) (p. 5550); adoption par le Parlement du programme d'équipement de la R.T.F. (p. 5551). — Répond

à la question orale de M. Bichet relative à l'incidence du relèvement du taux de l'escompte sur l'accession à la propriété [22 janvier 1958] (p. 186). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux inondations de juin 1957 dans les départements alpins : *Oppose l'article 10 au rapport de la Commission des finances* [25 février 1958] (p. 987); *réparations des dégâts causés aux voiries nationale et locale, attribution des crédits supplémentaires destinés aux travaux de protection, réunion interministérielle sur la coordination des études; réparations des dommages mobiliers et immobiliers par analogie avec la loi de 1948 sur les inondations de l'Est, octroi de prêts et de bonifications d'intérêt, impossibilité d'appliquer la législation sur les dommages de guerre, facilités accordées pour le transfert des dommages de guerre, rôle des collectivités publiques locales* [4 mars 1958] (p. 1171, 1172, 1173); *application de la législation aux hôtels et aux dommages professionnels, réparations des dommages publics* (p. 1173); *contestation de la responsabilité juridique de l'Etat, polémique avec M. Pierre Cot, action du Gouvernement italien en faveur des sinistrés de la vallée d'Aoste* (p. 1174); *respect des engagements pris par l'Etat dans la mesure de ses possibilités financières* (p. 1175, 1176); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Delachenal tendant à l'application de la législation sur les dommages de guerre* (p. 1178); *oppose l'article 10 du décret organique (ibid.)*; *amendement de M. Delachenal tendant à supprimer les mots « à usage d'habitation »*; *oppose l'article 10 du décret organique* (p. 1179); *amendement de M. Mudry tendant à insérer après les mots « à usage agricole, artisanal, commercial ou industriel »*; *oppose l'article 10 du décret organique (ibid.)*; *amendement de M. Desson tendant à étendre la présente législation aux glissements de terrains survenus pendant l'hiver 1955-1956 dans les départements de la Dordogne, des Ardennes et de la Corrèze*; *oppose l'article 10 du décret organique (ibid.)*; *amendement de M. Jean-Paul David tendant à appliquer les présentes dispositions aux départements des Alpes-Maritimes pour les inondations qui se sont produites en juin, novembre et décembre 1957* (p. 1180); Art. 3 : *Amendement de M. Julian tendant à modifier les tranches, relever les plafonds et améliorer les pourcentages*; *oppose l'article 10 du décret organique* (p. 1181); *amendement de*

M. Fontanet tendant au réaménagement du barème établi par le décret d'application de la loi du 21 mars 1948 (p. 1182); Art. 9 : *Sous-amendement de M. Mudry à l'amendement de M. Fontanet tendant à faire bénéficier les sinistrés de dommages de caractère professionnel, agricole et industriel des bonifications prévues à l'article 3*; *oppose l'article 10 du décret organique*; *application aux immeubles de caractère professionnel du décret d'application de la loi du 21 mars 1948 relatif aux sinistrés de l'Est avec une adaptation de chiffres* (p. 1183); *établissement de deux systèmes d'indemnisation distincts : l'un pour les locaux d'habitation et les hôtels, l'autre pour les immeubles à usage professionnel* (p. 1184, 1185); après l'article 9 : *article additionnel de M. Caillavet tendant à appliquer la présente loi à l'ensemble du territoire métropolitain et en Algérie*; *oppose l'article 10 du décret organique* (p. 1185); *textes spécifiques s'appliquant à un cas spécial* (p. 1185, 1186); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT : *Article additionnel de M. Crouzier (possibilité de souscrire à des emprunts d'Etat avec les titres remis aux sinistrés mobiliers)* [10 mars 1958] (p. 1458); *article additionnel de M. Plaisance (augmentation du taux de l'escompte des prêts spéciaux à la construction)* (p. 1459); Art. 29 : *Amendement de M. Crouzier (indemnisation des sinistrés d'Indochine)* (p. 1462); *oppose l'article 10 du décret organique (ibid.)*; Art. 48 : *Amendement de M. Louvel (contrôle des investissements de caractère somptuaire ou inutile)* (p. 1477, 1478); Art 49 : *Exonération fiscale aux entreprises procédant à des opérations de décentralisation* (p. 1478); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *article additionnel de Mlle Murzin (utilisation, au bénéfice des établissements publics, des fonds destinés à l'enseignement privé au titre de la loi Barrachin-Barangé)*; *demande son renvoi pour examen à la Commission des finances* [25 mars 1958] (p. 1958); *Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : Forte augmentation du budget des anciens combattants en période de compression budgétaire; garantie de leurs droits assurée, nécessité d'un concours de tous les citoyens à l'assainissement financier, simples aménagements proposés pour le paiement du pécule* [28 mars 1958] (p. 2087,

2088). — Donne sa démission de *Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan* [15 avril 1958] (p. 2154). — Est désigné comme *Président du Conseil* [13 mai 1958] (p. 2252). — Demande la convocation de l'Assemblée Nationale pour le 13 mai 1958 [13 mai 1958] (p. 2252). — Communique la liste des personnalités par lui choisies pour former son cabinet [13 mai 1958] (p. 2252); développe le programme de son ministère : *Sa volonté de créer pour l'avenir les conditions de la durée en réformant les institutions, révision de l'article 13 de la Constitution, possibilité pour le Parlement d'accorder au Gouvernement des pouvoirs étendus pour une longue durée et pour l'exécution d'un programme déterminé ; réforme des dispositions de la Constitution concernant l'opinion française, persistance du déficit de notre balance des comptes, modalités d'une politique capable d'arrêter la course désastreuse des salaires et des prix, lutte contre l'inflation, préparation de l'entrée de la France dans le marché commun, augmentation immédiate des crédits de la Défense nationale afin de pouvoir intensifier l'effort militaire en Algérie, maintien sous les drapeaux des effectifs nécessaires, défense des frontières algéro-tunisienne et algéro-marocaine, application de la loi-cadre, ouverture des pourparlers sous le signe de la victoire française, concours possible du Maroc et de la Tunisie pour amener nos adversaires à entrer en pourparlers en vue d'un cessez-le-feu, organisation d'élections sous contrôle international* (p. 2253, 2254, 2255); demande une suspension de séance : *gravité des événements se produisant à Alger, maintien de l'ordre républicain* (p. 2272); demande aux orateurs de renoncer à la parole en raison de la gravité exceptionnelle des événements (p. 2273); rétablissement en Algérie d'une « paix qui soit le fruit de la victoire », maintien de l'unité nationale dans la République (p. 2273); Obtient la confiance (ibid.). — Cesse d'expédier les affaires courantes en tant que Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan (Cabinet Félix Gaillard) (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Est nommé Président du Conseil des Ministres [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : sur une communication du Gouvernement (événements du 13 mai) [16 mai 1958] (p. 2364) : *conditions dans*

lesquelles le Général Massu a accepté de présider le comité de salut public, mission confiée par le Gouvernement au général Salan, hommage au loyalisme des préfets, problème de la place de l'armée dans la nation, prétendue politique d'abandon du Gouvernement, préparation en Algérie d'un véritable complot contre la République à des fins politiques, mesures prises par le Gouvernement, vote nécessaire de l'état d'urgence pour permettre la défense de l'unité de la nation et du régime républicain, prochaine réforme des institutions effectuée par le Parlement librement (ibid.); — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Légalité du Gouvernement actuel, usage des pouvoirs spéciaux avec discernement et impartialité, appel du Gouvernement à la seule majorité républicaine et nationale* [16 mai 1958] (p. 2379). — Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Gaillemain [20 mai 1958] (p. 2388). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957, relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Nécessité de ces pouvoirs malgré les ralliements constatés en Algérie, incidence de la situation en Algérie, menées de certains agitateurs tendant à faire dégénérer les manifestations en émeutes, transfert des pouvoirs civils aux militaires avec l'accord du Gouvernement, lutte du Gouvernement contre tous les extrémistes, prochaine réforme des institutions, restauration de l'autorité de l'Etat, désir du Gouvernement d'intensifier la lutte contre les rebelles et de construire une nouvelle Algérie française unie à la France, défense de la République et de l'Union nationale* [20 mai 1958] (p. 2389, 2390, 2391); *projet de réforme des institutions soumis immédiatement à l'Assemblée, exercice des pouvoirs spéciaux pour les militaires, discrimination entre le comportement des chefs militaires et celui des véritables factieux, rétablissement de l'union entre la France et l'Algérie* (p. 2403, 2404); — sur une communication du Gouvernement (événements de Corse) : *Ses observations sur les événements du 24 mai en Corse, la constitution de comités de salut public, l'existence d'une véritable insurrection préméditée contre les lois de la République, les poursuites judiciaires engagées, la demande de déchéance envers M. Arrighi, le maintien de l'ordre dans la métropole, la lutte de la nation tout entière pour la défense de nos*

libertés fondamentales, l'urgence d'une réforme profonde des institutions [26 mai 1958] (p. 2476, 2477); — d'urgence d'une proposition de résolution concernant la modification de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (dispositions relatives à l'exercice du mandat parlementaire) : *Limitation du vote à un cas d'espèce* [26 mai 1958] (p. 2493); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Appel à la majorité républicaine et nationale à l'exception des communistes pour assurer la défense de la République et le rétablissement de son prestige, désir sincère du Gouvernement, non d'assurer son maintien mais de consolider les gouvernements futurs* [27 mai 1958] (p. 2532, 2533); *examen des conséquences politiques du vote au cours du Conseil de cabinet, existence d'une lettre adressée par M. Guy Mollet au général de Gaulle faisant appel à son autorité morale, entrevue avec le général de Gaulle décidée sur l'initiative de celui-ci* (p. 2542); — sur une communication du Gouvernement : *Entrevue du Président du Conseil avec le général de Gaulle, déclaration de ce dernier désapprouvant toute action mettant en cause l'ordre public, désir du général de respecter les voies légales, volonté du Gouvernement de ne pas laisser s'ouvrir la vacance du pouvoir, sens politique du vote sur la proposition de résolution relative à la réforme de la Constitution* [27 mai 1958] (p. 2535); — Présente sa démission de *Président du Conseil* le 28 mai 1958. Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (séance du 1^{er} juin 1958, 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279). — Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet Charles de Gaulle) [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du règlement de l'ordre du jour : *Fixation au lendemain de l'examen des trois projets* [1^{er} juin 1958] (p. 2595); — d'urgence d'un projet de loi et d'une lettre rectificative relatifs aux pleins pouvoirs, Article unique : *Confirmation de la garantie des libertés publiques fondamentales, absence de délibération du Conseil des Ministres limitée en cas d'urgence* [2 juin 1958] (p. 2613); *amendement de M. Ballanger tendant à substituer aux mots « la législation électorale » les mots « le code électoral » et amendement de*

M. Tixier-Vignancour tendant à rétablir la législation électorale dans le domaine des pleins pouvoirs ; exclusion expresse de la loi électorale du domaine des pleins pouvoirs (p. 2615); *exclusion du droit de déclarer la guerre et l'état de siège* (p. 2616). = S'excuse de son absence [4 mai 1956] (p. 1764). = Obtient un congé [4 mai 1956] (p. 1764).

PHILIPPE - VAYRON (M.), Député de la Seine (4^e Circonscription) (I.P.A.S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé : membre de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) (1); membre titulaire de cette Commission [27 mars 1958] (p. 2066).

Dépôts :

Le 22 février 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 633) relatif à la journée chômée du 2 janvier 1956, n° 690. — Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, n° 1530. — Le 3 mai 1956, une proposition de loi tendant à étendre aux personnels de l'ex-Compagnie générale des automobiles postales et de l'ex-Société des transports urbains et ruraux le bénéfice des dispositions de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924, n° 1741. — Le 29 mai 1956, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 1487) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, 1^{re} partie : Education nationale et chapitres communs, n° 1966. — Le 29 mai 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux personnels des services actifs de la Préfecture de police des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, n° 1967. — Le

(1) Démissionnaire [27 mars 1958] (p. 2066).

3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 3 avril 1955 relative à la constitution initiale du corps des attachés d'administration, n° 2383 (rectifié).

— Le 2 août 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. de Léotard et plusieurs de ses collègues (n° 1494) tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 sur les cumuls d'emplois ; 2° de M. Jean Villard et Mlle Dienesch (n° 1580) tendant à modifier les articles 8, 9 et 10 de la loi du 11 octobre 1940 sur la lutte contre le travail noir, n° 2771. —

Le 30 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi (n° 1962) relatif à la garantie de l'emploi des personnels souscrivant un engagement ou un contrat pour participer à des opérations en temps de paix ; II. la proposition de loi de M. Quinson et plusieurs de ses collègues (n° 2058) tendant au maintien des contrats de travail ou d'apprentissage pour les employeurs, apprentis ou salariés qui contractent un engagement volontaire pour la durée des opérations de pacification ou de maintien de l'ordre en Afrique du Nord, n° 3110. —

Le 6 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 1816) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, le Règlement d'exécution de la Convention et le Protocole annexe, signés à La Haye le 14 mai 1954, n° 3150. —

Le 22 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à imposer aux maires communistes le respect de la loi, n° 3851. —

Le 15 mars 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 3736) instituant une aide aux Français rapatriés de l'étranger, n° 4527. —

Le 27 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition, adoptée par le Conseil de la République, tendant à organiser et à généraliser l'enseignement du Code de la route, n° 4681. —

Le 11 avril 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 147) de M. Frédéric-Dupont relative au placement et à l'engagement des artistes, n° 4866. —

Le 29 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la

sécurité sur le projet de loi (n° 4951) relatif à la situation, en matière de contrat de travail, des jeunes gens qui, ayant accompli leur service militaire légal, ont été maintenus sous les drapeaux, n° 6041. —

Le 16 janvier 1958, une proposition de loi tendant à accorder une prorogation des délais de dépôt des déclarations fiscales, n° 6340. —

Le 28 janvier 1958, une proposition de loi tendant à la modification de l'article premier du décret n° 53-327 du 14 avril 1953 supprimant la taxe sur les locaux loués en garnis, n° 6429. —

Le 28 février 1958, une proposition de loi tendant à l'application aux personnels des collectivités et services locaux des dispositions de la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 excluant certaines catégories d'agents des mesures de licenciement prévues par la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiées par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, n° 6752. —

Le 3 juin 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 147) de M. Frédéric-Dupont relative au placement et à l'engagement des artistes, n° 7271.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exiger vingt ans de services pour l'octroi de jours supplémentaires* [23 février 1956] (p. 459) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement (Suppression des jours supplémentaires pour charges de famille aux salariés de plus de 21 ans)* (p. 459) ; *le retire* (p. 460) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental (Possibilité d'attribuer des congés pendant la morte-saison)* (p. 464) ; Art. 5 : *Son amendement (Suppression de l'indemnisation en cas de fermeture indépendante de la volonté de l'employeur)* (p. 470) ; Art. 8 : *Son amendement (Exonération des charges sociales pour les salaires versés au titre des 18 jours de congé)* (p. 473) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement (Exonération pour les salaires versés au titre des six jours supplémentaires)* (p. 473) ; *Observations sur les effectifs de la sécurité sociale* (ibid.) ; *Ses explications de vote : harmonisation des charges sociales, difficultés des petites et moyennes entreprises* [28 février 1956] (p. 544) ; — du projet de loi relatif au payement de la

journée chômée du 2 janvier (élections 1956). en qualité de *Rapporteur* [6 mars 1956] (p. 676); *Contre-projet de M. Boisdé (Mise à la charge de l'Etat des traitements et salaires payés au titre de la journée du 2 janvier 1956)* [20 mars 1956] (p. 1049); *Oppose la question préalable* (p. 1052); — du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie: *Manifestations nord-africaines de Paris* [9 mars 1956] (p. 793); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01, en qualité de *Rapporteur pour avis: Difficultés de recrutement du personnel de l'Education nationale; prise en charge par l'Etat des rémunérations des professeurs chargés des enseignements spécialisés dans les cours complémentaires: situation de l'enseignement secondaire; problème du Centre national de la recherche scientifique; situation des professeurs français à l'étranger; modernisation du matériel (décès du professeur Esclançon); importance des reports de dépenses en capital; création d'une direction de l'équipement scolaire et universitaire; nationalisation des collèges appartenant aux collectivités locales; nécessaire décentralisation de l'enseignement supérieur; démocratisation de l'enseignement et vote de l'allocation d'études* [14 juin 1956] (p. 2601, 2602); *Son amendement indicatif (Revalorisation des traitements des enseignants)* (p. 2630); Chap. 31-21: *Son amendement indicatif (Rétablissement de l'indemnité de doctorat)* (p. 2633); Chap. 31-34: *Son amendement indicatif relatif à la prise en charge par l'Etat de la rémunération des professeurs d'enseignements spéciaux des cours complémentaires* [15 juin 1956] (p. 2649); Chap. 31-75: *Son amendement indicatif relatif au traitement des gardiens de musées* (p. 2656); le retire (ibid.); Chap. 36-01: *Sa demande de disjonction (Situation du personnel du C.N.R.S.)* (p. 2661); Chap. 36-11: *Son amendement indicatif (Augmentation des crédits d'équipement des universités)* (p. 2663); Chap. 66-30: *Son amendement indicatif relatif à l'attribution des subventions pour la construction de cours complémentaires* (p. 2671); Art 61: *Son article additionnel concernant la constitution du corps d'attachés d'administration centrale* [22 juin 1956] (p. 2919); — Est nommé *Secrétaire d'âge* [2 octobre 1956] (p. 3931). — Prend part à la discussion: en troisième lecture, de la proposition de loi ten-

dant à rendre obligatoire, en premier ressort, la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, Art. 1^{er}: *Amendement de M. Garet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Accorder aux deux parties la possibilité de saisir le tribunal de leur choix)* [30 octobre 1956] (p. 4401); — d'une proposition de loi relative à la suppression des « heures d'équivalence » dans les commerces non alimentaires: *Ses observations sur la confusion instaurée entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglementaire* [30 octobre 1956] (p. 4411, 4412); — d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les établissements de commerce non alimentaires (récupération des jours fériés et chômés): *Ses observations sur la confusion instaurée entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglementaire* [30 octobre 1956] (p. 4413); — d'une proposition de loi relative à la constitution du corps des attachés d'administration: *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Métayer* [9 novembre 1956] (p. 4574); — d'un projet de loi relatif à la garantie de l'emploi de certains engagés volontaires, en qualité de *Rapporteur: Sa demande de renvoi à la Commission* [13 novembre 1956] (p. 4614). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser la gestion de certaines communes suburbaines de la Seine par des maires qui mettent la totalité des ressources municipales à la disposition du parti communiste [30 novembre 1956] (p. 5318). — Prend part à la discussion: en deuxième lecture, du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique, Art. 35 bis: *Son amendement tendant à étendre à toutes les éditions des ouvrages visés à cet article la possibilité de rémunération forfaitaire* [17 décembre 1956] (p. 6045); le retire (p. 6046); — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement: *Ses observations sur le caractère populaire de l'insurrection hongroise, l'intervention de l'armée rouge, l'attitude de l'O.N.U., celle du parti communiste, la nécessité de ne pas reconnaître le gouvernement Kadar, la collecte faite par certaines municipalités communistes au profit des bourreaux de la Hongrie* [18 décembre 1956] (p. 6085, 6086); — du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière: *Oppose la question*

préalable, nouvelles charges imposées à l'économie française notamment dans la perspective du marché commun : utilisation possible de ces dispositions par la C.G.T. [25 janvier 1957] (p. 321, 322); Art. 1^{er} : Son amendement prévoyant que les travailleurs bénéficiant de congés devront répondre aux conditions qui seront fixées par décret (p. 326); le retire (ibid.); Son amendement tendant à supprimer les dispositions prévoyant que les centres d'études pourront être rattachés à des organisations syndicales (p. 327); Observations sur les effectifs des différentes organisations syndicales (p. 327, 328); Son sous-amendement à l'amendement de Mme Lefebvre (Représentation du Ministre de l'Education nationale au sein de la commission chargée d'établir la liste des centres dont les stages ouvriront droit aux congés) (p. 330); — d'un projet de loi relatif à la création à Lyon d'un institut national des sciences appliquées, Art. 1^{er} : Son amendement tendant à supprimer le rattachement de l'institut à la Direction de l'enseignement supérieur [5 février 1957] (p. 638); — d'un projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail [5 février 1957] (p. 660); Art. 1^{er} : Son amendement (Notification du conflit de travail au préfet et à l'inspecteur du travail) (p. 665); Son amendement (Publication des conclusions du médiateur) (p. 669, 670); en seconde délibération : Article 16 de la loi du 11 février 1950, son amendement (Publication du texte de la recommandation [6 février 1957] (p. 695); — d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre I^{er} du Code du travail : Délai-congé, réciprocité des contrats de travail, durée effective du travail en France et dans les six pays de la Communauté du charbon et de l'acier [6 février 1957] (p. 699, 700); Art. 1^{er} : Son amendement (Durée du préavis dû par le salarié démissionnaire, respect du système de réciprocité, mesures prises en U. R. S. S. contre les ouvriers s'absentant) [7 février 1957] (p. 725 et suiv.); Son amendement (Ancienneté nécessaire pour bénéficier du préavis d'un mois) (p. 728); le retire (p. 729); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : Son amendement tendant à exiger une ancienneté de six mois pour le délai-congé [25 juin 1957] (p. 2949); — d'un projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile, Art. 1^{er} : Son amendement (Détermination des mesures d'application par un règlement d'administration publique) [12 février 1957] (p. 776); Son amen-

dement (Déclaration du donneur d'ouvrage lorsqu'il commence ou cesse de faire effectuer du travail à domicile) (p. 798); Art. 8 : Son amendement (Modalités d'application de la présente loi par des règlements d'administration publique) [13 février 1957] (p. 830); — du projet de loi instituant un régime particulier de retraites en faveur des personnels actifs de police : Ses explications de vote [26 février 1957] (p. 1118); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : Ses observations sur l'aide apportée aux rebelles algériens par la Tunisie et le Maroc, l'action défaitiste du parti communiste (détournement des fonds des œuvres sociales des industries électriques et gazières, utilisation des municipalités) [22 mars 1957] (p. 1811 à 1815); — sur le procès-verbal de la séance du 22 mars (Propos tenus par M. Grenier) [26 mars 1957] (p. 1842); — d'une proposition de loi tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances, Art 1^{er} : Son amendement tendant à substituer aux mots « est accordé », les mots « pourra être accordé »; risques de dépenses nouvelles [19 juillet 1957] (p. 3792); Analogie avec le texte concernant les congés non rémunérés (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour interdire la fête de L'Humanité [17 septembre 1957] (p. 4090). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les institutions d'Algérie : Rappel du principe « l'Algérie c'est la France »; approbation de la politique de confiance et de pacification de M. Lacoste, compatibilité des nouveaux territoires avec le maintien de la division en départements [26 septembre 1957] (p. 4381); Nécessité d'une représentation équitable de la minorité européenne alarmée par les précédents tunisien et marocain, courage des administrateurs musulmans, poursuite de la pacification et de l'action de l'administration après le vote de la loi-cadre, répression de la propagande défaitiste et séparatiste (p. 4381, 4382, 4383); — sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : Date du vote des projets Gazier et Billères [28 octobre 1957] (p. 4599); — d'un projet de loi sur les institutions de l'Algérie : Lettres citées par Mme Prin, campagne insidieuse faite par les communistes et les progressistes tendant à inciter la jeunesse à la démoralisation de l'armée et à l'abandon, révision des sursis,

attitude de certains étudiants étrangers [27 novembre 1957] (p. 4990 à 4992); — d'une proposition de résolution relative à l'application de la semaine de quarante heures dans le commerce de détail : *Déséquilibre financier provoqué par les mesures dites sociales* [10 décembre 1957] (p. 5258); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets, Art. 28 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Payement par les employeurs de la journée chômée du 2 janvier 1956)* [16 décembre 1957] (p. 5386); — sur la proposition de résolution relative à la levée de l'immunité parlementaire et la suspension de l'exercice du mandat d'un député : *Sa motion préjudicielle (Audition de M. Arrighi par la Commission des immunités parlementaires)* [26 mai 1958] (p. 2494); *Absence de poursuites envers MM. Goubert, Boumendjel et les députés communistes, nécessité d'un examen plus approfondi des faits; inutilité de la levée de l'immunité parlementaire en cas de flagrant délit, appel à un gouvernement de salut national* (p. 2494, 2495); *Demande un scrutin* (p. 2495); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription à l'ordre du jour de la proposition de résolution relative aux parlementaires ayant quitté la métropole depuis le 13 mai 1958* [27 mai 1958] (p. 2526).

PIANTA (M. Georges), Député de la Haute-Savoie (I. P. A. S.).

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1958). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôt :

Le 13 février 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2634) de M. Trémolet de Villers tendant à permettre l'expropriation du lit et des rives des cours d'eau non navigables ni flottables pour assurer la libre circulation dans les cas où l'intérêt touristique l'exige, n° 6598.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc : *Historique du projet, danger d'un revêtement italien, rentabilité du tunnel* [24 janvier 1957] (p. 282).

PIC (M. Maurice), Sénateur de la Drôme (Soc.).

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957.

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet FÉLIX GAILLARD)

du 11 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En cette qualité :

Répond à une question orale : de M. Aimé Paquet relative au remboursement de la licence des bouilleurs de cru [9 mars 1956] (p. 784); — de M. Gautier relative à la situation des rive-rains de la Seine à la suite du dégel [9 mars 1956] (p. 784); de M. Rosan Girard sur les enquêtes administratives relatives aux distributions d'armes faites par le maire de Sainte-Anne (Guadeloupe) et sur la falsification des listes électorales du Moule (Guadeloupe) [20 avril 1956] (p. 1423). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-13 : *Amendement indicatif de M. Toussaint Merle (Situation des personnels des préfectures et sous-préfectures)* [7 juin 1956] (p. 2406); *Fonctionnement des centres administratifs et techniques interdépartementaux* (p. 2407); Chap 31-41 : *Amendement indicatif de M. Lafay relatif au régime des retraites de la Préfecture de police, parité entre la police judiciaire et la sûreté nationale, rémunération des brigadiers*

de la Préfecture de police, parité entre la sûreté nationale et la Préfecture de police, réorganisation des services de renseignements (p. 2410, 2411); Amendement indicatif de M. Mérigonde relatif à l'avancement des inspecteurs de police (p. 2411); Chap. 37-61 : Remboursement des frais de la campagne électorale par les candidats n'ayant pas obtenu 2,50/0 des suffrages exprimés (p. 2412, 2413); Chap. 41-52 : Perception de la redevance minière, réforme des finances locales, dépôt par le Gouvernement des lois organiques prévues par les articles 87 et 89 de la Constitution, problème des « communes-dortoirs » (p. 2413, 2414); Chap. 57-30 : Amendement de M. Mérigonde tendant à supprimer les crédits de paiement et les autorisations de programme (p. 2414, 2415); Chap. 63-50 : Construction de routes d'accès aux villages de montagne, subventions pour entretien de la voirie départementale et communale, répartition des crédits du fonds spécial d'investissement routier (p. 2416); en deuxième lecture, Art. 96 bis : Amendement de M. Marcel David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Répartition de la taxe locale [23 juillet 1956] (p. 3504, 3505). — Répond à une question orale : de M. Barel relative à la saisie, par la police, de l'appareil photographique d'un journaliste, témoin d'une manifestation publique [8 juin 1956] (p. 2463); — de M. Paumier relative aux incidents de Saint-Aignan-Noyers (Loir-et-Cher) [6 juillet 1956] (p. 3310); — de M. Girard relative aux opérations électorales du 2 janvier 1956 à la Guadeloupe [6 juillet 1956] (p. 3311); — de M. Bouyer relative à la prétendue existence de maquis de disponibles réfractaires [6 juillet 1956] (p. 3311). — Prend part à la discussion : de l'interpellation relative à la réforme de la taxe locale et de la taxe sur les spectacles : Ses observations sur : le rendement de la taxe locale [14 novembre 1956] (p. 4653); les mesures prévues par l'article 124 de la loi du 4 août 1956, les mesures envisagées en faveur des communes-dortoirs et des communes rurales, les subventions de l'Etat pour les travaux d'équipement, la réforme des finances locales (envisagée dans le cadre général de la réforme de la fiscalité) (p. 4663 à 4665); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs : Art. 16 : Amendement de M. Courant tendant à faire fixer par une loi le financement du plan pluri-annuel d'équipement collectif [19 no-

vembre 1956] (p. 4857); Amendement de M. Lenormand prévoyant un financement des équipements collectifs indépendant des crédits affectés à l'exécution de programmes ordinaires des collectivités publiques (p. 4860); Art. 18 : Bonifications d'intérêt pour les emprunts contractés par les communes en vue de réaliser les équipements collectifs (p. 4864); Amendement de M. Arbogast tendant à charger le directeur départemental de la reconstruction des études concernant l'équipement collectif et la coordination des travaux (p. 4866); Art. 19 : Demande de disjonction de M. Bonnefous (Dispositions propres à la région parisienne) (p. 4868); Amendement de Mme Lefebvre prévoyant l'adaptation des structures administratives de la région parisienne (p. 4870); Art. 35 : Amendement de M. Mérigonde tendant à supprimer cet article (Protection civile) (p. 4889); en deuxième lecture, Art. 12 : Amendement de M. Louis Dupont tendant à fixer par décret pris en Conseil des Ministres la composition de la Commission consultée pour avis en cas d'inobservation de la procédure en matière de dommages de guerre [12 avril 1957] (p. 2253); Art. 16 : Amendement de M. Crouzier tendant à supprimer la contribution des constructeurs à la réalisation des équipements publics [14 mai 1957] (p. 2347); Ses observations sur le bon fonctionnement du système d'évaluation appliqué en Alsace-Lorraine (p. 2350); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, INTÉRIEUR, Titres III et IV : Recettes fiscales des collectivités locales : répartition des ressources provenant de la taxe locale, dépôt d'un projet de réforme fiscale [28 novembre 1956] (p. 5240, 5241). — Répond à une question orale : de M. Schaff relative à l'octroi des permis de construire dans la région parisienne [8 mars 1957] (p. 1392); — de M. Jégorel relative à l'aide à apporter aux petites communes [15 mars 1957] (p. 1621). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (Cabinet Guy Mollet) le 21 mai 1957. Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (J. O. du 14 juin 1957, p. 5923). — Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (Cabinet Bourguès-Maunoury) [17 juin 1957] (J. O. du 18 juin 1957, p. 6083).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la garantie des recettes en matière de

taxe locale : *Sa promesse de discuter de la taxe locale pour 1958 avant le 31 octobre* [10 juillet 1957] (p. 3516); *Etudes sur les communes-dortoirs et l'agglomération parisienne en instance au Ministère de l'Intérieur* (ibid.); *Amélioration prochaine du financement et pré-financement des travaux des collectivités locales* (p. 3516); — d'une proposition de résolution concernant l'aide aux victimes des calamités publiques : *Diversité des calamités publiques, intérêt d'une disposition générale permettant de prévenir le pays contre ces calamités* [19 juillet 1957] (p. 3799, 3800). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Bourguès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Félix Gaillard) [11 novembre 1957] (*J. O.* du 12 novembre 1957] (p. 10594).

En cette qualité :

Répond à une question orale de M. Verdier relative à l'expulsion des locataires âgés [15 novembre 1957] (p. 4823). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative au régime des élections municipales : *Contre-projet de M. Jarrosson (Dépouillement des votes pour les élections municipales de Lyon, rapport du préfet du Rhône, avis du Président Edouard Herriot, nécessité d'un sectionnement électoral pour les arrondissements importants)* [10 décembre 1957] (p. 5253, 5254). — Répond à une question orale : de Mlle Marzin relative à l'application de l'article 5 du statut général des fonctionnaires [7 février 1958] (p. 596); — de Mme Prin relative au logement des travailleurs nord-africains en France [7 février 1958] (p. 596, 597). — Prend part à la discussion : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Dides sur le profond malaise qui règne dans les différents services de la police en France après les attentats dont furent victimes les fonctionnaires de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale [25 février 1958] (p. 995) : *Exposé de l'activité gouvernementale pour la répression du terrorisme, mesures sociales prises récemment en faveur des travailleurs nord-africains, hommage rendu à tous les personnels du maintien de l'ordre, difficulté de leur tâche, diminution du nombre des*

agressions, réprobation générale du terrorisme, description des nouveaux moyens mis à la disposition de la police, attribution prochaine d'une prime de risque (p. 1007, 1008); — d'une proposition de résolution sur l'institution d'un nouveau mode de scrutin : *Demande une suspension de séance* [25 février 1958] (p. 1024). — Répond à une question orale : de M. Barel relative aux brutalités policières dont furent victimes deux reporters photographiques le 9 octobre 1956 à Nice [28 février 1958] (p. 1139); — de M. Senghor relative à la saisie du Bulletin de la fédération des étudiants d'Afrique noire en France [28 février 1958] (p. 1140). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements, INTÉRIEUR : *Les crédits de la protection civile, les subventions en capital au profit des collectivités locales, les réparations des édifices culturels* [10 mars 1958] (p. 1468, 1469); — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales : *Motion de M. Vallin tendant à examiner en priorité l'article 20 relatif au régime de la taxe locale* [19 mars 1958] (p. 1698, 1699); Art. 2 : *Amendement de M. Médecin (Attribution de subventions en matière de voirie aux communes)* (p. 1703); *Amendement de M. Penven (Nombre de journées de prestations)* (ibid.); Art. 4 : *Amendement de M. Privat tendant à disjoindre cet article (Taxe frappant les chiens d'agrément et les chiens servant à la chasse)* (p. 1707); *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Exonération de la taxe sur les chiens appartenant à des personnes non assujetties à la surtaxe progressive)* (p. 1708); Art. 5 : *Amendement de M. Barbot (Demande de dépassement des maxima de taxes)* (p. 1709); Art. 10 : *Motions tendant à la disjonction de cet article (Taux de la taxe d'habitation)* (p. 1712); Art. 11 : *Amendement de M. de Tinguy (Plafond de la taxe sur les locaux professionnels)* (p. 1714); Art. 12 : *Motion de M. Privat tendant à disjoindre cet article (Taxe sur les domestiques)* (p. 1715); Art. 14 : *Amendements relatifs au taux de la taxe sur les droits de chasse* (p. 1716); *Article additionnel de M. de Tinguy (Revision générale de l'assiette des taxes locales)* (p. 1716, 1717); Art. 15 : *Amendement de M. de Tinguy (Taxe sur la valeur en capital des propriétés bâties et non bâties)* (p. 1748); Art. 16 : *Amendement de M. Michel (Taxes sur les spectacles, les salles*

d'audition de disques) (p. 1719); *Article additionnel de M. Marrane (Imposition des appareils automatiques : billards, baby-foot)* (ibid.); *Article additionnel de M. Alloin (Imposition des music-halls et revues à grands spectacles)* (p. 1720); Art. 18 : *Amendements relatifs au taux de la taxe sur la publicité* (p. 1722); *Article additionnel de M. Defferre (Création d'une taxe de stationnement des véhicules automobiles sur la voie publique)* (p. 1724); *Article additionnel de M. Pourtalet (Prélèvement sur le produit brut des jeux au bénéfice des communes)* (p. 1725); *oppose l'article 10 du décret organique* (ibid.); *Article additionnel de M. Garat (Augmentation de la taxe de séjour)* (ibid.); *Demande une suspension de séance* (p. 1726); Art. 20 : *Amendement de M. Vallin (Garantie de la taxe locale pour 1958)* (p. 1727); *oppose l'article 10 du décret organique* (ibid.); *Amendement de M. Vallin (Minimum garanti par habitant en matière de taxe locale)* (p. 1728); Art. 21 : *Amendement de M. de Tinguy (Frais de fonctionnement du Comité du Fonds national de péréquation)* (p. 1729). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

PIERRARD (M. André), *Député du Nord*
[1^{re} circonscription] (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé : membre de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Vice-Président de la Commission de l'éducation nationale [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 27 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 1952) de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à cesser de faire entrer en ligne de compte, pour le calcul du cumul, les indemnités perçues par les fonctionnaires de

l'Education nationale pour participation à un jury de concours de recrutement, n° 3697. — Le 20 février 1957, une proposition de loi tendant à accorder la validation pour la retraite de la période comprise entre septembre 1940 et fin juillet 1946 aux agents du sanatorium national Vaucoudenberghe à Zuydcoote (Nord), n° 4212. — Le 10 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exempter du service en Afrique du Nord, pour le temps qui leur reste à accomplir, les jeunes gens du contingent appelés et maintenus, blessés en Algérie, n° 5425. — Le 4 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un centre hospitalier de traitement des grands brûlés dans la région dunkerquoise, n° 6768.

Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Sa demande d'application stricte des sanctions prévues par le Règlement à M. Damasio* [16 février 1956] (p. 318, 319). — Est rappelé à l'ordre lors de la discussion des interpellations sur les événements de Hongrie [7 novembre 1956] (p. 4524). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Verdier : Conditions préalables au « cessez-le-feu » ; Emploi de la terreur en Algérie ; Abandon des promesses électorales ; Appel à l'unité d'action des socialistes et des communistes* [28 mars 1957] (p. 1394, 1395). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation faite aux familles occupant des constructions provisoires : *Nécessité de fixer un taux uniforme de loyer de ces baraquements et de limiter les arrérages au 1^{er} juillet 1956* [13 décembre 1957] (p. 5334); — sur les raisons que le Gouvernement oppose à la révision des indices des traitements des agents des brigades de douane et sur la nécessité de procéder d'urgence à cette révision [18 février 1958] (p. 835). — Pose : à M. le Ministre de la Défense nationale une question orale relative à la radiation du peloton d'un jeune soldat ayant suivi avec succès un stage d'officier de réserve [21 février 1958] (p. 947); — à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale relative à l'élimination d'une institutrice des fonctions de

direction d'une école mixte [21 février 1958] (p. 949).

PIERREBOURG (M. Olivier Harty de),

Député de la Creuse (Rad. Soc. puis G.D.R.S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de la défense nationale [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la presse [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu secrétaire de la Commission de la défense nationale [10 février 1956] (p. 254). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [21 février 1956] (p. 409), [18 octobre 1957] (p. 4537).

Dépôts :

Le 22 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir sur le plan régional les programmes de construction de logements et les organes administratifs d'exécution, n° 1370. — Le 22 mars 1956, une proposition de loi portant réglementation de la profession de mandataire en matière d'accidents corporels, n° 1371. — Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à favoriser les investissements agricoles et fonciers par exonération des droits de mutation à titre gratuit, n° 1544. — Le 27 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 2951) et la lettre rectificative (n° 3289) au projet de loi de finances pour 1957 (Dispositions concernant les dépenses militaires), Première partie : Considérations générales, Deuxième partie : Section commune, n° 3347.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs; Art. 26 : *Son amendement tendant à maintenir la composition*

des commissions arbitrales d'évaluation [19 novembre 1956] (p. 4880); *le retire* (ibid.); *Son amendement réservant au cas d'une procédure d'urgence l'entrée en possession après versement ou consignation d'une indemnité provisionnelle* (p. 4882); en deuxième lecture; Art 5 : *Son amendement tendant à accorder aux propriétaires ruraux des prêts à faible taux d'intérêt et à exonérer des droits de mutation, à titre gratuit, ceux d'entre eux ayant réalisé des investissements justifiés sur leur fonds* [12 avril 1957] (p. 2240); Art. 14 ter : *Son amendement tendant à exempter des charges fiscales et sociales les sommes versées par les entrepreneurs à leurs apprentis et celles versées aux répétiteurs et correcteurs de cours du Comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment, intérêt d'une formation professionnelle de l'entreprise* [14 mai 1957] (p. 2342); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 21, États I et J, DÉPENSES MILITAIRES, SECTION COMMUNE : *Présentation du budget militaire* [6 décembre 1956] (p. 5585); *Création nécessaire d'une force nucléaire stratégique et d'une importante force aérienne de transports; Fabrication des explosifs nucléaires, contrôle effectif de la défense nationale sur les travaux du Commissariat général à l'énergie atomique; Inopportunité de certaines constructions entreprises par la marine* (p. 5586); *Alignement des soldes de la gendarmerie sur les traitements de la police; Logement des cadres* (p. 5587); — sur le procès-verbal de la deuxième séance du 25 juin 1957 [25 juin 1957] (p. 2990). — Prend part au débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Dides sur le profond malaise qui règne dans les différents services de la police en France après les attentats dont furent victimes les fonctionnaires de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale : *Situation des gendarmes* [25 février 1958] (p. 1010). — S'excuse de son absence [17 mai 1956] (p. 1894), [19 novembre 1957] (p. 4875), [26 novembre 1957] (p. 4926). — Obtient des congés [17 mai 1956] (p. 1894), [26 novembre 1957] (p. 4926).

PIETTE (M. Jacques), Député de l'Yonne (S).

Son élection est validée [30 mars 1956] (p. 2125). — Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier

1956] (p. 161); membre de la Commission des affaires économiques [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [28 février 1956] (p. 522), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre suppléant de la Commission des finances [2 juillet 1957] (p. 3112), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [18 octobre 1957] (p. 4537).

Dépôts :

Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 56-342 du 27 mars 1956 relative au plan de modernisation et d'équipement, n° 2668. — Le 20 décembre 1956, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947, par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'article 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 : les assurances nationalisées, n° 3637. — Le 21 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs sinistrés du département de l'Yonne pour les dommages qu'ils ont subis à cause du gel tardif du début de mai, n° 5043. — Le 3 juillet 1957, un deuxième avis au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956, sur la proposition de résolution de M. Schaff, Robert Schuman et Guthmuller tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un décret portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi modifiée du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes du commerce de la cristallerie; II. la proposition de loi (n° 1499) de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues tendant à la répression des fraudes dans le com-

merce de la cristallerie, n° 5339. — Le 18 février 1958, une proposition de loi tendant à faciliter l'intégration de l'économie française à l'économie européenne, n° 6629.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi reportant les élections aux chambres de métiers, Art. 4 : *Demandes de disjonction de MM. Denis et Mignot* [9 octobre 1956] (p. 4068); Art. 5 : *Demande de disjonction présentée par M. Denis (problème de la qualification professionnelle)* [10 octobre 1956] (p. 4098); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Diminution de la souveraineté parlementaire en matière budgétaire* [21 novembre 1956] (p. 4979); *Nécessité d'une politique d'austérité; équilibre du budget; défense de la monnaie; lutte contre l'inflation et politique de blocage des prix* (p. 4980); *exécution des plans et des programmes; structure économique de la France (ni entièrement privée, ni entièrement contrôlée)* (p. 4981); *Place de l'agriculture dans l'économie française; problème de la distribution; réforme fiscale* (p. 4982); *Structure du commerce extérieur* (p. 4983); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *La création d'une banque européenne d'investissements et d'un comité économique et social, les organes de la Communauté, les charges imposées par la pacification de l'Algérie, travaux de la Commission des comptes et des budgets économiques, réalisation de la remise en ordre de notre économie, évolution du monde vers l'unité* [5 juillet 1957] (p. 3321 à 3325); — d'interpellations sur la politique économique du Gouvernement : *Nombre des députés présents en séance, politique du crédit et de la fiscalité, préoccupation sociale, évolution technique, organisation du marché céréalier, O.N.I.C., transformations de la structure paysanne, entrée de la France dans le marché commun, contradictions internes de notre système de production, à la fois libéral et dirigé, privé et étatique* [20 septembre 1957] (p. 4264 à 4268); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Dépôt de la seconde partie de la loi budgétaire; investissements et troisième plan de modernisation et d'équipement* [17 décembre 1957] (p. 5450).

PINAY (M. Antoine), *Député de la Loire* (I.P.A.S.).

Ministre des Finances.

(Cabinet Charles DE GAULLE)

du 1^{er} juin 1958 au 8 janvier 1959.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est élu représentant de la France à l'Assemblée unique des communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583).

Interventions :

Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* (cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En qualité de Député :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Risque de diviser les Français sur le problème scolaire, importance du problème algérien* [17 février 1956] (p. 353, 354). — Prend part à la discussion des conclusions des deuxième et troisième rapports supplémentaires du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Manche : *Amendements de M. Isorni tendant à valider, d'une part, M. Fauchon, d'autre part, M. Brard; Sa demande de réunion du bureau de l'Assemblée; position de principe du groupe des indépendants contre la désignation des élus par l'Assemblée (cooptation)* [25 avril 1956] (p. 1547, 1548); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Portée des conversations de la Celle-Saint-Cloud; principes de la politique marocaine du Gouvernement Edgar Faure* [1^{er} juin 1956] (p. 2229); *Situation actuelle; nécessité de ne pas s'abandonner à la fatalité historique* (p. 2230); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote: Echec français dans l'affaire de Suez; aggravation de la fiscalité* [25 octobre 1956] (p. 4316); — des interpellations sur les événements de Hongrie : *Ordre du jour de M. Bonnefous* [7 novembre 1956] (p. 4526); — du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc : *Adoption nécessaire du projet* [24 janvier 1957] (p. 288); — du projet de loi tendant à approuver une Convention conclue entre le Ministre des Affaires économiques et financières et le Gou-

verneur de la Banque de France : *Ses observations sur la situation financière en 1952* [29 mai 1957] (p. 2634). — Est désigné comme *Président du Conseil* [18 octobre 1957] (p. 4510). — Demande la convocation de l'Assemblée Nationale pour le 18 octobre 1957 [18 octobre 1957] (p. 4510). — Communique la liste des personnalités par lui choisies pour former son cabinet [18 octobre 1957] (p. 4511); développe le programme de son Ministère : *Contradictions entre la vitalité de la France et ses nombreuses crises politiques, formes multiples de la crise actuelle, plus spécialement financière et économique, priorité d'une remise en ordre des finances par une nouvelle avance de la Banque de France, le vote de pouvoirs spéciaux, la réduction des dépenses publiques, une réforme de l'administration (exemples de l'armée et de la sécurité sociale)* [18 octobre 1957] (p. 4511, 4512); *Remèdes à la crise économique : Redressement de la balance extérieure par un encouragement de l'expansion par l'exportation, spécialement dans le domaine agricole, politique de rénovation agricole; encouragements des investissements strictement productifs, réalisation d'une révolution technique* (p. 4512); *Remèdes à la crise sociale : garantie du plein emploi et de la stabilité des prix, assurance d'un meilleur emploi, importance de la stabilité de la monnaie* (p. 4512, 4513); *Problème de l'Algérie : hommage à M. Lacoste, urgence de réformes économiques et sociales* (p. 4513); *Garantie de durée et d'autorité assurée au Gouvernement par l'octroi de pouvoirs spéciaux suivis d'une réforme de la Constitution* (p. 4513); *Urgence du vote d'une réforme électorale* (ibid.); *Nécessité de structures décentralisées* (p. 4514); *Dans les T.O.M. : liberté d'administration limitée aux affaires locales; sur le plan international : importance de la solidarité atlantique, nécessité d'un redressement intérieur préalable à notre entrée dans le marché commun* (ibid.); Répond à ses interpellateurs : *Nocivité de l'impôt en période d'inflation, devoirs impérieux dans le domaine de l'enseignement et du logement, développement de l'esprit exportateur dans l'industrie et dans l'administration (développement de nos services commerciaux à l'étranger); précisions sur les moyens de stabiliser les prix, la discussion d'un projet sur l'Algérie après consultation du Ministre compétent spécialement sur le problème électoral; couverture des investissements*

par l'emprunt dans les limites de l'épargne, impossibilité de financer le projet Billères, avantages d'une décentralisation de l'université et d'un renforcement de l'autorité des préfets [18 octobre 1957] (p. 4527, 4528, 4529); *Rajeunissement de l'administration fiscale, pré-tendue baisse autoritaire des prix agricoles en 1952, différences fondamentales entre l'industrie et l'agriculture* (p. 4529, 4530); au scrutin, la confiance ne lui est pas accordée (p. 4534); liste des votants (p. 4578). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits militaires : *Explications de vote sur la question de confiance : demande une suspension de séance* [7 mars 1958] (p. 1308); — du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Motion préjudicielle de M. Deixonne (Expression de la profonde reconnaissance de la nation pour les services déjà rendus par l'armée à l'unité de la patrie et au drapeau de la République qui, dans la légalité, sortiront vainqueurs de l'épreuve actuelle)*; demande une suspension de séance [20 mai 1958] (p. 2409). — Est nommé Ministre des Finances (Cabinet Charles de Gaulle) [1^{er} juin 1958] (*J.O.* du 2 juin 1958, p. 5279). = S'excuse de son absence [22 février 1956] (p. 436), [28 février 1956] (p. 521), [12 juillet 1956] (p. 3404), [25 septembre 1957] (p. 4317). = Obtient des congés [22 février 1956] (p. 436), [28 février 1956] (p. 521), [12 juillet 1956] (p. 3404), [25 septembre 1957] (p. 4317).

PINEAU (M. Christian), *Député de la Sarthe (S.).*

Ministre des Affaires étrangères
(Cabinet Guy MOLLET)
du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957.

Ministre des Affaires étrangères
(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)
du 13 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Ministre des Affaires étrangères
(Cabinet Félix GAILLARD)
du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956]

(p. 161) (1); membre de la Commission des affaires étrangères [2 juin 1958] (p. 2628).

Dépôts :

Le 2 mars 1956, un projet de loi relatif à la participation de la France à la Société financière internationale, n° 947. — Le 17 avril 1956, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention sur la nationalité conclue entre la France et l'Etat du Viet-Nam, n° 1479. — Le 17 avril 1956, un projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont Blanc, n° 1480. — Le 26 avril 1956, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord relatif au service militaire conclu le 28 décembre 1953 entre la France et l'Italie, n° 1664. — Le 26 avril 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement entre la France et l'Italie, le Protocole et l'échange de lettres signés à Paris, le 23 août 1951, et à approuver les lettres échangées entre le Ministre des Affaires étrangères et le Chargé d'affaires d'Italie les 17 mai 1946, 28 octobre et 2 novembre 1948, 17 et 24 janvier 1949, n° 1665. — Le 2 mai 1956, un projet de loi relatif à la ratification du Protocole de rectification, en date du 1^{er} juillet 1955, à la Convention de Bruxelles du 15 décembre 1950 sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers signée par la France le 22 décembre 1950 et ratifiée par la loi n° 52-896 du 26 juillet 1952, n° 1715. — Le 9 mai 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention sur le statut de l'Union de l'Europe occidentale, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris le 11 mai 1955, n° 1790. — Le 9 mai 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et le protocole additionnel à cette convention, signé à Paris, le 20 mars 1952, n° 1792. — Le 15 mai 1956, un projet de loi portant approbation du contrat de bail signé le 20 décembre 1955 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, relatif

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).

au terrain situé Paris (16^e) entre le boulevard Lannes, l'avenue de Pologne et l'avenue du Maréchal Fayolle, acquis par l'Etat suivant acte administratif du 24 août 1954, n° 1799. — Le 15 mai 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, le Règlement d'exécution de la Convention et le Protocole annexe, signés à La Haye le 14 mai 1954, n° 1816. — Le 1^{er} juin 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier trois conventions entre la France et la Suisse, relatives à des modifications de la frontière et à la détermination de celle-ci dans le lac Léman, signées à Genève le 25 février 1953, n° 2028. — Le 8 juin 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté à Florence, en juillet 1950, par la conférence générale de l'U. N E S. C. O., n° 2110. — Le 14 juin 1956, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords judiciaires conclus en 1953 et 1954 avec les Etats associés du Cambodge, du Laos et du Vietnam, n° 2179. — Le 4 juillet 1956, un projet de loi relatif aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc, n° 2447. — Le 2 août 1956, un projet de loi relatif à la situation de certaines catégories de fonctionnaires français des cadres de l'Indochine, n° 2775. — Le 2 août 1956, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession des Etablissements français de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon, signé à la Nouvelle-Delhy, le 28 mai 1956, n° 2780 et annexe. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative à l'extradition conclue entre la France et la République fédérale d'Allemagne, n° 2803. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention de New-York du 28 septembre 1954 sur le statut des apatrides, signée le 12 janvier 1955, n° 2819. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi ayant pour effet d'autoriser le Président de la République à ratifier la convention franco-suisse du 25 avril 1956 relative à l'aménagement de l'aérodrome de Genève-Cointrin et à la création de bureaux à contrôles

nationaux juxtaposés à Ferney-Voltaire et à Genève-Cointrin, n° 2822. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité de commerce entre la France et la République Dominicaine, signé à Ciudad Trujillo le 20 décembre 1954, n° 2826 (rectifié). — Le 4 octobre 1956, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord réalisé par lettres échangées les 26 octobre et 5 novembre 1954 entre le Gouvernement français et le Gouvernement suédois, ainsi que l'avenant et le protocole signés à Paris le 29 mars 1956, en vue de modifier et de compléter la convention tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs, signée à Paris le 24 décembre 1936 entre la France et la Suède, n° 2829. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention signée à Washington le 22 juin 1956 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, en vue de compléter les conventions des 25 juillet 1939 et 18 octobre 1946 tendant à éviter les doubles impositions, modifiées et complétées par le protocole du 17 mai 1948, n° 2830. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Arrangement entre la France et la Suisse, signé à Paris le 3 août 1953, relatif à l'installation à Bâle-Lysbüchel (Suisse) et à Saint-Louis (France) de deux bureaux internationaux pour le contrôle des marchandises, n° 2831. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord de commerce entre la France et le Guatemala, signé à Guatemala-City le 17 octobre 1955, n° 2846. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention sur les privilèges et immunités de la Commission du Pacifique Sud, signée « *ad referendum* » le 20 février 1953 à Nouméa, n° 2890. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention consulaire franco-suédoise, signée à Paris, le 5 mars 1955, n° 2891. — Le 6 novembre 1956, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux protocoles en date du 14 juin 1954 concernant des amendements à apporter aux articles 45, 48, 49 et 61 de la Convention relative à l'aviation civile internationale, n° 3148. — Le

8 novembre 1956, un projet de loi concernant la ratification de la Convention d'établissement et de navigation entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, n° 3180. — Le 8 novembre 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur le règlement de la question sarroise ; 2° la Convention entre la République française, la République fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle ; 3° le Protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg relatif au règlement de certaines questions liées à la Convention franco-germano-luxembourgeoise, relative à la canalisation de la Moselle ; 4° la Convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur l'aménagement du cours supérieur du Rhin entre Bâle et Strasbourg ; 5° le traité portant modification au traité instituant la C. E. C. A., et comportant diverses dispositions relatives aux conséquences de ces actes, n° 3181. — Le 13 novembre 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité d'amitié et de bon voisinage signé à Tripoli le 10 août 1955 entre la France et le Royaume-Uni de Libye, n° 3212. — Le 1^{er} décembre 1956, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale instituant une organisation internationale de métrologie légale, n° 3406. — Le 21 décembre 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à l'aide mutuelle judiciaire conclue le 12 janvier 1955 entre la France et l'Italie, n° 3842. — Le 5 février 1957, un projet de loi déclarant sans effet, sur une société régie par la loi française, les dispositions d'une loi étrangère, n° 4029. — Le 19 février 1957, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole modifiant la Convention internationale pour les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest, signé à Washington le 25 juin 1956, n° 4178. — Le 22 mars 1957, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant, signé le 16 novembre 1956, à l'accord conclu à Paris le 21 avril 1952 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur l'application de

la législation française de sécurité sociale au personnel employé par ladite Organisation, n° 4619. — Le 26 mars 1957, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention signée à Berne le 20 octobre 1955 relative à la constitution d'Eurofima (Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire), n° 4657. — Le 26 mars 1957, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier : 1° le traité instituant la Communauté économique européenne et ses annexes ; 2° le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ; 3° la Convention relative à certaines institutions communes aux communautés européennes, signés à Rome le 25 mars 1957, n° 4676. — Le 28 mars 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention commerciale, signée à Paris le 16 novembre 1956, entre le Gouvernement Royal Laotien et le Gouvernement de la République française, n° 4711. — Le 12 avril 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité portant statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique, n° 4899. — Le 14 mai 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier un amendement à l'Accord international sur l'étain signé à Londres le 25 juin 1954, n° 4961. — Le 14 mai 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention Consulaire franco-italienne et les échanges de lettres signés à Rome le 12 janvier 1955 ainsi que les échanges de lettres des 21 juin et 31 octobre 1956, n° 4962. — Le 21 mai 1957, un projet de loi fixant le régime juridique des Unions internationales ayant leur siège sur le Territoire de la République, n° 5045. — Le 20 juin 1957, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention judiciaire entre la France et la Tunisie signée à Tunis le 9 mars 1957 et portant dispositions d'application de ladite Convention, n° 5172. — Le 2 juillet 1957, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole portant amendement à l'Accord international sur le sucre signé à Londres le 26 octobre 1953, n° 5295. — Le 5 juillet 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention signée à Paris le 8 février 1957 entre la France et le Danemark en vue d'éviter les doubles imposi-

tions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune et de régler certaines questions en matière fiscale, n° 5389. — Le 9 juillet 1957, un projet de loi tendant à autoriser le transfert à l'Etat japonais de la propriété d'œuvres d'art, n° 5405. — Le 12 juillet 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention relative à l'aide mutuelle judiciaire en matière civile et commerciale conclue le 7 mars 1956 entre la France et la Suède, n° 5464. — Le 12 juillet 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention relative à l'aide mutuelle judiciaire en matière pénale conclue le 7 mars 1956 entre la France et la Suède, n° 5472. — Le 16 juillet 1957, un projet de loi relatif à la situation de certains membres des professions médicales qui exerçaient leur art dans l'un des pays ayant rompu les relations diplomatiques avec la France entre le 30 octobre 1956 et le 9 novembre 1956, n° 5501. — Le 17 juillet 1957, un projet de loi modifiant et complétant les lois n° 56-782 du 4 août 1956 et n° 57-261 du 2 mars 1957 relatives à la situation de certaines catégories de personnels ayant servi hors d'Europe, n° 5533. — Le 17 juillet 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° la Convention relative à la procédure civile ouverte à la signature le 1^{er} mars 1954 à La Haye ; 2° la Convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels ouverte à la signature le 15 juin 1955 à La Haye ; 3° la Convention relative à la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères ouverte à la signature le 1^{er} juin 1956 à La Haye ; 4° la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants, signée le 24 octobre 1956 ; 5° le Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé, du 31 octobre 1951, n° 5534. — Le 19 juillet 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les Conventions du 25 septembre 1956 relatives au fonctionnement collectif de certains services de navigation aérienne au Groënland et en Islande, n° 5578. — Le 23 juillet 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention relative à l'aide mutuelle judiciaire en matière civile et commerciale conclue le 1^{er} mars 1956 entre la France et la Belgique,

n° 5592. — Le 23 juillet 1957, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole signé à La Haye le 28 septembre 1955 portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929, n° 5607. — Le 23 juillet 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme ; 2° le Protocole additionnel à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique ; 3° la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés ; 4° l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur les formalités douanières concernant l'importation des véhicules de tourisme et le tourisme, n° 5609. — Le 17 septembre 1957, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative à l'entraide judiciaire et à l'exequatur des jugements signée à Paris le 16 novembre 1956 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement royal du Laos, n° 5736. — Le 17 septembre 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la « Convention instituant le Centre international de calcul », adoptée à Paris le 6 décembre 1951, n° 5737. — Le 17 septembre 1957, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du 1^{er} décembre 1954 relative à l'Institut international du froid, n° 5742. — Le 17 septembre 1957, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative aux privilèges et immunités des institutions spécialisées, n° 5743. — Le 20 septembre 1957, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route, signée à Genève le 19 mai 1956, n° 5767. — Le 20 février 1958, un projet de loi concernant la désignation des membres français de l'Assemblée unique des Communautés européennes, n° 6657. — Le 26 février 1958, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention judiciaire et la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'Exequatur des jugements et d'extradition entre la France et le Maroc, signées à

Paris, le 5 octobre 1957 et portant dispositions d'application desdites Conventions, n° 6718. — Le 4 mars 1958, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement franco-hondurénne, n° 6777. — Le 25 mars 1958, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention européenne pour le règlement pacifique des différends conclue à Strasbourg le 29 avril 1957, n° 6986. — Le 15 avril 1958, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention culturelle entre la France et le Maroc signée à Paris le 5 octobre 1957, n° 7075. — Le 15 avril 1958, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de commerce signé à Assomption le 11 septembre 1956 entre la France et le Paraguay, n° 7076.

Interventions :

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (p. 1387).

En cette qualité :

Répond à une question orale de M. Maurice Schumann sur le résultat des récentes conversations diplomatiques et leurs incidences sur l'aspect international des problèmes nord-africains [23 mars 1956] (p. 1228) : *Priorité aux problèmes économiques et sociaux ; nécessité d'échanges culturels étendus ; troisième conférence du S. E. A. T. O. à Karachi* (p. 1228 et suiv.). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Interprétation du communiqué franco-soviétique sur la politique algérienne du Gouvernement* [31 mai 1956] (p. 2181) ; *Fidélité de la France à ses alliances ; adaptation de notre politique étrangère à la nouvelle situation internationale ; rôle de l'O. T. A. N. ; projet français d'une avance économique mondiale pour l'aide aux pays sous-développés* [1^{er} juin 1956] (p. 2230, 2231) ; *Conversations franco-soviétiques : problèmes du désarmement, de la réunification allemande* (p. 2231), *du Moyen-Orient, de l'Indochine, des relations économiques et culturelles entre la France et l'U. R. S. S., de l'Algérie* (p. 2232) ; *Conférence de Venise : Euratom et O.E.C.E., marché commun* (p. 2233) ; *Conférence de Luxembourg : retour politique de la Sarre à l'Allemagne, canalisation de la*

Moselle (p. 2233) ; *Problème algérien et relations internationales de la France ; défense des intérêts français au Moyen-Orient ; relations avec l'Égypte ; refus du Gouvernement français de lancer de vaines menaces ; livraisons d'armes aux pays arabes* (p. 2233) ; *Relations franco-marocaines : interdépendance dans l'égalité, conventions diplomatiques* (p. 2234) ; *relations franco-tunisiennes : difficultés, procédure contestable suivie par le Gouvernement tunisien* (p. 2234), *impossibilité d'une politique de force en Tunisie et au Maroc ; nécessité d'une politique de confiance* (p. 2235) ; *Décision du Gouvernement de ne pas soumettre à la signature du Président de la République la Convention diplomatique franco-marocaine avant ratification par le Parlement* [5 juin 1956] (p. 2309) ; *Décision du Gouvernement d'interdire l'envoi d'armes légères aux pays du Moyen-Orient* (p. 2309, 2310). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [5 juillet 1956] (p. 3253). — Prend part à la discussion des interpellations sur l'Euratom : *Position du Gouvernement vis-à-vis de la fabrication de bombes atomiques* [5 juillet 1956] (p. 3282) ; *Ses observations sur la position des communistes et de l'U. R. S. S. à l'égard de l'Euratom et sur celle des partisans de la France « seule »* [10 juillet 1956] (p. 3348, 3349) ; *La volonté du Gouvernement de ne pas ressusciter la querelle de la C. E. D. ; les raisons qui ont fait repousser la solution d'une collaboration dans le cadre de l'O. E. C. D. ; l'attitude de la Grande-Bretagne* (p. 3349, 3350) ; *La position du Gouvernement à l'égard du marché commun (Harmonisation des charges sociales et fiscales, participation des territoires d'outre-mer)* (p. 3350) ; *L'orientation pacifique à donner à l'Euratom ; la nécessité de poursuivre les recherches dans le domaine militaire ; la décision du Gouvernement de renoncer pendant un certain temps à faire exploser une bombe atomique ; la liberté de choix qui est ainsi préservée pour l'avenir* (p. 3351). — Sa communication à l'Assemblée : *Evolution de la situation au Maroc et en Tunisie depuis le 2 juin ; négociations franco-marocaines ; difficultés militaires aux confins algéro-marocains* [12 juillet 1956] (p. 3406) ; *Problème de la défense commune de la France et du Maroc ; retour des forces rebelles à la légalité ; négociations franco-tunisiennes : difficultés suscitées par les déclarations de M. Bourguiba demandant l'évacuation des troupes étrangères ; définition des tâches de*

l'armée française au Maroc et en Tunisie : couverture de l'Algérie, protection des personnes et des biens des Français, défense commune de la Méditerranée (Rôle de Bizerte); incidence de la situation algérienne sur les négociations franco-marocaines et franco-tunisiennes; émissions antifrançaises de Radio-Tunis; réformes effectuées par le Gouvernement tunisien (p. 3407); volonté de la France d'apporter son aide au Maroc et à la Tunisie (p. 3408). — Sa communication à l'Assemblée Nationale : Observations sur les relations de la France avec l'Égypte depuis le début de 1956; le voyage qu'il a effectué au Caire; les déclarations faites alors par le colonel Nasser (Attitude à l'égard des rebelles algériens, d'Israël et de l'Union soviétique); la politique de la France à l'égard de l'Égypte; attitude des États-Unis [3 août 1956] (p. 3869); La nationalisation du canal de Suez; les entretiens de Londres; l'indemnisation des actionnaires (p. 3870); Le blocage des avoirs égyptiens en France et en Grande-Bretagne; la déclaration commune anglo-franco-américaine; le projet de gestion internationale du canal; la situation des employés de la Compagnie universelle du canal de Suez; la nécessité de « dégonfler le prestige d'un faux héros » (p. 3871, 3872). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : Ses observations sur le caractère prétendument colonialiste de la politique du Gouvernement dans l'affaire de Suez [16 octobre 1956] (p. 4150); Le pessimisme excessif de certains membres de l'opposition (la partie n'est pas jouée); le déroulement des événements depuis le 26 juillet (p. 4151, 4152); La motion adoptée par le Conseil de sécurité (six principes); la défense des intérêts des actionnaires de la Compagnie universelle du canal de Suez (polémique avec M. Bruyneel) (p. 4153); L'utilisation de l'association des usagers; la nécessité de faire respecter les droits d'Israël; le caractère fluctuant de la politique américaine; la nécessité d'étendre le champ d'application du Pacte atlantique, celle de faire l'Europe avec l'association de l'Angleterre (p. 4154). — S'associe à l'hommage rendu au peuple hongrois par le Président de l'Assemblée Nationale [6 novembre 1956] (p. 4482). — Prend part à la discussion des interpellations sur les événements de Hongrie; Ses observations sur : le caractère populaire de l'insurrection hongroise, la modulation des insurgés, les décisions de l'O. N. U.,

l'aide apportée par le peuple français, « l'injustice », la « médiocrité », la « servilité » du parti communiste [7 novembre 1956] (p. 4519, 4520); le parallèle fait par certains entre les événements de Hongrie et ceux d'Égypte, la carence de l'O. N. U., les menaces contenues dans les lettres du maréchal Boulganine aux Gouvernements français et anglais (p. 4520). — Sa communication à l'Assemblée : Retrait des forces françaises et anglaises de la zone du canal de Suez; réponses adressées au Secrétaire général de l'O.N.U. [3 décembre 1956] (p. 5427, 5428). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : Ses observations sur la situation en Hongrie [18 décembre 1956] (p. 6089); L'impuissance de l'O. N. U.; la neutralisation possible de la Hongrie; l'accueil des réfugiés; la collecte des secours (p. 6090); La construction prochaine, avec le concours de la France, d'un pipe-line traversant le territoire d'Israël (p. 6113); L'évolution de la crise de Suez; les motifs de l'intervention franco-britannique [19 décembre 1956] (p. 6154); Les causes de l'arrêt prématuré des opérations (division de l'opinion britannique, pression américaine, décision de l'O.N.U., menace soviétique); le bilan de l'opération (p. 6155); Le déblaiement du canal; le règlement définitif de la question de Suez; la construction d'un pipe-line à travers le territoire d'Israël; la conclusion d'un traité de paix entre Israël et l'Égypte; l'indemnisation des Français expulsés d'Égypte (p. 6156); La crise de l'alliance atlantique; la session du Conseil du traité de l'Atlantique-Nord; le fonctionnement de l'O. N. U. (p. 6157); Les accusations de colonialisme portées contre la France (p. 6158); La liquidation du contentieux franco-allemand; l'Euratome et le marché commun; l'association de la Grande-Bretagne à la construction européenne; la comparaison établie entre l'action des Russes en Hongrie et celle des Franco-Britanniques en Égypte; l'évolution des démocrates populaires; la nécessité de ne pas accroître le complexe d'isolement de l'Union soviétique (p. 6159); — des interpellations sur le marché commun européen : Ses observations sur la souplesse nécessaire du traité; l'évolution sociale probable des pays participant au marché commun; le retard économique de la France; la nécessité de moderniser nos structures économiques; les illusions de l'autarcie; la nécessité d'aboutir rapidement; l'association de la Grande-

Bretagne et la constitution d'une zone de libre échange [18 janvier 1957] (p. 156 à 158); *La prétendue volonté du Gouvernement de mettre la Grande-Bretagne devant le fait accompli (Polémique avec M. Mendès-France)* [22 janvier 1957] (p. 197, 193); — du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont Blanc : *Motion préjudicielle de M. Barel tendant à surseoir à la construction du tunnel jusqu'au vote du projet de loi relatif à la construction de 300.000 logements par an* [24 janvier 1957] (p. 281, 282); *Objections d'ordre régional, financier et économique présentées par les adversaires du projet; considérations politiques militant en faveur de son adoption* (p. 290); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses observations sur l'aide accordée aux Français expulsés d'Égypte* [27 mars 1957] (p. 1899); *Le succès remporté par la France devant l'O. N. U.; les prétendues tractations secrètes concernant le Sahara* (ibid.); *Le rôle néfaste de certains organes de presse* (p. 1900); *L'Euratom et le marché commun (inclusion des T. O. M. et participation européenne aux investissements)* (ibid.); *Les relations avec les États-Unis* (p. 1901); *Le problème de Suez; la construction de nouveaux pipe-lines* (ibid.); *Le problème du golfe d'Akaba et celui de Gaza* (ibid.); *Le prétendu accord militaire secret conclu entre la France et Israël* (p. 1902); *Les relations franco-anglaises* (ibid.); *La création éventuelle d'une zone de libre échange* (ibid.); *La proposition britannique de fusion des assemblées européennes existantes* (p. 1902); *Le retrait d'Allemagne de deux divisions britanniques* (ibid.). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Guy Mollet) le 21 mai 1957. Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (Séance du 12 juin 1957, p. 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Regrette l'absence des rapporteurs* [2 juillet 1957] (p. 3158); *Développement de nos ports maritimes dans le cadre du marché commun* [3 juillet 1957] (p. 3196); *Motion*

préjudicielle de M. Rieu tendant à surseoir à l'examen de ces projets [4 juillet 1957] (p. 3240); *Les sommes inscrites au F. I. D. E. S. et la création d'un fonds européen d'investissements* (p. 3263), [5 juillet 1957] (p. 3296); *Définition de la fonction publique européenne* (p. 3319); *Difficultés pour la France d'obtenir l'insertion d'une clause de résiliation* [6 juillet 1957] (p. 3356); *Comptabilité du traité et du G.A.T.T.; les institutions européennes; la souveraineté politique et économique des États; problème posé pour la zone de libre-échange; l'amalgame des assemblées européennes; les territoires d'outre-mer; situation en cas de réunification de l'Allemagne; opportunité du traité dans la conjoncture économique présente; délais et clauses de sauvegarde; problème de la dénonciation des traités; espoir de la « grande Europe »* (p. 3369 à 3374); *Esprit de coopération des négociateurs; protection des régions sous-développées; définition d'une politique agricole commune; délai de dix-huit mois nécessaire au redressement de notre économie* (p. 3393 à 3395); *Motion préjudicielle de M. Duprat tendant à surseoir à la discussion du traité d'Euratom tant que le Parlement allemand n'aura pas précisé le caractère exclusivement pacifique de l'utilisation de l'énergie atomique* (p. 3405); *Motion préjudicielle de M. Panier tendant à surseoir au vote jusqu'à ce que la balance française des paiements ait retrouvé un équilibre satisfaisant* (p. 3407); *Motion préjudicielle de M. Caillavet (situation et obligations des participants en cas de réunification de l'Allemagne)* (p. 3409); *Explications de vote* [9 juillet 1957] (p. 3481); *Bénéfices accordés aux travailleurs français et aux travailleurs d'Algérie* (p. 3484). — Demande le report de la question orale de M. Badie relative à l'affectation des avances faites au Gouvernement marocain [5 juillet 1957] (p. 3286). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les institutions d'Algérie; *explications de vote sur la question de confiance : Ses précisions sur d'éventuelles livraisons d'armes à la Tunisie; les efforts du Gouvernement français pour régler le contentieux franco-tunisien; la correction du Gouvernement italien* [30 septembre 1957] (p. 4439, 4440). — Présente sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (Séance du 18 octobre 1957,

p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Félix Gaillard) [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique extérieure du Gouvernement : *Proposition de M. Maurice Schumann relative à la défense de la frontière algéro-tunisienne* [21 janvier 1958] (p. 154) ; *Subvention octroyée au Gouvernement tunisien* (p. 160) ; *Installation de rampes de lancement sur le sol de la France* (p. 166) ; *Représentation économique et culturelle à l'étranger* (p. 172) ; *Le conflit algérien ; aide matérielle et morale reçue de l'extérieur par des rebelles algériens (armes de contrebande, armes saisies à Oran sur le bateau yougoslave Slovenija) ; attitude du Président Bourguiba à l'égard de l'état-major F. L. N. installé à Tunis ; importance de l'aide économique et financière prévue en faveur de la Tunisie ; projet de construction d'un pipe-line d'Edjelé à Gabès ; proposition de M. Maurice Schumann relative à la défense de la frontière algéro-tunisienne ; opération de Sakiet ; renforcement des consultations au sein de l'O.T.A.N. ; problème des rampes de lancement ; non-survol du territoire français par des bombardiers chargés de bombes thermo-nucléaires ; cessation des expériences thermo-nucléaires ; plan Rapacki prévoyant une zone dite « désatomisée » ; règlement des problèmes allemands ; aide aux pays sous-développés ; choix du siège des institutions européennes ; problème relatif à la création d'une zone de libre échange ; défense de l'Algérie ; renforcement de la solidarité atlantique* [22 janvier 1958] (p. 188 à 193) ; *Ordres du jour (Approbation de l'ensemble de la politique générale du Gouvernement)* (p. 213) ; *(Conscience et capacité des fonctionnaires du Quai d'Orsay)* (p. 216) ; — d'interpellations relatives au bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef : *Démenti à la prétendue interview de M. Alsop* [11 février 1958] (p. 658) ; — sur une communication du Gouvernement relative à la situation en Tunisie : *Décision du Gouvernement tunisien interdisant tous les mouvements des troupes françaises ; interdiction de la base de Bizerte à tout navire français ; expulsion des colons ; fermeture des Consulats de Gafsa, Gabès, Kef, Souk-el-Arba et Medjez-*

el-Bab [13 février 1958] (p. 746, 747) ; — sur une communication du Gouvernement (résultats de la mission des bons offices) : *Conditions dans lesquelles la procédure des bons offices a été acceptée ; problème du contrôle des aérodromes ; existence de pistes d'envol en dehors des cinq aérodromes contrôlés par la France ; raisons pour lesquelles le Gouvernement a préféré se contenter des résultats acquis par les bons offices en se réservant de poser à nouveau la question du contrôle de la frontière ; mauvais effet produit par un refus de la France en cas d'un débat devant les instances internationales ; hommage rendu au sang froid des troupes stationnées en Tunisie ; maintien de la solidarité atlantique ; approbation par nos alliés de la décision prise librement par le Gouvernement* [15 avril 1958] (p. 2130, 2131) ; — sur la fixation de la date des interpellations sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord : *Intention du Gouvernement de poser à Copenhague le problème de la frontière algéro-tunisienne et de la garantie de l'O. T. A. N. quant à l'Algérie* [15 avril 1958] (p. 2149). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Félix Gaillard) [15 avril 1958] (p. 2154).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion d'urgence des conclusions d'un rapport relatif à la modification de l'article 90 de la Constitution ; ses explications de vote : *Procédure regrettable de révision constitutionnelle ; réforme nécessaire des institutions* [2 juin 1958] (p. 2626).

PINTON (M. Auguste), Sénateur du Rhône (G. D.).

Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En cette qualité :

Répond à la question orale de M. Aimé Paquet relative au régime des transporteurs

routiers [24 février 1956] (p. 498, 499). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi étendant aux cheminots, anciens combattants, déportés et internés de la Résistance, le bénéfice de certaines dispositions relatives aux campagnes de guerre : *Réglementation des retraites des agents de la S. N. C. F., coût de la mesure proposée, nombre de bénéficiaires, nécessité de réduire le déficit de la S. N. C. F.* [15 mai 1956] (p. 1582, 1583). — Répond à une question orale de M. Berthommier relative à la réglementation des projecteurs des automobiles [25 mai 1956] (p. 2026). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Equipe-ment de l'industrie hôtelière; aide au tourisme populaire; propagande à l'étranger en faveur du tourisme; situation de la Caisse autonome mutuelle des retraites; modernisation du port de Dunkerque; aménagement des voies navigables du Nord et de l'Est; difficultés à prévoir en ce qui concerne la canalisation de la Moselle; demandes allemandes relatives au grand canal d'Alsace; contrôle médical du personnel des entreprises de transports; utilisation des crédits du fonds d'investissement routier pour la construction d'autoroutes; coordination du rail et de la route; accord intervenu entre les transporteurs routiers et la S. N. C. F.; situation de la R. A. T. P.; causes du déficit, solutions à apporter* [12 juin 1956] (p. 2502 à 2507); Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. Barthélemy relatif à la situation du personnel du Laboratoire central des ponts et chaussées; Amendement indicatif de M. Noël relatif à l'octroi d'une prime de rendement aux agents de travaux et conducteurs de chantiers* (p. 2512); *Amendement indicatif de M. Mondon relatif à l'intégration des fonctionnaires de travaux publics des départements d'outre-mer dans les cadres métropolitains* (p. 2513); Chap. 31-15 : *Amendement indicatif de M. Ranoux relatif aux revendications des ouvriers permanents des parcs et ateliers des ponts et chaussées* (p. 2513, 2514); Chap. 34-01 : *Réglementation des conditions de travail des conducteurs routiers* (p. 2514); Chap. 34-12 : *Statut des surveillants des ponts et chaussées* (p. 2515); Chap. 35-21 : *Crédits d'entretien des routes nationales* (p. 2515); Chap. 35-31 :

Amendement indicatif de M. Midol relatif à la modernisation de l'infrastructure des voies navigables (p. 2516); Chap. 35-32 : *Amendement indicatif de M. Hénault relatif à la reconstruction de la digue de Burfleur* (p. 2517); Chap. 35-33 : *Situation du personnel des phares* (p. 2517); Chap. 53-30 : *Problème du canal du Midi* (p. 2518); Chap. 53-32 : *Travaux de défense du Bas-Médoc* (p. 2518); II. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 31-01 : *Réorganisation des services du Secrétariat général à l'aviation civile; création éventuelle d'un office de la navigation aérienne; développement de la construction aéronautique française; causes et évolution du déficit de la Société Air-France; mode de couverture de ce déficit* (p. 2525 à 2527); Chap. 31-13 : *Amendement indicatif de M. Midol relatif à la limitation du droit de grève du personnel de l'aviation civile* (p. 2528); Chap. 31-51 : *Amendement indicatif de M. Noël relatif à la transformation d'emplois d'agents en emplois d'adjoints techniques à la Météorologie nationale* (p. 2529); Chap. 31-52 : *Amendement indicatif de M. Barthélemy relatif aux revendications du personnel de la Météorologie nationale* (p. 2529); Chap. 45-61 : *Amendement indicatif de M. Noël relatif aux conditions d'exploitation de la Société Air-France et aux revendications de son personnel* (p. 2531); Chap. 53-22 : *Rythme de construction de l'avion « Caravelle »* (p. 2532); Art. 12 : *Nécessité de coordination entre le rail et la route; situation financière de la S. N. C. F., incidences fiscales des mesures envisagées* [22 juin 1956] (p. 2907 à 2910); en deuxième lecture, Art. 12 : *Amendement de M. David relatif à la modification par décret des conventions passées entre l'Etat et la S. N. C. F.* [23 juillet 1956] (p. 3526); *Explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 12 et pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi : Aide à la batellerie, détaxation en faveur des transports intéressant l'industrie du bâtiment* [25 juillet 1956] (p. 3582, 3583); en quatrième lecture [31 juillet 1956] (p. 3742); — d'une proposition de résolution tendant à accorder une bonification d'ancienneté aux retraités de l'ancienne Société des transports en commun de la région parisienne [31 octobre 1956] (p. 4463); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AVIA-

TION CIVILE ET COMMERCIALE, Titres III et IV : *Utilisation des Bréguet par Air-France; subventions indirectes aux compagnies privées* [29 novembre 1956] (p. 5304); *Situation du personnel de la navigation aérienne, réforme de ce service; rapports entre Air-France et les compagnies privées; fabrication du « Caravelle », accord passé avec une compagnie américaine, détaxation de l'essence pour les transports intérieurs; suppression des lignes Paris—Toulouse et Paris—Lyon* [30 novembre 1956] (p. 5326, 5327); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Titres III et IV : *Déficit de la S. N. C. F., économies réalisées; réforme de la Régie autonome des transports parisiens, dépôt d'un projet de loi; situation des conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées; indemnités accordées au personnel des phares; avancement des employés des laboratoires; octroi d'une prime de rendement aux ouvriers des parcs automobiles; recrutement des ingénieurs des travaux publics de l'Etat; aménagement des voies navigables; amélioration du canal du Rhône au Rhin, achèvement du canal du Nord; aide à la batellerie; application de la médecine du travail aux entreprises de transports; octroi de prêts à long terme à l'industrie hôtelière; représentation régionale du tourisme; octroi de prêts destinés à l'hébergement complémentaire* (p. 5348 à 5350); Art. 104 : *Travaux de défense des côtes du Bas-Médoc, reconstruction du canal du Nord; modification du tracé de la route nationale 113 entre Langon et Saint-Macaire; travaux de protection contre les eaux de la Garonne* [5 décembre 1956] (p. 5566). — Répond à une question orale de M. Cagne relative à la résiliation du sursis d'incorporation de certains élèves ingénieurs des travaux publics de l'Etat [30 novembre 1956] (p. 5324). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc : *Motion préjudicielle de M. Delachenal tendant à ajourner la discussion jusqu'à ce qu'une étude ait été faite sur les avantages et les inconvénients respectifs du tunnel du Mont-Blanc et du tunnel du Fréjus* [24 janvier 1957] (p. 281). — Répond à une question orale de M. Bernard Paumier relative au déclassement du canal du Berry [1^{er} février 1957] (p. 478). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi sur la responsabilité du transporteur en matière de

transport aérien [21 février 1957] (p. 1048). — Répond à une question orale : de M. Eudier relative au rétablissement de la ligne Paris—Dieppe—Newhaven [22 février 1957] (p. 1066); — de M. Goudoux relative à la situation des distributeurs d'essence, dits « pompistes libres » [22 février 1957] (p. 1067). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Robert Besson sur les accidents de la route [26 février 1957] (p. 1128); prend part à la discussion de cette interpellation : *Construction d'autoroutes de dégagement, péage sur les autoroutes, autoroutes Estérel—Côte d'Azur, Vallée du Rhône, Metz—Thionville; problème des « deux-roues » (institution d'un permis), limitation de la vitesse, création d'un « casier de l'automobiliste »* [3 avril 1957] (p. 2000 à 2003). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme (Cabinet Guy Mollet) le 21 mai 1957. — Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923).

PINVIDIC (M. Joseph), Député du Finistère
(I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [17 février 1956] (p. 351), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de l'agriculture [26 novembre 1957] (p. 4932).

Dépôts :

Le 20 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à alléger les charges fiscales des commerçants, industriels et entrepreneurs forains durement atteints par les restrictions de carburant, n° 3622. — Le 18 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

(1) Démissionnaire [14 février 1956] (p. 281).

à prendre les mesures nécessaires pour permettre la liberté de vente des viandes de qualité supérieure, n° 5825.

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique agricole et viticole du Gouvernement : *assainissement qualitatif du cheptel* [13 mars 1956] (p. 903), *lutte contre la tuberculose bovine* [15 mars 1956] (p. 936, 937). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat : à l'agriculture une question orale relative à l'importation de chevaux de boucherie [4 mai 1956] (p. 1757); aux affaires économiques une question orale sur la suppression des comptes E.F.A.C. et leur remplacement éventuel par des primes de compensation aux exportateurs [18 mai 1956] (p. 1926). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 11 : *Taxe de circulation sur les viandes; nécessité de lutter contre la tuberculose bovine; danger de l'augmentation de la taxe* [21 juin 1956] (p. 2852); *répartition d'un produit de la taxe* (p. 2854). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement et plus spécialement sur les mesures qu'il compte prendre pour empêcher la hausse des produits alimentaires [16 octobre 1956] (p. 4127); la développe; ses observations sur : *les mesures sociales prises par le Gouvernement et l'augmentation des prix qui en a résulté, l'accroissement des charges fiscales, le déficit de la balance des paiements, les importations de viande de boucherie, l'amélioration des circuits de distribution (notamment celui de la viande), la nécessité de réduire la taxe de circulation sur les viandes, l'influence de certains hauts fonctionnaires sur la politique économique du Gouvernement (refus de consulter les organisations professionnelles)* [18 octobre 1956] (p. 4224 à 4227). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Titres III et IV : *Ristournes accordées par la S.N.C.F. aux expéditeurs* [30 novembre 1956] (p. 5346). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour enrayer l'épizootie actuelle de fièvre aphteuse et pour en éviter le retour [16 janvier

1957] (p. 66). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *ordre du jour de M. Martin : suppression nécessaire de la tutelle du Ministère des Finances sur le Ministère de l'Agriculture* [6 mars 1957] (p. 1342). — S'excuse de son absence [5 décembre 1957] (p. 5149), [6 mars 1958] (p. 1246). = Obtient des congés [5 décembre 1957] (p. 5149), [6 mars 1958] (p. 1246).

PIROT (M. Georges), Député de l'Indre (C).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 23 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assainir le marché du porc, n° 730. — Le 24 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 184 du Code général des impôts, relatif au régime fiscal des artisans, n° 2641. — Le 29 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures afin de venir en aide aux sinistrés des gelées de printemps dans le département de l'Indre, n° 5059.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 100 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (modification des exonérations de cotisations d'allocations familiales)* [3 décembre 1956] (p. 5436); Art. 97 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe de résorption les 100 premiers quintaux d'orge livrés par les producteurs dont les livraisons ne dépassent pas 200 quintaux* [8 décembre 1956] (p. 5753).

PLAISANCE (M. Roland), Député de l'Eure (C..)

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission de la construction, des dommages de

guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts:

Le 13 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier la fixation des redevances d'occupation de bâtiments provisoires à usage d'habitation édifiés par l'Etat, **n° 2160**. — Le 9 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet 1957, les punitions et les condamnations que subissent des militaires appelés ou rappelés, et à arrêter les poursuites dont plusieurs d'entre eux sont actuellement l'objet, **n° 5399**. — Le 14 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux victimes de la tornade qui a dévasté plusieurs cantons du département de l'Eure le 6 juillet 1957, **n° 5432**. — Le 23 septembre 1957, une proposition de loi tendant à réglementer l'occupation de logements pour les militaires américains et leurs familles, **n° 5772**. — Le 15 novembre 1957, une proposition de loi tendant à exempter les bénéficiaires des prêts à la construction, des conséquences des augmentations du taux de l'escompte de la Banque de France, **n° 5928**. — Le 4 février 1958, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement, sur les propositions de loi : 1° de MM. Thiriet, Mondon (Moselle) et Ramel (n° 2092) tendant à modifier la loi n° 51-1116 du 21 septembre 1951 sur les redevances domaniales dues à l'Etat pour occupation de bâtiments provisoires; 2° de M. Hernu et plusieurs de ses collègues (n° 2148) tendant à modifier la fixation des redevances d'occupation de bâtiments provisoires à usage d'habitation édifiés par l'Etat; 3° de M. Plaisance et plusieurs de ses collègues (n° 2160) tendant à modifier la fixation des redevances d'occupation de bâtiments provisoires à usage d'habitation édifiés par l'Etat; 4° de M. Gaillemin et plusieurs de ses collègues (n° 2400) tendant à exonérer des redevances locatives les économiquement faibles et chômeurs totaux occupant des bâtiments provisoires édifiés par l'Etat dans les régions sinistrées, **n° 6495**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 : *Son article additionnel invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi prévoyant la construction de 350.000 logements par an* [22 juin 1956] (p. 2915); *le retire* (ibid.); *Son article additionnel tendant à faciliter la création d'offices d'H.L.M. par les communes et les syndicats de communes* (p. 2916); *Son article additionnel tendant à faire verser la cotisation patronale de 10/0 aux offices publics d'H.L.M.* (p. 2917); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 8 : *Son amendement visant la constitution des offices communaux d'H.L.M.* [19 novembre 1956] (p. 4830), Art. 36 bis : *Son amendement tendant à modifier les conditions d'attribution de l'allocation-logement aux familles logées dans les H.L.M.* (p. 4892); en deuxième lecture, Art. 3 ter : *Ses observations sur la répartition des H.L.M., amélioration du régime de leurs loyers, équilibre financier de ces organismes, faible incidence de l'allocation-logement, aménagement de cette allocation, application de l'arrêté du 8 août 1956* [15 mai 1957] (p. 2421, 2422, 2423); Art. 35 G : *Son amendement concernant la possibilité pour les communes de récupérer, dans un délai de cinq ans, une partie des plus-values immobilières provoquées par leur effort d'équipement collectif* [16 mai 1957] (p. 2487); en troisième lecture : *l'incidence du relèvement du taux de l'escompte* [12 juillet 1957] (p. 3577); — d'un projet de loi portant création d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels prenant part aux opérations de sécurité ou de maintien de l'ordre en Afrique du Nord [23 janvier 1957] (p. 261); — du projet de loi relatif à la procédure pénale en matière d'expertise judiciaire : *Garanties nouvelles apportées à la défense par le nouveau système, permettant d'éviter le renouvellement des erreurs et scandales récents* [20 novembre 1957] (p. 4903, 4904); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits d'investissements, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT : *Ralentissement du rythme de la construction, augmentation du taux d'escompte, problème des loyers en particulier ceux des*

H.L.M. [10 mars 1958] (p. 1448 à 1450); Art. 16 : *Son amendement (réforme du financement de la construction)* (p. 1457); *Son article additionnel (augmentation du taux de l'escompte des prêts spéciaux à la construction)* (p. 1459).

PLANTEVIN (M. Victor), *Député de l'Ardeche (App. I.P.A.S.)*.

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 169). = Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre de la Commission des boissons [26 novembre 1957] (p. 4932); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162).

Dépôts :

Le 20 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 868) de M. Jean Cayeux et Mme Francine Lefebvre tendant à inviter le Gouvernement à assurer pour les gardes et gendarmes en activité, le maintien du statut en vigueur à leur entrée en fonctions, spécialement pour la gendarmerie et la garde républicaine de Paris, n° 4209. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à supprimer l'alinéa 2 de l'article 11 du décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, n° 4945.

Interventions :

Son rapport au nom du 4^e bureau sur les opérations électorales du département de la Gironde [19 janvier 1956] (p. 17). = S'excuse de son absence [21 février 1956] (p. 397), [4 mai 1956] (p. 1750), [12 juin 1956] (p. 2500), [19 novembre 1957] (p. 4875); [7 mars 1958] (p. 1302); [26 mai 1958] (p. 2476). = Obtient des congés [21 février 1956] (p. 397), [4 mai 1956] (p. 1750), [12 juin 1956] (p. 2500), [19 novembre 1957] (p. 4875), [7 mars 1958] (p. 1302), [26 mai 1958] (p. 2476).

PLANTIER (M. Maurice), *Député du Cameroun, collège des citoyens de statut français (App. R.G.R. puis P.A.S.R.)*.

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 190). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission des pensions [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission des territoires d'outre-mer [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [12 novembre 1957] (p. 4740).

Dépôts :

Le 26 juin 1956, une proposition de loi tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux Français exerçant une profession à l'étranger ou sur un territoire de l'Union française, des prêts pour la construction d'un immeuble destiné à leur habitation lors de leur séjour en France, n° 2341. — Le 26 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 25 du Code général des impôts, de façon que puissent bénéficier des dispositions de l'article 22 du même Code, les constructions destinées au logement des Français exerçant leur profession sur un territoire de l'Union française ou à l'étranger, lors de leur retour en France, n° 2342. — Le 16 octobre 1956, une proposition de loi tendant à exonérer en France de tout impôt sur le revenu, et notamment de la surtaxe progressive, les citoyens français domiciliés au Cameroun et dans les territoires d'outre-mer, n° 2888. — Le 5 mars 1958, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi et les lettres rectificatives (nos 6751 et 6799) au projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) (Dispositions concernant les dépenses militaires de la France d'outre-mer), n° 6805.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e Bureau relatif

(1) Démissionnaire [5 octobre 1956] (p. 4035).

aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Son amendement tendant à soumettre à enquête l'élection d'Indre-et-Loire et à demander l'avis du Ministre de l'Intérieur et celui du Conseil d'Etat* [7 mars 1956] (p. 722); — d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer [21 mars 1956] (p. 1114); Art. 1^{er} : *Son amendement (Création des conseils des communes)* (p. 1134); le retire (ibid.). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au budget une question orale sur la double imposition de citoyens français domiciliés au Cameroun [20 avril 1956] (p. 1423). — Est entendu sur le procès-verbal (*Rectification de vote*) [12 juillet 1956] (p. 3404). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant amnistie au Cameroun : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion jusqu'au retour des parlementaires du Cameroun retenus chez eux par les élections territoriales* [11 décembre 1956] (p. 5831); *Prétendue existence d'un maquis au Cameroun* (p. 5832); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exclure de l'amnistie les jaits commis par des inculpés condamnés par défaut ou par contumace* (p. 5837); le retire (p. 5838); Art. 4 : *Son amendement tendant à exclure de l'amnistie les faits commis par des condamnés par défaut et ayant entraîné des sanctions disciplinaires* (p. 5838); le retire (ibid.). — Pose : à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative à la publication par *La Dépêche du Midi* d'une déclaration du Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun [28 décembre 1956] (p. 6374); — à M. le Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air) une question orale relative au contrôle des marchés du service technique des télécommunications de l'air [1^{er} février 1957] (p. 477); — à M. le Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air) une question orale relative au contrôle des marchés passés par les services techniques de son Ministère [15 février 1957] (p. 912). — Prend part à la discussion : de la proposition de décision sur le décret du 28 mars 1957 portant statut du Cameroun : *Suppression nécessaire de la tutelle de l'O.N.U., création d'une deuxième assemblée économique, nominations contestables de certains administrateurs* [4 avril 1957] (p. 2033); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Aide financière de la part de la Communauté à l'Algérie et aux départements*

d'outre-mer [6 juillet 1957] (p. 3377); — sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Présence de M. Daladier dans le Ministère* [28 octobre 1957] (p. 4599); — en deuxième lecture, du projet de loi sur les institutions de l'Algérie : *Application de la loi-cadre pour les T.O.M., élection partielle au collège unique du remplaçant de M. Chamaulte, sénateur du 1^{er} collège du Cameroun* [28 janvier 1958] (p. 311). — Dépose une demande d'interpellation sur le comportement qu'il estime inadmissible du Haut Commissaire de la France au Cameroun et sur la nécessité de procéder à son rappel [18 février 1958] (p. 834); la retire [21 février 1958] (p. 946); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite des déclarations faites par le Haut Commissaire de France en Afrique occidentale (ibid.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Déclare avoir été porté absent par erreur dans le scrutin sur la proposition de loi sur l'état d'urgence* [20 mai 1958] (p. 2387, 2388). = S'excuse de son absence [7 février 1956] (p. 218), [26 avril 1956] (p. 1562), [23 juillet 1956] (p. 3485), [16 mai 1957] (p. 2466), [12 novembre 1957] (p. 4709), [16 décembre 1957] (p. 5382), [16 mai 1958] (p. 2372). = Obtient des congés [7 février 1956] (p. 218), [26 avril 1956] (p. 1562), [23 juillet 1956] (p. 3485), [16 mai 1957] (p. 2466), [12 novembre 1957] (p. 4709), [16 décembre 1957] (p. 5382), [16 mai 1958] (p. 2372).

PLEVEN (M. René), *Député des Côtes-du-Nord (U. D. S. R.)*.

Ministre des Affaires étrangères

(Cabinet Pierre PFLIMLIN)

du 14 au 31 mai 1958.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) (1). — Est élu représentant de la France : à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du

(1) Démissionnaire [20 mai 1958] (p. 2389).

charbon et de l'acier [23 février 1956] (p. 470), [26 juin 1956] (p. 3049), [3 juillet 1957] (p. 3495) ; à l'Assemblée unique des Communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583),

Dépôts :

Le 27 janvier 1956, une proposition de loi tendant à compléter les actes d'état civil par l'indication du statut civil et de la nationalité des individus, ainsi qu'à généraliser et réorganiser l'état civil en Algérie, dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle et à y supprimer le régime de la pluralité des états civils, **n° 230**. — Le 2 février 1956, une proposition de loi tendant à diminuer la charge de la contribution des patentes, **n° 263**. — Le 7 mars 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux artisans les mêmes allocations de logement qu'aux salariés, **n° 1044**. — Le 5 mai 1956, une proposition de loi tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du Corps du génie rural, **n° 1776**. — Le 15 mai 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 22 du Code général des impôts en vue de prévoir de nouvelles exonérations en matière de contribution foncière, **n° 1804**. — Le 31 mai 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux agents des coopératives agricoles marocaines et aux secteurs de modernisation du paysannat des garanties de sécurité, **n° 2015**. — Le 4 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour maintenir l'entière liberté de la Bibliothèque polonaise de Paris, **n° 2435**. — Le 11 juillet 1956, une proposition de loi relative à l'exercice, par les citoyens français de statut civil particulier, de certaines options de législation et de la faculté d'option de statut que leur reconnaît l'article 82 de la Constitution, **n° 2525**. — Le 28 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer la croix du Mérite maritime au Transatlantique *Ile-de-France* et à récompenser par une promotion exceptionnelle du Mérite maritime ceux qui se sont le plus distingués par leur courage et leur dévouement, **n° 2700**. — Le 12 décembre 1956, une proposition de loi portant création d'un Bureau central de l'Assistance technique pour les pays indépendants ou autonomes recevant une aide financière de la France, **n° 3529**. — Le 21 décembre 1956, une proposition de loi

tendant à appliquer la loi du 1^{er} décembre 1956 relative à la coordination des régimes de retraite aux services publics et aux entreprises nationalisées, **n° 3643**. — Le 12 février 1957, une proposition de loi tendant à élargir la représentation des classes moyennes au Conseil Economique, **n° 4080**. — Le 22 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 344 du Code civil relatif à l'adoption, **n° 4271**. — Le 2 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à négocier avec la Caisse de retraite des cadres la prise en compte de certains services publics, **n° 4725**. — Le 11 avril 1957, une proposition de loi tendant à rétablir dans leurs droits les employés de chemins de fer victimes d'une application abusive de l'ordonnance n° 45-1632 du 23 juillet 1945 aux pensions concédées antérieurement au 1^{er} février 1945, **n° 4857**. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à déterminer les mesures régularisant la situation des personnels des ex-concessions françaises en Chine, **n° 5122**. — Le 5 novembre 1957, une proposition de loi tendant à instituer des sociétés professionnelles coopératives d'architectes, **n° 5861**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A (III. Marine marchande), Chap. 31-01 : *Ses observations sur le statut des gardes maritimes et des syndics des gens de mer* [13 juin 1956] (p. 2554) ; — en deuxième lecture, Art. 20 A : *Amendement de M. Dronne tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Situation des administrateurs de l'Indochine)* [23 juillet 1956] (p. 3495) ; — d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle des membres de l'Assemblée Nationale : *Oppose la question préalable en vertu de l'article 46 du règlement* [26 juin 1956] (p. 3042, 3043) ; — des interpellations sur l'Euratom : *Ses observations sur l'attitude du Gouvernement lors du débat de ratification de la C. E. D.* [5 juillet 1956] (p. 3279) ; *Différences entre l'Euratom et la C. E. C. A.* [10 juillet 1956] (p. 3337) ; *Limitation de souveraineté consentie dans le domaine militaire, maintien du droit de la France de fabriquer des explosifs nucléaires*

(p. 3338) ; *Nécessité de faire l'Euratom pour empêcher une dangereuse rivalité franco-allemande* ; *Opposition de l'industrie chimique allemande à l'Euratom* ; *Attitude de la Grande-Bretagne* ; *Conséquences d'un refus de l'Euratom* (p. 3339, 3340) ; — d'un projet de loi relatif aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations des services publics du Maroc, Art. 1^{er} : *Situation des agents des coopératives agricoles et du secteur de modernisation du paysannat* [12 juillet 1956] (p. 3414). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Affaire du canal de Suez*) [2 août 1956] (p. 3839). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 20 bis : *Son amendement excluant du bénéfice des mesures prévues à cet article les personnes n'ayant acquis les terrains visés qu'après la promulgation de la présente loi* [19 novembre 1956] (p. 4871) ; en deuxième lecture : *Nécessité d'un barrage à la concentration industrielle et administrative, limitation des autorisations des nouvelles installations industrielles, stricte application du décret de janvier 1955, effort de décentralisation, incidence de l'augmentation du taux de l'escompte* [11 avril 1957] (p. 2208, 2209) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à accorder aux propriétaires ruraux des prêts à faible taux d'intérêt et à exonérer des droits de mutation à titre gratuit ceux d'entre eux ayant réalisé des investissements justifiés sur leurs fonds* ; *Reprise du texte voté par le Conseil de la République* [12 avril 1957] (p. 2240) ; Art. 8 : *Ses observations sur les modifications des méthodes de gestion des H.L.M.* (p. 2247) ; en troisième lecture, Art. 27 : *Son amendement tendant à restreindre les dispositions du paragraphe II* [12 juillet 1957] (p. 3589) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Après l'article 107 : *son article additionnel tendant à permettre l'importation en franchise de droits de douane des huiles minérales de graissage usagées en provenance de l'avitaillement des navires* [8 décembre 1956] (p. 5763) ; — du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes ; Après l'article 3 : *son article additionnel tendant à affecter aux communautés sahariennes une partie des redevances perçues à l'occasion de l'exploitation des ressources minières et pétrolières* [14 décembre 1956] (p. 5986) ; *le retire* (ibid.) ; — de la pro-

position de décision sur le décret n° 56-1135 du 13 novembre 1956 relatif aux sociétés mutuelles de développement rural dans les territoires d'outre-mer : *Amendement de M. Bonnefous tendant à associer les conseils de gouvernement à la création de sociétés mutuelles de développement rural* [26 décembre 1956] (p. 6233) ; *Amendement de M. Bonnefous visant la composition du conseil d'administration des sociétés de développement rural* (p. 6234) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1136 du 13 novembre 1956 relatif au statut de la coopération dans les territoires relevant du Ministre de la France d'outre-mer : *Amendement de M. Bonnefous relatif aux pouvoirs des assemblées territoriales en matière de coopération et de mutualité* [26 décembre 1956] (p. 6234) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. Charges communes, Chap. 44-92 : *Péréquation des prix du charbon dans les départements proches du littoral atlantique* [27 décembre 1956] (p. 6298, 6299) ; — des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses observations sur l'importance réelle du Marché commun, les résultats de la C.E.C.A. (Prix, production, salaires, décartellisation, coût des transports)* [17 janvier 1957] (p. 93, 99) ; *Les importations du charbon américain, la modernisation des structures qui a suivi l'institution de la C.E.C.A., les stimulants qui résulteront du marché commun pour l'économie française, les garanties spéciales offertes à l'agriculture, l'harmonisation nécessaire des politiques économiques, le fonctionnement du conseil des ministres européens* (p. 101 à 103). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce une question orale relative à l'attribution d'essence aux touristes étrangers et aux touristes français pendant la période comprise entre le 1^{er} mai et le 1^{er} octobre 1957 [8 mars 1957] (p. 1390, 1391). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle des membres de l'Assemblée Nationale, en deuxième lecture [9 avril 1957] (p. 2106) ; — du projet de loi programme pour l'aide à la construction navale : *Ses observations sur l'industrie des réparations de navires et la réalisation d'ateliers de carénage à Brest* [19 juin 1957] (p. 2778) ; — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique

européenne et l'Euratom : *Participation de la France en chercheurs au sein du C.E.R.N.* [2 juillet 1947] (p. 3147) ; *Ses explications de vote : Leçon des luttes qui ont ensanglanté l'Europe, débouchés pour les régions sous-développées, tâches des organismes européens, projets de zone de libre-échange, l'intérêt de la France* [9 juillet 1957] (p. 3478, 3479). — Pose : à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative aux répercussions sur les budgets locaux du nouveau régime de la patente [12 juillet 1957] (p. 3565) ; — à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question orale relative aux prêts aux communes rurales pour la réfection de la voirie vicinale [6 décembre 1957] (p. 5210). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets, Art. 24 : *Son amendement (Transformation en emplois permanents d'emplois tenus au commissariat général du plan par des agents soumis aux dispositions de la loi du 13 août 1936)* [16 décembre 1957] (p. 5384) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Conditions anormales dans lesquelles la discussion de la loi de finances s'est ouverte ; Nécessité de connaître la répartition des dépenses par ministère, contrôle des dépenses par le Parlement, déficit des devises, effort d'exportation, restrictions de crédits, construction, avances de la Banque de France, finances locales* [18 décembre 1957] (p. 5466, 5467, 5468) ; *Rôle de la caisse de consolidation* (p. 5475) ; — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la revision constitutionnelle : *Son rappel au règlement (Déclaration du Gouvernement sur l'état de la situation en Tunisie)* [12 février 1958] (p. 712) ; *Possibilité d'un recours plus large au Conseil de la République* [14 février 1958] (p. 790) ; *Dégradation dans l'opinion publique du prestige des institutions parlementaires inadaptées au besoin d'une démocratie moderne, nécessité de remédier à des défauts fondamentaux de la Constitution, recherche d'un équilibre entre le Gouvernement et le Parlement nécessairement solidaires, fautes réciproques du Parlement et du Gouvernement, menace d'une revision fondamentale à défaut d'un aménagement respectueux des principes traditionnels de la République, difficultés d'application du nouvel article 17 (exemple de la Grande-Bretagne)* [20 février 1958] (p. 912, 913) ; *Nécessité d'une disposition complémen-*

taire permettant d'interdire aux collectivités locales toutes dépenses supplémentaires sans recettes en contrepartie, réforme électorale, revision des rapports entre la France et l'Union française, seul moyen de donner une solution française au problème algérien et de contenir l'évolution de l'Afrique Noire ; Compatibilité d'un gouvernement fort et d'un parlement efficace (p. 914, 915) ; *Motion préjudicielle de M. Ballanger tendant à statuer par priorité et par rapport séparé sur les modifications à apporter au titre VIII de la Constitution* (p. 922) ; en deuxième délibération, Art. 3 : *Son amendement tendant à rétablir la faculté d'abstention pour les députés en cas de participation aux travaux d'une institution internationale ou européenne, mission hors de la métropole, ou empêchement grave reconnu valable par le bureau de l'Assemblée Nationale* [21 mars 1958] (p. 1843) ; — sur la fixation de la date d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord : *Report du vote au lendemain* [15 avril 1958] (p. 2154). — Président du Conseil pressenti : Appelé le 23 avril 1958 ; Accepte le 28 avril 1958 ; Renonce le 2 mai 1958 ; Désigné de nouveau le 5 mai 1958 ; Accepte le 6 mai 1958 ; Abandonne le 8 mai 1958. — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* le 28 mai 1958. Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279). — S'excuse de son absence [7 février 1956] (p. 214). — Obient un congé [7 février 1956] (p. 214).

POHER (Alain), Sénateur de Seine-et-Oise
(M. R. P.).

Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)

(Cabinet FÉLIX GAILLARD)

du 11 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)* (Cabinet Félix Gaillard) [11 novembre 1957] (*J. O.* du 12 novembre 1957, p. 10594).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits militaires, SECTION MARINE : *Budget de rigueur imposé par la situation financière, maintien de l'essentiel des effectifs et du matériel par suite de l'effort de la marine en Algérie, nécessité de crédits de réévaluation pour les constructions navales, motifs et conséquences de la suppression de la tranche navale, nécessité de la continuité de la construction navale et aéronavale, perspectives ouvertes à la marine par le développement des armes navales et la découverte de la propulsion nucléaire, état d'avancement du sous-marin atomique, réformes à apporter dans la marine, concentration des arsenaux, révision des prix de revient, rôle et importance de la marine nationale* [4 mars 1958] (p. 1204, 1205, 1206). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine) [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

POIROT (M. Maurice), Député des Vosges, (N. I.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [16 juillet 1957] (p. 3626) ; de la Commission des boissons [16 juillet 1957] (p. 3626).

Dépôts :

Le 13 novembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier la législation sur les dommages de guerre en libérant les créances mobilières transférées à la construction, des restrictions imposées actuellement aux bénéficiaires de ces transferts, n° 3216. — Le 13 novembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 du décret-loi n° 55-22 du 4 janvier 1955 à l'effet de rétablir la forme sous seing privé pour les actes ayant trait au capital immobilier, n° 3217. — Le 21 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour protéger

les candidats constructeurs contre les abus de certains organismes, n° 4612. — Le 13 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un tarif national uniforme d'honoraires médicaux, n° 6161. — Le 7 février 1958, une proposition de loi tendant à compléter le Code rural en matière de plantations forestières, n° 6535. — Le 26 mars 1958, une proposition de loi tendant à mettre à la charge exclusive du budget de la Nation le financement de toutes les constructions scolaires de l'enseignement public, n° 7007.

Interventions :

Prend part à la discussion : sur la présentation du Gouvernement Antoine Pinay : *Imprécisions du programme proposé, nécessité de mettre fin rapidement à la guerre d'Algérie* [18 octobre 1957] (p. 4532, 4533) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Manque de générosité et de psychologie du Gouvernement, déception des anciens combattants, part infime dans le budget national des dépenses en leur faveur* [28 mars 1958] (p. 2086). = S'excuse de son absence [20 décembre 1956] (p. 6186), [5 décembre 1957] (p. 5157). = Obtient des congés [20 décembre 1956] (p. 6186), [5 décembre 1957] (p. 5157)..

POMMIER (M. Pierre), Député du Vaucluse (U. F. F.).

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 193) ; = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; Est élu Secrétaire de la Commission des affaires économiques [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 24 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des permissions agricoles exception-

nelles aux exploitants agricoles, à leurs enfants ou à leurs employés, actuellement sous les drapeaux, n° 747. — Le 15 mars 1956, une proposition de loi tendant à interdire la création de nouveaux magasins à succursales multiples et des grands magasins dits à prix unique, n° 1218. — Le 5 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire appel à l'épargne française pour financer les investissements nécessaires à la mise en valeur des richesses minières et pétrolifères du Sahara, n° 4394. — Le 24 juillet 1957, une proposition de loi tendant à fixer les principes du statut des militaires de carrière, n° 5639. — Le 19 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 58-72 du 30 janvier 1958 relatif aux primes d'encouragement à la culture de l'olivier, n° 6936.

Interventions :

Son rapport au nom du 8^e bureau sur les opérations électorales du département du Rhône (2^e circonscription) [20 janvier 1956] (p. 55). Son rapport supplémentaires sur les mêmes opérations électorales (2^e circonscription, 4^e siège) [3 février 1956] (p. 209). — Est entendu sur les conclusions de son rapport sur les opérations électorales du département du Rhône (2^e circonscription) : *sa demande de renvoi de la discussion* [2 février 1956] (p. 175). — Pose une question orale à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées relative au tracé du pipe-line Berre-Langres [9 mars 1956] (p. 784). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *mesures envisagées en faveur des calamités agricoles, marchés-gares* [15 mars 1956] (p. 973, 974); — des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire du 8^e bureau sur les opérations électorales du département du Rhône (2^e circonscription), en qualité de *Rapporteur* [18 avril 1956] (p. 1311); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *ses observations sur la superfiscalité et la nécessité de réaliser des économies* [19 octobre 1956] (p. 4265, 4266); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE :

Droits imprescriptibles des anciens combattants et victimes de la guerre, urgence d'une réforme administrative et d'une réforme de la fiscalité [26 mars 1958] (p. 2000, 2001); *son article additionnel prévoyant que la retraite des anciens combattants sera réglée trimestriellement comme par le passé* [28 mars 1958] (p. 2090).

POURTALET (M. Henri), Député des Alpes-Maritimes (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre de la Commission des Affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 22 février 1956, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 10 milliards de francs pour l'aide immédiate aux producteurs agricoles sinistrés par le gel, n° 666. — Le 18 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 300 millions de francs pour venir en aide aux victimes des graves incendies qui ont ravagé plusieurs communes des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône au cours de l'été 1957, n° 5753. — Le 28 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever pour les budgets 1959 et suivants, la part des communes sur les prélèvements opérés sur les produits bruts des jeux, n° 7067.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Aide à apporter aux agriculteurs et horticulteurs sinistrés par le froid, problème des cultures méditerranéennes, attribution de secours immédiats à court terme* [1^{er} mars 1956] (p. 615, 616); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 42-22 : *Son amendement indicatif (Orientation des relations culturelles avec les pays arabes, situation du personnel de l'enseignement laïque)* [13 juin 1956] (p. 2573);

le retire (p. 2575). — Est entendu sur la motion d'ordre de M. Lecourt : *Protestations contre le coup de force du colonel Nasser* [31 juillet 1956] (p. 3766). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité de bon voisinage signé entre la France et le Royaume-Uni de Libye : *Historique du partage de la Libye en zones d'influence, valeur stratégique actuelle, implantation des anglo-saxons, caractère inégal du traité franco-libyen, zones d'influence concédées aux trusts du pétrole* [22 novembre 1956] (p. 5028); *Nécessité de définir une nouvelle politique à l'égard des peuples du Moyen-Orient* (p. 5029); — du projet de LOI DE FINANCES POUR 1957, Art 14, Etat C, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Titre IV : *Insuffisance des crédits proposés par le Gouvernement, augmentation de la liste civile de l'ex-sultan Ben Arafa* [26 novembre 1956] (p. 5071); Art. 15, Etat D, CHARGES COMMUNES : *Aide économique au Maroc et à la Tunisie, conséquences de l'interception de l'avion transportant les chefs du F.L.N.* [4 décembre 1956] (p. 5488); — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle, Art. 3 : *Amendement de M. Dorey tendant aux avocats, notaires, architectes, les mesures prévues à cet article* [12 décembre 1956] (p. 5909); — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ordre du jour de M. Buron* [20 décembre 1956] (p. 6178); — sur une question orale de M. Gérard Duprat relative à l'arrêté d'expulsion pris par le Résident général de France au Maroc contre le secrétaire général du parti communiste marocain [28 décembre 1956] (p. 6372); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (politique extérieure du Gouvernement) : *Ses observations sur la politique arabe des Etats-Unis, l'attitude du Gouvernement français à l'égard de l'Egypte et d'Israël, la nécessité d'un règlement d'ensemble du problème du Moyen-Orient (propositions soviétiques), les relations franco-marocaines et franco-tunisiennes* [27 mars 1957] (p. 1889 à 1892); — d'un projet de loi relatif à la nationalisation de la Compagnie universelle du canal de Suez : *Indemnisation proposée par l'Egypte, violation du sixième principe adopté par le Conseil de sécurité instituant un tribunal d'arbitrage, aggravation des rapports franco-égyptiens, avantages accordés aux gros action-*

naires de la Compagnie du canal, conséquences pour les finances publiques, contradiction entre les arguments avancés pour justifier les opérations militaires contre l'Egypte et le présent projet, violation du droit international et notamment de la convention de 1866 [10 avril 1957] 2133, 2134); — des propositions de la Conférence des Présidents : *Sa demande de scrutin* [7 novembre 1957] (p. 4679); — du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention sur le statut de l'Union de l'Europe occidentale : *Sa demande de scrutin* [20 novembre 1957] (p. 4899); — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales : *Son article additionnel (Prélèvement sur le produit brut des jeux au bénéfice des communes)* [19 mars 1958] (p. 1724, 1725).

PRANCHÈRE (M. Pierre), Député de la Corrèze (C.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 172). = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à annuler les décisions prises en violation de la Constitution à l'encontre des personnels des établissements militaires de l'Etat (Air-Guerre-Marine), n° 656. — Le 5 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 792) de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant au payement de tous les jours fériés aux personnels ouvriers de la Défense nationale, n° 1648. — Le 17 mai 1956, une proposition de loi tendant à accorder une réduction spéciale de 200/0 du prix des aliments du bétail et des céréales secondaires aux petits et moyens éleveurs de pores, n° 1884. — Le 23 mai 1956, une proposition de loi tendant à accorder une permission de quinze jours aux soldats du contingent et aux disponibles maintenus et rappelés, après trois mois de présence en Afrique du Nord, n° 1907. — Le 28 décembre 1956, un rapport au nom de la Com-

mission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1° de M. André Beauguitte (n° 2628) tendant à allouer une prime spéciale aux agriculteurs rappelés sous les drapeaux ; 2° de M. Marcel Cachin et plusieurs de ses collègues (n° 2870) tendant à attribuer une prime de démobilisation de 30.000 francs à tous les réservistes, disponibles et maintenus renvoyés dans leurs foyers ; 3° de M. Pierre Ferrand (n° 2882) tendant à accorder une prime de libération de 20.000 à 50.000 francs, selon leur situation de famille, aux combattants d'Algérie, n° 3734. — Le 5 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réintégrer, sans délai, 12 ouvriers licenciés abusivement de la Manufacture d'armes de Tulle qui ont fait l'objet d'un jugement du tribunal administratif de Limoges, rendu le 7 décembre 1956 et déclarant abusif leur licenciement, n° 4402. — Le 27 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 5264) de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à appliquer intégralement aux travailleurs de l'Etat le décret du 22 mai 1951 ; 2° à réaliser le vœu émis par la Commission paritaire de la défense nationale lors de sa réunion du 13 janvier 1956 ; 3° à attribuer aux travailleurs de l'Etat une augmentation minimum de 15 francs de l'heure, n° 5997.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'âge* [19 janvier 1956] (p. 1). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale une question orale sur l'allocation de chômage de certains ouvriers auxiliaires des ponts et chaussées [20 avril 1956] (p. 1421). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A, Chap. 61-30 : *Situation des petits éleveurs de porcs, subvention pour l'achat de cuiseurs de pommes de terre* [29 mai 1956] (p. 2099, 2100) ; Chap. 61-80 : *Boisement du plateau de Millevaches, protection de la forêt contre les incendies, défense des exploitations familiales* (p. 2104, 2105) ; Art. 11 : *Taxe de circulation sur les viandes, conséquences de l'augmentation de cette taxe, bénéfices réalisés par les intermédiaires* [21 juin

1956] (p. 2852) ; — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits ; 2° création de ressources nouvelles ; 3° ratification de décrets : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 32-81 : *Son amendement indicatif (Révocation d'ouvriers travaillant dans les établissements militaires de l'Etat et dans des établissements privés travaillant pour la défense nationale)* [25 juillet 1956] (p. 3605) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement indicatif (Régime des permissions)* [26 juillet 1956] (p. 3649) ; *le retire* (ibid.). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [2 octobre 1956] (p. 3961). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 21, Etats I et J, DÉPENSES MILITAIRES, Section commune : *Attribution d'une prime de démobilisation aux soldats rappelés ou maintenus sous les drapeaux* [6 décembre 1956] (p. 5597) ; Etat J, Section guerre : *Situation du personnel administratif de la défense nationale, révocations pour motifs politiques* (p. 5624) ; Après l'article 21 : *Son article additionnel tendant à l'attribution d'une prime de démobilisation aux militaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux* (p. 5647) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur le marché du porc, la concurrence faite aux exploitations familiales par les élevages industriels, la nécessité de frapper ceux-ci d'une redevance spéciale et de diminuer la taxe de circulation de la viande* [1^{er} mars 1957] (p. 1239, 1240). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [1^{er} octobre 1957] (p. 4469). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative aux établissements travaillant pour la défense nationale [24 janvier 1958] (p. 240). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits militaires, SECTION COMMUNE : *Retard dans l'acheminement du courrier et des colis destinés aux soldats d'Algérie, nécessité d'exonérer ces envois de la taxe spéciale* [27 février 1958] (p. 1122) ; SECTION GUERRE : *Annulation par le tribunal administratif de Limoges de mesures de licenciements arbitraires d'ouvriers travaillant dans les établissements de la défense nationale, nécessité d'une réintégration rapide* [4 mars 1958] (p. 1201, 1202). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale relative à l'extradition du général Lammerding, respon-

sable des crimes commis à Tulle et à Oradour-sur-Glane [23 mai 1958] (p. 2444).

PRIN (Mme Jeannette), Député du Pas-de-Calais [2^e circonscription] (C.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 15 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les décisions de licenciements notifiées aux auxiliaires de bureau recrutés dans les services des directions du Secrétariat d'Etat à la Guerre avant le 3 août 1950, **n° 471**. — Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à relever le taux des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien est à l'armée, **n° 709**. — Le 28 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 relatif à l'allocation aux familles nécessiteuses dont le soutien est à l'armée, **n° 796**. — Le 23 mars 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 270) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à trente-six heures la durée maximum du travail hebdomadaire du personnel féminin des P.T.T. des services du téléphone et des chèques postaux, **n° 1400**. — Le 20 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 709) de Mme Prin et plusieurs de ses collègues tendant à relever le taux des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien est à l'armée, **n° 1571**. — Le 25 mai 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 911) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer une indemnité de risques aux agents des lignes et aux employés des P.T.T., **n° 1943**. — Le 2 août 1956, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux salariés de toutes les agglomérations industrielles l'attribution de la prime spéciale uniforme mensuelle de transport et à relever le taux de cette prime, **n° 2782**. — Le 9 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 373) de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compter à temps complet la durée du travail du receveur distributeur des P.T.T. lorsque son bureau est ouvert aux opérations postales, **n° 3192**. — Le 15 novembre 1956, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 1626) de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la gratuité du voyage par chemin de fer ou autobus à tous les militaires accomplissant leur service actif, pour toute permission au-dessus de quarante-huit heures et pour une distance de plus de 100 kilomètres aller et retour, **n° 3253**. — Le 1^{er} décembre 1956, une proposition de loi tendant à la prise en compte de la période réglementaire d'éloignement du service de la femme fonctionnaire pour élever un ou plusieurs de ses enfants, en ce qui concerne l'ancienneté de service et de traitement et les versements pour pension de retraite, **n° 3405**. — Le 5 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 18 avril 1956 sur le projet de loi réglementant la colombophilie civile, **n° 3451**. — Le 13 février 1957, une proposition de loi tendant à classer dans la catégorie B pour la fixation de l'âge et de la durée des services ouvrant droit à une pension d'ancienneté le personnel féminin de l'administration des P.T.T., **n° 4123**. — Le 14 février 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1^o de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 603) tendant à inviter le Gouvernement à terminer rapidement l'intégration de 18.000 agents et agents principaux d'exploitation des P.T.T. en contrôleurs et contrôleurs principaux et de 1.800 agents des installations en contrôleurs et contrôleurs principaux des installations électro-mécaniques; 2^o de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 1909)

tendant à inviter le Gouvernement à réaliser les transformations respectives de 18.000 emplois d'agents d'exploitation des P. T. T. en emplois de contrôleurs et de 1.800 emplois d'agents des installations en contrôleurs des installations électro-mécaniques, n° 4130. — Le 14 février 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 372) de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime de suppléance électrique des receveurs-distributeurs des P. T. T. de manière à ce que l'administration des P. T. T. soit l'employeur direct des suppléants, n° 4131. — Le 21 février 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de MM. Dorey, Gabelle et Schaff (n° 2555) tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les fonctionnaires des P. T. T. appartenant aux centres de tri postaux, aux centraux téléphoniques et centres de chèques; 2° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 3019) tendant à étendre le bénéfice de la classification en catégorie B pour la détermination de l'âge et du calcul du droit à la retraite à toutes les catégories de personnels travaillant dans les centres de tri postaux, n° 4230. — Le 12 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 793) de Mme Prin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 relatif à l'allocation aux familles nécessiteuses dont le soutien est à l'armée, n° 4515. — Le 10 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République réglementant la colombophilie civile, n° 4837. — Le 23 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 3019) tendant à étendre le bénéfice de la classification en catégorie B pour la détermination de l'âge et du calcul du droit à la retraite à toutes les catégories de personnels travaillant dans les centres de tri postaux, n° 5594. — Le 23 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de MM. Dorey, Gabelle et

Schaff (n° 2555) tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les fonctionnaires des P. T. T. appartenant aux centres de tri postaux, aux centraux téléphoniques et centres de chèques, n° 5595. — Le 3 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer aux militaires blessés en Algérie et en convalescence dans la métropole la solde qu'ils perçoivent en Afrique du Nord, n° 6051. — Le 3 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles au paiement de l'allocation aux familles nécessiteuses dont le soutien est sous les drapeaux, pendant toute la durée du service militaire, n° 6052. — Le 7 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les dispositions concernant le retour gratuit des paniers servant à la pratique du sport colombophile, n° 6537.

Interventions :

Est nommée *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [25 janvier 1956] (p. 80). — Prend part à la discussion du projet de loi : portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 47-46 : *Son amendement indicatif relatif à l'attribution de l'allocation militaire* [8 juin 1956] (p. 2472); *le retire* (ibid.); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 35-33 : *Ses observations relatives à la situation du personnel des phares* [12 juin 1956] (p. 2517); P. T. T., Etat E, Chap. 10-00 : *Son amendement indicatif (étalement sur cinq mois des congés)* [20 juin 1956] (p. 2787); Chap. 11-20 : *Son amendement indicatif relatif à la rétribution des heures supplémentaires effectuées par les agents des P. T. T.* (p. 2806); Chap. 10-20 : *Son amendement indicatif (surclassement de 643 recettes)* [22 juin 1956] (p. 2976); *Son amendement indicatif (réduction à trente-six heures de la semaine de travail des personnels féminins des services téléphoniques et des chèques-postaux)* (p. 2977); *Son amendement indicatif (relèvement des indices de traitement des agents d'exploitation)* (p. 2977); *Son amendement indicatif (titularisation des auxiliaires par la création de 10.000 emplois d'agents d'exploitation)* (p. 2977); Chap. 1040 : *Son*

amendement indicatif (réforme de la catégorie « employés ») (p. 2977); *le retire* (ibid.); — portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits; 2° création de ressources nouvelles; 3° ratification de décrets : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 33-83 : *Son amendement indicatif (montant et attribution des allocations militaires)* [25 juillet 1956] (p. 3606, 3607); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 32-41 : *Son amendement indicatif (alimentation des soldats stationnés en Afrique du Nord)* [26 juillet 1956] (p. 3651). — Est nommée *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 octobre 1956] (p. 3993). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 21, Etats I et J, DÉPENSES MILITAIRES, Section commune : *Montant et attribution des allocations militaires* [6 décembre 1956] (p. 5600); Art. 18, Etats G et H, P.T.T. : *Conditions de travail du personnel féminin; réduction à trente six heures de la durée hebdomadaire du travail; insuffisance des crédits affectés au service social; problème du logement; fonctionnement du service médical* [7 décembre 1956] (p. 5704); — d'interpellations sur la politique économique du Gouvernement : *Augmentation du prix de la vie et blocage des salaires, situation économique due à la politique de guerre en Algérie, suppression de la prime dite de danger aux soldats envoyés en Afrique du Nord* [20 septembre 1957] (p. 4275, 4276). — Est nommée *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [2 octobre 1957] (p. 4483). — Prend part à la discussion : des propositions de la Conférence des Présidents (*Augmentation immédiate des allocations familiales par l'octroi du treizième mois*) [15 novembre 1957] (p. 4824); — du projet de loi sur les institutions de l'Algérie : *Aggravation de la misère des travailleurs due à la poursuite de la guerre en Algérie, protestations de nombreux soldats ayant servi en Algérie, orientation vers une politique de progrès social* [26 novembre 1957] (p. 4962, 4963); — d'une proposition de loi relative au relèvement du taux des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien est à l'armée, en qualité de *Rapporteur* : *Suppression des catégories* [6 décembre 1957] (p. 5218, 5219). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative au logement des travailleurs nord-africains en France [7 février 1958] (p. 596, 597). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958,

deuxième partie, crédits militaires, Section commune : *Horreur et injustice de la guerre d'Algérie, témoignage de nombreux officiers et soldats relatifs aux tortures exercées en Algérie* [27 février 1958] (p. 1120, 1121); *est rappelée à l'ordre* (p. 1121); *Condamnation scandaleuse d'un jeune soldat ayant refusé de combattre le peuple algérien, aggravation de la situation militaire* (p. 1122).

PRIOU (M. Victor), Député de la Mayenne (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [3 juin 1957] (p. 2643); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des affaires économiques [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 13 mars 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 54-1153 du 13 novembre 1954, relatif à l'augmentation du droit de consommation sur l'alcool, n° 1178. — Le 13 mars 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 concernant les bouilleurs de cru, n° 1179. — Le 12 juillet 1957, une proposition de loi tendant à permettre la révision de la classification de certaines unités combattantes au titre de la guerre 1914-1918, n° 5484. — Le 25 juillet 1957, une proposition de loi tendant à revaloriser le pouvoir d'achat des familles nombreuses par l'établissement d'un rapport constant entre le S.M.I.G. et le taux de paiement des allocations familiales, n° 5673. — Le 6 février 1958, une proposition de loi tendant à autoriser les agents des collectivités locales retraités qui étaient affiliés au régime de retraites des fonctionnaires de l'Etat, à demander la validation de leurs services locaux, n° 6515. — Le 23 mai 1958, une proposition de loi tendant à accorder des remises universitaires aux enfants des familles rurales, n° 7182.

S'excuse de son absence [16 janvier 1958] (p. 73). — Obtient un congé [16 janvier 1958] (p. 73).

PRISSET (M. Georges), *Député de Maine-et-Loire (M. R. P.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de l'éducation nationale [28 février 1956] (p. 522), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1); de la Commission de la reconstruction des dommages de guerre et du logement [29 novembre 1957] (p. 5056).

Dépôts :

Le 17 mai 1956, un rapport, au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale dans sa première législature tendant à modifier l'article 48 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 en ce qui concerne l'attribution et le taux de remboursement des bons de lait, n° 1872. — Le 20 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 189) de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant au maintien du rang des derniers enfants des familles nombreuses dans le calcul des avantages familiaux, n° 2269. — Le 30 octobre 1956, une proposition de loi tendant à réglementer la profession du gardiennage, n° 3105. — Le 7 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 2818), tendant à ratifier le décret n° 56-858 du 29 août 1956 modifiant le nombre des membres du Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme (art. 93 du Code des mesures concernant les débits de boissons et la lutte contre l'alcoolisme), n° 3161. — Le 7 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 871) de Mme Francine Lefebvre et M. Jean Cayeux relative à la fermeture hebdomadaire

des débits de boissons, n° 3162. — Le 12 décembre 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 871) de Mme Francine Lefebvre et M. Jean Cayeux relative à la fermeture hebdomadaire des débits de boissons, n° 3525. — Le 31 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 3080) de M. Jean Villard, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret n° 52-275 du 28 février 1952 fixant la somme minima laissée mensuellement à la disposition des bénéficiaires de l'aide sociale placés dans les établissements hospitaliers, n° 3970. — Le 6 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 3875) de MM. Ruclore et Prisset tendant à modifier l'article premier du Code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (classification des boissons), n° 4036. — Le 19 juin 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de résolution : 1° de M. Courrier et plusieurs de ses collègues (n° 4483) tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à renforcer les dispositions du décret n° 49-373 du 17 mars 1949, article R 5213 du Code de la santé publique, et la réglementation des substances toxiques ; 2° de M. Michel Jacquet et plusieurs de ses collègues (n° 4538) tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à renforcer les dispositions du décret du 17 mars 1949 (art. R 5213 du Code de la santé publique) ; 3° de M. Cupfer et plusieurs de ses collègues (n° 4576) tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à renforcer les dispositions du décret du 17 mars 1949 (art. R. 5213 du Code de la santé publique) ; 4° de M. Gagnaire et plusieurs de ses collègues (n° 4586) tendant à inviter le Gouvernement à compléter le décret du 17 mars 1949 relatif au Code de la santé publique, n° 5164. — Le 28 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 4942) de MM. Jean Cayeux et Buron tendant à inviter le Gouvernement à fonder un lycée franco-hongrois, n° 6015. — Le 4 février 1958, une proposition de loi tendant à inclure la crème glacée dans

(1) Démissionnaire [29 novembre 1957] (p. 5046).

l'article 271, alinéa 2, du Code général des impôts, n° 6497. — Le 26 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 6392) de M. Courrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à décider l'application effective de l'article 507 du Code de la santé publique au sujet des Commissions chargées de se prononcer sur la qualification professionnelle d'opticien ; 2° à modifier la représentation professionnelle dans ces Commissions en y admettant des membres du syndicat des opticiens-lunetiers, n° 7023. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 6735) de M. Cormier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter à 1.000 francs la somme minima laissée mensuellement à la disposition des bénéficiaires de l'aide sociale placés dans les établissements hospitaliers, n° 7257. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 7022) de M. Cormier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires devant permettre aux vieillards, malades ou infirmes, placés dans des établissements de retraites ou hospitaliers de connaître le montant des allocations, retraites ou pensions dont ils sont bénéficiaires en vue de leur permettre d'obtenir l'intégral versement des 10 0/0, n° 7259.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Titres III et IV : *Problèmes posés par la psychiatrie infantile* [29 novembre 1956] (p. 5275) ; — de la proposition de loi relative à la fermeture hebdomadaire des débits de boissons, en qualité de *Rapporteur* : *Intérêt social du projet (repos hebdomadaire)* [24 janvier 1957] (p. 292) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des diminués physiques, Art. 32 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Titeux prévoyant la représentation des organisations syndicales des*

médecins du travail de sanatorium et d'orientation professionnelle [25 juin 1957] (p. 2946) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Titeux prévoyant la représentation de la confédération générale des cadres* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter et renforcer le réglementation des substances toxiques employées pour la coiffure, en qualité de *Rapporteur* : *Décret du 17 mars 1949 réservant aux coiffeurs l'usage de certains produits* ; *rapport de M. Truffert au nom de la section de l'hygiène industrielle du conseil supérieur de l'hygiène publique de France, danger de la vente libre de certains produits, cas de décès récents* [25 juin 1957] (p. 2958, 2959). — Pose une question orale à M. le Président du Conseil (énergie atomique) relative à la construction de l'usine de traitement d'uranium à Malvaisie (Aude) [27 décembre 1957] (p. 5605). = S'excuse de son absence [8 juin 1956] (p. 2451).

PRIVAT (M. Albert), *Député de la Seine (4^e circonscription) (U. F. F.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et les sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [18 octobre 1957] (p. 4537).

Dépôts :

Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à rétablir des rapports humains normaux entre les contribuables et les administrations publiques par une mesure générale d'amnistie fiscale et pénale, n° 447. — Le 12 juin 1956, une proposition de loi tendant à encourager et à promouvoir les économies dans les administrations publiques, n° 2147. — Le 16 juillet 1957, une proposition de loi tendant à porter à 600.000 francs le plafond des bénéfices imposables dans les professions industrielles et commerciales lorsque le conjoint participe effectivement à l'exploitation, n° 5498.

— Le 28 octobre 1957, une proposition de loi tendant au renouvellement de l'Assemblée Nationale, n° 5851. — Le 26 novembre 1957, une proposition de loi tendant à indemniser un citoyen français, collaborateur de l'Etat, de la confiscation injustifiée de ses biens, industriels et privés, par l'administration coloniale, n° 5962.

— Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales), annexe n° 24 : rapport sur les crédits du budget annexe des Monnaies et Médailles, n° 6609.

— Le 10 mars 1958, une proposition de loi tendant à fixer les conditions de la rééligibilité des parlementaires à la première législature suivant celle au cours de laquelle il a été procédé à la révision de la Constitution, n° 6847.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du 4^e rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (6^e siège) : *Fascisme et poujadisme* [10 février 1956] (p. 238) ; — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la location-gérance des fonds de commerce et établissements artisanaux ; Art. 4 : *Son amendement (Activité exigée du commerçant mettant son fonds en gérance)* [6 mars 1956] (p. 669) ; Art. 8 : *Son amendement (Durée pendant laquelle loueur et gérant sont solidairement responsables)* [6 mars 1956] (p. 671, 672) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 44-99 : *Suppression de l'indemnité d'arrachage des pommiers à cidre* [29 mai 1956] (p. 2074) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-11 : *Création de postes de préfets hors-cadres; différence entre les traitements des personnels de police de la Seine et ceux de la Seine-et-Oise; retraite des agents de la préfecture de police; situation administrative des officiers de police* [7 juin 1956] (p. 2403) ; P. T. T., Etat E, Chap. 11-10 : *Intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs; attribution d'une indemnité de risque au personnel de distribution et aux agents des lignes* [20 juin 1956] (p. 2803) ; Art. 42 : *Ses observations sur le montant des loyers des H. L. M.* [21 juin 1956] (p. 2882) ; Art. 67 : *Observations sur la mission des brigades polyvalentes; remises d'amendes accordées aux grandes sociétés* [22 juin 1956] (p. 2953) ; Art. 12 : *Ressources négligées par la S.N.C.F.* (p. 2972) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au vote du budget jusqu'au dépôt, par le Gouvernement, d'une deuxième lettre rectificative (Reprise de la motion de M. Bégouin)* (p. 2983) ; *la retire* (p. 2984) ; *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 12 et pour l'adoption de l'article 2 et de l'ensemble du projet de loi; refus du Gouvernement de réaliser des économies* [26 juin 1956] (p. 3020, 3021) ; en deuxième lecture, Art. 12 : *Charges nouvelles imposées aux petits transporteurs* [23 juillet 1956] (p. 3522) ; en troisième lecture, Art. 12 : *Sa demande de disjonction* [26 juillet 1956] (p. 3693) ; *Son sous-amendement tendant à prévoir la consultation des Commissions des finances de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République pour les mesures envisagées dans l'amendement de M. Marcellin* (p. 3695) ; — en troisième lecture du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article premier, de l'article 6 et de l'ensemble du projet* [21 juin 1956] (p. 2837) ; — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o Ouverture et annulation de crédits ; 2^o Création de ressources nouvelles ; 3^o Ratification de décrets, SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 32-41 : *Réduction des forfaits pour les artisans dont les ouvriers ont été rappelés sous les drapeaux* [26 juillet 1956] (p. 3650) ; en deuxième lecture, Art. 14 bis : *Son amendement tendant à limiter l'impôt sur les suppléments de bénéfices aux entreprises travaillant pour la défense nationale* [31 juillet 1956] (p. 3770) ; *Son amendement tendant à placer la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers avant la majoration de la taxe proportionnelle sur les valeurs mobilières* (p. 3770) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement ; ses observations sur : *les impôts nouveaux; le refus de réaliser des économies; la réforme fiscale et le rétablissement envisagé des brigades polyvalentes; la baisse des prix agricoles* [19 octobre 1956] (p. 4265). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale une question orale relative aux sanctions qui auraient

lentes; remises d'amendes accordées aux grandes sociétés [22 juin 1956] (p. 2953) ; Art. 12 : *Ressources négligées par la S.N.C.F.* (p. 2972) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au vote du budget jusqu'au dépôt, par le Gouvernement, d'une deuxième lettre rectificative (Reprise de la motion de M. Bégouin)* (p. 2983) ; *la retire* (p. 2984) ; *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 12 et pour l'adoption de l'article 2 et de l'ensemble du projet de loi; refus du Gouvernement de réaliser des économies* [26 juin 1956] (p. 3020, 3021) ; en deuxième lecture, Art. 12 : *Charges nouvelles imposées aux petits transporteurs* [23 juillet 1956] (p. 3522) ; en troisième lecture, Art. 12 : *Sa demande de disjonction* [26 juillet 1956] (p. 3693) ; *Son sous-amendement tendant à prévoir la consultation des Commissions des finances de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République pour les mesures envisagées dans l'amendement de M. Marcellin* (p. 3695) ; — en troisième lecture du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article premier, de l'article 6 et de l'ensemble du projet* [21 juin 1956] (p. 2837) ; — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o Ouverture et annulation de crédits ; 2^o Création de ressources nouvelles ; 3^o Ratification de décrets, SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 32-41 : *Réduction des forfaits pour les artisans dont les ouvriers ont été rappelés sous les drapeaux* [26 juillet 1956] (p. 3650) ; en deuxième lecture, Art. 14 bis : *Son amendement tendant à limiter l'impôt sur les suppléments de bénéfices aux entreprises travaillant pour la défense nationale* [31 juillet 1956] (p. 3770) ; *Son amendement tendant à placer la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers avant la majoration de la taxe proportionnelle sur les valeurs mobilières* (p. 3770) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement ; ses observations sur : *les impôts nouveaux; le refus de réaliser des économies; la réforme fiscale et le rétablissement envisagé des brigades polyvalentes; la baisse des prix agricoles* [19 octobre 1956] (p. 4265). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale une question orale relative aux sanctions qui auraient

été prises à l'égard de certains dirigeants de l'Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne (U. R. S. S. A. F.) [7 décembre 1956] (p. 5678, 5679); — à M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question orale relative à la rémunération des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs des finances [21 décembre 1956] (p. 6202). — Prend part à la discussion : en quatrième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Application du nouveau régime des patentes* [28 décembre 1956] (p. 6387); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Politique économique et financière) : *Ses observations sur l'augmentation des dépenses de l'Etat par rapport à 1913 ; les impôts nouveaux ; la nécessité de réaliser des économies notamment dans les entreprises nationalisées (traitements trop élevés des dirigeants) et d'entreprendre une réforme fiscale* [15 mars 1957] (p. 1635 à 1637); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs : *Ses observations sur l'attribution défectueuse des H. L. M.* [11 avril 1957] (p. 2206, 2207); *Loyer excessif des H. L. M. les rendant inaccessibles aux ouvriers modestes ; inopportunité de la question des meublés dans la loi-cadre* (p. 2208); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article (Autorisation préalable pour les constructions de caractère social insuffisant)* [12 avril 1957] (p. 2244); Art. 37 : *Son amendement tendant à prévoir des sanctions pour les locataires mauvais payeurs* [16 mai 1957] (p. 2484); *Son amendement tendant à subordonner l'application de cet article au vote d'un statut des meublés* (p. 2486); Est rappelé à l'ordre (*ibid.*). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air), une question orale relative aux sanctions prises dans une affaire de tentative de corruption de fonctionnaires par un industriel sans industrie [12 avril 1957] (p. 2232); — à M. le Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement une question orale relative à la majoration des loyers d'H. L. M. [17 mai 1957] (p. 2534). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Critiques des détaxations et de la majoration du prix de l'essence* [17 mai 1957] (p. 2547); Article unique : *Sa demande de disjonction du troisième alinéa de cet article* (p. 2568); — d'un projet

de loi concernant diverses dispositions relatives au Trésor; Art. 8 : *Question préalable opposée par M. Mignot : ses observations sur le respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire, libre d'interpréter les textes* [19 juin 1957] (p. 2784); — d'un projet de loi portant assainissement économique et financier : *Répercussion de la majoration du prix de l'essence sur les prix ; nécessité d'une réforme administrative et fiscale* [21 juin 1957] (p. 2855, 2856); — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *Son hommage à l'armée ; sa demande de relève générale après un séjour de douze mois en Algérie* [16 juillet 1957] (p. 3652); — du rapport de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Bouyer [23 juillet 1957] (p. 3835); — d'un projet de résolution et d'une proposition de loi concernant l'ouverture du crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale pour l'installation du vote électronique; Art. 2 : *Son amendement prévoyant qu'une économie équivalente à cette dépense sera réalisée sur le budget de l'Assemblée Nationale* [23 juillet 1957] (p. 3838); — du projet de loi tendant à approuver une convention entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Ses explications de vote* [7 novembre 1957] (p. 4681); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Ses explications de vote : Caractère inflationniste des impôts demandés ; régime fiscal des coopératives et magasins à prix unique ; rétablissement inadmissible de l'ordonnance de 1945 ; aggravation de la situation économique et sociale de la France avec le vote des dispositions financières* [19 novembre 1957] (p. 4876); en deuxième lecture : *Régimes fiscaux préférentiels accordés à certaines grandes sociétés* [3 décembre 1957] (p. 5122); Article unique : *Son amendement (Egalité et justice fiscale pour tous les organismes commerciaux, magasins à prix unique)* (p. 5124); *Ses explications de vote sur la question de confiance : Egalité fiscale entre le commerce de détail, les magasins à prix unique et les fausses coopératives* [5 décembre 1957] (p. 5152); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et

ratification de décrets : *Désordre économique et financier accentué du fait de l'extension continue d'une politique dirigiste ; application de la taxe sur la valeur ajoutée aux artisans fiscaux, opération 20 0/0 ; réévaluation du stock d'or de la Banque de France ; appel à un emprunt étranger ; affichage dans les boutiques des sommes d'impôts payées sur chaque produit* [12 décembre 1957] (p. 5323) ; Art. 32 : *Intégration de 500 fonctionnaires dans les services de la police économique* [16 décembre 1957] (p. 5387) ; — de l'interpellation de M. Berthommier relative au déplacement de M. Commin en Algérie : *Son ordre du jour tendant à regretter que le Gouvernement n'ait pas désavoué les contacts pris par certaines personnalités avec la rébellion* [13 décembre 1957] (p. 5340) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Mode de présentation du budget ; charges fiscales ; préparation à l'entrée dans le marché commun ; économies sur les investissements productifs ; situation du fonds routier ; retour au secteur privé de sociétés nationales ou de sociétés d'économie mixte ; création d'une caisse ayant pour but de contribuer à rétablir la situation monétaire et de financer la construction de logements ; situation de l'industrie hôtelière ; disparité des prix industriels et des prix agricoles ; problème des anciens combattants* [17 décembre 1957] (p. 5445, 5446) ; en deuxième lecture : *Réforme fiscale ; déficit de la R. A. T. P. ; allocations familiales* [26 décembre 1957] (p. 5541) ; Art. 3 : *Sa demande de disjonction ; contribution des employeurs tendant à compenser la majoration des tarifs de la R.A.T.P.* (p. 5543) ; — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux ; avant l'article premier : *Son amendement (Application des dispositions du présent décret aux autorisations d'occupations précaires accordées par l'administration ou les sociétés nationales pour les locataires ou leurs ayants droit occupant les lieux depuis dix ans)* [5 février 1958] (p. 532) ; Art. 1^{er} : *Amendements relatifs au versement de l'indemnité au locataire évincé en cas de reconstruction d'un immeuble démolé pour insalubrité* (p. 537, 541) ; Art. 2 : *Amendement de M. Berthommier (Fixation de l'indemnité en cas d'exercice du droit de reprise partielle par le propriétaire)* [6 février 1958] (p. 566) ; *Amendements relatifs à la reprise du local d'habitation accessoire du local commercial* (p. 571) ; *Son amendement (Limitation du prix*

des loyers et leur modification suivant la variation de l'indice des 250 articles) (p. 576) ; *Principe de la double expertise* (p. 578). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question orale relative au non-lieu concernant une plainte portée contre l'Office national de navigation [14 février 1958] (p. 773, 774). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements : *Renforcement de la politique d'économie dirigée ; nombreux abus de l'Etat (Multiplication d'organismes inutiles, achat d'immeubles et de terrains, surnombre des fonctionnaires) ; nécessité d'une réforme administrative et fiscale ; aggravation de la situation économique du pays* [6 mars 1958] (p. 1270, 1271) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Sa motion préjudicielle (Designation d'une Commission parlementaire chargée d'enquêter sur les agissements d'un haut fonctionnaire de l'Office national de navigation)* [10 mars 1958] (p. 1410) ; *la retire* (p. 1411) ; *Sa motion tendant à la disjonction de l'article 18 (Contrôle des investissements privés)* (p. 1476) ; Art. 18 : *Amendement de M. Louvel (Contrôle des investissements de caractère somptuaire ou inutile)* (p. 1478) ; en deuxième lecture, deuxième partie, Crédits militaires ; Art. 145 bis : *Son amendement (Rapport relatif à la régularité de certains marchés du Secrétariat d'Etat à l'Air) ; nomination, à titre exceptionnel, d'un officier supérieur* [25 mars 1958] (p. 1930, 1931) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 73 : *Prime de risque des agents caténaires* [25 mars 1958] (p. 1956) ; *Article additionnel de Mlle Marzin (Utilisation au bénéfice des établissements publics des fonds destinés à l'enseignement privé au titre de la loi Barrachin-Barangé)* (p. 1958) ; — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales : *Motion de M. Vallin tendant à examiner en priorité l'article 20 relatif au régime de la taxe locale* [19 mars 1958] (p. 1698) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à disjoindre cet article (Taxe frappant les chiens d'agrément et les chiens servant à la chasse)* (p. 1707) ; Art. 11 : *Sa motion tendant à la disjonction de cet article (Majoration de la patente)* (p. 1712, 1713) ; Art. 12 : *Sa motion tendant à disjoindre cet article (Taxe sur les domestiques)* (p. 1715) ; *Article additionnel de M. Defferre (Création d'une taxe de stationnement des véhicules auto-*

mobiles sur la voie publique) (p. 1724); *Ses explications de vote (Proteste contre l'augmentation des taxes sur la propriété bâtie et les patentes)* (p. 1730); — du projet de loi relatif au régime fiscal d'un emprunt à émettre en 1958; Article unique : *Amendement de M. Pierre Meunier (Non-assujettissement à la surtaxe progressive des soldes perçues par les militaires du contingent servant au-delà de la durée légale)* [25 mars 1958] (p. 1924); — sur une question orale posée par M. Minjoz relative au marché du vin [23 mai 1958] (p. 2446).

PRONTEAU (M. Jean), Député de la Charente (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôt :

Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie : moyens des services et dispositions spéciales), annexe n° 27 : rapport sur le budget annexe de l'Imprimerie nationale, n° 6609.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi créant un fonds national de solidarité, Art. 1^{er} : *Son amendement rectifié tendant à remplacer l'augmentation de 10 0/0 de l'impôt sur les personnes physiques par la taxation des revenus des dirigeants de sociétés* [2 mai 1956] (p. 1665). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*affaire du canal de Suez*) [2 août 1956] (p. 3838). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la Fonction publique, une question orale relative à l'admission au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration [9 novembre 1956] (p. 4570, 4571, 4572). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Caractère périmé des*

prévisions budgétaires; conséquence de la crise de Suez; diminution de la production; diminution des heures de travail et extension du chômage partiel; augmentation des prix; détérioration de la balance des paiements; diminution des rentrées fiscales; caractéristiques de la situation économique; stagnation de la construction des logements; diminution de la part de l'agriculture dans le revenu national; faiblesse des investissements productifs; misère de l'université et de la recherche scientifique [21 novembre 1956] (p. 4968, 4969); *politique catastrophique du Gouvernement; poursuite de la guerre en Algérie; militarisation de l'économie; privilèges accordés aux grandes entreprises; opposition aux revendications ouvrières et des fonctionnaires; nécessité d'une réforme fiscale (proposition du groupe communiste)* (p. 4969, 4970); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Négociation de la paix en Algérie; pratique d'une politique de progrès social; coût budgétaire et économique de la guerre d'Algérie (source de l'inflation); hausse des prix; prélèvement des ressources nouvelles sur l'enrichissement des grandes sociétés capitalistes* [14 novembre 1957] (p. 4788 à 4791); *vote de la motion préjudicielle communiste* [15 novembre 1957] (p. 4851); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Est rappelé à l'ordre* [27 mai 1958] (p. 2540).

PROT (M. Louis), Député de la Somme (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 31 juillet 1956, une proposition de loi tendant à garantir aux ayants droit : 1^o d'un assuré du régime général de sécurité sociale, titulaire d'une pension d'invalidité convertie en pension vieillesse, le versement du capital-décès prévu par l'article 73 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945; 2^o d'un titulaire d'une allocation, d'une pension ou d'une rente du régime général de sécurité sociale, le versement d'une

allocation de décès égale à deux trimestres d'arrérages, n° 2722. — Le 12 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la chasse de nuit à la hutte, à la tonne ou au gabion, n° 4897.

PROVO (M. Victor), *Député du Nord* [2^e circonscription] (S.).

Son élection est validée [28 février 1956] (p. 523). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Président de la Commission de l'intérieur [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 17 février 1956, un rapport fait (au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10592) de M. Provo et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux maires et adjoints des communes ainsi qu'aux conseillers municipaux de Paris le bénéfice de la sécurité sociale lorsque leurs fonctions électives ne leur permettent pas l'exercice de leur profession antérieure, n° 614. — Le 22 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer sans tarder un statut particulier aux fonctionnaires du corps de direction et de contrôle de la Sécurité nationale, n° 4261. — Le 5 mars 1957, un rapport au nom de la délégation de la Commission de l'intérieur qui a été chargée, par l'Assemblée Nationale, le 26 octobre 1956, d'enquêter sur les sévices qui auraient été infligés, au cours de leur interrogatoire, à certaines personnes, dans le département d'Oran, n° 4404. — Le 12 mars 1957, une proposition de loi tendant à la validation, pour la retraite, de certains services auxiliaires, n° 4471. — Le 27 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République portant création, à Alger, de deux nouvelles justices de paix et, à Chéragas, d'une justice de paix à compétence étendue, n° 6266. — Le 27 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le

projet de loi (n° 4521) relatif à l'assiette des impôts directs et taxes assimilées en Algérie, n° 6267. — Le 21 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 4261) de M. Provo et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer sans tarder un statut particulier aux fonctionnaires du corps de direction et de contrôle de la Sécurité nationale, n° 6460. — Le 7 février 1958, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956, sur : 1° le projet de loi sur les hôpitaux et hospices publics; 2° les propositions de loi : a) de M. Jean-Paul Palewski sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers; b) de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues sur l'ordonnancement et le fonctionnement des établissements hospitaliers; c) de M. Jean Guilton et plusieurs de ses collègues relative au remplacement de la loi du 21 décembre 1941 sur la législation hospitalière; d) de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues tendant à réorganiser les hôpitaux publics et à instituer le plan hospitalier du territoire; e) de M. Klock et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 10 de la loi maintenue du 21 décembre 1941 relative aux hôpitaux et hospices civils; f) de Mme Francine Lefebvre sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers; g) de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 16 de la loi du 21 décembre 1941 afin de donner compétence aux commissions administratives dans le choix de médecins, chirurgiens, pharmaciens et spécialistes des hôpitaux et hospices; II. la proposition de loi de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 678 à 725 du Code de la santé publique (Hôpitaux et hospices publics), n° 6531.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Article additionnel de M. Arrighi : prorogation jusqu'à la date du 30 juin 1956 du mandat des parlementaires des départements d'Algérie* [9 mars 1956] (p. 828). — En sa qualité de *Président de la Commission*

de l'intérieur demande des pouvoirs d'enquête [16 octobre 1956] (p. 4125). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les institutions en Algérie : *Demande le renvoi de la discussion au mercredi 25 septembre 1957* [23 septembre 1957] (p. 4314); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Trémolet de Villers prévoyant la place de l'Algérie dans la communauté française; la situation particulière de l'Algérie; la participation de tous les citoyens habitant l'Algérie à la souveraineté française* [27 septembre 1957] (p. 4416); — d'un projet de loi relatif à la réforme hospitalière : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion de ce projet de loi portant atteinte à l'autonomie des collectivités locales* [5 décembre 1957] (p. 5157, 5158); — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales : *Motion de M. Vallin tendant à examiner en priorité l'article 20 relatif au régime de la taxe locale* [19 mars 1958] (p. 1698); Art. 1^{er} : *Motion de M. Lenormand tendant à disjoindre cet article (suppression du régime particulier prévu pour la contribution foncière des constructions nouvelles)* (p. 1701); Art. 2 : *Amendement de M. Médecin (ressources dont disposent les communes pour la voirie)* (p. 1702, 1703); *Amendement de M. Penven (nombre de journées de prestations)* (p. 1703); Art. 10 : *Motions tendant à la disjonction de cet article (taux de la taxe d'habitation)* (p. 1712); Art. 11 : *Amendement de M. de Tinguy (plafond de la taxe sur les locaux professionnels)* (p. 1713); Art. 15 : *Amendement de M. de Tinguy (taxe sur la valeur en capital des propriétés bâties et non bâties)* (p. 1718); Art. 18 : *Amendements relatifs aux taux de la taxe sur la publicité* (p. 1722); Art. 21 : *Amendement de M. de Tinguy (frais de fonctionnement du comité du fonds national de péréquation)* (p. 1729); — du règlement de l'ordre du jour [1^{er} juin 1958] (p. 2595).

PUY (M. Louis), Député du Var (I. P. A. S.).

, Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Vice-Président de la Commission de la presse

[10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 3 février 1956, une proposition de loi tendant à la prorogation du mandat des députés à l'Assemblée Nationale élus dans les départements d'Algérie, n° 273. — Le 16 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de deux milliards de francs et à prendre d'urgence certaines mesures d'ordre fiscal en faveur des agriculteurs, arboriculteurs, horticulteurs, maraîchers et primeuristes du département du Var, sinistrés par le gel dans le courant du mois de février 1956, n° 509. — Le 29 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à négocier avec la Caisse de retraite des cadres la prise en compte de certains services publics, n° 1984. — Le 1^{er} février 1957, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution (n° 3837) de M. Guy Desson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée Nationale un projet de rachat de la Société Images et Son, n° 3999. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. les propositions de loi : 1° de MM. Pierre Montel et Jarrosson (n° 121) tendant à accorder aux militaires de carrière dégages des cadres depuis 1940 la réparation du préjudice moral et matériel qu'ils ont subi ; 2° de M. Alfred Coste-Floret (n° 653) tendant à réintégrer dans les cadres de l'active les officiers d'active dégages des cadres par compression d'effectifs en 1946 et n'ayant pas dépassé les nouvelles limites d'âge ; 3° de M. Frédéric-Dupont (n° 1355) tendant à rendre possible le rappel à l'activité des anciens militaires retraités par dégageement des cadres ; 4° de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues (n° 1777) portant promotion au grade supérieur de certains officiers touchés par l'abaissement des limites d'âge du mois d'août 1940 et dégages des cadres, par application des actes dits lois du Gouvernement de fait ; 5° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 6140) tendant à promouvoir rétroactivement au grade supérieur les officiers dégages des cadres par suite de l'abaissement des limites

d'âge en application de l'acte dit « loi du 2 août 1940 » ; II. la proposition de résolution de M. Quinson et plusieurs de ses collègues (n° 2488) tendant à inviter le Gouvernement à réintégrer dans les cadres de l'armée active les officiers et sous-officiers de carrière dégagés de ces cadres, notamment en 1940 et en 1946, et actuellement volontaires pour servir en Algérie, n° 7247.

Interventions :

Est entendu sur une question orale posée par M. Pierre Montel au Ministre des Affaires économiques et financières relative au régime de certains cadres [18 mai 1956] (p. 1929). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, DÉPENSES MILITAIRES, Section Marine : *Situation du per-*

sonnel embauché à titre précaire dans les arsenaux et établissements de la Marine [6 décembre 1956] (p. 5634) ; Art. 96 bis : *Amendement de M. Hénault tendant à laisser au Gouvernement la possibilité d'intégrer les ouvriers « précaires » de la Marine parmi les ouvriers temporaires* (p. 5649) ; — d'une proposition de résolution relative au rachat de la Société Images et Son, en qualité de Rapporteur : *Les agissements de M. Michelson, préjudice causé à la presse française par l'exploitation d'Europe-I, rivalité entre la publicité périphérique par radio et la publicité par la presse, passif de la société, reprise éventuelle du poste Europe-1 par le Conseil de l'Europe* [12 février 1957] (p. 788 et suiv.). = S'excuse de son absence [16 février 1956] (p. 327), [28 février 1956] (p. 539). = Obtient des congés [16 février 1956] (p. 327), [28 février 1956] (p. 539).



Q

QUEUILLE (M. Henri), Député de la Corrèze
(Rad. soc., puis G. D. R. S.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 172). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [4 octobre 1957] (p. 4502) (1); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [4 octobre 1957] (p. 4503) (1).

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département de la Corrèze : *Validité de l'appareil M. R. P. - G. R. I. F.* [2 février 1956] (p. 171); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Ses explications de vote : Nécessité de lutter contre l'inflation et de rétablir une situation morale alarmante en soutenant l'exécutif (Revendications des ouvriers, des agriculteurs, des fonctionnaires), graves conséquences d'une crise, preuve récente de la détérioration de notre situation sur le plan international* [19 novembre 1957] (p. 4880, 4881); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *But de la dissolution, fréquence des crises et permanence de la politique française, danger des dissolutions trop fréquentes, usage de la question de confiance par le Tribunal, la motion de censure, réforme de la loi électorale* [13 février 1958] (p. 731 à 734); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Reynaud-Ed. Faure-Pleven; Dispositions relatives à la dissolution : insuffisance du délai de vingt jours en*

cas de péril grave) [21 février 1958] (p. 959, 960). = S'excuse de son absence [7 février 1956] (p. 214), [28 juillet 1956] (p. 3716). = Obtient des congés [7 février 1956] (p. 214), [28 juillet 1956] (p. 3716).

QUINSON (M. Antoine), Député de la Seine
(R. G. R.).

Sous-Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et Victimes de guerre

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)
du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre

(Cabinet Félix GAILLARD)
du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Son élection est validée [27 janvier 1956] (p. 116). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [26 mai 1958] (p. 2501).

Dépôts :

Le 7 février 1956, une proposition de loi relative aux conditions de prise de rang des sous-lieutenants de réserve titulaires de certains diplômes et ayant bénéficié de sursis d'études, n° 321. — Le 7 février 1956, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952

(1) Démissionnaire [16 décembre 1957] (p. 5382).

(1) Démissionnaire [18 juin 1957] (p. 2744).

portant attribution de bonifications d'ancienneté aux anciens combattants de 1939-1945, aux agents de tous les grands services publics et concédés autres que fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, départementaux et communaux, ainsi qu'aux agents et ouvriers de l'Etat, n° 322. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à lever toutes les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes présentées par diverses catégories d'anciens combattants et de victimes de guerre, n° 323. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution du pécule en faveur des anciens combattants prisonniers de guerre évadés et de leurs ayants cause, n° 324. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution et à revaloriser le taux de la retraite du combattant, n° 325. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à assurer le recrutement et à définir le statut de certains fonctionnaires de la ville de Paris et du département de la Seine, n° 332. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à réparer les préjudices de carrière subis de 1940 à 1944, par certains agents et ouvriers des services concédés, n° 333. — Le 10 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préparer une réforme administrative et à associer les fonctionnaires à son œuvre, n° 334. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à faciliter pour les diminués physiques l'accès aux concours et examens de la fonction publique, n° 424. — Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à revaloriser les rentes viagères constituées avant 1914 auprès de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, n° 644. — Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des congés de longue durée aux militaires blessés ou malades lorsqu'ils ont contracté leur affection sur les théâtres d'opérations extérieurs, n° 669. — Le 21 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la gendarmerie nationale l'indemnité dite « prime de danger » allouée aux personnels des compagnies républicaines de sécurité, n° 670. — Le 22 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la gendarmerie nationale, lorsqu'ils sont victimes de leur devoir

professionnel, les mêmes avantages que ceux accordés aux accidentés du travail du secteur privé, n° 671. — Le 21 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les effectifs budgétaires de la gendarmerie nationale, n° 672. — Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 (3^e alinéa) du décret n° 53-944 du 30 septembre 1953 portant interdiction d'exercer aux commerçants installés aux terrasses des débits de boissons, aux marchands sous porte cochère, dans les couloirs et les cours intérieures d'immeubles, n° 734. — Le 23 février 1956, une proposition de loi portant création d'un fonds spécial destiné au financement des travaux et installations effectués par les communes, sur les voies de circulation générale, n° 735. — Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à substituer les collectivités locales aux droits et aux obligations des occupants de locaux d'habitation dirigés par elles vers des maisons de retraite et des hospices de vieillards, n° 736. — Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 737 (rectifié). — Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à la création d'un « Fonds départemental de construction dans le département de la Seine », n° 738. — Le 2 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des départements de Seine et Seine-et-Oise, victimes des gelées de février 1956, n° 958. — Le 2 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 53-478 du 21 mai 1953 relatif aux mesures de reclassement des personnels de la police municipale, n° 959. — Le 20 mars 1956, une proposition de loi tendant à exonérer de la contribution foncière des propriétés bâties certaines personnes âgées de plus de 65 ans, n° 1270. — Le 20 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente à crédit, n° 1290. — Le 20 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'accès des ingénieurs diplômés des écoles nationales d'arts et métiers dans le corps des ingénieurs militaires des poudres, n° 1291. — Le 20 mars 1956, une proposition de loi tendant à étendre à un certain nombre de sociétés sportives les protections

prévues par la loi du 26 mai 1941, n° 1292. — Le 20 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 33 et 34 de la loi du 21 décembre 1941 relative aux hôpitaux et hospices publics et repris dans l'article premier du décret n° 54-1248 du 19 octobre 1951, n° 1293. — Le 20 mars 1956, une proposition de loi tendant à la création d'une médaille officielle dite « Médaille de Verdun », n° 1294. — Le 20 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 117) de MM. Frédéric-Dupont et Coirre tendant à inviter le Gouvernement à réserver 30 0/0 des embauchages aux femmes seules de plus de 50 ans pour les postes d'auxiliaires temporaires dans les administrations publiques et à dresser des listes d'emplois pouvant être occupés par elles après un apprentissage accéléré, n° 1297. — Le 20 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 137) de M. Frédéric-Dupont, tendant à permettre le maintien en fonction au-delà de la limite d'âge de certains fonctionnaires, agents et ouvriers, auxiliaires ou contractuels, anciens combattants ou victimes de guerre, des administrations et établissements publics de l'Etat, n° 1298. — Le 20 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956 sur la proposition de loi de M. Legaret tendant à assurer le recrutement et à définir le statut de certains fonctionnaires de la ville de Paris et du département de la Seine ; II. la proposition de loi de MM. Quinson, Lafay et de Léotard (n° 332) tendant à assurer le recrutement et à définir le statut de certains fonctionnaires de la ville de Paris et du département de la Seine, n° 1299. — Le 20 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur la proposition de loi de M. Godin et plusieurs de ses collègues relative à la réparation des préjudices de carrière subis de 1940 à 1944 par certains agents et ouvriers des services concédés ; II. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 24 février 1956, sur les propositions de loi : 1° de M. Moutou et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux agents des services publics concédés le bénéfice de la loi n° 53-89 du 7 février 1953 relative à la répa-

ration des préjudices de carrière ; 2° de M. Métayer et plusieurs de ses collègues tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains agents des services publics ; III. la proposition de loi de MM. Quinson et Bernard Lafay tendant à réparer les préjudices de carrière subis de 1940 à 1944 par certains agents et ouvriers des services concédés, n° 1300. — Le 20 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer les bûcherons-élagueurs de la ville de Paris dans la catégorie d'ouvriers d'Etat, n° 1306. — Le 21 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire construire dans le bois de Vincennes un stade d'au moins 100.000 places, n° 1322. — Le 21 mars 1956, une proposition de loi tendant à supprimer les pénalités et majoration de retard en matière de recouvrement des contributions directes et indirectes, n° 1327. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à étendre aux agents des services actifs de la Préfecture de police les dispositions de l'arrêté du 11 février 1952 qui fixe, pour la période du 2 septembre 1939 au 8 mai 1945, les conditions d'attribution du bénéfice de campagnes aux personnels militaires, n° 1510. — Le 17 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 26 mai 1954 pris en application du décret n° 54-539 du 26 mai 1954 instituant une prime de qualification aux officiers et militaires non officiers à solde mensuelle (titres de guerre), n° 1511. — Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux personnels des services actifs de la Préfecture de police des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, n° 1522. — Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi, n° 54-752 du 19 juillet 1954 autorisant la cession à l'Etat par la ville de Paris d'une parcelle du bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles, n° 1523. — Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à régulariser la situation des gardiens de la paix ayant obtenu un grade d'officier au cours de la guerre 1939-1945, n° 1524. — Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à l'aménagement de l'article 11 (3^e alinéa) du décret n° 53-944 du 30 septembre 1953, portant obligation pour les approvisionneurs de vendre exclusivement des denrées dont ils sont devenus propriétaires effectifs, par acquisition directe

dans les centres de production prévus à l'article premier dudit décret, n° 1525. — Le 19 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur la proposition de loi de M. Quinson tendant à modifier l'article premier du décret du 5 janvier 1955, favorisant une meilleure répartition des industries sur l'ensemble du territoire, n° 1557. — Le 19 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le rapport supplémentaire fait au cours de la deuxième législature, repris le 2 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Sérafini tendant à intégrer les « anciens rédacteurs auxiliaires » des administrations centrales dans le cadre des administrateurs civils, n° 1558. — Le 19 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 197) de M. Dorey tendant à la réintégration dans leur cadre d'origine des secrétaires et inspecteurs de police d'Etat dégagés des cadres le 1^{er} mai 1948 en application de la loi du 3 septembre 1947 dont le reclassement a été réalisé en qualité de gardiens de la paix, en application de la circulaire n° 314 du 30 juin 1948, n° 1559. — Le 19 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1^o de MM. Quinson et Bernard Lafay (n° 322) tendant à étendre les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 portant attribution de bonifications d'ancienneté aux anciens combattants de 1939-1945, aux agents de tous les grands services publics et concédés autres que fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, départementaux et communaux, ainsi qu'aux agents et ouvriers de l'Etat ; 2^o de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 564) tendant à étendre à tous les agents des services publics et concédés anciens combattants de la guerre 1939-1945, le bénéfice des majorations d'ancienneté valables pour l'avancement, prévues par l'article 6 de la loi n° 52-843 du 10 juillet 1952, n° 1560. — Le 3 mai 1956, une proposition de loi tendant à permettre aux tuberculeux stabilisés d'accéder à la fonction publique, n° 1738. — Le 15 mai 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à

l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie, n° 1823. — Le 23 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1523) de MM. Quinson, de Léotard et Gautier-Chaumet tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 54-752 du 19 juillet 1954 autorisant la cession à l'Etat par la Ville de Paris d'une parcelle du Bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles, n° 1920. — Le 24 mai 1956, une proposition de loi tendant à exonérer les rentes viagères de la taxe proportionnelle et à les soumettre au versement forfaitaire de 3 0/0, n° 1925. — Le 1^{er} juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la création d'une garde routière territoriale destinée à améliorer la police de la circulation routière, n° 2021. — Le 5 juin 1956, une proposition de loi tendant au maintien des contrats de travail ou d'apprentissage pour les employeurs, apprentis ou salariés qui contractent un engagement volontaire pour la durée des opérations de pacification et de maintien de l'ordre en Afrique du Nord, n° 2058. — Le 13 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 73 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 2163. — Le 13 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 356 du Code civil en matière d'adoption, n° 2164. — Le 13 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à négocier avec le Gouvernement de l'U. R. S. S. le remboursement des emprunts russes contractés en France jusqu'en 1917, n° 2165. — Le 26 juin 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 774 du Code général des impôts, en vue d'accorder un sursis au paiement des droits de mutation pour décès dus, par le conjoint survivant ou les héritiers en ligne directe, sur un fonds commercial, industriel ou artisanal, ou une exploitation agricole, qu'ils entendent exploiter eux-mêmes, n° 2343. — Le 4 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 375) de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à créer une caisse d'équipement de la région parisienne, n° 2441. — Le 4 juillet 1956, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice de l'enseignement musical, n° 2444. — Le 10 juillet 1956, une proposition de résolution tendant

à inviter le Gouvernement à réintégrer dans les cadres de l'armée active les officiers et sous-officiers de carrière dégagés de ces cadres, notamment en 1940 et en 1946, et actuellement volontaires pour servir en Algérie, **n° 2488**. — Le 10 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'échelle 4 aux maîtres maréchaux-ferrants militaires et, par voie de conséquence, à accorder la même échelle pour le calcul de leur retraite, **n° 2500**. — Le 12 juillet 1956, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, détruits par suite d'actes de guerre, **n° 2549**. — Le 23 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Quinson et plusieurs de ses collègues (n° 1306) tendant à inviter le Gouvernement à classer les bûcherons-élagueurs de la ville de Paris dans la catégorie ouvriers d'Etat ; 2° de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues (n° 2401) tendant à inviter le Gouvernement à classer les bûcherons-élagueurs de la ville de Paris dans la catégorie d'ouvriers d'Etat, **n° 2592**. — Le 31 juillet 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 28 du Code de la santé publique concernant la salubrité des immeubles, **n° 2712**. — Le 31 juillet 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 55-1034 du 4 août 1955 relative à certaines dispositions de la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres de réserve de l'armée de terre, **n° 2713**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un bureau technique chargé de participer aux travaux administratifs concernant la situation des agents des services publics, anciens combattants ou victimes de la guerre, **n° 2861**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, tous les invalides militaires ou civils dont la carte d'invalidité porte la mention « Station debout pénible », **n° 2862**. — Le 16 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Bergasse (n° 1788) tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relative à la constitution initiale du corps des attachés d'administration ; 2° de M. Frédéric-

Dupont (n° 1818) tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relatif à la constitution initiale du corps des attachés d'administration ; 3° de MM. Philippe Vayron et Hernu (n° 2383 rectifié) tendant à modifier l'article 6 de la loi du 3 avril 1955 relative à la constitution initiale du corps des attachés d'administration ; 4° de M. Mérigonde et plusieurs de ses collègues (n° 2490) tendant à compléter les dispositions de l'article 6 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 afin de permettre l'intégration directe dans le corps des attachés d'administration centrale de certains secrétaires d'administration, ex-rédacteurs auxiliaires, **n° 2945**. — Le 16 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 187) de M. Jean Cayeux tendant à accorder aux agents retraités des collectivités locales, titulaires de pensions proportionnelles, le maintien des droits acquis en matière de liquidation de pensions, **n° 2958**. — Le 16 octobre 1956, une proposition de loi tendant à la déclaration obligatoire de tout changement de domicile et à l'institution, dans chaque commune, d'un fichier communal, **n° 2960**. — Le 16 octobre 1956, une proposition de loi tendant à la nomination directe dans les corps d'attachés d'administration centrale, et à titre de constitution initiale de ces corps, de certains secrétaires d'administration, **n° 2961**. — Le 25 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2163) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 73 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, **n° 3041**. — Le 30 octobre 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article unique de la loi n° 56-678 du 11 juillet 1956 créant, à l'occasion du 40^e anniversaire de la bataille de Verdun, un contingent de croix de la Légion d'honneur, **n° 3092**. — Le 30 octobre 1956, une proposition de loi tendant à exclure des opérations d'expropriations certains immeubles, bâtis ou non, à usages industriels ou commerciaux, dont les propriétaires ont déjà fait l'objet de précédentes mesures d'expropriation, **n° 3093**. — Le 30 octobre 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 1398 du Code général des impôts relatif à la contribution foncière des propriétés bâties, **n° 3094**. — Le 22 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2712) de M. Quinson et plusieurs de ses

collègues tendant à compléter l'article 28 du Code de la santé publique concernant la salubrité des immeubles, n° 3296. — Le 22 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder certains avantages pécuniaires aux officiers de réserve ayant accompli un certain nombre d'années de services actifs, n° 3307. — Le 22 novembre 1956, une proposition de loi tendant à faire bénéficier l'épouse d'un vieux travailleur retraité du droit à un voyage aller et retour par an, au tarif des congés payés, n° 3308. — Le 27 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 734) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 15 (3^e alinéa) du décret n° 53-944 du 30 septembre 1953 portant interdiction d'exercer aux commerçants installés aux terrasses des débits de boissons, aux marchands sous porte cochère, dans les couloirs et les cours intérieures d'immeubles, n° 3336. — Le 27 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1174) de M. Frédéric-Dupont tendant à titulariser les employées auxiliaires de l'Etat ascendantes des victimes de la guerre non bénéficiaires de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924, n° 3337. — Le 27 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 1244) de MM. Bernard Manceau, Raymond Boisdé et Quinson tendant à inviter le Gouvernement à modifier les articles 1453 et 1470 du Code général des impôts directs, relatifs à la patente applicable aux marchands forains, n° 3338. — Le 11 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à profiter de la présence sous les drapeaux de jeunes Algériens pour entreprendre leur instruction professionnelle, n° 3515. — Le 29 décembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 3758. — Le 1^{er} février 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 3739) tendant à instituer un régime particulier de retraites en faveur des personnels actifs de police ; II. les propositions de loi : 1° de M. Quinson et plusieurs de ses collègues (n° 737 rectifié) tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires ; 2° de M. Quinson et plu-

sieurs de ses collègues (n° 1522) tendant à accorder aux personnels des services actifs de la Préfecture de police des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension ; 3° de M. Henu et plusieurs de ses collègues (n° 1703) tendant à accorder aux personnels des services actifs de la Préfecture de police des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension ; 4° de M. Philippe Vayron et plusieurs de ses collègues (n° 1967) tendant à accorder aux personnels des services actifs de la Préfecture de police des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension ; 5° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 2231) tendant à accorder aux personnels des services actifs de police des avantages spéciaux pour l'ouverture de droit à pension ; 6° de M. Depreux et plusieurs de ses collègues (n° 2278) tendant à accorder aux personnels des services actifs de la Préfecture de police des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, n° 3995. — Le 1^{er} février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser le Ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre, n° 3996. — Le 14 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler le décret n° 57-79 du 29 janvier 1957 portant suppression, en ce qui concerne la ville de Paris, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, de la taxe de déversement à l'égout et de la taxe de balayage, n° 4141. — Le 19 février 1957, une proposition de loi relative à la situation administrative des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, des agents des services coloniaux de l'Etat ainsi que des fonctionnaires et agents des départements, des communes et des établissements publics départementaux et communaux et des ouvriers de l'Etat qui ont pris une part active et continue à la Résistance, n° 4193. — Le 27 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à émettre un grand emprunt destiné à financer la mise en valeur du Sahara, n° 4313. — Le 7 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 24 janvier 1956 portant création d'une Commission chargée de coordonner les échanges internationaux dans le domaine communal, n° 4435. — Le 15 mars 1957, un rapport au nom de la Commission des boissons sur le rapport fait au cours de la 2^e législature, repris le 27 avril 1956,

sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à constater la nullité des actes dits lois n° 617 du 8 novembre 1943 et n° 253 du 2 juin 1944 de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, relatifs à la tenue d'un registre d'entrées et de sorties par les détaillants de vins à appellation d'origine, n° 4539. — Le 20 mars 1957, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques les rentiers voyageurs modestes, n° 4587. — Le 20 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 959) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 53-478 du 21 mai 1953 relatif aux mesures de reclassement des personnels de la police municipale, n° 4590. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions permettant aux médaillés militaires, possesseurs de cinq titres de guerre, d'être proposés pour la Légion d'honneur, n° 4975. — Le 16 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un cadre latéral au profit des fonctionnaires de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale, blessés au cours des combats de la Résistance ou de la Libération, n° 5005. — Le 12 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un réajustement des tarifs des expéditions d'actes d'état civil, n° 5090. — Le 18 juin 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1333) de MM. Dorey et Catoire tendant à permettre la titularisation, dans les conditions prévues par les articles 3 et 4 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950, de certaines catégories d'agents antérieurement affectés dans des administrations temporaires, n° 5133. — Le 18 juin 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 4072) de M. Jean Turc et plusieurs de ses collègues tendant à l'indemnisation des fonctionnaires et agents français expulsés d'Egypte, n° 5134. — Le 18 juin 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 137) de M. Frédéric-Dupont tendant à permettre le maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de certains fonctionnaires, agents et ouvriers, auxiliaires ou contractuels, anciens combattants ou victimes de guerre, des admi-

nistrations et établissements publics de l'Etat, n° 5135.

Interventions :

Son rapport au nom du 4^e bureau sur les opérations électorales du département de la Guyane (collège unique) [19 janvier 1956] (p. 17). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés : *Ses explications de vote sur les questions de confiance (Etude d'ensemble des questions sociales, évolution économique et sociale)* [28 février 1956] (p. 540, 541) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-41 : *Rémunération des brigadiers de la Sûreté nationale et de la Préfecture de police ; Régime de retraite des policiers parisiens ; Parité entre la police municipale parisienne et la police judiciaire ; Parité des traitements des commissaires de police de la ville de Paris et de ceux de la sûreté nationale* [7 juin 1956] (p. 2409) ; *Son article additionnel exonérant les mutilés de guerre atteints d'une invalidité de 100 0/0 de la taxe de télévision* [22 juin 1956] (p. 2959) ; — d'une proposition de loi relative à la constitution du corps des attachés d'administration, en qualité de *Rapporteur* [9 novembre 1956] (p. 4573) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Après l'article 39 : *son article additionnel permettant dans certains cas le remboursement des titres à trois, six et neuf ans émis par la Caisse autonome de la reconstruction* [5 décembre 1956] (p. 5555). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question orale relative à la taxe frappant les véhicules appartenant aux communes [15 février 1957] (p. 915). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un régime particulier de retraites en faveur des personnels actifs de police, en qualité de *Rapporteur* [21 février 1957] (p. 1049) ; Art. 1^{er} : *Son amendement visant les retraites proportionnelles* [26 février 1957] (p. 1115) ; *Son amendement prévoyant que la bonification concourra à modifier la nature de la pension* (ibid.) ; *Son amendement tendant à faire bénéficier des dispositions de cet article les commissaires de police et commandants de gardiens de la paix* (ibid.) ; Art. 2 : *Son amendement visant la rédaction du premier alinéa* (p. 1115, 1116) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à faire pro-*

filter de la bonification les agents de la sûreté nationale atteignant la limite d'âge entre le 1^{er} janvier 1957 et le 1^{er} juillet 1959 (p. 1116); le retire (ibid.); Son amendement tendant à réduire aux deux tiers de celle prévue à l'article premier la bonification accordée aux agents de la sûreté nationale atteints par la limite d'âge entre le 1^{er} janvier 1957 et le 1^{er} juillet 1959 (p. 1116, 1117); — d'une interpellation relative à la circulation routière: *Adaptation du réseau routier à la circulation routière, aide financière aux communes, prévention des accidents* [3 avril 1957] (p. 1997, 1998). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et Victimes de guerre* (Cabinet Bourguès-Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083). — Présente sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et Victimes de guerre* (Cabinet Bourguès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre* (Cabinet Félix Gaillard) [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à préciser les conditions d'attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance et de la carte du combattant aux anciens résistants : *Etablissement de la liste des unités combattantes de la Résistance ; Demande le renvoi à la Commission des pensions* [10 décembre 1957] (p. 5271); — d'une proposition de loi tendant à faire bénéficier de certaines mesures spéciales les anciens déportés et internés : *Oppose l'article 10 du décret organique* [10 décembre 1957] (p. 5274); — d'une proposition de loi relative aux mesures concernant les tuberculeux de guerre : *Etude par une commission interministérielle des modifications à apporter aux textes en vigueur ; Demande le renvoi en Commission* [10 décembre 1957] (p. 5277, 5278); — d'une proposition de loi relative au délai pour les demandes de titre ou de pécule formulées par certaines catégories d'anciens combattants et de victimes de la guerre : *Principe du maintien ou de l'abrogation du délai de forclusion pour certaines catégories* [17 décembre 1957] (p. 5418);

Article unique : *Amendement de M. Roucaute (Forclusion concernant les anciens combattants de la Résistance) ; Oppose l'article 10* (p. 5419). — Répond à la question orale : de Mme Rose Guérin relative aux secours aux compagnes de militaires, marins ou civils, morts pour la France [17 janvier 1958] (p. 116, 117); — de M. Pranchère relative aux établissements travaillant pour la Défense nationale [24 janvier 1958] (p. 240); — de Mme Rose Guérin relative aux refus de la carte « déporté résistant » [24 janvier 1958] (p. 240, 241). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Problème des appareils de prothèse et d'orthopédie, revision du tarif* [26 mars 1958] (p. 1994); *Rétablissement, à la demande du Gouvernement, des crédits des titres III et IV, faible part du budget réservé au personnel du ministère, conditions de travail déplorables et compression des effectifs, renforcement de l'action sociale des offices d'outre-mer, crédits suffisants affectés aux pupilles de la nation, attribution prochaine d'un permis de première classe aux familles allant en pèlerinage sur les tombes, étude de l'attribution d'un pécule aux anciens prisonniers, liquidation du contentieux des pensions avec la nouvelle organisation des directions interdépartementales, création d'une indemnité de reclassement social prolongeant l'indemnité de soins aux tuberculeux, application des dispositions du Code des pensions aux soldats participant au maintien de l'ordre en Algérie, progrès apportés dans l'évaluation des crédits nécessaires aux différentes pensions, réalisation du plan quadriennal, étude prochaine d'une majoration des indices des pensions des veuves et orphelins et des grands invalides, abandon du report au 1^{er} janvier 1959 du paiement du troisième tiers du pécule des prisonniers de guerre, paiement des retraites tous les six mois, abrogation de la prescription annuelle* [27 mars 1958] (p. 2033 à 2037). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — S'excuse de son absence [26 juin 1956] (p. 3040), [24 juillet 1956] (p. 3548). — Obtient des congés [26 juin 1956] (p. 3040), [24 juillet 1956] (p. 3548).

R

RABATÉ (Mme Maria), *Député de la Seine*
[1^{re} circonscription] (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élue Vice-Présidente de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 7 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux bureaux d'aide sociale les subventions indispensables pour leur permettre de répartir aux vieillards et nécessiteux un secours de chauffage équivalent au minimum au prix de trois sacs de charbon par mois d'hiver, **n° 307**. — Le 15 février 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n°307) de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux bureaux d'aide sociale les subventions indispensables pour leur permettre de répartir aux vieillards et nécessiteux un secours de chauffage équivalent au minimum au prix de trois sacs de charbon par mois d'hiver, **n° 474**. — Le 29 février 1956, une proposition de loi portant

statut des hôtels et meublés, **n° 883**. — Le 29 février 1956, une proposition de loi tendant à l'enseignement et au développement de la méthode d'accouchement sans douleur par psychoprophylaxie, **n° 884**. — Le 6 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. la proposition de loi (n° 520 rectifié) de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à interdire toute expulsion de locataires ou d'occupants de locaux d'habitation sans relogement préalable des intéressés dans des conditions normales ; II. la proposition de résolution (n°303) de M. Gautier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire surseoir à toute expulsion de locataires pendant les mois d'hiver tant que les intéressés n'auront pas été relogés dans des conditions normales maintenant la cohésion de la famille (Dispositions tendant à surseoir aux expulsions sans relogement pendant les mois d'hiver), **n° 997**. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant : 1° à ouvrir un concours spécial de médecin des hôpitaux de Paris réservé aux candidats aux épreuves annulées de 1949 et qui n'ont pas été nommés, par la suite, médecins des hôpitaux ; 2° à confirmer les résultats des épreuves et concours postérieurs aux épreuves de 1949, **n° 1613**. — Le 24 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement des emplois transformés en application de la loi du 3 avril 1950 en augmentant le nombre des transformations dans les catégories C et B, **n° 1634**. — Le 16 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les propositions de loi :

1° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 520 rectifié) tendant à interdire toute expulsion de locataires ou d'occupants de locaux d'habitation sans relogement préalable des intéressés dans des conditions normales; 2° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues (n° 953) tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951, modifiée par les lois des 15 juillet 1954 et 3 avril 1955 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel; 3° de M. André Gautier et plusieurs de ses collègues (n° 1492) tendant à compléter la loi n° 54-726 du 15 juillet 1954 afin d'interdire les expulsions des familles dont le chef ou le soutien appartient à une unité stationnée en Afrique du Nord; 4° de M. Philippe Vayron et plusieurs de ses collègues (n° 1530) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi; II. la proposition de résolution de M. Gautier et plusieurs de ses collègues (n° 303) tendant à inviter le Gouvernement à faire surseoir à toute expulsion de locataires pendant les mois d'hiver tant que les intéressés n'auront pas été relogés dans des conditions normales maintenant la cohésion de la famille (Dispositions législatives concernant l'expulsion de certains locataires ou occupants), **n° 1851**. — Le 14 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 884) de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à l'enseignement et au développement de la méthode d'accouchement sans douleur par psychoprophylaxie, **n° 2190**. — Le 11 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951, modifiée, permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 2530**. — Le 11 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. de Moro-Giafferri et Mme Rabaté (n° 2529) tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951, modifiée, permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants

ainsi que les dispositions de l'article 342-2 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, **n° 2531**. — Le 21 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951, modifiée, permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 3288**. — Le 28 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer en priorité, et dans la limite des besoins, le carburant nécessaire au chauffage normal des écoles, des hôpitaux et des habitations à loyer modéré à usage collectif, **n° 3357**. — Le 5 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux personnels des blanchisseries, lingerie et matelasseries de l'Assistance publique de Paris les indices de rémunération acceptés par commissions tripartites de la Préfecture de la Seine, **n° 4028**. — Le 6 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2667) de MM. Gabelle et Jean Villard tendant à permettre l'adoption ou la légitimation adoptive après naissance d'enfants légitimes, d'enfants recueillis préalablement à ces naissances ainsi que d'enfants abandonnés ou orphelins par suite d'événements de guerre et intégrés dans une famille, **n° 4041**. — Le 12 mars 1957, une proposition de loi tendant à interdire toute expulsion d'occupants de locaux d'habitation sans relogement préalable des intéressés et à donner aux maires les possibilités de faire procéder à ce relogement, **n° 4476**. — Le 15 mars 1957, une proposition de loi tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 relative au maintien dans les lieux dans les hôtels et meublés, **n° 4558**. — Le 3 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à modifier les articles 344 et 368 du Code civil relatifs à l'adoption et à la légitimation adoptive, **n° 4746**. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à donner compétence aux juges de paix pour accorder les délais renouvelables prévus par l'article premier de la loi n° 56-1223 du 3 décembre 1956, **n° 5115**. — Le 17 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires afin que les trains spéciaux pour enfants partant en colonies de vacances soient formés dans toute la mesure du possible sur des quais libres de toute autre activité et remplissant les meilleures conditions de sécurité, **n° 5526**. — Le 24 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 4276) de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier le personnel des ateliers de blanchisserie et matelasseries des hôpitaux de l'Assistance publique de Paris des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux personnels du service actif du réseau souterrain des égouts de Paris des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, **n° 6404**. — Le 8 mars 1958, une proposition de loi tendant au recrutement et à la formation d'infirmiers et d'infirmières, **n° 6843**. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de résolution : 1° de Mme Estachy et plusieurs de ses collègues (n° 4811) tendant à inviter le Gouvernement à délivrer un livret de famille aux mères de familles non mariées; 2° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues (n° 6579) tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter le décret du 17 mai 1954 en vue de permettre l'octroi d'un livret de famille aux mères non mariées, **n° 7244**.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux sursis aux expulsions pendant l'hiver, en qualité de *Rapporteur* [20 mars 1956] (p. 1053). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents [18 mai 1956] (p. 1925). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris [29 mai 1956] (p. 2053); Art. 5 : *Amendement de M. Mazuez tendant à fixer par un seul règlement d'administration publique les conditions de l'ensemble des concours hospitaliers ; intervention du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Finances* (p. 2055); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, JUSTICE, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif*

relatif à la situation des juges de paix [7 juin 1956] (p. 2425); *le retire* (p. 2426); Chap. 31-12 : *Son amendement indicatif relatif à la concentration des justices de paix* (p. 2426); *le retire* (p. 2427); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A Chap. 31-21 : *Gratuité de la médecine ; insuffisance de l'équipement sanitaire ; adaptation de l'équipement hospitalier à la médecine moderne ; manque d'infirmiers ; formation des professeurs de l'Institut des sourds-muets* [8 juin 1956] (p. 2466, 2467); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, en qualité de *Rapporteur* [19 juin 1956] (p. 2757); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mignot substituant la compétence du juge des référés à celle du juge de paix pour l'octroi de délais* [26 juin 1956] (p. 3025); Art. 3 : *Amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article* (p. 3083); Art. 4 : *Ses observations sur la nouvelle rédaction proposée par la Commission* (p. 3412); en deuxième lecture [12 juillet 1956] (p. 3419, 3420); Art. 4 : *Amendement de M. Mignot tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article (Locataires d'hôtels meublés)* (p. 3425). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents [22 juin 1956] (p. 2901). — Prend part à la discussion, en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins : *Ses explications de vote* [26 juin 1956] (p. 3070). — Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale relative aux revendications des agents non diplômés des hôpitaux et hospices de Paris [4 juillet 1956] (p. 3213); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 29 : *Amendement de M. Jourd'hui prévoyant le relogement des familles préalablement à la destruction des taudis* [19 novembre 1956] (p. 4886); Art. 37 : *Son amendement prévoyant le dépôt, avant le 31 décembre 1956, d'un projet de loi fixant le statut des hôtels meublés* (p. 4894); *le retire* (ibid.); en deuxième lecture, Art. 37 : *Maintien dans les lieux et réglementation des meublés, importance de cet article, intérêt humain du problème des meublés, distinction entre la région parisienne et les régions touristiques* [16 mai 1957] (p. 2479); *Son amendement tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux occupants de bonne foi et non à certains occupants* (p. 2484); *le retire* (ibid.); — en

troisième lecture, d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, en qualité de *Rapporteur* [27 novembre 1956] (p. 5137). — Dépose une demande d'interpellation sur le profond mécontentement provoqué par les augmentations de loyer des H.L.M. et demande la fixation immédiate de la date de discussion [22 janvier 1957] (p. 186). — Prend part à la discussion : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations relatives à la nomination du général Speidel et à l'augmentation des loyers dans les H.L.M.* [25 janvier 1957] (p. 317) ; — d'une proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles d'habitation, Art. 2 : *Son amendement tendant à mettre à la charge des propriétaires l'installation du dispositif d'ouverture* [19 février 1957] (p. 981) ; *Ses explications de vote* (p. 982) ; — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux dans les hôtels et meublés (prorogation de la loi du 2 avril 1949) : *Ses explications de vote* [26 mars 1957] (p. 1854, 1855) ; — d'une proposition de résolution relative à l'application de la semaine de quarante heures dans le commerce de détail : *Dérogations au repos hebdomadaire de deux jours consécutifs, conditions de travail pénibles pour les travailleurs dans les grands magasins* [10 décembre 1957] (p. 5257) ; — des propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des propositions concernant les conditions de travail des femmes et les salaires féminins*) [7 février 1958] (p. 598).

RAINGEARD (M. Michel), *Député de la Loire-Inférieure (I.P.A.S.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Haute Commission de l'Organisation commune des régions sahariennes [17 juillet 1957] (p. 3696). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour

faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [16 janvier 1958] (p. 77). — Est élu : représentant de la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583) ; Vice-Président de la Commission des territoires d'outre-mer [4 octobre 1957] (p. 4504).

Dépôts :

Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 1041 et 1042 du Code de procédure civile relatifs aux délais de procédure, **n° 463**. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire, **n° 464**. — Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à aménager les dispositions de l'article 57 de la loi du 14 août 1954 en ce qui concerne les sociétés françaises qui exploitaient directement à l'étranger, **n° 658 (rectifié)**. — Le 15 mars 1956, une proposition de loi tendant à coordonner certains articles de la loi n° 55-1475 du 12 novembre 1955 relative aux mesures conservatoires avec ceux des décrets n° 55-22 du 4 janvier 1955 sur la réforme de la publicité foncière et n° 55-583 du 20 mai 1955 relatif aux faillites et règlements judiciaires et à la réhabilitation, **n° 1214**. — Le 2 mai 1956, une proposition de loi tendant à limiter dans le temps les effets des privilèges du Trésor et des privilèges garantissant le paiement des cotisations de la sécurité sociale, **n° 1719**. — Le 24 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération dans les négociations relatives à la création d'un Marché commun européen et d'une Autorité européenne de l'énergie atomique, la situation de l'Algérie, des départements et des territoires d'outre-mer de la République française ainsi que celle des États membres de la zone franc, **n° 1926**. — Le 22 novembre 1956, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 2951) et la lettre rectificative (n° 3289) au projet de loi de finances pour 1957, **n° 3313**. — Le 27 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur les propositions de résolutions : 1° de M. Mahamoud Harbi et plusieurs de ses collègues (n° 2432) tendant à

inviter le Gouvernement à promouvoir le progrès économique et social et à préserver les valeurs françaises en Côte française des Somalis; 2° M. Mahamoud Harbi et plusieurs de ses collègues (n° 3172) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide au port de Djibouti en Côte française des Somalis; 3° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 3175) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour apporter d'urgence à la Côte française des Somalis l'aide financière et matérielle que nécessite le blocage de son économie en fonction des événements d'Egypte, **n° 3344**. — Le 8 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier la création, au Ministère de l'Agriculture, d'un service hydrogéologique, **n° 3497**. — Le 19 décembre 1956, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1133 du 13 novembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3237) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, relatif aux conventions de longue durée pouvant être passées avec certaines catégories d'entreprises outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, **n° 3612**. — Le 19 décembre 1956, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1134 du 13 novembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3238) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, autorisant et réglant la création d'actions de préférence dans certaines sociétés d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, **n° 3613**. — Le 19 décembre 1956, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1132 du 13 novembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3236) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant modification de l'article 32 de la loi du 31 décembre 1953 relatif au régime fiscal exceptionnel de longue durée, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, **n° 3614**. — Le 19 décembre 1956, un rapport proposition de décision sur le décret n° 56-1131 du 13 novembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3135) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, relatif aux sociétés financières pour le développement des territoires d'outre mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, **n° 3615**. —

Le 19 décembre 1956, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 51-1138 du 13 novembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3242) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, modifiant le décret n° 54-1021 du 14 octobre 1954 créant des caisses de stabilisation des prix dans les territoires d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, **n° 3619**. — Le 20 décembre 1956, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1139 du 13 novembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3243) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant création d'un fonds de soutien des textiles des territoires d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, **n° 3626**. — Le 20 décembre 1956, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1140 du 13 novembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3244) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, rendant applicable dans les territoires de l'A.E.F., du Cameroun, de la Côte française des Somalis, des Etablissements français de l'Océanie, des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon et dans la République autonome du Togo, la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, **n° 3627**. — Le 30 janvier 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1249 du 10 décembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3510) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, instituant un régime spécial concernant les réserves constituées par les entreprises métropolitaines pour investissements dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et dans la République autonome du Togo, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, **n° 3958**. — Le 1^{er} février 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1133 du 13 novembre 1956, examiné en première lecture par le Conseil de la République, en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, relatif aux conventions de longue durée pouvant être passées avec certaines catégories d'entreprises d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, **n° 4001**. — Le 1^{er} février 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret

n° 56-1134 du 13 novembre 1956, examiné en première lecture par le Conseil de la République en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, autorisant et règlementant la création d'actions de préférence dans certaines sociétés d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4002. — Le 1^{er} février 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1139 du 13 novembre 1956, examiné en première lecture par le Conseil de la République en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant création d'un fonds de soutien des textiles des territoires d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4003. — Le 1^{er} février 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1131 du 13 novembre 1956, examiné en première lecture par le Conseil de la République, en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, relatif aux sociétés financières pour le développement des territoires d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4004. — Le 13 février 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1134 du 13 novembre 1956, examiné en deuxième lecture par le Conseil de la République en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, autorisant et règlementant la création d'actions de préférence dans certaines sociétés d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4115. — Le 13 mars 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1249 du 10 décembre 1956, examiné en première lecture par le Conseil de la République (n° 4224) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, instituant un régime spécial concernant les réserves constituées par les entreprises métropolitaines pour investissements dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et dans la République autonome du Togo, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4492. — Le 4 avril 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret du 24 février 1957, soumis à l'examen du Parlement (n° 4358) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, relatif aux conditions de création et de fonctionnement des circonscriptions autonomes à Madagascar,

fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4770. — Le 9 avril 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 57-240 du 24 février 1957, soumis à l'examen du Parlement (n° 4349) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, instituant une université à Dakar, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4809. — Le 2 juillet 1957, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre mer sur le projet de loi (n° 4676) autorisant le Président de la République à ratifier : 1° le traité instituant la Communauté économique européenne et ses annexes; 2° le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique; 3° la Convention relative à certaines institutions communes aux communautés européennes, signés à Rome le 25 mars 1957 (Dispositions relatives à la Communauté européenne de l'énergie atomique), n° 5303. — Le 3 juillet 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret du 24 février 1957, examiné en première lecture par le Conseil de la République, en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, relatif aux conditions de création et de fonctionnement des circonscriptions autonomes à Madagascar, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 5329. — Le 3 juillet 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 57-240 du 24 février 1957 examiné en première lecture par le Conseil de la République, en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, instituant une université à Dakar, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 5333. — Le 18 octobre 1957, une proposition de loi tendant à la modification des articles 57 et 96 de la loi du 5 avril 1884 relatifs à la conservation des délibérations des conseils municipaux et des arrêtés municipaux, n° 5817. — Le 26 février 1958, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 5405) tendant à autoriser le transfert à l'Etat japonais de la propriété d'œuvres d'art, n° 6722. — Le 5 mars 1958, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre mer sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie : Moyens des services et dispositions spéciales), première partie : Dépenses en capital de la France d'outre-mer, n° 6807.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [25 janvier 1956] (p. 80). — Ses rapports, au nom du 9^e bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine (3^e et 5^e circonscriptions) [25 janvier 1956] (p. 97, 98, 99). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport sur les opérations électorales du Togo (collège unique) : *signification des résultats* [2 février 1956] (p. 168); — d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales : *discussion générale* [6 mars 1956] (p. 691) : *ses explications de vote, extension de la législation métropolitaine aux départements d'outre-mer* (p. 699); — des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *son rappel au règlement ; demande la réunion du bureau pour que soit précisée la procédure* [7 mars 1956] (p. 729). — Est entendu sur le procès-verbal : *invalidation de M. Cottet* [15 mars 1956] (p. 934, 935). — Prend part à la discussion d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *la décentralisation, les conseils de Gouvernement, la réforme de la fonction publique, les « indépendances dispersées »* [21 mars 1956] (p. 1117, 1118); Art. 1^{er} : *La collaboration entre le ministre et les parlementaires des territoires d'outre-mer pour l'élaboration des décrets* (p. 1131); *son rappel au règlement : texte de l'amendement de M. Lapie relatif à l'institution des collectivités rurales* (p. 1139); *amendement de M. Lapie (consultation de l'Assemblée de l'Union française sur les décrets envisagés)* (p. 1140). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour assurer en Tunisie le respect des conventions de 1955 et pour garantir au Maroc la sécurité des personnes et des biens français [4 mai 1956] (p. 1750); la développe : *situation marocaine et incidence sur la situation en Algérie ; retour du Maroc à l'anarchie ; assassinat des amis de la France ; enlèvement de fonctionnaires français ; libération des assassins d'Oued-Zem ; désarmement des colons français ; insécurité généralisée ; importance prise par « l'armée de libération » ; dégradation des rapports entre le Gouvernement français et le Gouvernement marocain ; transfert au Gouvernement marocain des pouvoirs de*

police et d'administration sans consultation du Parlement ; incidences sur l'Algérie ; situation à la frontière algéro-marocaine, position du Gouvernement français à l'égard de « l'armée de la libération », maintien des troupes françaises dans la région orientale du Maroc ; contradiction entre la politique résolue menée en Algérie et la politique d'abandon menée au Maroc et en Tunisie ; nécessité pour le Parlement de se prononcer avec clarté sur les problèmes nord-africains [31 mai 1956] (p. 2159, 2160, 2161). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 mai 1956] (p. 1994); FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 : *Situation des services judiciaires au sein du Ministère de la France d'outre-mer* [6 juin 1956] (p. 2357); *réintégration des fonctionnaires d'Indochine* (p. 2359); Chap. 31-41 : *Déconcentration des services administratifs des territoires d'outre-mer ; transformation du poste d'administrateur supérieur des Comores en poste de gouverneur* (p. 2359); Chap. 31-51 : *Réintégration des magistrats d'Indochine ; installation des tribunaux ; réduction du nombre des grades dans la magistrature d'outre-mer* (p. 2360); Chap. 34-05 : *Maintien de la direction de la radio au Ministère de la France d'outre-mer* (p. 2362); Chap. 68-90 : *Disproportion entre les investissements agricoles et les investissements industriels ; répartition des investissements publics entre la ville et la brousse* (p. 2364); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-37 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin relatif au développement des établissements de pédagogie spécialisés dans l'enseignement des enfants retardés et inadaptés et au contrôle sanitaire et pédagogique des établissements privés recevant ces mêmes enfants* [15 juin 1956] (p. 2651); — d'un projet de loi relatif aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations des services publics du Maroc Art. 1^{er} [12 juillet 1956] (p. 3417); — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 octobre 1956] (p. 3993). — Prend part à la discussion : du projet de Loi DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : *Développement nécessaire des classes de perfectionnement pour enfants retardés ; problème du recrutement des profes-*

seurs scientifiques (exemple du P.C.N. à Nantes) ; danger d'une distinction brutale entre les disciplines scientifiques et littéraires ; valeur universelle de la culture [27 novembre 1956] (p. 5174) ; aide à apporter aux collectivités locales entretenant des instituts de facultés ; enseignement dans les départements d'outre-mer (recrutement de professeurs qualifiés, locaux, absence d'enseignement technique) (p. 5172) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Titres III et IV en qualité de *Rapporteur pour avis* : Incidences financières de la loi-cadre (inconnues) ; suppression de la subvention au budget de l'A.E.F. ; situation financière de Saint-Pierre-et-Miquelon ; nombre trop élevé des fonctionnaires ; déficit permanent du budget du Cameroun [28 novembre 1956] (p. 5200, 5201) ; aide à l'exportation des bananes ; subvention en faveur des produits textiles d'outre-mer (utilisation, révision des conventions cotonnières de 1949, incidence réelle au stade de la production) ; diminution de la subvention accordée à l'Office du tourisme de la France d'outre-mer ; statut du théâtre de l'Union française ; situation des magistrats d'outre mer ; statut de la radiodiffusion d'outre-mer ; création de la S.O.R.A.F.O.M. (p. 5202) ; Art. 15, Etat D, CHARGES COMMUNES : Aide économique au Maroc, affectation des crédits ; maintien nécessaire de la présence culturelle de la France [4 décembre 1956] (p. 5483) ; Titre VI B : Ses explications de vote (p. 5489) ; Art. 15, Etat D, FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis* : Organisation de la recherche scientifique ; priorité à accorder aux petits investissements agricoles ; dépenses inutiles consacrées à certaines grandes entreprises (office du Niger, aménagement du Logomé) ; équipement sanitaire, recrutement d'infirmiers ; enseignement : recrutement de maîtres qualifiés développement des écoles rurales, inadaptation des programmes, orientation des boursiers (p. 5502 à 5504) ; Art. 21, DÉPENSES MILITAIRES, SECTION FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis* : Renforcement insuffisant des unités de souveraineté ; affectation au territoire du Tchad d'officiers des affaires militaires musulmanes ; africanisation des cadres de l'armée ; augmentation des effectifs de la gendarmerie ; refonte du décret de 1933 relatif aux soldes des troupes africaines ; augmentation de l'indemnité spéciale accordée aux militaires stationnés dans les régions

désertiques ; motorisation de certaines unités ; logement des troupes et des cadres [6 décembre 1956] (p. 5643) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents [14 décembre 1956] (p. 5977) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1133 du 13 novembre 1956 relatif aux conventions de longue durée pouvant être passées avec certaines catégories d'entreprises d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1956] (p. 6237, 6238) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1134 du 13 novembre 1956 autorisant et réglementant la création d'actions de préférence dans certaines sociétés d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1956] (p. 6240) ; en troisième examen [19 février 1957] (p. 979) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1132 du 13 novembre 1956 relatif au régime fiscal exceptionnel de longue durée dans les territoires d'outre mer, en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1956] (p. 6241) ; amendement de M. Lenormand (Nouvelle-Calédonie) tendant à limiter à une durée de quinze années le régime fiscal exceptionnel prévu au décret sus-visé (p. 6242) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1131 du 13 novembre 1956 relatif aux sociétés financières pour le développement des territoires d'outre mer, en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1956] (p. 6243) ; amendement de M. Louvel prévoyant l'avis technique du comité directeur du F.I.D.E.S. en cas de garantie de dividende minimum accordée aux sociétés sus-visées (p. 6244) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1138 du 13 novembre 1956 relatif aux caisses de stabilisation des prix dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1956] (p. 6246) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1139 du 13 novembre 1956 portant création d'un fonds de soutien des textiles des territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1956] (p. 6247) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1140 du 13 novembre 1956 rendant applicable dans certains territoires d'outre-mer la législation sur les warrants agricoles, en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1956] (p. 6248) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, en qualité de *Rapporteur pour avis* : Compression des effectifs administratifs de Saint-Pierre-et-Miquelon ; diminution

de la subvention accordée au F.I.D.E.S. [27 décembre 1956] (p. 6289, 6290); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les T.O.M. et énumération des cadres de l'Etat : *Amendement de M. Senghor prévoyant que les personnels de l'enseignement supérieur appartiendront aux cadres du Ministère de l'Education nationale* [31 janvier 1957] (p. 453); en deuxième examen, Art. 5 : *Amendement de M. Dronne tendant à inclure dans les cadres de l'Etat le cadre des chefs de division et des attachés de la France d'outre-mer* [12 mars 1957] (p. 1446); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 fixant les conditions de formation et de fonctionnement des conseils de gouvernement en A.O.F. et en A.E.F. : *ses explications de vote sur l'article 2 du décret* [2 février 1957] (p. 550); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de gouvernement et des assemblées territoriales en A.O.F. et en A.E.F. : *Amendement de M. Lisette prévoyant que le vice-président préside le conseil de gouvernement en l'absence du chef de territoire* [2 février 1957] (p. 573); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de Madagascar : *Amendement de M. Tsiranana tendant à donner au Haut Commissaire le pouvoir de nommer les inspecteurs du travail* [2 février 1957] (p. 589); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1249 instituant un régime spécial concernant les réserves constituées par les entreprises métropolitaines pour investissements dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [2 février 1957] (p. 608); *Amendement de M. Alduy prévoyant que le programme d'emploi des réserves doit être soumis à une commission d'agrément* (p. 608, 609); en deuxième examen, en qualité de *Rapporteur* [15 mars 1957] (p. 1623); Art 4 : *Amendement de M. Bayrou tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Agrément des programmes d'emploi)*; *Amendement de M. Vals ayant le même objet* (p. 1627); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer, Art 4 : *Amendement de M. Alduy (Suppression des dispositions étendant aux*

fonctionnaires originaires des départements d'outre-mer les facilités accordées aux fonctionnaires originaires des T.O.M.) [12 mars 1957] (p. 1450); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A.O.F. et de l'A.E.F., Art. 45 : *Amendement de M. Devinat tendant à mettre à la disposition des territoires la totalité des redevances et des droits de sortie perçus sur les produits miniers et pétroliers* [12 mars 1957] (p. 1457); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de province et des assemblées provinciales de Madagascar : *Ses explications de vote : Harmonisation souhaitable du texte par le Conseil de la République* [12 mars 1957] (p. 1492); — de la proposition de décision sur le décret du 28 mars 1957 portant statut du Cameroun, Art. 53 : *Amendement de M. Alduy tendant à reprendre le texte du Gouvernement (Gestion des crédits délégués aux chefs de circonscriptions)* [4 avril 1957] (p. 2059, 2060); — d'une proposition de loi relative à l'organisation des élections à l'assemblée locale de la Côte française des Somalis, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bayrou tendant à ne créer que trois circonscriptions électorales ; Observations sur le faible développement de l'intérieur du territoire* [4 avril 1957] (p. 2062); Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant tendant à permettre aux militaires et marins ayant au moins six mois de présence de participer aux élections territoriales* (p. 2063); — de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif à la création et au fonctionnement des circonscriptions autonomes à Madagascar, en qualité de *Rapporteur* : *Renforcement nécessaire des attributions des circonscriptions autonomes* [10 avril 1957] (p. 2134, 2135); en deuxième examen : *Régime financier des circonscriptions autonomes* [9 juillet 1957] (p. 3437); — de la proposition de décision sur le décret n° 57-240 du 24 février 1957 instituant une université à Madagascar, en qualité de *Rapporteur* : *Situation de l'enseignement supérieur en Afrique Noire ; Recrutement du personnel enseignant de la nouvelle université* [10 avril 1957] (p. 2035, 2036); — de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Côte française des Somalis : *Ses explications de vote :*

Création inutile de postes ministériels [10 avril 1957] (p. 2142) ; — de la proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale des Comores : *Observations sur l'emploi du verbe « arguer »* [10 avril 1957] (p. 2145) ; — d'une proposition de décision sur le décret du 24 février 1957 relatif au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie, Art. 38 : *Amendement de M. Maurice Lenormand étendant la compétence de l'assemblée territoriale à la réglementation des professions de courtiers assermentés et agents d'affaires* [10 avril 1957] (p. 2157) ; en deuxième examen, Art. 37 : *Amendement de M. Mutter (Durée des sessions extraordinaires)* [9 juillet 1957] (p. 3439) ; Art. 38 : *Son amendement (Pêche maritime)* (p. 3441) ; *Ses explications de vote* (p. 3445) ; — du projet de loi programme pour l'aide à la construction navale : *Ses explications de vote : Ses observations sur la nécessité de construire le paquebot Atlantique-Nord, les lignes des Antilles et Amérique du Sud, l'établissement d'une cale de carénage pour pétroliers, l'utilisation du port de Brest* [19 juin 1957] (p. 2780, 2784) ; — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom, en qualité de *Rapporteur pour avis : Intégration des territoires d'outre-mer dans l'Euratom, recherches et exploitations minières, exploitation des ressources hydroélectriques de l'Afrique, équipement des barrages du Konkouré et du Kouilou* [3 juillet 1957] (p. 3197 à 3199) ; — en deuxième examen, d'une proposition de décision sur un décret relatif au conseil de gouvernement et assemblée territoriale dans les Etablissements français de l'Océanie, Art. 1^{er} : *Son amendement (Meilleure rédaction de l'article)* [9 juillet 1957] (p. 3445) ; Art. 37 : *Son amendement (Durée des sessions extraordinaires)* (p. 3447) ; Art. 38 : *Amendement de M. Mutter (Réglementation de la pêche maritime)* (p. 3448) ; Art. 43 : *Son amendement (Convention avec les concessionnaires des services publics)* (p. 3449) ; Art. 46 : *Son amendement (Gestion du service radio-électrique et des réseaux téléphoniques)* (p. 3450) ; — en deuxième examen, des conclusions d'un rapport relatif à l'institution d'une université à Dakar, en qualité de *Rapporteur* [9 juillet 1957] (p. 3460, 3461) ; Art. 5 : *Amendement de M. Senghor (Budget et personnel de la nouvelle université, situation des personnels*

en fonction et à intégrer) (p. 3467, 3468, 3469). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [2 octobre 1957] (p. 4483). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux élections territoriales, départementales et communales en Algérie : *Vote de la motion préjudicielle de M. Jarrosson* [28 novembre 1957] (p. 5022) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets, en qualité de *Rapporteur pour avis : Application aux magistrats d'outre-mer de la contraction des grades, augmentation de la subvention spéciale accordée au budget de la Côte française des Somalis, accroissement considérable des charges du budget métropolitain depuis le vote de la loi-cadre ; Cas des administrateurs de la France d'outre-mer* [11 décembre 1957] (p. 5300, 5301, 5302) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements, FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Rôle prépondérant du F. I. D. E. S., contribution presque exclusive du budget métropolitain dans l'alimentation du F. I. D. E. S., inadaptation aux besoins locaux de certains instituts, crédits destinés à la C. G. O. T., réalisation de l'ensemble du Konkouré, coût total des ensembles industriels de la Guinée, importance de la réalisation du Kouilou, cas de l'archipel de Wallis et Futuna, développement de l'économie rurale, transfert de la capitale de la Mauritanie à Nouakchott* [10 mars 1958] (p. 1398 à 1401) ; *Transformation des ateliers de Markala en centre de formation professionnelle* (p. 1402) ; *Nécessité de stimuler le concours de l'institut français d'Océanie à la production agricole de la Nouvelle-Calédonie, l'O. R. S. T. O. M., l'office du Niger* (p. 1406, 1407) ; — du projet de loi sur l'amnistie dans les territoires d'outre-mer, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cordillot tendant à étendre les dispositions de la présente loi au Togo et au Cameroun* [18 mars 1958] (p. 1644) ; — d'urgence des conclusions d'un rapport portant proposition de décision sur le décret du 12 mars 1958 constituant les territoires autonomes d'Algérie : *Motion préjudicielle de M. Mitterrand (Fixation de la date de discussion de la réforme du titre VIII ; Nécessité d'une définition d'intention du gouvernement sur la politique qu'il compte suivre dans ses rapports avec les pays d'outre-mer* [27 mars 1958] (p. 2053) ; — d'un projet de loi adopté

par le Conseil de la République relatif au mode d'élection des conseillers de la République des T.O.M., du Togo et du Cameroun, Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Malbrant tendant à proroger pour six mois les mandats des sénateurs des T.O.M. et des territoires sous tutelle appartenant à la série B ; Conséquences de l'institution du collège unique* [21 mai 1958] (p. 2425) ; Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à instituer le scrutin proportionnel lorsque deux sièges sont à pourvoir ; Efficacité de la représentation proportionnelle pour assurer la représentation des différentes tendances des T.O.M.* (p. 2428). = S'excuse de son absence [16 mai 1956] (p. 1878), [26 juin 1956] (p. 3019), [28 juin 1956] (p. 3716), [17 janvier 1957] (p. 89), [19 mars 1958] (p. 1695), [13 mai 1958] (p. 2252). = Obtient des congés [16 mai 1956] (p. 1878), [26 juin 1956] (p. 3019), [17 janvier 1957] (p. 89), [19 mars 1958] (p. 1695), [13 mai 1958] (p. 2252).

RAKOTOVELO (M.), *Député de Madagascar (1^{re} circonscription) (app. M. R. P.)*.

Son élection est validée [18 avril 1956] (p. 1315). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [4 octobre 1957] (p. 4504).

Dépôt :

Le 17 janvier 1958, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 54-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale pour Madagascar, n° 6348.

Interventions :

Prend part à la discussion : des propositions de décisions sur 13 décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 : *Espoirs*

(1) Démissionnaire [9 octobre 1956] (p. 4076).

soulevés à Madagascar par la loi-cadre ; récentes élections municipales ; nécessité de tenir compte de l'évolution et du loyalisme des malgaches ; malaise existant à l'heure actuelle à Madagascar (maintien en prison de certains condamnés de 1947, situation des fonctionnaires) [30 janvier 1957] (p. 394) ; *bas niveau de vie des paysans ; caractère archaïque de l'agriculture ; extension nécessaire des industries extractives et des industries de transformations ; recherche nécessaire d'un équilibre entre le centre de Madagascar et les provinces excentriques* (p. 395, 396) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de Madagascar : *Nécessité d'une décentralisation au profit des provinces* [2 février 1957] (p. 585) ; — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratome : *Développement économique et social des territoires d'outre-mer ; association des assemblées locales à la mise en application du marché commun* [6 juillet 1957] (p. 3403) ; — du projet de loi sur l'amnistie dans certains territoires d'outre-mer : *Nécessité de tenir compte de la motion votée par l'assemblée représentative ; respect de l'esprit de la loi-cadre* [11 mars 1958] (p. 1516).

RAMADIER (M. Paul), *Député de l'Aveyron (S.)*.

Ministre des Affaires économiques et financières,

(Cabinet Guy MOLLET)

du 14 février 1956 au 13 juin 1957,

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission des affaires économiques [2 juillet 1957] (p. 3112).

Dépôts :

Le 28 février 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-205 du 25 février 1956 portant suspension de certains droits de douane d'importation, n° 838. — Le 28 février 1956, un projet de loi relatif à la suspension des taxes indirectes sur certains produits de

consommation courante, n° 840. — Le 6 mars 1956, un projet de loi organisant les conditions de l'assurance et de la réassurance des récoltes de tabac, n° 1019. — Le 9 mars 1956, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 56-240 du 8 mars 1956 portant rétablissement du droit de douane d'exportation applicable à certains produits, n° 1098. — Le 12 mars 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-790 du 11 juin 1955 qui porte rejet partiel des demandes de dérogation au tarif douanier métropolitain applicable dans le département de la Guadeloupe et de modification du tarif douanier spécial de ce département, n° 1158. — Le 15 mars 1956, un projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail dans les mines, n° 1207. — Le 17 avril 1956, un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1948, n° 1454. — Le 17 avril 1956, un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1949, n° 1455. — Le 17 avril 1956, un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1950, n° 1456. — Le 17 avril 1956, un projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; tome I, tome II : affaires étrangères à industrie et commerce, tome III : intérieur à marine marchande (budgets annexes) et nomenclature des établissements publics et semi-publics de l'Etat, des sociétés d'économie mixte et des fondations et associations subventionnées d'intérêt national, n° 1487. — Le 17 avril 1956, un projet de loi concernant diverses dispositions applicables à l'exercice 1956, n° 1488. — Le 17 avril 1956, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 56-382 du 14 avril 1956 portant augmentation du contingent tarifaire des bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses, griffes et rhizomes, en repos végétatif (n° ex-06-01 A. a) à admettre à l'importation au droit de 10 0/0 pendant la campagne 1955-1956, n° 1500. — Le 17 avril 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 57-354 du 5 avril 1956 portant rétablissement total ou partiel de droits de douane d'importation, n° 1501. — Le 17 avril 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-376 du 12 avril 1956 portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables aux animaux de l'espèce bovine et aux viandes de ces animaux, dans la limite de contingents tarifaires, n° 1504. — Le 3 mai 1956, un projet de

loi portant ratification du décret n° 56-432 du 2 mai 1956 réduisant provisoirement le taux du droit de douane d'importation applicable à certains tapis, n° 1736. — Le 9 mai 1956, un projet de loi tendant à compléter l'article 2 (2° alinéa) du décret du 31 août 1937 en vue de dispenser la Société nationale des chemins de fer français de l'obligation d'immatriculation prévue à l'article 56 du Code de commerce, n° 1791. — Le 16 mai 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-477 du 14 mai 1956 modifiant le décret n° 56-376 du 12 avril 1956 portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables aux animaux de l'espèce bovine et aux viandes de ces animaux dans la limite des contingents tarifaires, n° 1852. — Le 16 mai 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-478 du 14 mai 1956 portant suspension des droits de douane d'importation applicables aux pommes de terre de primeur, n° 1853. — Le 25 mai 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-500 du 23 mai 1956 portant suspension des droits de douane d'importation applicables à certaines matières colorantes organiques, n° 1953. — Le 7 juin 1956, un projet de loi portant prorogation des dispositions de la loi n° 56-333 du 27 mars 1956 relative à la suspension des taxes indirectes sur certains produits de consommation courante, n° 2087. — Le 14 juin 1956, un projet de loi portant autorisation et déclaration d'utilité publique des travaux : 1° de construction d'un pont suspendu destiné à livrer passage sur la Garonne, à une déviation de la route nationale n° 10 à ouvrir entre Bordeaux, sur la rive gauche du fleuve et Lormont, sur la rive droite ; 2° d'aménagement des voies d'accès au nouvel ouvrage ; 3° d'aménagement d'une voie de raccordement des installations portuaires de Bassens à l'itinéraire principal, n° 2181. — Le 15 juin 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-579 du 14 juin 1956 suspendant jusqu'au 31 décembre 1956 le droit de douane d'importation applicable à certaines pellicules sensibilisées, non impressionnées, perforées, pour images monochromes positives, n° 2207. — Le 21 juin 1956, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de l'année 1956, n° 2286. — Le 22 juin 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-611 du 21 juin 1956 suspendant jusqu'au 31 décembre 1957 la perception du

droit de douane d'importation applicable à l'acide alginique, ses sels et ses esters, à l'état sec, n° 2298. — Le 26 juin 1956, un projet de loi portant modification des taxes intérieures applicables à divers produits du pétrole, n° 2331. — Le 3 juillet 1956, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 56-466 du 30 avril 1956 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises belges de transport aérien, n° 2390. — Le 3 juillet 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-629 du 28 juin 1956 modifiant les décrets n° 56-376 du 12 avril 1956 et n° 56-477 du 14 mai 1956 portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables aux animaux de l'espèce bovine et aux viandes de ces animaux dans la limite des contingents tarifaires, n° 2392. — Le 11 juillet 1956, un projet de loi portant, pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits; 2° création de ressources nouvelles; 3° ratification de décrets, n° 2526. — Le 17 juillet 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-681 du 11 juillet 1956 modifiant le tarif douanier spécial de la Corse en ce qui concerne les tabacs bruts, les déchets de tabac, tabacs fabriqués et extraits ou sauces de tabac (prais), n° 2565. — Le 28 juillet 1956, un projet de loi instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, n° 2689. — Le 1^{er} août 1956, un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 2763. — Le 1^{er} août 1956, un projet de loi concernant l'octroi et la garantie de l'Etat à des entreprises et établissements du Maroc, n° 2767. — Le 2 août 1956, un projet de loi portant simplifications et aménagements fiscaux, n° 2781. — Le 3 août 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-763 du 2 août 1956 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation applicable aux cibles remorquées par avion, n° 2789. — Le 3 août 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-764 du 2 août 1956 modifiant le tarif des droits de douane d'importation applicable à certains produits, n° 2790. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-872 du 1^{er} septembre 1956 réduisant provisoirement les droits de douane d'importation applicables à certaines catégories d'aciers, n° 2854. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi portant ratifi-

cation du décret n° 56-893 du 6 septembre 1956 portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables aux animaux de l'espèce bovine destinés à la boucherie et aux viandes fraîches ou réfrigérées provenant de ces animaux, n° 2855. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-844 du 25 août 1956 modifiant le tarif des droits de douane d'importation applicable à certaines marchandises, n° 2856. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 58-846 du 25 août 1956 modifiant le tarif des droits de douane d'importation applicables à certains engrais minéraux ou chimiques azotés, n° 2857. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-965 du 28 septembre 1956 suspendant provisoirement le droit de douane d'exportation applicable aux déchets de peaux de mouton brutes, non tannées, et aux lobes d'oreilles de bœuf, n° 2859. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-966 du 28 septembre 1956 réduisant provisoirement le taux du droit de douane d'importation applicable à l'alcool octylique, n° 2860. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-976 du 28 septembre 1956 suspendant provisoirement dans la limite d'un contingent, les droits de douane d'importation applicables à l'huile d'olive brute, épurée ou raffinée, n° 2864. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-974 du 28 septembre 1956 portant suspension provisoire du droit de douane d'importation applicable aux oignons, n° 2865. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-975 du 28 septembre 1956 portant suspension du droit de douane d'importation applicable aux aux, n° 2866. — Le 5 octobre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-991 du 4 octobre 1956 suspendant jusqu'au 31 décembre 1957 le droit de douane d'importation applicable au coke imprégné d'iodure d'argent, n° 2908. — Le 16 octobre 1956, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 56-744 du 25 juillet 1956 portant approbation et publication d'une Convention conclue les 31 janvier et 20 mars 1956 entre le Gouvernement français et le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative pour l'imposition des revenus de capitaux mobiliers, n° 2944. — Le

16 octobre 1956, un projet de loi de finances pour 1957, **n° 2951 (Annexes I et II)**. — Le 6 novembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1099 du 31 octobre 1956 portant rétablissement des droits de douane d'importation applicables aux chevaux destinés à la boucherie et aux viandes des espèces chevaline, asine et mulassière, **n° 3131**. — Le 6 novembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1102 du 2 novembre 1956 portant suspension jusqu'au 31 décembre 1956 du droit de douane d'importation applicable aux sérums et vaccins contre la peste porcine, **n° 3136**. — Le 8 novembre 1956, un projet de loi tendant à autoriser le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce à engager des dépenses en vue de l'organisation de la section française à l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles 1958, **n° 3186**. — Le 14 novembre 1956, un projet de loi portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956; 2° ratification de décrets, **n° 3230**. — Le 16 novembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1152 du 15 novembre 1956 suspendant provisoirement la perception des droits de douane d'importation applicables aux turbines à gaz, leurs parties et pièces détachées, destinées à l'aviation, **n° 3263**. — Le 26 novembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1189 du 24 novembre 1956 rétablissant la perception des droits de douane d'importation applicables à certaines catégories d'huiles végétales, **n° 3334**. — Le 26 novembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1191 du 24 novembre 1956 suspendant provisoirement les droits de douane d'importation applicables à l'aluminium brut ou en déchets et débris et, dans la limite d'un contingent, au magnésium brut ou en déchets et débris, **n° 3335**. — Le 28 novembre 1956, un projet de loi autorisant la cession à la Régie autonome des pétroles, établissement public national, d'une partie de l'ancienne poudrière de Boussens (Haute-Garonne), du pipeline Peyrouzet à Toulouse (Haute-Garonne) et d'installations servant à la recherche et à l'exploitation de gisements pétrolifères, situées dans le département de la Haute-Garonne, **n° 3362**. — Le 1^{er} décembre 1956, une 2^e lettre rectificative au projet de loi de finances pour 1957 (n° 2951), **n° 3403**. — Le 7 décembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1241 du 6 décembre 1956 réduisant, à

titre provisoire, les droits de douane d'importation applicables à certaines variétés de fils machine et de barres laminées ou filées à chaud en aciers alliés plaqués de cuivre, **n° 3481**. — Le 7 décembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1240 du 6 décembre 1956 réduisant, à titre provisoire, le droit de douane d'importation applicable à l'alcool butylique secondaire, **n° 3482**. — Le 13 décembre 1956, un projet de loi relatif au régime fiscal des produits ou services d'utilisation courante, **n° 3531**. — Le 13 décembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1259 du 12 décembre 1956 rétablissant ou suspendant les droits de douane d'importation applicables à certains médicaments, **n° 3533**. — Le 14 décembre 1956, un projet de loi modifiant la loi n° 55-20 du 4 janvier 1955 relative aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis, **n° 3568**. — Le 17 décembre 1956, un projet de loi relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, **n° 3587**. — Le 21 décembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1172 du 20 novembre 1956 prohibant l'exportation des alcools éthyliques, **n° 3658**. — Le 26 décembre 1956, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 3230) portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956; 2° ratification de décrets, **n° 3673**. — Le 28 décembre 1956, un projet de loi concernant diverses dispositions relatives au Trésor, **n° 3703**. — Le 28 décembre 1956, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 56-1315 du 27 décembre 1956 portant augmentation du contingent tarifaire des bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses, griffes et rhizomes, en repos végétatif (n° 06-01 A a) à admettre à l'importation au droit de 10 0/0 pendant la campagne 1956-1957, **n° 3711**. — Le 28 décembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1317 du 27 décembre 1956 portant suspension provisoire de la perception des droits de douane d'importation sur certains produits, **n° 3712**. — Le 28 décembre 1956, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 56-1316 du 27 décembre 1956 portant rétablissement du droit de douane d'importation sur certains œufs d'oiseaux et suspension ou réduction des droits de douane d'importation sur les haricots secs autres que de semence, **n° 3713**. — Le 28 décembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1314 du 27 décembre

1956 suspendant la perception du droit de douane d'importation applicable aux tissus de fils de papier calendrés, présentés en rouleaux d'une largeur inférieure à un mètre et d'une longueur de moins de dix mètres, n° 3714. — Le 29 décembre 1956, un projet de loi relatif au paiement des pensions dans les Etats du Vietnam, du Cambodge et du Laos, n° 3751. — Le 15 janvier 1957, un projet de loi portant modification de l'article 11 de la loi du 1^{er} avril 1942 sur les titres de navigation, n° 3762. — Le 23 janvier 1957, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 57-61 du 22 janvier 1957 portant suspension provisoire de la perception du droit de douane d'importation applicable aux pois non décortiqués ni cassés (Ex n° 07-05 du tarif douanier), n° 3860. — Le 25 janvier 1957, un projet de loi portant ratification du décret n° 57-67 du 24 janvier 1957 portant suspension provisoire de la perception des droits de douane d'importation sur les graines et huiles brutes de ricin, n° 3887. — Le 30 janvier 1957, un projet de loi portant ratification du décret n° 57-80 du 29 janvier 1957 modifiant le tarif des droits de douane d'importation, n° 3952. — Le 5 février 1957, une lettre rectificative au projet de loi (n° 3703) concernant diverses dispositions relatives au Trésor, n° 4021. — Le 6 février 1957, un projet de loi-programme pour l'aide à la construction navale, n° 4035. — Le 21 février 1957, un projet de loi relatif à l'émission d'emprunts, n° 4223. — Le 28 février 1957, un décret n° 57-235 du 24 février 1957 pris en application des articles 3 et 4 de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale pour être soumis à l'examen du Parlement dans les conditions prévues à l'article premier de la loi susvisée, relatif à l'office anti acridien, n° 4345. — Le 7 mars 1957, un projet de loi portant ratification du décret n° 57-274 du 6 mars 1957 modifiant le tarif des droits de douane d'importation, n° 4430. — Le 7 mars 1957, un projet de loi portant ratification du décret n° 57-275 du 6 mars 1957 suspendant, dans la limite d'un contingent, le droit de douane d'importation applicable à certaines catégories de sucres, n° 4431. — Le 19 mars 1957, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 56-1324 du 27 décembre 1956 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises iraniennes de transport aérien, n° 4574. — Le 2 avril 1957, un projet de loi fixant les principes de la politique agricole, n° 4722. — Le 4 avril 1957, un projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie atomique pour les années 1957 à 1961, n° 4789. — Le 4 avril 1957, un projet de loi portant réduction des droits de mutation à titre onéreux en faveur de certaines acquisitions effectuées en vue de faciliter l'installation en France des Français contraints de quitter le Maroc ou la Tunisie, n° 4790. — Le 9 avril 1957, un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1952, n° 4808. — Le 14 mai 1957, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 57-357 du 15 mars 1957 portant approbation et publication d'une convention conclue les 14 décembre 1956 et 3 janvier 1957 entre le Gouvernement français et le Gouvernement général de l'Afrique équatoriale française, tendant à éliminer les doubles impositions et à établir les règles d'assistance mutuelle administrative pour l'imposition des revenus de capitaux mobiliers, n° 4917. — Le 14 mai 1957, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-558 du 7 mai 1957 prorogeant provisoirement le décret n° 56-1172 du 20 novembre 1956 ayant institué une prohibition d'exportation des alcools éthyliques, n° 4960. — Le 14 mai 1957, un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales, n° 4969. — Le 14 mai 1957, un projet de loi portant rajustement des dépenses publiques pour 1957, n° 4970. — Le 14 mai 1957, un projet de loi portant ouverture de crédits exceptionnels pour 1957 (dépenses militaires), n° 4971. — Le 14 mai 1957, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits et concernant diverses dispositions applicables à 1957, n° 4972. — Le 14 mai 1957, un projet de loi relatif à l'affectation ou au détachement de certains fonctionnaires de l'Etat hors du territoire européen de la France, n° 4976. — Le 17 mai 1957, un projet de loi relatif à la garantie de recettes en matière de taxe locale, n° 5034. — Le 29 mai 1957, un projet de loi tendant à approuver une Convention conclue entre le Ministre des Affaires économiques et financières et le Gouverneur de la Banque de France, n° 5081. — Le 14 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux victimes de la catastrophe d'Audun-le-Tiche (Moselle), n° 5910.

Interventions :

Est nommé *Ministre des Affaires économiques et financières* (1) (Cabinet Guy Mollet) [14 février 1956] (*J.O.* du 15 février 1956, p. 1762).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement [15 mars 1956] (p. 943); *les importations de pommes de terre, la révision du calcul de l'indice des 213 articles* (p. 951). — Répond à une question orale de M. Lamalle sur les exportations d'alcool vers les Etats-Unis [27 avril 1956] (p. 1604). — Prend part à la discussion du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *Urgence de la réforme, nécessité de trouver des ressources nouvelles; exemple de l'expérience travailliste, situation des finances de l'Angleterre, choix des impôts directs* [27 avril 1956] (p. 1618, 1619, 1620); *ses déclarations sur la menace d'inflation (incident soulevé par M. Robert Bruyneel)* [2 mai 1956] (p. 1647); *contre-projet de M. Giscard d'Estaing tendant à étaler sur trois ans la réalisation du fonds de solidarité (défaut d'équilibre du contre-projet)* (p. 1657); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Dorgères d'Halluin tendant à calculer toutes retraites selon les règles du régime général de la sécurité sociale; amendement de M. Pierre Ferrand supprimant les prestations familiales aux chefs de famille dont les ressources sont supérieures à 350.000 francs par enfant et affectant les ressources ainsi dégagées au financement du projet; amendement de M. Boisdé (financement du projet par une cotisation sur le salaire d'une heure de travail supplémentaire)* (p. 1662); *demande la réserve de l'amendement de M. Boisdé supprimant l'augmentation d'un décime sur la taxe proportionnelle et la surtaxe progressive* (p. 1663); *demande la réserve de l'amendement de Mme Rose Guérin tendant à remplacer l'augmentation de 10 0/0 de l'impôt sur les personnes physiques par la suppression de la détaxe des investissements, de l'amendement rectifié de M. Pronteau tendant à remplacer l'augmentation de 10 0/0 de l'impôt sur les personnes physiques par la taxation des revenus des dirigeants des sociétés, de l'amendement de M. Le Floch majorant la taxe proportionnelle*

sur les revenus de valeurs mobilières (p. 1666); *demande la réserve des amendements de M. Guy Petit exonérant du décime supplémentaire les sociétés de famille, de M. Boisdé concernant le versement forfaitaire sur les salaires pour les revenus de plus de 5 millions, de M. Mignot supprimant l'impôt sur les augmentations de loyer* (p. 1666); *demande la réserve de l'amendement de M. Guy Petit exonérant de l'impôt les revenus provenant de la location de locaux d'habitation* (p. 1667); *demande la réserve de l'amendement de M. Boisdé tendant à déduire du montant des loyers imposables certains éléments d'amortissement* [3 mai 1956] (p. 1692); *demande la réserve de l'amendement de M. Arthur Conte fixant le taux de la surtaxe sur les apéritifs* (p. 1693); *demande la réserve de l'amendement de M. François Benard fixant le taux de la surtaxe sur les apéritifs* (p. 1694); en seconde lecture : Art. 1^{er} : *Demande la réserve de l'amendement de M. Paquet tendant à exonérer de la taxe de luxe les produits agricoles* [6 juin 1956] (p. 2349); *communication aux Commissions de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République de la liste des abjets frappés par la taxe de luxe* (p. 2349). — Répond à une question orale : de M. Pinvidic relative à l'importation de chevaux de boucherie [4 mai 1956] (p. 1752); — de M. Lucas relative à la politique agricole et viticole [4 mai 1956] (p. 1758, 1759). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956 : *délais accordés pour le paiement des impôts* [4 mai 1956] (p. 1762); Article unique : *Amendement de M. Cadic (octroi d'une prime de 10 0/0)* (p. 1763, 1764); *oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 1764); *amendement de M. Laborbe (fixation de l'indice servant de base au calcul du prix du blé)* (p. 1764); *amendement de M. Vassor (octroi d'une prime spéciale pour les blés de haute qualité boulangère)* (p. 1765); *oppose l'article premier de la loi de finances au deuxième alinéa de l'article unique* (p. 1765); *article additionnel de M. Laborbe (application de l'échelle mobile au prix du blé)* (p. 1766); en deuxième lecture : *oppose l'article premier de la loi de finances à l'amendement de M. Pelleray tendant à accorder une prime supplémentaire à tous les producteurs de moins de 100 quintaux quel que soit leur revenu cadastral* [4 juillet 1956] (p. 3219); — d'une proposition de réso-

(1) En remplacement de M. Lacoste.

lution relative au prix du blé [4 mai 1956] (p. 1766); — d'un projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'orge, Art. 1^{er} : Amendements de MM. Dorgères et de Sesmaisons (limitation à 1956 de la commercialisation obligatoire par l'O.N.I.C.) [4 mai 1956] (p. 1770); Art. 3 : Amendement de M. de Sesmaisons (rapport entre le prix de l'orge et le prix du blé) (p. 1771); suppression des titres de mouvement relatifs aux avoines (p. 1772); — d'une proposition de loi relative aux mesures de forclusion à l'encontre des anciens combattants et victimes de guerre : demande le renvoi du texte à la Commission [15 mai 1956] (p. 1848); — d'une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux membres des organisations de jeunesse : convention intervenue entre le Ministère de l'Education nationale et la S.N.C.F. ; demande le renvoi du texte à la Commission [15 mai 1956] (p. 1850); — d'une proposition de loi étendant aux cheminots, anciens combattants, déportés et internés de la Résistance, le bénéfice de certaines dispositions relatives aux campagnes de guerre : demande le renvoi du texte à la Commission [15 mai 1956] (p. 1855); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 : Structure du budget ; caractéristique de la conjoncture ; croissance de l'épargne ; montant et financement du déficit ; nécessité de bloquer les prix ; recours aux importations, libération des échanges et engagement pris vis-à-vis de l'O.E.C.E. ; nécessité de lier les réformes sociales à l'accroissement de la productivité ; nécessité de voter des impôts nouveaux pour le financement des dépenses d'Algérie [25 mai 1956] (p. 2029, 2030, 2031); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A : motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à l'examen du budget des anciens combattants jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative [13 juin 1956] (p. 2581, 2582); Art. 11 : Taxe de circulation sur les viandes ; conséquences de l'augmentation de la taxe [21 juin 1956] (p. 2855); article additionnel de M. Rolland visant la réforme du commerce extérieur (p. 2864); Art. 69 : Demande le rétablissement de cet article [22 juin 1956] (p. 2954); Art. 70 : Demande le rétablissement de cet article (perception des centimes pour non-valeurs) (p. 2955); AGRICULTURE, Etat A : Oppose l'article 48 du règlement à l'article

additionnel de M. Laborbe visant la situation fiscale des pépiniéristes (p. 2957); article additionnel de M. Martin concernant la révision quinquennale des évaluations des propriétés non bâties (p. 2957); oppose l'article 68 du règlement à l'article additionnel de M. François-Bénard étendant aux établissements thermaux le régime de la patente saisonnière (p. 2958); oppose l'article 68 du règlement à l'article additionnel de M. François-Bénard concernant la perception des taxes sur les appareils automatiques (p. 2958); oppose l'article 68 du règlement à l'article additionnel de M. François-Bénard concernant l'imposition des exploitants forains d'appareils automatiques (p. 2958); oppose l'article 68 du règlement à l'article additionnel de M. François-Bénard relatif à l'imposition des salles d'audition de disques (p. 2958); oppose l'article 68 du règlement à l'article additionnel de M. François-Bénard relatif à l'imposition des établissements où l'on danse (p. 2958); article additionnel de M. Pflimlin rendant applicables dans les ports rhénans les dispositions des articles 280 à 283 du code des douanes concernant la perception des taxes de péage (p. 2959); oppose l'article 48 du règlement à l'article additionnel de M. Beauguitte concernant la liquidation de l'actif du comité de l'importation forestière (p. 2959); oppose l'article 48 du règlement à l'article additionnel de M. de Sesmaisons octroyant une indemnité aux assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux (p. 2960); oppose l'article 48 du règlement à l'article additionnel de M. Dorey accordant une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de la S.N.C.F. aux membres des organisations de jeunesse (p. 2961); oppose l'article 48 du règlement à l'article additionnel de Mme Lefebvre accordant aux conjoints des retraités de la sécurité sociale le bénéfice de la réduction de 30 0/0 sur les tarifs de la S.N.C.F. (p. 2962); article additionnel de M. Deixonne accordant une dotation en capital aux entreprises nationalisées (p. 2962); article additionnel de M. Marcel David concernant le cumul des allocations d'assistance et des prestations d'invalidité (p. 2963); article additionnel de M. Martin accordant un sursis de trois ans aux agriculteurs et artisans ruraux rappelés sous les drapeaux pour le remboursement des sommes empruntées au crédits agricole (p. 2965); article additionnel de M. Deixonne accordant aux entreprises minières certaines exonérations

fiscales (p. 2966) ; *article additionnel de M. Beauguitte concernant l'attribution de subventions destinées à encourager l'emploi des amendements calcaires* (p. 2966) ; *article additionnel de M. Martin créant une prime de rendement en faveur des cadres techniques des eaux et forêts* (p. 2966) ; *article additionnel de M. Martin constituant une prime de rendement en faveur du personnel de direction des services agricoles* (p. 2967) ; Art. 12 : *Nécessité d'une coordination des transports ; échec des procédés autoritaires ; établissement de l'égalité fiscale, résultats positifs pour le pays* (p. 2974) ; Art. 15 : *Oppose l'article 48 du règlement à l'amendement de Mme Gabriel-Péri tendant à majorer la pension d'ascendants* (p. 2984) ; *oppose l'article 48 du règlement à l'amendement de Mme Gabriel-Péri tendant à majorer la pension des veuves de guerre* (p. 2984) ; Art. 76 : *Oppose l'article l'article 48 du règlement à l'amendement de M. Mouton tendant à fixer à l'âge de cinquante ans le droit à la retraite du combattant* (p. 2984) ; *article additionnel de M. Darou majorant l'allocation accordée à certains aveugles et infirmes de guerre* (p. 2985) ; *oppose l'article 48 du règlement à l'article additionnel de M. Darou majorant la pension accordée aux veuves de guerre, aux bénéficiaires de l'article L. 18 du Code des pensions* (p. 2985) ; en deuxième lecture, Art. 12 : *Amendement de M. David relatif à l'entrée en vigueur des mesures prévues à cet article (application de l'échelle mobile) ; amendement de M. Jean-Moreau prévoyant une diminution du taux de la taxe à la valeur ajoutée lors de la suppression de la taxe de prestation de service* [23 juillet 1956] (p. 3525) ; — du projet de loi relatif à la participation de la France à la Société financière internationale : *Rôle des capitaux privés ; consultation du Gouvernement avant toute opération dans la zone franc ; faiblesse de la participation française ; participation du personnel français à l'administration de la société* [29 mai 1956] (p. 2061) ; — d'une proposition de loi relative aux ensemencements en blé et en orge : *Coût de l'opération ; frais de transport mis à la charge de l'O.N.I.C.* [19 juin 1956] (p. 2747, 2748) ; *solution mise au point par l'O.N.I.C.* (p. 2748) ; *bénéfices réalisés par l'État sur les importations de blé* (p. 2749) ; *oppose l'article premier de la loi de finances à la proposition de loi* (p. 2750) ; — d'une proposition de loi relative à la collecte du

blé de la récolte de 1955 : *mesures prises en faveur des producteurs de moins 250 quintaux ; impossibilité d'étendre ces mesures aux autres catégories de producteurs* [19 juin 1956] (p. 2752) ; *demande le renvoi à la Commission de la proposition de loi* (p. 2757) ; — d'un projet de loi relatif aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc, Art. 1^{er} : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* [12 juillet 1956] (p. 3415) ; *ses observations sur le principe de l'intégration automatique* (p. 3416) ; *oppose l'article premier de la loi de finances à l'amendement de M. Lamps tendant à l'intégration automatique dans les cadres métropolitains des fonctionnaires et agents visés à cet article* (p. 3438) ; Art. 2 : *Oppose l'article premier de la loi de finances à l'amendement de M. Lamps tendant à l'intégration automatique dans les services publics français des agents visés à cet article ; oppose l'article premier de la loi de finances au sous-amendement de M. Cartier tendant à faire prendre en charge par le budget métropolitain les ressortissants des régimes de retraites* (p. 3438) ; Art. 8 (*intégration des agents de la compagnie de phosphates et du chemin de fer de Gafsa*) ; *oppose l'article premier de la loi de finances à cet article* (p. 3442) ; — d'une proposition de loi tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural : *oppose l'article premier de la loi de finances* [12 juillet 1956] (p. 3437) ; — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulations de crédits ; 2^o création de ressources nouvelles ; 3^o ratification de décrets, Art. 14 : *Ses observations sur la réalisation des économies, la réforme administrative, la réduction des subventions, le blocage des prix et des salaires* [26 juillet 1956] (p. 3684) ; *les dépenses entraînées par les opérations de pacification, l'institution d'une taxe civique, l'impôt sur les bénéfices exceptionnels et celui sur l'actif net des sociétés* (p. 3685) ; *le rendement escompté de l'emprunt* (p. 3686) ; Art. 14 : *Amendement de M. David permettant aux contribuables de se libérer en remettant en paiement les titres de l'emprunt dans la limite de 50 0/0 du montant de leur souscription* (p. 3695) ; Art. 14 bis : *Amendement de M. Courant tendant à déduire des suppléments de bénéfices les sommes consacrées à l'organisation de laboratoires et à la recherche scienti-*

fique (p. 3698); oppose l'article premier de la loi de finances à l'article additionnel de M. Louvel autorisant le service des poudres à fabriquer et à vendre des cartouches (p. 3700); oppose l'article premier de la loi de finances à l'article additionnel de M. André Lenormand ayant le même objet (p. 3700); — Répond à une question orale de M. Ballanger relative à la liquidation des entreprises de crédit différé (cas notamment du Crédit mutuel du bâtiment) [19 octobre 1956] (p. 4250). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : Ses observations sur les mesures prises par le Gouvernement pour contenir la hausse des prix : blocage des prix, utilisation du Fonds de régularisation des marchés agricoles (arme trop lente), importations de bétail, action sur les prix de détail de la viande, suspension des impôts indirects sur certains produits alimentaires, subventions pour le pain et le gaz [23 octobre 1956] (p. 4279, 4280); l'indice des 213 articles et les moyens de l'améliorer, la progression de la production industrielle, le déficit de la balance des comptes et les moyens d'y remédier, les restrictions du crédit (p. 4281); le déficit budgétaire (impasse de 987 milliards), « l'effort désespéré » pour empêcher son aggravation (4282); — d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait, Art. 1^{er} : Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Dulin [30 octobre 1956] (p. 4390); Oppose l'article 10 du décret organique [21 février 1957] (p. 1047, 1048); Observations sur les conséquences économiques et financières d'une augmentation de l'indice des 213 articles [28 février 1957] (p. 1197); Demande le renvoi du vote sur l'ensemble [1^{er} mars 1957] (p. 1235 1236); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs : Fixation des objectifs de la loi-cadre (déclaration d'intention); problème de la consolidation des avances de la Banque de France [13 novembre 1956] (p. 4632); Art. 1^{er} : Amendement de M. André Lenormand tendant à prévoir chaque année la construction de 350.000 logements au titre des H.L.M. [15 novembre 1956] (p. 4742); Oppose l'article 48 du Règlement (ibid.); Art. 2 : Amendement de M. Nicolas tendant à augmenter le montant des emprunts bénéficiant de bonifications d'intérêt; Amendement de M. Le Strat ayant le

même objet [16 novembre 1956] (p. 4780); Art. 3 : Amendement de M. Nicolas tendant à porter de 8 à 9 milliards le montant des crédits destinés à l'attribution de primes à la construction; oppose l'article 48 du Règlement (p. 4781); Amendement de M. Hugues tendant à fixer les crédits destinés à l'attribution de primes à la construction à un montant égal à celui de 1956; oppose l'article 48 du Règlement (p. 4782); Art. 3 bis : Amendement de M. Courant tendant à supprimer cet article (Inscription dans chaque budget des moyens de financement permettant la construction de 300.000 logements par an); révision nécessaire du système de financement de la construction (p. 4787); Art. 3 ter : Amendement de M. Pflimlin tendant à assortir le prix-plafond des constructions destiné à l'accession à la propriété, d'un coefficient géographique [19 novembre 1956] (p. 4811); Art. 7 : Sous-amendement de M. Monteil supprimant dans l'amendement de M. Courant les mots « prévus comme prioritaires dans le cadre des plans de modernisation et d'équipement » (p. 4826); Art. 14 ter : Amendement de M. Hovnanian tendant à la création d'un organisme national chargé de garantir les salaires annuels des ouvriers du bâtiment (p. 4855); Art. 16 : Demande d'ajournement du débat présentée par M. Bonnet (p. 4859); Amendement de M. Deixonne tendant à faire participer les entreprises privées ou publiques à l'équipement collectif (p. 4860); Art. 16 bis : Amendement de M. Mérigonde tendant à supprimer cet article (plans d'aménagement régional) (p. 4861); Art. 17 : Amendement de M. Bonnefous prévoyant l'accord, du conseil général et l'avis conforme du préfet en cas d'implantation d'agglomérations nouvelles (p. 4863); Art. 18 : Garanties départementales ou communales aux prêts à la construction (p. 4866); Art. 24 : Amendement de M. Arbogast tendant à indemniser les anciens lotisseurs auxquels des charges nouvelles seront imposées; oppose l'article 48 du Règlement (p. 4876); Art. 27 : Amendement de M. Triboulet tendant à la révision de l'indemnité en cas de changement d'affectation des terrains expropriés (p. 4885); Art. 29 : Amendement de M. Bouxom prévoyant la construction de logements de transit (p. 4887); Après l'article 35 : article additionnel de M. Deixonne tendant à réserver un pour cent des crédits de construction aux travaux de

décoration; Article additionnel de M. Cayeux ayant le même objet; oppose l'article 48 du Règlement à ces deux articles additionnels (p. 4890); Art. 36: Amendement de M. Courant tendant à supprimer les dispositions relatives à la modification de la taxe sur les locaux insuffisamment occupés (p. 4890); Art 36 bis: Amendement de M. Plaisance tendant à modifier les conditions d'attribution de l'allocation-logement aux familles logées dans des H.L.M.; oppose l'article 48 du Règlement (p. 4893); Après l'article 36 bis: article additionnel de M. de Tinguy tendant à augmenter la provision pour amortissement des immeubles admise en déduction de l'impôt sur le revenu (p. 4893); Art. 41: Amendement de Mme Lefebvre permettant au Gouvernement d'appliquer par décret tout ou partie de la présente loi aux départements algériens (p. 4897); Art 38: Statut et organisation du Ministère de la Reconstruction et du Logement (p. 4900); Amendement de M. Schaff tendant à reprendre le texte initial; amendement de M. Dupont ayant le même objet: oppose l'article 48 du Règlement (p. 4901); en deuxième lecture: Répercussion du relèvement du taux de l'escompte sur le taux du crédit à moyen terme, incidence des économies [11 avril 1957] (p. 2211); Art. 3: Amendement de M. Hugues tendant à porter à 10 milliards les crédits destinés à l'attribution des primes à la construction, oppose l'article 10 du décret organique (p. 2215); Art. 3 ter: Nécessité d'une modification des modes de financement de la construction [15 mai 1957] (p. 2424); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957: Question préalable opposée par M. Tournaud: Nécessité de la réforme de la procédure budgétaire [20 novembre 1956] (p. 4942, 4943); Préparation du budget [21 novembre 1956] (p. 4970); Montant du déficit budgétaire, réduction nécessaire de celui-ci en quatre ou cinq années; sélection des investissements; « débudgétisation » de certains d'entre eux; difficultés d'une contraction budgétaire (danger d'une rigidité de la machine économique) (p. 4971); Réduction du déficit des budgets annexes; financement des prestations familiales agricoles; lutte contre l'inflation; incertitude de la conjoncture (p. 4972, 4973); Art 14, Etat C, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, titres III et IV: Impossibilité d'augmenter les crédits affectés au budget des Anciens combattants [26 novembre

1956] (p. 5099); Effort consenti par le Gouvernement (p. 5105); Difficultés financières; Nécessité de défendre la monnaie (p. 5106); AGRICULTURE, titre III: Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 8.300.000 fr. le montant des crédits (interdiction de l'emploi du conservateur dans les beurres fermiers) [1^{er} décembre 1956] (p. 5397). SERVICES FINANCIERS, titres III et IV: Réforme du service des douanes; révision des revenus cadastraux; unification du contrôle fiscal; élaboration des statuts des agents des services extérieurs de la direction générale des impôts, statut des agents de maîtrise des manufactures de l'Etat; situation des receveurs-buralistes (p. 5400). AFFAIRES ÉCONOMIQUES, titres III et IV: Structure de l'organisation du commerce extérieur, plan d'expansion régionale des départements d'outre-mer; stockage des produits alimentaires, approvisionnement de la France en carburant; statut des attachés agricoles; participation française aux foires à l'étranger; relations commerciales avec l'Est (p. 5404, 5405); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, titre III: Application du plan d'expansion économique de la Bretagne (p. 5406); Art. 67: Amendement de M. Soury tendant à augmenter la dotation du fonds de développement économique et social destinée à l'équipement agricole et à financer cette dépense par la création d'un impôt sur la fortune; oppose l'article 17 de la Constitution [3 décembre 1956] (p. 5417); Amendement de M. Halbout tendant à fixer la répartition de la dotation du Fonds de développement économique et social (irrecevabilité) (p. 5418); Amendement de M. Martin tendant à augmenter la dotation du Fonds de développement économique et social destinée à l'équipement agricole et à diminuer en contrepartie celle destinée aux entreprises nationalisées (p. 5419); Art. 15, Etat D, AGRICULTURE: Hausse des prix des travaux d'électrification et d'adduction d'eau, application du blocage des prix (p. 5431); Art. 29: Demande le rétablissement de cet article (participation des agriculteurs au financement du Fonds de garantie mutuelle) (p. 5432); Art. 30: Amendement de M. Hénault tendant à inscrire au budget un crédit de 700 millions destiné à l'arrachage des pommiers à cidre, amendement de M. Triboulet ayant le même objet; oppose l'article 48 du Règlement (p. 5435); Amendement de M. Pautier tendant à réserver l'indemnité d'arrachage

des pommiers à cidre aux petits cidriculteurs (p. 5435); Amendement de M. Manceau tendant à faire bénéficier les fermiers et métayers de l'indemnité d'arrachage des pommiers à cidre (p. 5436); Après l'article 100 : article additionnel de M. Paquet tendant à modifier le régime des exonérations des cotisations d'allocations familiales agricoles (p. 5450); Art. 102 : Amendement de M. Le Caroff tendant à protéger les droits des fils d'exploitants agricoles travaillant comme salariés chez leurs parents (p. 5453); Amendement de M. Paumier tendant à sauvegarder les droits des ouvriers agricoles itinérants (p. 5455); Après l'article 102 : article additionnel de M. de Sesmaisons permettant aux commerçants de faire garantir les blés dont la livraison est différée, oppose l'article 68 du Règlement (p. 5455); Art. 15, Etat D, CHARGES COMMUNES : Aide économique au Maroc et à la Tunisie; équilibre des budgets de ces états; convention d'établissement franco-marocaine; montant des crédits versés par la France en 1956 [4 décembre 1956] (p. 5483, 5484); Indemnisation des Français sinistrés de Tunisie et du Maroc (p. 5488); Art. 15, Etat D, INTÉRIEUR : Inscription d'un crédit correspondant à la garantie des recettes accordée aux communes (p. 5516, 5517, 5518); Art. 36 : Interdiction faite par la Caisse des dépôts et consignations et aux Caisses d'épargne de consentir des prêts aux communes pour des travaux non subventionnés par l'Etat (p. 5525); Art. 18, Etat G, LÉGION D'HONNEUR : Demande la reprise du budget [7 décembre 1956] (p. 5738); Art. 98 : Situation catastrophique du service des alcools, réforme projetée par le Gouvernement [8 décembre 1956] (p. 5757); Art. 81 : Amendement de M. Desouches tendant à supprimer cet article (Utilisation des dépôts des Caisses d'épargne en application de la loi Minjoz) (p. 5761); Après l'article 107 : article additionnel de M. Nisse prévoyant le dépôt avant le 1^{er} mars 1957 d'un projet de loi portant modification du mode de détermination du revenu cadastral, oppose l'article 68 du Règlement (p. 5763); Article additionnel de M. Pleven tendant à permettre l'importation en franchise de droits de douane des huiles minérales de graissage usagées en provenance de l'avitaillement des navires (p. 5763); Art. 51 bis : Amendement de M. Paquet prévoyant la création d'un fonds national de surcompensation des prestations familiales et

créant les ressources nécessaires à son financement (p. 5787); seconde délibération, Art. 16 : Financement des prêts destinés à l'habitat rural (p. 5790); — du projet de loi relatif au régime fiscal des produits ou services d'utilisation courante : Volonté du Gouvernement de lutter contre l'inflation, indemnisation du Fonds de développement de l'industrie cinématographique, compensation en faveur des collectivités locales; problème des viandes stockées en frigorifiques; extension aux confitures du régime fiscal des sucres [26 décembre 1956] (p. 6229); Article unique : Son amendement tendant à supprimer les dispositions limitant au 30 juin 1957 l'autorisation donnée au Gouvernement de suspendre la perception de certains impôts (p. 6230); Amendement de M. Mondon (Moselle) prévoyant une compensation en faveur des collectivités locales pour les suspensions de taxes prévues antérieurement à la présente loi (ibid); Amendement de M. Louvel tendant à garantir les droits assis sur les impôts et taxes dont la perception pourrait être suspendue (p. 6231); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets. Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 31-42 : Attribution d'une prime de recherche aux assistants des facultés de lettres [27 décembre 1956] (p. 6295); Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. CHARGES COMMUNES, Cha. 31-93 et 33-91 : Demande de disjonction déposée par M. Gaumont (Rémunération des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer) (p. 6296); Oppose l'article premier de la loi de finances (p. 6297); Chap. 44-92 : Approvisionnement en charbon, difficultés d'un contingentement; péréquation des prix du charbon (p. 6299); Amendement de M. Paumier tendant à réduire de un milliard de francs le crédit du chapitre (exportations de blé vers l'Allemagne fédérale) (p. 6300); Chap. 57-00 : Gestion du musée national de la Résistance [27 décembre 1956] (p. 6327); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Chap. 70-10 : Demande le rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement (paiement des dommages de guerre « à guichet ouvert ») (p. 6331); — du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc, Art. 4 : Amendement de M. Briffod prévoyant qu'aucun crédit supplémentaire provenant des fonds publics ne pourra être apporté à la réalisation du projet sans une décision législative préalable

[24 janvier 1957] (p. 291); — du projet de loi portant revalorisation des retraites minières : *Situation des mines de sel gemme, polémique avec M. Pierre André* [15 février 1957] (p. 928, 929); *Article additionnel de M. Boisdé tendant à financer le projet par une subvention budgétaire et par un prélèvement sur le Fonds national de solidarité* (p. 929, 930); après l'article 5 : *article additionnel de M. Engel tendant à augmenter la cotisation patronale et la contribution de l'Etat, oppose l'article 10 du décret organique* [19 février 1957] (p. 958); Art. 6 : *Amendement de M. Louvel tendant à augmenter le taux de la cotisation versée par les exploitants* (p. 959); *Amendement de M. Titeux tendant à faire régler par un arrêté le cas des ardoisières* (p. 930); — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères : *Impossibilité d'envisager de nouvelles dépenses* [20 février 1957] (p. 1023, 1024); — du projet de loi relatif à l'émission d'emprunts : *Nécessité d'assurer le succès de l'emprunt* [5 mars 1957] (p. 1260); — d'un projet de loi portant prorogation du mandat des membres du Conseil Economique [7 mars 1957] (p. 1359); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (politique économique et financière) : *Ses observations sur la situation économique, le déficit de la balance des comptes (mesures prises par le Gouvernement), le déséquilibre du marché intérieur (économies, restriction de la consommation privée, nouvel effort fiscal), l'intervention de M. Paul Reynaud, le blocage des prix* [19 mars 1957] (p. 1695 à 1698); — d'un projet de loi concernant diverses dispositions relatives au Trésor : *Amendement de M. Hénault tendant à supprimer l'article 5 relatif au capital exigé des banques et des organismes de crédit* [2 avril 1957] (p. 1969); Art. 8 : *Définition des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité et de gaz nationalisées (art. 15 de la loi du 8 avril 1946), question préalable opposée par M. Mignot* (p. 1974, 1975); — d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Motion préjudicielle de M. Paquet (Engagement pour le Gouvernement de s'opposer à toutes nouvelles dépenses), mesures de salut public proposées par le Gouvernement* [17 mai 1957] (p. 2537, 2538); *Nombre de licences d'importation* (p. 2542, 2545); *Lutte du Gouvernement contre l'inflation, les prix et les salaires, la politique de développement de la production et de limita-*

tion de la consommation, l'équilibre de la balance des comptes, réduction des abus du crédit, les efforts nécessaires en vue d'une prospérité à venir (p. 2561 à 2564). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires économiques et financières* le 21 mai 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2861). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Affaires économiques et financières et le Gouverneur de la Banque de France : *Ses observations sur la nécessité de faire face à une échéance de bons du Trésor de 95 milliards de francs; répond à la demande d'explications de M. Boisdé sur le décret du 22 mai plaçant sous le contrôle économique et financier de l'Etat les entreprises exportatrices recevant la garantie ou l'aide de l'Etat* [29 mai 1957] (p. 2635, 2636). — Sa démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J.O.* du 14 juin 1957, p. 5923).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Rappel de la déclaration de M. Léon Blum et de l'appui du parti socialiste au Gouvernement le 6 février 1934, nécessité d'une collaboration entière entre l'Assemblée et le Gouvernement* [14 mai 1958] (p. 2301, 2302); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Inopportunité d'une démission du Gouvernement après le vote de la réforme* [27 mai 1958] (p. 2533); — sur une communication du Gouvernement (entrevue du Président du Conseil avec le général de Gaulle) : *Confirmation du Gouvernement dans la mission à lui confiée le 13 mai, conséquences catastrophiques pour l'existence de la République d'un abandon dans les circonstances actuelles, appel au Président du Conseil pour qu'il ne cède en aucun cas à la contrainte physique* [27 mai 1958] (p. 2536); — d'urgence des conclusions d'un rapport relatif à la modification de l'article 90 de la Constitution : *Absence de ratification des textes constitutionnels élaborés après juillet 1940* [2 juin 1958] (p. 2619); Article unique : *Sous-amendement de M. Ballanger à l'amendement de M. Apithy précisant que le Parlement comporte nécessairement une chambre élue au suffrage universel direct; inutilité de cette précision* (p. 2623).

RAMEL (M. Hippolyte), *Député de la Moselle (I. P. A. S.)*

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1962). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 9 juillet 1957, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire, dans toute la métropole, l'inscription sur les pièces d'identité du groupe sanguin et du facteur Rhésus, **n° 5409**. — Le 14 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux victimes de la catastrophe d'Audun-le-Tiche (Moselle), **n° 5910**. — Le 20 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux victimes de la catastrophe d'Audun-le-Tiche (Moselle), **n° 5943**. — Le 20 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur les propositions de résolution : 1° de M. Louis Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 5933) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 5 millions de francs aux familles des victimes de la catastrophe d'Audun-le-Tiche ; 2° de MM. Ramel, Engel et Mondon (Moselle) (n° 5943) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux victimes de la catastrophe d'Audun-le-Tiche (Moselle), **n° 5953**.

Interventions :

Son rapport au nom du 8^e bureau sur les opérations électorales du département du Rhône [21 juin 1957] (p. 2893).

RAMETTE (M. Arthur), *Député du Nord (2^e circonscription) (C.)*

Son élection est validée [28 février 1956] (p. 523). = Est nommé : membre de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161);

membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre titulaire de la Commission des finances [19 octobre 1956] (p. 4246), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 23 mars 1956, une proposition de loi tendant à réduire à 19,50 0/0 à 10 0/0 le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux vêtements et aux chaussures ainsi qu'aux matières textiles ou en cuir entrant dans leur composition, **n° 1433**. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à indemniser les ouvriers licenciés des distilleries dont les droits de production en alcools ont été supprimés ou réduits, **n° 1478**. — Le 29 décembre 1956, une proposition de loi tendant : 1° à doubler pour l'année 1957 les taux des redevances communale et départementale des mines sur le charbon fixées par l'article 25 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 ; 2° à substituer, auxdites redevances, un impôt *ad valorem* à partir du 1^{er} janvier 1958, **n° 3753**. — Le 26 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une école nationale d'enseignement technique à Lille, **n° 4301**. — Le 5 mars 1957, une proposition de loi tendant à attribuer aux salariés, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, une prime spéciale de transport dont le montant sera au moins égal à 70 0/0 des frais de transport qu'ils supportent, **n° 4406**. — Le 5 décembre 1957, une proposition de loi tendant à réduire, pour la campagne 1957-1958, à 8 degrés la densité de base servant au calcul du prix des betteraves à sucre pour les planteurs dont les livraisons n'auront pas dépassé 100 tonnes, **n° 6087**. — Le 6 mars 1958, une proposition de loi tendant à assurer aux petits et moyens exploitants agricoles des départements de production betteravière : 1° la livraison en priorité aux sucreries de 200 tonnes de betteraves exemptes de toutes charges de résorption et de taxes ; 2° l'attribution d'un contingent de production dans la limite de 200 tonnes ; 3° en cas de mauvaise récolte, de réduire la densité de base retenue pour le calcul du prix de la betterave ; 4° des crédits pour l'achat en commun du matériel adapté à la culture betteravière, **n° 6821**.

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport du 4^e bureau sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe : *Fraudes commises dans certains bureaux de vote (Commune d'Anse-Bertrand, commune de Sainte-Anne)*; rapport de l'observateur du préfet; existence d'un gang électoral [30 mai 1956] (p. 2126 et suiv.). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion des interpellations sur les événements de Hongrie avec inscription au procès-verbal [7 novembre 1956] (p. 4509). — Est frappé de la censure avec exclusion temporaire au cours de la communication du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient [7 novembre 1956] (p. 4530). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets : *Conséquences économiques et financières de la politique menée en Algérie; dépenses provenant de l'opération de Suez; diminution probable des rentrées fiscales; caractère inflationniste du déficit budgétaire; réduction des exportations; diminution probable des constructions de logements; insuffisance des ressources énergétiques de la France; diminution de l'extraction charbonnière imposée par la C.E.C.A.; exploitation des ressources de gaz naturel* [27 décembre 1956] (p. 6290, 6291); — du projet de loi portant assainissement économique et financier; Art. 1^{er} : *Sa demande de disjonction de l'article; pouvoirs exorbitants donnés au Gouvernement de modifier la législation en vigueur; incidence des dépenses improductives de la guerre d'Algérie sur la production et la balance des comptes; faible rendement de la suspension de la décote par rapport aux nouvelles charges imposées aux travailleurs* [21 juin 1957] (p. 2882); *Bénéfices importants des sociétés capitalistes* (p. 2883); *Son amendement tendant à suspendre la décote et instituer un impôt sur les dividendes des sociétés* (p. 2884); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Les charges entraînées par les emprunts nécessaires aux collectivités communales* [15 novembre 1957] (p. 4847, 4848); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets : *Procédure d'examen ultra rapide de la loi de finances et des différents budgets; montant des dépenses militaires en Algérie; dépenses concer-*

nant l'intervention de Suez [11 décembre 1957] (p. 5306, 5307); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1958; Art. 3 : *Son amendement (Prise en charge par les employeurs des augmentations des tarifs de transports)* [26 décembre 1957] (p. 5546).

RAMONET (M. Edouard), Député de l'Indre
(Rad. Soc.).

Secrétaire d'Etat à l'Energie
(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY
du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957.

*Secrétaire d'Etat à l'Industrie
et au Commerce*
(Cabinet Charles DE GAULLE)
du 1^{er} juin 1958 au 9 juin 1958,

Ministre de l'Industrie et du Commerce
(Cabinet Charles DE GAULLE).
du 9 juin 1958 au 8 janvier 1959,

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160) (1); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [22 janvier 1957] (p. 186) (1), [4 octobre 1957] (p. 4504); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [16 décembre 1957] (p. 5382) (2). — Est élu : Président de la Commission des affaires économiques [10 février 1956] (p. 254); représentant de l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée de statuer sur l'éligibilité des membres du Conseil économique et la régularité de leur désignation [13 mars 1956] (p. 878).

Interventions :

En sa qualité de *Président de la Commission des affaires économiques* demande des pouvoirs d'enquête [28 février 1956] (p. 548). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires; recon-

(1) Démissionnaire [18 juin 1957] (p. 2744).

(2) Démissionnaire [2 juin 1958] (p. 2627).

duites à l'exercice 1956, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A. AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 44-11 : *Inquiétudes suscitées par la réduction de l'aide à l'exportation ; Efforts faits par le comité permanent des foires à l'étranger* [15 juin 1956] (p. 2684, 2685). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer à la France le maintien des marchés à l'étranger, notamment en ce qui concerne les exportations de farine [17 juillet 1956] (p. 3468). — Prend part à la discussion : du projet de loi reportant les élections aux chambres de métiers, Art. 5 : *Demande de disjonction présentée par M. Alphonse Denis (Problème de la qualification professionnelle)* [10 octobre 1956] (p. 4093) ; — d'une proposition de loi relative à la suppression des « heures d'équivalence » dans les commerces non alimentaires : *Sa demande de renvoi pour avis à la Commission des affaires économiques* [30 octobre 1956] (p. 4412) ; — de la proposition de loi relative à l'organisation de la section française à l'exposition universelle de Bruxelles 1958, en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 novembre 1956] (p. 5127) ; — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : *Article additionnel de M. Klock tendant à prévoir un contrôle statistique des entrées et des sorties de marchandises à la frontière franco-sarroise* [12 décembre 1956] (p. 5911). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce une question orale relative aux mesures prises pour réprimer le marché noir de l'essence et du fuel domestique [1^{er} février 1957] (p. 477). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au statut professionnel des représentants, voyageurs et placiers, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Badie (Cas des agents commerciaux)* [5 février 1957] (p. 630, 631) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc [12 avril 1957] (p. 2267). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Energie* (Cabinet Bourguès-Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083).

En cette qualité :

Répond à une question orale : de M. Montalat relative aux départements bénéficiaires de la distribution du gaz de Lacq et les prix de cession de ce gaz [21 juin 1957] (p. 2852) ; — de

M. Joseph Ferrand relative aux mesures prises en faveur des forges d'Hennebont [26 juillet 1957] (p. 4006) ; — de M. Louvel relative à la situation des usines à gaz non nationalisées [26 juillet 1957] (p. 4010). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Energie* (Cabinet Bourguès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 40451). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* (Cabinet Charles de Gaulle) [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Charles de Gaulle) [9 juin 1958] (*J. O.* du 10 juin 1958, p. 5438). — S'excuse de son absence [20 juin 1956] (p. 2802). — Obtient un congé [20 juin 1956] (p. 2802).

RANOUX (M. Roger), Député de la Dordogne (C.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 178). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161) ; de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de l'agriculture [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Secrétaire de la Commission des pensions [10 février 1956] (p. 254). — Est nommé juré suppléant de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [23 mai 1956] (p. 1956).

Dépôt :

Le 5 juillet 1956, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les fermiers viticulteurs sinistrés par le gel d'une réduction exceptionnelle du montant de leur ferme, n° 2459.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Le problème tabacole* [15 mars 1956] (p. 963) ; *La production des noix et du bois de noyer* (p. 964) ; — du projet de loi

portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A, Chap. 43-32 : *Développement des œuvres laïques à la campagne* [29 mai 1956] (p. 2095) ; Etat C, Chap. 84-26 : *Indemnisation des viticulteurs sinistrés* (p. 2106) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-15 : *Son amendement indicatif relatif aux revendications des ouvriers permanents des parcs et ateliers des ponts et chaussées* [12 juin 1956] (p. 2513) ; P. T. T., Etat E, Chap. 10-80 : *Son amendement indicatif (Validation pour la retraite du temps du service d'auxiliaire)* [20 juin 1956] (p. 2797) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 34-12 : *Son amendement indicatif (Locaux de l'hôtel des Invalides)* [22 juin 1956] (p. 2939) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Titre IV : *Insuffisance de la dotation de l'Office national des anciens combattants (Cas de l'Office départemental de la Seine)* ; *Représentation des combattants volontaires de la Résistance dans les conseils d'administration des offices des anciens combattants* ; *Situation des résistants condamnés pour faits de Résistance* [26 novembre 1956] (p. 5090) ; AGRICULTURE, Titres III et IV : *Carburant agricole : Approvisionnement, dégrèvement fiscal* [1^{er} décembre 1956] (p. 5389) ; Art. 102 : *Son amendement tendant à supprimer les dispositions permettant le retrait des avantages économiques et sociaux aux agriculteurs n'ayant pas acquitté leurs cotisations sociales* [3 décembre 1956] (p. 5454) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Art. 5 : *Dépôt d'un projet de loi programme de lutte contre la tuberculose bovine* [27 décembre 1956] (p. 6333) ; — de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages, Article unique : *Situation des fermiers et métayers viticulteurs* [14 février 1957] (p. 877, 878) ; — de la proposition de loi relative aux élections des chambres d'agriculture : *Résolution de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles demandant la création d'un quatrième collège réservé aux fermiers et métayers, condition du respect de leur indépendance* [11 juillet 1957] (p. 3537) ; Art. 1^{er} : *Son amendement prévoyant la désignation des candidats des fermiers et métayers par leurs*

organisations (p. 3539, 3540) ; — sur la question orale de M. Yves Péron au Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, relative aux secours que le Gouvernement compte accorder aux viticulteurs victimes des gelées [12 juillet 1957] (p. 3564, 3565) ; — sur la question orale posée par M. Péron relative au recrutement d'agents pour l'hôpital psychiatrique de Vauclair [26 juillet 1957] (p. 4011) ; — d'un projet de loi sur les ressources de la section viticole du fonds national de solidarité agricole : *Situation difficile des petits exploitants familiaux sinistrés deux années de suite, octroi d'une prime annuelle financée par les surprofits réalisés par les gros viticulteurs algériens, mesures en faveur des emprunteurs* [25 février 1958] (p. 981, 982) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Conditions d'attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance et de la carte du combattant de 1939-1945 aux anciens combattants de la Résistance française, reconnaissance du droit à pension pour les résistants, cas des résistants emprisonnés* [26 mars 1958] (p. 2003).

RAYMOND-LAURENT (M. Jean), Député de la Manche (M. R. P.).

Son élection est validée [25 avril 1956] (p. 1532). = Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [28 février 1956] (p. 522), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de la défense nationale [4 octobre 1957] (p. 4503).

Interventions :

Ses rapports sur des pétitions [15 juin 1956] (p. 2701) ; [17 juillet 1956] (p. 3472) ; [20 novembre 1956] (p. 4951) ; [21 décembre 1956] (p. 6212) ; [14 février 1957] (p. 889) ; [18 décembre 1957] (p. 5490). = S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1641), [21 juin 1956] (p. 2835), [12 juin 1957] (p. 2682), [16 janvier 1958] (p. 57). = Obtient des congés [2 mai 1956] (p. 1641), [12 juin 1957] (p. 2682).

REGAUDIE (M. René), *Député de la Haute-Vienne. (S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Président de la Commission des moyens de communication et du tourisme [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 23 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les agents de la S. N. C. F., anciens déportés et internés de la Résistance, titulaires d'une pension militaire d'invalidité, des dispositions du premier paragraphe de l'article 35 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 pour l'application de nouveaux taux d'émoluments et la liquidation des indemnités dues aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 714. — Le 14 mars 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 28 juillet 1924 relative aux altérations ou suppositions de noms dans les produits fabriqués, n° 1184. — Le 19 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 1230) relatif au Laboratoire national de la santé publique, n° 1562. — Le 21 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la résolution (n° 2273) transmise par M. le Président du Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation de deux mois du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen en première lecture du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant organisation du Laboratoire national de la santé publique et modification de la législation pharmaceutique, n° 2295. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à apporter certains aménagements aux liquidations des pensions des agents des réseaux secondaires, des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways, tributaires de la loi du 22 juillet 1922 créant la Caisse autonome

mutuelle des retraites, n° 2809. — Le 28 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 2894) de M. Marcel Guislain tendant à modifier et à compléter l'article 571 du Code de la santé publique relatif aux officines de pharmacie, n° 3359. — Le 6 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 3330) relatif à la prolongation du mandat de certains administrateurs de la Régie autonome des transports parisiens, n° 3467. — Le 17 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, portant organisation du Laboratoire national de la santé publique et modification de la législation pharmaceutique, n° 3800. — Le 3 avril 1957, une proposition de loi tendant à régler la situation administrative des agents du Secrétariat général à l'aviation civile et commerciale, victimes de la guerre 1939-1945, n° 4747. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. — le projet de loi (n° 5642) portant modification du Livre V de la première partie (législative) du Code de la santé publique relatif à la pharmacie ; II. — les propositions de loi : 1° de M. Noël Barrot et plusieurs de ses collègues (n° 6335) tendant à compléter et à renforcer les dispositions du Code de la santé publique relatives aux substances vénéneuses ; 2° de M. Jacques Fourcade (n° 6544) tendant à modifier le Livre V du Code de la santé publique en ce qui concerne la production et la vente des médicaments spécialisés, n° 7255.

Interventions :

En sa qualité de *Président de la Commission des moyens de communication et du tourisme* demande des pouvoirs d'enquête [16 février 1956] (p. 331). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au Laboratoire national de la santé publique, en qualité de *Rapporteur* [24 avril 1956] (p. 1490) : *Rôle du Laboratoire, rémunération du personnel, financement du projet* (p. 1490) ; *financement des stocks de médicaments nécessaires à la protection civile* (p. 1494) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice

1956, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-21, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *rythme d'utilisation des crédits d'équipement sanitaire et social ; protection sanitaire de la population civile en temps de guerre et en cas de cataclysme ; situation du personnel de la santé publique ; formation des auxiliaires médicaux ; dépenses relatives à l'aide sociale : situation financière des sanatoria ; lutte contre l'alcoolisme* [8 juin 1956] (p. 2464, 2465) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Oppositions de la Commission des moyens de communication au financement des autoroutes par le Fonds d'investissement routier* [12 juin 1956] (p. 2501) ; *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article 12, pour l'adoption de l'article 2 et de l'ensemble du projet de loi* [26 juin 1956] (p. 3022) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Titres III et IV, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Insuffisance du personnel du service des naturalisations ; utilisation des crédits d'équipement, élaboration nécessaire de plans types ; installation des services de l'Administration centrale ; extension nécessaire de la sécurité sociale à toutes les catégories de travailleurs ; contrôle des dépenses d'aide sociale dans les départements d'outre-mer ; situation des aveugles et grands infirmes* [29 novembre 1956] (p. 5272 à 5274) ; Art. 15, Etat D, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Utilisation des crédits destinés à l'équipement hospitalier* [5 décembre 1956] (p. 5535) ; Art. 45 : *Amendement de M. Girard tendant à supprimer cet article, amendement de M. Gaumont ayant le même objet (fixation d'un plafond à la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale des départements d'outre-mer)* (p. 5542) ; Art. 79 : *Son amendement tendant à reprendre le texte proposé par le Gouvernement (subvention de l'Etat pour l'équipement des ports et les travaux de défense contre les eaux et contre la mer)* [8 décembre 1956] (p. 5760) ; — du projet de loi relatif à la prolongation du mandat de certains administrateurs de la Régie autonome des transports parisiens, en qualité de *Rapporteur* [17 décembre 1956] (p. 6038) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au Laboratoire national de la santé publique, en qualité de *Rapporteur* : *Conditions d'octroi du visa des spécialités pharmaceutiques* [19 février 1957]

(p. 965, 966) ; Art. 1^{er} : *Problème de la fixation des traitements des fonctionnaires du Laboratoire national* (p. 937) ; Art. 5 et 6 : *(Visa des spécialités pharmaceutiques), demande de disjonction présentée par M. Maroselli* (p. 969).

REILLE-SOULT (M. François), Député du Tarn (M. R. P.).

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 193). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 17 février 1956, une proposition de loi tendant à réduire de 10 0/0 le taux de la taxe sur la valeur ajoutée pour les articles textiles afin de remédier à la crise qui sévit dans cette industrie, n° 607. — Le 21 mars 1956, une proposition de loi tendant à réduire de 10 0/0 le taux de la taxe sur la valeur ajoutée pour le cuir et les articles chaussants, n° 1337. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des fonctionnaires de police mutés en Algérie, n° 2893.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e bureau : sur les opérations électorales du département de la Loire-Inférieure [19 janvier 1956] (p. 23) ; — sur les opérations électorales du territoire de Mauritanie [14 mars 1956] (p. 924). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport du 5^e bureau sur les opérations électorales du territoire de Mauritanie, en qualité de *Rapporteur* [18 avril 1956] (p. 1310) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : *Ses observations sur le suicide de M. Boumendjel, la nécessité de faire cesser l'arbitraire et les tortures* [26 mars 1957] (p. 1863). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidences de la politique agricole du Gouvernement (production laitière) [17 septembre 1957] (p. 4091). — S'excuse de son absence [25 mai 1956] (p. 2026), [28 juillet 1956] (p. 3716), [12 novembre 1957] (p. 4709). — Obtient des congés [25 mai 1956] (p. 2026),

[28 juillet 1956] (p. 3716), [12 novembre 1957] (p. 4709).

RENARD (M. Adrien), *Député de l'Aisne (C.)*.

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 190). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 16 mars 1956, une proposition de loi tendant à abroger l'article 20 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951, modifié par l'article 6 du décret n° 54-355 du 29 mars 1954, fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage, **n° 1255**. — Le 20 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, **n° 1308**. — Le 30 mai 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Bissol et plusieurs de ses collègues (n° 467 rectifié) tendant à modifier le régime des assurances sociales applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion ; 2° de M. Emmanuel Véry et plusieurs de ses collègues (n° 790) portant modification de la loi n° 54-806 du 13 août 1954 étendant le régime des assurances sociales aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion et précisant le régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dans ces départements, **n° 1993**. — Le 26 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier le tableau 25 « silicose professionnelle » annexé au décret du 31 décembre 1946 pris pour application de la loi du 30 octobre 1946 et modifié par le décret du 31 août 1950, **n° 2329**. — Le 27 juin 1956, une proposition de loi tendant à relever les taux des pensions d'invalidité de la sécurité sociale, **n° 2366**. — Le 11 juillet 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à

empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, **n° 2517 (rectifié)**. — Le 22 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi (n° 2863) tendant à modifier le statut des travailleurs à domicile ; II. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur les propositions de loi : 1° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le statut des travailleurs à domicile ; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation du travail à domicile ; 3° de M. Raymond Boisdé tendant à la normalisation du travail à domicile et à la protection des droits des travailleurs ; 4° de M. Raymond Boisdé et plusieurs de ses collègues tendant à la normalisation du travail à domicile et à la protection des droits des travailleurs, **n° 3303**. — Le 28 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 1472) de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inscrire la dermite du « Lergactil » au tableau des maladies professionnelles, **n° 3709**. — Le 17 mai 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la résolution, adoptée par le Conseil de la République, demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation de quarante-cinq jours du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen en première lecture d'un projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier le statut des travailleurs à domicile, **n° 5037**. — Le 5 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, tendant à modifier le statut des travailleurs à domicile, **n° 5376**. — Le 31 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 4725) de M. René Pleven tendant à inviter le Gouvernement à négocier avec la Caisse de retraite des cadres la prise en compte de certains services publics, **n° 6470**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés : Art. 2 : *Modalités de fractionnement, amende-*

ment de M. Jean Lefranc (*Suppression de l'avis des salariés dans le cas où le congé s'accompagne de fermeture*) [23 février 1956] (p. 462); — du projet de loi créant le Fonds national de solidarité, Art. 6 : *Amendement de M. Boisdé incluant dans la dette alimentaire le calcul du plafond des ressources* [3 mai 1956] (p. 1693, 1700); Art. 7 : *Son amendement rectifié excluant du plafond des ressources les pensions de veuves de guerre* (p. 1706). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Sabotage du Fonds de solidarité par le Conseil de la République*) [29 mai 1956] (p. 2066). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A, Chap. 34-51 : *Amendement de M. Gilbert Martin tendant à supprimer ce chapitre (Création d'emplois d'inspecteurs des lois sociales)* [29 mai 1956] (p. 2086, 2087); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 66-10 : *Son amendement indicatif relatif à l'utilisation des crédits destinés à la réadaptation et au reclassement de la main-d'œuvre* [12 juin 1956] (p. 2492); *le retire* (p. 2493); — en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, en qualité de *Rapporteur* [9 octobre 1956] (p. 4069); — d'une proposition de loi tendant à modifier le régime des assurances sociales applicable dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [27 novembre 1956] (p. 5128); — du projet de Loi DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Titres III et IV : *Indemnisation du chômage résultant de la crise pétrolière; problème de la main-d'œuvre étrangère; conditions de vie des travailleurs nord-africains* [29 novembre 1956] (p. 5293, 5294); — du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Philippe-Vayron prévoyant que les travailleurs bénéficiant de congés devront répondre aux conditions qui seront fixées par décret* [25 janvier 1957] (p. 326); *Amendement de M. Philippe-Vayron tendant à supprimer les dispositions prévoyant que les centres d'études pourront être rattachés aux organisations syndicales* (p. 328); *Amendement de Mme Lefebvre chargeant une commission d'établir une liste des centres dont les stages ouvriront droit au*

congé (p. 329); — d'un projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Teitgen (Pouvoirs et compétence du médiateur)* [5 février 1957] (p. 668); en seconde délibération (article 15 de la loi du 11 février 1950) : *Amendement de M. Moisan (Pouvoirs et compétence du médiateur)* [6 février 1957] (p. 694, 695); — d'un projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile, en qualité de *Rapporteur* : *Respect de la législation du travail, modalités de contrôle* [7 février 1957] (p. 732, 733); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Non-application de l'article 33 D du Livre I^{er} du Code du travail aux entreprises n'employant qu'occasionnellement des travailleurs à domicile)* [12 février 1957] (p. 799); *Comptabilité des fournitures remises aux travailleurs à domicile prévue à l'article 33 G du Livre I^{er} du Code du travail* (p. 800, 801); *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Dérogation aux dispositions de l'art. 1^{er})* (p. 802, 803); Art. 7 bis : *Amendement de M. Rolland (Prix payé aux artisans et travailleurs indépendants à domicile)* [13 février 1957] (p. 829); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1957] (p. 3501); *Modifications apportées par le Conseil de la République, distinction entre le travailleur à domicile et l'artisan, le travailleur indépendant et façonnier, contrôle de l'application de cette législation par les inspecteurs du travail, problème des vanniers de Thiérache* (p. 3501, 3502).

RÉOYO (M. Victor), Député de la Gironde (1^{re} circonscription) (U. F. F.).

Son élection est validée [23 mars 1956] (p. 1226). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 30 novembre 1956, une proposition de loi tendant à la création d'une Commission d'enquête sur les événements de Hongrie, n^o 3390. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi ten-

dant à accorder aux salariés une prime de participation au développement de la production, n° 4932. — Le 29 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre à la Nation les entreprises industrielles gérées par l'Etat, n° 5084. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à faciliter aux créanciers de l'Etat et des établissements publics les paiements qui leur sont dus et portant attribution de compétence, n° 5095. — Le 2 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter les redevances pour locations de compteurs pour les distributions de gaz et d'eau, n° 5308. — Le 20 mars 1958, une proposition de loi tendant à instaurer un nouveau mode de votation donnant à l'électeur la plénitude des prérogatives accordées au « peuple souverain » par la Constitution, n° 6959.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur l'Euratom : *Volonté des « européens » de précipiter la décision; infériorité de l'économie française; dépossession de la France (texte adopté à la conférence de la salle Branting); rôle occulte de M. Jean Monnet et de sa secte de technocrates (constitution d'un pouvoir politique supranational, revanche de la C.E.D.)* [5 juillet 1956] (p. 3286, 3287); *possibilités ouvertes par le développement de l'énergie nucléaire; nécessité de refuser le chèque en blanc demandé par le Gouvernement et de préserver l'héritage de la France* (p. 3288); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses observations sur les conditions dans lesquelles le colonel Nasser a procédé à la nationalisation du canal de Suez; l'absence de riposte de la part de la France; la possibilité d'appliquer l'article 7 de la convention de Constantinople (envoi de navires de guerre à Suez et Port-Saïd); la nécessité de faire stationner une force militaire dans la zone du canal pour en assurer le contrôle* [16 octobre 1956] (p. 4149, 4150); — du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité d'amitié de bon voisinage signé entre la France et le Royaume-Uni de Libye : *Aide apportée par la Libye aux rebelles algériens; traitement discriminatoire réservé à la France (bases anglaises et américaines); gisements pétroliers*

du Fezzan; proposition canadienne d'exploitation en commun faite en 1949; valeur stratégique du Fezzan; dépenses entraînées par la rectification du dispositif militaire; abandon consenti sans contrepartie (annexe 7 du projet) [22 novembre 1956] (p. 5027); *perspective d'un abandon prochain de l'Algérie* (p. 5028); — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : *Evolution politique de la Sarre depuis 1945; déclaration de M. Pinay du 30 mars 1955 sur le sort réservé aux aciéries de Volklingen; rupture de l'équilibre franco-allemand au sein de la C.E.C.A.; abandons unilatéraux consentis par la France; canalisation de la Moselle; occasion donnée à l'Allemagne de faire admettre son contrôle sur la Lorraine; danger présenté par la construction de la petite Europe* [11 décembre 1956] (p. 5882 à 5884). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative à l'octroi des permissions aux jeunes soldats [25 janvier 1957] (p. 315). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle des membres de l'Assemblée Nationale, en deuxième lecture, [9 avril 1957] (p. 2105); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Construction du marché commun autour du combinat du Rhin; résultats de la C.E.C.A.; les institutions européennes; partage du pouvoir entre des organismes apatrides; modifications souhaitées* [6 juillet 1957] (p. 3395 à 3399); — d'un projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Ses regrets de n'avoir pas participé à la conférence de la Table ronde* [25 septembre 1957] (p. 4325); *dépose une motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen de la loi-cadre tant que l'article 60 de la Constitution ne sera pas modifié (composition de l'Union française)* (p. 4329); *atteinte portée par le projet à l'immutabilité de la République française* (p. 4329); *son rappel au règlement (ibid.); variation des modalités de la loi-cadre; atteinte portée à l'unité et à l'indivisibilité de la France et de ses départements d'outre-mer et à la souveraineté française; absence regrettable des députés d'Algérie* [26 septembre 1957] (p. 4400, 4401, 4402); *sa demande de suspension de séance* [30 septembre 1957] (p. 4459). — Son rappel au règlement (*Non-application des règles de la représentation pro-*

portionnelle à la conférence chargée d'établir la liste du bureau; présence du président de l'Assemblée Nationale au sein de cette conférence [2 octobre 1957] (p. 4481, 4482). — Prend part à la discussion : sur le procès-verbal de la séance du 2 octobre; *Droit du groupe U. F. F. à une vice-présidence* [3 octobre 1957] (p. 4487); — sur la présentation du Gouvernement Antoine Pinay : *Réserve sur les pouvoirs spéciaux* [18 octobre 1957] (p. 4533, 4534); — des projets de loi relatifs aux institutions d'Algérie : *Ses explications de vote sur la question de confiance : transfert des chefs fellagha dans des établissements surveillés du Gouvernement; le memorandum d'anciens combattants; l'aberrante diplomatie de M. Dulles et les cupidités éveillées par le Sahara; le fédéralisme interne* [29 novembre 1957] (p. 5050 à 5052); — d'interpellations relatives à la politique extérieure du Gouvernement : *Armes fournies aux rebelles d'Algérie; proposition de M. Schumann relative à la défense de la frontière algéro-tunisienne; affaire de Sakhiet et non-utilisation du droit de suite* [22 janvier 1958] (p. 208, 209, 210); — d'un projet de loi relatif à la représentation française à l'Assemblée unique des communautés européennes : *Sa demande de suspension de séance* [4 mars 1958] (p. 1194). — Dépose une demande d'interpellation sur les bons offices [15 avril 1958] (p. 2143); prend part à la discussion sur la fixation de la date : *Dépassement de ses fonctions par l'exécutif; échec des bons offices; acheminement vers une internationalisation inadmissible; droit des Français de demeurer à Bizerte; contrôle des frontières d'Algérie par la France seule* [15 avril 1958] (p. 2143, 2144). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement de M. Charles de Gaulle : *Exploitation des possibilités offertes pour obtenir la paix en Algérie* [1^{er} juin 1958] (p. 2591).

RÉVILLON (M. Tony), Député de l'Ain (R. R. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à rétablir le scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours, n° 105. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à élaborer et à déposer, avant le 30 juin 1956, un plan quadriennal d'équipement scolaire, n° 900. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour qu'à partir de 1957 une épreuve d'éducation physique figure obligatoirement à tous les examens sans exception, n° 905. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de loi tendant à accroître les droits de l'époux survivant sur la succession du prédécédé, n° 923. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de loi tendant à sauvegarder les droits des orphelins de la guerre et de la Résistance, n° 924. — Le 31 mai 1956, une proposition de loi tendant à compléter les articles 187 et 203 du Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la signification des jugements correctionnels rendus par défaut, n° 2013. — Le 19 juin 1956, une proposition de loi tendant à faciliter l'adoption et la légitimation adoptive et à en étendre les effets, n° 2247. — Le 1^{er} août 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 aux Français qui ont subi des dommages de guerre à l'étranger et qui ne peuvent se prévaloir de la loi n° 55-357 du 3 avril 1955, n° 2750. — Le 20 décembre 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article L 64 du Code des pensions civiles ou militaires de retraite, n° 3631.

Ses rapports sur des pétitions [15 juin 1956] (p. 2701), [21 décembre 1956] (p. 6212). = S'excuse de son absence [21 février 1956] (p. 393), [16 mai 1956] (p. 1878), [26 juin 1956] (p. 3019). = Obtient des congés [16 mai 1956] (p. 1878), [26 juin 1956] (p. 3019).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [16 janvier 1957] (p. 65).

REY (M. Joseph), Député du Haut-Rhin (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502);

de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 21 février 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2150) de M. Klock, tendant à autoriser les conseils municipaux, commissions administratives ou conseils d'administration d'établissements publics, etc., à aligner les régimes locaux ou particuliers de retraite sur le régime de retraite de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, n° 4236. —

Le 28 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 4622) de M. Dorey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1455 du Code général des impôts en vue de maintenir le bénéfice de l'exonération de patente en faveur des artisans et façonniers qui utilisent le concours d'un compagnon pour remplacer un fils effectuant son service militaire, n° 6908. — Le 28 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3371) de M. Engel tendant à créer un service départemental d'information sur les « objets trouvés », n° 6009. — Le 28 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2554) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux départements d'Alsace et de Lorraine (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle), le bénéfice de l'article 1454, paragraphe 15°, du Code général des impôts relatif à la contribution des patentes, n° 6010. — Le 27 février 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'article 95 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, modifiée par la loi n° 57-361 du 22 mars 1957, n° 6737.

S'excuse de son absence [25 avril 1956] (p. 1522), [8 juin 1956] (p. 2451), [26 juin 1956] (p. 3019), [27 juin 1956] (p. 3116), [25 octobre 1956] (p. 4301), [17 juillet 1957] (p. 3673), [18 octobre 1957] (p. 4515), [16 janvier 1958] (p. 57), [6 mars 1958] (p. 1246). — Obtient des congés [25 avril 1956] (p. 1522), [8 juin 1956] (p. 2451), [27 juin 1956] (p. 3116), [25 octobre 1956] (p. 4301), [17 juillet 1957] (p. 3673), [18 octobre 1957] (p. 4515), [6 mars 1958] (p. 1247).

REYNAUD (M. Paul), *Député du Nord* (1^{re} Circonscription) (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [22 février 1956] (p. 434). — Est nommé par décret du 26 juillet 1958 membre du Comité consultatif constitutionnel (*J. O.* du 27 juillet 1958) (p. 7007). — Est élu Président : de la Commission des finances [10 février 1956] (p. 254), [4 octobre 1957] (p. 4504) ; du Comité consultatif constitutionnel le 29 juillet 1958 (non publié au *J. O.*).

Dépôts :

Le 17 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réformer les enseignements primaire et secondaire, n° 1442. — Le 10 avril 1957, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement, n° 4827. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à engager d'urgence les travaux de mise au gabarit international de 1.350 tonnes des canaux reliant Duinkerque à Valenciennes, d'une part, et Dunkerque à l'agglomération lilloise, d'autre part, n° 4988. — Le 20 mai 1958, une proposition de résolution tendant à décider de la révision de l'article 13 de la Constitution, n° 7179.

Interventions :

Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement de M. Guy Mollet : *La prétendue victoire du Front républicain et l'élection à la Présidence de l'Assemblée ; composition du Gouvernement (Place faite aux radicaux du Cabinet Edgar Faure) ; socialistes et orthodoxie financière ; question scolaire ; problème nord-africain ; élections en Algérie ; réforme de la Constitution ; politique bipartite ; suffrage communiste ; l'Europe* [31 janvier 1956] (p. 139 à 141). — En sa qualité de *Président de la Commission des finances*, demande des pouvoirs d'enquête [10 février 1956] (p. 247). — Prend part à la discussion du projet de loi : concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour

l'Algérie; *Ses explications de vote : l'effort militaire à entreprendre ; les droits politiques respectifs de la Communauté européenne et de la Communauté musulmane ; critique de la formule du collège unique* [12 mars 1956] (p. 849 à 851, 858); — créant le fonds national de solidarité : « *ne pas séparer le financier du social* »; *éviter la hausse des prix ; absence de politique anti-inflationniste en France ; vote rapide du budget de 1956 (lettre de M. Mendès-France aux fédérations radicales) ; dire la vérité au pays : « la nécessité primordiale est de sauver l'Algérie »* [26 avril 1956] (p. 1579 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la nécessité de faire connaître les principes de base sur lesquels le Gouvernement estime que doit être établi le futur statut de l'Algérie [24 mai 1956] (p. 1938); la développe : *Inquiétudes de l'opinion devant l'évolution de la situation algérienne ; volonté du Gouvernement « de noyer le débat » ; impossibilité de négocier avec le Front de libération nationale ; nécessité de définir les buts de paix de la France ; nécessité d'un effort militaire immédiat et massif ; recherche d'un statut politique qui n'exclura pas la présence française* [1^{er} juin 1956] (p. 2211, 2212, 2213); *Ses observations sur d'éventuelles élections au collège unique* [5 juin 1956] (p. 2319, 2320). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur l'organisation de l'enseignement et la surcharge des programmes scolaires* [14 juin 1956] (p. 2604, 2605); en cinquième lecture : *Ses observations sur les menaces d'inflation ; les conséquences financières des mesures sociales ; la nécessité de restreindre la consommation ; la révision des subventions ; la réforme administrative ; le marché commun européen ; le coup de force du colonel Nasser ; la révolte contre l'Occident ; les hésitations des Occidentaux* [1^{er} août 1956] (p. 3811, 3812); — des interpellations sur l'Euratom : *Ses observations sur le déclin de l'Europe et sa dépendance vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient et du charbon américain* [10 juillet 1956] (p. 3359); *La réalisation du marché commun ; la nécessité d'une collaboration européenne pour développer l'énergie nucléaire ; l'attitude des adversaires de l'Euratom* (p. 3360); *La décision du Gouvernement de ne pas faire procéder à une explosion nucléaire pendant quatre ans ; la nécessité de*

doter l'armée française de bombes thermonucléaires ; la possibilité qu'offre l'Euratom d'attacher l'Allemagne à l'Occident (p. 3361). — Est entendu sur le procès-verbal : *Rectification de vote* [12 juillet 1956] (p. 3404); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Affaire du canal de Suez* [2 août 1956] (p. 3839). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses observations sur les informations recueillies par le Gouvernement relatives à la préparation du coup de force du colonel Nasser ; la position de nos alliés et les précautions prises à ce sujet par le Gouvernement ; la réaction des Etats-Unis et de l'Angleterre ; la possibilité d'une intervention militaire pour protéger les pilotes (occasion manquée) ; la position de la Russie ; les débats devant le Conseil de sécurité ; la nécessité de mettre sur pied une organisation commune de la politique extérieure de l'Occident ; la nécessité de faire l'Europe et de reviser la Constitution* [16 octobre 1956] (p. 4133 à 4135); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Montant record du déficit budgétaire ; caractère inflationniste de certains impôts ; conséquences des augmentations de salaires sur le niveau des prix et sur les exportations ; incertitudes des perspectives économiques (Problème du pétrole notamment)* [21 novembre 1956] (p. 4973, 4974); Art. 15, Etat D, CHARGES COMMUNES : *Nécessité d'appliquer l'aide économique à la Tunisie et au Maroc à des investissements productifs* [4 décembre 1956] (p. 5481); Titre VI B : *Amendement de M. Pierre André tendant à réduire à 10 milliards le crédit prévu à ce titre* (p. 5489); Art. 45 : *Amendement de M. Rosan Girard tendant à supprimer cet article (Fixation d'un plafond à la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale dans les départements d'outre-mer)* [5 décembre 1956] (p. 5542, 5544); *Ses observations sur la réforme de la procédure budgétaire et la date d'élection des Commissions* [29 décembre 1956] (p. 6408); — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ses observations sur l'échec de l'opération de Suez ; l'importance vitale de la solidarité américaine ; le « poids » de l'O.N.U. ; l'indemnisation des Français expulsés d'Egypte ; l'unification politique de l'Europe (Election d'une assemblée au suffrage direct) ; l'Eurafrique* [19 décembre 1956] (p. 6152, 6153); — du projet de loi portant ouverture et annulation

de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets; Etat A. FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. CHARGES COMMUNES, Chap. 31-93 et 33-91 : *Demande de disjonction de M. Gaumont (Rémunération des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer); déclare applicable l'article premier de la loi de finances [27 décembre 1956] (p. 6297); — des interpellations sur le marché commun européen : Ses observations sur les critiques faites par les adversaires du marché commun (notamment M. Mendès-France) [22 janvier 1957] (p. 201); L'attitude de la Grande-Bretagne; les garanties réclamées pour la France; la nécessité de mettre une autorité supra-nationale à la tête du marché commun; la nécessité de faire l'Europe pour assurer le redressement de la France (p. 202, 203); — d'un projet de loi relatif à la revalorisation des retraites minières : Ses observations sur la compétence de la Commission des finances [19 février 1957] (p. 956). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement [26 février 1957] (p. 1128); la développe : Ses observations sur les causes de l'inflation (déficit budgétaire, hausse des salaires, financement de la construction, rentrée de capitaux d'Afrique du Nord, dépenses militaires d'Algérie); les augmentations de dépenses d'origine gouvernementale; la diminution des réserves de devises; les conséquences néfastes du blocage des prix (accélération de l'inflation); la nécessité de faire des réformes de structure et diminuer le train de vie du pays [15 mars 1957] (p. 1629 à 1632); Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Verdier : politique algérienne; réforme de la Constitution; politique économique (épuiement des réserves de devises) [28 mars 1957] (p. 1931). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait : *Demande de renvoi du vote sur l'ensemble présentée par le Gouvernement [4^{er} mars 1957] (p. 1236); — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères; Art. 12 bis : *Sous-amendement de M. Tourtaud (non-application de la majoration aux cigarettes gauloises et au tabac gris); applicabilité de l'article 10 [7 mars 1957] (p. 1366, 1367); — du projet de loi portant assainissement économique et financier : Sa crainte de la future hausse des prix et de l'inflation; augmentation régulière de l'impasse;***

*choix des économies ou des ajournements de dépenses en proportion de nos moyens; expérience de l'école de Vanves; inutilité de la prolongation de l'enseignement; inopportunité de la réforme de l'échelle mobile en période de hausse des prix; comparaison avec la situation anglaise; nécessité d'une restriction de la consommation intérieure entraînant une diminution du niveau de vie [21 juin 1957] (p. 2858, 2859, 2860); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : Ses explications de vote : conséquences qu'entraînerait le refus de ratification; bienfaits du marché commun; situation si les sociaux-démocrates allemands prenaient le pouvoir [9 juillet 1957] (p. 3477, 3478); — d'un projet de loi sur la réforme de l'enseignement public : *Ignorance du coût de la réforme [24 juillet 1957] (p. 3944); — sur la présentation du Gouvernement Antoine Pinay : Augmentation légitime de certains produits exportables que nous n'avons pas les moyens de consommer [18 octobre 1957] (p. 4518); — du projet de loi tendant à approuver une Convention entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Demande la publication du rapport des experts [7 novembre 1957] (p. 4681); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Demande le renvoi du débat [13 novembre 1957] (p. 4758); Les avances demandées à la Banque de France; l'équilibre budgétaire; le rétablissement de la balance des comptes; l'entrée dans le marché commun [14 novembre 1957] (p. 4783 à 4785); — d'une proposition de loi relative au relèvement du taux des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien est à l'armée : *Conditions d'application de l'article 10 du décret organique [6 décembre 1957] (p. 5219, 5220); — d'une proposition de loi relative aux conditions de retraite des agents du sanatorium de Zuydcoote : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances [6 décembre 1957] (p. 5225); — d'une proposition de loi relative à la validation des assistants du service social : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances [6 décembre 1957] (p. 5225); — d'une proposition de loi relative à l'intégration d'employés de préfecture : *Renvoi à la Commission des finances [6 décembre 1957] (p. 5227); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Politique de restriction du crédit; décret organique*********

de présentation du budget; les annexes; abaissement de l'impasse à 600 milliards; les investissements productifs [17 décembre 1957] (p. 5432, 5433); — d'une proposition de loi tendant à exonérer certaines institutions de prévoyance de la taxe unique sur les conventions d'assurance [17 janvier 1958] (p. 120); — d'une proposition de loi tendant à exonérer des taxes sur le chiffre d'affaires les prêts consentis par les sociétés d'assurances et de capitalisation aux collectivités locales ainsi qu'aux organismes d'habitation à loyer modéré [17 janvier 1958] (p. 121); — d'une proposition de loi tendant à élever le maximum des dépôts autorisés sur les livrets des caisses d'épargne [17 janvier 1958] (p. 122); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle: *Interdiction de proposer des augmentations de dépenses lors des discussions budgétaires; nécessité des décrets-lois: délégation des pouvoirs de l'Assemblée; nos échecs sur le plan de notre empire, sur le plan monétaire, en matière de logement et au Moyen-Orient; rôle du Gouvernement; utilisation de la question de confiance et des motions de censure; suggestion par l'Assemblée d'un successeur à la Présidence du Conseil; contrôle de l'action gouvernementale par l'Assemblée Nationale; droit essentiel du Président de la République: désignation à l'Assemblée du futur Président du Conseil, rôle du Conseil de la République, risques de la dissolution automatique* [13 février 1958] (p. 734 à 738), [19 février 1958] (p. 885); Art. 1^{er}: *Contre-projet de MM. Reynaud, Edg. Faure, Pleven: rôle négatif du Président de la République en cas de dissolution* [21 février 1958] (p. 959); *Crainte de dissolutions répétées* (ibid.); *Nécessité d'un accord rapide* (p. 961); Art. 2: *Inefficacité des nouvelles procédures de motion de confiance et de motion de défiance pour remédier à l'instabilité ministérielle; conséquences de la suppression de l'abstention; nécessité de l'adjonction d'une procédure de dissolution automatique imitée du système anglais en respectant l'esprit français; utilisation de la menace d'une dissolution efficace; abandon de la dissolution automatique dans les nouvelles dispositions adoptées après la réunion de la table ronde (système du préavis); contradiction avec la proposition de résolution déposée en 1956 par M. Félix Gaillard, député* [11 mars 1958] (p. 1527, 1528, 1529); *Profondes différences entre le délai de réflexion prévu dans la*

proposition de résolution déposée en 1955 par M. Reynaud et l'avertissement proposé dans le projet actuel; polémique avec M. Gaillard (p. 1529, 1530); *Responsabilité du Président du Conseil dans la dissolution; pressions éventuelles exercées sur le Président du Conseil pour l'empêcher d'utiliser le préavis* (p. 1530); *Effet psychologique désastreux du système du préavis; urgence et nécessité d'une véritable réforme constitutionnelle* (p. 1531); Ses explications de vote sur la question de confiance: *Possibilité d'améliorer le texte actuel au cours de la deuxième délibération* [18 mars 1958] (p. 1619); *Faculté de déposer des amendements sur tous les articles au cours de la deuxième délibération* (p. 1625); en deuxième délibération, Art. 3: *Sous-amendement de M. Minjoz à l'amendement de M. Pleven tendant à supprimer la faculté d'abstention en cas d'empêchement grave reconnu valable par le Bureau de l'Assemblée Nationale; prochaine suppression du vote personnel en Grande-Bretagne* [21 mars 1958] (p. 1844); Art. 4: *Son amendement tendant à supprimer le préavis donné par le Président du Conseil* (p. 1847); Ses explications de vote: *Nécessité de détacher l'article 17 du reste du projet; impossibilité parlementaire de la dissolution à la merci du Président du Conseil; efficacité de la menace de la dissolution automatique, fausse réforme ne contenant rien; analogie avec la situation des dernières années de l'ancien régime* (p. 1855, 1856); — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain: *Urgence de réformes efficaces; emploi des pouvoirs demandés aussi bien contre des grèves révolutionnaires que contre des mouvements factieux* [16 mai 1958] (p. 2375, 2376). = S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1644), [23 mai 1956] (p. 1956), [12 février 1957] (p. 762), [17 septembre 1957] (p. 4090). = Obtient des congés [2 mai 1956] (p. 1644), [23 mai 1956] (p. 1956), [12 février 1957] (p. 762), [17 septembre 1957] (p. 4090).

REYNÈS (M. Alfred), Député du Tarn (U.F.F.).

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 193). = Est nommé: membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162); membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet

1956] (p. 3468); membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [4 octobre 1957] (p. 4503); membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161).

Interventions :

Est rappelé à l'ordre lors de la discussion des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e Bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire [21 février 1956] (p. 384). — Prend part à la discussion d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés : *Attitude du groupe d'union et fraternité française, congés supplémentaires pour charges de famille* [23 février 1956] (p. 453, 454); Art. 8 : *Son amendement (Exonération des charges sociales pour tous les salaires versés au titre des congés payés)* (p. 472, 473). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote de l'U. F. F. sur les questions de confiance (Congés payés)* [29 février 1956] (p. 570). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour les dépenses militaires en 1956 [25 juillet 1956] (p. 3589). — Prend part à la discussion : de l'interpellation relative à la réforme de la taxe locale et de la taxe sur les spectacles : *Ses observations sur la nécessité de remplacer la taxe locale par une taxe sur l'énergie* [14 novembre 1956] (p. 4659, 4660); — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ses observations sur l'échec de l'opération de Suez, le renforcement du prestige du colonel Nasser, les abandons consentis par la France au profit du Maroc, de la Tunisie et de la Libye, le fonctionnement de l'O. N. U., l'isolement diplomatique de la France* [19 décembre 1956] (p. 6147, 6148); — d'urgence d'un projet de loi et d'une lettre rectificative relatifs aux pleins pouvoirs : *Demande une suspension de séance* [2 juin 1958] (p. 2616).

REYRAUD (Mme Renée), Député de la Gironde (1^{re} circonscription) (C.).

Son élection est valide [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161),

[4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 23 mars 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 582) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rembourser aux personnels des P. T. T. les sommes indûment retenues lors de cessations limitées de travail, n° 1401. — Le 12 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 2181) portant autorisation et déclaration d'utilité publique des travaux : 1° de construction d'un pont suspendu destiné à livrer passage sur la Garonne, à une déviation de la route nationale n° 10 à ouvrir entre Bordeaux, sur la rive gauche du fleuve et Lormont, sur la rive droite; 2° d'aménagement des voies d'accès au nouvel ouvrage; 3° d'aménagement d'une voie de raccordement des installations portuaires de Bassens à l'itinéraire principal, n° 2534. — Le 18 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 793) de M. Cagne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à dégager les crédits nécessaires afin d'achever la construction et l'équipement du Centre anticancéreux de Lyon, n° 2989. — Le 23 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'interdire l'exploitation des lignes d'autobus et de trolleybus des réseaux urbains avec des voitures à un seul agent effectuant à la fois la conduite et la perception, n° 3020. — Le 25 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux petits et moyens agriculteurs et viticulteurs du département de la Gironde, sinistrés par de récentes calamités, n° 5232. — Le 4 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3020) de Mme Reyraud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'interdire

l'exploitation des lignes d'autobus et de trolleybus des réseaux urbains avec des voitures à un seul agent effectuant à la fois la conduite et la perception, n° 5360. — Le 19 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 4496) tendant à inviter le Gouvernement, en application de l'article 28 du statut général des fonctionnaires, à permettre l'accès, par tableau d'avancement, des agents de bureau et gérantes de cabines des P. T. T. dans la limite du dixième des vacances à pourvoir dans ce cadre ; 2° de M. Ulrich et plusieurs de ses collègues (n° 4943) tendant à inviter le Gouvernement à transformer les emplois d'employés de bureau et d'aides commis des P. T. T. en emplois d'agents d'exploitation des P. T. T., n° 6212.

Interventions :

Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale une question orale sur les maisons de convalescence pour les vieillards [27 avril 1956] (p. 1603). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-21 : *Séjour des tuberculeux dans les hôpitaux psychiatriques, construction d'un nouvel hôpital dans la Seine* (p. 2472) ; *Son amendement indicatif relatif au développement de la recherche sur le cancer* (p. 2472) ; *le retire* (p. 2473) ; *Amendement indicatif de M. Cagne relatif à l'achèvement du Centre régional anticancéreux de Lyon* (p. 2473) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 53-32 : *Ses observations sur les travaux de défense du Bas-Médoc et sur la protection du Réolais contre les inondations* [12 juin 1956] (p. 2518) ; P. T. T., Etat E, Chap. 1000 : *Amendement de M. Barthélemy (Etablissement sur cinq mois de la période des congés)* [20 juin 1956] (p. 2787) ; *Son amendement indicatif (Extension de la loi de quarante heures aux services des P.T.T.)* (p. 2788) ; Chap. 1040 : *Sa demande de renvoi à la Commission (Réforme du cadre des agents de la distribution)* (p. 2793) ; Chap. 1060 : *Son amendement indicatif (Transformation d'emplois de facteur-chef en emplois d'agent de surveillance)* (p. 2795) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement*

indicatif relatif au classement indiciaire du personnel du service automobile (p. 2796) ; Chap. 1100 : *Son amendement indicatif tendant à la suppression de la responsabilité des receveurs-distributeurs pendant leur congé* (p. 2802) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 1110 : *Attribution d'une indemnité d'études aux inspecteurs élèves des P.T.T.* (p. 2803) ; Chap. 1120 : *Amendement indicatif de Mme Prin relatif à la rétribution des heures supplémentaires effectuées par les agents des P. T. T.* (p. 2806) ; Chap. 5000 : *Taux de la ristourne allouée pour les repas pris par les agents des P. T. T.* (p. 2809) ; Etat F, Chap. 53-00 : *Construction de logements destinés au personnel des P. T. T.* (p. 2809) ; Chap. 1020 : *Son amendement indicatif (Situation des ex-commis ancienne formule)* [22 juin 1956] (p. 2975) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 14, Etat C, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Titres III et IV : *Construction des centres anticancéreux de Lyon et de Saint-Cloud, création de centres de diagnostic du cancer, inscription de la dermite du largactyl au tableau des maladies professionnelles* [29 novembre 1956] (p. 5280) ; Art. 104 : *Travaux de défense du Bas-Médoc, construction d'une nouvelle forme de radoub au port de Bordeaux, revendications des ouvriers du port autonome de la même ville, construction du canal du Nord, revendications du personnel des voies navigables, élargissement du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne, travaux de protection contre les eaux de la Garonne, modification du tracé de la route nationale 113* [5 décembre 1956] (p. 5565) ; Art. 18, Etats G et H, P.T.T. : *Réalisation de la carrière unique de surveillante et surveillante principale, accès des employés de bureau à l'emploi d'agent d'exploitation, reclassement des vérificatrices et surveillantes de l'Imprimerie des timbres-poste, titularisation des auxiliaires, garantie de l'égalité des sexes dans le déroulement des carrières, octroi d'une indemnité de scolarité aux inspecteurs-élèves* [7 décembre 1956] (p. 5704, 5705) ; — sur une question orale de Mlle Rumeau relative aux dégâts importants causés par le gel du mois de février dans les accessoires de la culture maraîchère [21 juin 1957] (p. 2850) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Amélioration de l'équipement de nos ports de commerce, travaux de*

défense contre les eaux [10 mars 1958] (p. 1414); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Insuffisance des crédits, nécessité d'améliorer les centres opératoires* (p. 1463).

RIBEYRE (M. Paul), Député de l'Ardèche.
(I.P.A.S.).

Ministre de l'Industrie et du Commerce
(Cabinet Félix GAILLARD)
du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Ministre de l'Industrie et du Commerce
(Cabinet PIERRE PFLIMLIN)
du 14 mai 1958 au 1^{er} juin 1958.

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 2802). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161); membre de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) (1); de la Commission des boissons [4 octobre 1957] (p. 4503) (1); membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [3 juin 1958] (p. 2643).

Dépôts :

Le 25 février 1958, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention conclue entre la République française et le Royaume de Belgique et fixant de nouvelles limites d'exploitation entre les houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais et les charbonnages belges d'Hensies-Pommerœul et de Bernissart, n° 6702. — Le 29 mai 1958, un projet de loi portant modification des articles 5, 6 bis, 7 et 32 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention et autorisant les envois de demandes de brevets et des documents de priorité ainsi que le règlement des annuités par voie postale, n° 7217.

Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses observations sur l'harmonisation des charges sociales, le passage de la première à la*

deuxième étape, la répartition des charges fiscales, l'intégration des territoires d'outre-mer, le problème monétaire [17 janvier 1957] (p. 113, 114). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Félix Gaillard) [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

En cette qualité :

Répond à la question orale : de M. Bonnet relative à l'institution publique d'éducation surveillée à Belle-Ile-en-mer [24 janvier 1958] (p. 237); — de M. Damasio relative à un bris de scellés dans la commune de Villiers-sous-Grez [24 janvier 1958] (p. 238); — de M. Paquet relative à la location et à l'entretien des compteurs électriques [24 janvier 1958] (p. 238). — Prend part à la discussion des propositions de la Conférence des Présidents : *le terrible accident de la mine de Blanzay du 16 janvier 1958* [24 janvier 1958] (p. 242, 243). — Répond à la question orale : de M. Abelin relative au développement économique de la région Centre-Ouest (utilisation du gaz de Lacq) [12 février 1958] (p. 699, 700); — de M. Letoquart relative à la prévention des accidents miniers [14 février 1958] (p. 775, 776). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements, INDUSTRIE ET COMMERCE : *Droit exercé par les détenteurs de certificats pétroliers, émission de nouveaux certificats pétroliers, utilisation du gaz de Lacc, construction de deux feeders en direction de Nantes-Cheviré, du Centre-Est et du Centre-Midi* [10 mars 1958] (p. 1426, 1427); Art. 22 : *Construction de pipe-lines ; demande de disjonction de M. Goudoux* (p. 1428). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Présente sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* le 28 mai 1958. Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279). — S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1641), [20 juin 1956] (p. 2802), [28 juillet 1956] (p. 3716), [23 septembre 1957] (p. 4313). — Obtient des congés [2 mai 1956] (p. 1641),

(1) Démissionnaire [7 novembre 1957] (p. 4683).

[20 juin 1956] (p. 2802), [23 septembre 1957] (p. 4313).

RIEU (M. Jean), *Député de la Gironde* (2^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à instituer un régime exceptionnel d'indemnisation en faveur des travailleurs privés de leur emploi, du fait des graves intempéries de février 1956, n^o 708. — Le 4 avril 1957, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n^o 3736) instituant une aide aux Français rapatriés de l'étranger, n^o 4793.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des travailleurs privés de leur emploi du fait des intempéries de février 1956 : *modicité de l'allocation de chômage partiel* [6 mars 1956] (p. 686, 687); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A, Chap. 51-32 : *Régime fiscal des chaux* [29 mai 1956] (p. 2097); Chap. 61-30 : *Hausse des prix des issues et fourrages ; grève des producteurs de lait de la Gironde* (p. 2100, 2101); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (application des dispositions concernant les fonctionnaires résistants ; situation des auxiliaires)* [13 juin 1956] (p. 2564); *le retire* (p. 2566); — des interpellations sur l'Euratom : *ses explications de vote sur la priorité demandée en faveur de l'ordre du jour de M. Depreux ; observations sur les dangers que ferait courir l'Euratom à la France, l'attitude de M. Foster Dulles, les directives politiques du Vatican, la nécessité de mettre hors la loi les armes atomiques* [11 juillet 1956] (p. 3386, 3387). —

Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées des arrestations de partisans de la paix en Algérie et sur les raisons pour lesquelles ils ont été déférés devant les tribunaux militaires [18 octobre 1956] (p. 4213). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à la participation du Comte de Paris à des cérémonies officielles [30 novembre 1956] (p. 5319, 5320). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *ordre du jour de M. Verdier : justification de la guerre préventive présentée par le Gouvernement, nécessité d'une conférence des cinq grandes puissances* [20 décembre 1956] (p. 6183, 6184); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *ses observations sur l'utilisation des crédits du fonds forestier national, les coupes abusives pratiquées dans les Landes de Gascogne, la situation dramatique des gemmeurs, les conditions d'attribution des prêts sociaux aux viticulteurs victimes du gel* [5 mars 1957] (p. 1298, 1299). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale une question orale relative au paiement des indemnités de chômage partiel par suite d'intempéries [8 mars 1957] (p. 1389). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen de ces projets jusqu'à ce qu'une discussion se soit instaurée sur l'établissement de la paix en Algérie, le projet de réforme de l'enseignement et le projet de remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques* [4 juillet 1957] (p. 3238, 3239, 3240); *création d'un nouvel Etat supranational et disparition de la souveraineté française, danger du réarmement atomique de l'Allemagne, volonté de collaboration pacifique dans le domaine atomique pour le progrès social* [6 juillet 1957] (p. 3380 à 3382); *sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion du traité d'Euratom tant que le Parlement allemand n'aura pas précisé le caractère exclusivement pacifique de l'utilisation de l'énergie atomique* (p. 3404, 3405); — du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité portant statut de l'agence internationale de l'énergie atomique : *ses observations sur l'intérêt d'une coopération à des fins pacifiques entre tous les pays, les*

différences avec l'Euratom, les possibilités d'extension des relations culturelles scientifiques et industrielles [10 juillet 1957] (p. 3509); — du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention sur le statut de l'Union de l'Europe occidentale : *Caractère exorbitant des privilèges accordés, effet néfaste des accords de Paris, renaissance du militarisme allemand, menace pour l'indépendance de notre pays et la sécurité de ses frontières* [20 novembre 1957] (p. 4899). — Dépose une demande d'interpellation sur les graves dangers que fait courir au pays et à la paix le survol permanent du territoire national par des avions américains porteurs de bombes atomiques [5 décembre 1957] (p. 5157); la développe : *bases d'aviation américaine installées en France; présence de navires américains chargés de bombes atomiques le long des côtes atlantiques et méditerranéennes* [21 janvier 1958] (p. 156, 157). — Prend part à la discussion : des propositions de la Conférence des Présidents : *Débat de politique étrangère avant la session de l'O.T.A.N., discussion de son interpellation sur le survol du territoire national par des bombardiers américains porteurs de bombes H, installation de rampes de lancement de fusées sur le sol français, stockage et fabrication d'engins atomiques en République fédérale allemande* [13 décembre 1957] (p. 5341); — d'un projet de loi sur les ressources de la section viticole du fonds national de solidarité agricole, Article unique : *Son amendement tendant à augmenter le prélèvement sur la taxe unique frappant le vin* [25 février 1958] (p. 985); *grande misère des exploitants du département de la Gironde* (p. 985, 986).

RINCENT (M. Germain), Député de l'Aube (S.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 169). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161). — Est élu : Vice-Président de la Commission de l'agriculture [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536); représentant suppléant de la France à l'Assemblée

consultative du Conseil de l'Europe [23 février 1956] (p. 458).

Dépôts :

Le 15 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République portant création d'attachés agricoles, **n° 1208**. — Le 19 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de résolution de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer à 185 le traitement indiciaire des élèves-maitres et des élèves-maitresses en stage de formation professionnelle, **n° 2244**. — Le 19 juin 1956, une proposition de loi relative au maintien des exploitations familiales agricoles, **n° 2251**. — Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 27 janvier 1956, sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues tendant à l'application à l'agriculture du salaire minimum national interprofessionnel garanti dans les mêmes conditions que les professions industrielles et commerciales; 2° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues tendant à porter le salaire minimum garanti applicable aux travailleurs des professions agricoles à parité avec celui de l'industrie et du commerce; 3° de M. Loustau et plusieurs de ses collègues tendant à mettre à parité le salaire minimum garanti des travailleurs agricoles avec celui des professions industrielles et commerciales; II. les propositions de résolution : 1° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer pour les travailleurs agricoles le même salaire minimum garanti que pour les travailleurs de l'industrie et du commerce 2° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux travailleurs de l'agriculture la prime de 6 fr. 50 prévue par le décret n° 54-1003 du 9 octobre 1954, **n° 2676**. — Le 16 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs de l'Aube, victimes de gelées, **n° 5009**. — Le 13 mai 1958, un rapport d'information au nom de la Commission de l'agriculture sur la

formation professionnelle et la vulgarisation agricoles en France et à l'étranger, n° 7137. — Le 16 mai 1958, une proposition de loi tendant à empêcher de disparaître le vignoble aubois d'appellation Champagne en autorisant les vigneronns bénéficiant de l'appellation contrôlée à conserver ou à reconstituer une partie de leur vignoble en plant Gamay dans la limite maximum de 50 0/0 de leur exploitation, n° 7165. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles, n° 7282.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés, en qualité de *Rapporteur pour avis : Dispositions visant les ouvriers agricoles* [23 février 1956] (p. 448, 449) ; — d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis : Unité entre les abattements de salaires et les abattements de prestations familiales, suppression totale des taux d'abattement de zone* [6 mars 1956] (p. 689, 690) ; — d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Utilité de créer un office national de la propriété foncière, application du salaire minimum professionnel garanti pour l'agriculture, dotation du fonds d'équipement rural* [13 mars 1956] (p. 896 à 899) ; — en deuxième lecture, de la proposition de loi portant création d'attachés agricoles, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1956] (p. 1238) ; — d'un projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956 [4 mai 1956] (p. 1762) ; en deuxième lecture, Art. 2 : *Amendement de M. Soury tendant à supprimer cet article* [4 juillet 1956] (p. 3222) ; *Ses explications de vote* (p. 3223) ; — d'un projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'orge ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Laborbe (Commercialisation de l'orge)* [4 mai 1956] (p. 1769, 1770) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-35 : *Augmentation de l'allocation afférente à la médaille d'argent des instituteurs* [15 juin 1956] (p. 2650) ; — d'une proposition

de loi relative aux ensemencements en blé et en orge : *Amendement de M. Deixonne tendant à insérer dans le premier alinéa les mots « en temps utile »* [19 juin 1956] (p. 2750) ; — d'une proposition de loi relative à la collecte du blé de la récolte de 1955 [19 juin 1956] (p. 2754) ; — d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait : *Différence entre les prix de revient des exploitations agricoles ; danger présenté par l'indexation du prix du lait sur les prix de revient industriels, nécessité d'accorder une garantie aux petits producteurs de lait ; Bénéfices des intermédiaires ; Nécessité de constituer un comité tripartite chargé de la fixation du prix du lait* [30 octobre 1956] (p. 4388) ; Art. 1^{er} : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Dulin* (p. 4392) ; *Contre-projet de M. Juskiewski (Création d'une caisse de stabilisation et d'orientation du marché du lait)* [28 février 1957] (p. 1200) ; — d'une proposition de loi relative à la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti en agriculture, en qualité de *Rapporteur : Réduction du S. M. I. G. en agriculture, raisons invoquées* [30 octobre 1956] (p. 4406) ; *Structure des exploitations agricoles ; Importance et répartition régionale de la main-d'œuvre agricole ; Evolution des dépenses d'exploitation ; Réduction de la part réservée au salaire* (p. 4407) ; *Avis favorable du Conseil économique* (p. 4408) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 14, Etat C, AGRICULTURE, Titres I, III et IV : *Défense de la petite exploitation familiale ; « Débudgétisation » des investissements ; Ravitaillement en carburant ; Revendications des agents des eaux-et-forêts ; Fixation du prix du lait ; Organisation de l'enseignement postsecondaire agricole obligatoire ; Attribution de la ristourne de 15 0/0 sur le prix du matériel agricole aux artisans ruraux ; Problème posé par le marché de l'orge* [1^{er} décembre 1956] (p. 5390, 5391) ; — d'une proposition de résolution relative au prix du blé : *Protection de la petite production agricole, liberté laissée au Gouvernement d'appliquer le correctif* [23 juillet 1957] (p. 3870) ; — d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement ; *Ses observations sur : l'anomalie de la baisse des prix agricoles dans une conjoncture de hausse, les remèdes au mécontentement paysan : aménagement du prix du blé, application de la loi Laborbe, augmentation des attributions d'essence, aide de l'Etat pour l'acquisition de matériel agricole, politique*

éclairée des investissements, vote d'une loi-cadre agricole, parité entre le S. M. I. G. agricole et industriel, protection de l'exploitation familiale [19 septembre 1957] (p. 4182, 4183, 4184).

RITTER (M. Georges), *Député du Bas-Rhin* (I. P. A. S.).

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 235). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 23 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant ratification de la Convention européenne des droits de l'homme, n° 728. — Le 12 février 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi n°52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, n° 6583.

S'excuse de son absence [12 mars 1956] (p. 846), [26 juin 1956] (p. 3019), [25 juillet 1956] (p. 3579), [12 juin 1957] (p. 2682), [5 novembre 1957] (p. 4630), [5 décembre 1957] (p. 5152). = Obtient des congés [12 mars 1956] (p. 846), [26 juin 1956] (p. 3019), [25 juillet 1956] (p. 3579), [12 juin 1957] (p. 2682), [5 novembre 1957] (p. 4630), [5 décembre 1957] (p. 5152).

ROCA (Mme Gilberte), *Député du Gard* (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommée membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 6 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 concernant les allocations prénatales, n° 1027. — Le 16 mai 1956, une pro-

position de loi tendant à relever le plafond des ressources autorisées pour l'attribution de la carte sociale d'économiquement faible, n° 1860. — Le 26 juin 1956, une proposition de loi tendant à attribuer l'allocation aux vieux travailleurs salariés à toutes les femmes ayant élevé cinq enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, n° 2337. — Le 20 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 1498) de Mme Galicier et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une section d'études de la sclérose en plaques dont l'Institut Pasteur de Paris serait chargé d'assurer l'exécution, n° 4607. — Le 29 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure la pédiatrie dans la liste des spécialités médicales, n° 5071. — Le 24 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux petits et moyens viticulteurs de Clarensac, Caveirac et Saint-Côme (Gard) sinistrés par la grêle, n° 5215. — Le 26 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 169 du Code de la famille et de l'aide sociale relatif aux grands infirmes, n° 5265.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e bureau sur les opérations électorales du territoire de la Haute-Volta (collège unique) [2 février 1956] (*J.O.* lois et décrets, p. 1406). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-21 : *Classement indiciaire du personnel sédentaire des directions départementales de la Santé publique* [8 juin 1956] (p. 2466); Chap. 47-46 : *Son amendement indicatif relatif à la construction de nouvelles crèches* (p. 2471); *le retire* (p. 2472); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Titres III et IV : *Situation du personnel des directions départementales de la Santé et de la Population ; création d'un poste d'inspecteur des écoles d'assistantes sociales* [29 novembre 1956] (p. 5277); — du projet de loi relatif au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Augmentation du coût de la vie, pétitions contre la vie chère et pour la paix en Algérie* [15 novembre 1957] (p. 4842 à 4844).

ROCHET (M. Waldeck), *Député de Saône-et-Loire (C.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). == Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à supprimer les abattements de zone, **n° 125**. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant : 1° à porter immédiatement l'allocation des vieux travailleurs salariés au taux unique de 120.000 francs par an et l'allocation spéciale aux vieux à 90.000 francs par an ; 2° à porter immédiatement le plafond des ressources pour les bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et pour les bénéficiaires de l'allocation spéciale à 300.000 francs pour une personne seule et à 360.000 francs pour deux personnes ; 3° à fixer le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à 50 0/0 du montant du salaire minimum interprofessionnel garanti et le taux de l'allocation spéciale aux vieux à 75 0/0 du montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 126**. — Le 27 janvier 1956, une proposition de loi tendant à assurer une réduction de 15 0/0 du prix des engrais aux exploitants n'employant pas de main-d'œuvre salariée en dehors de la main-d'œuvre familiale, **n° 235**. Le 27 janvier 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954 et le décret n° 54-517 du 11 mai 1954 relatifs à la baisse du matériel agricole, **n° 238**. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant : 1° à ne pas appliquer le système du « quantum » aux petits producteurs de blé ; 2° à assurer aux producteurs dont les livraisons ne dépassent pas 200 quintaux le paiement de la totalité des quantités livrées au prix garanti, **n° 329**. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à fixer la taxe de circulation sur les viandes à 25 francs par kilogramme, **n° 399**. — Le 14 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux exploitants agricoles victimes des gelées et à permettre les réensemencements indispensables,

n° 466. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant, à titre exceptionnel, à réduire les fermages de 20 0/0, à accorder un moratoire pour le paiement des fermages et à assurer aux métayers le droit de prélever la quantité de produits nécessaires à leur subsistance avant tout partage, **n° 779**. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à accorder, à titre exceptionnel, aux salariés de l'industrie et du commerce et aux ouvriers agents et fonctionnaires de l'Etat, une indemnité spéciale de vie chère de 8.000 francs pour le mois de février 1956, **n° 781**. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des permissions agricoles exceptionnelles aux militaires des professions agricoles, **n° 909**. — Le 23 mars 1956, une proposition de loi tendant à accorder un moratoire pour le paiement des fermages de l'année culturale 1956-1957, **n° 1434**. — Le 18 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux petits et moyens exploitants agricoles une prime de remise, en culture de dix mille francs par hectare de céréales détruites par le gel, **n° 1536**. — Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à instituer la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 1600**. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux petits et moyens exploitants agricoles une prime de dix mille francs par hectare de céréales détruites par le gel, **n° 1617**. — Le 15 juin 1956, une proposition de loi tendant à fixer, à titre exceptionnel pour la campagne 1956-1957, le prix des denrées servant au calcul des fermages aux mêmes taux que ceux sur la base desquels furent effectués les règlements de fermage de la campagne 1955-1956, **n° 2212**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à fixer, pour la campagne 1956-1957, le prix du quintal de blé-fermage à 3.000 francs pour les exploitations dont le revenu cadastral nouveau ne dépasse pas 60.000 francs, **n° 2840**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à exonérer de la cotisation de résorption de 133 francs par quintal les 100 premiers quintaux d'orge livrés par les producteurs dont les livraisons, au titre de la récolte de 1957, ne dépasseront pas 300 quintaux, **n° 2844**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à engager immédiate-

ment des discussions avec les représentants autorisés des Algériens, y compris ceux contre lesquels on se bat, en vue de parvenir au « cessez-le-feu » et à une solution négociée du problème algérien, n° 2871. — Le 7 novembre 1956, une proposition de loi tendant à fixer à 3 0/0 de la valeur des biens mobiliers et immobiliers le taux servant au calcul des revenus des anciens exploitants agricoles bénéficiaires de l'allocation vieillesse requérant le bénéfice de l'allocation supplémentaire instituée par la loi du 30 juin 1956, n° 3173. — Le 26 novembre 1956, une proposition de loi tendant à porter le plafond des ressources personnelles prévu pour l'octroi de l'allocation supplémentaire, instituée par le Fonds national de solidarité, à 300.000 fr. par an pour une personne seule et 360.000 fr. pour un ménage, n° 3326. — Le 22 janvier 1957, une proposition de loi tendant à organiser la lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse et à accorder une aide financière aux exploitants ayant subi des pertes, n° 3833. — Le 7 février 1957, une proposition de loi tendant à assurer l'égalité entre la rente servie aux assurés sociaux antérieurement au 31 décembre 1950 et postérieurement au 1^{er} janvier 1951, n° 4061. — Le 22 février 1957, une proposition de loi tendant à porter à 4 millions le montant de l'actif net des successions sur lesquelles pourront être recouverts les arrrages servis aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire instituée par la loi du 30 juin 1956, n° 4280. — Le 22 mars 1957, une proposition de loi tendant à permettre aux viticulteurs ne récoltant pas plus de 225 hectolitres de vin, bénéficiant d'un droit d'appellation d'origine contrôlée, de commercialiser en priorité, dans les mauvaises années, la partie de leur récolte produite en sus des plafonds fixés par la réglementation en vigueur, n° 4641. — Le 2 avril 1957, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article 26 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953, relatives à la division des terroirs viticoles en zones à « vocati n viticole » et en zones de « reconversion » et à compléter l'article 33 dudit décret, n° 4737. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à garantir aux producteurs de blé livrant moins de 75 quintaux à la commercialisation de toute leur récolte au prix garanti et à instituer un barème progressif pour l'application du hors quantum et de la taxe de résorption, n° 5092. — Le 20 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier le décret

n° 55-753 du 31 mai 1955 en vue de faire bénéficier de la retraite de vieillesse agricole certaines catégories d'exploitants, n° 5180. — Le 2 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour un reclassement rapide et satisfaisant des 350 licenciés à la suite de la fermeture de la mine et de l'usine de schistes des Télots (Autun), n° 5281. — Le 27 septembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 57-928 du 14 août 1957 fixant notamment les prix et les modalités de paiement des céréales pour la campagne 1957-1958 en vue d'assurer : 1° aux producteurs de blé, de seigle, d'orge et d'escourgeon ne livrant pas plus de 100 quintaux le paiement de toute leur récolte au prix garanti ; 2° aux producteurs dont les livraisons ne dépassent pas 250 quintaux le paiement au prix garanti des 100 premiers quintaux livrés, n° 5789. — Le 15 novembre 1957, une proposition de loi tendant à la défense et au soutien de l'exploitation familiale agricole par des mesures d'aide économique et financière, n° 5926. — Le 11 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à libérer l'ensemble de la récolte de vin 1957 avec priorité de vente pour les petits et moyens viticulteurs, n° 6109. — Le 16 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à désigner une commission d'enquête afin : 1° d'établir les responsabilités de la catastrophe minière du Puits Pichon à Montceau-les-Mines ; 2° d'étudier le problème du renforcement des mesures de sécurité dans les mines, n° 6341. — Le 21 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence en faveur des familles de mineurs victimes de la catastrophe du puits Pichon à Montceau-les-Mines, n° 6354.

Interventions :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Priorité pour la discussion des propositions de loi tendant à l'abrogation des lois anti-laïques, projet de loi tendant à la généralisation des trois semaines de congé payé* [17 février 1956] (p. 353). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés : *Ses explications de vote sur les questions de confiance, octroi*

d'avantages particuliers aux apprentis, aux femmes et aux vieux travailleurs; profits des grandes sociétés capitalistes, inflation due à l'accroissement des dépenses militaires [28 février 1956] (p. 542, 543); — d'interpellations sur la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Aide aux salariés agricoles en chômage à la suite des gelées, problème de financement de la résorption des excédents de blé, organisation des marchés, aide aux petites et moyennes exploitations, attribution des prêts du Crédit mutuel agricole, reconversion d'une partie de l'agriculture française (culture de la vigne en Algérie), application à l'agriculture d'un salaire minimum interprofessionnel garanti, règlement pacifique du problème algérien* [1^{er} mars 1956] (p. 600 à 604); — du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion préjudicielle de M. Jean Moreau, pour le passage à la discussion des articles : misère de millions de vieillards; sens des élections du 2 janvier, améliorations à apporter au projet, position du groupe communiste sur le financement, opposition des partis de droite aux mesures frappant les sociétés capitalistes et les gros revenus, nécessité d'un « cessez-le-feu » en Algérie, sens du vote du groupe communiste sur les pleins pouvoirs, mesures financières proposées par le groupe communiste* [2 mai 1956] (p. 1643, 1644, 1645); Art. 7 : *Évaluation des ressources des exploitants agricoles selon les critères de la loi du 10 juillet 1952 sur les assurances vieillesse agricoles* [3 mai 1956] (p. 1701); *Son amendement déterminant le plafond des ressources suivant les dispositions de la loi du 10 juillet 1952 pour tous les agriculteurs dont le revenu cadastral initial ne dépasse pas 750 francs* (p. 1703); — d'un projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956 [4 mai 1956] (p. 1761, 1762); Article unique : *Amendement de M. Cadic (octroi d'une prime de 10 0/0)* (p. 1763); *Son amendement (octroi d'une prime de 10 0/0 aux petits exploitants)* (p. 1764, 1776); — d'un projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'orge. Art. 1^{er} : *Amendement de M. Dorgères d'Halluin (limitation à 1956 de la commercialisation obligatoire par l'O.N.I.C.)* [4 mai 1956] (p. 1770); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement :

Ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Depreux : contradiction entre les différents aspects de la politique gouvernementale; opposition du parti communiste à la politique menée par le Gouvernement en Algérie; nécessité de respecter la volonté du suffrage universel; refus du Gouvernement de demander un vote spécial sur l'Algérie; appel à l'unité d'action entre socialistes et communistes [5 juin 1956] (p. 2312, 2313, 2314); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Son ordre du jour invitant le Gouvernement : 1° à engager des discussions avec les représentants autorisés des Algériens en vue de parvenir au « cessez-le-feu » et à une solution de négocier le problème algérien; 2° à négocier, sur la base des principes adoptés par le Conseil de sécurité, la solution pacifique du problème de Suez; 3° à prendre sans délai les mesures nécessaires pour améliorer le niveau de vie des travailleurs* [23 octobre 1956] (p. 4290); *Ses explications de voté sur la question de confiance : Nécessité d'ouvrir des négociations avec les représentants algériens pour aboutir au « cessez-le-feu »; non-application par le Gouvernement de la résolution du congrès socialiste de Lille* [25 octobre 1956] (p. 4302); *Echec de la polibique, dite de pacification (déclaration de MM. Farès et Benhamed); arrestation des chefs du F.L.N.* (p. 4303); *Conséquences sur les relations franco-marocaines et franco-tunisiennes; caractère réactionnaire de l'ensemble de la politique du Gouvernement (canal de Suez, Euratom, politique économique et sociale)* (p. 4304, 4305); *Nécessité de réaliser l'unité d'action entre les communistes et les socialistes* (p. 4306). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences économiques de l'agression militaire contre l'Égypte et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour sauvegarder les intérêts des travailleurs employés dans les industries touchées par la crise pétrolière et pour mettre en valeur nos ressources énergétiques nationales [28 novembre 1956] (p. 5190); la développe : *Ses observations sur les conséquences économiques et sociales de l'affaire de Suez (approvisionnement en pétrole, chômage, baisse de la production, inflation, aggravation du déficit du commerce extérieur et du déficit budgétaire), les remèdes réaction-*

naires proposés par le Gouvernement, la nécessité de changer d'orientation politique, le développement des ressources énergétiques nationales [19 décembre 1956] (p. 6142 à 6145). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 18 : Prestations familiales agricoles : Ses observations sur le projet présenté par le Gouvernement sur l'amendement déposé par M. Paquet [8 décembre 1956] (p. 5735). — Pose à M le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture une question orale relative : au payement de l'allocation vieillesse agricole [21 décembre 1956] (p. 6201, 6202); — au versement de l'indemnité de chômage aux ouvriers agricoles [18 janvier 1957] (p. 148). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [21 février 1957] (p. 1034). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Ses observations sur le sort misérable des ouvriers agricoles (enquête de L.I.N.S.E.E.), le retard apporté au versement de l'allocation du Fonds national de solidarité, la concentration des exploitations, l'aide apportée aux grandes exploitations par l'intermédiaire des subventions d'Etat, les mesures à prendre en faveur des exploitations familiales (augmentation des ristournes sur le matériel agricole et les engrais, exonération d'impôts, prêts spéciaux, etc.), les conséquences de la guerre en Algérie, les perspectives du marché commun (mirage des débouchés allemands, arrivée des surplus américains et canadiens), la résurrection du militarisme allemand [5 mars 1957] (p. 1287 à 1290); Son ordre du jour (mesures en faveur des petites exploitations familiales, parité entre le S.M.I.G. de l'agriculture et celui de l'industrie, carence du Gouvernement devant l'épidémie de fièvre aphteuse, condamnation du Marché commun) [6 mars 1957] (p. 1340, 1341); — d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : Ses explications de vote sur la question de confiance : Economies et impôts proposés, profits capitalistes, conséquences de la politique de guerre en Algérie et de l'affaire de Suez : Inflation et misère pour les salariés, unité d'action pour un programme de paix et de progrès [21 mai 1957] (p. 2585, 2586); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : Motion préjudicielle de M. Rieu tendant à surseoir à la discussion

de ces projets, les dernières décisions du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique au sujet du groupe Malenkov et Molotov [4 juillet 1957] (p. 3237, 3239); L'aspect politique du Marché commun et de l'Euratom, le contrôle des militaires américains, la réunification de l'Allemagne, la nomination du général Speidel au commandement des troupes terrestres du centre Europe, suprématie de la production et de l'énergie atomique de l'Allemagne en Europe occidentale, réduction des armements, conséquences désastreuses des traités pour l'agriculture et l'industrie (p. 3264 à 3269); [5 juillet 1957] (p. 3304). — Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale relative à l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité [5 juillet 1957] (p. 3288, 3289). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au prix du blé : Son amendement tendant à faire supporter la résorption des excédents uniquement par les gros producteurs [23 juillet 1957] (p. 3869); Prix de revient réel du quintal de blé selon la grandeur de l'exploitation; problème de l'écoulement de la prochaine récolte; responsabilité des grosses exploitations dans la production des excédents (ibid.). — Dépose : une motion de censure sur le refus du Gouvernement de majorer le S.M.I.G. et les allocations familiales et d'assurer le remboursement à 80 0/0 des frais médicaux et pharmaceutiques [26 juillet 1957] (p. 4002, 4003); Son rappel au Règlement (fixation de la date de discussion de la motion de censure déposée au nom du groupe communiste) (p. 4002); — une demande d'interpellation sur l'ensemble de la politique agricole du Gouvernement [17 septembre 1957] (p. 4090); la développe : Conséquences de la politique générale du Gouvernement sur le plan social : Hausse du coût de la vie, climat d'incertitude, diminution de la part de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse dans le revenu national, responsabilité de la guerre d'Algérie dans la crise financière actuelle, difficultés des petits et moyens exploitants et ouvriers agricoles (augmentation des produits industriels nécessaires à l'agriculture, insuffisance du prix du blé, fixation du prix de leurs fermages, retard dans l'application de la loi Laborbe, réduction des crédits agricoles, infériorité du S.M.I.G. agricole, avantages des grands propriétaires capitalistes), liaison entre la politique agricole et la politique

générale [18 septembre 1957] (p. 4130 à 4133); — une motion de censure contre la politique économique et agricole du Gouvernement [19 septembre 1957] (p. 4200); *Son rappel au Règlement (maintien de sa motion et demande d'une discussion rapide)* (ibid.). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique économique du Gouvernement : *Son ordre du jour (relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti, limitation des prix des produits industriels, fixation du prix du blé et du prix du lait, rétablissement des crédits nécessaires aux investissements agricoles, politique d'assainissement des finances par la réduction des dépenses militaires, réforme des impôts* [20 septembre 1957] (p. 4281). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion du projet de loi sur les institutions d'Algérie [25 septembre 1957] (p. 4354). — Prend part à la discussion : sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Importance de la guerre d'Algérie dans la crise financière, proposition de compromis sur la question algérienne faite à M. Guy Mollet par le parti communiste; composition du Gouvernement, participation M.R.P. et orientation à droite; critiques de la politique algérienne financière, économique, agricole et extérieure du Président du Conseil désigné, mise en sommeil des réformes intéressant les masses populaires, annonce d'une politique réactionnaire contraire à tout programme de paix et de progrès social, contradictions et oppositions du Gouvernement, nécessité d'une solution de gauche* [28 octobre 1957] (p. 4590, 4591, 4592); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Ses explications de vote : Politique inflationniste du Gouvernement, nécessité de mettre fin à la coûteuse guerre d'Algérie, cause principale du déséquilibre budgétaire, aggravation des conditions d'existence des travailleurs, responsabilités du Gouvernement français dans l'attitude des Etats-Unis envers la Tunisie, urgence du rétablissement de la paix en Algérie, caractère hétérogène et éphémère du Ministère, sa politique réactionnaire, nécessité d'une entente entre les partis de gauche* [19 novembre 1957] (p. 4871, 4872, 4873); — des propositions de la Conférence des présidents : *Catastrophe de Montceaux-Mines* [24 janvier 1958] (p. 243). — Pose : à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale relative aux attributions de carburant

détaxé [31 janvier 1958] (p. 436); — à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question orale relative à l'attribution de l'allocation complémentaire aux vieux travailleurs [31 janvier 1958] (p. 437). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [7 février 1958] (p. 594). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1958, deuxième partie, crédits d'investissements : *Accroissement de l'écart entre les besoins réels et les crédits prévus; atteinte portée aux secteurs-clé : énergie, logement, enseignement et recherches, agriculture et équipement rural, transports et équipement sanitaire; incompatibilité d'une politique de guerre en Algérie et d'une politique de progrès économique et social* [6 mars 1958] (p. 1269, 1270). — Dépose une demande d'interpellation : sur la saisie de trois hebdomadaires de gauche [8 mars 1958] (p. 1362); — sur la manifestation organisée par la police parisienne le 13 mars dernier [18 mars 1958] (p. 1628). — Prend part à la discussion : sur la présentation du Gouvernement de M. Pierre Pflimlin : *Gravité des événements se déroulant à Alger, union de tous les républicains pour sauver les libertés de la République, demande la destitution et la mise hors la loi du général Massu* [13 mai 1958] (p. 2272); — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : explications de vote : *Défense des institutions républicaines pour faire échec au complot des généraux factieux* [16 mai 1958] (p. 2380); — d'urgence du projet de loi relatif à la reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957, 15 novembre 1957 et 22 mai 1958 concernant les mesures exceptionnelles en Algérie : *Silence du général de Gaulle sur la solution à apporter au problème algérien, hostilité du F.L.N. à l'intégration, négociation nécessaire, conséquences actuelles de la politique de guerre pratiquée par MM. Mollet et Lacoste, hostilité de l'entourage du général de Gaulle à toute négociation* [2 juin 1958] (p. 2605, 2606).

ROCLORE (M. Marcel), Député de la Côte-d'Or (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la

santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1) ; de la Commission des affaires étrangères [3 juin 1958] (p. 2643).

Dépôts :

Le 24 janvier 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier du Code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (classification des boissons), **n° 3875**. — Le 26 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3730) de M. Lalle tendant à rendre applicable en Algérie la loi n° 56-693 du 16 juillet 1956 instituant une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956, **n° 4673**. — Le 26 juin 1957, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 4676) autorisant le Président de la République à ratifier : 1° le traité instituant la Communauté économique européenne et ses annexes ; 2° le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ; 3° la Convention relative à certaines institutions communes aux Communautés européennes, signés à Rome le 25 mars 1957, **n° 5269**. — Le 21 février 1958, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 5911) de MM. Jean Cruzier et Temple tendant à la prolongation d'activité des fonctionnaires anciens combattants volontaires, **n° 6682**.

Interventions :

Son rapport au nom du 8^e bureau sur les opérations électorales du département de la Savoie [19 janvier 1956] (p. 33). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Liens indissolubles unissant la France et l'Algérie* [8 mars 1956] (p. 773) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif au fonds national de la vieillesse : *Ses explications de vote (Augmentation des droits sur l'alcool)* [22 mars 1956] (p. 1172) ; — du projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *Ses*

explications de vote ; Les demandes répétées de pleins pouvoirs [22 mars 1956] (p. 1209) ; — d'une proposition de loi relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris, Art. 5 : *Amendement de M. Mazuez tendant à fixer par un seul règlement d'administration publique les conditions de l'ensemble des concours hospitaliers* [29 mai 1956] (p. 2056) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Volonté de la France de trouver une solution politique ; Nécessité de répondre à la guerre d'agression par la guerre et de lutter contre le défaitisme* [1^{er} juin 1956] (p. 2223) ; — en seconde lecture, du projet de loi instituant un fonds national de solidarité, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Paquet tendant à exonérer de la taxe de luxe les produits agricoles (Problème des vins de qualité)* [6 juin 1956] (p. 2349) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses observations sur : le placement de l'emprunt 1956 (charge pour les budgets futurs, taux d'intérêt trop élevé) ; les dangers du blocage des prix, la nécessité de faire l'Europe et de réviser le pacte atlantique* [18 octobre 1956] (p. 4227, 4228) ; — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ses observations sur l'attitude du gouvernement marocain, les principes d'une solution du problème algérien* [18 décembre 1956] (p. 6121, 6122) ; — d'une proposition de résolution relative à la réparation des dommages subis par les Français de Tunisie et du Maroc : *Son amendement (Délai dans lequel l'action gouvernementale doit se manifester)* [5 février 1957] (p. 656) ; *le retire* (ibid.) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses observations sur l'action politique des rebelles (implantation d'une administration notamment), le statut futur de l'Algérie (représentation de la minorité européenne)* [22 mars 1957] (p. 1795, 1796) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des diminués physiques, Art. 19 : *Amendement de M. Garet tendant à limiter l'octroi d'un délai spécial de préavis aux travailleurs comptés pour deux unités* [25 juin 1957] (p. 2942) ; — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom, en qualité de *Rapporteur pour avis : Application du marché commun dans l'industrie pharmaceutique, autorisation préalable, protection de la*

(3) Démissionnaire [3 juin 1958] (p. 2643).

santé publique, dispositions concernant l'exercice des professions médicales, harmonisation des systèmes sociaux, surveillance de la radioactivité de l'atmosphère, des eaux et du sol, utilisation de l'atome en médecine et en pharmacie [3 juillet 1957] (p. 3209 à 3214); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Rappel des liens indissolubles entre l'Algérie et la France et l'œuvre économique et sociale qu'il convient d'achever en Algérie, divergences de vues des membres de la Commission de l'intérieur mais accord sur la réalisation d'une réforme institutionnelle, le contrôle parlementaire à effectuer sur les décrets d'application et les principes fondamentaux de la loi-cadre; Problème des territoires et des collectivités, mise en place provisoire et compétence des assemblées territoriales, dangers d'un fédéralisme partiel et de la création à Alger d'un écran entre les territoires et la République, importance de la reconnaissance officielle du statut civil personnel, inopportunité de traiter du mode de scrutin dans la loi-cadre mais nécessité d'y assurer une représentation équitable des communautés* [25 septembre 1957] (p. 4330, 4331, 4332); *Querelle de mots sur l'institution d'un collège unique ou la suppression du double collège* (p. 4332, 4333); *Raisons pour lesquelles les termes « suffrage direct » ne figurent pas dans la loi-cadre* (p. 4352); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Trémollet de Villers prévoyant la place de l'Algérie dans la communauté française, la situation particulière de l'Algérie, la participation de tous les citoyens habitant l'Algérie à la souveraineté française* [27 septembre 1957] (p. 4416); *Ses explications de vote sur la question de confiance : Modification de la constitution permettant la création d'une république fédérale, nécessité du vote de la loi-cadre à une grosse majorité nationale* [30 septembre 1957] (p. 4447); — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales : *Demande une suspension de séance* [19 mars 1958] (p. 1695).

ROLLAND (M. Jacques), Député de la Seine (3^e circonscription) (R. R. S.).

Son élection est validée [14 février 1956] (p. 267). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier

1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à supprimer les taxes indirectes perçues sur le commerce de détail, les artisans fiscaux et les autres secteurs de la distribution et à les reporter au dernier stade de la production, **n° 449**. — Le 9 mars 1956, une proposition de loi tendant à fixer d'une façon définitive la date de dépôt des déclarations fiscales des entreprises clôturant leur exercice le 31 décembre, **n° 1093**. — Le 23 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles les travailleurs indépendants doivent participer aux caisses d'allocations familiales, **n° 1436**. — Le 19 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 du décret n° 55-559 du 20 mai 1955 tendant à l'amélioration de l'habitat et à sa meilleure utilisation, **n° 1567**. — Le 21 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les projets de loi : 1° (n° 96) portant ratification du décret n° 56-3 du 5 janvier 1956 suspendant le droit de douane d'importation applicable au cumène; 2° (n° 99) portant ratification du décret n° 56-5 du 5 janvier 1956 suspendant la perception du droit de douane d'importation applicable au térébenthène de diméthyle; 3° (n° 108) portant ratification du décret n° 56-59 du 19 janvier 1956 suspendant les droits de douane d'importation applicables à certaines matières colorantes organiques homogènes; 4° (n° 838) portant ratification du décret n° 56-205 du 25 février 1956 portant suspension de certains droits de douane d'importation, **n° 2287**. — Le 25 juillet 1956, une proposition de loi tendant à la création d'un centre de distribution des viandes et sous-produits d'origine animale à la Villette, **n° 2654**. — Le 5 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2759) reportant les élections aux chambres de métiers, **n° 2909**. — Le 10 octobre 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2759) reportant les élec-

tions aux chambres de métiers, n° 2934. — Le 16 octobre 1956, une proposition de loi tendant à réorganiser la distribution de la viande, n° 2962. — Le 25 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'élection aux chambres de métiers et aux métiers artisanaux, n° 3045. — Le 15 novembre 1956, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1957 (n° 2951), n° 3261. — Le 26 novembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 du décret du 15 septembre 1953 fixant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1953 portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension du régime des majorations, n° 3327. — Le 6 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi, adopté par le Conseil de la République, modifiant les articles 25, 30 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n° 4042. — Le 26 février 1957, une proposition de loi tendant à améliorer la représentation des entreprises commerciales auprès du Conseil Economique, n° 4283. — Le 14 mars 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 873) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et professions d'expert-comptable et de comptable agréé; 2° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues (n° 1583) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et professions d'experts-comptables et de comptables agréés; 3° de M. Abelin et plusieurs de ses collègues (n° 3165) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et professions d'expert-comptable et de comptable agréé, n° 4518. — Le 22 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la

proposition de loi (n° 4491) de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues ayant pour objet la prorogation de la loi du 2 avril 1949, modifiée, relative au maintien dans les lieux dans les hôtels et meublés, n° 4651. — Le 3 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à proroger les dispositions de la loi n° 49-458 du 2 avril 1949, modifiée, accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, n° 4750. — Le 18 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa premier de l'article 408 du Code pénal relatif au détournement d'objets remis à charge de les restituer ou d'en faire un emploi déterminé, n° 5139. — Le 20 juin 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Alfred Coste-Floret (n° 3689) tendant à compléter l'article 3 du décret n° 53-706 du 9 août 1953 pris en vertu de la loi du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier et modifiant la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée; 2° de M. Hernu et plusieurs de ses collègues (n° 4739) tendant à reporter la date d'application de l'article premier du décret n° 54-588 du 4 juin 1954, en faveur des porteurs de parts des petites S.A.R.L.; 3° de M. Vigier (n° 5044) tendant à reporter l'application du décret du 9 août 1953 sur les sociétés à responsabilité limitée; II. la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont (n° 5100) tendant à inviter le Gouvernement à proroger le délai prévu par l'article premier du décret du 4 juin 1954 et relatif au capital des sociétés, n° 5175. — Le 17 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à modifier le décret n° 53-706 du 9 août 1953, modifiant la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée, n° 5541. — Le 3 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi (n° 2689) instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur; II. les propositions de loi : 1° de M. Jean Lefranc (n° 380) tendant à obliger tout conducteur ou propriétaire d'un véhicule automobile

circulant sur le sol, à contracter une assurance garantissant les risques d'accidents causés aux tiers et tendant à immobiliser, au profit des victimes, le patrimoine des conducteurs ou propriétaires, non assurés, des mêmes véhicules, ayant causé un accident ; 2° de M. Paquet et plusieurs de ses collègues (n° 5480) tendant à rendre obligatoire l'assurance automobile ; II. la proposition de résolution de M. Schaff et plusieurs de ses collègues (n° 2189) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rendre l'assurance automobile obligatoire et pour instituer un fonds de garantie destiné à indemniser les victimes d'accidents causés par des véhicules mécaniques, n° 6049.

— Le 5 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2846) autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord de commerce entre la France et le Guatemala, signé à Guatemala-City le 17 octobre 1955, n° 6082. — Le 12 décembre 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 873) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et professions d'expert-comptable et de comptable agréé ; 2° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues (n° 1583) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés et réglementant les titres et professions d'experts-comptables et de comptables agréés ; 3° de M. Abelin et plusieurs de ses collègues (n° 3165) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et les professions d'expert-comptable et de comptable agréé, n° 6143. — Le 19 décembre 1957, une proposition de loi tendant à réaliser la réforme administrative, n° 6209. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. le projet de loi (n° 6477) définissant des mesures d'ordre économique et financier destinées à préparer l'entrée de la France dans le Marché commun ; II. la proposition de loi de M. Piette et plusieurs de ses collègues (n° 6629) tendant à faciliter

l'intégration de l'économie française à l'économie européenne, n° 7267.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Organisation du marché agricole, détermination des aires de production et des centres de commercialisation* [15 mars 1956] (p. 964, 965) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif au Fonds national de la vieillesse, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Majoration du supercarburant et de l'alcool* [22 mars 1956] (p. 1165) ; *Sa demande de disjonction de l'article 8 (Mode de financement du projet)* (p. 1168) ; en troisième lecture : *Amendement de M. Boisdé tendant à supprimer la prescription de trois ans pour le remboursement du trop-perçu en cas de fraude ou de fausse déclaration* [23 mars 1956] (p. 1243) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Réforme du régime de l'administration du commerce extérieur ; orientation de l'aide à l'exportation ; régime fiscal applicable au transport des marchandises* [25 mai 1956] (p. 2026, 2027) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Affaires économiques, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Chap. 31-02 : *Déficit de la balance commerciale ; inquiétudes devant le Marché commun ; rapport des experts à la conférence de Messine ; niveau des charges sociales ; problème du taux de change ; choix des industries à développer pour l'exportation ; réforme de l'Administration du commerce extérieur* [15 juin 1956] (p. 2677, 2678) ; Art. 6, Etat C : *Son amendement tendant à modifier les chiffres prévisionnels des versements aux producteurs de matières textiles* (p. 2685) ; *Son article additionnel tendant à rendre applicables aux successions des militaires et civils décédés en Afrique du Nord les dispositions de l'article 1235 du Code général des impôts* [21 juin 1956] (p. 2856) ; *Son article additionnel visant la réforme des services du commerce extérieur* (p. 2864) ; *Son article additionnel permettant la création d'une société d'économie mixte pour la construction de locaux destinés aux Français musulmans originaires d'Algérie* [22 juin 1956] (p. 2963) ; — du projet de loi reportant les

élections aux chambres de métiers, en qualité de *Rapporteur* : *Renouvellement des chambres de métiers*; *problème de la qualification professionnelle des artisans*; *réorganisation du registre des métiers* [9 octobre 1956] (p. 4055); *Question préalable opposée par M. Denis* (p. 4057); *Motion préjudicielle de M. Icher tendant à surseoir à l'examen du projet jusqu'à l'adoption du projet de loi portant réorganisation de l'artisanat* (p. 4058); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pelat prévoyant des élections générales avant décembre 1956* (p. 4063); *Amendement de Mme Estachy limitant au 30 avril 1957 le mandat des membres des chambres de métiers*; *Amendement de M. Boscary-Monsservin maintenant en fonction les membres des chambres de métiers jusqu'à expiration normale de leur mandat* (p. 4063); Art. 4 : *Demands de disjonction de MM. Denis et Mignot* (p. 4066); Art. 5 [10 octobre 1956] (p. 4097); *Amendement de M. Alphonse Denis admettant comme preuve de la qualification professionnelle l'exercice prolongé de la profession* (p. 4099); Art. 8 : *Amendement de Mme Estachy (Répression des infractions à la qualification professionnelle)* (p. 4100); en deuxième lecture [26 octobre 1956] (p. 4348); Art. 5 : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à supprimer cet article (Problème de la qualification professionnelle)* (p. 4350); *Amendement de M. Icher tendant à n'autoriser à exercer un métier pour lequel une formation professionnelle est indispensable que les entreprises dont le maître ou le patron est titulaire du certificat ou du diplôme visé à l'alinéa premier du présent article* (p. 4350, 4351); *Amendement de M. Icher tendant à supprimer l'avis de l'Assemblée des présidents de chambres de commerce pour l'établissement de la liste des métiers exigeant une qualification professionnelle* (p. 4352); Art 5 bis : *Amendement de Mme Estachy tendant à supprimer cet article (Pouvoirs permettant aux préfets d'accorder des dérogations)* (p. 4352); *Amendement de M. Icher prévoyant l'avis favorable de la chambre des métiers pour les autorisations accordées par les préfets* (p. 4352); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à réglementer l'usage de la dénomination « chambre de commerce », en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 octobre 1956] (p. 4385); Art. 3 : *Amendement de M. Beauguitte tendant à prévoir une exception pour les journaux utilisant des titres ne se référant à aucun organisme déterminé* (p. 4386);

— d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait : *Son contre-projet* [30 octobre 1956] (p. 4389); *le retire* (ibid.); — des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses observations sur la disparité des charges sociales, la nécessité de déterminer une doctrine économique en fonction du marché commun et de procéder immédiatement à son application (Révision du plan agricole, inventaire des industries exportatrices dans le cadre européen, création d'une commission spéciale dépendant de la Présidence du Conseil)* [22 janvier 1957] (p. 208, 209); — d'un projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Relèvement du taux des amendes* [7 février 1957] (p. 733); Art. 1^{er} : *Son amendement (Définition des tâches complémentaires)* [12 février 1957] (p. 776, 777); *Amendement de M. Temple (Non-application de l'article 33 D du Livre I^{er} du Code du travail aux chefs d'établissements agricoles faisant effectuer occasionnellement un travail à domicile)* (p. 799); Art. 2 et 3 : *Ses amendements (Incorporation des décimes dans le montant des amendes)* (p. 804 à 806); Art. 1^{er} : *Son amendement (Application aux artisans inscrits au registre des métiers de la législation sur les travailleurs à domicile)* [13 février 1957] (p. 827); *le retire* (p. 830); Art. 7 bis : *Son amendement (Prix payé aux artisans travailleurs indépendants à domicile et contrôle des paiements)* (p. 828 à 830); Art. 8 : *Son amendement (Modalités d'application de la présente loi par des règlements d'administration publique)* (p. 830); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer la mention indiquant qu'il n'y a pas lieu de rechercher si les travailleurs sont inscrits au registre des métiers* [10 juillet 1957] (p. 3503); Art. 7 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3504); *Assurance que les prix payés aux artisans façonniers ne seront pas inférieurs à ceux payés aux travailleurs à domicile, majorés des charges fiscales et sociales avec contrôle des prix assuré par le Conseil Economique; simplification des formalités exigées des artisans, respect des prix mieux garanti* (p. 3504); *Inutilité du contrôle du prix de revient de l'artisan, distinction entre artisans et travailleurs indépendants* (p. 3505, 3506); *le rectifie* (p. 3507); — en deuxième lecture, du projet de loi portant prorogation du mandat

des membres du Conseil Economique, Article unique : *Son amendement permettant le remplacement des conseillers décédés et de ceux que leurs organisations professionnelles ne considèrent plus comme les représentant valablement* [19 mars 1957] (p. 1700) ; — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux dans les hôtels et meublés (prorogation de la loi du 2 avril 1949), en qualité de *Rapporteur* [26 mars 1957] (p. 1854) ; — d'une proposition de loi tendant à modifier le décret du 9 août 1953 sur les S. A. R. L., en qualité de *Rapporteur* : *Sa demande de prolongation du délai pour permettre aux petites sociétés d'effectuer l'augmentation de capital exigée par le décret ou de procéder à leur dissolution* [25 juin 1957] (p. 2929). — Dépose une demande d'interpellation sur l'imposition par voie de circulaire administrative à la T. V. A. au taux majoré des artisans fiscaux qui sont exonérés, par la loi, de cette taxe [17 septembre 1957] (p. 4091). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Ses explications de vote : Inconvénients du système fiscal proposé pour certaines branches artisanales* [19 novembre 1957] (p. 4884, 4885) ; — d'un projet de loi relatif à l'assurance obligatoire pour les véhicules à moteur, en qualité de *Rapporteur* [6 décembre 1957] (p. 5214, 5215) ; Art. 5 : *Amendement de M. Bourbon tendant à supprimer la majoration de 50 0/0 des amendes, majoration perçue au profit du fonds de garantie automobile* (p. 5216) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Création d'une caisse de consolidation et de mobilisation destinée à clarifier le processus de financement à long et moyen terme des investissements ; entrée de la France dans le Marché commun ; application du troisième plan de modernisation* [18 décembre 1957] (p. 5476, 5477) ; — d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Son ordre du jour tendant à faire confiance au Gouvernement* [22 janvier 1958] (p. 212) ; — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux, Art. 1^{er} : *Son sous-amendement (Garanties accordées aux locataires par les articles 10 et suivants du décret du 30 septembre 1953)* [5 février 1958] (p. 542). — S'excuse de son absence [17 septembre 1957] (p. 4090). — Obtient un congé [17 septembre 1957] (p. 4090).

ROQUEFORT (M. Félix), *Député de l'Aude (C.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 17 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés du gel dans le département de l'Aude, **n° 571**. — Le 31 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés de la grêle dans le département de l'Aude, **n° 2005**. — Le 5 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur les propositions de loi : 1° de M. Titeux et plusieurs de ses collègues (n° 641) tendant à relever de la forclusion les ouvriers mineurs ou assimilés, qui, par ignorance de la loi, n'ont pu demander le bénéfice de la prise en compte des années de guerre (1914-1918 et 1939-1945) ; 2° de M. Penoy (n° 1468) tendant à modifier l'article 206 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 relatif au régime des retraites des ouvriers mineurs, **n° 2454**. — Le 25 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toute initiative en vue d'aboutir au remboursement par le Gouvernement de la République fédérale allemande des sommes retenues, à titre d'impôt, par les autorités allemandes d'occupation, aux mineurs polonais travaillant en Alsace et en Lorraine et qui ont tenu à conserver leur nationalité, **n° 3915**. — Le 9 avril 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 438) relative aux retraites des ouvriers mineurs ; 2° de M. Titeux et plusieurs de ses collègues (n° 641) tendant à relever de la forclusion les ouvriers mineurs ou assimilés qui, par ignorance de la loi, n'ont pu demander le bénéfice de la prise en compte des années de guerre (1914-1918 et 1939-1945) ;

3^o de M. Titeux et plusieurs de ses collègues (n^o 642) tendant à permettre aux ouvriers mineurs ou assimilés, victimes du lock-out de 1931, de faire valoir la période de chômage ou la période de travail extérieur à la mine, consécutive à cette mesure; 4^o de M. Penoy (n^o 1468) tendant à modifier l'article 206 du décret n^o 46-2769 du 27 novembre 1946 relatif au régime des retraites des ouvriers mineurs, n^o 4810. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide exceptionnelle, des prêts à faible intérêt et des remises d'impôts aux petits et moyens exploitants agricoles éprouvés par les récentes gelées, n^o 4929. — Le 11 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n^o 5992) de M. Calas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à user de tous les moyens en son pouvoir pour obtenir le maintien en activité des Etablissements Fougà à Béziers et à s'opposer à tout licenciement du personnel, n^o 6122. — Le 11 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n^o 3915) de M. Roquefort et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toute initiative en vue d'aboutir au remboursement par le Gouvernement de la République fédérale allemande des sommes retenues, à titre d'impôt, par les autorités allemandes d'occupation, aux mineurs polonais travaillant en Alsace et en Lorraine et qui ont tenu à conserver leur nationalité, n^o 6123. — Le 18 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n^o 2304) de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir l'article 13 du Code du vin relatif aux déclarations de récoltes ou de stocks de vin et à réinstaurer une tolérance sur les déclarations inférieures à 600 hectolitres, n^o 6194. — Le 26 décembre 1957, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur les propositions de loi : 1^o de M. Meck et plusieurs de ses et plusieurs de ses collègues (n^o 438) relative aux retraites des ouvriers mineurs; 2^o de M. Titeux et plusieurs de ses collègues (n^o 641) tendant à relever de la forclusion les ouvriers mineurs ou assimilés qui, par ignorance de la loi, n'ont pu demander le bénéfice de la prise

en compte des années de guerre (1914-1918 et 1939-1945); 3^o de M. Titeux et plusieurs de ses collègues (n^o 642) tendant à permettre aux ouvriers mineurs ou assimilés, victimes du lock-out de 1931, de faire valoir la période de chômage ou la période de travail extérieur à la mine, consécutive à cette mesure; 4^o de M. Penoy (n^o 1468) tendant à modifier l'article 206 du décret n^o 46-2769 du 27 novembre 1946 relatif au régime des retraites des ouvriers mineurs, n^o 6234. — Le 4 mars 1958, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n^o 4737) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les dispositions de l'article 26 du décret n^o 53-977 du 30 septembre 1953, relatives à la division des terroirs viticoles en zones à « vocation viticole » et en zones de « reconversion » et à compléter l'article 33 dudit décret, n^o 6794. — Le 19 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à modifier l'article 206 du décret n^o 46-2769 du 27 novembre 1946 relatif au régime des retraites des ouvriers mineurs, n^o 6935 (rectifié). — Le 20 mars 1958, une proposition de loi tendant à réduire de 25 0/0 le taux des prestations d'alcool vinique prévu par le décret du 14 septembre 1954 et à exonérer de ces prestations les viticulteurs récoltant moins de 200 hectos, n^o 7016.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A, Chap. 60-13 : *Dégâts occasionnés aux vignobles par les gelées, secours à accorder* [29 mai 1956] (p. 2105); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 31-02 : *Option entre le statut du mineur et le statut du personnel des industries électriques pour les ouvriers des centrales électriques dépendant des charbonnages de France ou de la S.N.C.F.* [6 juin 1956] (p. 2380); Chap. 31-92 : *Réembauchage du personnel des mines d'or de Salsigne et des mineurs des houillères de Decazeville* (p. 2382); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, INDUSTRIE ET COMMERCE, Titres III et IV : *Ses explications de vote* [28 novembre 1956] (p. 5232, 5233); AGRICUL-

TURE, Titres I^{er}, III et IV : *Fonctionnement du fonds d'assainissement de la viticulture, contingentement nécessaire des vins algériens ; Déblitage de la récolte ; Octroi des primes pour l'arrachage des vignes ; Détaxation des vins de consommation courante* [1^{er} décembre 1956] (p. 5389, 5390) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur la situation des petits viticulteurs, le blocage et la distillation obligatoires, le contingentement nécessaire des vins algériens, les perspectives du marché commun (concurrence des vins italiens et espagnols), les achats de propriétés effectués par les gros colons d'Afrique du Nord, l'établissement du cadastre viticole, l'aide insuffisante apportée aux victimes du gel de 1956, la nécessité de maintenir la détaxation du vin, l'approvisionnement en carburant des viticulteurs* [1^{er} mars 1957] (p. 1242, 1243) ; — d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur la situation défavorisée des petits et moyens viticulteurs menacés par le marché commun et la concurrence italienne, la nécessité de revenir aux dispositions sociales du Code du vin, la concurrence de la main-d'œuvre espagnole* [19 septembre 1957] (p. 4185) ; — d'un projet de loi sur les ressources de la section viticole du fonds national de solidarité agricole, Article unique : *Son amendement tendant à créer une taxe à la charge des viticulteurs d'Algérie* [25 février 1958] (p. 984) ; *Enormes bénéfices réalisés par les colons bénéficiaires d'une récolte équitable, arrêt de la hausse du prix du vin à la consommation* (p. 984, 985).

ROUCAUTE (M. Gabriel), Député du Gard (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension servie aux veuves par la Caisse autonome nationale des mines, n° 637.

— Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à appliquer intégralement le statut du mineur à tous les ouvriers occupés par les entreprises travaillant pour le compte des houillères nationales et à les affilier sans restriction à la sécurité sociale minière, n° 640. — Le 29 février 1956, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n° 572) de M. Marcel Thibaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement les mesures nécessaires afin de surseoir à la fermeture de l'usine d'Assailly (Loire), n° 891. — Le 19 décembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 158 du décret du 27 novembre 1946 sur la sécurité sociale dans les mines, concernant les trois années de mariage exigées pour bénéficier de la pension de réversion aux veuves d'affiliés à la C.A.N.S.S.M., n° 6208.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant revalorisation des retraites minières : *Son rappel au règlement (Organisation d'un débat restreint)* [14 février 1957] (p. 866, 867) ; Après l'article 5 : *article additionnel de M. Boisdé tendant à financer le projet par une subvention budgétaire et par un prélèvement sur le fonds national de solidarité* (p. 929) ; *Article additionnel de M. Louvel tendant à financer le projet par un prélèvement sur le fonds national de solidarité* [19 février 1957] (p. 957) ; Art. 6 : *Amendement de M. Louvel tendant à augmenter le taux de la cotisation versée par les exploitants* (p. 959) ; *Amendement de M. Colin tendant à exempter les ardoisières de tout versement supplémentaire* (p. 960) ; *Ses explications de vote : Financement de la caisse autonome de sécurité sociale dans les mines* (p. 962).

ROUCAUTE (M. Roger), Député de l'Ardèche (C.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 169). = Est nommé : membre de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161) ; [4 octobre 1957] (p. 4503) ; juré titulaire de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [23 mai 1956] (p. 1956).

Dépôts :

Le 29 février 1956, une proposition de loi tendant à appliquer au vin de « Saint-Péray » la réglementation concernant la production des vins de Champagne et interdisant la fabrication des vins mousseux autres que les vins récoltés à l'intérieur de l'aire délimitée de cette appellation contrôlée, n° 882. — Le 26 juin 1956, une proposition de loi tendant à lever les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes de titre et des droits présentées par diverses catégories d'anciens combattants de la Résistance, n° 2340. — Le 14 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 481) de MM. Pierre Villon, Cassagne et Pierre Meunier tendant à préciser les conditions d'attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance et de la carte du combattant aux anciens résistants, n° 3563 (rectifié). — Le 14 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2340) de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à lever les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes de titres et des droits présentées par diverses catégories d'anciens combattants de la Résistance, n° 3564. — Le 28 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour combattre l'endothia parasitica (chancre de l'écorce du châtaignier), n° 4371. — Le 13 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés de la crue du Rhône, dans les départements de l'Ardèche et de la Drôme, n° 4484. — Le 14 mars 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2340) de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à lever les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes de titres et des droits présentées par diverses catégories d'anciens combattants de la Résistance, n° 4516. — Le 20 juin 1957, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 4302) de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice des dispositions du décret n° 55-957 du 11 juillet 1955 aux retraités ayant été atteints par la limite

d'âge entre le 21 septembre 1948 et le 1^{er} janvier 1955, n° 5185. — Le 3 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer sans délai une aide exceptionnelle aux agriculteurs sinistrés et aux collectivités locales victimes des violents orages qui se sont abattus sur le nord du département de l'Ardèche les 22 et 23 juin 1957, n° 5315. — Le 19 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux dispositions envisagées en vue de la fermeture du trafic voyageurs sur la ligne de la S. N. C. F. reliant Saint-Rambert d'Albon (Drôme) à Annonay (Ardèche), n° 5587. — Le 20 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser que le décret n° 57-845 du 29 juillet 1957 n'est pas applicable aux artisans régis par l'article 184 du Code général des impôts, n° 5764. — Le 20 septembre 1957, une proposition de loi tendant à exclure du champ d'application du décret n° 57-845 du 29 juillet 1957, relatif à la majoration de la taxe sur la valeur ajoutée, les boissons gazéifiées, n° 5765. — Le 29 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 4824) de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à ouvrir un nouveau délai de six mois pour l'obtention de la carte de déporté ou interné résistant et de combattant volontaire de la Résistance, lorsqu'il n'existe point de décision de justice sur le fond passée en force de chose jugée, n° 6032. — Le 14 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer, sans délai, une aide exceptionnelle aux sinistrés et aux collectivités locales victimes des violents orages de pluie et des tempêtes de neige qui se sont abattus sur le département de l'Ardèche les 24 et 25 décembre 1957, n° 6299. — Le 22 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser des frais de repas et de séjour le personnel technique des Eaux et Forêts dans tous les cas où leur travail exige un déplacement en forêt et quel que soit leur lieu de résidence, n° 6374. — Le 19 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1958 la date limite pour les déclarations de revenus, n° 6644. — Le 11 mars 1958, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article L 115 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de

guerre aux infirmités pour blessure ou maladie imputables au service, quel que soit le taux d'invalidité, n° 6867.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du 4^e rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (6^e siège) : *Responsabilités de M. Tixier-Vignancour sous l'occupation* [10 février 1956] (p. 238, 239) ; — d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Organisation et assainissement du marché du vin, viticulteurs de l'Ardèche* [13 mars 1956] (p. 880, 881). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question orale relative aux délais accordés aux commerçants non sédentaires pour le paiement de leurs impôts [1^{er} juin 1956] (p. 2205). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur les difficultés de la châtaigneraie fruitière des Cévennes (endothia parasitica, importation d'Italie), les charges de la guerre d'Algérie, les perspectives désastreuses du marché commun* [27 février 1957] (p. 1181) ; — du projet de loi portant assainissement économique et financier ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : Conséquences néfastes des projets financiers pour les travailleurs et les masses laborieuses, création d'un véritable impôt progressif sur les fortunes, privilèges fiscaux des grosses sociétés, aggravation de la loi sur les pouvoirs spéciaux, « vocation nationale algérienne », saisie de l'Humanité au sujet des événements de Melouza, « constitution d'un Gouvernement d'union des gauches »* [24 juin 1957] (p. 2908, 2909, 2910) ; — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion* [17 juillet 1957] (p. 3679) ; — d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur les conséquences de la politique économique du Gouvernement pour les populations rurales défavorisées (Electrification et adductions d'eau)* [19 septembre 1957] (p. 4180, 4181) ; — des propositions de la Conférence des Présidents : *Revendications d'orga-*

nisations d'anciens combattants et déportés, réforme de l'enseignement [29 novembre 1957] (p. 5083, 5084). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question orale relative à l'arrêt des autorails 904 et 911 en gare de Serrières [6 décembre 1957] (p. 5212). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'intégration d'employés de préfecture [6 décembre 1957] (p. 5227) ; — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale : *Renvoi de la discussion à une prochaine séance* [6 décembre 1957] (p. 5227) ; — du projet de loi relatif à la ratification du traité de cession des Etablissements français de l'Inde : *Ajournement du projet de loi* [10 décembre 1957] (p. 5255) ; — d'une proposition de loi tendant à préciser les conditions d'attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance et de la carte du combattant aux anciens résistants, en qualité de *Rapporteur* : *Difficultés de la définition des unités combattantes de la Résistance ; Application à la fonction publique* [10 décembre 1957] (p. 5269 à 5271) ; — d'une proposition de loi relative au délai pour les demandes de titre ou de pécule formulées par certaines catégories d'anciens combattants et de victimes de la guerre : *Droit à réparation et suppression des forclusions (Exemple de la S. N. C. F.)* [17 décembre 1957] (p. 5418) ; Article unique : *Son amendement (Forclusion concernant les anciens combattants de la Résistance)* (p. 5419) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, Deuxième partie, ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS : *Son rappel au Règlement (Insuffisance du nombre de députés présents)* [8 mars 1958] (p. 1367) ; Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Retard apporté à la discussion du budget des Anciens combattants* [27 mars 1958] (p. 2039).

ROUSSEAU (M. Charles), Député de la Vendée (I.P.A.S.).

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 236). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [29 février 1956] (p. 572).

Interventions :

Prend part à la discussion : de l'interpellation relative à la réforme de la taxe locale et de la taxe sur les spectacles : *Ses observations sur l'application des réformes relatives à la taxe locale, l'attitude hostile des services du Ministère des Finances vis-à-vis des collectivités locales, les difficultés des municipalités* [14 novembre 1956] (p. 4655 à 4657); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 15, Etat D, INTÉRIEUR: *Régime de la taxe locale, inscription d'un crédit correspondant à la garantie de recettes accordée aux communes* [4 décembre 1956] (p. 5519); Art 46 : *Amendement de M. François-Bénard (Hautes-Alpes) tendant à supprimer cet article (prélèvement au profit du budget général sur les versements effectués par les collectivités locales aux fonctionnaires du génie rural et des ponts-et-chaussées)* [5 décembre 1956] (p. 5564). — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales, Art. 17 : *Amendement de M. Denvers (surtaxe d'abatage en vue de la modernisation d'abattoirs)* [19 mars 1958] (p. 1720). = S'excuse de son absence [28 février 1956] (p. 539), [12 mars 1956] (p. 846), [21 mai 1957] (p. 2577), [7 mars 1958] (p. 1302). = Obtient des congés [28 février 1956] (p. 539), [12 mars 1956] (p. 846), [21 mai 1957] (p. 2577), [7 mars 1958] (p. 1302).

RUF (M. Joannès), Député de l'Isère (U.F.F.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [29 mai 1956] (p. 2053), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 18 janvier 1957, un avis au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi, (n° 2783) de Mme Degrand tendant à la protection des enfants contre l'alcoolisme, n° 3822. — Le 29 mai 1957, une proposition de loi tendant à instituer la rente de survie pour le titulaire d'une rente viagère à capital réservé, n° 5076. — Le 18 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à une prospec-

tion complète du gisement houiller alpin, n° 5820.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la protection des enfants contre l'alcoolisme, en qualité de *Rapporteur pour avis* [13 février 1957] (p. 833). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, une question orale relative à la situation des inspecteurs généraux des monuments historiques et du personnel des musées nationaux [31 janvier 1958] (p. 436).

RUFFE (M. Hubert), Député du Lot-et-Garonne (C.).

Son élection est validée [25 avril 1956] (p. 1524). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 8 juin 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 51-696 du 24 mai 1951 afin d'accorder à la conjointe d'un salarié exploitant un domaine agricole le bénéfice de l'assurance maladie sur le compte de l'exploité, n° 2117. — Le 22 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'approvisionnement prioritaire de l'agriculture en carburant, n° 3835. — Le 1^{er} juin 1958, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3716) de M Lespiau et plusieurs de ses collègues tendant à préciser la nature juridique du contrat de travail des gemmeurs de la forêt de Gascogne et à régler les rapports gemmeurs-employeurs dans le cadre de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives, n° 7222.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Situation des preneurs de baux ruraux, des petits fermier et métayers, droit de conversion et droit de reprise, cas des preneurs de nationalité italienne* [2 mars 1956] (p. 643, 644, 645); — du projet de loi créant un fonds

national de solidarité : *ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article premier, de l'article 10 et de l'ensemble du projet : exonération des salariés de la majoration de l'impôt sur le revenu, mode d'évaluation libéral des ressources des exploitants agricoles, résultat de la défaite de la réaction du 2 janvier, attitude de la droite sur la répression en Algérie ; buts à atteindre : retraite à soixante ans, pension de vieillesse égale à 500/0 du salaire de l'année la plus favorisée, gratuité des soins médicaux pour les vieux* [5 mai 1956] (p. 1798, 1799); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 : *situation des petites et moyennes exploitations familiales agricoles ; disparition de 200.000 petits exploitants ; exonération des producteurs de moins de 200 quintaux de céréales ; inefficacité des mesures prises en ce qui concerne les petits agriculteurs ; revendication des petits et moyens exploitants* [25 mai 1956] (p. 2035, 2036, 2037); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-51 : *Réduction des fermages en raison du gel* [29 mai 1956] (p. 2088); — d'une proposition de loi relative aux ensemencements en blé et en orge : *Situation des petits exploitants victimes du gel* [19 juin 1956] (p. 2747); Article unique : *Son amendement tendant à reporter à 1957 la restitution du blé marchand pour les producteurs de moins de 250 quintaux* (p. 2750); — d'une proposition de loi relative à la collecte du blé de la récolte de 1955 : *ses observations sur les différences de prix de revient existant entre les exploitations agricoles* [27 juin 1956] (p. 3103); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *ses observations sur : la réalisation des promesses contenues dans la déclaration d'investiture du Gouvernement concernant la défense de l'exploitation familiale agricole, les conséquences des gelées hivernales, la perception d'une taxe de résorption sur les livraisons d'orge, la majoration des prix des fermages, la situation des viticulteurs, les salaires des ouvriers agricoles, les ristournes sur les achats d'engrais et de matériel agricole, les subventions aux gros agriculteurs capitalistes, le mécontentement des petits agriculteurs* [19 octobre 1956] (p. 4255 à 4257); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de

décrets, Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 46-11 : *Chômage dans les départements d'outre-mer* [27 décembre 1956] (p. 6308, 6309); — des interpellations sur le Marché commun européen : *ses observations sur les conséquences de la création d'un tel marché pour l'agriculture française : diminution du marché intérieur, pression sur les prix des produits européens et américains, illusions répandues sur les débouchés offerts par l'Allemagne, disparition des exploitations familiales ; les réactions des organisations agricoles* [18 janvier 1957] (p. 153 à 155); — de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : *demande de renvoi en commission présentée par M. Camille Laurens* [14 février 1957] (p. 873, 874); *son sous-amendement à l'amendement de M. Halbout faisant référence à la récolte considérée au lieu de la récolte totale* (p. 879); *amendement de M. Bruyneel tendant à la suppression des dispositions prévoyant le prélèvement avant le partage des produits nécessaires à la subsistance du métayer* (p. 883); *son article additionnel prévoyant un moratoire pour les fermages à échoir du 1^{er} juillet 1956 au 1^{er} juillet 1957* [15 février 1957] (p. 917, 919); *le modifie* (p. 920); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Régularisation des accords à l'amiable conclus entre preneurs et bailleurs ; retard inadmissible apporté à cette discussion ; nouvelles calamités récentes* [23 juillet 1957] (p. 3866, 3867); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : en qualité d'interpellateur suppléant ; *ses observations sur : la situation difficile des exploitations familiales, la tendance à la concentration (incidence de la motorisation, achats de fermes par les colons d'Afrique du Nord), les deux voies ouvertes aux petits paysans : concentration capitaliste ou production coopérative, la nécessité d'améliorer les moyens de production de l'exploitant familial, la définition de l'exploitation familiale, la nécessité d'interdire le cumul et de réglementer la vente des exploitations* [27 février 1957] (p. 1174 à 1176); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *statut du fermage, rapport Provo sur les conclusions de la commission d'enquête en Algérie* [2 avril 1957] (p. 1962); — d'un projet de loi portant réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions effectuées par des Français contraints de quitter le Maroc ou la Tunisie ;

Aide aux gens de condition modeste ; ses observations sur les installations des Français rapatriés dans certaines régions de France et l'attribution scandaleuse de subsides à ces Français fortunés ; menaces pour l'exploitation familiale, revendications des associations agricoles relatives à une réduction des frais de mutation pour les exploitants familiaux [23 juillet 1957] (p. 3888, 3889); — d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *ses observations sur les conséquences des calamités agricoles pour les exploitants familiaux, l'insuffisance de l'aide qui leur a été accordée, leur disparition progressive favorisée par la concentration agraire et les avantages réservés aux grosses exploitations, la liaison de la politique agricole avec l'ensemble de la politique française* [18 septembre 1957] (p. 4149, 4150); — de la proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles, Article unique : *Son amendement (simplification de la procédure en cas d'infraction)* [5 décembre 1957] (p. 5174, 5175); *le retire* (p. 5175); *Amendement de M. Laborbe (rétroactivité de la loi)* (p. 5176); *ses explications de vote* (p. 5177). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale relative aux conventions d'établissement entre la France et l'Italie [17 janvier 1958] (p. 116).

RUMEAU (Mlle Marcelle), Député de la Haute-Garonne (C.).

Son élection est validée [16 février 1956] (p. 331). = Est nommée membre de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 19 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de MM. Félix Gouin et Max Juvénal (n° 331) tendant à créer à Martigues (Bouches-du-Rhône) un établissement d'enseignement secondaire ; 2° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 768) portant création à Martigues (Bouches-du-Rhône), d'un établissement d'enseignement secondaire, **n° 1553**. — Le 26 juin 1956, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe radiophonique les épouses des soldats maintenus ou rapelés sous les drapeaux lorsqu'elles perçoivent

l'allocation militaire, **n° 2350**. — Le 4 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au budget du Ministère des Travaux publics et des Transports les crédits nécessaires à la réalisation des travaux d'unification des caractéristiques du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne, **n° 2449**. — Le 4 juillet 1956, une proposition de loi tendant à normaliser, au regard de l'assurance vieillesse, la situation du conjoint remplissant les conditions fixées par l'article 154 du Code général des impôts, **n° 2450**. — Le 7 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une école normale d'instituteurs et une école normale d'institutrices dans chaque département, **n° 3487**. — Le 25 janvier 1957, une proposition de loi tendant à étendre aux logements neufs construits depuis le 1^{er} septembre 1948 et en particulier aux logements édifiés par des sociétés privées de construction d'immeubles, le bénéfice de l'article 75 de la loi du 1^{er} septembre 1948, **n° 3917**. — Le 7 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances, **n° 4439**. — Le 2 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au collectif budgétaire à venir les crédits nécessaires, d'une part, à la réparation du préjudice causé aux étudiants qui n'ont pas bénéficié de la bourse qui leur était due dès le début de l'année scolaire 1956-1957 et, d'autre part, à l'attribution de bourses décentes à un plus grand nombre d'étudiants, **n° 4719**. — Le 10 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi, adopté par le Conseil de la République, tendant à compléter la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, **n° 4843**. — Le 24 juin 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances, **n° 5218**. — Le 2 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer sans délai une aide exceptionnelle aux sinistrés de la Haute-Garonne victimes des violents orages de grêle et des

pluies torrentielles des 2, 20 et 24 juin dernier, n° 5282. — Le 10 juillet 1957, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances, n° 5565. — Le 16 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 4719) de Mlle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au collectif budgétaire à venir les crédits nécessaires, d'une part, à la réparation du préjudice causé aux étudiants qui n'ont pas bénéficié de la bourse qui leur était due dès le début de l'année scolaire 1956-1957 et, d'autre part, à l'attribution de bourses décentes à un plus grand nombre d'étudiants, n° 6164. — Le 25 février 1958, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi, adoptée avec modification par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances, n° 6707.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 53-30 : *Ses observations relatives à la modernisation des canaux du Sud-Ouest* [12 juin 1956] (p. 2518); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-13 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin relatif aux revendications du personnel du Muséum d'histoire naturelle* [14 juin 1956] (p. 2631); Chap. 31-21 : *Situation des professeurs aveugles et infirmes* (p. 2633); Chap. 31-34 : *Son amendement indicatif (nombre insuffisant des classes maternelles)* [15 juin 1956] (p. 2649); le retire (p. 2650); Chap. 31-61 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin (création d'emplois de gardiens et de magasiniers de bibliothèques)* (p. 2655); Chap. 31-75 : *Son amendement indicatif relatif au traitement des gardiens de musées* (p. 2656); Chap. 43-31 : *Son amendement indicatif (subventions aux cantines scolaires)* (p. 2666); *Son amendement indicatif (rétablissement de la gratuité du repas de midi dans les centres d'apprentissage)* (p. 2666); le retire (ibid.); Chap. 43-72 : *Son amendement indicatif relatif au prélève-*

ment de 1 0/0 en faveur des artistes (p. 2668); le retire (ibid.); Chap. 47-51 : *Son amendement indicatif relatif à la participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des colonies de vacances* (p. 2669); Chap. 66-10 : *Amendement indicatif de M. Cogniot (équipement du Centre national de la recherche scientifique)* (p. 2671); Chap. 66-90 : *Son amendement indicatif relatif à l'insuffisance des crédits de paiement* (p. 2673); le retire (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : *Organisation du service de l'hygiène scolaire ; fonctionnement des colonies de vacances (aide de l'Etat) ; situation des théâtres lyriques de province* [27 novembre 1956] (p. 5169); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 43-11 : *Son amendement tendant à une majoration indicative (crédits destinés aux spectacles, à la musique et aux lettres)* [27 décembre 1956] (p. 6307); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur l'équipement des campagnes et, notamment, l'adduction d'eau* [5 mars 1957] (p. 1294, 1295). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture une question orale relative aux dégâts importants causés par le gel du mois de février dans les accessoires de la culture maraîchère et lui demande s'il envisage d'appliquer la baisse de 15 0/0 sur le matériel agricole, à ces accessoires [21 juin 1957] (p. 2850). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, relative à l'organisation et au fonctionnement des colonies de vacances : *Ses observations sur l'urgence de décider de l'octroi des congés supplémentaires aux moniteurs* [11 juillet 1957] (p. 3542); en qualité de Rapporteur : *Palliatif au déficit des moniteurs, attribution automatique de congés limitée à la durée d'un séjour d'enfants à la colonie et demandée avec préavis, permission spéciale pour les moniteurs diplômés sous les drapeaux, respect du principe de la fonction publique* [19 juillet 1957] (p. 3790, 3791); — d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets : *Budget de l'Education nationale, crédits de l'enseignement supérieur (bourses des étudiants, nécessité de majorer la subvention accordée à la Cité universitaire du boulevard Jourdan)* [13 décembre 1957] (p. 5343, 5344).

S

SAGNOL (M. Léon), *Député de la Haute-Loire (R. R. S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé : membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); par la Commission des pensions, membre titulaire de la Commission chargée de s'informer du fonctionnement de certains services du Ministère des Anciens combattants [7 février 1957] (*J. O.*, Débats du 14 février 1957, p. 888).

Dépôts :

Le 29 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 1295) de MM. Baylet et Galy-Gasparrou tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par l'Etat les cotisations dues aux caisses de sécurité sociale agricoles au titre de l'année 1956 par les agriculteurs et artisans agricoles sinistrés, n° 3368. — Le 5 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Jean Lainé (n° 3572) tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 56-933 du 19 septembre 1956 relatif au régime fiscal des transports de marchandises en ce qui concerne les transports agricoles ; 2° de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues (n° 4050) tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 56-933 du 19 septembre

1956 relatif au régime fiscal des transports de marchandises ; 3° de M. Bouyer et plusieurs de ses collègues (n° 4305) tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 56-933 du 19 septembre 1956 relatif au régime fiscal des transports de marchandises en ce qui concerne les agriculteurs, ostréiculteurs et mytiliculteurs, n° 6080. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Dronne (n° 5731) portant modification au décret n° 57-928 du 14 août 1957 fixant les prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales pour la campagne 1957-1958 et portant suppression de la subvention pour le pain ; 2° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 5789) tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 57-928 du 14 août 1957 fixant notamment les prix et les modalités de paiement des céréales pour la campagne 1957-1958 en vue d'assurer : a) aux producteurs de blé, de seigle, d'orge et d'escourgeon ne livrant pas plus de 100 quintaux le paiement de toute leur récolte au prix garanti ; b) aux producteurs dont les livraisons ne dépassent pas 250 quintaux le paiement au prix garanti des 100 premiers quintaux livrés ; 3° de M. Baylet et plusieurs de ses collègues (n° 5931) tendant à abroger les décrets n° 57-1120 du 10 octobre 1957 sur les prix d'objectif et n° 57-1145 du 14 octobre 1957 sur les prix indicatifs de la récolte de blé 1958 et instituant un prix indexé du blé susceptible d'assurer la rentabilité de cette production dans les petites et moyennes exploitations, n° 7249.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Emploi du conservateur dans le beurre* [15 mars 1956] (p. 981, 982); — en deuxième examen, des conclusions d'un rapport relatif au placement des fonds des caisses d'épargne des territoires relevant du Ministre de la France d'outre-mer; Art. 3 et 5 : *Ses amendements (Composition du Comité chargé de statuer sur les prêts)* [12 février 1957] (p. 765); *les retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative au prix du lait : *Ses explications de vote* [2 avril 1957] (p. 1968). = S'excuse de son absence [29 novembre 1957] (p. 5046).

SALLIARD DU RIVAUT (M. Jean), *Député des Deux-Sèvres (I. P. A. S.)*.

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 192). = Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); Juré suppléant de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1946, modifiée) [23 mai 1956] (p. 1956).

Dépôts :

Le 25 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 1831) de M. Max Brusset tendant à rendre obligatoire, sur les livrets de famille, l'inscription de la date et du lieu de naissance des parents des conjoints, avec mention de leur nationalité, n° 3885. — Le 3 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 3038) de M. Cadic tendant à l'abrogation de la loi n° 55-1391 du 24 octobre 1955 et l'institution dans chaque commune d'un fichier de l'état civil, n° 5334. — Le 3 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4813) relatif d'une part, aux actes de l'état civil dressés par l'autorité militaire et à la rectification de certains actes de l'état civil, d'autre part, au mariage sans comparution personnelle des personnes participant au maintien de l'ordre hors de France métropo-

litaine, n° 5335. — Le 30 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 243) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à donner un effet suspensif au pourvoi en cassation dans les contestations relatives à l'état et au nom d'un enfant, n° 6443. — Le 3 juin 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 243) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à donner un effet suspensif au pourvoi en cassation dans les contestations relatives à l'état et au nom d'un enfant, n° 7248.

Interventions :

Son rapport au nom du 9^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Seine-Maritime (2^e circonscription) [19 janvier 1956] (p. 36). — Prend part à la discussion : du procès-verbal de la séance précédente : *Rectification de son vote, installation du vote électrique* [17 janvier 1958] (p. 114); — d'urgence d'un projet de loi et d'une proposition de résolution concernant la mise en œuvre du Code de procédure pénale; Art. 2 : *Autorisation de procéder par décret à une réorganisation administrative de la justice; Amendement de M. Crouzier tendant à exiger l'avis conforme de la Commission de la justice à l'Assemblée Nationale et l'avis de la Commission de la justice au Conseil de la République* [20 mars 1958] (p. 1806). = S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1641). = Obtient un congé [2 mai 1956] (p. 1641).

SALVETAT (M. Adrien), *Député de l'Aude (U. F. F.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre suppléant de la Commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [20 février 1958] (p. 930).

Dépôts :

Le 8 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à redresser la situation du service des alcools, **n° 1066**. — Le 13 juin une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure l'industrie de la chapellerie dans les nouveaux accords commerciaux et à la faire bénéficier de l'aide à l'exportation, **n° 2161**. — Le 14 mars 1957, une proposition de résolution tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée Nationale, **n° 4520**. — Le 26 novembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'actuel mode de financement du Centre technique de la salaison, de la charcuterie et des conserves de viande, **n° 5964**. — Le 29 novembre 1957, une proposition de loi tendant à la dissolution du Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes, **n° 6022**. — Le 24 janvier 1958, une proposition de loi tendant à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 6402**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Prix du vin* [15 mars 1956] (p. 982); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Ses explications de vote sur les questions de confiance : Nécessité d'une refonte générale du système d'allocations familiales* [10 décembre 1956] (p. 5799); — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux : avant l'article premier : *Son amendement (Droit au renouvellement du bail)* [5 février 1958] (p. 532). = S'excuse de son absence [29 novembre 1957] (p. 5057). = Obtient un congé [29 novembre 1957] (p. 5057).

SANGLIER (M. André), Député du territoire de Madagascar (1^{re} Circonscription) (App. R. G. R.).

Son élection est validée [16 février 1956] (p. 322). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier

1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôt :

Le 21 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations et aux entreprises agricoles et industrielles de Madagascar victimes du cyclone et des inondations des 26 janvier et 5 février 1956, **n° 668**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *Emancipation des territoires d'outre-mer ; propagandes subversives* [21 mars 1956] (p. 1116, 1117); en deuxième lecture, Art. 3 : *Nécessité de permettre un dégagement volontaire des cadres* [19 juin 1956] (p. 2733); — en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux : *Application aux procès en cours* [31 juillet 1956] (p. 3776); — d'une proposition de loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public : *Question préalable opposée par M. Pierre-Henri Teitgen, nécessité de trouver une solution dans le cadre d'une réforme d'ensemble de l'enseignement* [8 novembre 1956] (p. 4554); — des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses observations sur la nécessité de l'intégration des territoires d'outre-mer dans le marché commun, la participation de nos partenaires aux investissements outre-mer, le soutien des prix des produits de ces territoires* [22 janvier 1957] (p. 203, 204); — des propositions de décisions sur treize décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 : *Composition des conseils de gouvernement* [29 janvier 1957] (p. 376); *Réorganisation politique et administrative de Madagascar, nécessité de tenir compte de l'intérêt des provinces* (p. 377, 378); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les T.O.M. et énumération des cadres de l'Etat : *Son amendement tendant à modifier la rédaction des dispositions concernant les chefs de bureau des secrétariats*

généraux et les chefs de division et attachés de la France d'outre-mer [31 janvier 1957] (p. 452); *Amendement de M. Sekou Touré tendant à exclure de la liste des cadres d'Etat les chefs de bureau des secrétariats généraux et les chefs de division et attachés de la France d'outre-mer; Amendement de M. Alduy ayant le même objet* (p. 454, 455); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer: *Son amendement tendant à appliquer le statut général des fonctionnaires aux agents intégrés dans les cadres territoriaux* [1^{er} février 1957] (p. 492); *le retire* (p. 493); *Son amendement prévoyant le versement par l'Etat des soldes des fonctionnaires détachés dans les cadres territoriaux à charge pour celui-là d'en obtenir le remboursement* (p. 496); *le retire* (ibid.); *Son amendement visant le régime des retraites des fonctionnaires de l'Office central des chemins de fer de la France d'outre-mer et des régies ferroviaires locales* (p. 498); *le retire* (ibid.); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions du conseil de gouvernement et de l'assemblée représentative de Madagascar: *Amendement de M. Alduy tendant à faire participer les représentants de toutes les provinces au conseil de gouvernement* [2 février 1957] (p. 597); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de province et des assemblées provinciales de Madagascar, seconde délibération: *Son amendement tendant à porter à six le nombre des membres des conseils provinciaux*. [2 février 1957] (p. 606); *Observations sur les incompatibilités entre les fonctions de conseiller provincial et certaines autres fonctions publiques* (p. 606, 607); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie: *Ses explications de vote sur la question de confiance: Nécessité d'une solution d'ensemble pour l'Union française, incompatibilité des conceptions métropolitaines avec les mentalités des populations d'outre-mer, expérience en Afrique noire du collège unique inapplicable en Algérie, nécessité d'une option rapide entre une forme unitaire ou fédérale* [30 septembre 1957] (p. 4441, 4442); — d'urgence, d'une proposition de résolution concernant la modification de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (dispo-

sitions relatives à l'exercice du mandat parlementaire): *Aggravation de la situation, appel immédiat au général de Gaulle pour faire un gouvernement d'union sacrée* [26 mai 1958] (p. 2492, 2493). = S'excuse de son absence [15 mai 1956] (p. 1846), [2 octobre 1956] (p. 3961), [18 octobre 1956] (p. 4173), [30 octobre 1956] (p. 4374), [26 novembre 1956] (p. 5070), [22 février 1957] (p. 1066), [12 juin 1957] (p. 2682), [20 juin 1957] (p. 2814), [17 septembre 1957] (p. 4090), [19 décembre 1957] (p. 5502), [4 mars 1958] (p. 1170). = Obtient des congés [15 mai 1956] (p. 1846), [2 octobre 1956] (p. 3961), [18 octobre 1956] (p. 4173), [30 octobre 1956] (p. 4374), [26 novembre 1956] (p. 5070), [22 février 1957] (p. 1066), [20 juin 1957] (p. 2814), [17 septembre 1957] (p. 4090), [4 mars 1958] (p. 1170).

SAUER (M. Raoul), *Député de l'Aisne (C.).*

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 190). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 8 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux victimes des inondations dans le département de l'Aisne, **n° 1061**. — Le 25 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les initiatives nécessaires en vue d'aboutir à la revision des échelles de traitement des aides-ouvriers, des ouvriers professionnels et chefs ouvriers des services communaux, hospitaliers et assimilés, **n° 2655**.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la protection des enfants contre l'alcoolisme: *Lutte contre le taudis* [13 février 1957] (p. 835); Art. 1^{er}: *Son amendement (Interdiction de vendre des apéritifs à des moins de 20 ans dans les débits de boissons)* (p. 839); Art. 2: *Son amendement (Taux des amendes)* (p. 840).

SAUVAGE (M. Jean), *Député de Maine-et-Loire (M.R.P.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre titulaire de cette Commission [14 novembre 1957] (p. 4774) ; membre de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [28 février 1956] (p. 522), [4 octobre 1957] (p. 4503) (1).

Dépôts :

Le 13 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 5 et 11 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale en vue d'assurer une représentation des chirurgiens-dentistes au sein des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale, n° 2158. — Le 27 février 1957, une proposition de loi tendant à permettre aux collectivités locales d'accorder aux entreprises industrielles et commerciales ne bénéficiant pas d'un prêt du fonds de modernisation et d'équipement ni d'exonérations fiscales, le bénéfice de l'exonération partielle de la patente prévue au dernier alinéa de l'article 35 de la loi n° 53-79 du 7 février 1953, n° 4320. — Le 12 mars 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955 portant réforme de l'impôt sur les spectacles, relatif aux appareils automatiques installés dans les lieux publics, n° 4473. — Le 28 mars 1957, une proposition de loi tendant à permettre l'octroi d'une indemnité pour perte de salaire aux membres des conseils d'administration des offices publics d'habitations à loyer modéré ayant la qualité de travailleurs salariés, n° 4706. — Le 28 mars 1957, une proposition de loi tendant à permettre l'octroi d'une indemnité pour perte de salaire aux membres des commissions administratives des hôpitaux et hospices et aux membres des commissions de surveillance des établissements publics consacrés aux aliénés, ayant la qualité de travailleurs

salariés, n° 4707. — Le 20 juin 1957, une proposition de loi tendant à permettre le reclassement professionnel de certains fonctionnaires anciens réfugiés politiques sarrois ayant acquis la nationalité française, n° 5187. — Le 6 juillet 1957, une proposition de loi relative aux conditions d'avancement des fonctionnaires anciens élèves de l'École nationale d'administration et tendant à permettre la prise en considération des services civils accomplis par les intéressés avant leur entrée à l'école pour le calcul de l'ancienneté dans le nouveau corps auquel ils ont été affectés, n° 5391. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) ; Annexe n° 2 : Rapport sur les crédits des Affaires marocaines et tunisiennes, n° 6609.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de Loi DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Budget de transition* ; *rattachement de ce budget au budget des Affaires étrangères en 1959* ; *limitation du budget au crédit afférent aux investissements administratifs en Tunisie et au Maroc* [6 mars 1958] (p. 1272). = S'excuse de son absence [5 mai 1956] (p. 1793), [5 juin 1956] (p. 2306), [19 novembre 1957] (p. 4875). = Obtient des congés [5 mai 1956] (p. 1793), [5 juin 1956] (p. 2306), [19 novembre 1957] (p. 4875).

SAVARD (M. Marcel), *Député de la Meuse (C.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé : membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à ce que certaines infirmités purement physiques ne soient plus un obstacle élimi-

(1) Démissionnaire [29 novembre 1957] (p. 5046).

natoire aux concours et examens d'accès à la fonction publique, n° 663. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à améliorer la situation de certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 772. — Le 17 juillet 1956, une proposition de loi tendant à relever le plafond des ressources autorisées pour bénéficier de l'aide sociale aux personnes âgées, n° 2570. — Le 2 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de rendre effectives les dispositions de l'article 5 de la loi n° 50-275 du 6 mars 1950 concernant le rôle des caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, n° 4016. — Le 5 mars 1957, une proposition de loi tendant à modifier en ce qui concerne les crédits pour 1957 du Secrétariat d'Etat à la Santé publique et à la Population, l'article 15 de la loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956 et le décret n° 57-92 du 30 janvier 1957 portant blocage de crédits, n° 4397. — Le 20 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 4212) de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la validation pour la retraite de la période comprise entre septembre 1940 et fin juillet 1946 aux agents du sanatorium national Vaucouderberghe à Zuydcoote (Nord), n° 4606. — Le 17 décembre 1957, une proposition de loi tendant à procurer à toute personne résidant sur le territoire français ou dans un département d'outre-mer, que son incapacité physique permanente ou temporaire met dans l'impossibilité de travailler, des ressources au moins égales à 50 0/0 du salaire national minimum interprofessionnel garanti, n° 6179.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 14, Etat C, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Titres III et IV : *Suppression des distributions de sucre aux économiquement faibles ; extension du fonds de solidarité aux aveugles et grands infirmes ; conditions d'attribution de l'aide sociale ; réduction des dépenses d'aide sociale destinées aux départements d'outre-mer ; rénovation nécessaire de l'appareil hospitalier ; encombrement des hôpitaux psychiatriques* [29 novembre 1956] (p. 5275 à 5277) ; Art. 45 : *Amendement de*

M. Rosan Girard tendant à supprimer cet article (Fixation d'un plafond à la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale dans les départements d'outre-mer) [5 décembre 1956] (p. 5542) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des diminués physiques ; Art. 11 : *Désir des organisations de malades de fixer le pourcentage d'emplois réservés à 10 0/0 de l'offre* [25 juin 1957] (p. 2941) ; — d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter et renforcer la réglementation des substances toxiques employées pour la coiffure [25 juin 1957] (p. 2959, 2960) ; — d'un projet de loi relatif à la réforme hospitalière : *Déroulement du débat (Avis de la Commission de l'intérieur)* [3 décembre 1957] (p. 5112) ; — d'une proposition de loi relative aux conditions de retraite des agents du sanatorium de Zuydcoote, en qualité de *Rapporteur : Demande que la dépense soit chiffrée* [6 décembre 1957] (p. 5224, 5225).

SAVARY (M. Alain), Député de Saint-Pierre-et-Miquelon (S.)

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères chargé des Affaires marocaines et tunisiennes.

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 3 novembre 1956.

Son élection est validée [7 février 1956] (p. 214). = Est nommé : membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; membre de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; membre de la Commission des affaires étrangères [26 décembre 1956] (p. 6223), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre suppléant de la Commission des finances [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu représentant de l'Assemblée unique des Communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583).

Dépôts :

Le 26 juin 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 4676) autorisant le Président

(1) Démissionnaire le 2 février 1956 (p. 179).

de la République à ratifier : 1^o le Traité instituant la Communauté économique européenne et ses annexes; 2^o le Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique; 3^o la Convention relative à certaines institutions communes aux communautés européennes, signés à Rome le 25 mars 1957, n^o 5266. — Le 11 juillet 1957, une proposition de loi tendant à la création d'une Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la politique économique, financière et sociale de la France au regard de la Communauté économique européenne, n^o 5442. — Le 26 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à examiner d'urgence le cas de tous les députés ayant quitté la Métropole depuis le 13 mai 1958 ou qui, à Alger, par leur activité, contribuent à ébranler le régime républicain et l'unité de la Patrie, n^o 7201.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Chargé des Affaires marocaines et tunisiennes* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J.O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En cette qualité :

Répond à une question orale : de M. Joannès Dupraz, relative au statut de la base de Bizerte [4 mai 1956] (p. 1752); — de M. de Lipkowski, relative aux négociations avec le Maroc et la Tunisie [4 mai 1956] (p. 1753, 1754); — de M. Bonnefous, relative à la nomination du Ministre des Affaires étrangères du Maroc [25 mai 1956] (p. 2024). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Situation au Maroc et en Tunisie au mois de février 1956, raisons de la reconnaissance, par le Gouvernement français, de l'indépendance de la Tunisie et du Maroc* [1^{er} juin 1956] (p. 2214, 2215); *Situation révolutionnaire au Maroc* (p. 2216); *Maintien de l'ordre et de la sécurité, incidents suscités par l'armée de libération; progrès réalisés* (p. 2217, 2218); *Fixation de la frontière algéro-marocaine* (p. 2218); *Maintien de l'ordre en Tunisie* (p. 2218); *Résultats positifs de la politique du Gouvernement français; nécessité de se tourner vers l'avenir* (p. 2218, 2219); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, IL Affaires marocaines et tunisiennes,

Chap. 31-01 : *Statut de la direction générale des Affaires marocaines et tunisiennes; déclaration du Président du Conseil sur l'aide à apporter aux ressortissants français en Tunisie, engagements financiers pris à l'égard du Maroc et de la Tunisie; prise en charge par le budget français de certains services précédemment à la charge du budget tunisien; sort des agents du contrôle civil* [13 juin 1956] (p. 2571, 2572); en deuxième lecture, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 60-80 : *Amen- dement de M. Tournaud tendant à reprendre le libellé adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (aide à la Tunisie)* [23 juillet 1956] (p. 3488). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat chargé des Affaires marocaines et tunisiennes* (Cabinet Guy Mollet) [3 novembre 1956] (*J.O.* du 6 novembre 1956, p. 10559) (1).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom, en qualité de *Rapporteur* : *Conséquences d'une intégration économique, situation de l'économie française par rapport aux économies étrangères, politique protectionniste de la France, modification des structures et des habitudes économiques françaises, libération des échanges, spécialisation des entreprises et décentralisation industrielle, progressivité de l'établissement du marché commun, problème des charges salariales et des charges sociales, harmonisation des salaires féminins et masculins, association des pays des T.O.M., nécessité d'une politique d'investissements, clause de sauvegarde prévue par le traité, rapports entre la France et l'Allemagne au sein de la Communauté, rôle de la banque d'investissements* [2 juillet 1957] (p. 3134 à 3141), [6 juillet 1957] (p. 3377); — d'urgence d'une proposition de résolution concernant la modification de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (dispositions relatives à l'exercice du mandat parlementaire) : *Ambiguïté regrettable de la déclaration du général de Gaulle, liaison indiscutable entre les événements d'Alger et ceux de Corse, examen des cas de tous les députés ayant quitté la métropole* [26 mai 1958] (p. 2492).

(1) Démission individuelle.

SCHAFF (M. Joseph), *Député de la Moselle* (M.R.P.)

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1962). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [12 novembre 1957] (p. 4740).

Dépôts :

Le 14 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter de 30.000 francs à 300.000 francs le montant du prêt hypothécaire susceptible d'être consenti aux anciens combattants et victimes de guerre désireux de construire, **n° 2184**. — Le 14 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rendre l'assurance automobile obligatoire et pour instituer un fonds de garantie destiné à indemniser les victimes d'accidents causés par les véhicules mécaniques, **n° 2189**. — Le 14 juin 1956, une proposition de loi tendant à la déclaration de tout changement de résidence et à l'institution d'un fichier domiciliaire dans chaque commune, **n° 2193**. — Le 15 juin 1956, une proposition de loi tendant à obtenir la prise en charge par la « Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales », des fonctionnaires de police de l'Etat à carrière mixte, provenant des collectivités du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle non affiliées à la Caisse nationale, **n° 2233**. — Le 22 juin 1956, une proposition de loi tendant à l'institution d'une prestation logement pour les travailleurs à faibles revenus, **n° 2303**. — Le 12 juillet 1956, une proposition de loi tendant à étendre aux départements d'Alsace et de Lorraine (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle), le bénéfice de l'article 1454, paragraphe 15°, du Code général des impôts relatif à la contribution des patentes, **n° 2554**. — Le 17 juillet 1956, une proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux fonctionnaires d'Alsace

et de Lorraine les dispositions de l'article 97 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, **n° 2582**. — Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 9 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application d'un des régimes concernant les fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, des départements et communes et des services concédés, ainsi qu'à leurs conjoints et personnes à charge, **n° 2671**. — Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 1527) de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 en accordant le bénéfice du tarif des congés payés aux conjoints de retraités, **n° 2672**. — Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 1340) de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues relative aux réductions de tarifs ferroviaires accordées aux familles nombreuses, **n° 2673**. — Le 2 août 1956, une proposition de loi tendant à assurer une meilleure harmonisation des transports routiers, **n° 2779**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 53-659 du 1^{er} août 1953 aux ressortissants de différentes nationalités, résidant en France, incorporés de force dans l'armée allemande où ils ont été blessés, ou victimes civiles, n'ayant acquis la nationalité française qu'après la Libération, **n° 2868**. — Le 16 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour que soient pris en charge par l'Etat les frais d'acquisition et d'entretien d'un chien-guide pour les aveugles, **n° 2967**. — Le 18 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier sans retard un décret relevant le taux des allocations d'aide sociale prévues par l'article 156 du Code de la famille et de l'aide sociale en faveur des familles dont les soutiens indispensables effectuent leur service militaire, **n° 2993**. — Le 22 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et

du tourisme sur la proposition de loi (n° 2553) de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les modalités de recrutement des contrôleurs et des contrôleurs des installations électro-mécaniques des P.T.T., n° 3295. — Le 29 novembre 1956, une proposition de loi tendant à prévoir en faveur des sinistrés âgés d'au moins 70 ans un remboursement anticipé des titres qui leur ont été remis en paiement de leur indemnité d'éviction, dans les conditions prévues à l'article premier de la loi n° 48-1313 du 26 août 1948, n° 3372. — Le 24 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de MM. Quinson, Bernard Lafay et de Léotard (n° 3308) tendant à faire bénéficier l'épouse d'un vieux travailleur retraité du droit à un voyage aller et retour par an, au tarif des congés payés; 2° de M. Arthur Conte et plusieurs de ses collègues (n° 3456) tendant à étendre au conjoint le bénéfice de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager versé au titre d'un régime de sécurité sociale; 3° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 3574) tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950, accordant des facilités de transports par chemins de fer, aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi, n° 3868. — Le 5 février 1957, une proposition de loi tendant à étendre aux agents S. N. C. F. appartenant au cadre local les dispositions de la loi n° 53-89 du 7 février 1953, n° 4023. — Le 7 février 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2899) de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser les indices des agents d'exploitation et des agents des installations des Postes, Télégraphes et Téléphones, n° 4076. — Le 12 février 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. le projet de loi (n° 3936) tendant à étendre le bénéfice de la réduction tarifaire de 30 0/0 accordée sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français aux conjoints et aux enfants mineurs des titulaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager, versés au titre d'un régime de sécurité sociale;

II. a) le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 9 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application d'un des régimes concernant les fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, des départements et communes et des services concédés, ainsi qu'à leurs conjoints et personnes à charge; b) le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 23 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la réduction de 30 0/0 sur les tarifs S. N. C. F. applicable aux voyages de congés payés, aux conjoints et aux enfants des titulaires d'une pension, servie au titre d'un régime de sécurité sociale ou d'aide aux grands infirmes et aveugles, même si ces titulaires ne peuvent se déplacer pour raison de santé; III. les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 138) tendant à accorder aux conjoints des vieux travailleurs la réduction de 30 0/0 sur les réseaux S. N. C. F.; 2° de M. Vigier (n° 577) tendant à faire bénéficier de facilités de transport par chemin de fer les épouses de bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager de la sécurité sociale; 3° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n° 776) tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi; 4° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 1527) tendant à compléter la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 en accordant le bénéfice du tarif des congés payés aux conjoints de retraités; 5° de MM. Quinson, Bernard Lafay et de Léotard (n° 3308) tendant à faire bénéficier l'épouse d'un vieux travailleur retraité du droit à un voyage aller et retour par an, au tarif des congés payés; 6° de M. Arthur Conte et plusieurs de ses collègues (n° 3456) tendant à étendre au conjoint le bénéfice de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager versé au titre d'un régime de sécurité sociale; 7° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 3574) tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950, accordant des faci-

lités de transport par chemin de fer, aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi, **n° 4095**. — Le 13 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de loi (n° 2653) de M. Arbogast et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir pour la région de l'Est et des Alpes des normes supérieures pour la construction de logements économiques et familiaux, **n° 4125**. — Le 27 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur les propositions de loi : 1° de M. Pflimlin et plusieurs de ses collègues (n° 3598 rectifié) tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 7 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 relatives aux indemnités mobilières des sinistrés aux personnes reconnues invalides par application de la loi du 2 août 1949; 2° de M. Bruyneel (n° 3857) tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 relatif au règlement des indemnités de dommages de guerre, **n° 4316**. — Le 3 avril 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. le projet de loi (n° 3936) tendant à étendre le bénéfice de la réduction tarifaire de 30 0/0 accordée sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français aux conjoints et aux enfants mineurs des titulaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager, versés au titre d'un régime de sécurité sociale ; II. a) le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 9 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application d'un des régimes concernant les fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, des départements et communes et des services concédés, ainsi qu'à leurs conjoints et personnes à charges ; b) le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 23 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la réduction de 30 0/0 sur les tarifs S.N.C.F. applicable aux voyages des congés payés, aux conjoints et aux enfants des titulaires d'une pension, servie au titre d'un régime de sécurité sociale ou d'aide aux grands infirmes et aveugles, même si ces titulaires ne peuvent se

déplacer pour raison de santé ; III. les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 138) tendant à accorder aux conjoints des vieux travailleurs la réduction de 30 0/0 sur les réseaux de la S.N.C.F. ; 2° de M. Vigier (n° 577) tendant à faire bénéficier de facilités de transport par chemin de fer les épouses de bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager de la sécurité sociale ; 4° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n° 776) tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi ; 4° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 1527) tendant à compléter la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 en accordant le bénéfice du tarif des congés payés aux conjoints de retraités ; 5° de MM. Quinson, Bernard Lafay et de Léotard (n° 3308) tendant à faire bénéficier l'épouse d'un vieux travailleur retraité du droit d'un aller-et-retour par an, du tarif des congés payés ; 6° de M. Arthur Conte et plusieurs de ses collègues (n° 3456) tendant à étendre au conjoint le bénéfice de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager versé au titre d'un régime de sécurité sociale : 7° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 3574) tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950, accordant des facilités de transport par chemin de fer, aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi, **n° 4745**. — Le 2 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que la majoration du taux d'escompte de la Banque de France ne se répercute pas sur le taux d'intérêt des prêts consentis aux constructeurs, **n° 5301**. — Le 11 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 3079) de M. Jean Cayeux tendant à accorder aux étudiants affiliés aux assurances sociales sociales des avantages analogues à ceux dont bénéficient les porteurs de billets annuels de congés payés, **n° 5449**. — Le 17 juillet 1957, une proposition de loi relative à l'application aux Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans les formations de la « Luftschutz Polizei » du bénéfice de la

loi n° 53-130 du 31 décembre 1953, n° 5528. — Le 24 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant application d'un système de salaire annuel garanti dans les industries du bâtiment et des travaux publics, n° 5633. — Le 24 juillet 1957, une proposition de loi tendant à assurer l'application de l'article 6 de l'ordonnance du 13 décembre 1944 relative au reclassement de certains fonctionnaires de l'Education nationale, n° 5636. — Le 17 septembre 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 4884) de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à appliquer au personnel féminin de l'administration des P.T.T. les dispositions du Code du travail interdisant le travail de nuit, n° 5713. — Le 14 novembre 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 4884) de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à appliquer au personnel féminin de l'administration des P.T.T. les dispositions du Code du travail interdisant le travail de nuit, n° 5902. — Le 28 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à tous les constructeurs isolés, sociétés ou organismes de construction sans but lucratif, l'application d'un taux d'intérêt uniforme et qui serait celui en vigueur du 1^{er} avril 1957 (5,40 0/0), n° 6018. — Le 27 décembre 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur les propositions de loi : 1° de M. Pflimlin et plusieurs de ses collègues (n° 3598 rectifié) tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 7 de la loi n° 56-780 du 3 août 1956 relatives aux indemnités mobilières des sinistrés aux personnes reconnues invalides par application de la loi du 2 août 1949 ; de M. Bruyneel (n° 3857) tendant à modifier l'article 7 de la n° 56-780 du 4 août 1956 relatif au règlement des indemnités de dommages de guerre ; 3° de M. Triboulet (n° 4277) tendant à compléter l'article 7 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956, afin d'accorder en priorité aux veuves des grands invalides de guerre et du travail, le règlement intégral en espèces de leurs dommages de guerre mobiliers ; 4° de M. Jean Crouzier (n° 4436) tendant à

faire bénéficier certains sinistrés invalides de guerre ou du travail et, en outre, invalides civils des dispositions de l'article 7 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 ; 5° de M. André Beauguitte (n° 5831) concernant les modalités de règlement des indemnités allouées aux veuves de guerre et aux veuves de déportés pour leurs dommages de guerre mobiliers, n° 6289. — Le 5 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre au fonds national d'amélioration de l'habitat de compenser les relèvements du taux d'escompte de la Banque de France, n° 6506. — Le 14 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations qui ont eu lieu dans le département de la Moselle les 6, 7 et 8 février 1958, n° 6606. — Le 18 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer à bref délai, la Commission spéciale prévue par l'article 38 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957, en vue de la refonte, sous forme de codification, des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 6634. — Le 12 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de résolution (n° 6506) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à permettre au fonds national d'amélioration de l'habitat de compenser les relèvements du taux d'escompte de la Banque de France, n° 6879.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 42-22 : *Son amendement indicatif (Transformation de l'Université française de Sarre en Institut français)* [13 juin 1956] (p. 2568) ; *le retire* (p. 2575) ; ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Intégration dans l'administration de certains personnels des chantiers de jeunesse* [14 juin 1956] (p. 2628) ; P. T. T. : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen des chapitres du budget des P. T. T. jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative (Satisfaction des revendications du personnel)* [20 juin 1956] (p. 2778, 2779) ; Etat E, Chap. 1060 : *Revision des indices de traitement des personnels de la maîtrise du*

service des lignes (p. 2793) ; Chap 1130 : Son amendement indicatif relatif à la situation des gérants d'agences postales du type Alsace-Lorraine (p. 2808) ; le retire (ibid.) ; Son article additionnel relatif au reclassement du personnel des anciens chantiers de jeunesse [22 juin 1956] (p. 2921) ; le retire (ibid.) ; Son article additionnel tendant à étendre aux anciens combattants des chemins de fer le bénéfice de la campagne double (p. 2930) ; — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs : Caractère vague des moyens envisagés [14 novembre 1956] (p. 4675) ; Aide insuffisante à la construction privée, assouplissement de la réglementation des logements économiques et familiaux (notamment en faveur des artisans et des commerçants) (p. 4676) ; Attribution de prêts aux invalides de guerre ; Egalisation des charges financières entre le secteur locatif et celui de l'accession à la propriété, nécessité d'une continuité dans les programmes (Elaboration de marchés types, formation d'une main-d'œuvre suffisante, approvisionnement en matériaux), conséquences néfastes du blocage des prix, détaxation des sommes investies au titre de l'achat ou de la construction d'habitations familiales (p. 4677) ; Extension aux organismes habilités à collecter la cotisation patronale de 10/0 des exonérations accordées aux sociétés coopératives (p. 4678) ; Motion préjudicielle de M. Dorey tendant à surseoir à l'examen du projet jusqu'à ce que le Gouvernement ait modifié les dispositions de l'arrêté du 8 août 1956 fixant le taux de loyer des immeubles H. L. M. construits après le 3 septembre 1947 ; Sa demande de suspension de séance [15 novembre 1956] (p. 4737) ; Art. 3 : Son amendement tendant à porter de 8 à 9 milliards le montant des crédits destinés à l'attribution de primes à la construction [16 novembre 1956] (p. 4781) ; Son amendement tendant à subordonner l'attribution de la prime de 600 francs au respect des prix des plans homologués par le Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement (p. 4784) ; le retire (p. 4785) ; Art. 3 ter : Amendement de M. Pflimlin tendant à assortir le prix-plafond des constructions destiné à l'accession à la propriété, d'un coefficient géographique [19 novembre 1956] (p. 4810) ; Art. 3 quater : Son amendement tendant à ne pas subordonner l'attribution des prêts spéciaux à l'octroi de primes à la construction (p. 4812, 4813) ; le retire

(ibid.) ; Son amendement étendant les dispositions de cet article aux indemnités afférentes à l'outillage des salariés (p. 4813) ; le retire (ibid.) ; Art. 5 : Amendement de M. Pflimlin tendant à solliciter l'avis des représentants qualifiés de la « profession agricole » (p. 4818) ; Art. 7 : Son amendement tendant à supprimer cet article (Autorisation préalable) (p. 4821) ; le retire (p. 4824) ; Son sous-amendement à l'amendement de M. Courant tendant à exclure les investissements d'ordre culturel de l'autorisation préalable (p. 4827) ; Art. 10 : Son amendement tendant à substituer à l'expression « contribution patronale » l'expression « contribution de l'entreprise » (p. 4844) ; Art. 12 : Composition de la commission spéciale prévue à cet article (p. 4849) ; Art. 14 bis : Amendement de M. Pesquet tendant à supprimer cet article (Reconduction des marchés) ; Son amendement demandant l'élaboration des marchés-type avec cahier des charges uniforme pour l'ensemble des services publics (p. 4854) ; le retire (ibid.) ; Art. 37 : Relogement des fonctionnaires mis à la retraite (p. 4894) ; Art. 38 : Son amendement tendant à reprendre le texte initial (Statut et organisation du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction) (p. 4901) ; Ses explications de vote : Diminution des crédits réservés à l'habitation, assouplissement nécessaire du blocage des prix ; Nécessité d'un retour au caractère social des H. L. M., freinage de l'accession à la propriété, situation du personnel du Ministère de la Reconstruction (p. 4904, 4905) ; en deuxième lecture : Ses observations sur la nécessité de coordonner la politique de construction avec un plan d'équipement et de modernisation, complexité du système du blocage des prix, variations de ce système et influence sur les marchés, simplification des dossiers financiers destinés au Crédit foncier, la réduction du taux d'intérêt, « permanisation » du Ministère de la construction et de l'aménagement du territoire [11 avril 1957] (p. 2186, 2187) ; Art. 3 : « Epongeage » des arriérés des primes promises, déblocage anticipé des primes (p. 2214) ; Art. 3 A : Son amendement sur la date limite pour l'attribution des primes à la construction en cas de haute productivité ; le retire [12 avril 1957] (p. 2238) ; Art. 3 quater : Ses observations sur le programme expérimental de haute productivité de la C.E.C.A. (p. 2239) ; Art. 8 : Son amendement tendant à supprimer la création d'organismes spécialisés chargés de

la construction et de la gestion des logements-foyers destinés à des jeunes (p. 2246) ; le retire (ibid.) ; Art. 10 : Son amendement tendant à étendre à l'entretien des immeubles existants le bénéfice de la contribution patronale (p. 2250) ; le retire (ibid.) ; Art. 14 ter : Son amendement tendant à assurer aux ouvriers du bâtiment une garantie annuelle de rémunération [14 mai 1957] (p. 2343), le remède à une pénurie de main-d'œuvre permettant la continuité des chantiers, création d'une caisse de compensation (p. 2344) ; le retire (p. 2345) ; Art. 16 : Son amendement tendant à permettre la construction d'équipements sociaux, résidences dans les grands ensembles d'habitation (p. 2345) ; le retire (p. 2346) ; Art. 3 ter : Son amendement tendant à simplifier la procédure de notification de prêts aux petits constructeurs [15 mai 1957] (p. 2428) ; le retire (ibid.) ; Son amendement tendant à octroyer aux artisans constructeurs de Logeco une pièce supplémentaire (ibid.) ; Son amendement tendant à faire distribuer des prêts même aux constructeurs qui n'ont pas droit à la prime (p. 2429) ; Dissociation des primes et des prêts (ibid.) ; Amendement tendant à étendre à tous les départements l'institution du livre foncier tel qu'il existe en Alsace (p. 2434) ; le retire (ibid.) ; Art. 27 : Amendement de M. Boucom prévoyant que l'indemnité provisionnelle d'expropriation sera au moins égale au coût de la reconstruction ou de reconstitution dans une zone proche de l'ancienne résidence du bien exproprié, assimilation équitable des expropriés aux sinistrés (p. 2439, 2440) ; Art. 35 G : Son amendement prévoyant que l'appréciation de la commission arbitrale ne sera pas limitée par les dispositions du décret du 20 mai 1955 [16 mai 1957] (p. 2474) ; Possibilité de la poursuite des négociations à l'amiable (p. 2475) ; le retire (ibid.) ; Son amendement concernant l'estimation du terrain pour l'octroi de prêts à la construction (ibid.) ; le retire (p. 2486) ; Art. 36 : Son amendement tendant à exclure de la taxe sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés les résidences secondaires utilisées pour des vacances familiales (p. 2477) ; Son amendement prévoyant une dotation budgétaire annuelle pour encourager la restauration et l'aménagement de l'habitat existant (ibid.) ; Art. 38 A : Son amendement tendant à remettre au Ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction la mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire (p. 2488) ;

Ses explications de vote sur l'ensemble du projet ; Ses observations sur la réduction des primes (p. 2491) ; en troisième lecture : Motion préjudicielle de M. Nicolas tendant à surseoir à l'examen du projet jusqu'au moment où le Gouvernement aura pris les dispositions nécessaires pour remédier au relèvement du taux de l'escompte [12 juillet 1957] (p. 3579) ; Sa demande de précision sur le blocage des crédits affectés aux primes (ibid.) ; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à confier indifféremment à des sociétés de construction ou à des organismes H. L. M. la possibilité de réaliser des constructions primées et bénéficiant de prêts spéciaux (p. 3580) ; Art. 3 ter : Nécessité d'assouplir les conditions d'attribution des H. L. M. (p. 3581) ; Art. 27 : Son amendement prévoyant que les dispositions de cet article ont un caractère interprétatif (p. 3590) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 14, État C, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Titres III et IV : Liquidation des dossiers de dommages de guerre ; Situation des sinistrés français en Sarre ; Règlement de l'indemnité d'éviction aux sinistrés âgés de plus de 70 ans ; Accélération nécessaire des travaux de remembrement ; Réduction des délais nécessaires à l'octroi du permis de construire [29 novembre 1956] (p. 5267) ; Art. 92 : Son amendement tendant à la transformation en emplois permanents de 650 emplois temporaires du Secrétariat d'État à la Reconstruction et au Logement [5 décembre 1956] (p. 5558) ; — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : Vente de produits agricoles en Sarre, difficultés d'évaluation ; Maintien du niveau de ces ventes après la période transitoire, difficultés à prévoir (Absence d'organismes centralisateurs, prix trop élevés) ; Création nécessaire d'un marché-gare dans le bassin lorrain, adaptation à la réglementation sanitaire allemande ; Installation des gares douanières et des gares communes chargées des opérations de transit [11 décembre 1956] (p. 5868, 5869). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à l'octroi des permis de construire dans la région parisienne [8 mars 1957] (p. 1391, 1392). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : Taux d'escompte de la Banque de France et des prêts spéciaux du Crédit foncier [18 décembre 1957] (p. 5480) ; Ses explications de vote sur la question de

confiance : Construction de logements, taux de l'escompte de la Banque de France [19 décembre 1957] (p. 5511) ; — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux ; Art. 1^{er} : *Nombre des taudis* [5 février 1958] (p. 541). = S'excuse de son absence [17 septembre 1957] (p. 4090), [7 mars 1958] (p. 1302). = Obtient des congés [17 septembre 1957] (p. 4090), [7 mars 1958] (p. 1302).

SCHÉIDER (M. Adrien), *Député de la Loire (U. F. F.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161). — Est élu secrétaire de la Commission de la défense nationale [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 18 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à décider le versement de l'augmentation de l'indemnité parlementaire votée le 26 décembre 1956 pour venir en aide aux familles sans ressources obligées par les événements de quitter l'Afrique du Nord, **n° 3830**. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de succession les héritiers des militaires tués en Afrique du Nord, **n° 4916**. — Le 25 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux bénéficiaires de prêts à la construction et aux entreprises du bâtiment de ne pas être affectés par les modifications du taux d'escompte de la Banque de France, **n° 5661**. — Le 19 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter la date limite de renouvellement de la vignette automobile au 28 février 1958, **n° 5935**. — Le 14 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener, pour les véhicules à moteur à deux roues : vélomoteurs, scooters, motocyclettes, la T. V. A. de 25 0/0 au taux antérieur, **n° 6294**. — Le 29 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les commerçants non sédentaires de la taxe différentielle sur les

véhicules à moteur, **n° 6432**. — Le 19 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser par un texte que les commerçants étalagistes des Ursules, à Saint-Etienne, ne sont pas assimilés à des commerçants sédentaires, **n° 6939**. — Le 20 mars 1958, une proposition de loi tendant à accorder des délais supplémentaires pour les contestations relatives aux taux de cotisation accidents du travail notifiés depuis le 1^{er} janvier 1953 par la Sécurité sociale, **n° 6949 (rectifié)**.

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à la détention d'armes automatiques par les Nord-Africains dans la région de Firminy [24 février 1956] (p. 494, 495). — Prend part à la discussion : du projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *Ses explications de vote* [22 mars 1956] (p. 1209) ; — des conclusions du rapport supplémentaire du 1^{er} Bureau sur les opérations électorales du département de l'Aube (4^e siège) [18 avril 1956] (p. 1334) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Ses explications de vote sur les questions de confiance : Majoration des amendes fiscales* [10 décembre 1956] (p. 5805, 5806) ; *Est rappelé à l'ordre* (p. 5811) ; — d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur l'importance du problème agricole, les dépenses excessives de l'Etat, la nécessité d'une convocation des Etats-Généraux* [19 septembre 1957] (p. 4191, 4192) ; — des projets de loi relatifs aux institutions de l'Algérie : *Explications de vote sur la question de confiance, est rappelé à l'ordre* [29 novembre 1957] (p. 5063) ; — d'urgence d'une proposition de résolution concernant la modification de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (dispositions relatives à l'exercice du mandat parlementaire) : *Démission du Gouvernement au profit d'un Gouvernement de salut national présidé par le général de Gaulle* [26 mai 1958] (p. 2491, 2492) ; — sur la proposition de résolution relative à la levée de l'immunité parlementaire et la suspension de l'exercice du mandat d'un député : *Sa motion préjudicielle (Vérification des faits reprochés à M. Arrighi par une commission d'enquête)* [26 mai 1958] (p. 2496).

SCHLEITER (M. François), Sénateur de la Meuse (R. I.).

Secrétaire d'Etat au Commerce

(Cabinet Félix GAILLARD)

du 11 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat au Commerce* (Cabinet Félix Gaillard) [11 novembre 1957] (*J.O.* du 12 novembre 1957, p. 10594).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux [5 février 1958] (p. 530); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Lacaze (possibilité pour le locataire de se substituer à l'acquéreur des lieux)* (p. 535); *Amendement de M. Lefranc (droit au renouvellement des locataires exploitant un fonds de commerce personnellement ou par l'intermédiaire de leurs préposés)* (p. 536); *amendements relatifs au versement de l'indemnité au locataire évincé en cas de reconstruction d'un immeuble démoli pour insalubrité* (p. 540, 541); Art. 2: *Amendements de MM. Denis et Vigier (droit de reprise de la partie habitable des locaux commerciaux par le propriétaire, nombre d'instances relatives à ce droit de reprise)* (p. 546). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat au Commerce* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* 14 mai 1958, p. 4623).

SCHMITT (M. Albert), Député du Bas-Rhin (M. R. P.).

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 235). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires avec la S.N.C.F. en vue de créer à Strasbourg une direction régionale de la S.N.C.F., n° 368. — Le 10 fé-

vrier 1956, une proposition de loi tendant à faciliter à la victime d'un accident du travail le recours contre le tiers auteur de l'accident, prévu par l'article 68 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, n° 392. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à la prise en charge par l'Etat, définitive et sans contrepartie, des avances de trésorerie accordées en 1939 par l'Etat à la ville de Strasbourg et aux hospices civils de Strasbourg, à l'occasion et à la suite de l'évacuation et du repliement des hospices civils, n° 393. — Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 14 mai 1948 pour réglementer la profession de bottier dans l'industrie et le commerce, n° 2420. — Le 17 octobre 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires et agents des services publics et de la S.N.C.F., expulsés ou repliés des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, bénéficiaires de l'indemnité réparatrice de préjudice de carrière fondée sur les dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1944, la loi n° 53-89 du 7 février 1953, et définie par les circulaires n° 42-11 B/6 du 27 juillet 1953, n° 31-5 B/6 du 12 juin 1954, n° D 23-F du 27 mai 1955, l'exonération de l'impôt afférent au montant de l'indemnité perçue, n° 2978. — Le 17 octobre 1956, une proposition de loi tendant à accorder certains avantages de carrière aux magistrats, fonctionnaires et agents des services publics et de la S.N.C.F., en fonction au 3 septembre 1939, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, expulsés ou repliés en raison de l'annexion de fait, revenus exercer dans ces départements entre la date de la libération du territoire et le 31 décembre 1945, n° 2979. — Le 19 octobre 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux cheminots anciens combattants le bénéfice de la double campagne accordé aux fonctionnaires et aux ressortissants de certains services publics, n° 3005. — Le 26 octobre 1956, une proposition de loi tendant à expliciter les dispositions de l'article 8 de la loi du 21 juillet 1909 instituant une caisse de retraites pour le personnel du cadre permanent des grands réseaux de chemins de fer, n° 3083. — Le 6 novembre 1956, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948 définissant le statut et les droits des déportés et internés politiques, n° 3133. — Le 6 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre

toutes dispositions nécessaires, en vue d'accorder aux agents de la S.N.C.F., en service dans les départements libérés du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la même indemnité que celle accordée aux fonctionnaires d'Etat par les décrets du 17 septembre 1946, du 27 septembre 1949 et du 24 février 1950, étant entendu que cette indemnité sera maintenue aux agents de la S.N.C.F. durant le délai prévu par l'article 2 de la loi du 3 août 1927, n° 3134. — Le 5 décembre 1956, une proposition de loi tendant à abroger l'article 31, alinéa 2, et l'article 31-o, alinéa 2 du chapitre IV bis, du titre II du Livre I^{er} du Code du travail, le décret n° 50-635 du 1^{er} juin 1950, ainsi que l'article 2 du décret n° 50-637 du 1^{er} juin 1950 relatifs aux conventions collectives dans les entreprises publiques, n° 3449. — Le 5 décembre 1956, une proposition de loi tendant à permettre la prise en compte pour le calcul de la retraite de certains membres de l'enseignement dépendant du Ministère de l'Education nationale des années de services accomplies dans l'enseignement privé, n° 3453. — Le 5 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires, magistrats, agents des services publics de la S.N.C.F. en fonction au 1^{er} septembre 1939 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ou y ayant leur service d'attache, repliés ou expulsés en raison de l'annexion de fait de ces départements par l'ennemi, le bénéfice de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, n° 3454. — Le 24 janvier 1957, une proposition de loi tendant à majorer les rentes d'accident du travail accordées en vertu de la loi locale du 30 juin 1900, n° 3872. — Le 13 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la franchise postale prévue par l'article 63 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 à la correspondance échangée entre les caisses du régime spécial de la S.N.C.F. et leurs affiliés, n° 4122. — Le 21 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à l'ensemble du personnel du secteur public et semi-public le régime de la semaine de cinq jours et à créer, à cet effet, une commission paritaire appelée à discuter la mise en application de cette mesure, n° 4239. — Le 21 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intervenir

auprès de la direction générale de la S.N.C.F. pour faire supprimer l'examen dit « de barrage » prévu par la lettre n° 116, 1^{re} division de la S.N.C.F., du 10 février 1953, n° 4240. — Le 28 mars 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 3083) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à expliciter les dispositions de l'article 8 de la loi du 21 juillet 1909 instituant une caisse de retraites pour le personnel du cadre permanent des grands réseaux de chemins de fer, n° 4697. — Le 28 mars 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 3005) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux cheminots anciens combattants le bénéfice de la double campagne accordé aux fonctionnaires et aux ressortissants de certains services publics, n° 4698. — Le 28 mars 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3134) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires, en vue d'accorder aux agents de la S.N.C.F., en service dans les départements libérés du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la même indemnité que celle accordée aux fonctionnaires d'Etat par les décrets du 17 septembre 1946, du 27 septembre 1949 et du 24 février 1950, étant entendu que cette indemnité sera maintenue aux agents de la S.N.C.F. durant le délai prévu par l'article 2 de la loi du 3 août 1927, n° 4699. — Le 28 mars 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 4122) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la franchise postale prévue par l'article 63 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 à la correspondance échangée entre les caisses du régime spécial de la S.N.C.F. et leurs affiliés, n° 4700. — Le 19 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 4240) tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès de la direction générale de la S.N.C.F. pour faire supprimer l'examen dit « de barrage » prévu par la lettre

n° 116, 1^{re} division de la S.N.C.F., du 10 février 1953; 2° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 4583) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires afin que la direction de la S.N.C.F. supprime l'examen d'accès aux grades de chef de groupe, d'agent d'études administratives et de sous-chef de magasin, institué par la note Pc 116 du 10 février 1953, dit examen de barrage, n° 5549. — Le 24 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner des instructions à la S.N.C.F. en vue de faire payer aux agents de l'ancienne sous-direction de Strasbourg, qui avaient été affectés durant les hostilités à la Deutsche Reichsbahn, l'intégralité des sommes remboursées par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F., celle-ci ayant agi pour le compte et au nom de ses agents, n° 5638. — Le 29 janvier 1958, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des majorations d'ancienneté prévues par la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 et le décret d'application n° 54-138 du 25 janvier 1954 aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, comme aux fonctionnaires, agents et ouvriers des établissements publics de l'Etat, ainsi qu'aux agents des entreprises nationalisées et concédées d'origine alsacienne ou lorraine qui ont été incorporés de force dans la Wehrmacht, n° 6437.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Conséquences de la canalisation de la Moselle pour les travaux du grand canal d'Alsace; participation des organisations syndicales de cheminots aux discussions sur les salaires; retraite de certains cheminots d'Alsace-Lorraine; reconstruction des gares frontières* [12 juin 1956] (p. 2500). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de l'augmentation des tarifs postaux [2 juillet 1957] (p. 3133). = S'excuse de son absence [5 mai 1956] (p. 1798), [8 juin 1956] (p. 2451), [21 mai 1957] (p. 2577), [19 juillet 1957] (p. 3769), [14 novembre 1957] (p. 4773), [16 janvier 1958] (p. 71), [7 mars 1958] (p. 1302). = Obtient des congés [5 mai 1956] (p. 1798), [21 mai 1957] (p. 2577), [19 juillet 1957] (p. 3769), [14 novembre 1957] (p. 4773), [7 mars 1958] (p. 1302).

SCHNEITER (M. Pierre), *Député de la Marne (M. R. P.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre de la Commission des Affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôt :

Le 20 juin 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de loi (n° 5102) de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de dispositions propres à assurer des avantages de carrière, aux agents des affaires étrangères, anciens membres de la Résistance ou recrutés dans certaines conditions, n° 5194.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du rapport du 6^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Moselle : *Ses observations sur la décision du Bureau de l'Assemblée demandant au 5^e Bureau de présenter des nouvelles conclusions sur les opérations électorales du département de la Manche* [25 avril 1956] (p. 1550); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, titre III, en qualité de *Rapporteur pour avis : Suppression d'emplois d'auxiliaires; contribution française au Comité intergouvernemental pour les migrations européennes; diminution de l'aide accordée aux réfugiés arabes de Palestine; recrutement du personnel des établissements d'enseignement* [22 novembre 1956] (p. 5044, 5045); AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES, titre III et titre IV : *Réorganisation des services des Affaires marocaines et tunisiennes* [26 novembre 1956] (p. 5075); RELATIONS AVEC LES ÉTATS ASSOCIÉS, titre III et titre IV : *Maintien nécessaire de l'influence française en Indochine; augmentation du nombre de bourses et développement des collèges* (p. 5079); — du projet de loi sur la ratification des Accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : *Pessimisme systématique des adversaires des Accords* [11 décembre 1956] (p. 5880); *Liquidation générale du contingent franco-allemand; acte de foi nécessaire en l'Europe; danger d'un iso-*

lement de la France (p. 5880, 5882). = S'excuse de son absence [7 février 1956] (p. 1550), [25 octobre 1956] (p. 4301), [7 mars 1958] (p. 1302). = Obtient des congés [7 février 1956] (p. 214), [25 octobre 1956] (p. 4301), [7 mars 1958] (p. 1302).

SCHUMAN (M. Robert), *Député de la Moselle (M.R.P.)*.

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1962). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu représentant de la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583).

Dépôt :

Le 19 septembre 1957, une proposition de loi tendant à interpréter l'article 27 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'extension du monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine, n° 5762.

Interventions :

Donne sa démission de *Ministre de la Justice* (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J.O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Difficultés éprouvées par le Sultan; concessions successives faites par la France; nécessité de voter une loi pour autoriser la ratification des conventions franco marocaines; statut de l'armée française au Maroc* [2 juin 1956] (p. 2260, 2261); — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ses observations sur le fonctionnement de l'O.N.U., le caractère inacceptable d'une retraite des troupes alliées d'Allemagne, compensant un retrait des troupes russes de Hongrie et de Pologne, l'inefficacité de l'Union de l'Europe occidentale, l'unification politique de l'Europe (création d'un conseil permanent des*

Ministres européens, élection d'une Assemblée européenne au suffrage direct) [19 décembre 1956] (p. 6151, 6152); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom; Ses explications de vote : *Relance européenne, problèmes d'adaptation, expérience de la Communauté du charbon et de l'acier, problème posé par l'unification de l'Allemagne, les chances de la France* [9 juillet 1957] (p. 3476, 3477). = S'excuse de son absence [21 mars 1956] (p. 1105), [25 juillet 1956] (p. 3579), [28 juillet 1956] (p. 3716), [25 octobre 1956] (p. 4301), [12 juin 1957] (p. 2682), [7 mars 1958] (p. 1302). = Obtient des congés [21 mars 1956] (p. 1105), [25 juillet 1956] (p. 3579), [25 octobre 1956] (p. 4301), [12 juin 1957] (p. 2682), [7 mars 1958] (p. 1302).

SCHUMANN (M. Maurice), *Député du Nord (2^e Circonscription) (M.R.P.)*.

Son élection est validée [28 février 1956] (p. 523). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Président de la Commission des affaires étrangères [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 2 mars 1956, une proposition de loi tendant à réglementer les droits de succession entre sœurs célibataires ou veuves de guerre non remariées, n° 956. — Le 18 mai 1956, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des dispositions de l'article 22, paragraphe 3, de la loi du 4 mars 1929, portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte à tout officier général qui, quel qu'ait été son grade, a assumé les responsabilités du commandement en chef des forces navales françaises libres et des forces navales françaises combattantes, n° 1893. — Le 17 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter les dispositions de l'article 3, paragraphe IV du décret n° 55-594 du 20 mai 1955 autorisant les sociétés à respon-

sabilité limitée de caractère familial à opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes, n° 2577. — Le 2 août 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 2764) de M. Pierre Montel tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures les plus énergiques devant la situation créée par le coup de force accompli sur le canal de Suez, n° 2772. — Le 27 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier les articles 120 et 122 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946, modifiée, portant statut général des fonctionnaires, en vue de faciliter la mise en disponibilité des femmes fonctionnaires mères de famille, n° 4319. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des majorations pour enfants, prévues aux articles L 31 et L 54 du Code des pensions civiles et militaires de retraite aux fonctionnaires civils et militaires, titulaires d'une pension proportionnelle et, en même temps, titulaires d'une pension au titre du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 5117.

Interventions :

Son rapport au nom du 2^e bureau sur les opérations électorales du département du Calvados [19 janvier 1956] (p. 9). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Aspect international du drame algérien, inutilité de poser la question de confiance dans la forme constitutionnelle, appui des communistes au nationalisme africain* [9 mars 1956] (p. 797 à 799) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la suspension de taxes indirectes sur certains produits de consommation courante, Article unique : *Amendement de M. Larue (Possibilité pour le Gouvernement de procéder à de nouvelles détaxations)* [16 mars 1956] (p. 1022). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale sur le résultat des récentes conversations diplomatiques et leurs incidences sur l'aspect international des problèmes nord-africains [23 mars 1956] (p. 1228) ; *Livraisons d'armes égyptiennes, formation des cadres de la rébellion en Egypte, ingérence soviétique en Afrique du Nord, fidélité inconditionnelle de la France au pacte atlantique, accords franco-marocain et franco-tunisien* (p. 1230 et suiv.). — Prend part à la

discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement, en qualité d'interpellateur suppléant : *Refus du M.R.P. de choisir entre une politique exclusivement fondée sur la force et une politique d'abandon ; Nécessité de ne pas laisser glisser le problème algérien sur le plan international ; Proposition Nehru, tentative de M. Bouhafa de susciter une médiation, position de l'Union soviétique ; Communiqué sur les conversations franco-yougoslaves ; Volonté de la France de régler le problème algérien par des élections libres ; Nécessité de réprimer toutes les violations de la loi républicaine* [31 mai 1956] (p. 2180 à 2182) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Affaires économiques, Chap. 31-02 : *Réduction de l'aide à l'exportation ; Procédés employés par les pays étrangers en ce qui concerne le soutien des exportations textiles* [15 juin 1956] (p. 2680, 2681) ; *Aide apportée à l'industrie du lin et à celle de la laine* (p. 2683). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale relative au respect du droit d'asile [22 juin 1956] (p. 2903). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique que le Gouvernement compte suivre pour aboutir à la constitution d'une communauté européenne de l'énergie nucléaire [26 juin 1956] (p. 3036). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures les plus énergiques devant la situation créée par le coup de force accompli sur le canal de Suez, en qualité de Rapporteur [2 août 1956] (p. 3841) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses observations sur les décisions du conseil de sécurité concernant l'affaire de Suez et les équivoques en résultant ; L'inefficacité de l'association des usagers ; les ambitions du Colonel Nasser en Afrique et dans le monde arabe ; La crise de l'alliance atlantique* [16 octobre 1956] (p. 4144, 4145) ; *La nécessité de rétablir une égalité de fait et de droit entre les pays du pacte atlantique ; l'attitude française à l'égard du pacte de Bagdad et de l'Etat d'Israël ; La nécessité de ne pas exercer le fait accompli ; Le néocolonialisme des soviets en Europe* (p. 4146). — Est autorisé, sur sa demande, à servir dans les forces du Moyen-Orient [8 novembre 1956] (p. 4550, 4551). — Prend part à la discussion : des interpellations

sur la politique générale du Gouvernement (politique extérieure) : *Ses observations sur la situation des Français expulsés d'Égypte* [27 mars 1957] (p. 1899) ; — du projet de loi portant institution d'un code de procédure pénale, Art. 61 : *Amendement de M. Cot prévoyant que les procès-verbaux des déclarations des personnes convoquées seront lus par elles et ne seront en aucun cas signés par elles* [25 juin 1957] (p. 2999) ; Art. 62 : *Amendement de M. Cot prévoyant le traitement des personnes gardées à vue* (p. 3003) ; *Nécessité de fixer une limite à la durée de l'interrogatoire, respect des garanties données à la défense par la loi de 1897 (ibid.)* ; — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *Prise en considération du projet gouvernemental, ses regrets de l'absence de présentation de la loi-cadre simultanément au renouvellement des pouvoirs spéciaux, résultats de la mission d'information de MM. Dupont, Devinat et Dorey, existence d'une volonté de coopération et d'une conscience algérienne* [17 juillet 1957] (p. 3699, 3700) ; — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Motion préjudicielle de M. Damasio tendant à surseoir à la discussion du projet tant qu'il n'aura pas été trouvé de solution au problème soulevé par la livraison d'armes par nos alliés à la Tunisie* [14 novembre 1957] (p. 4800) ; — du projet de loi relatif à la ratification du traité de cession des Etablissements français de l'Inde : *Ajournement du projet de loi* [10 décembre 1957] (p. 5255). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative au congédiement d'une employée municipale [13 décembre 1957] (p. 5341, 5342). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets, Art. 1^{er} : *Annulation d'un crédit en vue des agences de presse et de la propagande à l'étranger* [13 décembre 1957] (p. 5351, 5352) ; — d'interpellations relatives à la politique extérieure du Gouvernement : *Attitude du Gouvernement vis-à-vis de la Tunisie, sa proposition relative à la défense de la frontière algéro-tunisienne (constitution d'une force mixte), droit de légitime défense, problème*

de l'armement des forces tunisiennes [22 janvier 1958] (p. 194 à 196) ; *livraisons d'armes au cours de la guerre civile espagnole* (p. 202) ; *son ordre du jour (approbation de la politique générale du Gouvernement)* (p. 212) ; *le retire* (p. 216) ; — sur une communication du Gouvernement relative à la situation en Tunisie : *Blocus de l'armée française, intérêts communs de nos deux pays, engagement de ne pas abandonner Bizerte* [13 février 1958] (p. 747, 748) ; — d'urgence d'un projet de loi relatif à la représentation française à l'Assemblée unique des communautés européennes, en qualité de *Rapporteur suppléant* : « *Osmose* » de la représentation entre les trois assemblées européennes, système de l'identité partielle, question des suppléants et des représentants d'outre-mer, fixation de la durée des mandats des délégués [4 mars 1958] (p. 1187, 1188) ; Art. 2 : *Amendement de M. de Menthon tendant à faire élire un nombre de suppléants égal à celui des titulaires, évocation de la question des suppléants à la première séance de l'assemblée commune* (p. 1193) ; — sur la fixation de la date des interpellations sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord : *Résultats appréciables des bons offices, conséquences graves de leur refus, sort des troupes françaises stationnées en Tunisie, report du problème du contrôle de la frontière, xénophobie excessive de certains, mise à l'épreuve du Pacte Atlantique et maintien de nos alliances* [15 avril 1958] (p. 2148, 2149) ; *conséquences d'une crise gouvernementale pour la solution du problème algérien* (p. 2150). = S'excuse de son absence [26 juin 1956] (p. 3040), [16 novembre 1956] (p. 4766). = Obtient des congés [26 juin 1956] (p. 3040), [16 novembre 1956] (p. 4766).

SEGELLE (M. Pierre), Député du Loiret (S.).

Son élection est validée [25 avril 1956] (p. 1523). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission des boissons [4 octobre 1957] (p. 4502) (2).

(1) Démissionnaire [6 mars 1957] (p. 1345).

(2) Démissionnaire [5 mars 1958] (p. 1233).

Dépôts :

Le 5 juin 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux communes sur le territoire desquelles se trouvent des sources minérales et leurs dépendances, un droit de préemption en cas de vente par les propriétaires privés, **n° 2063**. — Le 13 décembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 488 du Code de la santé publique relatif aux masseurs-kinésithérapeutes, **n° 3544**. — Le 27 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les initiatives nécessaires pour permettre une collaboration sanitaire française en faveur du peuple hongrois, **n° 3699**. — Le 28 février 1957, un rapport au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 3544) de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 488 du Code de la santé publique relatif aux masseurs-kinésithérapeutes, **n° 4366**.

SEITLINGER (M. Jean), Député de la Moselle (M.R.P.).

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1962). = Est nommé : membre de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission de la justice et de législation [18 octobre 1957] (p. 4536). — Est nommé membre suppléant de la Commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [20 février 1958] (p. 930).

Dépôts :

Le 19 juillet 1957, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 454 du Code de la sécurité sociale permettant aux enfants conçus et nés après l'accident du père de bénéficier, en cas de décès de celui-ci, d'une rente et d'une prise en charge par la Sécurité sociale, **n° 5561**. — Le 20 février 1958, un rapport au nom de la Commis-

sion de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 3454) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires, magistrats, agents des services publics, de la S.N.C.F. en fonction du 1^{er} septembre 1939 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ou y ayant leur service d'attache, repliés ou expulsés en raison de l'annexion de fait de ces départements par l'ennemi, le bénéfice de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, **n° 6670**. — Le 20 février 1958, une proposition de loi tendant à modifier les conditions de nomination aux fonctions de juge du livre foncier dans les tribunaux cantonaux des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 6671**. — Le 26 février 1958, une proposition de loi tendant à accorder des remises universitaires aux enfants des fonctionnaires relevant du Ministère de l'Éducation nationale, **n° 6728**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, JUSTICE, titres III et IV : *Situation du personnel de l'administration pénitentiaire* [28 novembre 1956] (p. 5243); *Titularisation des auxiliaires* (p. 5246); — d'une proposition de loi relative à l'organisation et au fonctionnement des colonies de vacances, Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer au mot « l'emploi », les mots « la fonction »* [19 juillet 1957] (p. 3793); *Son amendement complétant cet article* (ibid.); *le retire* (ibid.). = S'excuse de ses absences [8 juin 1956] (p. 2451), [16 janvier 1958] (p. 57). = Obtient un congé [16 janvier 1958] (p. 57).

SENGHOR (M. Léopold), Député du territoire du Sénégal (I.O.M., puis C.A., puis P.R.A.).

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 190). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des territoires d'outre-mer [6 mars 1956] (p. 666), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du

Règlement et des pétitions [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu représentant titulaire de la France d'outre-mer à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [22 février 1956] (p. 434). — Est désigné par la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité constitutionnel consultatif [22 juillet 1958] (*J.O.* du 23 juillet 1958, p. 6843).

Dépôts :

Le 7 mars 1956, une proposition de loi relative à la révision du titre VIII de la Constitution de la République française, n° 1042. — Le 15 mars 1956, une proposition de résolution tendant à décider la révision du titre, du préambule et des articles premier, 6, 20, 83 et 85 de la Constitution de la République française, n° 1222. — Le 7 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 1650) de M. Mamadou Dia et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention au titre de participation de l'Etat aux frais de commémoration du centenaire de la ville de Dakar, n° 2090. — Le 7 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 29 février 1956, sur le projet de loi ayant pour objet, dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer autres que les Etablissements français dans l'Inde, la protection des monuments naturels, des sites et des monuments de caractère historique, scientifique, artistique ou pittoresque, le classement des objets historiques, scientifiques ou ethnographiques et la réglementation des fouilles, n° 2093. — Le 13 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier la composition des assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, n° 2169. — Le 25 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 3002) tendant à modifier l'article 10 de la loi du 18 novembre 1955 relative à la réorganisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun et à Madagascar, n° 3049. — Le 6 février 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-

mer sur la proposition de résolution (n° 1650) de M. Mamadou Dia et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention au titre de participation de l'Etat aux frais de commémoration du centenaire de la ville de Dakar, n° 4038. —

Le 18 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à décider la révision du titre, du préambule et des articles premier à 6, 11 à 16, 18 à 25, 28 à 48, 52 à 59, 83 à 89, 91 à 94 et 96 à 106 de la Constitution. n° 5822.

Interventions :

Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *Inconstitutionnalité des lois-cadre, régime électoral des territoires d'outre-mer, autonomie administrative des territoires d'outre-mer, délimitation des circonscriptions, nécessité de réviser le titre VIII de la Constitution* [20 mars 1956] (p. 1069, 1070); Art. 1^{er} : *Son amendement (organisation des conseils de circonscriptions)* [21 mars 1956] (p. 1137, 1138); Art. 4 : *Politique culturelle en Afrique* [22 mars 1956] (p. 1193); Art. 10 : *Amendement de M. Arrighi (élections aux conseils de circonscriptions)* (p. 1202); Art. 11 : *Son amendement (élections aux conseils de circonscriptions)* (p. 1203); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Echec de la politique gouvernementale; possibilité d'un « cessez-le-feu » suivi de négociations sur la base de l'autonomie de l'Algérie dans le cadre d'une république fédérale (position de M. Ferhat Abbas); caractère positif de la politique suivie au Maroc et en Tunisie; nécessité de réviser le titre VIII de la Constitution* [1^{er} juin 1956] (p. 2227, 2228); — d'un projet de loi portant amnistie au Cameroun : *Ses explications de vote* [11 décembre 1956] (p. 5839); — du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer les mots « et à laquelle sont associés l'Algérie, la Mauritanie, le Soudan, le Niger et le Tchad »* [14 décembre 1956] (p. 5982, 5983); après

l'article 3 : *article additionnel de M. Pleven tendant à affecter aux communautés sahariennes une partie des redevances perçues à l'occasion de l'exploitation des ressources minières et pétrolières* (p. 5986); Art. 5 : *Sous-amendement de M. Monteil prévoyant que le délégué général représente le gouvernement de la République dans les zones sahariennes* (p. 5989); Art. 7 : *Sous-amendement de M. Malbrant (porter à 14 le nombre des membres du comité de direction, prévoir un représentant des Ministres de la Défense nationale, des Travaux publics, de l'Industrie et du Commerce)* (p. 5995, 5996); Art. 10 : *Amendement de M. Dia tendant à supprimer cet article (pouvoir du délégué général)* (p. 6012, 6013); *Amendement de M. Hénault tendant à supprimer les dispositions prévoyant que le délégué général prononce les affectations à tous les emplois civils à l'intérieur du périmètre saharien défini à l'article 2* (p. 6014); *ses explications de vote* (p. 6024, 6025); — des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses observations sur l'intégration des territoires d'outre-mer; l'attitude de nos partenaires à cet égard; la nécessité de protéger les industries naissantes; l'équilibre des budgets des T. O. M.; l'immigration possible des « petits blancs »; le financement des investissements outre-mer* [18 janvier 1957] (p. 166, 167); — des propositions de décisions sur treize décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 : *Non-consultation des assemblées territoriales; protestations émises par les partis africains; les organisations syndicales et la jeunesse universitaire; renforcement de la centralisation administrative au profit du Ministère de la France d'outre-mer* [29 janvier 1957] (p. 371); *Définition des services d'Etat; organisation de la fonction publique* (p. 372); *tentative de « balkanisation » de l'Afrique; nécessité d'une solution fédérale* (p. 373); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les T. O. M. et énumération des cadres de l'Etat : *Amendement de M. Juskiwenski tendant à inclure le service des douanes dans la liste des services d'Etat* [30 janvier 1957] (p. 418); *Son amendement tendant à classer comme service d'Etat l'inspection du travail dans la plénitude de ses attributions* [31 janvier 1957] (p. 441); *Son amendement tendant à maintenir la situation actuelle en ce qui*

concerne l'organisation des P. T. T. (p. 441); *Son amendement tendant à exclure de la liste des services d'Etat le service de l'enseignement supérieur* (p. 444, 445); *Son amendement tendant à laisser la possibilité aux territoires d'exploiter un émetteur de radiodiffusion* (p. 445, 446); *Son amendement prévoyant que les personnels d'enseignement supérieur appartiendront au cadre du Ministère de l'Education nationale* (p. 452, 453); *Son amendement tendant à incorporer au domaine du territoire des immeubles affectés aux services civils de l'Etat* [1^{er} février 1957] (p. 482); *Amendement de M. Alduy tendant à supprimer la catégorie des services interterritoriaux* (p. 484, 485); *ses explications de vote* : « *charte octroyée par la métropole* » (p. 485); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer : *Son amendement tendant à prévoir l'existence de services et de cadres interterritoriaux* [1^{er} février 1957] (p. 489); *le retire* (p. 491); *Son amendement visant l'organisation des cadres interterritoriaux* (p. 492); *le retire* (ibid.); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications d'outre-mer : *Son amendement tendant à rejeter le décret susvisé* [1^{er} février 1957] (p. 504); *le retire* (ibid.); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A.O.F. et de l'A.E.F. : *Son amendement prévoyant une coordination interterritoriale en matière administrative* [1^{er} février 1957] (p. 507); *Amendement de M. Coquel tendant à retirer au Haut Commissaire le pouvoir de négocier des conventions intéressant le groupe de territoires* (p. 511); *Son amendement tendant à créer des services interterritoriaux des douanes, de l'enseignement supérieur, de la radio et des P.T.T.* (p. 516); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à supprimer l'obligation faite aux territoires de supporter les dépenses des services d'intérêt commun* (p. 516, 517); *Son amendement (création de services communs par deux territoires limitrophes)* (p. 517); *Son amendement prévoyant que le Grand conseil tient chaque année deux sessions ordinaires* (p. 522); *le retire* (ibid.); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 déterminant les conditions d'institution et de fonctionnement

des collectivités rurales en A. O. F. et en A. E. F. : *Son amendement tendant à substituer la notion de collectivité locale à celle de collectivité rurale* [2 février 1957] (p. 581); *le retire* (p. 582); *Son amendement tendant à supprimer l'avis de l'assemblée territoriale* (p. 581) *le retire* (p. 582); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de Madagascar : *Son amendement permettant la nomination de malgaches comme chefs de province* [2 février 1957] (p. 588); *Amendement de M. Hamon prévoyant l'avis conforme de l'assemblée représentative pour la négociation des conventions diplomatiques intéressant Madagascar* (ibid.); *Amendement de M. Tsiranana tendant à donner au Haut Commissaire le pouvoir de nommer les inspecteurs du travail* (p. 589); *Son amendement visant la nomination des chefs de province* (ibid.); *Son amendement tendant à créer un certain nombre de services de coordination à l'échelon central* (p. 590, 591); *le modifie* (ibid.); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions du conseil de gouvernement et de l'assemblée représentative de Madagascar : *Son amendement relatif aux nominations des personnels des cadres territoriaux* [2 février 1957] (p. 599); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Lisette tendant à étendre la compétence de l'assemblée représentative à l'enseignement du second degré* (p. 600); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de province et des assemblées provinciales de Madagascar : *Son amendement relatif aux nominations des fonctionnaires provinciaux* [2 février 1957] (p. 605); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à soustraire à la compétence de l'assemblée provinciale le statut général des cadres provinciaux* (ibid.); *le retire* (ibid.); — de la proposition de décision sur le décret du 28 mars 1957 portant statut du Cameroun, Art. 11 : *Amendement de M. Buron tendant à exclure la législation du travail de la compétence de l'assemblée législative* [4 avril 1957] (p. 2048); Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas (pouvoir législatif exceptionnel accordé au Conseil des Ministres)* (p. 2055); Art. 40 : *Son amendement tendant à supprimer les dispositions permettant au Haut Commissaire de ne déléguer qu'une partie de ses pouvoirs de police* (p. 2058); — d'une proposition de loi relative à l'organisa-

tion des élections à l'assemblée locale de la Côte française des Somalis, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bayrou tendant à ne créer que trois circonscriptions électorales* [4 avril 1957] (p. 2062); Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant tendant à permettre aux militaires et marins ayant au moins six mois de présence de participer aux élections territoriales* (p. 2064); — d'une proposition de loi relative à l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances; Art. 5 : *Amendement de M. Hénault instituant le scrutin de liste avec représentation proportionnelle* [4 avril 1957] (p. 2067); — en premier examen, de la proposition de décision sur le décret n° 57-245 du 24 février 1947 soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 sur la réparation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun : *Ses observations sur le principe de la socialisation de la réparation et de la prévention des accidents du travail* [12 avril 1957] (p. 2283); Art. 14 : *Son amendement concernant l'utilisation des réserves des entreprises habilitées à gérer les risques « accidents du travail »* (p. 2285); en deuxième examen, Art. 14 : *Caractère provisoire de la gestion des risques par les compagnies d'assurances* [11 juillet 1957] (p. 3533); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *l'Eurafrrique; droits de douane; contingentement; immigration; prix et investissements; protection des industries naissantes; réduction des fonds du F.I.D.E.S. et création d'un fonds européen d'investissements* [4 juillet 1957] (p. 3262 à 3264); — en deuxième examen, des conclusions du rapport relatif à l'institution d'une université à Dakar, Art. 5 : *Son amendement (budget et personnel de la nouvelle université, similitude entre l'université de Dakar et les universités métropolitaines)* [9 juillet 1957] (p. 3466); — en deuxième examen, des conclusions du rapport relatif au conseil de gouvernement et assemblées territoriales de Nouvelle-Calédonie : *Ses explications de vote* [9 juillet 1957] (p. 3445); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Supériorité de négociations directes avec les rebelles; concours du Maroc et de la Tunisie à la création d'une communauté franco-africaine; difficultés d'ap-*

plication du statut; danger d'une balkanisation de l'Algérie et d'un faux fédéralisme; exemple de l'Afrique noire [30 septembre 1957] (p. 4440). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : Règlement du problème algérien préalablement à tout redressement économique et financier; rétablissement de la paix; révision du titre VIII de la Constitution dans un sens fédéral et confédéral après consultation des assemblées locales; répercussion de la situation économique et financière de la métropole sur l'économie de l'Afrique noire, spécialement fragile; charge du prélèvement des 20 0/0 [28 octobre 1957] (p. 4598, 4599). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement outre-mer et notamment sur la fermeture imminente des grands moulins de Dakar [5 décembre 1957] (p. 5157). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : Révision du titre VIII; réforme de la loi-cadre pour les territoires d'outre-mer; semi-autonomie, notion contradictoire; rôle ambivalent du chef du territoire; contradiction dans les attributions des Ministres; maintien de la présence française [12 février 1958] (p. 738, 739, 740). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à la saisie du bulletin de la fédération des étudiants d'Afrique noire en France [28 février 1958] (p. 1140). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur l'amnistie dans certains territoires d'outre-mer : Problème dominant de l'amnistie des parlementaires malgaches; respect de l'opinion malgache en application de la loi-cadre; comparaison avec l'amnistie des collaborateurs et le rapprochement franco-allemand actuel; nécessité d'une réconciliation entre la France et les peuples d'outre-mer [11 mars 1958] (p. 1515, 1516); Désir de l'assemblée représentative de Madagascar d'obtenir une amnistie totale; nécessité d'une réconciliation franco-malgache [18 mars 1958] (p. 1639); Art. 1^{er} : Contre-projet de la Commission des T. O. M.; amendement de M. Garat reportant au 1^{er} janvier 1963 l'exercice des droits politiques des condamnés à une peine perpétuelle ou condamnés à mort bénéficiaires d'une commutation de peine; éviction des parlementaires malgaches aux élections de 1961; politique maladroite renforçant le mythe des députés absents (p. 1651); ses explications de vote : mépris de l'esprit de la loi-cadre; retard apporté à la cons-

truction d'une communauté franco-africaine (p. 1655); — d'un projet de loi sur l'amnistie dans les territoires d'outre-mer, Art. 4 : Amendement de M. Cordillot tendant à supprimer l'obligation du paiement préalable de l'amende [18 mars 1958] (p. 1646); Situation pécuniaire difficile des populations d'outre-mer (ibid.); — sur la présentation du Gouvernement de M. Pierre Pflimlin : Danger de la prolongation de la guerre d'Algérie pour les rapports franco-africains; évolution de l'Afrique dans le cadre d'une « République fédérale française »; position du Gouvernement sur le problème des exécutifs fédéraux [13 mai 1958] (p. 2266, 2267); — d'un projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif au mode d'élection des conseillers de la République des T. O. M., du Togo et du Cameroun : Proximité des élections sénatoriales; problème posé par l'institution du collège unique; étude de la représentation des T.O.M. au Conseil de la République, à l'Assemblée Nationale et à l'Assemblée de l'Union française après la révision du titre VIII; recherche d'une solution fondée sur la démocratie et l'équité [21 mai 1958] (p. 2424, 2425); Art. 2 : Amendement de M. Malbrant tendant à instituer le scrutin proportionnel lorsque deux sièges sont à pourvoir; établissement d'un mode de scrutin s'opposant aux querelles ethniques (p. 2428). = S'excuse de son absence [19 novembre 1957] (p. 4875). = Obtient un congé [19 novembre 1957] (p. 4875).

SESMAISONS (M. Olivier de), Député de Loire-Atlantique (I.P.A.S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 8 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République modifiant l'article 812 du Code rural relatif au mode de paiement des fermages, n^o 1080. — Le 26 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée

Nationale, dans sa deuxième législature, tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, n° 1676. — Le 17 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture modifiant l'article 812 du Code rural relatif au mode de paiement des fermages, n° 1877. — Le 17 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture tendant à compléter l'article 840 du Code rural relatif aux motifs de non-renouvellement des baux ruraux, n° 1878. — Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à assouplir les sanctions appliquées aux employeurs en cas de retard dans le versement des cotisations à la sécurité sociale, n° 2425. — Le 25 juillet 1956, une proposition de loi tendant à réglementer pour les hauts fonctionnaires civils ou militaires le droit de publier des écrits, n° 2661. — Le 31 juillet 1956, une proposition de loi tendant à permettre à certains exploitants agricoles ayant cessé leur activité et atteint l'âge de 65 ans, de procéder au rachat des cotisations d'assurance vieillesse agricole, afin de bénéficier de la retraite de vieillesse agricole, n° 2727. — Le 22 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 2804) complétant l'article 812 du Code rural et relatif au paiement du fermage à parité du cours du blé, n° 3297. — Le 22 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à faire ristourner aux fermiers et colons partiaires les exonérations d'impôts accordées à la suite des calamités agricoles aux propriétaires, n° 3312. — Le 13 décembre 1956, une proposition de loi tendant à la sauvegarde du gibier dans les cas de calamités, n° 3543. — Le 25 janvier 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à faire ristourner aux fermiers et colons partiaires les exonérations d'impôts accordées à la suite des calamités agricoles aux propriétaires, n° 3909. — Le 7 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 2801) complétant l'article 812 du Code rural

et relatif au paiement du fermage à parité du cours du blé, n° 4429. — Le 15 mars 1957, une proposition de loi tendant à modifier le calcul des rentes d'accidents du travail, n° 4536. — Le 11 avril 1957, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à faire ristourner aux fermiers et colons partiaires les exonérations d'impôts accordées à la suite des calamités agricoles aux propriétaires, n° 4855. — Le 15 mai 1957, une proposition de loi tendant à étendre aux négociants, organismes stockeurs, agréés par l'O.N.I.C. les dispositions de l'article 17 de la loi du 15 août 1936, n° 4997. — Le 4 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4997) de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux négociants, organismes stockeurs, agréés par l'O.N.I.C. les dispositions de l'article 17 de la loi du 15 août 1936, n° 5356. — Le 7 novembre 1957, une proposition de loi tendant à réformer le régime juridique de la coopération agricole, n° 5879. — Le 26 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 2727) de M. de Sesmaisons tendant à permettre à certains exploitants agricoles ayant cessé leur activité et atteint l'âge de 65 ans, de procéder au rachat des cotisations d'assurance vieillesse agricole, afin de bénéficier de la retraite de vieillesse agricole, n° 5960. — Le 20 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à modifier les articles 503 et 520 du Code rural relatifs aux chambres départementales d'agriculture, n° 6953.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e bureau sur les opérations électorales du département des Vosges [19 janvier 1956] (p. 40). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales : Article unique : *Son amendement (possibilité pour les bénéficiaires des prestations familiales de choisir, pour le calcul du montant de celles-ci, entre le lieu du travail et celui de la résidence)* [6 mars 1956] (p. 694, 695); — d'interpellations

relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *problème de l'exploitation familiale agricole* [13 mars 1956] (p. 878, 879); — en deuxième lecture d'une proposition de loi relative au mode de paiement des fermages, en qualité de *Rapporteur* [17 avril 1956] (p. 1275); en troisième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lambert tendant à insérer, dans le deuxième alinéa, après les mots « et toute prime de conservation », les mots « ainsi que toutes autres primes prévues par la législation en vigueur »* [29 mai 1956] (p. 2057); — des conclusions des deuxième et troisième rapports supplémentaires du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Manche : *son amendement annulant les opérations électorales du département de la Manche* [25 avril 1956] (p. 1532); *le retire* (ibid.). — du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *amendement de M. Boisdé tendant à reprendre l'article 11 (autoriser le fonds à demander la fixation de la dette alimentaire)* [3 mai 1956] (p. 1728); Art. 15 : *Son amendement tendant à maintenir le secret professionnel des notaires* (p. 1731); — d'un projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956 : *délais pour le paiement des impôts* [4 mai 1956] (p. 1762); — d'un projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'orge, Art. 1^{er} : *Son amendement (limitation à 1956 de la commercialisation obligatoire par l'O.N.I.C.)* [4 mai 1956] (p. 1769); Art. 3 : *Son amendement (rapport entre le prix de l'orge et le prix du blé)* (p. 1771); *son amendement (suppression des titres de mouvement relatifs aux avoines)* (p. 1771, 1772); *le retire* (p. 1772); en deuxième lecture, Art. 2 : *Ses observations sur le cas des courtiers en orge* [26 juin 1956] (p. 3106); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A Chap. 61-60 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* [29 mai 1956] (p. 2102); JUSTICE, Etat A, Chap. 31-41 : *Indemnité des assesseurs de tribunaux paritaires* [7 juin 1956] (p. 2425); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 61-60 : *Son amendement tendant à rétablir ce chapitre* [22 juin 1956] (p. 2935); Chap 61-72 : *Son amendement tendant à rétablir ce chapitre* (p. 2936); Chap. 60-42 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 2936);

son article additionnel octroyant une indemnité aux assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux (p. 2960); *le retire* (ibid.); — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins : *ses explications de vote (atteintes apportées à la dignité et à l'honneur de la famille)* [26 juin 1956] (p. 3072); — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à compléter l'article 840 du Code rural relatif aux motifs de non-renouvellement des baux ruraux, en qualité de *Rapporteur* [26 juin 1956] (p. 3108); Article unique : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la rédaction des deuxième et troisième alinéas de cet article* (p. 3109); *amendement de M. Fourvel tendant à supprimer la mise en demeure par acte extra-judiciaire* (p. 3109); — d'une proposition de loi relative au statut professionnel des représentants, des voyageurs et placiers : *ses explications de vote* [3 juillet 1956] (p. 3164); — d'une proposition de loi tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural [12 juillet 1956] (p. 3437). — Son rapport au nom du 10^e bureau sur les élections partielles du territoire du Soudan [30 octobre 1956] (p. 4427). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; après l'article 100 : *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Paquet (fixation de l'abattement de cotisations accordé à certains exploitants agricoles et à certains artisans ruraux)* [3 décembre 1956] (p. 5449); Art. 102 : *Son amendement supprimant les dispositions permettant le retrait des prestations et des avantages économiques et sociaux aux agriculteurs n'ayant pas versé leurs cotisations sociales* (p. 5453); *le retire* (p. 5454); *amendement de M. Lucas tendant à supprimer les dispositions permettant le retrait des avantages sociaux aux agriculteurs n'ayant pas acquitté leurs cotisations sociales* (p. 5454); après l'article 102 : *son article additionnel permettant aux commerçants de faire waranter les blés dont la livraison est différée* (p. 5455); Art. 18, Etats G et H, P.T.T. : *Rémunération des receveurs distributeurs* [7 décembre 1956] (p. 5710); en troisième lecture, Art. 102 bis : *Blocage des cotisations complémentaires agricoles au taux de 1956* [27 décembre 1956] (p. 6325, 6326); — d'un projet de loi relatif au statut des travail-

leurs à domicile, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boscary-Monsservin (dérogations aux dispositions de l'article 1^{er})* [12 février 1957] (p. 803); — de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : *demande de renvoi en Commission présentée par M. Laurens* [14 février 1957] (p. 874, 875); *contre-projet de M. Lecœur tendant à bloquer au niveau de 1955 les fermages calculés sur le prix du blé* (p. 877); Article additionnel : *son sous-amendement à l'article additionnel de M. Ruffe prévoyant que le crédit agricole prêtera aux bailleurs les sommes représentant les fermages non réglés à l'échéance* [15 février 1957] (p. 917, 918); en deuxième lecture, Art. 2 : *Rôle du crédit agricole dans les prêts aux bailleurs* [23 juillet 1957] (p. 3867); — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères, Art. 12 : *Son amendement tendant à financer le projet par une majoration du prix de vente des tabacs étrangers et par un prélèvement sur le fonds national de solidarité* [21 février 1957] (p. 1043); *le retire* (p. 1044); *son amendement tendant à financer le projet pour 1958 par un prélèvement sur le fonds national de solidarité et pour 1957 par une majoration du prix de vente des tabacs étrangers* (p. 1043, 1044); — d'un projet de loi concernant diverses dispositions relatives au Trésor, Art. 8 : *Définition des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité et de gaz nationalisés (art. 15 de la loi du 8 avril 1946), question préalable opposée par M. Mignot* [2 avril 1957] (p. 1970); *question préalable opposée par M. Mignot; spoliation des porteurs de parts* [19 juin 1957] (p. 2784). *son amendement tendant à supprimer l'article 8* (p. 2785); *le retire* (ibid.); en deuxième lecture, Art. 8 : *Amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article; ses réserves sur l'esprit de spéculation des porteurs de parts* [19 juillet 1957] (p. 3789); — d'un projet de loi portant institution d'un Code de procédure pénale, Art. 33 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à rétablir les attributions des eaux-et-forêts; intérêt de confier les dommages causés aux forêts à un spécialiste de la question* [25 juin 1957] (p. 2977); — du projet de loi relatif à la construction d'un paquebot sur la ligne de New-York et approbation d'avenants : *ses explications de vote (importance de la construction pour le port de Saint-Nazaire)* [16 juillet 1957] (p. 3636); —

en quatrième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 26 : *Amendement de M. Chauvet tendant à maintenir la composition de la Commission arbitrale; cas des terrains ruraux* [19 juillet 1957] (p. 3786); — de la proposition de loi concernant la législation relative aux organismes stockeurs en matière de céréales, en qualité de *Rapporteur : Révision des dispositions ayant trait au warrantage et aux livraisons différées* [23 juillet 1957] (p. 3845, 3846); — d'une proposition de loi tendant à faire ristourner aux fermiers et colons partiaires les exonérations d'impôts accordées à la suite des calamités agricoles aux propriétaires, en qualité de *Rapporteur : Attribution de la ristourne de l'impôt foncier aux bailleurs, en cas de remise de fermage* [23 juillet 1957] (p. 3846); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Fourvel tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3847); — d'un projet de loi portant réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions effectuées par des Français contraints de quitter le Maroc ou la Tunisie : *Situation des Français employant leurs biens personnels* [23 juillet 1957] (p. 3888); Article unique : *Son amendement tendant à substituer au mot « effectuées » les mots « pouvant être effectuées »* (p. 3889); *le retire* (ibid.); *son amendement tendant à substituer au mot « affecté » les mots « pouvant être affecté »* (ibid.); *le retire* (ibid.). — Dépose une motion de censure contre la politique agricole du Gouvernement [19 septembre 1957] (p. 4200); *son rappel au règlement (fixation de la date de discussion de sa motion de censure)* (ibid.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles : *Loi sur le droit de reprise, coût d'entretien des bâtiments, exemption totale des droits de succession pour les exploitations maintenues en culture familiale* [5 décembre 1957] (p. 5164, 5165), Article unique : *Son amendement (délai de réponse aux demandes de dérogation)* (p. 5170); *amendement de M. Fourvel (dérogation à la loi, droit de reprise pour installer un descendant majeur)* (p. 5173); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Cas des anciens prisonniers de la guerre 1914-1918* [26 mars 1958] (p. 1994).

SID CARA (M. Chérif), Ancien Député d'Oran (R. R. S.).

Secrétaire d'Etat à l'Algérie
(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)
du 19 juin 1957 au 6 novembre 1957,

Secrétaire d'Etat à l'Algérie
(Cabinet Félix GAILLARD)
du 18 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Algérie* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [19 juin 1957] (*J.O.* du 20 juin 1957, p. 6179).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Défense des Français d'Algérie, véritables Algériens ; importance de l'opinion des musulmans fidèles ; impression défavorable que leur causerait le rejet de la loi-cadre* [26 septembre 1957] (p. 4387, 4388). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Algérie* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (Séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 40451). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Algérie* (Cabinet Félix Gaillard) [18 novembre 1957] (*J. O.* du 19 novembre 1957, p. 40730). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Algérie* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

SIDI EL MOKHTAR (M. N'Diaye), Député du territoire de la Mauritanie (M. R. P.).

Son élection est validée [18 avril 1956] (p. 1330). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôt :

Le 12 avril 1957, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne la Mauritanie, l'article 6 du décret n° 57-459 du 4 avril 1957 relatif aux Conseils de Gouvernement

dans les territoires de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française, n° 4894.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes : *Respect nécessaire de l'autonomie politique de la Mauritanie* [13 décembre 1956] (p. 5942, 5943) ; Art. 6 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Hénault (prévoir sept représentants de la Mauritanie à la Commission de contrôle de l'O. C.)* [14 décembre 1956] (p. 5993) ; *le retire* (ibid.).

SIMONNET (M. Maurice), Député de la Drôme (M.R.P.).

Secrétaire d'Etat à la Marine marchande
(Cabinet Félix GAILLARD)
du 11 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42).

Interventions :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription de la discussion des propositions du Comité national d'action laïque ; recherche de la paix scolaire* [24 février 1956] (p. 490, 491). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Situation des oléiculteurs* [15 mars 1956] (p. 981). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Marine marchande* (Cabinet Félix Gaillard) [11 novembre 1957] (*J. O.* du 12 novembre 1957, p. 10594).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'un projet de loi portant approbation d'un avenant conclu entre l'Etat et la Compagnie des Messageries maritimes ; Article unique : *Subvention des lignes non rentables ; réorganisation des grandes compagnies de navigation ; pension des marins* [11 février 1958] (p. 649, 650). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Marine marchande* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

SISSOKO (M. Fily-Dabo), *Député du Soudan* (S.).

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 190). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission des territoires d'outre-mer [7 février 1956] (p. 214); de la Commission de la presse [4 octobre 1957] (p. 4503) (1).

Dépôt :

Le 28 octobre 1957, une proposition de loi portant modification du décret n° 54-1136 du 13 novembre 1954 relatif à l'organisation du marché des corps gras fluides alimentaires, n° 5845.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Inquiétudes des élus des territoires d'outre-mer ; richesse en énergie de l'Afrique ; citation du livre d'Anton Zischka (« l'Afrique, complément de l'Europe »)* [6 juillet 1957] (p. 3360 à 3362, 3364); — en deuxième examen, des conclusions d'un rapport relatif à l'institution d'une université à Dakar; Art 5 : *Amendement de M. Senghor (Budget et personnel de la nouvelle université)* [9 juillet 1957] (p. 3468); — en deuxième examen, des conclusions de rapports relatifs aux accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Ninine* [9 juillet 1957] (p. 3463); — d'une proposition de résolution relative à la commémoration du centenaire de Dakar : *Sa préférence pour le centenaire du siège de Médine* [9 juillet 1957] (p. 3465); — du projet de loi relatif à l'affectation ou au détachement de fonctionnaires de l'Etat hors du territoire européen de la France : *Sa demande d'explications sur le terme « France métropolitaine »* [10 juillet 1957] (p. 3511); — sur la présentation du Gouvernement Antoine Pinay : *Silence du Président du Conseil désigné sur la réforme du titre VIII de la Constitution ; l'exploitation du Sahara et les investissements dans les T. O. M.* [18 octobre 1957] (p. 4531, 4532);

— du projet de loi sur l'amnistie dans certains territoires d'outre-mer : *Nécessité d'une amnistie immédiate ; respect de l'esprit de la loi-cadre* [11 mars 1958] (p. 1517); *Nécessité d'une amnistie totale et immédiate au moment des élections ; attitude des Anglais au Kenya* [18 mars 1958] (p. 1639, 1640); Art. 1^{er} : *Contre-projet de la Commission des T. O. M. ; amendement de M. Garat reportant au 1^{er} janvier 1963 l'exercice des droits politiques des condamnés à une peine perpétuelle ou condamnés à mort bénéficiaires d'une commutation de peine ; évidence de l'importance donnée aux anciens députés malgaches* (p. 1652); *Sous-amendement de M. Gautier tendant à substituer la date du 14 juillet 1959 à celle du 1^{er} janvier 1963 ; maintien du prestige de la France par l'accord d'une amnistie pleine et entière* (p. 1654); *Ses explications de vote : déception des élus des T. O. M.* (p. 1655, 1656); — du projet de loi sur l'amnistie dans les territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Rosan Girard tendant à étendre les dispositions d'amnistie aux départements d'outre-mer* [18 mars 1958] (p. 1644); — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Maintien des libertés républicaines et soutien du Gouvernement légal ; conditions de la réalisation de la Communauté franco-africaine* [16 mai 1958] (p. 2372); — d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Indépendance du général de Gaulle ne soutenant aucune faction ; emploi des pouvoirs spéciaux ; utilisation pour le mouvement de fraternité franco-musulmane pour faire la paix en Algérie* [20 mai 1958] (p. 2402); — du projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif au mode d'élection des conseillers de la République des T. O. M., du Togo et du Cameroun; Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à instituer le scrutin proportionnel lorsque deux sièges sont à pourvoir ; nécessité de dépasser le problème des ethnies* [21 mai 1958] (p. 2428); — d'urgence d'une proposition de résolution concernant la modification de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (dispositions relatives à l'exercice du mandat parlementaire) : *Suprématie des faits sur les textes ; ses observations sur la minorité musulmane au sein du Comité*

(1) Démissionnaire [30 janvier 1958] (p. 386).

de salut public; la constitution d'un triumvirat à Alger; la tactique de la « tache d'huile » expérimentée en Corse [26 mai 1958] (p. 2491); — d'une proposition de résolution tendant à la revision de la Constitution : *Réalisation de l'union française dans la légalité* [27 mai 1958] (p. 2537).

SOULIÉ (Michel), *Député de la Loire (R.R.S.)*

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil chargé de l'Information

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957,

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [18 décembre 1957] (p. 5463); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162) (1). — Est élu Secrétaire de la Commission de la presse [10 février 1956] (p. 254).

Dépôts :

Le 20 mars 1956, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 572) de M. Marcel Thibaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement les mesures nécessaires afin de surseoir à la fermeture de l'usine d'Assailly (Loire), n° 1307. — Le 21 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre les moyens d'action dont il dispose pour encourager la signature des conventions collectives et d'accords de salaires, n° 1328. — Le 21 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser la procédure de conciliation prévue par la loi du 11 février 1950, n° 1329. — Le 21 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le champ d'application de la procédure de médiation instituée par le décret du 5 mai 1955 à l'ensemble des différends collectifs de travail, n° 1330. — Le 23 mai 1956, une proposition de loi tendant à accorder à certains ouvriers mineurs le bénéfice du cumul de leur retraite et des versements effectués par eux à

(1) Démissionnaire [18 juin 1957] (p. 2744).

la sécurité sociale, n° 1922. — Le 25 mai 1956, une proposition de loi tendant à abaisser l'âge de la retraite pour toutes les personnes ayant la qualité d'ancien déporté ou interné résistant ou politique, n° 1961. — Le 5 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre une politique favorable à l'emploi des personnes âgées, n° 2048. — Le 5 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une assurance-chômage, n° 2049. — Le 5 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre une politique efficace de sécurité dans le travail, n° 2050. — Le 5 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter la procédure de conciliation prévue par la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, n° 2051. — Le 5 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 1196) portant réforme et statut de l'Agence France-Presse, n° 2061. — Le 26 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la résolution transmise par M. le Président du Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation d'un mois du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen en première lecture d'un projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant statut de l'Agence France-Presse, n° 3078. — Le 4 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République portant statut de l'Agence France-Presse, n° 3418. — Le 26 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 1717) complétant l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation provisoire des agences de presse, n° 3677. — Le 6 mars 1957, une proposition de loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public, n° 4410. — Le 7 mars 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 1717) complétant l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation provisoire des agences de presse, n° 4442. — Le 16 janvier 1958, une proposition de loi modifiant et complétant certains articles de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de

la presse, n° 6328. — Le 18 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager les articles 182 et 231-2 du Code général des impôts de manière à exonérer de la taxe proportionnelle toute pension, quelle que soit l'organisme débiteur de la pension au regard de cette taxe, n° 6928.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés [23 février 1956] (p. 449); — du projet de loi portant réforme et statut de l'agence France-Presse, en qualité de *Rapporteur* : *composition des organismes directeurs*; *problème de l'équilibre financier de l'agence* [3 juillet 1956] (p. 3170, 3171); Art. 4 : *Amendement de M. Tys tendant à introduire un deuxième représentant des directeurs d'entreprises dans le conseil supérieur* (p. 3175); *son amendement tendant à introduire dans le conseil supérieur une personnalité compétente en matière d'informations d'outre-mer* (p. 3175); *amendement de M. Max Brusset tendant à porter à cinq ans la durée des mandats des membres du conseil supérieur* (p. 3175); Art. 5 : *Amendement de Max Brusset tendant à supprimer l'avis du conseil d'administration en cas de licenciement du président directeur général par le conseil supérieur* (p. 3175); *amendement de M. de Tinguuy tendant à donner au conseil supérieur le pouvoir de se saisir d'office de toute infraction* (p. 3176); Art. 7 : *Amendement de M. Gosset tendant à remplacer deux représentants des directeurs par deux représentants des journalistes au conseil d'administration* (p. 3177); *amendement de M. Gosset tendant à inclure dans le conseil d'administration un représentant des services publics usagers désigné par le Ministre de la France d'outre-mer* (p. 3178); Art. 10 : *Son amendement portant de dix à douze la majorité nécessaire pour la révocation du président directeur général* (p. 3179); *amendement de M. Brusset excluant les membres du conseil représentant le personnel des délibérations et des votes concernant la désignation du président directeur général* (p. 3179); Art. 12 : *Amendement de M. Brusset prévoyant une majorité qualifiée pour le vote du budget et réglementant la présentation de celui-ci* (p. 3180); *amendement de M. Brusset donnant pouvoir à la Commission financière de substituer un administrateur provisoire au*

conseil d'administration lorsque celui-ci n'a pas pris toutes mesures nécessaires pour assurer l'équilibre financier de l'agence (p. 3181); — d'une proposition de résolution relative au rachat de la société Images et Son : *Rachat éventuel du poste Europe n° 1 par des puissances étrangères* [12 février 1957] (p. 797). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information* (Cabinet Bourghès-Maunoury) [17 juin 1957] (*J.O.* du 19 juin 1957, p. 6083).

En cette qualité :

Répond à une question orale de M. Pierre Garet relative à l'émetteur de télévision d'Amiens [21 juin 1957] (p. 2852, 2853). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information* (Cabinet Bourghès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — S'excuse de son absence [20 novembre 1957] (p. 4898). — Obtient un congé [20 novembre 1957] (p. 4898).

SOUQUÈS (M. Pierre), Député d'Indre-et-Loire (R. R. S.).

Son élection est validée [21 mars 1956] (1) (p. 1119). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [2 mai 1956] (p. 1642), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la comptabilité [6 juillet 1957] (p. 3342), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 25 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le traitement afférent à la médaille d'argent des instituteurs, n° 1649. — Le 26 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décharger les municipalités de l'organisation et de la surveillance de toutes les élections ayant un caractère corporatif et professionnel, n° 1663. — Le 4 mai 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi du 24 juillet

(1) En lieu et place de M. Cottet, non validé.

1889, modifiée par le décret du 30 octobre 1935, sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, n° 1765. — Le 13 décembre 1956, une proposition de loi tendant à faire bénéficier certaines catégories de fonctionnaires retraités des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 3550. — Le 6 février 1957, une proposition de loi tendant à exonérer de la majoration de 10 0/0 toutes les entreprises industrielles, commerciales, artisanales, créancières de l'Etat et qui n'auraient pas acquitté leurs impôts dans le délai-limite, n° 4031. — Le 6 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier les articles 235 à 238 du Code civil relatifs à la procédure de conciliation en matière de divorce, n° 4032. — Le 6 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre, n° 4033. — Le 26 mars 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 65 de la loi du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, n° 4666. — Le 27 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder sans délai une aide exceptionnelle aux victimes des inondations qui ont eu lieu le 25 février 1958 dans le département d'Indre-et-Loire et, en particulier, dans la région de Château-Renault et des vallées de la Rrenne, de la Dême et de la Choisille, n° 6733.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi : portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 33-41 : *Amendement indicatif de M. Dumortier relatif au classement en catégorie B des agents de travaux et des conducteurs de chantiers des ponts et chaussées* [12 juin 1956] (p. 2510) ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-35 : *Augmentation de l'allocation afférente à la médaille d'argent des instituteurs* [15 juin 1956]

(p. 2650) ; Chap. 66-50 : *Construction d'un stade moderne à Paris* (p. 2672) ; — portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° Ouverture et annulation de crédits ; 2° Création de ressources nouvelles ; 3° Ratification de décrets : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-51 : *Indice des traitements du personnel de la gendarmerie (Incidents provoqués par le groupe U. F. F.)* [25 juillet 1956] (p. 3588 à 3592). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures d'exonérations fiscales que le Gouvernement compte prendre en faveur de toutes les catégories professionnelles dont les revenus vont se trouver diminués par suite de la pénurie de carburant [29 novembre 1956] (p. 5261). — Prend part à la discussion d'un projet de résolution et d'une proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale pour l'installation du vote électronique : *Inopportunité de dépenses somptuaires* [23 juillet 1957] (p. 3837). = S'excuse de son absence [21 mars 1956] (p. 1119). = Obtient un congé [21 mars 1956] (p. 1119).

SOURBET (M. Jean), *Député de la Gironde* [2^e circonscription] (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161) ; [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de l'agriculture [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 22 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux ostréiculteurs ayant subi des pertes du fait du froid, n° 667. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à instituer un certificat d'aptitude d'aide technique de laboratoire agricole, un brevet d'ad-joint technique de laboratoire agricole et un brevet de technicien d'analyses biochimiques et agricoles, n° 750. — Le 25 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes des gelées, n° 1940. — Le 31 mai 1956, une proposition de loi tendant à suspendre les impositions de 1955 des exploitants agricoles au titre de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive, n° 2011. — Le

27 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 1940) de M. Sourbet tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes des gelées, n° 2360. — Le 11 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues (n° 1721) tendant à accorder une aide exceptionnelle aux viticulteurs victimes des gelées ; 2° de M. Calas et plusieurs de ses collègues (n° 2130) tendant à accorder réparation, pour perte de récolte ou destruction partielle ou totale du vignoble, aux viticulteurs des régions sinistrées par le gel en février 1956, n° 2520. — Le 31 juillet 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues (n° 1721) tendant à accorder une aide exceptionnelle aux viticulteurs victimes des gelées ; 2° de M. Calas et plusieurs de ses collègues (n° 2130) tendant à accorder réparation, pour perte de récolte ou destruction partielle ou totale du vignoble, aux viticulteurs des régions sinistrées par le gel en février 1956, n° 2724. — Le 25 octobre 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-676 du 24 mai 1951 en ce qui concerne le prix de la chicorée à café, n° 3037. — Le 20 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux sinistrés de la tempête et des inondations qui sont survenues dans le département de la Gironde les 15, 16 et 17 février 1956, n° 5188. — Le 26 juin 1957, une proposition de résolution tendant à venir en aide aux agriculteurs sinistrés du département de la Gironde au cours des orages de grêle survenus le 18 juin 1957, n° 5278. — Le 20 novembre 1957, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3037) de M. Sourbet tendant à modifier la loi n° 51-676 du 24 mai 1951 en ce qui concerne le prix de la chicorée à café, n° 5948. — Le 20 février 1958, un avis au nom de la Commission des boissons sur : I. le projet de loi (n° 6411) relatif à la majoration du droit de circulation sur les vins destinée à la section viticole du fonds national de solidarité agricole ; II. sur les propositions de loi : 1° de MM. Georges Juliard, Laborbe et André Béguin (n° 6216) tendant à assurer à la sec-

tion viticole du fonds national de solidarité agricole les ressources nouvelles nécessaires à la prise en charge de la première annuité des prêts spéciaux aux viticulteurs victimes des gelées de 1956 ; 2° de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues (n° 6372) tendant à augmenter les ressources de la section viticole du fonds national de solidarité agricole pour assurer en priorité la prise en charge des premières annuités des prêts spéciaux aux petits et moyens viticulteurs victimes de gelées, n° 6667.

Interventions :

Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Exportation des vins d'Algérie en France* [1^{er} mars 1956] (p. 603, 604) ; *Politique démagogique du parti communiste* [13 mars 1956] (p. 901) ; — des interpellations sur l'Euratom : *Ses observations sur les besoins en énergie de l'agriculture, la nécessité de réaliser le marché commun pour résoudre le problème des débouchés, l'inefficacité des accords bilatéraux, la consultation des organisations professionnelles, la préparation du troisième plan de modernisation et d'équipement* [11 juillet 1956] (p. 3377) ; — en cinquième lecture, du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 : *Ses explications de vote (Nécessité de venir en aide aux viticulteurs victimes des gelées)* [1^{er} août 1956] (p. 3816) ; — d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur l'aspect nouveau du problème agricole avec la modernisation de l'agriculture, la nécessité d'un Ministère de l'Agriculture et d'une politique agricole continue (Organisation des marchés avec le concours du fonds de garantie mutuelle, développement du stockage)* [19 septembre 1957] (p. 4192 à 4194) ; — d'un projet de loi sur les ressources de la section viticole du fonds national de solidarité agricole, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Augmentation nécessaire des prêts après les gelées de 1956-1957, doublement des ressources obtenu par la majoration du droit de circulation nécessaire et suffisant pour 1958, mais*

non pour 1959 [25 février 1958] (p. 979, 980). = S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1641), [19 juillet 1957] (p. 3769) [7 mars 1958] (p. 1302), [1^{er} juin 1958] (p. 2576). = Obtient des congés [2 mai 1956] (p. 1641), [19 juillet 1957] (p. 3769), [7 mars 1958] (p. 1302), [1^{er} juin 1958] (p. 2576).

SOURY (M. André), Député de la Charente (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 9 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer, en faveur des petits exploitants familiaux, les mesures prises pour aider aux réensemencements à la suite des gelées et à étendre aux semences d'orge la prime accordée pour le blé de printemps, **n° 1094 (rectifié)**. — Le 20 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 1094 rectifié) de M. Soury et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à améliorer, en faveur des petits exploitants familiaux, les mesures prises pour aider aux réensemencements à la suite des gelées et à étendre aux semences d'orge la prime accordée pour le blé de printemps, **n° 1597**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à l'octroi d'un prêt de semences de blé d'automne aux producteurs dont l'exploitation a un revenu cadastral ne dépassant pas 40.000 francs, **n° 2843**. — Le 30 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 2844) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer de la cotisation de résorption de 133 francs par quintal les 100 premiers quintaux d'orge livrés par les producteurs dont les livraisons au titre de la récolte 1957 ne dépasseront pas 300 quintaux, **n° 3398**. — Le 12 avril 1957, une proposition de loi tendant à abroger, en ce qui concerne le Ministère de l'Agriculture, les dispositions du décret n° 57-92 du 30 janvier 1957, portant blocage des crédits pour 1957, **n° 4891**. — Le 24 juillet 1957, un

rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues (n° 5066) tendant à modifier le mode d'application du « quantum » institué par le décret n° 53-975 du 30 septembre 1953 en matière de collecte du blé ; 2° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 5092) tendant à garantir aux producteurs de blé livrant moins de 100 quintaux la commercialisation de toute leur récolte au prix garanti et à instituer un barème progressif pour l'application du hors quantum et de la taxe de résorption ; 3° de M. Baylet et plusieurs de ses collègues (n° 5271) tendant à la suppression du quantum et à l'application d'une cotisation de résorption pour la résorption des excédents de blé, **n° 5632**. — Le 26 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 4897) de M. Prot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la chasse de nuit à la hutte, à la tonne ou au gabion, **n° 5961**. — Le 13 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 4371) de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour combattre l'endotheria parasitica (chancre de l'écorce du châtaigner), **n° 6145**. — Le 28 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour détruire les campagnols et pour venir en aide aux agriculteurs éprouvés par les dégâts causés par ces rongeurs, **n° 6420**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la collecte du blé de la récolte de 1955 : *Refus de faire un cadeau aux gros exploitants ; Nécessité de mesures nouvelles en faveur des petits exploitants* [19 juin 1956] (p. 2753) ; *Nécessité de prendre en priorité des mesures en faveur des petits exploitants : Inutilité des subventions en faveur des gros exploitants* [27 juin 1956] (p. 3104) ; Article unique : *Son amendement tendant à exonérer du prélèvement les livraisons effectuées par les producteurs de moins de 200 quintaux* (p. 3104) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 48 : *Amendement de M. Gabelle*

tendant à accroître les promesses de subventions pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [22 juin 1956] (p. 2933); — en deuxième lecture du projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956 : *Ses observations sur les dispositions adoptées en faveur des petits producteurs et sur l'inutilité d'une échelle mobile du prix du blé* [4 juillet 1956] (p. 3216) : Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3224); — d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait, Article premier : *Ses observations sur les bénéfices réalisés par un certain nombre de sociétés laitières*; *Demande de renvoi à la commission présentée par M. Dulin* [30 octobre 1956] (p. 4391); Art. 6 : *Amendement de M. Gilbert Martin prévoyant que la présente loi sera applicable à partir de la campagne 1957-1958* [1^{er} mars 1957] (p. 1235); — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents [9 novembre 1956] (p. 4566). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 67 : *Son amendement tendant à augmenter la dotation du fonds de développement économique et social destinée à l'équipement agricole et à financer cette dépense par la création d'un impôt sur la fortune* [3 décembre 1956] (p. 5416, 5417); après l'art. 102 : *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Antoine Guitton tendant à supprimer l'augmentation des cotisations complémentaires pour les exploitations ne dépassant pas 60.000 francs de revenu cadastral* (p. 5455), [8 décembre 1956] (p. 5737); Art. 97, Etat K, ligne 9 : *Suppression nécessaire de la taxe sur les blés d'échanges* (p. 5752); Art. 51 bis : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Paquet prévoyant que les prestations familiales agricoles seront servies aux exploitants et aux fils d'exploitants dont le revenu imposable ne dépassera pas 500.000 fr.* (p. 5787); en deuxième lecture, Art. 5 bis : *Son amendement tendant à limiter la détaxe sur le matériel agricole aux achats effectués par les exploitants agricoles n'employant pas de main-d'œuvre salariée permanente* [26 décembre 1956] (p. 6254, 6255); — de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : *Ses explications de vote* [15 février 1957] (p. 920, 921); — de la proposition de loi tendant à modifier l'article 821 du Code rural

(métayage) : *Amendement de M. Trémouille tendant à répartir les produits du cheptel en fonction de l'apport des parties* [22 février 1957] (p. 1083); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur le paiement de la prime de 7 0/0 accordée aux petits producteurs d'orge et de blé, la fixation du prix du blé pour la campagne prochaine, la situation de la jeunesse rurale (exode), cas particulier des jeunes paysannes, formation professionnelle* [6 mars 1957] (p. 1328, 1329); *Ordre du jour de M. Waldeck Rochet* (p. 1342, 1343); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au marché de l'orge, Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture : extension aux petits producteurs d'orge des avantages accordés à certains producteurs de blé* [23 juillet 1957] (p. 3864); — d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur l'accroissement des difficultés des petits agriculteurs, victimes de la politique d'assainissement financier du Gouvernement et des privilèges accordés aux gros industriels et gros exploitants, solution au problème de la résorption des excédents de blé* [19 septembre 1957] (p. 4179, 4180); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits d'investissements, AGRICULTURE : *Amélioration de l'habitat rural, crédits destinés aux migrations rurales (arrivée en France des colons d'Afrique du Nord), insuffisance de l'enseignement agricole, électrification rurale, adductions d'eau* [7 mars 1958] (p. 1321, 1322).

SOUSTELLE (M. Jacques), Député du Rhône (R. S.).

Ministre de l'Information

(Cabinet Charles DE GAULLE)

(du 7 juillet 1958 au 8 janvier 1959).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommé membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux salariés rappelés sous les

drapeaux le bénéfice des congés payés, n° 1383. — Le 25 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires en vue de défendre les populations autochtones des territoires français d'Afrique contre l'esclavage, n° 1640. — Le 7 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les rentes d'accidents du travail en fonction de l'augmentation du coût de la vie, n° 2099. — Le 7 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la retraite des anciens militaires de carrière fixés au Maroc par l'octroi d'une prime spéciale de séjour, n° 2101. — Le 27 juin 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 55-1086 du 7 août 1955 portant intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains, aux agents des services concédés de Tunisie, n° 2367. — Le 27 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour garantir aux ressortissants français demeurant en Tunisie les régimes de retraite existant actuellement dans ce pays, n° 2368. — Le 16 octobre 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 1915 du Code général des impôts dans le sens d'un dédommagement en principal et en intérêt des contribuables pour des taxes et impôts perçus indûment par l'État, n° 2952. — Le 21 décembre 1956, une proposition de loi tendant à accorder d'urgence une indemnité aux enseignants français expulsés d'Égypte en compensation des dommages qu'ils ont subis, n° 3667. — Le 29 mai 1957, une proposition de loi tendant à fixer les honoraires médicaux dans le but d'obtenir un remboursement effectif à 80 0/0 tout en garantissant la qualité de l'acte médical, n° 5083. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de dispositions propres à assurer des avantages de carrière, aux agents des affaires étrangères, anciens membres de la Résistance ou recrutés dans certaines conditions, n° 5102. — Le 3 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour renforcer la défense des régions sahariennes, n° 6059. — Le 29 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le reclassement en Algérie et en France des agents de la Banque

de l'Algérie et de la Tunisie, actuellement employés en Tunisie, n° 6440.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *désastre que représenterait la perte de l'Algérie, hommage à M. Lacoste, expansion économique, création de centres sociaux, application du plan de scolarisation, prix de l'énergie, accession des musulmans à la fonction publique, réforme administrative, durée des pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement, aggravation de la situation due à l'abrogation automatique de la loi sur l'état d'urgence par suite de la dissolution, développement de la « personnalité algérienne », interventions étrangères (Égypte, Libye, Maroc espagnol), nécessité d'un « sursaut national »* [9 mars 1956] (p. 787 à 793); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Depreux : approbation de la politique de M. Lacoste ; contradiction entre la politique suivie en Algérie et la politique suivie au Maroc et en Tunisie ; problème des frontières du Maroc ; statut de l'armée française ; ratification de la convention diplomatique avec le Maroc* [5 juin 1956] (p. 2308, 2309); *exportations d'armes vers les pays arabes ; intervention de l'Égypte en Afrique du Nord ; répression de la campagne défaitiste* (p. 2310, 2311); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits ; 2° création de ressources nouvelles ; 3° ratification de décrets : *ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption des articles 14 et 14 bis et pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi : ses observations sur le coup de force du colonel Nasser* [28 juillet 1956] (p. 3722); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *ses observations sur : la situation en Algérie, l'action terroriste du parti communiste algérien, l'échec militaire des rebelles*, [17 octobre 1956] (p. 4188, 4189) ; *la volonté de ceux-ci de porter l'affaire algérienne devant l'O.N.U. et de créer un complexe de culpabilité dans la métropole, les campagnes menées contre les cadres*

administratifs de l'Algérie et contre le Ministre résidant (p. 4190); *l'aide apportée aux rebelles par le Maroc et la Tunisie* (p. 4190); *la nécessité de réprimer les entreprises de démoralisation, la nécessité de réaliser des réformes économiques et politiques créant l'égalité entre les deux communautés, le danger d'adopter une solution fédérale pour l'Algérie avant d'avoir créé un état fédéral disposant d'un pouvoir fort* (p. 4192); — du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité d'amitié de bon voisinage signé entre la France et le Royaume-Uni de Libye: *absence d'une consultation de l'Algérie; traitement discriminatoire réservé à la France (bases anglaises et américaines); date de l'évacuation (controversée)* [22 novembre 1956] (p. 5020); *importance des oasis de Ghat et Ghadamès; absence de clauses prévoyant une réoccupation en cas de conflit; réadaptation nécessaire du dispositif français; mesures prises à cet égard; utilisation des pistes; délimitation des frontières (imprécision du texte, référence à l'arrangement franco-italien du 12 septembre 1919); répercussions dans les tribus touareg; zones de transhumance et trafic caravanier; utilisation des aérodromes; incompatibilité entre l'amitié franco-libyenne et la fidélité de la Libye à la ligue arabe; aide apportée par la Libye aux rebelles algériens; trafic d'armes* (p. 5022); — du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes: *Séparation éventuelle des territoires du sud algérien du reste de l'Algérie (opposition de l'Assemblée algérienne); inopportunité d'un dessaisissement de la 10^e région militaire; danger d'un néo-colonialisme technocratique; représentation des populations dans les organismes prévus par le projet* [13 décembre 1956] (p. 5953, 5954); Art. 5: *Sous-amendement de M. Monteil (partage des compétences entre le délégué général d'une part, et le Ministre résidant en Algérie et les hauts commissaires en A.O.F. et en A.E.F. d'autre part)* [14 décembre 1956] (p. 5991); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française): *Ses observations sur le débat à l'O.N.U. et l'action de la délégation française (rôle de certains journaux)* [21 mars 1957] (p. 1775, 1776); *la politique arabe des Etats-Unis* (p. 1777); *l'aide apportée aux rebelles par la Tunisie et le Maroc, l'organisation future de l'Algérie (élections; arbitrage de la*

France; création éventuelle des pouvoirs exécutifs et législatifs; nécessité de procéder par étapes et de tenir compte des entités locales) (p. 1780, 1781); *la répression nécessaire de la trahison; le prétendu complot d'Alger* (p. 1782). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences que le Gouvernement entend tirer de la découverte à Lyon d'un dépôt d'armes destiné aux terroristes du F.L.N. [14 mai 1957] (p. 2339). — Prend part à la discussion: d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom: *ses explications de vote: discrimination faite dans le traité de marché commun entre les habitants de la France métropolitaine et ceux de l'Algérie, coup de frein à l'industrialisation de l'Algérie* [9 juillet 1957] (p. 3484); — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles: *ses observations sur la nécessité des pouvoirs spéciaux, le terrorisme en métropole, les tragiques événements de Jeumont, la mauvaise application des lois existantes pour Ben Bella et ses complices, l'impunité accordée à un parti* [17 juillet 1957] (p. 3680, 3681, 3682); *la nécessité d'une loi-cadre organique, le danger d'une internationalisation de la question, le discours de Mulhouse* (p. 3682); *conséquences de l'insuffisance des moyens du Gouvernement dans l'assassinat d'Ali Chekhal* (p. 3691). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles l'assassin du président Ali Chekhal a bénéficié de délais tels que l'instruction n'est pas terminée [17 septembre 1957] (p. 4091). — Prend part à la discussion: du projet de loi sur les institutions d'Algérie: *Risques de guerre civile et d'anarchie en cas d'abandon de l'Algérie, responsabilité de la France envers les Algériens tant Français que Musulmans justement inquiets; dangers d'un faux libéralisme et du double-jeu du F.L.N.; opportunité du vote de la loi-cadre dans une période d'amélioration de la situation psychologique; limites de son efficacité («statut de convalescence»), bonne conscience de la France en face l'O.N.U.; leçons données par les expériences du Viet Nam Nord et Sud; précautions à prendre pour éviter que le jeu normal d'institutions étatiques n'aboutissent à*

la sécession (exemple de la Tunisie); analyse des possibilités de séparatisme contenues dans la loi-cadre (dispositions relatives aux autonomies locales, à la délégation des pouvoirs du parlement français, au conseil fédératif, aux possibilités de révision du statut); éventualité d'une république française fédérale [26 septembre 1957] (p. 4383, 4384, 4385); améliorations apportées par la conférence de la Table ronde et la lettre rectificative mais maintien de graves défauts; absence de la représentation des communautés et d'une représentation équitable des minorités (problème du collège unique), nécessité d'insérer le mode électoral dans la loi-cadre (p. 4386, 4387), hommage rendu aux musulmans fidèles, en particulier, à M. Sid Cara: acceptation de toute formule se rapprochant de l'intégration pure et simple de l'Algérie, compatible avec un système de décentralisation locale (p. 4388); ses explications de vote sur la question de confiance; rapidité du vote de confiance, problème des institutions centrales et du collège unique, imprécisions du contenu de la loi électorale future, danger du caractère évolutif du statut, liaison de la politique algérienne avec le reste de la politique étrangère, question de l'armement de la Tunisie (journaux étrangers et discours de M. Bourguiba) [30 septembre 1957] (p. 4454, 4455, 4456); — du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956 et 26 juillet 1957 concernant des mesures exceptionnelles en Algérie: Prétendue démoralisation de l'armée dénoncée par M. Pierre Cot, «rabachage de journaux», hommage aux officiers des secteurs administratifs spécialisés [12 novembre 1957] (p. 4714); accroissement du terrorisme en France, renouvellement des erreurs commises en Algérie, mauvaise utilisation des fonctionnaires compétents, inadaptation de notre système judiciaire compromettant l'efficacité des pouvoirs spéciaux (déclaration d'un haut fonctionnaire), lenteurs apportées dans le rendement des jugements et l'exécution des sentences (p. 4723, 4724), inconcevable faiblesse du Gouvernement (activité des étudiants musulmans en Algérie, publications subversives faites par de hauts fonctionnaires), menace d'une vague de racisme en métropole en l'absence de mesures énergiques de répression du terrorisme (p. 4724, 4725); — du projet de loi sur les institutions de l'Algérie: Offre de médiation des anciens protectorats et intrusion étrangère, signification du vote par le Parlement

d'une loi relative à l'Algérie, création à Alger des institutions, dites fédératives, l'idée d'intégration [26 novembre 1957] (p. 4959, 4960); Art. 19: Son amendement (non-application de la présente loi aux territoires visés par la loi n° 57-27 du 10 janvier 1957 sur l'organisation commune des régions sahariennes [27 novembre 1957] (p. 4999); ses explications de vote sur la question de confiance: réunion du Conseil de gouvernement prévue par le statut de 1947 [29 novembre 1957] (p. 5062); la possibilité de l'intégration, refus de toute médiation ou intrusion étrangère, discours de M. Pineau à l'O. N. U., caractère évolutif de la loi-cadre, impossibilité d'organiser des élections libres si le « cessez-le-feu » n'implique pas la livraison des armes détenues par le F. L. N., offres de bons offices de la Tunisie et du Maroc, aide matérielle et militaire de la Tunisie au F. L. N. en Algérie (p. 5066 à 5069); déroulement des prochaines élections en Algérie (p. 5081); en deuxième lecture: condamnation de Ben Bella en 1949 [24 janvier 1958] (p. 249); Art. 3 et 5: Ses amendements (élections du Gouvernement territorial) [28 janvier 1958] (p. 316, 317); Art. 4: Son amendement (composition du conseil territorial) (p. 317); ses explications de vote: participation des collectivités locales au conseil de communauté (p. 319). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement dans le domaine international, notamment en ce qui concerne les Etats d'Afrique du Nord, le Proche-Orient et l'Alliance Atlantique [3 décembre 1957] (p. 5116); la développe: agression de Sakhiet-Sidi-Youssef, belligérance tunisienne, installation en Tunisie du Comité de coordination et d'exécution du F. L. N., récente loi d'indignité nationale prise par le président Bourguiba; aide tunisienne au F. L. N.; conditions d'un « cessez-le-feu » en Algérie, paiement des armes fournies à la Tunisie, attitude du Maroc et de la Tunisie vis-à-vis de la France à l'O. N. U., respect de la charte des Nations-Unies par la Tunisie, proposition de M. Maurice Schumann relative à la défense de la frontière algéro-tunisienne, mémoire publié dans l'organe du Néo-Destour par des fonctionnaires français destiné à justifier l'abandon de l'Algérie, maintien de l'Algérie dans la communauté française, anti-colonialisme américain (affaire de Suez) [21 janvier 1958] (p. 151 à 155); son ordre du jour (respect du droit international

par le Gouvernement tunisien, cessation de son aide aux rebelles algériens, renforcement de la défense de la frontière algéro-tunisienne, droit de poursuite) [22 janvier 1958] (212, 213). — Est entendu pour un rappel au règlement : *Ouverture d'un débat sur la politique internationale avant l'importante réunion de l'O.T.A.N.* [10 décembre 1957] (p. 5279, 5280). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour lutter contre les agressions commises par les terroristes du F.L.N. et du M.N.A. notamment dans la région lyonnaise [11 décembre 1957] (p. 5294) ; — sur les conditions dans lesquelles certains hauts fonctionnaires ont publié dans la presse tunisienne un rapport destiné à justifier l'abandon de l'Algérie [14 janvier 1958] (p. 2). — Prend part à la discussion des propositions de la Conférence des Présidents : *Problème angoissant des événements d'Afrique du Nord* [14 février 1958] (p. 779) ; — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *Rappel de l'avertissement lancé par le général de Gaulle le 31 décembre 1945, atteinte portée actuellement à notre existence nationale, ouverture de la succession de la France abandonnée par ses amis, mépris de l'étranger pour l'instabilité ministérielle française, désaffection des citoyens, insuffisance des aménagements de détails ne remédiant pas aux défauts fondamentaux de la Constitution, absence d'un régime parlementaire traditionnel, incompatibilité de ce régime avec l'esprit français, détournement du but de la dissolution avec notre mode de scrutin, existence d'un véritable régime d'assemblée à partis multiples, nécessité d'une séparation des pouvoirs, possibilité d'un pouvoir fédéral pour l'Union française, nécessité de maintenir les prérogatives du chef de l'Etat et d'associer une réforme électorale à la réforme constitutionnelle (scrutin majoritaire)* [20 février 1958] (p. 915, 916, 917) ; — sur la fixation de la date de l'interpellation de M. Dides sur le profond malaise qui règne dans les différents services de la police de France après les attentats dont furent victimes les fonctionnaires de la préfecture de police et de la sûreté nationale : *Exaspération et découragement de la police, absence de rigueur des pouvoirs publics, insuffisance des moyens mis à la disposition de la police, jugements d'indulgence et trop nombreuses*

relaxations, impossibilité d'assurer la protection des musulmans dans l'état actuel des textes, activité subversive d'une certaine presse [25 février 1958] (p. 1005, 1006) ; — sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord : *Développement constant de la belligérance tunisienne, renaissance du F.L.N. depuis le début de l'année grâce à l'aide tunisienne, erreur du Gouvernement d'avoir accepté les bons offices de pays ayant livré des armes à la Tunisie, attitude pro-occidentale douteuse de Bourguiba, conséquences de la politique américaine dans le monde arabe, devoir de la France de protéger les musulmans fidèles à la France, analogie avec Munich, attitude partielle des Américains favorable à Bourguiba, concessions inadmissibles demandées aux Français, incertitude sur le sort de Bizerte, non-exigence de la cessation préalable de la belligérance, pression exercée par la lettre du président Eisenhower ; conséquences psychologiques de l'acceptation des bons offices : glissement des musulmans vers le F.L.N., surenchère exercée par le Maroc, acheminement vers l'internationalisation* [15 avril 1958] (p. 2144 à 2146) ; *nécessité, non de reconquérir la Tunisie mais d'obtenir d'elle le respect du droit international, exemple d'Israël repoussant toutes les agressions commises à ses frontières, conséquences dramatiques pour la France d'un abandon de l'Algérie* (p. 2146, 2147) ; *fondement légitime de son opposition au premier projet de loi-cadre* (p. 2152). — Est nommé *Ministre de l'Information* (Cabinet Charles de Gaulle) [7 juillet 1958] (*J. O.* du 8 juillet 1958, p. 6366). = S'excuse de son absence [24 janvier 1956] (p. 61), [17 janvier 1957] (p. 89), [15 novembre 1957] (p. 4822). = Obtient des congés [24 janvier 1956] (p. 61), [17 janvier 1957] (p. 89), [15 novembre 1957] (p. 4822).

SUDREAU (M. Pierre), N. P.

Ministre de la Construction.
(Cabinet Charles DE GAULLE)
du 9 juin 1958 au 8 janvier 1959.

Est nommé *Ministre de la Construction* (cabinet Charles de Gaulle) [9 juin 1958] (*J. O.* du 10 juin 1958, p. 5438).

T



TAMARELLE (M. René), *Député de la Seine-Maritime (1^{re} circonscription) (U.F.F.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160) (1) ; membre de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de l'intérieur [1^{er} mars 1957] (p. 1227), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; Est nommé juré suppléant de la Haute-Cour de la justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 ; modifiée) [29 mai 1956] (p. 2090).

Dépôts :

Le 20 juin 1956, une proposition de résolution tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée Nationale, n° 2261. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 et à compléter l'article 12, alinéa 2, de la loi n° 57-6 du 5 janvier 1957 sur les baux commerciaux, n° 5114. — Le 21 juin 1957, un 2^e rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à la réglementation de l'ouverture et de la fermeture des boulangeries pendant la période des congés annuels payés, n° 5206. — Le 29 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à émettre un

timbre commémoratif pour le centenaire de Lourdes, n° 6431.

Interventions :

Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *choix malheureux de MM. Mendès-France, Mitterrand et Catroux ; inflation ministérielle ; nécessité de réunir les Etats généraux ; réforme et amnistie fiscales ; indivisibilité de l'Union française, sens du mouvement Poujade et attitude adoptée à son égard* [31 janvier 1956] (p. 144 à 146). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à Saint-Pierre et Miquelon [21 février 1956] (p. 395 et 402). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *commémoration de la bataille de Verdun* [23 février 1956] (p. 446). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique agricole et viticole du Gouvernement : *accroissement de la production, écoulement des produits, aide à l'exportation* [15 mars 1956] (p. 970, 971) ; — des conclusions du rapport du 8^e bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Savoie : *sa demande de suspension de séance* [23 mai 1956] (p. 1958) ; — en deuxième lecture, du projet de loi créant le fonds national de solidarité : *ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle, pour l'adoption de l'article premier et pour l'adoption de l'ensemble du projet* [8 juin 1956] (p. 2452) ; — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs ; ses explications de vote : *entreprise dirigiste du projet, tentative de collectivisation de la*

(1) Démissionnaire [26 février 1956] (p. 1144).

construction [19 novembre 1956] (p. 4903) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : *Valeur de l'enseignement secondaire traditionnel : développement nécessaire de l'enseignement scientifique et technique ; insuffisance de l'équipement sportif* [27 novembre 1956] (p. 5171) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Titres III et IV : *utilisation des crédits du fonds d'investissement routier ; suppression du service de paquebots Dieppe-Newhaven et du train de marée Paris-Dieppe* [30 novembre 1956] (p. 5332) ; *ses explications de vote sur les questions de confiance : impuissance et malaisance du système* [10 décembre 1956] (p. 5803 à 5805) ; — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères : *Prélèvement nécessaire sur les ressources du fonds national de solidarité* [20 février 1957] (p. 1024 et 1025) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *ses observations sur la volonté du Gouvernement de peser sur les prix agricoles, le prix du lait, le statut de l'enseignement professionnel agricole, les importations d'œufs, la répartition du carburant* [6 mars 1957] (p. 1335, 1336) ; *ordre du jour de M. Gilbert Martin* [6 mars 1957] (p. 1344) ; — d'une proposition de loi relative au prix du lait ; seconde délibération, Art. 2 : *détermination du prix minimum* [2 avril 1957] (p. 1963, 1964) ; — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Dépose une motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen de la loi-cadre jusqu'à l'audition des explications de M. le Ministre de la Défense nationale sur la déclaration faite par le Ministre résident relative aux conséquences du refus de la loi-cadre en Afrique du Nord, sur l'attitude de la Tunisie et du Maroc* [25 septembre 1957] (p. 4329) ; *maintien de liens indissolubles entre l'Algérie et la France, nécessité d'une administration de l'Algérie analogue à celle de la métropole, compte tenu des différences techniques et religieuses* [26 septembre 1957] (p. 4404) ; — du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956 et 26 juillet 1957 concernant des mesures exceptionnelles en Algérie : *Terrorisme en métropole, nécessité d'améliorer les conditions de vie des musulmans installés en France, insuffisance des pouvoirs spéciaux accordés aux précédents gouvernements* [12 novembre 1957] (p. 4726, 4727) ; — des

conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *ses explications de vote sur la question de confiance : Faiblesse du Gouvernement incapable de tenir ses promesses ; nécessité d'une grande réforme adaptée à l'esprit français* [18 mars 1958] (p. 1624, 1625) ; — d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Inutilité des pouvoirs spéciaux, charges fiscales excessives entraînées par le prochain vote d'impôts nouveaux, voté de grandes réformes ou retrait du Gouvernement au profit d'un Gouvernement de salut national* [20 mai 1958] (p. 2398, 2399).

TANGUY-PRIGENT (M. François), Député du Finistère (S).

*Ministre des Anciens combattants
et Victimes de guerre*

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé : membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160) (1) ; membre suppléant de la Commission des finances [2 juillet 1957] (p. 3112), membre titulaire de cette Commission [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission des pensions [2 juillet 1957] (p. 3112) ; — Est élu représentant de la France à l'Assemblée unique des communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583).

Dépôts :

Le 17 avril 1956, un projet de loi portant modification de l'article L 9-1 du Code des pensions d'invalidité des victimes de la guerre, n° 1462. — Le 15 mai 1956, un projet de loi portant reconduction de la législation sur les emplois réservés, n° 1798. — Le 15 mai 1956, un projet de loi tendant à modifier les articles 7 et 9 de la loi n° 55-356 du 3 avril 1955, n° 1814. — Le 25 juillet 1956, un projet de loi portant modification de l'article L 241 du Code

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).

des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, n° 2645. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi complétant l'article L 319 bis du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre en vue d'autoriser le retrait éventuel des cartes délivrées à tort à des postulants au titre de personne contrainte au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, n° 2804. — Le 30 octobre 1956, un projet de loi tendant à modifier ou à compléter les articles L 296, L 298, L 299 et L 307 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, relatifs au statut du réfractaire, n° 3087. — Le 26 novembre 1956, un projet de loi tendant à autoriser l'octroi de priorités sur certains marchés aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 3329. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107), (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales), annexe n° 22 : rapport sur les crédits des Travaux publics, Transports et Tourisme (III : Marine marchande), n° 6609. — Le 27 mars 1958, une proposition de loi tendant à assurer une sécurité sociale intégrale aux exploitants agricoles non salariés et aux membres de leur famille, n° 7038. — Le 3 juin 1958, une proposition de loi tendant à amender la loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 sur l'enseignement des langues régionales, n° 7242.

Interventions :

Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre* (cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi : concernant l'attribution des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *manifestation du 6 février à Alger* [9 mars 1956] (p. 823, 824, 825) ; — portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Efforts faits par le Gouvernement : fonction des troisième et quatrième tranches du plan quadriennal ; dotation de l'office national et des*

offices départementaux des anciens combattants ; crédits en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord et de la France d'outre-mer ; expansion constante du budget des anciens combattants [22 juin 1956] (p. 2979, 2980) ; Chap. 31-21 : *Amendement indicatif de Mme Rose Guérin (titularisation du personnel temporaire et contractuel)* (p. 2987) ; Chap. 36-51 : *Attribution de la carte de déporté interné de la Résistance* (p. 2991) ; — en troisième lecture, de la proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi, Article unique : *Amendement de M. de Lipkowski tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (nécessité de modifier le statut des victimes du S.T.O.)* [10 octobre 1956] (p. 4096) ; — Répond à une question orale : de M. Deixonne relative à la notification ministérielle en matière de pension militaire d'invalidité [26 octobre 1956] (p. 4340) ; — de M. Triboulet relative à l'application du statut du réfractaire [26 octobre 1956] (p. 4341). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Titres III et IV : *Retards dans la liquidation des dossiers ; réorganisation en cours* [26 novembre 1956] (p. 5099) ; *application de la semaine de cinq jours au personnel du ministère ; suppressions d'emplois ; attribution des cartes de combattant volontaire de la Résistance ; bonifications d'ancienneté en faveur des fonctionnaires résistants, pécule des prisonniers de guerre* (p. 5100) ; *aide aux victimes civiles d'Algérie ; bonifications demandées par les cheminots anciens combattants ; présomption d'origine des maladies contractées par les militaires du contingent ; retraite du combattant ; pension des veuves et ascendants ; attribution de bourses d'enseignement aux pupilles de la nation ; situation de l'Office national des anciens combattants ; composition du conseil d'administration des offices départementaux* (p. 5101) ; *utilisation de centres de réforme ; situation des retraités civils et militaires ; impossibilité d'augmenter les crédits prévus par le Gouvernement ; application du plan quadriennal ; mesures nouvelles décidées par le Gouvernement, augmentation en résultant pour les pensionnés* (p. 5102). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre* (cabinet

Guy Mollet) le 21 mai 1957. Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J.O.* du 14 juin 1957, p. 5923).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles, Article unique : *Amendement de M. Pelleray (composition de la commission départementale de l'exploitation familiale)* [5 décembre 1957] (p. 5174) ; *amendement de M. Fourvel (dérogations à la loi)* (p. 5172, 5173) ; — sur la présentation du Gouvernement du général de Gaulle : *Inopportunité des comparaisons historiques, estime générale portée au général de Gaulle, réformes nécessaires des institutions, pression inadmissible exercée par les factieux et l'armée indisciplinée, silence regrettable du général de Gaulle après la manifestation de la Nation à la République, mythe d'un « homme-miracle », perspective inquiétante d'un totalitarisme repressif ou d'une « grande aventure » en cas d'un départ du général de Gaulle* [1^{er} juin 1958] (p. 2584, 2585).

TARDIEU (M. Julien), Député de la Seine (1^{er} secteur) (I.P.A.S.).

Son élection est validée [13 février 1957] (p. 826). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôt :

Le 26 décembre 1957, une proposition de loi tendant à une réforme du budget de l'Etat, n° 6227.

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales : *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Defferre (création d'une taxe de stationnement des véhicules automobiles sur la voie publique)* [19 mars 1958] (p. 1723). = S'excuse de son absence [19 juillet 1957] (p. 3782). = Obtient un congé [19 juillet 1957] (p. 3782).

TEITGEN (M. Pierre-Henri), Député d'Ille-et-Vilaine (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [30 octobre 1956] (p. 4375), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu : représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [22 février 1956] (p. 434) ; représentant de la France à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [23 février 1956] (p. 470), [26 juin 1956] (p. 3049), [3 juillet 1957] (p. 3195) ; représentant de la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583). — Est désigné par la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité consultatif constitutionnel [22 juillet 1958] (*J.O.* du 23 juillet 1958, p. 6843).

Dépôts :

Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi n° 56-259 du 16 mars 1956 aux terrains agricoles désaffectés après avoir été acquis par voie d'expropriation en vue de la construction d'un aérodrome civil, n° 1624. — Le 17 juillet 1956, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi n° 56-259 du 16 mars 1956 aux terrains agricoles désaffectés après avoir été acquis en vue de la création d'un aérodrome civil, n° 2578. — Le 25 janvier 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3433) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer et énumération des cadres de l'Etat, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 3905. — Le 25 janvier 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3434) en application de l'article

premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 3906. — Le 25 janvier 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956, soumis à l'examen du Parlement (n° 3435) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 3907. — Le 6 mars 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956, examiné en première lecture par le Conseil de la République (n° 4267) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4412. — Le 6 mars 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956, examiné en première lecture par le Conseil de la République (n° 4265), en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4413. — Le 6 mars 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956, examiné en première lecture par le Conseil de la République (n° 4266) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer et énumération des cadres de l'Etat, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4414. — Le 12 mars 1957, une proposition de loi tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 55-141 du 2 février 1955 relative à l'indemnisation des travailleurs victimes des inondations, n° 4474. — Le 22 mars 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956, examiné en deuxième lecture par le Conseil de la République (n° 4632), en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer, fait au nom de la Commission d'outre-mer, n° 4636. — Le 4 avril 1957, un rapport portant

proposition de décision sur le décret n° 57-239 du 24 février 1957, soumis à l'examen du Parlement (n° 4344) en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, arrêtant la liste des offices et établissements publics de l'Etat dans les territoires d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4800. — Le 4 avril 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret du 24 février 1957, soumis à l'examen du Parlement (n° 4359), en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant déconcentration administrative par transfert d'attributions des services centraux du Ministère de la France d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 4801. — Le 3 juillet 1957, un rapport portant proposition de décision sur le décret du 24 février 1957, examiné en première lecture par le Conseil de la République, en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant déconcentration administrative par transfert d'attributions des services centraux du Ministère de la France d'outre-mer, fait au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, n° 5328. — Le 24 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 12 (alinéa 4), 16 (alinéa 2), 34 (alinéa premier) du règlement, n° 5634. — Le 2 juin 1958, un deuxième rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, sur le projet de loi (n° 7232) et la lettre rectificative (n° 7236) au projet de loi relatif aux pleins pouvoirs, n° 7237.

Interventions :

Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* (cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport sur les opérations électorales du Togo (collège unique) : *exercice des libertés dans ce territoire* [2 février 1956] (p. 168). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *décrets-lois et « déchéance officielle et publique » du*

système parlementaire, contrôle de la légalité des décrets par le Conseil d'Etat ; impossibilité de l'assimilation ; « les trois révolutions nécessaires » : distinction des services d'Etat et des services territoriaux, révision des rapports financiers entre la métropole et les territoires d'outre-mer, dissociation des fédérations de territoires ; tutelle des assemblées locales [20 mars 1956] (p. 1072 et suiv.) ; désignation des membres du Conseil de gouvernement et collège unique [21 mars 1956] (p. 1113, 1114) ; Art. 1^{er} : Son amendement (rôle des gouvernements généraux) (p. 1132) ; son amendement (distinction entre les services de souveraineté et les services territoriaux) (p. 1132) ; son amendement (importance des services territoriaux) (p. 1137) ; — des interpellations sur l'Euratom, en qualité d'interpellateur suppléant : Pénurie d'énergie classique, nécessité de recourir aux importations, conséquences financières en résultant ; importance pour la France de disposer de l'énergie nucléaire ; avance provisoire de la France sur l'Allemagne [6 juillet 1956] (p. 3258) ; impossibilité pour la France de mettre au point les meilleurs types de réacteurs avec ses seules ressources financières et dans le cadre de son seul marché national ; nécessité de mettre à la disposition des territoires d'outre-mer l'énergie atomique et de contribuer au développement des pays sous développés ; réalisation des U.S.A. et l'U.R.S.S. dans le domaine de l'énergie atomique (p. 3259) ; accord bilatéral franco-américain : existence de clauses de tutelle comportant des obligations rigoureuses ; système de coopération proposé par l'O.E.C.E. : son caractère partiel et facultatif ; solution de l'Euratom, ses buts : échanges d'informations, développement de la recherche, création des installations que chacun des pays membres ne peut réaliser isolément, établissement d'un code de sécurité, objections à cette solution : attitude de la France Grande-Bretagne et nécessité pour la France de produire des bombes atomiques ; impossibilité de constituer un stock de bombes atomiques comparable à celui des U.S.A., danger de sacrifier l'infrastructure industrielle à ses fabrications militaires (p. 3260) ; nécessité de faire face à une guerre économique, notamment dans les pays sous-développés en développant le potentiel industriel de la France (p. 3261) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : ses observations sur : l'esprit de démission de certains milieux

de la bourgeoisie française qui voudraient abandonner les territoires d'outre-mer, l'évolution des populations d'outre-mer vers l'indépendance, la solution à apporter (distinction entre les affaires relevant de la République dans son ensemble et celles relevant des pouvoirs locaux) [17 octobre 1956]. (p. 4176, 4177) ; la nécessité de mener en même temps une politique de pacification et une politique de réformes en Algérie ; la réforme des institutions : dissolution, gouvernement de législature, réforme de la motion de censure (p. 4178, 4179) ; — d'une proposition de loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public : oppose la question préalable [8 novembre 1956] (p. 4554) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : Question préalable opposée par M. Tournaud [20 novembre 1956] (p. 4941) ; — du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes : Rôle de l'O.C. dans l'amélioration des conditions de vie des populations [13 décembre 1956] (p. 5956) ; Art. 2 : Caractère des pouvoirs attribués au délégué général [14 décembre 1956] (p. 5983, 5984) ; Art. 3 : Caractère purement économique des compétences attribuées à l'O.C. (p. 5984, 5985) ; Art. 5 : Sous-amendement de M. Monteil prévoyant que le délégué général représente le Gouvernement de la République dans les zones sahariennes (p. 5990) ; Art. 7 : Sous-amendement de M. Malbrant (unité de représentation du G.R. dans les territoires d'outre-mer) [14 décembre 1956] (p. 5996) ; Sous-amendement de M. Gaillard (porter à seize le nombre des membres du conseil de direction, laisser la liberté de choisir ceux-ci au Gouvernement (p. 5998) ; Art. 10 : Amendement de M. Hénault tendant à supprimer les dispositions prévoyant que le délégué général prononce les affectations à tous les emplois civils à l'intérieur du périmètre saharien défini à l'article 2 (p. 6014) ; imprécision juridique des dispositions proposées, nature des pouvoirs accordés au délégué général (p. 6015, 6016) ; Art. 11 : Pouvoirs militaires accordés au délégué général (p. 6020) ; Art. 12 : Sa demande de disjonction (autorisation donnée au Gouvernement de passer des conventions avec les Etats limitrophes qui accepteraient les objectifs de l'O.C.) (p. 6020, 6021) ; en deuxième lecture, Art. 5 : Son amendement tendant à retirer au délégué général la qualité de représentant de la République [28 décembre 1956] (p. 6377) ; le modifie (ibid);

— de la proposition de décision sur le décret n° 56-1133 du 13 novembre 1956 relatif aux conventions de longue durée pouvant être passées avec certaines catégories d'entreprises d'outre-mer : *son amendement relatif au règlement des différends résultant de l'application des conventions prévues par le décret susvisé (arbitrage)* [26 décembre 1956] (p. 6239). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique que le Gouvernement compte suivre en matière de construction européenne et plus particulièrement pour aboutir à la signature du traité instituant un Marché commun européen [27 décembre 1956] (p. 6286) ; la développe : *ses observations sur le déclin de l'Europe, les avantages économiques et sociaux des grands espaces, les raisons politiques du marché commun, les garanties apportées à l'économie française : passage non automatique d'une étape à une autre, maintien des subventions à l'exportation et de la taxe sur les importations, harmonisation des charges sociales, notamment égalisation des salaires masculins et féminins et rémunération des heures supplémentaires, les mesures de protection de l'agriculture (prix minima, accords à long terme), l'orientation des investissements, l'harmonisation des politiques économiques nationales, les institutions (conseil des ministres, conseil économique et social, assemblée, Cour de justice), la multiplication des assemblées européennes* [15 janvier 1957] (p. 10, 11, 12), *l'intégration des territoires d'outre-mer, les précautions à prendre à cet égard* (p. 12 à 14). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation des crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, II Services financiers, Chap. 54-90 : *Rachat du poste de radio Europe n° 1* [27 décembre 1956] (p. 6330) ; — des interpellations sur le Marché commun européen : *son ordre du jour* [22 janvier 1957] (p. 217) ; *le retire* (ibid) ; — des propositions de décisions sur treize décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, en qualité de Rapporteur : *Organisation des services de l'Etat et des services territoriaux dans les territoires d'outre-mer ; organisation actuelle, inconvénients* [29 janvier 1957] (p. 362 à 364) ; *distinction proposée entre services de l'Etat et services territoriaux, conséquences pour les finances, le domaine, les fonctionnaires* (p. 364,

365) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les T O.M. et énumération des cadres de l'Etat, en qualité de Rapporteur : *Amendement de M. Juskiwenski visant la rédaction des dispositions concernant les hauts-commissaires, gouverneurs et administrateurs* [30 janvier 1957] (p. 416) ; *amendement de M. Juskiwenski tendant à exclure de la liste des services d'Etat les services de contrôle des frontières, ceux du commerce extérieur et du contrôle des changes, ceux de l'immigration et ceux des relations et des échanges culturels* (p. 417) ; *amendement de M. Juskiwenski tendant à inclure le service des douanes dans la liste des services d'Etat* (p. 418) ; *amendement de M. Senghor tendant à classer comme service d'Etat l'inspection du travail dans la plénitude de ses attributions* [31 janvier 1957] (p. 441) ; *amendement de M. Juskiwenski tendant à exclure les postes et télécommunications d'outre-mer de la liste des services d'Etat ; amendement de M. Senghor tendant à maintenir l'organisation actuelle en ce qui concerne les P.T.T.* (p. 441) ; *amendement de M. Lenormand tendant à exclure de la liste des services d'Etat les capitaineries de ports* (p. 442) ; *amendement de M. Juskiwenski tendant à exclure de la liste des services d'Etat les services du plan et ceux de répartition des produits contingentés ; amendement de M. Sekou Touré ayant le même objet* (p. 443, 444) ; *amendement de M. Senghor tendant à exclure de la liste des services d'Etat le service de l'enseignement supérieur* (p. 445) ; *amendement de M. Senghor tendant à laisser aux territoires la possibilité d'exploiter un émetteur de radiodiffusion* (p. 446) ; *amendement de M. Lisette prévoyant que le Ministre de la France d'outre-mer arrêtera la liste des stations émetteurs de radiodiffusion et de télévision d'Etat* (p. 448) ; *amendement de M. Lenormand tendant à exclure de la liste des services d'Etat le service géologique ; amendements de MM. Juskiwenski et Sekou Touré ayant le même objet* (p. 448, 449) ; *amendement de M. Lenormand prévoyant que dans les territoires d'outre-mer non groupés un décret fixera la nomenclature des services d'Etat* (p. 451) ; *amendement de M. Sekou Touré prévoyant une énumération limitative des services de l'Etat* (p. 452) ; *amendement de M. Sekou Tauré ayant le même objet* (ibid) ; *amendement de M. Sanglier*

tendant à modifier la rédaction des dispositions concernant les chefs de bureau des secrétariats généraux et les chefs de division et attachés de la France d'outre-mer, en demande la réserve (p. 452); amendement de M. Senghor prévoyant que les personnels de l'enseignement supérieur appartiendront au cadre du Ministère de l'Education nationale (p. 453); amendement de M. Lenormand tendant à inclure les géologues de la France d'outre-mer dans la liste des cadres d'Etat (p. 454); amendement de M. Manceau (suppression de la contribution du territoire aux frais de fonctionnement du service du Trésor et à ceux des services d'Etat) (p. 456); amendement de M. Keita tendant à supprimer la contribution des territoires d'outre-mer aux frais de fonctionnement des services de l'Etat, amendement de M. Manceau ayant le même objet [1^{er} février 1957] (p. 481); amendement de M. Senghor tendant à incorporer au domaine du territoire les immeubles affectés au service civil de l'Etat (p. 483); observations sur le cas des huileries construites avec les ressources du F.I.D.E.S. (p. 483); amendement de M. Alduy visant l'établissement de la liste des offices publics (p. 484); amendement de M. Alduy tendant à supprimer la catégorie des services interterritoriaux (p. 485); en deuxième examen, en qualité de Rapporteur [12 mars 1957] (p. 1439); Art. 2: observations sur le service géologique, les services rattachés au commissariat à l'énergie atomique et le service d'assistance technique (p. 1439, 1440); amendement de M. Juskiewenski tendant à exclure le service géologique de la liste des services d'Etat; amendement de M. Saïd Mohamed Cheikh ayant le même objet (p. 1441); Art. 2: Amendement de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à la suppression du service d'assistance technique; amendement de M. Alduy ayant le même objet (p. 1443); inapplicabilité de l'article 10 du décret organique aux dispositions créant un service d'assistance technique (p. 1445); Art. 5: Amendement de M. Dronne tendant à inclure parmi les cadres de l'Etat le cadre des chefs de division et des attachés de la France d'outre-mer (p. 1446, 1447); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 fixant les conditions de formation et de fonctionnement des conseils de gouvernement en A.O.F. et en A.E.F.: Constitutionnalité des propositions de la commission [30 janvier 1957] (p. 423, 424); son amendement prévoyant que le Conseil

de Gouvernement a la faculté de démissionner s'il estime ne plus avoir la confiance de l'Assemblée territoriale [2 février 1957] (p. 539); en qualité de Rapporteur: Nouvelles propositions de la commission sur la responsabilité du conseil de Gouvernement (p. 543, 544); amendement de M. Dia prévoyant que le vice-président nomme les ministres et est responsable devant l'Assemblée territoriale (p. 545); stabilité nécessaire des conseils du Gouvernement (p. 548); amendement de M. Llante prévoyant que le conseil de Gouvernement doit démissionner s'il n'a plus la confiance de l'Assemblée territoriale (p. 549); demande de réunion de la commission présentée par M. Kriegel-Valrimont (p. 553); seconde délibération (p. 554); — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer, en qualité de Rapporteur: Amendement de M. Alduy visant l'organisation des cadres de complément; amendement de Sekou Touré ayant le même objet [1^{er} février 1957] (p. 487); amendement de M. Alduy tendant à limiter l'africanisation des cadres aux postes et fonctions dont les titulaires sont nommés par voie de concours (p. 488); amendement de M. Senghor tendant à prévoir l'existence de services et de cadres interterritoriaux (p. 489); amendement de M. Manceau prévoyant l'avis conforme de l'assemblée territoriale pour l'organisation des services publics territoriaux (p. 491); amendement de M. Manceau tendant à supprimer la référence aux cadres provinciaux (cas de Madagascar) (p. 492); amendement de M. Sanglier tendant à appliquer le statut général des fonctionnaires aux agents intégrés dans les cadres territoriaux (ibid.); amendement de M. Malbrant ayant le même objet (ibid.); amendement de M. Bayrou tendant au maintien des cadres généraux de la France d'outre-mer (p. 494); en deuxième examen, en qualité de Rapporteur, Art. 4: Amendement de M. Buron tendant à limiter à 66 0/0 la proportion des Africains dans les cadres de fonctionnaires de l'Etat; amendement de M. Alduy tendant à limiter à 50 0/0 cette même proportion [12 mars 1957] (p. 1449); amendement de M. Buron (suppression des dispositions limitant l'africanisation des cadres aux postes dont les titulaires sont recrutés par voie de concours) (ibid.); en troisième examen, en qualité de

Rapporteur [26 mars 1957] (p. 1843) ; Art. 4 : *Africanisation des cadres, avantages accordés aux fonctionnaires originaires des territoires de l'océan Pacifique et de l'océan Indien* (ibid) ; *interprétation de l'article premier de la loi-cadre* (p. 1845) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* : *Amendement de M. Senghor tendant à rejeter le décret susvisé* [1^{er} février 1957] (p. 504) ; en dixième examen en qualité de *Rapporteur* [12 mars 1957] (p. 1452) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A.O.F. et de l'A.E.F. : *amendement de M. Naudet tendant à faire du haut-commissaire le seul représentant du Gouvernement pour l'ensemble des territoires du groupe* [1^{er} février 1957] (p. 508, 509) ; *amendement de M. Naudet prévoyant que le haut-commissaire est dépositaire des pouvoirs de la République pour l'ensemble des territoires du groupe* (p. 510) ; *amendement de M. Coquel tendant à retirer au haut-commissaire le pouvoir de négocier des conventions intéressant le groupe de territoires* (p. 511, 512) ; *amendement de M. Coquel tendant à retirer au haut-commissaire le pouvoir d'attribuer les permis de recherches minières* (p. 515) ; *amendement de M. Naudet tendant à donner un pouvoir d'arbitrage au grand conseil en cas de conflit entre les assemblées territoriales* (p. 521) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de Gouvernement et des Assemblées territoriales en A.O.F. et en A.E.F. : *Amendement de M. Lisette prévoyant que le vice-président préside le conseil de Gouvernement en l'absence du chef de territoire* [2 février 1957] (p. 573) ; *amendement de M. Llante prévoyant que le vice-président présente chaque année à l'Assemblée territoriale un rapport sur l'activité du conseil de Gouvernement* (p. 574) ; *amendement de M. Lisette prévoyant qu'un conseiller de Gouvernement peut coordonner les activités de plusieurs de ses collègues* ; *observations sur les pouvoirs conférés au vice-président* (p. 576, 577) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Coquel prévoyant que le Conseil de Gouvernement accorde sur délibération de l'assemblée territoriale les permis de recherches minières du type B* (p. 578) ; — de la proposition de décision

sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de Madagascar : *Amendement de M. Hamon prévoyant l'avis conforme de l'assemblée représentative pour la négociation des conventions diplomatiques intéressant Madagascar* [2 février 1957] (p. 588) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions du conseil de Gouvernement et de l'assemblée représentative de Madagascar : *Amendement de M. Alduy tendant à faire participer les représentants de toutes les provinces au conseil de Gouvernement* [2 février 1957] (p. 597) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de province et des assemblées provinciales de Madagascar : *seconde délibération* : *Amendement de M. Sanglier tendant à porter à six le nombre des membres des conseils provinciaux* [2 février 1957] (p. 606) ; — d'un projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail, Art. 1^{er} : *Son amendement (pouvoirs et compétence du médiateur)* [5 février 1957] (p. 666) ; — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères, Art. 12 bis : *Sous-amendement de M. Tourtaud (non-application de la majoration aux cigarettes gauloises et au tabac gris)* [7 mars 1957] (p. 1365, 1366) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (constitution) : *ses observations sur l'instabilité gouvernementale, l'inefficacité du Parlement, le discrédit des institutions devant l'opinion, la nécessité d'une intervention du Gouvernement en matière de révision constitutionnelle* [14 mars 1957] (p. 1596 à 1598) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents [15 mars 1957] (p. 1622) ; — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Situation de la France par rapport à celle de ses partenaires, nécessité d'une utilisation pacifique de l'énergie atomique, absence de l'Angleterre et des pays scandinaves de la communauté, richesses de la « petite » Europe, caractéristiques du pool vert, conséquences du refus de ratification, harmonisation des charges sociales, fiscales ; développement de nos investissements : spécialisation et reconversion, résultats du marché commun du charbon et de l'acier, association de l'Europe et de l'Afrique, modernisation de l'Afrique dans le cadre d'une solidarité européenne* [6 juil-

let 1957] (p. 3362 à 3366) ; *l'autorité politique commune et les républicains sociaux* (p. 3368) ; *motion préjudicielle de M. Caillavet (situation et obligations des participants en cas de réunification de l'Allemagne)* (p. 3409) ; — d'un projet de loi sur les institutions d'Algérie ; ses explications de vote sur la question de confiance : *Méfiance des Français d'Algérie envers le régime, légitimité des revendications des musulmans fidèles, avantages du principe du fédéralisme interne et des structures prévues par le projet* [30 septembre 1957] (p. 4447, 4448) ; — du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956 et 26 juillet 1957 concernant des mesures exceptionnelles en Algérie. Article unique : *Son amendement tendant à limiter au 1^{er} avril 1958 la reconduction des pouvoirs spéciaux* [12 novembre 1957] (p. 4729) ; *nécessité d'accorder au Gouvernement, pendant un certain temps, des pouvoirs lui permettant de vérifier des informations relatives à certains faits contraires à la morale et à l'intérêt national et de prendre les mesures nécessaires au rétablissement de la légalité et de la moralité* (p. 4729, 4730) ; *le retire* (p. 4730) ; *Article additionnel de M. Le Pen tendant à arrêter et à poursuivre tous les individus coupables d'avoir encouragé le terrorisme ou tenté de discréditer les forces du maintien de l'ordre au moyen de déclarations publiques* (p. 4736) ; — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : ses explications de vote : *Nécessité de voter ces mesures indispensables au redressement de notre monnaie et de notre économie, conséquences néfastes d'une crise pour notre situation politique intérieure et internationale* [19 novembre 1957] (p. 4884) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification des articles 12, 16 et 34 du règlement : *Nombre de députés nécessaire pour constituer un groupe à l'Assemblée Nationale* [6 décembre 1957] (p. 5221, 5222) ; — d'interpellations relatives au bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef : ses explications de vote : *Aide apportée aux rebelles algériens par le Gouvernement tunisien* [11 février 1958] (p. 681) ; — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle, Art. 1^{er} : *Contre-projet de M.M. Reynaud, Faure et Pleven, recherche de la stabilité ministérielle, abandon du Gouvernement d'assemblée et du système des minorités de rencontre* [21 février 1958] (p. 955) ; *critiques*

des modalités de la question de confiance (p. 955, 956) ; — d'urgence d'un projet de loi relatif à la représentation française à l'Assemblée unique des communautés européennes : *Motifs réels du désir nouveau des communistes de participer aux assemblées européennes* [4 mars 1958] (p. 1192) ; Art. 2 : *Amendement de M. de Menthon tendant à faire élire un nombre de suppléants égal à celui des titulaires : simple anticipation d'élections partielles, compatible avec le traité ; qualité des successeurs désignés des suppléants* (p. 1193) ; — d'urgence d'un projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : explications de vote : *Moyen de défendre la République* [16 mai 1958] (p. 2380) ; — du projet de loi sur la reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Reconduction nécessaire de ces lois faisant partie de la légalité républicaine* [20 mai 1958] (p. 2409) ; — sur la présentation du Gouvernement du général de Gaulle : *Apaisement apporté par les récentes déclarations du général de Gaulle* [1^{er} juin 1958] (p. 2591) ; — d'urgence d'un projet de loi et d'une lettre rectificative relatifs aux pleins pouvoirs, en qualité de *Rapporteur* : *Attribution des pleins pouvoirs au Gouvernement actuel seulement, caractère réglementaire des dispositions prises dans le cadre de ces pleins pouvoirs, définition de leur champ d'application, contrôle de l'urgence par le Conseil d'Etat* [2 juin 1958] (p. 2612) ; Article unique : *Amendement de M. Ballanger tendant à substituer aux mots « la législation électorale », les mots « le code électorale » ; domaine plus vaste du code électorale comportant des dispositions réglementaires pouvant être prises par décret* (p. 2615) ; *amendement de M. Tixier-Vignancour tendant à rétablir la législation électorale dans le domaine des pleins pouvoirs ; impossibilité d'établir une législation électorale par décret* (ibid.) ; — d'urgence des conclusions d'un rapport relatif à la modification de l'article 90 de la Constitution, Article unique : *Sous-amendement de M. Ballanger à l'amendement de M. Apithy précisant que le Parlement comporte nécessairement une chambre élue au suffrage universel direct ; distinction entre les fonctions du Président du Conseil et celles du Président de la République* [2 juin 1958] (p. 2623). = *S'excuse de son absence* [8 juin 1956] (p. 2451), [20 juin 1956] (p. 2772),

[12 juin 1957] (p. 2682), [18 octobre 1957] (p. 4510), [16 janvier 1958] (p. 57). = Obtient des congés [8 juin 1956] (p. 2451), [20 juin 1956] (p. 2772), [12 juin 1957] (p. 2682), [18 octobre 1957] (p. 4510); [16 janvier 1958] (p. 57).

TEMPLE (M. Emmanuel), Député de l'Aveyron (I. P. A. S.)

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre de la Commission des territoires d'Outre-mer [31 janvier 1956] (p. 164) (1), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre de la Commission des affaires économiques [7 février 1956] (p. 214); membre suppléant de la Commission des finances [4 octobre 1957] (p. 4502); — Est élu représentant suppléant à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 février 1956] (p. 458).

Dépôts :

Le 31 janvier 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que dans toutes les villes où un service du logement a été établi, il soit créé des centres d'accueil pour les familles sans logis et pour les isolés, **n° 258**. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à instituer une plus juste rémunération du travail, **n° 4953**. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à la réforme du régime de l'entreprise pour une plus juste rémunération du travail et un accroissement de la production, **n° 4954**. — Le 19 décembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15, paragraphe I, du décret n° 55-465 du 30 avril 1955, fixant le chiffre d'affaires des artisans et petits commerçants susceptibles de bénéficier d'un régime fiscal simplifié, **n° 6202**. — Le 13 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le plus tôt possible la perception à son taux normal de la taxe à la valeur ajoutée sur la margarine, **n° 7105**.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau relatif

aux opérations électorales du département d'Indre-et Loire : *Son amendement (vacance du siège contesté)* [7 mars 1956] (p. 724); *recours au suffrage universel en cas d'invalidité, volonté de MM. Genton, Tremouilhe et Chamant de retourner devant leurs électeurs au cas où l'Assemblée les proclamerait élus* (p. 727, 728, 729); — du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *rétablissement de l'ordre, augmentation de l'armée de métier* [8 mars 1956] (p. 767 à 769); — d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *l'organisation du marché agricole, la crise viticole, les exportations, le revenu national paysan* [15 mars 1956] (p. 958 à 960); — d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'Outre-mer, Art. 12 : *Son rappel au règlement (recherche d'une solution transactionnelle en matière de collège unique)* [22 mars 1956] (p. 1206); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets : *ses observations sur l'équipement de l'armée de terre en avions Potez 75; la construction d'engins blindés de reconnaissance et d'A.M.X.; le blindage des camions, le logement des troupes en Algérie pendant l'hiver; la nécessité de renforcer l'armée de métier; le rôle des tirailleurs algériens* [24 juillet 1956] (p. 3558, 3559); Section guerre, Etat F, Chap. 53-71 : *amendement de M. Margueritte tendant à rétablir le montant des autorisations de programme demandé par le gouvernement (acquisition de véhicules automobiles, fabrication des Potez 75 et des engins blindés de reconnaissance)* [26 juillet 1956] (p. 3660, 3661); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Titres III et IV : *Classement en catégorie B des conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts-et-chaussées* [30 novembre 1956] (p. 5346); Art 15, Etat D, AGRICULTURE : *Equipement de l'agriculture; organisation des marchés agricoles; fixation du prix du lait; libération des importations de viande* [3 décembre 1956] (p. 5423, 5424); Art. 21, Etat I et J, DÉPENSES MILITAIRES, section commune : *Pénurie de cadres subalternes; rôle de l'infanterie dans une guerre atomique; fabrication des avions Potez; dispersion des recherches en matière d'engins auto-propulsés* [6 décembre 1956] (p. 5601, 5602); — du

(1) Démissionnaire [3 février 1956] (p. 204).

projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes : *Droits de la France sur les territoires, l'attribution des concessions d'exploitation, la répartition des produits* [13 décembre 1956] (p. 5952); — des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses observations sur la synchronisation entre la suppression progressive des droits de douane et l'harmonisation des charges sociales, les précautions particulières à prendre en faveur de l'agriculture (politique agricole commune, fixation des prix minima)* [17 janvier 1957] (p. 110, 114), *les débouchés nouveaux offerts aux produits agricoles, l'inopportunité d'une dévaluation, le problème de l'Eurafrique* (p. 112); — d'un projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile, Art. 1^{er} : *Son amendement (non application de l'art. 33 D du Livre I^{er} du Code du travail aux chefs d'établissements agricoles faisant effectuer occasionnellement un travail de courte durée à domicile)* [12 février 1957] (p. 799, 800); *ses explications de vote* [13 février 1957] (p. 831); — des interpellations sur la politique générale du gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : *Ses observations sur les solutions politiques envisagées pour l'Algérie, l'enlèvement du capitaine Moureau, le mirage de l'indépendance, les conséquences des excès commis en Algérie*, [26 mars 1957] (p. 1863, 1864); — d'une proposition de loi relative à l'organisation des élections à l'Assemblée locale de la Côte française des Somalis, Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant tendant à permettre aux militaires et marins ayant au moins six mois de présence de participer aux élections territoriales* [4 avril 1957] (p. 2063); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Nécessité d'équilibrer notre balance commerciale, plan de production pour chaque pays (lait et vin), impossibilité pour la France d'une éventuelle zone de libre échange, problème démographique (population chinoise)* [4 juillet 1957] (p. 3240, 3241, 3242); — d'une proposition de résolution concernant l'aide aux victimes des calamités publiques : *Sinistre récent dans l'Aveyron; rôle du crédit agricole; financement du fonds de solidarité agricole* [19 juillet 1957] (p. 3799); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Bouxom et Bonte sur la grève des employés de banque : *Son rappel au règlement (vote sur l'ordre du jour de M. Bouxom)*

[23 juillet 1957] (p. 3886); — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : ses explications de vote : *destin républicain de la France, imprécision de la déclaration du Général de Gaulle* [16 mai 1958] (p. 2380). = S'excuse de son absence [17 avril 1956] (p. 1274) [19 novembre 1957] (p. 4867), [16 janvier 1958] (p. 57). = Obtient des congés [17 avril 1956] (p. 1274), [19 novembre 1957] (p. 4867), [16 janvier 1958] (p. 57).

TEULÉ (M. Mathieu), Député de l'Hérault (U. F. F.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [16 novembre 1956] (p. 4767); de la Commission des affaires étrangères [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 11 avril 1957, une proposition de loi tendant à maintenir par dérogation à l'article 89 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956, la taxe piscicole, n° 4849. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution de M. Courrier et plusieurs de ses collègues (n° 6293) tendant à inviter le Gouvernement à consentir des dégrèvements fiscaux, en particulier en ce qui concerne la patente et le forfait, en faveur des cidriers à façon et de bouilleurs ambulants dont l'activité est réduite ou nulle par suite des mauvaises récoltes de fruits, n° 7283.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de Loi DE FINANCES pour 1957; ses explications de vote sur les questions de confiance : *Insuffisance du budget des P.T.T.* [10 décembre 1956] (p. 5805); — sur la présentation du gouvernement Antoine Pinay : *Absence de solution aux problèmes fiscaux et sociaux, nécessité d'une*

réformé fiscale [18 octobre 1957] (p. 4523, 4524).

THAMIER (M. Henri), *Député du Lot (C.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale, [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture des crédits nécessaires aux constructions scolaires du premier degré, **n° 343 (rectifié)**. — Le 1^{er} juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 26 février 1956, sur la proposition de résolution de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'autorisation de construire des bibliothèques et salles de dessin dans les écoles primaires, **n° 2036**. — Le 1^{er} juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à créer à Paris un Musée de la Résistance, de la libération et de la déportation, **n° 2037**. — Le 5 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 174) de MM. Jean Cayeux, Gosset et Bacon, tendant à réserver aux travaux de décoration 10/0 des crédits affectés à la construction des bâtiments publics, **n° 2067**. — Le 22 juin 1956, un rapport au nom de la Commission chargée d'enquêter sur les opérations électorales du département de l'Aube (4^e siège), **n° 2325**. — Le 27 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des planteurs de tabac l'essence indispensable à la livraison de leur récolte, **n° 3684**. — Le 7 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les crédits pour 1957 du Ministère de l'Éducation nationale, l'article 15 de la loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956 et le décret n° 57-92 du

30 janvier 1957 portant blocage de crédits, **n° 4075**. — Le 6 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 3834) de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les droits acquis des personnels logés de l'Éducation nationale (deuxième degré), **n° 4420**. — Le 29 mai 1957, une proposition de loi tendant à créer, à l'Institut national des sports, une section de formation d'entraîneurs sportifs recrutés particulièrement parmi les champions français, **n° 5078**. — Le 20 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix minimum du tabac à la production à 450 francs le kilo, **n° 5945**. — Le 13 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 5078) de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à créer, à l'Institut national des sports, une section de formation d'entraîneurs sportifs recrutés particulièrement parmi les champions français, **n° 6154**. — Le 17 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder dès la livraison une prime exceptionnelle de 50 francs par kilo de tabac aux planteurs pour la campagne 1957-1958 **n° 6342**. Le 3 juin 1958 un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 5864) de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à unifier et à simplifier le régime de subventions pour les constructions scolaires de l'enseignement primaire, **n° 7280**.

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du département de l'Aube [20 janvier 1956] (p. 49). — Prend part à la discussion des conclusions : de ce rapport [2 février 1956] (p. 169) ; — du rapport sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription) : *apparemment conclu entre les listes de l'U. D. C. A., souveraineté de l'Assemblée en matière de validations* [3 février 1956] (p. 195 à 197). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [9 mars 1956] (p. 783) ; *abrogation de la loi Barangé, fermeture des usines d'Assailly dans la Loire* [16 mars 1956] (p. 1011 1012). —

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 42-22 : *Subvention en faveur de la rencontre internationale prévue entre étudiants à Saint Céré* [13 juin 1956] (p. 2575) ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Politique suivie depuis 1947 dans le domaine de l'éducation nationale ; acharnement des hommes de droite contre l'école laïque ; mesures prises contre les instituteurs partisans de la négociation en Algérie ; problème du recrutement des instituteurs et des professeurs ; situation de la recherche scientifique ; développement de l'éducation physique ; revendications des petits personnels de l'éducation nationale ; nécessité d'augmenter massivement les crédits pour réaliser la réforme de l'enseignement* [14 juin 1956] (p. 2612 à 2616) ; Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. Garaudy (augmentation des traitements des maîtres de l'enseignement supérieurs)* (p. 2631) ; Chap. 31-12 : *Amendement indicatif de Mme Grappe relatif aux revendications des professeurs chargés de l'enseignement agricole aux élèves-maîtres* (p. 2635) ; Chap. 31-34 : *Amendement indicatif de M. Tourtaud (création nécessaire de 20.000 postes d'instituteurs)* [15 juin 1956] (p. 2649) ; Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (recrutement et situation des professeurs d'éducation physique)* (p. 2655) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 34-12 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin (augmentation des crédits de matériel destiné à l'enseignement supérieur)* (p. 2657) ; Chap. 34-51 : *Achat de matériel destiné à l'éducation physique* (p. 2658) ; Chap. 43-52 : *Son amendement indicatif (subvention aux organisations d'éducation populaire)* (p. 2666) ; Chap. 43-53 : *Amendement indicatif de M. Perche (augmentation des subventions aux sociétés sportives ; rétablissement de la subvention à la fédération sportive et gymnique du travail)* (p. 2667) ; Chap. 43-72 : *Amendement indicatif de Mlle Rumeau relatif au prélèvement de 10/0 en faveur des artistes* (p. 2668) ; Chap. 56-10 : *Amendement indicatif de M. Garaudy (équipement scientifique de l'enseignement supérieur)* (p. 2670) ; Chap. 56-80 : *Son amendement indicatif (restauration des monuments historiques)* (p. 2671) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 66-30 : *Son amendement indicatif relatif à l'attribution*

des subventions pour la construction de cours complémentaires (p. 2672) ; — des conclusions du rapport de la Commission chargée de procéder à une enquête sur les opérations électorales du département de l'Aube (4^e siège), en qualité de *Rapporteur* [12 juillet 1956] (p. 3409, 3410) ; *ses observations sur les chiffres avancés par M. Garet et sur l'impossibilité de vérifier les résultats de certaines communes* (p. 3412, 3413) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la proposition de loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public* [26 octobre 1956] (p. 4337) ; — d'une proposition de loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public : *Question préalable opposée par M. P. H. Teitgen* [8 novembre 1956] (p. 4556) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art 14, Etat C, EDUCATION, NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : *Difficultés possibles pour la rentrée de 1957 ; effectifs trop élevés des classes ; répercussion sur la santé des instituteurs* [27 novembre 1956] (p. 5163) ; *situation des normaliens et des instituteurs remplaçants ; réforme de l'enseignement (article de M. Fourastié dans le bulletin de l'éducation nationale)* (p. 5164) ; *composition de la délégation française aux Jeux olympiques de Melbourne ; équipement sportif de la France ; aide aux collectivités locales construisant des stades* (p. 5165) ; — d'un projet de loi relatif à la création à Lyon d'un institut national des sciences appliquées, Art. 2 : *Son amendement (formation des ingénieurs I.M.S.A.S. et I.M.S.A.T., préparation aux diplômes universitaires)* [5 février 1957] (p. 639) ; — d'une proposition de résolution tendant à la création de jeux de l'Union française : *Equipeement sportif de la France* [19 février 1957] (p. 985) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *ses observations sur la culture du tabac (assurance récolte, paiement des planteurs, augmentation nécessaire du prix, extension des lois sociales, importation de tabac étranger)* [5 mars 1957] (p. 1291 et 1292) ; — de l'interpellation de M. Viatte sur la politique scientifique du Gouvernement : *Ordre du jour de M. Cogniot (création d'une commission d'enquête)* [13 mars 1957] (p. 1566). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons qui ont amené le Gouvernement à prévoir un

voyage officiel du premier magistrat de la République auprès du Pape [9 avril 1957] (p. 2102). — Prend part à la discussion : sur les propositions de la Conférence des Présidents [14 mai 1957] (p. 2340, 2341); — d'un projet de loi sur la réforme de l'enseignement public : *Son rappel au règlement (audition par priorité du rapporteur de la commission saisie au fond)* [24 juillet 1957] (p. 3944, 3945); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Prix du tabac à la production* [26 décembre 1957] (p. 5541, 5542). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles a été fixé le prix du tabac à la production pour la campagne 1957-1958 et sur la nécessité d'accorder une prime exceptionnelle de 50 francs par kilog. aux planteurs [17 janvier 1958] (p. 114). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements. EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS : *Insuffisance des autorisations de programme en vue du troisième plan de modernisation, crédit nécessaire à la réforme de l'enseignement, construction de cours complémentaires, problème des crédits déconcentrés, enseignement technique, équipement sportif, colonies de vacances, centre national de la recherche scientifique, enseignement supérieur, équipement social* [8 mars 1958] (p. 1363, 1367); *nécessité de consacrer un sixième du budget à l'éducation nationale* (p. 1371, 1372). — Dépose une demande d'interpellation (avec demande de fixation immédiate de la date de discussion) sur les conditions regrettables dans lesquelles a été fixé le prix du tabac à la production pour la campagne 1957-1958 [25 mars 1958] (p. 1922).

THÉBAULT (M. Henri), Député de la Charente (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des pensions [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu secrétaire de la Commission de la famille, de la population et de la

santé publique [10 février 1956] (p. 254). — Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 3 février 1956, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 8 de la Constitution, n° 275. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à faciliter pour les diminués physiques l'accès aux concours et examens de la fonction publique, n° 340. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à l'organisation du marché de l'orge, n° 759. — Le 29 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi tendant à accorder aux producteurs agricoles, victimes des calamités atmosphériques, un moratoire pour le paiement de leurs impôts et de leurs charges sociales, n° 858. — Le 3 mai 1956, une proposition de loi tendant à la réglementation de la pratique de l'échange blé contre pain, n° 1748. — Le 31 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux agriculteurs victimes du gel, une prime de réensemencement pour l'orge, n° 2010. — Le 3 août 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser l'échange céréales secondaires-pain, n° 2793. — Le 3 août 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans les programmes scolaires des enseignements primaire, secondaire et technique, l'étude des prescriptions du Code de la route, n° 2794. — Le 3 août 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les fusées paragrêles de toutes les taxes et impôts qui frappent les poudres, n° 2795. — Le 3 août 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux organismes stockeurs de blé et aux négociants en grains agréés les crédits indispensables pour leur permettre de consentir aux agriculteurs sinistrés par le gel des avances de semences de blé payables après la récolte, n° 2796. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour mettre la main-d'œuvre nécessaire à la disposition des

cultivateurs que le rappel des disponibles met dans l'impossibilité d'accomplir leurs travaux, n° 2833. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exempter des cotisations d'allocations familiales et des cotisations vieillesse les travailleurs indépendants encore en activité après 65 ans, n° 2834. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la détaxe des carburants agricoles (essence et pétrole) et à instituer une subvention pour encourager les agriculteurs à changer leurs tracteurs à essence contre des tracteurs à fuel ou à transformer ces matériels par échange du moteur, n° 2835. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre au profit des invalides civils, bénéficiaires de la loi du 2 août 1949 (dite loi Cordonnier) le droit de recevoir gratuitement les appareils de prothèse dont ils ont besoin, n° 2848. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à autoriser les pensionnés militaires pour tuberculose (guerre et hors guerre) à passer le concours pour un emploi réservé au cours de la première période triennale de soins, n° 2849. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à établir la parité pour l'allocation dite de tierce personne quelle que soit l'origine de l'invalidité, n° 2850. — Le 16 octobre 1956, une proposition de loi tendant à régler la situation douloureuse des familles eurasiennes réfugiées d'Indochine, actuellement installées dans les baraquements ayant abrité des prisonniers de guerre et des détenus de droit commun, à Le Vigeant (Vienne), n° 2957. — Le 8 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures d'application des primes de rendement aux personnels communaux, n° 4459. — Le 20 juin 1957, une proposition de loi tendant à établir un scrutin uninominal à deux tours et à diminuer le nombre des députés, n° 5193. — Le 20 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour que la création de nouvelles voies routières ne cause pas de préjudices importants aux activités commerciales de certains centres urbains, n° 5197. — Le 27 décembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier les limites du chiffre d'affaires pour l'application du régime forfaitaire en matière de bénéfices industriels et commerciaux, n° 6288. — Le

19 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à émettre un timbre-poste commémoratif du centenaire des apparitions de Lourdes, n° 6649.

Interventions :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *justice scolaire* [17 février 1956] (p. 354) ; *propose de surseoir au débat sur les validations pendant trois mois* [9 mars 1956] (p. 782). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement [13 mars 1956] (p. 894) : *ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Lalle, les prix agricoles, le parti communiste et l'exploitation familiale agricole* [15 mars 1956] (p. 989) ; — des conclusions des deuxième et troisième rapports supplémentaires du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Manche : *apparemment du front républicain et de la liste du groupement pour la réforme de l'Etat et de la défense des libertés électorales en Charente* [25 avril 1956] (p. 1529, 1530) ; — d'une proposition de résolution relative au prix du blé : *prime aux petits exploitants pour l'orge et le seigle* [4 mai 1956] (p. 1767) ; — du projet de loi créant le fonds national de solidarité : *ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article premier, de l'article 10 et de l'ensemble du projet : volonté du Gouvernement de lutter contre l'inflation, nécessité de le soutenir* [5 mai 1956] (p. 1802) ; — d'un projet de loi portant amnistie au Cameroun, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gautier tendant à étendre l'amnistie aux faits ayant entraîné une peine d'emprisonnement dont la durée est inférieure ou égale à vingt ans* [11 décembre 1956] (p. 5837). — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *ses explications de vote sur la question de confiance : réforme nécessaire mais insuffisante ; nécessité de rendre au législatif et à l'exécutif leur place respective par l'instauration d'un régime du genre présidentiel* [18 mars 1958] (p. 1621). = S'excuse de son absence [29 mai 1956] (p. 2065), [23 octobre 1956] (p. 4277), [16 juillet 1957] (p. 3626), [28 octobre 1957] (p. 4581), [26 novembre 1957] (p. 4931), [16 mai 1958] (p. 2372). = Obtient des congés

[29 mai 1956] (p. 2065), [16 juillet 1957] (p. 3626), [28 octobre 1957] (p. 4581), [26 novembre 1957] (p. 4931), [16 mai 1958] (p. 2372).

THIBAUD (M. Marcel), *Député de la Loire (C)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 17 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement les mesures nécessaires afin de surseoir à la fermeture de l'usine d'Assailly (Loire), **n° 572**. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 modifiée par la loi n° 54-892 du 2 septembre 1954 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, **n° 1481**. — Le 5 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer en catégorie B les inspecteurs préposés au contrôle de la salubrité des viandes et des denrées alimentaires, **n° 2064**. — Le 31 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 63 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 afin de majorer la pension de l'assuré qui ayant demandé la liquidation de sa pension à l'âge de 60 ans a continué de travailler et de cotiser postérieurement à cet âge, **n° 2721**. — Le 26 octobre 1956, une proposition de loi tendant à rendre effective l'application de la loi du 21 juin 1936 instituant la semaine de quarante heures dans les établissements industriels et commerciaux et fixant la durée du travail dans les mines souterraines, sans qu'il puisse en résulter une diminution des salaires des ouvriers et des employés, **n° 3066**. — Le 1^{er} février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement les mesures nécessaires afin que des usines du cycle de Saint-Etienne puissent continuer leur activité et maintenir l'ensemble des personnels dans leur emploi, **n° 3992**. — Le 26 février 1957, une proposition de loi tendant

à rendre obligatoire pour la Caisse nationale d'assurances sur la vie le remboursement de toutes cotisations versées en vue de la constitution d'une retraite en cas de changement du régime de retraite, **n° 4288**. — Le 26 février 1957, une proposition de loi tendant à assimiler aux pensions de retraites, pour l'application de la taxe proportionnelle, les retraites complémentaires versées par les employeurs et à mettre à la charge de ces derniers le versement forfaitaire prévu à l'article 231 du Code général des impôts, **n° 4300**. — Le 3 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de la Loire, victimes des violents orages de grêle des 20, 21, 22 et 23 juin 1957, **n° 5313**. — Le 11 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faciliter le départ des travailleurs en congés, **n° 5448**. — Le 17 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder chaque année aux vieux et aux vieilles, invalides, infirmes, grands malades et aveugles une allocation annuelle de chauffage de 5.000 francs à partir du 1^{er} novembre 1957, **n° 5730**. — Le 7 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour la réintégration des mineurs-agents mensuels des mines licenciés au cours des grèves qui se sont déroulées avant le 2 janvier 1956, **n° 5877**. — Le 28 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, lors de la détermination du montant du forfait en ce qui concerne les bénéficiaires industriels et commerciaux, à tenir compte des incidences de l'arrêt du 27 août 1957, **n° 6012**. — Le 14 janvier 1958, une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux dispositions envisagées en vue de la fermeture du trafic voyageurs sur la ligne de la S.N.C.F. Bonson—Sembadel (Loire), **n° 6309**. — Le 5 février 1958, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 5784) de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur la sécurité sociale et l'article 68 de la loi du 30 octobre 1946 sur la réparation des accidents du travail, **n° 6501**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés: *les luttes ouvrières et les bénéfices patronaux* [23 février 1956] (p. 449, 450); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 46-42 : *ses observations sur la situation des travailleurs d'origine nord-africaine* [12 juin 1956] (p. 2490); Chap. 66-40 : *amendement indicatif de M. Renard relatif à l'utilisation des crédits pour la réadaptation et le reclassement de la main-d'œuvre* (p. 2492). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative aux mesures que le Gouvernement compte prendre contre les responsables des brutalités policières dont ont été victimes, le 1^{er} mai, les travailleurs de Saint-Etienne [15 juin 1956] (p. 2648). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux (redevance tréfoncière) : *ses observations sur les droits des tréfonciers du département de la Loire; le cas du conseil municipal de Saint-Etienne et l'exploitation du bassin houiller de la Loire* [3 juillet 1956] (p. 3159); — d'un projet de loi relatif à la modification de l'art. 23 du Livre I^{er} du Code du travail : *Durée du délai-congé en cas de licenciement* [6 février 1957] (p. 699); Art. I^{er} : *son amendement (licenciement pour faute grave et droit au délai-congé)* [7 février 1957] (p. 729, 730). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale une question orale relative aux conditions d'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (interprétation de la circulaire ministérielle n° 62-S.S. du 10 août 1955) [22 février 1957] (p. 1067); — à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à la réunion organisée par Union et fraternité française à St-Etienne [5 juillet 1957] (p. 3287, 3288). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'allocation annuelle de chauffage aux vieux et aux vieilles, invalides, infirmes, grands malades et aveugles : *Aggravation de la situation des vieux par suite de la hausse des prix, versement de l'augmentation de l'indemnité parlementaire au fonds national de vieillesse* [10 décembre 1957] (p. 5260, 5261); — en troisième lecture, d'un projet de loi relatif à la

modification de l'art 23 du Livre I^{er} du Code du travail, Art. I^{er} : *amendement de Mme Lefebvre tendant à fixer à six mois le temps de présence des travailleurs dans une entreprise pour pouvoir prétendre au bénéfice d'un mois de délai-congé* [7 février 1958] (p. 608). — Dépose une demande d'interpellation sur les hausses successives du prix du vin [6 mars 1958] (p. 1246).

THIBAUT (M. Edouard), Député du Gard
(M. R. P.)

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Vice-Président de la Commission des boissons [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 7 mars 1956, un rapport au nom de la Commission des boissons sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 15 février 1956, sur la proposition de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse et d'appréciation des vins signée à Paris le 13 octobre 1954, n° 1048. — Le 15 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas rétablir les interdictions de circuler hors de certaines zones régionales, n° 3767. — Le 4 mars 1958, une proposition de loi tendant à permettre au Gouvernement de reclasser certaines localités dans les zones territoriales de salaire, en attendant la suppression complète des abattements de zones, n° 6770.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés : *ses explications de vote sur les questions de confiance, fractionnement des congés accordés au personnel du bâtiment, accord Renault, les zones de salaires, procédure de la question de confiance rendue nécessaire par l'instabilité de la majorité soutenant le Gouvernement* [28 février 1956] (p. 541, 542); — sur les propositions de la

conférence de présidents : *Discussion de la proposition de loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public* [26 octobre 1956] (p. 4336); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à modifier l'art. 23 du Livre I^{er} du Code du travail, Art. 1^{er} : *amendement de M. Philippe-Vayron tendant à exiger une ancienneté de six mois pour le délai-congé* [25 juin 1957] (p. 2949); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Avantages sociaux des travailleurs français, résultats du pool charbon-acier, situation de l'industrie française par rapport aux industries des autres pays membres, le chômage* [4 juillet 1957] (p. 3270, 3271, 3272); — sur les proposition de la conférence des présidents : *Inscription à l'ordre du jour de la réforme de l'enseignement* [12 juillet 1957] (p. 3567). = S'excuse de son absence [12 juin 1957] (p. 2682). = Obtient un congé [12 juin 1957] (p. 2682).

THIRIET (M. Jules), Député de la Moselle
(I. P. A. S.).

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1962). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [28 novembre 1957] (p. 5023). — Est élu Vice-Président de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [18 octobre 1957] (p. 4537). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les opérations électorales du département de la Réunion [20 février 1958] (p. 930).

Dépôts :

Le 7 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n^o 51-1116 du 21 septembre 1951 sur les redevances domaniales dues à l'Etat pour occupation de bâtiments provisoires, n^o 2092. — Le 12 novembre 1957, une proposition de loi tendant à considérer au regard de la sécurité sociale, leur vie durant, comme enfants à la charge de leurs parents, ceux

atteints d'une infirmité les plaçant dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins, n^o 5888.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 5 : *Revision des normes fixées par l'habitat rural* [19 novembre 1956] (p. 4817); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « compte tenu de la situation locale du marché de la construction »* (p. 4841); Art. 12 : *Retards apportés par l'administration à la liquidation des dommages de guerre* (p. 4850); en deuxième lecture, son rappel au règlement : *Inutilité d'une discussion générale* [11 avril 1957] (p. 2185). = S'excuse de son absence [12 juin 1957] (p. 2682), [5 décembre 1957] (p. 5152). = Obtient des congés [12 juin 1957] (p. 2682), [5 décembre 1957] (p. 5152).

THOMAS (M. Alexis), Député de la Seine
(2^e circonscription) (N. I.).

Son élection est validée [26 mai 1958] (p. 2476).

THOMAS (M. Eugène), Député du Nord (S.).

Secrétaire d'Etat aux P. T. T.

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957,

Secrétaire d'Etat aux P. T. T.

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957,

Secrétaire d'Etat aux P. T. T.

(Cabinet Félix GAILLARD)

du 11 novembre 1957 au 14 mai 1958,

Ministre des P. T. T.

(Cabinet Charles DE GAULLE)

du 9 juin 1958 au 8 janvier 1959.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161) (1).

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux P. T. T.* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 : P. T. T. : *Structure du budget des P. T. T.* ; *Augmentation des dépenses* ; *Création d'emplois* ; *Mesures nécessaires au maintien de l'équilibre en 1957* ; *Revendications de certaines catégories du personnel* [20 juin 1956] (p. 2774 à 2776) ; *Motion préjudicielle de M. Schaff tendant à surseoir à l'examen des chapitres du budget des P. T. T. jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* (p. 2779) ; *Réforme du corps des employés* ; *Attribution de la prime de risque au personnel de la distribution et aux agents des lignes* ; *Augmentation des effectifs* (p. 2779) ; Etat E, Chap. 1000 : *Problème de l'évaluation des recettes* (p. 2785) ; *Amendement indicatif de M. Coutant relatif à la politique sociale de l'administration des P. T. T.* (p. 2786) ; *Amendement indicatif de M. Coutant (étalement sur cinq mois de la période des congés)* (p. 2787) ; *Amendement indicatif de M. Coutant (Extension de la loi des quarante heures aux services des P. T. T.)* (p. 2788) ; *Amendement indicatif de M. Coutant relatif à la situation des contrôleurs provisoires du cadre de l'administration centrale* (p. 2789) ; Chap. 1010 : *Création d'un cadre unique pour les inspecteurs adjoints et les inspecteurs des P. T. T.* (p. 2789) ; *Amendement indicatif de M. Coutant relatif à la transformation d'emplois d'agents d'exploitation en emplois de contrôleurs* (p. 2790) ; Chap. 1030 : *Amendement indicatif de M. Coutant relatif à l'Ecole supérieure des P. T. T.* (p. 2792) ; Etat E, Chap. 1060 : *Amendement indicatif de Mme Reyraud (Transformation d'emplois de facteur-chef en emplois d'agents de surveillance)* (p. 2795) ; *Amendement indicatif de M. Dufour relatif à la situation du personnel des lignes* (p. 2795) ; Chap. 1080 : *Amendement indicatif de M. Coutant (Octroi d'un statut aux surveillants de nuit du service téléphonique)* (p. 2797) ; *Amendement indicatif de Mme Reyraud tendant à la suppression de la responsabilité des receveurs distributeurs pendant leur congé* (p. 2802) ; Chap. 1110 : *Sa demande de rétablissement du crédit disjoint par la Commission des finances*

(p. 2803) ; Chap. 1130 : *Demande de disjonction de M. de Tinguay (Situation des gérants d'agences postales)* (p. 2807) ; Etat F, Chap. 53-20 : *Renforcement des réseaux urbains de téléphone* (p. 2810) ; Art. 61 : *Article additionnel de M. Barthélemy tendant à une réforme du service de distribution et d'acheminement des P. T. T. fondée sur la création d'un emploi unique de commis* [22 juin 1956] (p. 2924) ; Etat A, Chap. 1020 : *Amendement indicatif de M. Barthélemy (Réforme du cadre des inspecteurs pour la création de la carrière unique)* (p. 2975) ; *Amendement indicatif de M. Barthélemy (Fixation à 30.000 fr. de la prime de résultat d'exploitation)* (p. 2975, 2976) ; *Amendement indicatif de Mme Prin (Relèvement des indices de traitement des agents d'exploitation)* (p. 2977) ; Chap. 1040 : *Amendement indicatif de M. Noël (Indice de traitement des courriers convoyeurs et entreposeurs)* (p. 2977) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 18, Etats G et H, P. T. T. : *Déficit du budget* ; *Amélioration de la situation du personnel* ; *Créations d'emplois* ; *Recettes nouvelles nécessaires* [7 décembre 1956] (p. 5695 à 5697) ; *Attitude de la fédération postale C. G. T.* ; *Ampleur de l'effort consenti en faveur du personnel, intégration des agents d'exploitation dans le corps des contrôleurs* (p. 5713) ; *Tarif des transports de journaux par voie aérienne* (p. 5714). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux P. T. T.* (Cabinet Guy Mollet) le 21 mai 1957. Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux P. T. T.* (Cabinet Bourges-Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083).

En cette qualité :

Répond à une question orale de M. Ulrich relative au mécontentement qui règne parmi le personnel de son administration et les mesures qu'il envisage de prendre pour satisfaire les légitimes revendications de ses agents [21 juin 1957] (p. 2851). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat aux P. T. T.* (Cabinet Bourges-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux*

P. T. T. (Cabinet Félix Gaillard) [11 novembre 1957] (*J. O.* du 12 novembre 1957, p. 10594).

En cette qualité :

Répond à une question orale : de M. Gabelle relative à l'intégration d'agents des *P. T. T.* dans les grades de contrôleur et de contrôleur des installations électro-mécaniques [6 décembre 1957] (p. 5208) ; — de M. Pleven relative aux prêts aux communes rurales pour la réfection de la voirie vicinale [6 décembre 1957] (p. 5210) ; — de M. Lafay relative à l'octroi de crédits à moyen terme pour la modernisation des entreprises commerciales [6 décembre 1957] (p. 5211) ; — de M. Monin relative à la tombola du bonheur organisée au « profit des sinistrés et des mal logés » [6 décembre 1957] (p. 5211, 5212) ; — de M. Desson relative à l'assurance-recettes à la production de films cinématographiques [6 décembre 1957] (p. 5212). — Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Léon Dagain prononcé par M. Le Troquer, *Président* [14 janvier 1958] (p. 2). — Répond à la question orale : de M. Gautier-Chaumet relative à l'achat à l'étranger de matériel pour le service des chèques-postaux [14 février 1958] (p. 771) ; — de M. Damasio relative aux porteurs français d'obligations de l'emprunt de la ville de Tokio 5 0/0 1912 [21 mars 1958] (p. 1831) ; — de M. Billat relative à l'indemnisation de certains officiers ex-prisonniers de guerre [21 mars 1958] (p. 1831) ; — de M. Klock relative au maintien des tarifs postaux de la catégorie « imprimés » au profit des éditions Hemmerlé [21 mars 1958] (p. 1833). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux P. T. T.* (Cabinet Félix Gaillard) [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Est nommé *Ministre des P. T. T.* (Cabinet Charles de Gaulle) [9 juin 1958] (*J. O.* du 10 juin 1958, p. 5438).

THOME-PATENOTRE (Mme Jacqueline),
Sénateur (R.G.R.)

*Sous-Secrétaire d'Etat à la Reconstruction
et au logement*

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Interventions :

Est nommée *Sous-Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au logement* (Cabinet Bourgès-

Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Vahé, relative au refus de l'attribution d'un logement à un jeune ménage [12 juillet 1957] (p. 3565). — Présente sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au logement* (cabinet Bourgès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957, (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

THORAL (M. Ennemond), *Député de la Loire (S.)*

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160) (2) ; de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161) (1) [12 juin 1957] (p. 2682), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de l'agriculture [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 8 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. — Les propositions de loi : 1° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 2114) tendant à assurer l'approvisionnement en semences des producteurs de céréales victimes des gelées ; 2° de M. Soury et plusieurs de ses collègues (n° 2843) tendant à l'octroi d'un prêt de semences de blé d'automne aux producteurs dont l'exploitation a un revenu cadastral ne dépassant pas 40.000 francs ; II. — La proposition de résolution de M. Henri Thébault (n° 2796) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux organismes stockeurs de blé et aux négociants en grains agréés les crédits indispensables pour leur permettre de consentir aux agriculteurs sinistrés par le gel des avances de semences de blé payables après la récolte, n° 3183.

(1) Démissionnaire [3 février 1956] (p. 204).

(2) Démissionnaire [29 mai 1957] (p. 2637).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi créant le fonds national de solidarité, en qualité de *Rapporteur pour avis : Indépendance de la mutualité agricole* [24 avril 1956] (p. 1502, 1503); Art. 7 : *son amendement déterminant le plafond des ressources suivant les dispositions de la loi du 10 juillet 1952 pour tous les agriculteurs dont le revenu cadastral initial ne dépasse pas 750 francs* [3 mai 1956] (p. 1703); Art 24 : *son amendement tendant à supprimer cet article (agrément par l'Etat des directeurs et agents comptables des organismes de la mutualité agricole)* (p. 1734); — d'une proposition de loi tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux : *redevance tréfoncière* [3 juillet 1956] (p. 3160).

THOREZ (M. Maurice), *Député de la Seine (4^e circonscription) (C.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45).

Dépôts :

Le 25 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la politique de fermeture des centres d'apprentissage et à rouvrir les centres publics fermés depuis 1948, **n° 1956**. — Le 6 février 1958, une proposition de loi tendant au déclassement des terrains militaires du fort d'Ivry-sur-Seine pour y construire un hôpital intercommunal et un hospice de vieillards, **n° 6518**.

TINGUY (M. Lionel de), *Député de la Vendée (M. R. P.)*

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 236). = Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Vice-Président de la Commission des finances [10 février 1956] (p. 254), [4 octobre 1957] (p. 4504); — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entre-

prises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [48 octobre 1957] (p. 4537).

Dépôts :

Le 23 octobre 1956, une proposition de loi tendant à rétablir l'autonomie municipale en ce qui concerne la taxe additionnelle à la taxe locale, **n° 3021**. — Le 31 octobre 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 31 du Code général des impôts relatif à la détermination du revenu imposable en ce qui concerne les propriétés immobilières, **n° 3123**. — Le 18 décembre 1956, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 5 de la loi n° 56-331 du 27 mars 1956 concernant les remboursements de trop-perçu en matière de prestations de retraites, **n° 3599**. — Le 28 mars 1957, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947, par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'article 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955, examen d'ensemble de la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte au cours des années 1952 à 1955, **n° 4703**. — Le 10 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Pourtalet et plusieurs de ses collègues (n° 666) tendant à l'ouverture d'un crédit de 10 milliards de francs pour l'aide immédiate aux producteurs agricoles sinistrés par le gel : 2° de M. Beauguitte (n° 785) tendant à accorder des dégrèvements fiscaux à certaines catégories d'agriculteurs et d'horticulteurs ; 3° de Mme Germaine Degron et plusieurs de ses collègues (n° 1901) tendant à mettre à la charge de l'Etat la réparation des dommages causés par les inondations ; 4° de M. Jean-Raymond Guyon et Le Floch (n° 4840) relative à la réparation des dégâts causés par les tempêtes de février 1957 ; 5° de M. Bruyneel et plusieurs de ses collègues (n° 5033) tendant à accorder une aide financière aux vignerons victimes des gelées ; 6° de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues (n° 5202) tendant à ouvrir un crédit de 20 milliards de francs en vue de la

réparation des dommages subis par les personnes physiques et les collectivités locales et départementales, ainsi que l'indemnisation des travailleurs salariés privés de leur emploi du fait des graves inondations survenues en juin 1957 dans les départements des Hautes-Alpes, de la Savoie, des Basses-Alpes et des Alpes-Maritimes ; 7° de M. Pesquet (n° 5217) tendant à venir en aide aux vignerons victimes des gelées ; 8° de M. Gourdon et plusieurs de ses collègues (n° 5230) tendant à venir en aide aux viticulteurs sinistrés en 1957 ; II Les propositions de résolution : 1° de M. Vassor (n° 207) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'ouragan qui a sévi en Indre-et-Loire dans la nuit du 29 au 30 décembre 1955 ; 2° de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues (n° 293) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours d'urgence aux horticulteurs floraux et maraîchers de la Côte d'Azur, dont les cultures ont été détruites par le froid ; 3° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 345) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un premier secours d'urgence de 500 millions de francs et à prendre diverses mesures en faveur des sinistrés du gel, dans le département des Pyrénées-Orientales ; 4° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 364) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à affecter un crédit d'un milliard de francs afin d'accorder, pour les départements des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse et du Gard, des secours d'urgence et des indemnités aux agriculteurs et ouvriers agricoles ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février 1956 ; 2° à leur accorder certains prêts à taux réduit et des exonérations d'impôts ; 5° de M. Puy et plusieurs de ses collègues (n° 509) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de deux milliards de francs et à prendre d'urgence certaines mesures d'ordre fiscal en faveur des agriculteurs, arboriculteurs, horticulteurs, maraîchers et primeuristes du département du Var, sinistrés par le gel dans le courant du mois de février 1956 ; 6° de M. Bernard Manceau (n° 527) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et maraîchers de Maine-et-Loire ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février, en leur accordant le bénéfice de prêts à taux réduit et de dégrèvements d'impôts ; 7° de M. Vassor (n° 528) tendant à inviter le Gouvernement à venir en

aide aux agriculteurs et maraîchers d'Indre-et-Loire ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février en leur accordant le bénéfice des prêts à taux réduit et de dégrèvements d'impôts ; 8° de MM. Toubanc, de Sesmaisons et Reingard (n° 529) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et maraîchers de la Loire-Inférieure ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février en leur accordant le bénéfice des prêts à taux réduit et de dégrèvements d'impôts ; 9° de M. Boquefort et plusieurs de ses collègues (n° 571) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés du gel dans le département de l'Aude ; 10° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 573) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours d'urgence aux maraîchers de la région bordelaise, dont les cultures ont été détruites par les gelées ; 11° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 574) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours d'urgence aux ostréiculteurs du bassin d'Arcachon, dont les parcs à huîtres ont subi d'énormes dégâts du fait du froid et de la tempête ; 12° de M. Gosnat et plusieurs de ses collègues (n° 575) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours d'urgence, à faciliter l'octroi de prêts du crédit maritime et à accorder des exonérations fiscales aux ostréiculteurs de Charente-Maritime (Oléron, Marennes, Ré) dont les parcs à huîtres ont subi d'énormes dégâts du fait du froid et de la tempête ; 13° de MM. Faggianelli, Giacobbi et Arrighi (n° 620) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs, maraîchers et exploitants agricoles, victimes en Corse des calamités provoquées par les dernières intempéries ; 14° de M. André Bigouin (n° 621) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs, ostréiculteurs et maraîchers de la Charente-Maritime ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février en leur accordant le bénéfice de prêts à taux réduit et de dégrèvements d'impôts ; 15° de M. Francis Vals (n° 623) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 250 millions et à prendre d'urgence certaines mesures d'ordre fiscal en faveur des agriculteurs, maraîchers et viticulteurs du département de l'Aude, victimes des dégâts causés par le gel dans le courant du mois de février 1956 ; 16°

de M. Jean Lainé (n° 625) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et maraîchers de l'Eure ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février en leur accordant le bénéfice de prêts à taux réduit et de dégrèvements d'impôts ; 17° de M. Sourbet (n° 667) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux ostréiculteurs ayant subi des pertes du fait du froid ; 18° de M. Max Brusset (n° 688) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une indemnité pour les dégâts subis à la suite des gelées du mois de février par les ostréiculteurs de la Charente-Maritime et de la Gironde ; 19° de MM. Mazier et Mao (n° 691) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat et à prendre d'urgence certaines mesures dans le domaine du crédit, de la fiscalité et de la commercialisation, en faveur des cultivateurs des départements des Côtes du Nord et du Finistère sinistrés par le gel dans le courant du mois de février 1956 ; 20° de M. Liquard (n° 692) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux ostréiculteurs, viticulteurs, maraîchers et agriculteurs de la Gironde ; 21° de M. Penoy (n° 716) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés du gel dans le département des Ardennes ; 22° de M. Paquet (n° 740) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de l'Isère, des régions de Sablons, Saint-Marcellin, Vienne, Sonnay, Bellegarde-Poussieu, Ville-sous-Anjou, victimes d'orages de grêle sans précédent au cours des mois d'août et septembre 1955 ; 23° de M. Paquet (n° 742) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de l'Isère victimes du gel du mois de février 1956 ; 24° de M. Jacques Féron (n° 839) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jardiniers, maraîchers et horticulteurs pépiniéristes des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, victimes des intempéries pendant le mois de février 1956 ; 1° un secours de 500 millions de francs ; 2° des crédits à long terme et à taux réduit ; 3° des facilités pour le règlement de leurs impositions fiscales ; 25° de M. Edouard Daladier (n° 921) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs, maraîchers et viticulteurs du département de Vaucluse, victimes des gelées de janvier et février 1956, en leur accordant des dégrèvements

d'impôts et des prêts à faible intérêt ; 26° de M. Le Floch (n° 936) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux ostréiculteurs français et plus particulièrement aux ostréiculteurs du bassin d'Arcachon, victimes des intempéries du mois de février 1956 ; 27° de MM. Quinson et Jean-Paul David (n° 958) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des départements de Seine et Seine-et-Oise, victimes des gelées de février 1956 ; 28° de M. Maton et plusieurs de ses collègues (n° 1059) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un premier secours d'urgence de 200 millions aux sinistrés ; 2° à indemniser les travailleurs réduits au chômage par suite des graves inondations qui viennent de ravager l'Avesnois et le bassin de la Sambre ; 29° de M. Bricout (n° 1060) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une indemnité aux victimes des inondations du département de l'Aisne ; 30° de M. Sauer et plusieurs de ses collègues (n° 1061) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux victimes des inondations du département de l'Aisne ; 31° de M. Girardot et plusieurs de ses collègues (n° 1163) tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux cultivateurs du département des Basses-Alpes, sinistrés par le gel ; 32° de M. François Benard (n° 1272) tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux producteurs agricoles et aux collectivités locales du département des Hautes-Alpes, sinistrés par le gel ; 33° de M. Marcel-Edmond Naegelen (n° 1344 rectifié) tendant à inviter le Gouvernement à apporter, dans les plus brefs délais, une aide aux agriculteurs du département des Basses-Alpes, victimes du gel ; 34° de M. Nisse (n° 1372) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des inondations de mars 1956 dans le département du Nord ; 35° de M. Dorey (n° 1623) tendant à inviter le Gouvernement à apporter dans les plus brefs délais une aide aux agriculteurs du territoire de Belfort, victimes du gel ; 36° de M. Lespiau et plusieurs de ses collègues (n° 1680) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de 250 millions aux gemmeurs de la forêt de Gascogne ; 37° de M. André Beauguitte (n° 1724) tendant à inviter le Gouvernement à faire reporter le paiement de l'impôt sur les bénéfices agricoles ; 38° de MM. Lamarque-Cando et Jean-Raymond

Guyon (n° 1761) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux gemmeurs des Landes de Gascogne des indemnités en compensation des grands froids de février 1956 ; 39° de M. Llante et plusieurs de ses collègues (n° 1809) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une aide exceptionnelle d'un milliard aux exploitants familiaux, fermiers et métayers du département de la Haute Garonne, sinistrés par le gel ; 40° de M. Llante et plusieurs de ses collègues (n° 1972) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés des orages du département de l'Ariège ; 41° de M. Félix Roquefort et plusieurs de ses collègues (n° 2005) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés de la grêle dans le département de l'Aude ; 42° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 2116) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide efficace aux exploitants agricoles du département de l'Isère victimes d'inondations au cours de l'hiver 1954-1955, d'orages de grêle en août-septembre 1955 et du gel de février 1956 ; 43° de M. Paquet (n° 2284) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de l'Isère éprouvés par le cyclone de juin 1956 qui a dévasté la vallée du Grésivaudan ; 44° de M. Raymond Mondon (Réunion) et plusieurs de ses collègues (n° 2306) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux planteurs victimes de la sécheresse dans la région Sous-le-Vent du département de la Réunion ; de MM. Guy Dessod et Titeux (n° 2622) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 40 millions et à prendre d'urgence certaines mesures d'ordre fiscal en faveur des agriculteurs du département des Ardennes, victimes des dégâts causés par les orages dans le courant du mois de juillet 1956 ; 46° de M. Vallin et plusieurs de ses collègues (n° 2654) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux exploitants agricoles de la région du Beaujolais victimes des orages de grêle ; 47° de M. Laborbe (n° 2687) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs du Rhône victimes des orages de grêle au mois de juillet 1956 ; 48° de M. Grandin (n° 2695) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de la Manche victimes des chutes de grêle du mois de juillet

1956 ; 49° de M. Tourtaud et plusieurs de ses collègues (n° 2696) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux exploitants agricoles du département de la Creuse victimes des orages de grêle ; 50° de M. René Penoy (n° 2812) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan qui, le 10 août 1956, a dévasté la région de Vouziers et de Douzy, dans le département des Ardennes ; 51° de M. Gilles Gozard (n° 2837) tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des dégrèvements d'impôts et à indemniser les cultivateurs du département de l'Allier sinistrés par l'orage de grêle du 6 septembre 1956 ; 52° de M. Pierre Monnerville et plusieurs de ses collègues (n° 2876) tendant à inviter le Gouvernement à allouer d'urgence une indemnité exceptionnelle pour réparer les dommages mobiliers et immobiliers causés par le cyclone du 11 août 1956 à la Guadeloupe ; 53° de M. Tirolien et plusieurs de ses collègues (n° 3057) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence : 1° une subvention exceptionnelle pour réparer les dommages mobiliers et immobiliers causés par le cyclone du 11 août qui a ravagé le département de la Guadeloupe ; 2° des indemnités, sous forme de prêts d'honneur pour les victimes du sinistre et des termes et délais pour le paiement de leurs impôts ; 3° un moratoire aux agriculteurs, débiteurs de bonne foi, pour le paiement de leur créance à la Caisse du crédit agricole ; 54° de M. Lespiau et plusieurs de ses collègues (n° 3084) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de 500 millions de francs aux gemmeurs de la forêt de Gascogne victimes d'une perte de salaire pour la campagne de gemmage 1956 ; 55° de M. Guy La Chambre et plusieurs de ses collègues (n° 3135) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 300 millions pour venir efficacement en aide aux sinistrés de certaines communes d'Ille-et-Vilaine, atteintes par l'orage de grêle du 10 août 1956 ; 56° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 3215) tendant à inviter le Gouvernement à venir efficacement en aide aux exploitants familiaux agricoles de l'Isère, victimes des gelées de février et des intempéries de l'été et de l'automne 1956 ; 57° de M. Penoy (n° 3778) tendant à inviter le Gouvernement à récompenser les courageux sauveteurs et les employés

de la S.N.C.F. à Sézanne (Marne) pour leur attitude lors de la catastrophe survenue en gare le 9 janvier 1957 et à procéder à l'indemnisation des sinistrés et des victimes de cette catastrophe ; 58° de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues (n° 4009) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour venir en aide à la population de la commune de La Roque-Gageac (Dordogne) ; 59° de M. Guy Desson et plusieurs de ses collègues (n° 4024) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes et réparer les dégâts causés au domaine public dans les départements des Ardennes et de la Corrèze par les récents glissements de terrain ; 60° de M. Georges Bonnet (n° 4073) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux sinistrés victimes des éboulements de rochers survenus à La Roque-Gageac (Dordogne) ; 61° de M. Ihuel et plusieurs de ses collègues (n° 4107) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder sans délai une subvention exceptionnelle pour réparer les dommages mobiliers et immobiliers causés par le cyclone du 9 février 1957 qui a ravagé le département du Morbihan ; 2° à consentir aux victimes du sinistre des délais pour le paiement de leurs impôts ; 62° de M. Jean Guillon (n° 4133) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de la rupture d'une digue dans le département de la Loire-Inférieure ; 63° de M. Dorgères-D'Halluin (n° 4149) tendant à inviter le Gouvernement à apporter d'urgence des secours aux habitants sinistrés de la région de Redon ; 64° de M. Nerzic et plusieurs de ses collègues (n° 4173) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des aménagements fiscaux pour les victimes directes ou indirectes des inondations ; 65° de MM. Marcellin et Cadic (n° 4175) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 60 millions de francs pour venir en aide à la population des régions du Morbihan dévastées par un cyclone, le samedi 9 février 1957, et à accorder des délais pour le paiement de leurs impôts aux victimes du sinistre ; 66° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues (n° 4185) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux sinistrés, victimes de la tempête et des inondations des 14, 15, 16 et 17 février 1957 dans le département de la Gironde ; 67° de M. Gosnat et plusieurs de ses collègues (n° 4201) tendant à inviter le Gouvernement à prendre

les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de la tempête qui, dans la nuit du 14 au 15 février 1957, a dévasté le littoral du département de la Charente-Maritime ; 68° de M. Jean Guillon (n° 4227) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des inondations et de la tempête qui ont sévi dans le département de la Loire-Inférieure ; 69° de M. Charles Margueritte (n° 4228) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes de la tempête et des inondations des 15, 16 et 17 février 1957 ; 70° de M. d'Astier de la Vigerie (n° 4278) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux personnes victimes des inondations, notamment dans le département d'Ille-et-Vilaine ; 71° de M. Max Brusset et plusieurs de ses collègues (n° 4282) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux victimes de la violente tempête qui, dans la nuit du 14 au 15 février 1957, a dévasté le littoral du département de la Charente-Maritime ; 72° de M. Bouyer et plusieurs de ses collègues (n° 4309) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une aide aux victimes de la terrible tempête qui a dévasté le littoral et une partie du département de la Charente-Maritime ; 73° de M. Garnier et plusieurs de ses collègues (n° 4310) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés de la crue du Doubs ; 74° de M. Bouyer et plusieurs de ses collègues (n° 4333) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des aménagements fiscaux aux ostréiculteurs et mytiliculteurs victimes de la tempête qui a sévi sur le littoral atlantique, l'estuaire de la Gironde et le bassin d'Arcachon les 14 et 15 février 1957 ; 75° de M. Vallin et plusieurs de ses collègues (n° 4395) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les victimes des inondations et les collectivités locales du département du Rhône éprouvées par la crue d'une exceptionnelle ampleur de février 1957 ; 76° de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues (n° 4396) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés des inondations du département du Nord ; 77° de M. Penoy (n° 4399) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes et réparer les dégâts causés aux

domaines publics et privés dans le département des Ardennes par les récents glissements de terrains ; 78° de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues (n° 4484) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés de la crue du Rhône, dans les départements de l'Ardèche et de la Drôme ; 79° de M. Casanova et plusieurs de ses collègues (n° 4572) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés de la récente crue de la Seine et de la basse Seine, dans le département de Seine-et-Marne ; 80° de M. Arthur Conte (n° 4820) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs sinistrés par l'orage de grêle du 23 mars dans le département des Pyrénées-Orientales ; 81° de M. Gilles Gozard (n° 4911) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés par le gel de la mi-avril, dans le département de l'Allier et à les faire bénéficier de dégrèvements fiscaux ; 82° de M. Casanova et plusieurs de ses collègues (n° 4974) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des récentes gelées du département de Seine-et-Marne ; 83° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 4990) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours immédiats aux sinistrés de la région béarnaise où un violent orage de grêle a causé de sérieux dégâts aux récoltes ; 85° de M. Courrier et plusieurs de ses collègues (n° 4998) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux vigneron du département de l'Aube, de la région champenoise et de toutes les régions viticoles victimes des gelées ; 85° de M. Jean Turc (n° 5006) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés par le gel dans le département de Maine-et-Loire et à les faire bénéficier de dégrèvements fiscaux ; 86° de M. Perroy (n° 5007) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés par le gel dans le département du Loiret et à les faire bénéficier de dégrèvements fiscaux ; 87° de M. Rincent (n° 5009) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs de l'Aube victimes des gelées ; 88° de M. Cordillot et plusieurs de ses collègues (n° 5015) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des récentes gelées du département de l'Yonne ; 89° de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues (n° 5016) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des récentes gelées

du département de la Corrèze ; 90° de M. Bouloux et plusieurs de ses collègues (n° 5017) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux petits et moyens exploitants et, en particulier, aux vigneron du département de la Vienne, victimes de la gelée ; 91° de M. Marcel Barbot et plusieurs de ses collègues (n° 5018) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide financière exceptionnelle, des prêts à faible taux d'intérêt et des remises d'impôts aux petits et moyens viticulteurs du département de la Nièvre ; 92° de M. Alcide Benoit et plusieurs de ses collègues (n° 5019) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des récentes gelées des départements de la Marne, de l'Aube et de l'Aisne ; 93° de M. Chêne et plusieurs de ses collègues (n° 5020) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés des récentes gelées dans le département du Loiret ; 94° de M. Piette (n° 5043) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs sinistrés du département de l'Yonne pour les dommages qu'ils ont subis à cause du gel tardif du début de mai ; 95° de M. Vassor (n° 5047) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs et arboriculteurs du département d'Indre-et-Loire victimes des gelées de printemps ; 96° de M. Toubanc (n° 5049) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs du département de la Loire-Atlantique, victimes des gelées de ce printemps ; 97° de M. René Mariat et plusieurs de ses collègues (n° 5056) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux exploitants agricoles du département du Cher, sinistrés par les récentes gelées ; 98° de M. Pirot et plusieurs de ses collègues (n° 5059) tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures afin de venir en aide aux sinistrés des gelées de printemps dans le département de l'Indre ; 99° de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues (n° 5079) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide exceptionnelle aux petits et moyens cultivateurs du département de Loir-et-Cher, sinistrés du fait des récentes gelées ; 100° de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues (n° 5080) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des récentes gelées du département des Alpes-Maritimes ; 101° de Mme Boutard et plusieurs de ses collègues (n° 5089) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs du

département d'Indre-et-Loire, sinistrés par les récentes gelées ; 102° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 5094) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département des Bouches-du-Rhône, sinistrés par la gelée de printemps ; 103° de M. Ducos (n° 5096) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder une aide exceptionnelle importante, des remises d'impôts et des prêts à faible intérêt aux sinistrés victimes de la violente tornade et des orages qui ont sévi le 2 juin 1957, sur la ville de l'Isle-en-Dodon et sur des communes rurales de ce canton et des cantons voisins ; 2° à attribuer les crédits nécessaires pour la réparation des dégâts causés aux édifices publics et aux voies de communication ; 104° de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues (n° 5137) tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide réelle aux agriculteurs sinistrés par les gelées en 1956 et 1957 dans le département de la Dordogne ; 105° de M. René Cassagne et plusieurs de ses collègues (n° 5146) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux exploitants agricoles des Basses-Pyrénées, victimes des orages de grêle du 8 juin 1957 ; 106° de M. Courrier et plusieurs de ses collègues (n° 5170) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs du département de l'Aube victimes des gelées de mai et de la tornade du 15 au 16 juin 1957 ; 107° de M. Fontanet et plusieurs de ses collègues (n° 5174) tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'aide nécessaire aux populations des vallées alpines, victimes des inondations catastrophiques de juin 1957, et à permettre le rétablissement le plus rapide possible de la vie économique dans ces régions ; 108° de M. Sourbet (n° 5188) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux sinistrés de la tempête et des inondations qui sont survenues dans le département de la Gironde les 15, 16 et 17 février 1957 ; 109° de M. Pagès et plusieurs de ses collègues (n° 5213) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département de l'Hérault, sinistrés par les calamités des mois d'avril et mai 1957 ; 110° de M. Brocas et plusieurs de ses collègues (n° 5214) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des secours en faveur des particuliers et des collectivités publiques victimes des inondations et des tempêtes survenues dans les départe-

ments du Gers et de Tarn-et-Garonne pendant le mois de juin 1957 ; 111° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues (n° 5215) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux petits et moyens viticulteurs de Clarensac, Caveirac et Saint-Côme (Gard) sinistrés par la grêle ; 112° de M. Gravoille et plusieurs de ses collègues (n° 5231) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux agriculteurs et maraichers du département de Maine-et-Loire, victimes de récentes calamités ; 113° de Mme Reyraud et plusieurs de ses collègues (n° 5232) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux petits et moyens agriculteurs et viticulteurs du département de la Gironde, sinistrés par de récentes calamités ; 114° de M. Eugène Montel et plusieurs de ses collègues (n° 5259) tendant à inviter le Gouvernement à saisir le Parlement d'une attribution de crédits destinés à réparer les graves dommages causés aux ouvrages, aux biens et en particulier aux cultures et aux terres, par les orages successifs qui ont détruit les récoltes et endommagé les immeubles dans diverses parties de la France ; 115° de M. Guitton (n° 5261) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser viticulteurs, cultivateurs et maraichers du département de la Loire-Atlantique, victimes des gelées et des orages ; 116° de M. Jean Sourbet (n° 5278) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs sinistrés du département de la Gironde, au cours des orages de grêle survenus le 18 juin 1957 ; 117° de Mlle Rumeau et plusieurs de ses collègues (n° 5882) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer sans délai une aide exceptionnelle aux sinistrés de la Haute-Garonne, victimes des violents orages de grêle et des pluies torrentielles des 2, 20 et 24 juin dernier ; 118° de M. Louis Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 5287) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de venir en aide aux victimes de la tornade qui a dévasté la région de Sierck (Moselle) ; 119° de M. Ducos (n° 5312) tendant : 1° à inviter le Gouvernement à mettre un crédit aussi élevé que possible à la disposition de M. le préfet de la Haute-Garonne en vue de dédommager les nombreux habitants de ce département qui ont été victimes des violents orages et cyclones des 2, 20 et 24 juin 1957 et de leur accorder des remises d'impôts et des prêts à faible intérêt ; 2° à attribuer les crédits

nécessaires pour la réparation des dégâts causés aux édifices publics et aux voies de communication ; 120° de M. Marcel Thibaud et plusieurs de ses collègues (n° 5313) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de la Loire, victimes des violents orages de grêle des 20, 21, 22 et 23 juin 1957 ; 121° de M. Ljante et plusieurs de ses collègues (n° 5314) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours et subventions aux agriculteurs et collectivités locales victimes des violents orages qui se sont abattus sur le département de l'Ariège au cours du mois de juin 1957 ; 122° de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues (n° 5315) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer sans délai une aide exceptionnelle aux agriculteurs sinistrés et aux collectivités locales victimes des violents orages qui se sont abattus sur le nord du département de l'Adèche les 22 et 23 juin 1957 ; 123° de M. Alfred Coste-Floret (n° 5340 rectifié) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une aide d'urgence aux sinistrés de la Haute-Garonne victimes des violents orages de grêle et des tornades des 2, 20 et 24 juin dernier ; 124° de M. Paquet (n° 5355) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage qui a ravagé la région de Tullins, Vinay, Notre-Dame-de-l'Osier, etc., dans le département de l'Isère, n° 5422. — Le 20 novembre 1957, une proposition de résolution tendant, en application de l'article 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955, à compléter la composition de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationales et des sociétés d'économie mixte, n° 5944. — Le 29 novembre 1957, une proposition de loi tendant à la création d'une Sous-Commission chargée de suivre et de faciliter l'application des traités instituant des communautés européennes, n° 6034. — Le 19 décembre 1957, une proposition de loi tendant à relever le plafond du forfait prévu pour la fixation des bénéfices industriels et commerciaux et la taxe sur le chiffre d'affaires, n° 6224. — Le 27 décembre 1957, une proposition de loi tendant à étendre aux parts recueillies à titre gratuit entre vifs ou à cause de mort, par les enfants ou descendants d'enfants issus d'un précédent mariage du conjoint du disposant, le régime des droits de mutation à titre gratuit applicable

en ligne directe et entre époux, n° 6265. — Le 5 février 1958, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947, par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'article 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955) (Résolution n° 906 du 6 décembre 1957), Le secteur public du cinéma, n° 6507. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales), Annexe n° 4 : rapport sur les crédits de l'Algérie et Annexe n° 13 : rapport sur les crédits de l'Intérieur, n° 6609. — Le 21 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi (n° 6601) relatif à la participation de l'Etat à la réparation des dommages immobiliers et mobiliers causés par les inondations extraordinaires de juin 1957 dans les départements de la Savoie, des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes ; II. les propositions de loi : 1° de MM. Fontanet et François-Bénard (Hautes-Alpes) (n° 6654) portant participation de l'Etat à la réparation des dommages immobiliers et mobiliers causés par les inondations de juin 1957 dans les départements alpins ; 2° de MM. Delachenal et Marcel-Edmond Naegelen (n° 6675) relative à la participation de l'Etat à la réparation des dommages immobiliers et mobiliers causés par les inondations extraordinaires de juin 1957 dans les départements de la Savoie, des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes, n° 6690. — Le 4 mars 1958, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947, par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'article 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 (Résolution n° 906 du 6 décembre 1957), Examen d'ensemble de la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte au cours des années 1952 à 1956, n° 6789. — Le 20 mars 1958, un rapport au nom de la Commission des finances

sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République (urgence déclarée) relatif à la participation de l'Etat à la réparation des dommages immobiliers et mobiliers causés par les inondations extraordinaires de juin 1957 dans les départements de la Savoie, des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes et des Alpes-Maritimes, n° 6968.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures économiques et financières que le Gouvernement envisage pour permettre la mise en œuvre de la politique sociale [28 février 1956] (p. 539). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant l'attribution des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, en qualité de *Rapporteur pour avis : Pouvoirs sans précédent demandés par le Gouvernement, effort financier consenti par la métropole en faveur de l'Algérie, comparaison entre l'aide américaine aux nations sous-développées et l'aide française à l'Algérie, problème d'accroissement du revenu national algérien, progrès de la natalité* [8 mars 1956] (p. 748 à 751); — d'un projet de loi relatif à la journée chômée du 2 janvier 1956 : *mise à la charge de l'Etat des traitements et salaires payés au titre de la journée du 2 janvier 1956* [20 mars 1956] (p. 1046); *question préalable de M. Vayron* (p. 1052); — en deuxième lecture d'un projet de loi relatif au fonds national de la vieillesse. Art. 1^{er} : *amendement de M. Boisdé (création d'un fonds national de la vieillesse)* [22 mars 1956] (p. 1167); Art. 8 : *Choix entre la taxation de l'essence et la taxation de l'alcool* (p. 1168, 1169) : en troisième lecture : *amendement de M. Boisdé tendant à supprimer la prescription de trois ans pour le remboursement du trop-perçu en cas de fraude ou de fausse déclaration* [23 mars 1956] (p. 1244); — du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *Evaluation des dépenses, affectation des ressources nouvelles, critique des moyens de financement, nécessité d'établir une politique bipartisane en matière financière* [27 avril 1956] (p. 1607 et suiv.); Art. 1^{er} : *amendement de M. Mignot supprimant l'impôt sur les augmentations de loyer; amortissement des immeubles et calcul de l'impôt sur le revenu* [2 mai 1956] (p. 1668); en troisième lecture, Art. 1^{er} : *amendement de M. Boisdé tendant à porter à 50 0/0*

la provision pour amortissement des immeubles et à augmenter le prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel [19 juin 1956] (p. 2725). — Son rapport au nom du 2^e bureau sur les opérations électorales du territoire du Cameroun (2^e circonscription) [23 mai 1956] (p. 1979, 1980). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport du 2^e bureau sur les opérations électorales du territoire du Cameroun (2^e circonscription), en qualité de *Rapporteur* [30 mai 1956] (p. 2130) : *Renseignements transmis par le cabinet de M. Defferre* (p. 2131); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat E, Chap. 11-30 : *sa demande de disjonction (situation des gérants d'agences postales)* [20 juin 1956] (p. 2807); *la retire* (ibid); *Article additionnel de M. Wasmer tendant à réduire le nombre des membres du Conseil d'Etat nommés au titre du tour extérieur* [21 juin 1956] (p. 2873); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 61-72 : *amendement de M. de Sesmaisons tendant à rétablir ce chapitre* [22 juin 1956] (p. 2936); Art. 51 : *Fonds de secours aux victimes des sinistres et calamités; son amendement modifiant le quatrième alinéa de cet article* (p. 2937); Art. 70 : *sa demande de scrutin sur le rétablissement de cet article (perception des centimes pour non-valeur)* (p. 2955); *son rappel au règlement (application de l'article 68)* (p. 2964) en deuxième lecture, Art. 65 : *amendement de M. David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (maintien des taxes perçues au profit du fonds d'amortissement des charges d'électrification)* [23 juillet 1956] (p. 3498); Art. 86 quater : *amendement de M. David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (statut des ouvriers du laboratoire central des services chimiques de l'Etat)* (p. 3500); Art. 96 bis : *son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (répartition de la taxe locale)* (p. 3502); Art. 106 : *amendement de M. Bonnefous tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (aide aux communes-dortoirs)* (p. 3507); Art. 26 : *amendement de M. de Moro-Giufferré tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (frais de justice devant les tribunaux administratifs)* (p. 3510); Art. 98 : *amendement de Mme Degron tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (recrutement du*

personnel de la radiodiffusion-télévision) (p. 3513); — du projet de loi portant réforme et statut de l'agence France-Presse : *sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion du projet jusqu'à ce que le Conseil économique ait donné son avis* [3 juillet 1956] (p. 3173); Art. 5 : *son amendement tendant à donner au conseil supérieur le pouvoir de se saisir d'office de toute infraction* (p. 3176); seconde délibération, Art. 5 : *son amendement donnant pouvoir au conseil supérieur de se saisir d'office de toute infraction* (p. 3183); — portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o Ouverture et annulation de crédits; 2^o Création de ressources nouvelles; 3^o Ratification de décrets : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 53-92 : *amendement de M. Margueritte tendant à rétablir le chiffre de trois milliards demandé par le Gouvernement (formation de pilotes d'hélicoptères)* [25 juillet 1956] (p. 3609); — de l'interpellation relative à la réforme de la taxe locale et de la taxe sur les spectacles : *son ordre du jour (transfert à l'Etat des projets de caractère national, octroi de subventions pour compenser les dépenses nouvelles, majoration de l'allocation minima aux communes rurales, aide aux communes-dortoirs, suppression du compte annexe prévu à l'art. 12 du décret du 30 avril 1955, abrogation et limitation apportées aux possibilités d'emprunt)* [14 novembre 1956] (p. 4666); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs; après l'art. 3 bis : *son article additionnel tendant à augmenter la provision pour amortissement des immeubles admis en déduction de l'impôt foncier sur le revenu* [19 novembre 1956] (p. 4893); *le modifie* (ibid.); en deuxième lecture : *observations sur le mauvais fonctionnement de la loi sur l'épargne-construction* [11 avril 1957] (p. 2182); Art. 3 ter : *son amendement tendant à aménager l'épargne-logement et l'épargne-construction* [15 mai 1957] (p. 2430); *modification de l'art. 280 du Code de l'urbanisme, affectation de l'épargne-logement à l'achat d'immeubles existants à usage principal d'habitation, fixation du taux d'intérêt* (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 8 : *demande de disjonction de M. Lamps; irrecevabilité de cette motion; application de l'art. 50 du décret du 19 juin 1956* [21 novembre 1956] (p. 4998); Art. 14, Etat C, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Titres III

et IV : *Non satisfaction des anciens combattants; retard persistant dans la liquidation des pensions; réorganisation nécessaire du ministère; malaise existant parmi le personnel (nominations); revendications des prisonniers de guerre, notamment remboursement des marks* [26 novembre 1956] (p. 5092); INTÉRIEUR, Titres III et IV, en qualité de Rapporteur spécial : *Protection civile; application du plan Maspétiol pour l'Algérie; ressources financières des collectivités locales; encombrement de la carrière préfectorale; importance des effectifs détachés dans les cabinets ministériels; sûreté nationale : parité des traitements avec ceux de la préfecture de police, revendications des sous-brigadiers, inspecteurs et officiers de police adjoints, bonifications d'ancienneté pour campagne militaire, régime des retraites, attribution de la médaille commémorative du maintien de l'ordre aux agents en service en Algérie* [28 novembre 1956] (p. 5233, 5234); Art. 15, Etat D, INTÉRIEUR, en qualité de Rapporteur spécial : *Répartition des crédits du fonds d'investissement routier* [4 décembre 1956] (p. 5514); *répartition de la taxe locale* (p. 5518); Art. 20 : *son amendement tendant à étendre les exonérations de la redevance pour usage des appareils de radio à la redevance pour usage des appareils de télévision* [7 décembre 1956] (p. 5692); Art. 18, Etats G et H, P. T. T. : *Rémunération des gérants d'agences postales* (p. 5715); en deuxième lecture, Art. 6 : *Paiement des tranches vicinales et rurales du fonds d'investissement routier* [26 décembre 1956] (p. 6256); Art. 14 : *Blocage des crédits proposé par la commission, souplesse des mesures envisagées* (p. 6259); *amendement de M. Pierre Meunier tendant à supprimer le paragraphe 3 (application des annulations de dépenses dès le dépôt du projet de collectif pour 1957)* (p. 6261); Art. 60 : *Communication aux commissions des assemblées des renseignements concernant la gestion des titres des sociétés d'économie mixte et le fonctionnement du fonds national d'aménagement du territoire* (p. 6265); — du projet de loi relatif au régime fiscal des produits ou services d'utilisation courante : *ses explications de vote* [26 décembre 1956] (p. 6231, 6232); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, II, services financiers, Chap. 54-90 : *Rachat du poste de radio*

Europe n° 1 [27 décembre 1956] (p. 6330); — d'une proposition de résolution relative au rachat de la société Images et son : *Intérêts légitimes de la presse, recommandation du Conseil de l'Europe* [12 février 1957] (p. 796); — du projet de loi portant assainissement économique et financier, Art. 2 : *amendement de M. Alphonse Denis tendant à supprimer un nouvel indice des loyers lié à l'évolution des prix à la construction; aucune répercussion directe sur le prix des loyers, nouvelle indexation sur la construction plus favorable aux locataires que celle sur les salaires* [21 juin 1957] (p. 2884); — d'une proposition de loi tendant à majorer de 10 0/0 le montant des prestations familiales : *sa demande de renvoi de la discussion à la fin de la séance* [16 juillet 1957] (p. 3626, 3627); — d'une proposition de résolution concernant l'aide aux victimes des calamités publiques, en qualité de *Rapporteur* : *Nécessité d'une aide aux sinistrés dans la limite des crédits disponibles: recensement des victimes, remise d'impôts, crédits d'indemnités d'équipement et de prêts* [19 juillet 1957] (p. 3797). — Son rapport au nom du 2^e Bureau sur les opérations électorales du territoire du Cameroun [23 juillet 1957] (p. 3894). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets, Etat A, INTÉRIEUR, Titre III : *Remboursement par la Ville de Paris des frais entraînés par la réquisition d'entreprises laitières intervenues lors des grèves de 1956* [13 décembre 1957] (p. 5349); — des propositions de la conférence des Présidents : *Urgence du débat relatif au pécule des anciens combattants, prisonniers de guerre* [14 janvier 1958] (p. 4, 5); *explications de vote sur la question de confiance : sous-évaluation de certains chapitres du budget des anciens combattants; possibilité de reporter les crédits excédentaires sur les chapitres déficitaires* [16 janvier 1958] (p. 66); — d'urgence d'un projet de loi relatif aux inondations de juin 1957 dans les départements alpins, en qualité de *Rapporteur* : *Nécessité de venir en aide au maximum aux sinistrés* [25 février 1958] (p. 987); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* [25 mars 1958] (p. 1932); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, CRÉDITS D'INVESTISSEMENTS : *Activité de la sous-commission chargée de suivre et*

d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et les sociétés d'économie mixte, nombre et diversité des organismes autonomes, les uns à caractère administratif, les autres à caractère industriel et commercial, place importante tenue dans l'économie nationale par ces organismes, nécessité d'un contrôle parlementaire de leur activité, importance des problèmes économiques posés [6 mars 1958] (p. 1264, 1262); *rapport sur les comptes et prévisions des divers organismes publics en application de la nouvelle procédure prévue par le décret du 19 juin 1956, problème des filiales, utilité d'un contrôle général des entreprises établi par la direction du budget en collaboration avec la direction de la coordination et du contrôle des entreprises nationales, la direction des assurances et la direction du Trésor* (p. 1262, 1263); *rôle de la commission de la vérification des comptes d'entreprises publiques, rapports entre la sous-commission et certains dirigeants d'entreprises, nature et compte rendu de documents rédigés par la sous-commission sur l'activité des entreprises publiques : problèmes sociaux, question des retraites et des cadres, taux relativement peu élevé du coût de production, situation équilibrée ou bénéficiaire des entreprises nationales à l'exception des services de transports, nécessité d'une gestion plus claire, place importante dans le budget faite aux établissements publics bénéficiaires d'une grande part des investissements, complexité de l'organisation et de la direction des entreprises nationales* (p. 1265); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *motion préjudicielle de M. Privat (désignation d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les agissements d'un haut fonctionnaire de l'Office national de navigation)* [10 mars 1958] (p. 1411, 1416); INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Crédits du fonds routier* (p. 1465); *réparations des édifices culturels* (p. 1469); ALGÉRIE : *Effort de la France pour relever le niveau de vie des populations algériennes, unité indissoluble des deux rives de la Méditerranée* (p. 1471); Art. 19 : *Exonération fiscale des entreprises procédant à des opérations de décentralisation* (p. 1478); — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Rejet de la proposition de taxer la propriété bâtie sous différentes formes, répartition de la taxe locale* [19 mars 1958] (p. 1697);

Art. 1^{er} : son amendement tendant à disjoindre cet article (suppression du régime particulier prévu pour la contribution foncière des constructions nouvelles) (p. 1701); Art. 2 : amendement de M. Médecin (ressources dont disposent les communes pour la voirie) (p. 1703); Art. 3 : amendement de M. Vallin (taux de la redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer) (p. 1705); liens existant entre le taux de la redevance pour les mines de charbon (p. 1706, 1707); Art. 4 : son amendement (taux de la taxe sur les chiens servant à la garde) (p. 1708); amendement de M. Frédéric-Dupont (exonération de la taxe sur les chiens appartenant à des personnes non assujetties à la surtaxe progressive) (p. 1708); Art. 9 : son amendement tendant à disjoindre cet article (taxation de la propriété bâtie et non bâtie) (p. 1711); Art. 10 : sa motion tendant à la disjonction de cet article (taux de la taxe d'habitation) (p. 1712); Art. 11 : son amendement (plafond de la taxe sur les locaux professionnels) (p. 1713); Art. 14 : son amendement (taux de la taxe sur les droits de chasse) (p. 1715); son article additionnel (révision générale de l'assiette des taxes locales) (p. 1716, 1717); Art. 15 : son amendement tendant à disjoindre cet article (taxe sur la valeur en capital des propriétés bâties et non bâties) (p. 1718); Art. 17 : amendement de M. Denvers (surtaxe d'abatage en vue de la modernisation d'abattoirs) (p. 1720); Art. 18 : sa motion tendant à disjoindre cet article (taux de la taxe sur la publicité et l'affichage) (p. 1722); article additionnel de M. Defferre (création d'une taxe de stationnement des véhicules automobiles sur la voie publique) (p. 1724); son article additionnel (augmentation de la taxe de séjour) (p. 1726); Art. 20 : son amendement (répartition de la taxe locale) (p. 1727, 1728); Art. 21 : son amendement tendant à disjoindre cet article (frais de fonctionnement du comité du fonds national de péréquation) (p. 1729); Comptes spéciaux du Trésor : article additionnel de Mlle Marzin (utilisation, au bénéfice des établissements publics, des fonds destinés à l'enseignement privé au titre de la loi Barrachin-Barangé) [25 mars 1958] (p. 1958); — du projet de loi relatif au régime fiscal d'un emprunt à émettre en 1958, Article unique : amendement de M. Pierre Meunier (adaptation au niveau de vie de l'abattement à la base pour le calcul

de la surtaxe progressive) [25 mars 1958] (p. 1923).

TIROLIEN (M. Furcie), Député de la Guadeloupe. (R. S.)

Son élection est validée [30 mai 1956] (p. 2132). = Est nommé : membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [15 mars 1956] (p. 935).

Dépôts :

Le 25 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence : 1° une subvention exceptionnelle pour réparer les dommages mobiliers et immobiliers causés par le cyclone du 11 août qui a ravagé le département de la Guadeloupe ; 2° des indemnités sous forme de prêts d'honneur, pour les victimes du sinistre et des termes et délais pour le paiement de leurs impôts ; 3° un moratoire aux agriculteurs, débiteurs de bonne foi, pour le paiement de leur créance à la caisse du crédit agricole, n° 3057. — Le 5 mars 1957, une proposition de loi tendant au rétablissement des justices de paix à compétence étendue de Marie Galante, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, dépendant de la Guadeloupe, n° 4407.

S'excuse de son absence [11 juillet 1956] (p. 3372). = Obtient un congé [11 juillet 1956] (p. 3372).

TITEUX (M. Camille), Député des Ardennes (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Président de la

Commission du travail et de la sécurité sociale [10 février 1956] (p. 254).

Dépôts :

Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à relever de la forclusion les ouvriers mineurs ou assimilés qui, par ignorance de la loi n'ont pu demander le bénéfice de la prise en compte des années de guerre (1914-1918 et 1939-1945), **n° 641**. — Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à permettre aux ouvriers mineurs ou assimilés victimes du lock-out de 1931, de faire valoir la période de chômage ou la période de travail extérieur à la mine, consécutive à cette mesure, **n° 642**. — Le 2 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi (n° 841) portant réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales ; II. les propositions de loi ; 1° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 125) tendant à supprimer les abattements de zone ; 2° de MM. Pierre André, Jean Crouzier et Pierre de Chevigny (n° 219) tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés ; 3° de M. Penoy (n° 338) tendant à modifier les taux d'abattement actuellement appliqués aux différentes zones de salaires ; III. les propositions de résolution : 1° de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (n° 244) tendant à inviter le Gouvernement à supprimer dans un délai de dix-huit mois les abattements des zones de salaires, ainsi que les autres écarts en résultant ; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 664) tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à la disparité actuelle entre salaires et prestations familiales en ce qui concerne les abattements de zones, en décidant que désormais les taux d'abattements applicables pour le calcul des prestations familiales seront ceux fixés pour la détermination dans les différentes zones, du salaire minimum interprofessionnel garanti, **n° 996**. — Le 21 mars 1956, une proposition de loi tendant à maintenir pour l'affection ayant causé l'invalidité, le bénéfice des prestations maladie aux invalides qui cessent de percevoir la pension, **n° 1348**. — Le 21 mars 1956, une proposition de loi tendant à accorder, sans limitation de durée, l'intégralité des allocations

de chômage aux travailleurs involontairement privés d'emploi, **n° 1349**. — Le 28 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le proposition de loi (n° 2319) de M. Delabre et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer, pour les ouvriers atteints de silicose et leurs ayants droit, le délai de révision fixé par l'ordonnance du 2 août 1945 et appliqué dans le cadre de la loi de 1898, **n° 2690**. — Le 28 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1348) de M. Titeux et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir, pour l'affection ayant causé l'invalidité, le bénéfice des prestations maladie aux invalides qui cessent de percevoir la pension, **n° 2693**. — Le 9 novembre 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 2319) de M. Delabre et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer, pour les ouvriers atteints de silicose et leurs ayants droit, le délai de révision fixé par l'ordonnance du 2 août 1945 et appliqué dans le cadre de la loi de 1898, **n° 3191**. — Le 30 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République tendant à ouvrir un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurance-vieillesse par les cadres ou leurs conjoints survivants, **n° 3391**. — Le 12 décembre 1956, une proposition de loi tendant à instituer un régime d'indemnisation des travailleurs qui subissent des arrêts de travail, **n° 3519**. — Le 14 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : les propositions de loi : 1° de M. Jourd'hui et plusieurs de ses collègues (n° 3345) tendant à l'indemnisation des salaires perdus par suite des circonstances exceptionnelles résultant de la guerre d'Egypte ; 2° de M. Titeux et plusieurs de ses collègues (n° 3519) tendant à instituer un régime d'indemnisation des travailleurs qui subissent des arrêts de travail ; 3° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 3534) tendant à assurer une indemnisation équitable aux travailleurs victimes de pertes de salaires en raison du ralentissement de l'activité économique due aux restrictions de carburant, **n° 3571**. — Le 28 décembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre,

n° 3738. — Le 27 février 1957, une proposition de loi tendant à améliorer le recouvrement des cotisations de sécurité sociale, **n° 4318.** — Le 19 juin 1957, une proposition de loi relative au droit à révision des victimes de la silicose et de l'asbestose professionnelles et leurs ayants droit dont la réparation a été déterminée dans les termes de l'ordonnance du 2 août 1945, **n° 5152.** — Le 26 juin 1957, une proposition de loi tendant à accorder aux salariés maintenus sous les drapeaux le bénéfice des congés payés, **n° 5255.** — Le 16 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 5152) de M. Titeux et plusieurs de ses collègues relative au droit à révision des victimes de la silicose et de l'asbestose professionnelles et leurs ayants droit dont la réparation a été déterminée dans les termes de l'ordonnance du 2 août 1945, **n° 5494.** — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. la proposition de loi (n° 2949) de M. Louis Dupont et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression totale des abattements de zones ; II. la proposition de résolution (n° 5341) de M. Luciani tendant à inviter le Gouvernement à supprimer immédiatement les abattements de zones applicables au salaire minimum national interprofessionnel garanti, **n° 6615.** — Le 28 février 1958, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Guy Desson et plusieurs de ses collègues (n° 6106) tendant à faire bénéficier de certaines dispositions du Code du travail les journalistes professionnels rémunérés à la pige ; 2° de M. Robert Bichet et plusieurs de ses collègues (n° 6467) tendant à accorder aux journalistes rémunérés à la pige et aux professionnels qui leur sont assimilés le bénéfice des dispositions des articles 29 B et suivants du Code du travail, **n° 6758.** — Le 19 mars 1958, une proposition de loi tendant à préciser le caractère d'affectation spéciale des recettes créées par l'article premier de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité, **n° 6934.**

Interventions :

Ses rapports au nom du 6^e bureau sur les opérations électorales du département du Nord (1^{re} et 3^e circonscriptions) [19 janvier 1956]

(p. 28). — Son rapport au nom du 6^e bureau sur les opérations électorales du département du Nord (2^e circonscription) [24 janvier 1956] (p. 66). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés ; Art. 1^{er} : *Sa demande : de réserver l'amendement de M. Musmeaux (Octroi d'une semaine supplémentaire aux jeunes travailleurs)* [23 février 1956] (p. 458) ; *de réserver l'amendement de M. Gagnaire tendant à exiger vingt ans de service pour l'octroi de jours supplémentaires* (p. 459) ; *de réserver l'amendement de M. Massé (Suppression des jours supplémentaires pour charges de famille aux salariés de plus de vingt et un ans)* (p. 460) ; *de réserver l'amendement de M. Pierre Montel (Prélèvement sur les sommes dues au titre de la taxe d'apprentissage du montant des congés payés aux apprentis* (p. 461) ; *de réserver l'amendement de M. Dorgères (Caisse des congés payés pour les non-salariés dans les professions agricoles)* (p. 461) ; Art. 2 : *Modalité du fractionnement, amendement de M. Lefranc (Suppression de l'avis des salariés dans le cas où le congé s'accompagne de fermeture)* (p. 462) ; Art. 9 : *Sa modification de rédaction (Applicabilité aux territoires d'outre-mer)* (p. 475) ; Art. 3 : *Calcul de l'indemnité afférente* (p. 476) ; *Sa demande de prolongation du délai d'urgence* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au paiement de la journée chômée du 2 janvier (élections 1956) : *Renvoi du projet de loi devant la Commission* [6 mars 1956] (p. 678) ; — d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur : Suppression totale des abattements de zone* [6 mars 1956] (p. 688, 689) ; *Article unique : Amendement de M. Coutant (Réduction d'un tiers des taux d'abattement)* (p. 693, 694) ; *Article additionnel de M. Laborbe (Impossibilité d'augmenter les cotisations directes du régime agricole)* (p. 696) ; *Article additionnel de M. Gaumont (Application du texte aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion)* (p. 697, 698) ; *Modification du titre du projet de loi* (p. 699) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif au fonds national de la vieillesse [22 mars 1956] (p. 1165, 1166) ; Art. 8 : *Financement du projet de loi* (p. 1169) ; Art. 10 : *Amendement de M. Boisdé (Remboursement du trop-perçu en matière de prestations de retraites)* (p. 1170) ; — du projet de loi

créant un fonds national de solidarité, Art. 9 : Amendement de M. Boisdé sur le contrôle de l'attribution des allocations par les organismes vieillesse [3 mai 1956] (p. 1710) ; Art. 24 : Amendement de M. Caillavet tendant à supprimer cet article (Agrément par l'Etat des directeurs et agents comptables des organismes de la mutualité agricole) (p. 1734) ; Art. 26 : Son amendement tendant à exclure l'allocation supplémentaire du plafond des ressources prévu pour les régimes complémentaires de retraites (p. 1735) ; — d'une proposition de loi tendant à accorder aux salariés rappelés sous les drapeaux le bénéfice des congés payés, en qualité de Rapporteur suppléant [3 juillet 1956] (p. 3164) ; — d'une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des diminués physiques : Sa demande de renvoi à une séance ultérieure [30 octobre 1956] (p. 4417) ; Art. 32 : Amendement de M. Coutant tendant à substituer aux articles 32, 33, 34 et 35 des dispositions confiant au Ministre du Travail et non à un Conseil supérieur, la responsabilité de la coordination en matière de reclassement professionnel [31 octobre 1956] (p. 4452) ; Art. 14 : Amendement de M. Ulrich tendant, d'une part, à laisser le soin au Gouvernement de fixer les pourcentages des emplois réservés et, d'autre part, à supprimer l'article 15 (p. 4457) ; Art. 15 : Son amendement tendant à faire fixer par des arrêtés interministériels les pourcentages des emplois réservés aux travailleurs handicapés (p. 4462) ; en deuxième lecture, Art. 11 : Son amendement prévoyant un pourcentage obligatoire d'emplois et une réserve de postes « si besoin est » [25 juin 1957] (p. 2939) ; Reprise du texte du Conseil de la République, mauvais effet pratique et moral du pourcentage obligatoire, difficultés du recensement, procédure de l'emploi réservé supérieure à celle de l'emploi obligatoire (p. 2939, 2940) ; Art. 30 : Son amendement prévoyant que la coordination des questions relatives au reclassement des travailleurs handicapés sera assurée par le Ministre des Affaires sociales assisté d'un Conseil supérieur (p. 2943) ; Impossibilité de laisser à un Conseil supérieur la responsabilité de la politique de main-d'œuvre, rôle normal de coordination du Ministre des Affaires sociales (p. 2943, 2944) ; Art. 32 : Son amendement concernant la composition du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des handicapés (p. 2945) ; Présidence assurée par

le Ministre des Affaires sociales (ibid.) ; le modifie : Vice-présidences confiées au Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et au Ministre de la Santé publique et de la Population (p. 2946) ; Art. 33 : Son amendement précisant la composition du Comité permanent créé auprès du Conseil supérieur (ibid.) ; le retire (p. 2947) ; en troisième lecture, Art. 11 : Son amendement précisant que les arrêtés ministériels fixant un certain pourcentage n'interviendront qu'à défaut du placement par persuasion et réservant par priorité certains emplois à certains handicapés [23 juillet 1957] (p. 3874) ; — d'une proposition de loi tendant à modifier le régime des assurances sociales applicable dans les départements d'outre-mer : Motion préjudicielle de M. Boisdé tendant au renvoi pour avis de la proposition à la Commission des finances [27 novembre 1956] (p. 5129) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales dans les départements d'outre-mer : Son contre-projet (Augmentation des cotisations, majoration des prestations) [27 novembre 1956] (p. 5135) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES, I. Charges communes, Titre IV : Insuffisance du crédit affecté au paiement des indemnités de chômage [28 novembre 1956] (p. 5196). — En sa qualité de Président de la Commission du travail et de sécurité sociale demande des pouvoirs d'enquête [18 janvier 1957] (p. 168). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière, Art. 1^{er} : Amendement de M. Leclercq tendant à étendre à la formation professionnelle les dispositions de la présente loi [25 janvier 1957] (p. 327) ; — d'un projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail, Art. 1^{er} : Amendement de M. Mignot (Champ d'application de la procédure de médiation) [5 février 1957] (p. 664) ; Amendement de M. Philippe-Vayron (Notification du conflit de travail au préfet et à l'inspecteur du travail) (p. 665) ; Amendement de M. Teitgen (Pouvoirs et compétence du médiateur) (p. 666, 667) ; Art. 2 : Amendement de M. Naudet (Détermination par un règlement d'administration des conditions d'application aux entreprises publiques) [6 février 1957] (p. 687) ; Amendement de M. Pebellier (Procédure d'arbitrage envisagée dans les entreprises publiques) (p. 689, 690) ; Amendement de M. Coutant (Etablissement du protocole par

accord entre les organisations syndicales les plus représentatives et le ministre de tutelle (p. 692); *Son amendement (Procédure envisagée lorsque le différend intéresse les conditions de rémunération du personnel)* (p. 692); *Son amendement (Enregistrement des accords établis en conciliation)* (ibid.); *Son amendement (Conditions d'application aux entreprises publiques d'Algérie)* (ibid.); *Demande une suspension de séance* (p. 693); en seconde délibération : *Article 15 de la loi du 11 février 1950; Amendement de M. Moisan (Pouvoirs et compétence du médiateur)* (p. 694); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Garet tendant à laisser au Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale le soin de publier ou non le texte de la recommandation; possibilité pour le Ministre du Travail d'aménager cette publication par un règlement d'administration publique* [25 juin 1957] (p. 2934); — d'un projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Dépôt d'un projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile ruraux)* [7 février 1957] (p. 742); *Amendement de M. Philippe-Vayron (Déclaration du donneur d'ouvrage)* [12 février 1957] (p. 798, 799); *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Non-application de l'article 33 D du Livre 1^{er} du Code du travail aux entreprises n'employant qu'occasionnellement des travailleurs à domicile)* (p. 799); *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Détermination des frais d'atelier)* (p. 801); *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Dérogation aux dispositions de l'art. 1^{er})* (p. 802); Art. 2 : *Amendement de M. Boisdé (Sanctions pouvant frapper les donneurs d'ouvrage)* (p. 804); *Amendement de Mme Galicier tendant à interdire aux employeurs ayant contrevenu à la loi d'employer des travailleurs à domicile pendant un certain temps* (p. 805); en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Rolland et Garet tendant à supprimer la mention indiquant qu'il n'y a pas lieu de rechercher si les travailleurs sont inscrits au registre des métiers* [10 juillet 1957] (p. 3503); *Maintien de l'ancienne formule de l'article 33 du Code du travail* (ibid.); Art. 7 bis : *Amendement de M. Rolland tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3505); *Risque de supprimer les travailleurs à domicile au profit des artisans et impossibilité d'exercer un contrôle* (ibid.); — du projet de loi portant revalorisa-

tion des retraites minières, Art. 6 : *Son amendement tendant à faire régler par un arrêté le cas des ardoisières* [19 février 1957] (p. 960); — du projet de loi portant assainissement économique et financier, Art. 2 : *Son amendement tendant à la publication de la composition de l'indice et l'établissement mensuel de sa valeur* [21 juin 1957] (p. 2880); *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa prévoyant que deux modifications successives ne pourront intervenir pendant une période de quatre mois* (p. 2881); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à modifier l'article 23 du Livre 1^{er} du Code du travail, en qualité de *Rapporteur suppléant* [25 juin 1957] (p. 2948); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Philippe-Vayron tendant à exiger une ancienneté de six mois pour le délai congé* (p. 2949); *Amendement de M. Garet tendant à supprimer l'obligation pour l'employeur de signifier le congé par lettre recommandée et à ne pas fixer le point de départ du délai congé à la date de réception de cette lettre; rôle de la jurisprudence* (p. 2950); *Amendement de M. Mignot tendant à exclure de la nouvelle législation les contrats de travail dans les entreprises saisonnières* (p. 2951).

TIXIER-VIGNANCOUR (M. Jean-Louis),
Député des Basses-Pyrénées (N. I.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44).

Dépôts :

Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à faciliter certaines opérations de lotissement, n° 2388. — Le 26 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la parité entre les salaires des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et ceux fixés par les accords de salaires du bâtiment et travaux publics de la Seine, conformément à la circulaire ministérielle n° 139 du 10 octobre 1953, n° 6716.

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions : du rapport sur les opérations électorales du département de la Dordogne : *son amendement tendant à l'annulation des élections (rattache-*

ment des listes de M.M. Laforest et Bonnet au même parti; apparemment socialiste-radical, irrégularités des opérations) [2 février 1956] (p. 173, 174); — du rapport sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription) : son amendement tendant à valider le candidat de l'U. D. C. A. [7 février 1956] (p. 219); — du quatrième rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (6^e siège) [10 février 1956] (p. 236 à 247) : attitude des partis politiques à l'égard du mouvement Poujade à ses débuts (p. 237); vote des socialistes le 10 juillet 1940 (p. 238); la mise en scène des diverses demandes d'invalidation et le respect de la volonté du suffrage universel (p. 239) la doctrine des partis socialiste et communiste sur les invalidations : discours de M.M. Duclos, Le Troquer, Ramadier et Cachin (p. 240 et suiv.); attitude des députés communistes le 9 janvier 1940 (p. 240, 242); validation de M. Valat et son assassinat en juillet 1944, étude des élections du département de la Charente-Maritime sur le plan juridique (p. 242); régularité des apparentements n'ayant pas été déferés devant le tribunal administratif, listes radicales de la Dordogne (p. 243); l'article 8 de la Constitution et l'impossibilité, pour l'Assemblée Nationale de proclamer un député (p. 244); la régularité des opérations électorales en Algérie lors de la présence de M. Naegelen au gouvernement général (p. 244, 245); — du rapport supplémentaire du 3^e bureau relatif aux opérations électorales du département de la Haute-Garonne : impossibilité de prononcer la clôture en matière d'invalidation [14 février 1956] (p. 278); son amendement (invalidation de M. Calmel, contre la nomination de M. Alfred Coste-Floret) [15 février 1956] (p. 300, 301); son premier rappel au règlement (validation automatique de M. Calmel à la suite du rejet de son amendement) (p. 301, 302); son deuxième rappel au règlement (demande la réunion du bureau) (p. 302); amendement de M. Ballanger (validation des élections non contestées, vacance du 7^e siège, impossibilité de revenir sur l'invalidation de M. Calmel) (p. 303, 304); validation de M.M. Bourgès-Maunoury et Auban [16 février 1956] (p. 328). — Est entendu lors de la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. Tamarelle sur la politique du Gouvernement à Saint-Pierre et Miquelon : irreceva-

bilité de la proposition de M. Verdier tendant à réunir les appels nominaux à la fin de la séance [21 février 1956] (p. 396). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : son rappel au règlement; irrecevabilité de la motion de M. Vals tendant au passage immédiat au vote sur les conclusions du 4^e bureau [21 février 1956] (p. 400, 401) [22 février 1956] (p. 422 et suiv.); son amendement tendant à soumettre à enquête l'élection d'Indre-et-Loire conformément à l'article 6 du règlement (p. 434, 435); son amendement (invalidation de M. Cottet) [7 mars 1956] (p. 724); le retire (p. 727); rappel de l'invalidation de M. Calmel, condamnation de la cooptation (p. 725); sous-amendement de M. Coutant à son amendement précédent (validation de M. Souquès) (p. 726, 727); son amendement (validation de M. Cottet) (p. 729); irrecevabilité de son amendement (invalidation de M. Cottet) [14 mars 1956] (p. 919, 920); — du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : raisons pour lesquelles il refuse de voter les pouvoirs spéciaux, conditions posées par M. Duchet à l'octroi des pleins pouvoirs, mise hors la loi du parti communiste, organisations communistes transmettant des fonds à la sédition algérienne [9 mars 1956] (p. 813 à 817); — des conclusions du rapport du 7^e bureau sur les opérations électorales du département du Puy-de-Dôme : son amendement tendant à soumettre les opérations électorales à une enquête [25 avril 1956] (p. 1552). — Dépose une demande d'interpellation sur les violations des conventions récentes par les gouvernements tunisien et marocain : massacre de Marrakech [4 mai 1956] (p. 1750). — Prend part à la discussion des conclusions : du 8^e bureau relatives aux opérations électorales du département de la Haute-Savoie : demande le renvoi du dossier au 8^e bureau (poursuite contre les assassins des soldats sénégalais au Maroc) [9 mai 1956] (p. 1821); — du rapport supplémentaire du 9^e bureau relatif aux opérations électorales du département de la Seine-et-Marne (1 siège) [9 mai 1956] (p. 1825, 1826); son rappel au règlement (demande de scrutin) (p. 1827); demande la modification de l'ordre du jour [16 mai 1956] (p. 1879); sa demande de suspension de séance (p. 1879); — du 10^e bureau relatif aux opérations électorales du département de l'Yonne : son amendement tendant à renvoyer

les élections du département de l'Yonne au 10^e bureau (cas de M. Piette) [9 mai 1956] (p. 1827, 1828); son amendement tendant à soumettre l'élection de l'Yonne à enquête [16 mai 1956] (p. 1881); sa demande de vote par division [30 mai 1956] (p. 2125). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : impuissance des gouvernements marocain et tunisien, abandon des Français installés au Maroc et en Tunisie; nécessité de rendre l'armée française à sa mission [2 juin 1956] (p. 2279); envois d'armes en Syrie (p. 2280); répression de la trahison (politique de M. Herriot pendant la guerre du Rif); impossibilité de faire confiance au Gouvernement pour écraser la rébellion (p. 2280, 2281); sapolémique avec M. Guy Mollet sur l'envoi de fusils-mitrailleurs à la Syrie [5 juin 1956] (p. 2316); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, Art. 1^{er} : amendement de M. Mignot tendant à substituer la compétence du juge des référés à celle du juge de paix pour l'octroi de délais [12 juillet 1956] (p. 3424); — d'une proposition de loi portant création et statut du corps de magistrats militaires, Art. 3 : son amendement tendant à fixer à soixante-quatre ans la limite d'âge du magistrat général [12 juillet 1956] (p. 3435). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique générale du Gouvernement et sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer le succès de la politique de pacification en Algérie ainsi que la protection des Français contre les menées anti-nationales [16 octobre 1956] (p. 4127); la développe : Ses observations sur : la ferme attitude de M. Guy Mollet, l'œuvre accomplie par la France dans les territoires d'outre-mer, la nécessité d'adopter une solution d'ensemble pour les problèmes de l'Union française, la création d'une Assemblée de l'Union française à Alger [17 octobre 1956] (p. 4174); la situation au Maroc (Lettre de démission de M. André Dubois, choix de son successeur); la nécessité de réaliser l'union nationale (Exemple de Jules Guesde en 1914); la situation en Algérie (Existence de bandes armées dans les campagnes et terrorisme urbain); la non-exécution des condamnés à mort (p. 4175); l'action terroriste du parti communiste algérien; la lenteur dans la répression du défaitisme (Manifestation de la place de la République en 1952 et affaire de France-Observateur); la position de M. Mendès-

France (Déclaration au Congrès radical de Lyon) (p. 4176); — sur les raisons pour lesquelles, après le massacre du peuple hongrois par l'armée rouge, le Gouvernement n'a pas encore rompu les relations diplomatiques avec l'Union soviétique et dissous le parti communiste [6 novembre 1956] (p. 4482); la développe : Ses observations sur : la genèse de la révolution hongroise (Renforcement du Gouvernement Nagy par Rakosi en 1954, constitution de cercles Petoff, misère et privations subies en 1955); les manifestations de masses qui se sont déroulées à Budapest, l'accroissement de la révolte par l'armée rouge, la déclaration du Ministre des Affaires étrangères (Réconfort pour la France); l'attitude de l'O. N. U. à l'égard des événements de Hongrie et de ceux d'Égypte [7 novembre 1956] (p. 4507); l'activité anti-française du parti communiste, le pacte germano-soviétique de 1939, le partage de la Pologne entre la Russie et l'Allemagne (Documents produits au procès de Nuremberg); l'action du parti communiste pendant la guerre de 1939-1940 (Sabotage dans les usines de matériel de guerre notamment); le télégramme de félicitations envoyé par Molotov à Von Ribbentrop lors de la signature de l'armistice franco-allemand, l'attitude du groupe socialiste lors de la dissolution du parti communiste en 1940 (la déclaration prétendue de M. Thorez à l'Humanité du 22 février 1949 sur l'attitude des communistes en cas de guerre entre la France et l'Union soviétique) (p. 4509); le refus de prendre des mesures contre le parti communiste, l'action du parti communiste algérien, la nécessité de dissoudre le parti communiste et de rompre les relations diplomatiques avec l'Union soviétique (p. 4510). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la procédure de recouvrement de certaines créances; Art 5 : Amendement de M. Garet (Avis de l'injonction de payer par exploit d'huissier) [23 janvier 1957] (p. 250 et suiv.); — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 fixant les conditions de formation et de fonctionnement des Conseils de Gouvernement en A. O. F. et en A. E. F. : Son rappel au Règlement : inconstitutionnalité des propositions de la Commission [30 janvier 1957] (p. 424, 425); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Verdier : contradiction entre la

politique économique du Gouvernement et l'entrée dans le marché commun; attitude de la Grande-Bretagne et des U. S. A. (Réalisme nécessaire); politique algérienne (Répression) [28 mars 1957] (p. 1928 à 1930); — d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle des membres de l'Assemblée Nationale; en deuxième lecture : Demande une suspension de séance, protestation contre l'exclusion des députés de toutes les cérémonies organisées en l'honneur de S. M. Elisabeth [9 avril 1957] (p. 2107). — Dépose une demande d'interpellation sur la date à laquelle, après l'attentat contre le Président Ali Chekkal, le Gouvernement entend proclamer l'état de siège en France et en Algérie [29 mai 1957] (p. 2626). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement Bourghès-Maunoury : Ses observations sur la composition du Cabinet, l'éventuelle poursuite de la politique de M. Guy Mollet en Algérie; la nécessité d'un changement de politique économique et financière, de politique extérieure, du maintien de la présence française en Afrique du Nord; éventualité d'un Ministère Bigeard [12 juin 1957] (p. 2686, 2687). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question orale relative à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés (Cas des veuves de militaires) [5 juillet 1957] (p. 3288). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : Ses observations sur le rôle des avocats; la journée du 10 juillet 1940 [17 juillet 1957] (p. 3693, 3694); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement [17 septembre 1957] (p. 4099). — Son rappel au Règlement (Date de la discussion des motions de censure sur la politique agricole du Gouvernement); rappel des précédents [19 septembre 1957] (p. 4200, 4201); Son rappel au Règlement : Application de l'article 50 du règlement relatif aux conditions de vote sur une motion de censure (p. 4203); Sa demande de convocation de la Conférence des Présidents (p. 4204); Intervention des votes sur les motions de censure le 30 septembre (ibid.). — Prend part à la discussion : sur les propositions de la Conférence des Présidents : Possibilité pour l'Assemblée de fixer à l'avance l'ordre du jour d'une séance de la session ordinaire au

cours d'une session extraordinaire [20 septembre 1957] (p. 4272, 4274); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : Dépose une motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen de toute loi-cadre jusqu'à ce que la guerre faite à la France par des individus armés et aidés par l'étranger ait été gagnée [25 septembre 1957] (p. 4320); Hommage à la fidélité de l'empire colonial français en 1940 (ibid.); Difficultés de la coexistence en Tunisie (ibid.); Conditions du vote du statut de 1947, attitude du parti communiste à l'époque, élections de 1951 (p. 4321); Ses observations sur l'impossibilité d'apporter des réformes en période de troubles, l'insuffisance de la répression et de la protection de la frontière tunisienne, la fourniture d'armes à la Tunisie, l'hostilité des Français d'Algérie à la loi-cadre (p. 4321, 4322); L'attitude de l'O.N.U. et le peu d'importance de son opinion (p. 4323); L'impossibilité de voter un statut en l'absence des élus d'Algérie et de créer une fédération dans un Etat centralisé sans modifier la Constitution, l'attitude différente de la France et du Portugal aux Indes (p. 4324); Sa demande de suspension de séance [26 septembre 1957] (p. 4369, 4370); Fixation de la date du vote sur la question de confiance : priorité à accorder à la fixation de la date du vote sur sa motion de censure déposée à l'ouverture de la séance [27 septembre 1957] (p. 4428, 4429); Recours abusif à la procédure de la question de confiance (p. 4429); Dépose une motion de censure sur l'attitude du Gouvernement rendant impossible la défense de l'Algérie française (p. 4431); Ses explications de vote sur la question de confiance [30 septembre 1957] (p. 4463); — du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956 et 26 juillet 1957 concernant des mesures exceptionnelles en Algérie : Contradiction de l'attitude de M. Pierre Cot condamnant les crimes des terroristes et protestant contre l'exécution des décisions de justice prises à Alger [12 novembre 1957] (p. 4715); Article additionnel de M. Le Pen prévoyant la création de cours martiales, leur organisation et leur compétence; impossibilité légale de faire créer des cours martiales par le Garde des Sceaux (p. 4734); Article additionnel de M. Le Pen tendant à arrêter et à poursuivre tous les individus coupables d'avoir encouragé le terrorisme ou tenté de discréditer les forces du maintien de l'ordre au moyen de déclarations publiques; intérêt de pouvoir arrêter immédiatement l'auteur

d'une infraction (p. 4736); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Bilan de la situation financière, augmentation continue du budget, nécessité d'une option entre le collectivisme et le libéralisme économique, choix de la solution libérale après le vote du marché commun* [14 novembre 1957] (p. 4802, 4803); — du projet de loi sur les institutions de l'Algérie : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen du projet de loi-cadre jusqu'à ce que le Gouvernement ait pris, à la suite de la livraison d'armes par les Etats-Unis et l'Angleterre à la Tunisie, des mesures indispensables au maintien de la présence française en Algérie sur le territoire tunisien; opposition de la thèse de M. Mendès-France et de celle de M. le Président du Conseil; arrivée en France de musulmans considérés comme des individus très dangereux, cas de Mme Boumendjel, femme du chef de la propagande du F. N. L. qui continue à toucher l'indemnité de son mari à l'Assemblée de l'Union française; offre de médiation de M. Bourguiba et du Sultan Mohamed ben Youssef* [26 novembre 1957] (p. 4935 à 4938); *Ses explications de vote sur la question de confiance : Conditions dans lesquelles interviendrait le « cessez-le-feu »; son hostilité au collège unique* [29 novembre 1957] (p. 5080, 5081); en deuxième lecture : *Définition du « cessez-le-feu »; partis politiques admis à participer aux élections; l'application de la loi-cadre et la pacification; critique de la politique des sectes; méfaits de la dissolution des municipalités et des conseils généraux; déclaration du 17 février 1871 de Gambetta* [24 janvier 1957] (p. 246 à 249); Art. 17 : *Son amendement (Obligation pour les rebelles de livrer à l'autorité militaire française la totalité de leurs armes en cas de « cessez-le-feu »* [28 janvier 1958] (p. 319); *Ses explications de vote : Danger du collège unique* (p. 319); en troisième lecture : *Suppression des élections législatives en Algérie par le Gouvernement de M. Edgar Faure; redoublement de la belligérance de la Tunisie (Incident de Sakiet-Sidi-Youssef)* [31 janvier 1958] (p. 439). — Dépose une demande d'interpellation sur l'origine de l'important armement saisi sur les troupes rebelles venant de Tunisie et sur les mesures diplomatiques envisagées à l'égard de la représentation tunisienne à Paris [14 janvier 1958] (p. 2). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux

élections territoriales, départementales et communales en Algérie; Art. 5 : *Son amendement tendant à exclure du bénéfice de l'éligibilité et du droit de vote toutes les personnes qui adhèreraient encore à des mouvements révolutionnaires trois mois après la date de promulgation de la loi* [28 janvier 1958] (p. 320); — d'interpellations relatives au bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef : *Adieu de M. Mendès-France à M. Masmoudi, ambassadeur de Tunisie* [11 février 1958] (p. 672); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen de toute réforme constitutionnelle jusqu'à ce que la sécurité et la liberté des Français soient rétablies en Tunisie* [12 février 1958] (p. 711, 712); *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat sur la réforme constitutionnelle en raison de la situation de l'Est algérien; indemnisation des colons chassés par le Gouvernement tunisien* [19 février 1958] (p. 878, 879); *Ses explications de vote sur la question de confiance : Extension du vote sur la confiance à l'ensemble de l'activité gouvernementale; causes profondes du mécontentement de la police; politique de compromis renouvelés; renaissance d'une soi-disante extrême droite; absence de démission du Ministre de l'Intérieur; position des groupes de la majorité tout à la fois soucieux d'éviter une crise et hostiles à certains aspects de la politique gouvernementale* [18 mars 1958] (p. 1621, 1622, 1623); en deuxième délibération; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'obligation de joindre aux motions de défiance un programme de Gouvernement* [20 mars 1958] (p. 1781); *Hypocrisie d'un regroupement temporaire des oppositions sur un texte ridicule conçu dans des termes généraux; nécessité d'une réforme électorale préalable à la réforme constitutionnelle* (ibid.); Art. 6 : *Son amendement tendant à subordonner la mise en vigueur de la réforme constitutionnelle au vote d'une loi électorale établissant un scrutin majoritaire uninominal à deux tours et à une révision du règlement* [21 mars 1958] (p. 1851); *Nécessité de préciser le mode de scrutin* (p. 1851, 1852); *Irrecevabilité constitutionnelle de l'article 6 décidant un changement de loi électorale* (p. 1853); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Non-inscription à l'ordre du jour de l'interpellation de M. Plantier sur les déclarations de M. Cusin*) [21 février 1958]

(p. 952) ; *Expulsion des consuls français en Tunisie* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles le Quai d'Orsay a pu diffuser de fausses informations au sujet de l'avion pirate se trouvant à Bône [4 mars 1958] (p. 1187). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits militaires, SECTION GUERRE : *Ignorance des députés sur l'utilisation des crédits militaires ; diversité des informations relatives à l'avion étranger qui a atterri à Bône ; répercussions des abandons français au Maroc et en Tunisie ; situation des troupes françaises « prisonnières volontaires » en Tunisie ; attitude du Maroc devant la situation en Tunisie ; méfiance inspirée par les Bons offices ; discours de M. Lacoste sur l'importance de l'armement livré en Tunisie, origine de cet armement ; nécessité de rétablir l'ordre en Tunisie dans le cadre des traités ; à défaut d'une modification de l'attitude française, menace d'une demande de rapatriement massive des Français d'Afrique du Nord ; éventualité d'un « sauveur »* [4 mars 1958] (p. 1202, 1203, 1204) ; — sur la présentation du Gouvernement de M. Pierre Pflimlin : *Les motifs de la crise ; les bons offices de MM. Murphy et Beeley ; instabilité des votes parlementaires ; attitude de M. Pflimlin devant les déclarations de M. Georges Bidault, premier Président du Conseil désigné ; la Conférence de Tanger ; la position prise par M. Lacoste ; son œuvre en Algérie ; les négociations envisagées par le Gouvernement ; la situation « d'auto-stalag » de l'armée française en Tunisie ; les clauses de l'armistice de 1918 ; les conditions de l'indépendance nationale* [13 mai 1958] (p. 2255 à 2258) ; — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Caractère dangereux des pouvoirs demandés ; découragement de l'armée et des Français d'Algérie ; arrêt des opérations militaires en Algérie depuis les événements d'Alger ; entretien avec M. Naegelen à Alger* [16 mai 1958] (p. 2377, 2378) ; — d'une proposition de résolution concernant la modification de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (Dispositions relatives à l'exercice du mandat parlementaire) : *Contradiction de l'attitude du Gouvernement faisant confiance au général Salan et s'élevant contre le député Arrighi, arrivé en Corse à bord d'un avion militaire ; son attitude*

lors de la déchéance prononcée contre les communistes en 1940 ; inertie du Gouvernement envers des députés coupables depuis dix ans de tenter de soustraire des territoires à l'autorité de la République ; incapacité du régime parlementaire à se défendre lui-même ; discrédit dans lequel sont tombés tous les députés [26 mai 1958] (p. 2487, 2488) ; — sur la proposition de résolution relative à la levée de l'immunité parlementaire et la suspension de l'exercice du mandat d'un député : *Son rappel au Règlement ; interdiction des explications de vote en matière d'immunité parlementaire ; audition du député intéressé par une Sous-Commission* [26 mai 1958] (p. 2496) ; *Représentation de M. Arrighi par un député appartenant de préférence à son groupe* (ibid.) ; — d'urgence d'un projet de loi et d'une lettre rectificative relatifs aux pleins pouvoirs ; Article unique : *Ignorance du mode de scrutin selon lequel seront élues les futures Assemblées* [2 juin 1958] (p. 2613, 2614) ; *Son amendement tendant à rétablir la législation électorale dans le domaine des pleins pouvoirs* (p. 2614) ; *Approbation de la réforme électorale par le suffrage universel* (p. 2614, 2615) ; *Libre expression de l'opinion du corps électoral* (p. 2615) ; — d'urgence des conclusions d'un rapport relatif à la modification de l'article 90 de la Constitution : *Analogie avec la situation de juillet 1940 ; sanctions prises envers les députés ayant alors délégué leur pouvoir constituant ; aménagement du premier projet gouvernemental de 1940 et recours au référendum envisagé* [2 juin 1958] (p. 2618, 2619, 2620) ; *Attitude contradictoire du général en 1940 et en 1958* (p. 2620). = S'excuse de son absence [8 juin 1956] (p. 2451), [26 juin 1956] (p. 3019).

TOUBLANC (M. Etienne), Député de la Loire-Atlantique (P.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 16 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

venir en aide aux agriculteurs et maraîchers de la Loire-Inférieure ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février en leur accordant le bénéfice de prêts à taux réduit et de dégrèvements d'impôts, n° 529. — Le 29 février 1956, une proposition de loi tendant à accorder une indemnité de congé aux agriculteurs, commerçants et artisans dont le revenu annuel moyen n'atteint pas le montant annuel du salaire minimum interprofessionnel garanti, n° 875. — Le 29 mai 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux jeunes agriculteurs rappelés sous les drapeaux, débiteurs du Crédit agricole mutuel, le report des annuités dont ils sont redevables, n° 1983. — Le 21 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs du département de la Loire-Atlantique victimes des gelées de ce printemps, n° 5049.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [25 janvier 1956] (p. 80), [3 octobre 1956] (p. 3993), [4 octobre 1957] (p. 4501). = S'excuse de son absence [16 février 1956] (p. 327), [21 juin 1956] (p. 2835), [25 juillet 1956] (p. 3579), [28 juillet 1956] (p. 3716), [30 septembre 1957] (p. 4446), [21 février 1958] (p. 946). = Obtient des congés [16 février 1956] (p. 327), [25 juillet 1956] (p. 3579), [30 septembre 1957] (p. 4446).

TOURÉ (M. Sékou), *Député du Territoire de la Guinée (U. D. S. R.)*.

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 190). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162) ; [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [8 juin 1956] (p. 2452), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés ; Art. 9 : *Son amendement (Applicabilité aux territoires d'outre-mer)* [23 février 1956] (p. 474) ; le retire (ibid.) ; — d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement :

Situation de l'agriculture dans les territoires d'outre-mer ; Statut de la coopération outre-mer [15 mars 1956] (p. 939 à 941) ; — d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer ; Art. 3 : *Amendement de M. Lenormand (Conditions de création de cadres territoriaux et détermination de leurs statuts et de leur mode de rémunération)* [22 mars 1956] (p. 1175, 1176) ; *Amendement de M. Lenormand (Egalité de solde indiciaire entre les fonctionnaires des territoires d'outre-mer et ceux de la métropole)* (p. 1177) ; Art. 4 : *Son amendement (Organisation de l'état civil et délivrance d'une pièce d'identité)* (p. 1193) ; le retire (p. 1194) ; *Son amendement (Statut de la coopération outre-mer)* (p. 1194) ; le retire (p. 1195) ; Art. 10 : *Son amendement (Mode d'élection des membres du conseil de Gouvernement)* (p. 1203) ; le retire (ibid.) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les T.O.M. et énumération des cadres de l'Etat : *Amendement de M. Juskiewenski tendant à inclure le service des douanes dans la liste des services d'Etat* [30 janvier 1957] (p. 420) ; *Son amendement tendant à exclure de la liste des services d'Etat les services du plan et ceux de répartition des produits contingents* [31 janvier 1957] (p. 443, 444) ; *Son amendement tendant à exclure de la liste des services d'Etat le service géologique* (p. 448, 449) ; *Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à inclure sur la liste des services d'Etat le service d'assistance technique* (p. 450) ; *Son amendement prévoyant une énumération limitative des services de l'Etat* (p. 452) ; *Son amendement tendant à exclure de la liste des cadres d'Etat les chefs de bureau des secrétariats généraux et les chefs de division et attachés de la France d'outre-mer* (p. 454) ; *Amendement de M. Keita tendant à limiter la contribution des territoires aux frais de fonctionnement des services du Trésor et des douanes* (p. 458) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer : *Son amendement visant l'organisation des cadres de complément* [1^{er} février 1957] (p. 487) ; *Son amendement tendant à supprimer la référence aux cadres interterritoriaux* (p. 488) ; *Amendement de M. Senghor tendant à prévoir l'existence de services et de cadres interterritoriaux ; observations sur les discriminations existant actuelle-*

ment entre les différentes catégories de fonctionnaires (p. 490) ; Amendement de M. Sanglier tendant à appliquer le statut général des fonctionnaires aux agents intégrés dans les cadres territoriaux ; Amendement de M. Malbrant ayant le même objet (p. 492) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A.-O. F. et de l'A.-E. F. : Amendement de M. Coquel tendant à retirer au Haut Commissaire le pouvoir de négocier des conventions intéressant le groupe de territoires ; Observations sur le transport des produits de la Guinée à travers le Libéria [1^{er} février 1957] (p. 512) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 fixant les conditions de formation et de fonctionnement des conseils de gouvernement en A.-O.-F. et en A.-E.-F. : Ses explications de vote sur l'article 2 du décret [2 février 1957] (p. 551) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de gouvernement et des assemblées territoriales en A.-O. F. et en A.-E. F. : Amendement de M. Lisette prévoyant qu'un conseiller de gouvernement peut coordonner les activités de plusieurs de ses collègues [2 février 1957] (p. 576) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de Madagascar : Amendement de M. Tsiranana tendant à donner au Haut Commissaire le pouvoir de nommer les inspecteurs du travail [2 février 1957] (p. 589) ; Son amendement permettant à l'Assemblée représentative de créer des services d'intérêt commun (p. 592) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions du conseil de gouvernement et de l'Assemblée représentative de Madagascar : Amendement de M. Alduy tendant à faire participer les représentants de toutes les provinces au conseil de gouvernement [2 février 1957] (p. 597) ; Son amendement relatif à l'organisation d'un régime d'assurance contre les accidents du travail (p. 600) ; Son amendement prévoyant que l'Assemblée représentative est obligatoirement consultée sur le régime du travail et sur les décisions relatives à l'application du Code du travail (ibid.) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de province et des assemblées provinciales de Madagascar : Son amendement relatif à certaines dispositions intéressant le Code du travail [2 février 1957] (p. 605).

TOURNÉ (M. André), Député des Pyrénées-Orientales (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé : membre de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre titulaire de la Commissions des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; par la Commission des pensions, membre titulaire de la Commission chargée de faire le point des demandes présentées par les associations des ressortissants du Ministère des Anciens combattants [7 février 1957] (*J. O.*, débats du 14 février 1957, p. 888). — Est élu : secrétaire de la Commission des immunités parlementaires [18 octobre 1957] (p. 4537) ; Vice-Président de la Commission des boissons (*J. O.* du 12 juin 1958, p. 5557).

Dépôts :

Le 27 janvier 1956, une proposition de loi tendant à ramener le montant des droits et taxes qui frappent le vin à un maximum de 500 francs par hectolitre, n° 239. — Le 7 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier la législation en vigueur pour l'attribution de la retraite du combattant, n° 310. — Le 10 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un premier secours d'urgence de 500 millions de francs et à prendre diverses mesures en faveur des sinistrés du gel dans le département des Pyrénées-Orientales, n° 345. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à réduire les charges fiscales frappant le vin de consommation courante de 1.195 francs à 500 francs par hectolitre, n° 400. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant : 1° à modifier la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 ; 2° à revaloriser les pensions d'invalidité de guerre de 10 à 95 0/0 sur la base de la pension et de l'allocation spéciale temporaire n° 4 allouée à un invalide de 100 0/0 non bénéficiaire des allocations des grands mutilés, n° 770. — Le 8 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 et à assainir le marché du vin en accordant une priorité de vente aux petits et moyens viticulteurs, n° 1091. — Le 16 mars 1956, un

rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République relatif au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps de certaines victimes civiles de la guerre décédées en Indochine et ayant obtenu la mention à titre civil « Mort pour la France », n° 1226. — Le 20 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser au cours de l'année 1956 les trois quarts du plan quadriennal institué par la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 pour l'application des nouveaux taux d'émoluments et la liquidation des indemnités dues aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 1585. — Le 20 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer un véritable rapport constant entre les pensions militaires d'invalidité et les traitements d'activité des fonctionnaires, n° 1589. — Le 31 mai 1956, une proposition de loi tendant : 1° à réviser la situation des militaires ayant appartenu à des régiments territoriaux, au train des équipages, à des formations de brancardiers, du génie, d'observateurs en avion, d'aérostiers et des marins du commerce qui ont occupé des points stratégiques en France et sur les théâtres d'opérations extérieurs, afin de leur attribuer la carte du combattant 1914-1918 ; 2° à faire bénéficier les anciens combattants de la guerre de 1914-1918 des mêmes bonifications que celles accordées aux combattants de la guerre 1939-1945, n° 2014. — Le 7 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 1798) portant reconduction de la législation sur les emplois réservés, n° 2106. — Le 15 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée, n° 2229. — Le 3 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un établissement psychiatrique moderne dans le département des Pyrénées-Orientales, n° 2404. — Le 5 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire aménager au plus tôt une route forestière en vue de permettre l'exploitation de l'importante forêt domaniale du Tech (Pyrénées-Orientales), n° 2407. — Le 2 août 1956, une proposition de loi tendant à

autoriser la plantation de cépages nobles, sur les vacants communaux et les terres classées landes, en vue de la production de vins doux naturels, n° 2786. — Le 9 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire achever la reconstruction des ponts, ponceaux et passerelles emportés par les inondations de 1940 et 1942 dans les Pyrénées-Orientales, n° 2914. — Le 18 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à l'électrification du chemin de fer de Cerbère à Narbonne et à la modernisation de la ligne de chemin de fer Perpignan—Villefranche du Conflent, n° 2996. — Le 16 novembre 1956, un avis au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi de finances pour 1957 (n° 2951), n° 3270. — Le 19 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un poste-relais de télévision sur le mont Canigou (Pyrénées-Orientales), n° 3273. — Le 27 novembre 1956, une proposition de loi tendant à porter pour les années 1957, 1958 et 1959 à 2 milliards de francs par an le montant des prêts et à 1.500 millions de francs par an le montant des subventions accordées aux caves coopératives de vinification et la modernisation des installations existantes, n° 3340. — Le 17 décembre 1956, une proposition de loi tendant à majorer à compter du 1^{er} janvier 1957 les traitements annuels de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, n° 3582. — Le 17 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre au Ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre l'Hôtel national des Invalides, n° 3583. — Le 28 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder d'urgence à l'agrandissement des bâtiments du lycée de Perpignan afin de permettre une rentrée scolaire convenable en octobre 1957, n° 3723. — Le 29 novembre 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée, n° 6037. — Le 5 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis transmis par M. le Président du Con-

seil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième législature tendant à accorder à tous les énuclés de guerre un supplément d'invalidité de 10 0/0 pour défiguration, n° 6068. — Le 5 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à accorder des délais de paiement aux sinistrés et spoliés acquéreurs de biens sous séquestre provenant de patrimoines ennemis ou des collaborateurs, n° 6069. — Le 5 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter, à partir du 1^{er} janvier 1959, chaque département d'un hélicoptère, placé sous le contrôle des ponts et chaussées, n° 6089. — Le 14 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 3340) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à porter pour les années 1957, 1958 et 1959 à 2 milliards de francs par an le montant des prêts et à 1.500 millions de francs par an le montant des subventions accordées aux caves coopératives de vinification afin de permettre la construction de nouvelles coopératives de vinification et la modernisation des installations existantes, n° 6312. — Le 30 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au budget de 1959 les crédits nécessaires à la création à Perpignan d'un collège technique avec centre d'apprentissage, n° 6454. — Le 31 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à transformer le collège de jeunes filles de Perpignan en lycée d'Etat; 2° à édifier, à cet effet, un établissement moderne, n° 6481. — Le 20 février 1958, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 2786) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la plantation de cépages nobles, sur les vacants communaux et les terres classées landes, en vue de la production de vins doux naturels, n° 6665. — Le 19 mars 1958, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues (n° 882) tendant à appliquer au vin de « Saint-Péray » la réglementation concernant la production des vins de Champagne et interdisant la fabrication des vins mousseux

autres que les vins récoltés à l'intérieur de l'aire délimitée de cette appellation contrôlée; 2° de M. Paquet (n° 1592) relative à l'application à Saint-Péray de la législation en vigueur en Champagne, et interdisant la fabrication des vins mousseux ordinaires à l'intérieur de la région délimitée, n° 6931. — Le 15 avril 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux agriculteurs-maraîchers des Pyrénées-Orientales victimes des récentes gelées, n° 7095.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *La crise viticole, l'arrachage des vignes, la fabrication d'alcool-carburant, le contingentement des vins algériens* [13 mars 1956] (p. 884, 885); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif au transfert des corps des victimes civiles de la guerre d'Indochine, en qualité de *Rapporteur* [17 avril 1956] (p. 1276); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Application du plan quadriennal ; Droit à réparation ; Retraite du combattant ; Situation du personnel du Ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre, forclusion ; Situation des « implaçables »* [24 mai 1956] (p. 1993, 1994); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A : *Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à l'examen du budget des anciens combattants jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [13 juin 1956] (p. 2582); *Article additionnel de M. Marcel David déclarant d'utilité publique l'acquisition d'un immeuble par l'Université de Paris* [22 juin 1956] (p. 2965); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Observations sur le contenu de la lettre rectificative ; Indications erronées diffusées par la presse et la radio* (p. 2978, 2979); Chap. 31-21 : *Situation de la direction interdépartementale de Montpellier* (p. 2985); Chap. 31-22 : *Paiement des honoraires médicaux* (p. 2988); Chap. 34-12 : *Rémunération des médecins experts* (p. 2989); Chap. 36-51 : *Attribution de la carte de combattant volontaire et de la carte de déporté interné de la Résistance : discrimination politique* (p. 2990); Chap. 46-30 : *Situation des invalides inappareillables et des « implaçables »* (p. 2992); Chap. 46-51 : *Situa-*

tion des anciens combattants de l'armée républicaine espagnole (p. 2995) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Titres III et IV, en qualité de *Rapporteur pour avis : Suppression d'emplois au Ministère des Anciens combattants ; Retard apporté à l'examen des dossiers* [26 novembre 1956] (p. 5085) ; *Insuffisance de la dotation de l'Office national des anciens combattants ; Absence de mesures nouvelles ; Propositions de la Commission des pensions* (p. 5086) ; *Réorganisation des centres d'appareillage ; Situation des locaux de la direction interrégionale de Montpellier ; Réorganisation nécessaire de l'administration centrale* (p. 5098) ; *Montant des budgets de 1956 et 1957 ; Absence de mesures nouvelles* (p. 5105) ; Art. 18, Etat C, LÉGION D'HONNEUR : *Traitement des médaillés militaires* [8 décembre 1956] (p. 5738) ; Art. 98 : *Prix des alcools viniques* (p. 5756) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap 31-01 : *Revendications des anciens combattants* [27 décembre 1956] (p. 6292) ; Chap. 31-02 : *Attribution de la carte de déporté de la Résistance aux anciens prisonniers de la centrale d'Eysses* (p. 6293) ; Chap. 46-03 : *Réduction de tarif sur les transports routiers pour les invalides de guerre* (ibid.) ; Chap. 46-27 : *Situation des tuberculeux bénéficiaires de l'indemnité de soins* (ibid.) ; — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Agissements des patrons colonialistes installés en France dans des mines de fer des Pyrénées-Orientales* [26 septembre 1957] (p. 4365, 4366) ; *Développement de la guerre, des tortures et des exécutions en Algérie (Lettre du soldat Pucheu, du maire d'Arthur et d'un ancien délégué à l'Assemblée algérienne)* (p. 4366) ; *Arrestation et saisie de journaux, développement d'un malaise dans l'armée française* (p. 4367) ; *lettres adressées au Président de la République par des soldats appelés en Algérie et s'opposant à la guerre* (p. 4367) ; *Condamnation de soldats refusant de partir* (p. 4369) ; *Opposition des Algériens à la loicadre, nécessité de négocier* (ibid.) ; — du procès verbal de la séance précédente (*Rectification de son vote sur la question de confiance*) [3 décembre 1957] (p. 5102). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question orale relative aux conditions de travail du

personnel des mines de fer de Fillols-Taurinya (Pyrénées-Orientales) [13 décembre 1957] (p. 5338). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Problème des anciens combattants* [18 décembre 1957] (p. 5488) ; — des propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription, après le débat de politique étrangère, de la discussion des interpellations sur les anciens combattants ; Proteste contre l'utilisation de la question de confiance pour combattre l'ordre du jour fixé par la Conférence des Présidents* [17 janvier 1958] (p. 118, 119) ; — d'un projet de loi sur les ressources de la section viticole du Fonds national de solidarité agricole : *Retard apporté au débat, préjudice causé aux consommateurs par l'augmentation du vin prévue par le projet, menace pour l'avenir du marché du vin ; Report de la charge de l'aide aux sinistrés sur les gros colons bénéficiaires d'une plus-value* [25 février 1958] (p. 980, 931) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, Deuxième partie, Crédits d'investissements, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Aviation civile et commerciale : *Equipped des bases aériennes (Base aérienne de Perpignan), utilisation des hélicoptères* [10 mars 1958] (p. 1423) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Non-inscription de l'interpellation concernant la saisie arbitraire de trois hebdomadaires de gauche ; Augmentation de 20 0/0 des allocations familiales ; Discussion du budget des anciens combattants*) [13 mars 1958] (p. 1568). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question orale relative à la nomination d'un agent de la caisse primaire de sécurité sociale des Pyrénées-Orientales [28 mars 1958] (p. 2082).

TOURTAUD (M. Auguste), Député de la Creuse (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé : membre de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée d'émettre un avis sur les

taxes parafiscales et de péréquation [10 février 1956] (p. 253), [18 octobre 1957] (p. 4537). — Est élu secrétaire de la Commission des finances [4 octobre 1957] (p. 4504).

Dépôts :

Le 23 mai 1956, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les exploitants forains, le calcul de la taxe sur les appareils automatiques visée à l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955, **n° 1905**. — Le 28 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux exploitants agricoles du département de la Creuse victimes des orages de grêle, **n° 2696**. — Le 30 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire mettre en liberté les citoyens en détention préventive et poursuivis en raison des manifestations ayant accompagné le départ de rappelés sous les drapeaux, **n° 3088**. — Le 26 février 1957, une proposition de loi tendant à instituer des mesures de dégrèvement en faveur des assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive) et qui, du fait de leur rappel sous les drapeaux, ont dû cesser totalement leur activité professionnelle, **n° 4299**. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à donner aux contribuables créanciers de l'Etat la faculté d'imputer leurs créances sur le montant des impositions dont ils sont redevables, **n° 4923**. — Le 26 juillet 1957, une proposition de loi tendant à abroger les mesures financières ayant pour effet de restreindre l'ouverture de fonds de boulangerie ou de dépôts de pain prévues par le décret n° 54-1162 et l'arrêté en date du 22 novembre 1954, **n° 5690**. — Le 25 septembre 1957, une proposition de loi tendant à abroger l'arrêté interministériel du 21 mai 1957 instituant une redevance de location et d'entretien des compteurs électriques, **n° 5785**. — Le 5 novembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée afin de permettre une prolongation du sursis accordé aux jeunes instituteurs de façon à parer, dans la plus large mesure possible, à la pénurie de maîtres dans les écoles publiques, **n° 5869**.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e bureau sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir [19 janvier 1956] (p. 14). Prend part à la discussion des conclusions de ce rapport [2 février 1956] (p. 166, 167). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport de M. Marcel Cartier sur l'abrogation des lois anti-laïques* [24 février 1956] (p. 492). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à la suspension de taxes indirectes sur certains produits de consommation courante : *Discussion générale (Urgence d'une réforme fiscale)* [6 mars 1956] (p. 673, 674) ; — d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Lalle, les baux ruraux, le développement des débouchés agricoles, la lutte contre la tuberculose bovine* [15 mars 1956] (p. 986 à 989) ; — du projet de loi créant le Fonds national de solidarité : *Calcul des ressources, allocation aux vieux agriculteurs, calcul de la taxe sur les automobiles, suppression de la détaxation sur les investissements, « attitude hypocrite de la droite »* [26 avril 1956] (p. 1574 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Amendement rectifié de M. Pronteau tendant à remplacer l'augmentation de 10 0/0 de l'impôt sur les personnes physiques par la taxation des revenus des dirigeants de sociétés ; Montant des sommes échappant à l'impôt, note d'information de la direction générale des impôts du 16 avril 1952, exclusion des sociétés de famille* [2 mai 1956] (p. 1665) ; *Son amendement exonérant de l'impôt sur les augmentations de loyer les propriétaires d'immeubles ne disposant pas d'un revenu supérieur à 360.000 francs* (p. 1667) ; en seconde lecture : *Opposition du groupe communiste aux manœuvres tendant à ajourner le vote du projet* [6 juin 1956] (p. 2346). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 25 mai : *Proposition de résolution sur le prix des produits laitiers* [29 mai 1956] (p. 2052). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 31-93 : *Son amendement indicatif (Extension des primes de rendement à tous les fonctionnaires des administrations et des établissements publics)* [29 mai 1956] (p. 2068) ; Chap. 33-91 : *Son amendement indi-*

catif (*Subventions accordées aux services sociaux des ministères, logement des fonctionnaires*) (p. 2069); le retire (p. 2070); *Commission d'enquête sur les besoins des fonctionnaires en matière de logements* (p. 2070); Chap. 31-01: *Son amendement indicatif (Constitution du cadre d'attachés d'administration centrale; Intégration dans ce corps de tous les secrétaires d'administration)* (p. 2075, 2076); Chap. 31-43: *Amendement indicatif (Péréquation des pensions des inspecteurs des régies retraités à l'indice 360)* (p. 2077); le retire (p. 2079); *Son amendement indicatif (Transformation d'emplois du cadre C en emplois du cadre B)* (p. 2078); *Son amendement indicatif (Titularisation des auxiliaires)* (p. 2078, 2079); ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-34: *Son amendement indicatif (Création nécessaire de 20.000 postes d'instituteurs)* [15 juin 1956] (p. 2649); Art. 61: *Son article additionnel concernant la constitution du corps d'attachés d'administration centrale* [22 juin 1956] (p. 2919); *Son article additionnel concernant l'élaboration des statuts des agents du cadastre* (p. 2921); le retire (ibid.); en deuxième lecture: FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 60-80: *Son amendement tendant à reprendre le libellé adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Aide à la Tunisie)* [23 juillet 1956] (p. 3488); en cinquième lecture: *Ses explications de vote (Coût de la guerre d'Algérie, blocage des salaires)* [1^{er} août 1956] (p. 3816); en sixième lecture: Art. 19: *Son amendement supprimant la référence aux économies prévues par les dispositions législatives* [2 août 1956] (p. 3840); le retire (ibid.); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956: 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets; Art. 14 bis: *Sa demande de disjonction* [26 juillet 1956] (p. 3697). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Salaires des ouvriers agricoles* [28 juillet 1956] (p. 3723). — Est entendu: sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Discussion des propositions tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public* [5 octobre 1956] (p. 4031); — sur les nouvelles propositions de la Conférence des Présidents [5 octobre 1956] (p. 4034). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à la manifestation qui s'est déroulée à la ville de Villedieu (Creuse) et à la suspension

du maire de cette localité [26 octobre 1956] (p. 4341, 4342). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à la constitution du corps des attachés d'administration: *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Métayer* [9 novembre 1956] (p. 4574); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Organisation du débat sur la construction*) [16 novembre 1956] (p. 4768, 4769); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957: *Oppose la question préalable; Anticonstitutionnalité du décret du 19 juin 1956 sur la présentation du budget; Volonté de limiter l'initiative et le contrôle du Parlement* [20 novembre 1956] (p. 4937); *Déclaration du président Herriot le 21 décembre 1945 sur les prérogatives du Parlement en matière budgétaire* (p. 4938); *Accroissement du rôle de la Commission des finances; Conflit entre le décret organique et le Règlement de l'Assemblée; Examen de la répartition des crédits par les Commissions des finances du Parlement* (p. 4939); *Nécessité de soumettre le décret du 19 juin 1956 à la ratification du Parlement* (p. 4940); Art 6: *Financement du fonds d'investissement routier; Question préalable opposée par M. Hénault* [21 novembre 1956] (p. 4996); Art 8: *Demande de disjonction de M. Lamps: Application de l'article 50 du décret du 19 juin 1956, conflit entre ce texte et le Règlement de l'Assemblée* (p. 4997, 4998); Art 14, Etat C, ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV: *Augmentation insuffisante du budget pour faire face à l'accroissement démographique et combler le retard accumulé* [27 novembre 1956] (p. 5173); *Diminution des autorisations de programmes, compte tenu des crédits bloqués; Absence de mesures tendant à la revalorisation de la fonction enseignante (Contradiction avec les déclarations présentes du Ministre); Conséquences de la politique menée en Algérie sur le budget de l'Education nationale* (p. 5174); AGRICULTURE, Titres I, III et IV: *Nomination d'un ingénieur en chef du génie rural dans chaque département; Remplacement du personnel technique affecté à l'administration centrale par des administrateurs civils* [1^{er} décembre 1956] (p. 5390); Art. 15, Etat D, AGRICULTURE: *Insuffisance du budget de l'Agriculture; «Débudgétisation» des crédits destinés à l'amélioration de l'habitat rural; Mesures proposées par le groupe communiste en faveur des paysans*

[3 décembre 1956] (p. 5430) ; Art. 15, Etat D : ÉDUCATION NATIONALE : *Importance des reports des crédits de paiement ; Fixation des prix-plafonds des constructions scolaires ; Augmentation du taux des subventions aux collectivités locales* [3 décembre 1956] (p. 5462) ; Art. 97 : *Amendement de M. Pirot tendant à exonérer de la taxe de résorption les 100 premiers quintaux d'orge livrés par les producteurs dont les livraisons ne dépasseront pas 200 quintaux* [7 décembre 1956] (p. 5753) ; Art. 51 bis : *Son amendement relatif au financement du budget annexe des prestations familiales agricoles* [8 décembre 1956] (p. 5780) ; *Ses explications de vote sur les questions de confiance : observations sur la nouvelle procédure budgétaire ; Augmentation des crédits militaires et du déficit budgétaire ; Conséquences économiques de l'opération de Suez ; Non-satisfaction des revendications des travailleurs* [10 décembre 1956] (p. 5806 à 5808) ; en quatrième lecture : *Application du nouveau régime des patentes* [28 décembre 1956] (p. 6386) ; -- sur les propositions de la Conférence des présidents [30 novembre 1956] (p. 5322), [14 décembre 1956] (p. 5977) ; [15 janvier 1957] (p. 3) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 fixant les conditions de formation et de fonctionnement des conseils de gouvernement en A.-O. F. et en A.-E. F. ; seconde délibération : *Son rappel au Règlement (Réunion nécessaire de la Commission)* [2 février 1957] (p. 555) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription de la question orale de Mme Rose Guérin concernant la nomination du général nazi Speidel au commandement des forces de l'O. T. A. N., application de la loi sur le fonds national de solidarité* [7 février 1957] (p. 722). — Dépose une demande d'interpellation sur la nécessité de mettre en œuvre des mesures de lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse et sur l'urgence des dispositions qu'il convient de prendre pour assurer la vaccination du cheptel menacé et doter chaque département d'un stock de vaccin suffisant [7 février 1957] (p. 722) ; la développe : *Ses observations sur l'épidémie de fièvre aphteuse, le manque de vaccin, l'aide à apporter aux exploitants familiaux ayant subi des pertes par suite de l'épidémie* [26 février 1957] (p. 1131 à 1133) ; *La nécessité d'organiser la vaccination obligatoire* (p. 1134). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à la revalorisation

des rentes viagères ; Art. 12 : *Amendement de M. Gilbert Martin tendant à financer le projet par une réduction des décotes accordées aux entreprises* [21 février 1957] (p. 1043) ; *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à financer le projet par un prélèvement sur le fonds national de solidarité et pour 1957 par une majoration du prix de vente des tabacs étrangers* (p. 1045) ; Art. 12 bis : *Son amendement tendant à porter le taux de l'impôt sur les sociétés à 42,5 0/0* [7 mars 1957] (p. 1363) ; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Leenhardt (Non-application de la majoration aux cigarettes gauloises et au tabac gris)* (p. 1365) ; Art. 14 : *Observations sur le financement de la révision des évaluations cadastrales* [8 mars 1957] (p. 1394, 1395) ; — sur le procès-verbal de la séance du 28 février (*Vote du groupe communiste sur le projet modifiant certains articles de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse*) [1^{er} mars 1957] (p. 1226) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Nomination du général Speidel, arrestation de M. Claude Marty*) [15 mars 1957] (p. 1622) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents [22 mars 1957] (p. 1794) ; — d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Sa motion préjudicielle tendant à inviter le Gouvernement à mettre un terme à la guerre d'Algérie, à réaliser des économies sur les dépenses militaires et à mettre en œuvre une réforme démocratique de la fiscalité* [17 mai 1957] (p. 2541) ; *Ampleur des problèmes financiers, déficit du budget, situation des finances extérieures, la guerre en Algérie, l'aventure de Suez et les charges militaires écrasantes, l'abandon de la réforme fiscale, les profits capitalistes, les économies proposées, la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs* (p. 2554 à 2559) ; — du projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Affaires économiques et financières et le Gouverneur de la Banque de France : *Amendement de M. Pierre Meunier prévoyant le mode de remboursement définitif de cette avance en instituant une taxe statistique sur les fortunes* [29 mai 1957] (p. 2636) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur l'importance politique du parti communiste ; Sa demande de précisions sur la prolongation des pouvoirs spéciaux en Algérie et sur la politique sociale ; Fixation d'une date pour les débats sur la réforme de*

l'enseignement et le remboursement des frais médicaux [18 juin 1957] (p. 2740, 2741); — du projet de loi portant assainissement économique et financier : *Charges insupportables des dépenses improductives de la guerre d'Algérie, distinction entre ces charges et les futures dépenses d'investissements en Algérie ; Conséquences de la politique de M. Lacoste : crise de la main-d'œuvre, diminution de la production, rapport de la commission économique à l'O.N.U., danger d'une politique d'emprunt, répartition injuste des nouvelles charges fiscales, taux réel de l'impôt sur les sociétés, dissimulation des bénéfices de certaines sociétés, abus des amortissements, des détaxations, des déductions des primes d'assurances, des exonérations d'impôts, caractère anticonstitutionnel des pleins pouvoirs demandés par le Gouvernement, atteinte au niveau de vie des travailleurs, influences extérieures favorables à la dévaluation* [21 juin 1957] (p. 2860 à 2864); — d'un projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie atomique; Art. 2 : *Son sous-amendement (Construction d'une usine nationale de séparation des isotopes de l'uranium)* [2 juillet 1957] (p. 3127); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa demande de discussion du projet de remboursement des frais médicaux* [12 juillet 1957] (p. 3568); — d'une proposition de loi tendant à majorer de 10 0/0 le montant des prestations familiales [16 juillet 1957] (p. 3626); — d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur les conséquences de la réduction des crédits d'investissement agricole : ralentissement des travaux d'adduction d'eau et d'électrification rurale, difficultés des collectivités locales pour réaliser leur part d'emprunt ; Problème du fonctionnement du fonds d'électrification rurale et de la contribution de l'Etat, aménagement des tarifs en faveur de la consommation rurale* [19 septembre 1957] (p. 4180, 4181, 4182); *Son rappel au Règlement (Vote sur la loi-cadre et sur les problèmes économiques et financiers)* (p. 4205); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Fixation de la date du vote sur les motions de censure déposées à la suite du débat sur les interpellations relatives à la politique économique du Gouvernement* [20 septembre 1957] (p. 4270); *Irrecevabilité des décisions prises par la Conférence des Présidents* (ibid.); — des propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des projets sociaux, augmen-*

tation de l'indemnité parlementaire, inscription pour fixation de date des interpellations relatives au général Speidel) [7 novembre 1957] (p. 4678, 4679); — des propositions de la Conférence des Présidents (*Sa demande de scrutin*) [15 novembre 1957] (p. 4824); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *La guerre d'Algérie, cause du mal dont souffrent nos finances et notre économie, d'où nécessité de rechercher la négociation et la paix en Algérie ; Motion préjudicielle qu'il se propose de déposer (Non-examen du présent projet de loi avant que le Gouvernement ait fait connaître les mesures qu'il compte prendre pour aboutir à la paix en Algérie)* [15 novembre 1957] (p. 4850, 4851); *Son rappel au Règlement (Possibilité de déposer une motion préjudicielle à tout moment du débat)* (p. 4851); — des propositions de la Conférence des Présidents (*Fixation de la date des interpellations de M. Raymond Guyot sur la politique de hausse et de vie chère du Gouvernement, et de M. Rieu relative au survol du territoire français par des avions américains porteurs de bombes thermo-nucléaires*) [6 décembre 1957] (p. 5209, 5210); — d'une proposition de loi relative au relèvement du taux des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien est à l'armée : *Son rappel au Règlement (Renvoi de la proposition en Commission)* [6 décembre 1957] (p. 5219, 5220); — pour un rappel au Règlement : *Ouverture d'un débat de politique extérieure avant la session de l'O. T. A. N.* [10 décembre 1957] (p. 5280); — du procès-verbal de la séance précédente [11 décembre 1957] (p. 5294); — d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets : *Budget de l'éducation nationale : Aide aux étudiants hongrois, agrandissement de la Faculté des sciences de Paris sur l'emploiement de la Halle aux vins* [13 décembre 1957] (p. 5342, 5343); *Etat C, Titre IV A : Son amendement tendant à supprimer les crédits relatifs à l'installation d'agriculteurs français du Maroc et de la Tunisie dans la métropole* (p. 5353); Art. 32 : *Intégration de 600 fonctionnaires dans les services de la police économique* [16 décembre 1957] (p. 5387); — d'une proposition de résolution relative à la *taxe piscicole : Ses explications de vote* [17 décembre 1957] (p. 5417); — d'une proposition de loi relative au délai pour les demandes de

titre ou de pécule formulées par certaines catégories d'anciens combattants et de victimes de la guerre : *Prolongation du délai de forclusion* [17 décembre 1957] (p. 5418) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Contrôle parlementaire et nouvelle procédure de discussion budgétaire* ; *Absence de renseignements sur la répartition des dépenses, examen des décrets soumis à ratification* ; *Limitation des initiatives parlementaires, crédits d'investissements et situation économique* ; *Taxe parafiscale* [17 décembre 1957] (p. 5451 à 5454) ; *Sa motion préjudicielle (Restriction des droits du Parlement en matière budgétaire)* (p. 5454) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Demande de disjonction de M. Privat* ; *Contribution de 1.000 francs versée par les employeurs pour éviter la majoration des tarifs de la R. A. T. P.* [26 décembre 1957] (p. 5544) ; *Son amendement (Prérogatives de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale)* (p. 5545) ; — deuxième partie, Crédits militaires : *Report de l'examen du budget des investissements* [6 mars 1958] (p. 1255) ; Crédits d'investissement, AGRICULTURE : *Adductions d'eau* [7 mars 1958] (p. 1325) ; Titre V, concernant les investissements : *rétablissement de crédit proposé par le Gouvernement* (p. 1327) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Utilisation des fonds destinés au fonds routier* [10 mars 1958] (p. 1415) ; *Demande une suspension de séance* (p. 1416) ; *Proteste contre les conditions dans lesquelles est intervenu le vote sur les travaux publics* (p. 1417) ; INTÉRIEUR : *Réductions de crédits de paiement pour le fonds routier national, emprunts des communes pour financer les travaux de voirie* (p. 1469, 1470). COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 70 : *Fonds national pour le développement des adductions d'eau* [25 mars 1958] (p. 1937, 1938) ; *Présentation et équilibre des comptes d'affectation spéciale* (p. 1938, 1939) ; — du procès-verbal de la séance précédente : *Tour de parole des rapporteurs pour avis du projet de loi de finances* [18 décembre 1957] (p. 5462, 5463) ; — des propositions de la Conférence des Présidents : *Catastrophe minière de Blanzay* [24 janvier 1958] (p. 249, 250) ; — des proposition de la Conférence des Présidents : *Inscription du rapport négatif de M. Barrachin* [21 février 1958] (p. 952, 953). — Dépose une demande d'interpellation sur la décision prise par le Ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports de radier des cadres de l'en-

seignement un instituteur de Faux-la-Montagne (Creuse) en raison de sa condamnation pour avoir affirmé son opposition à la poursuite de la guerre en Algérie [7 mars 1958] (p. 1302). — Prend part au débat sur la question orale posée par M. Tourné relative à la nomination d'un agent de la caisse primaire de la sécurité sociale des Pyrénées-Orientales [28 mars 1958] (p. 2083).

TRÉMOLET DE VILLERS (M. Henri),

Député de la Lozère (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 24 juillet 1956, une proposition de loi tendant à permettre l'expropriation du lit et des rives des cours d'eau non navigables ni flottables pour assurer la libre circulation dans les cas où l'intérêt touristique l'exige, n° 2634. — Le 13 décembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi n° 55-603 du 20 mai 1955 relatif aux syndicats et aux administrateurs judiciaires en vue de conserver aux greffiers de justice de paix la possibilité d'exercer ces fonctions à titre accessoire, n° 3538. — Le 13 décembre 1956, une proposition de loi tendant à instituer un droit de jugement en faveur des greffiers titulaires de charge en matière pénale, n° 3539. — Le 12 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget de 1957 les crédits nécessaires destinés à favoriser l'équipement commercial et la modernisation de la distribution, n° 4462. — Le 20 novembre 1957, une proposition de loi sur les institutions en Algérie, n° 5946.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique ; Art. 35 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer la possibilité de convertir en annuités*

forfaitaires les droits provenant des contrats en vigueur [20 avril 1956] (p. 1434). — Ses rapports sur des pétitions [15 juin 1956] (p. 2701), [20 novembre 1956] (p. 4950). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : *Danger présenté par les exceptions apportées aux textes traditionnels réglant les rapports des propriétaires et des fermiers* [17 décembre 1956] (p. 6060, 6061); *Amendement de M. Halbout tendant à substituer la notion de « pertes supérieures à 20 0/0 de la récolte totale » à celle de « pertes appréciables »* [14 février 1957] (p. 879); *Son amendement prévoyant une réduction du fermage égale en pourcentage à celle de l'ensemble de la production normale de l'exploitant* (p. 880); *Amendement de M. Bruyneel (Suppression des dispositions prévoyant le prélèvement avant le partage des produits nécessaires à la subsistance du métayer)* (p. 882, 883, 884); — de la proposition de loi tendant à modifier l'article 821 du Code rural (métayage) : *Danger d'un bouleversement des contrats de métayage; complications en résultant; partage du croît du cheptel* [22 février 1957] (p. 1072, 1073); *Article unique : Son amendement tendant à maintenir le régime antérieur pour les produits du cheptel, de la vigne et des autres cultures spéciales* (p. 1080); *Son amendement prévoyant des dérogations à la règle du tiercement conformément aux usages locaux et aux avis de la Commission consultative des baux ruraux* (p. 1083, 1084); — d'une interpellation relative à la circulation routière : *Action nécessaire en faveur du réseau routier, cas du département de la Lozère* [3 avril 1957] (p. 2007, 2008); — d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur la raison véritable de la convocation anticipée de l'Assemblée Nationale, la situation économique et sociale des petits exploitants familiaux, la nécessité et l'urgence d'une politique agricole bien pensée permettant une orientation nouvelle et une meilleure adaptation de la production* [18 septembre 1957] (p. 4153, 4154); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie; Art. 1^{er} : *Son amendement prévoyant la place de l'Algérie dans la Communauté française, la situation particulière de l'Algérie, la participation de tous les citoyens habitant l'Algérie à la souveraineté française* [27 septembre 1957] (p. 4414, 4415); *Précisions de la forme constitutionnelle de la République, impropriété des*

termes « territoires » et « fédérés », suppression de l'énoncé de la fédération, difficilement réalisable en raison de la répartition des attributions entre la République, en matière d'intérêt national et les assemblées régionales en matière locale, l'absence d'organes véritablement fédéraux (p. 4415, 4416); *Nécessité de donner à l'Algérie un régime différent de celui des autres provinces françaises* (p. 4416); Art. 2 : *Son amendement prévoyant que l'Algérie est composée de régions dotées d'une organisation particulière correspondant à leur caractère propre* (p. 4418); *Ses explications sur les conditions d'existence des institutions fédérales* (p. 4418); Art. 3 : *Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à insérer après les mots « tous les citoyens », les mots « des deux sexes » ; inutilité d'imposer l'exercice du droit de vote aux femmes musulmanes ; garanties minima de l'égale jouissance des droits accordés par l'expression « tous les citoyens »* (p. 4420); *Explications de vote sur la question de confiance : Conciliation du collège unique et de la sauvegarde des minorités ; fixation du régime électoral par loi ou par décret* [30 septembre 1957] (p. 4453); — sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Ses explications de vote : Critique de la gestion du précédent Gouvernement Guy Mollet, spécialement en matière économique, financière et sociale, inflation et hausse des prix, perte de la confiance du pays dans la monnaie, impossibilité de réduire l'impasse, remèdes envisagés au déficit de la balance des comptes, recours à l'aide étrangère après restauration du franc et de la confiance* [28 octobre 1957] (p. 4603, 4604, 4605); *Prudence de ce programme de quatre mois quant à la réforme constitutionnelle et électorale, retour de la loi-cadre sur l'Algérie, divergences avec les projets du Président Pinay, application partielle du rapport des experts et maintien de réformes coûteuses, inopportunité des projets relatifs aux comités d'entreprises, légitimité contestable des pouvoirs spéciaux* (p. 4605, 4606); — du projet de loi sur les institutions de l'Algérie : *Dangers d'un fédéralisme interne algérien, le régime de décentralisation, la sauvegarde de l'unité nationale* [26 novembre 1957] (p. 4961, 4962). — Son rapport sur une pétition [18 décembre 1957] (p. 5490). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives au bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef : *Son angoisse devant la mise en accusation de la France dans l'hémicycle de l'Assemblée Natio-*

nale, obligation pour M. Bourguiba de désarmer les combattants F.L.N, se réfugiant en Tunisie, différents incidents de Sakiét-Sidi-Youssef, nécessité de conserver l'Algérie française et d'y apporter la pacification [11 février 1958] (p. 667, 668, 669) ; — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la revision constitutionnelle : *Fonctionnement imparfait de nos institutions, initiative et contrôle parlementaire des dépenses, dangers de la motion de censure; amendement de M. Pleven tendant à faire obligation à tous les députés de se prononcer pour ou contre la motion de censure; proposition de M. Edgar Faure tendant à ce que le Conseil de la République soit saisi avant qu'intervienne le vote définitif sur la question de confiance sur le texte proposé* [18 février 1958] (p. 840, 841, 842) ; — d'une proposition de loi adoptée par le Conseil de la République relative au droit de reprise en matière de fermage ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Trémouilhe (Faculté de reprise triennale en faveur d'un descendant mineur émancipé ou marié)* [25 mars 1958] (p. 1904, 1905) ; *Son amendement (Possibilité de reprise en faveur du nu-propriétaire s'il y a usufruit)* (p. 1907, 1908) ; *Son amendement (Reprise au profit du fils du nu-propriétaire en cas de cessation de l'usufruit)* (p. 1908) ; — d'urgence d'une proposition de résolution concernant la modification de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (Dispositions relatives à l'exercice du mandat parlementaire) : *Accentuation du fossé entre le pouvoir légal et le pays réel; opposition entre le pays, d'une part, et le Parlement et le Gouvernement, d'autre part; impossibilité d'une séparation entre la France et l'Algérie; appel au général de Gaulle dans la légalité pour éviter la guerre civile* [26 mai 1958] (p. 2490). = S'excuse de son absence [8 juin 1956] (p. 2451), [7 mars 1958] (p. 1302). = Obtient un congé [7 mars 1958] (p. 1302).

TRÉMOUILHE (M. Raphaël), Député du Lot-et-Garonne, (R. R. S.).

Son élection est validée [25 avril 1956] (p. 1529) (1). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [12 juin 1956] (p. 2484),

[4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de la presse [6 juillet 1957] (p. 3342) ; de la Commission de l'agriculture [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 31 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir toutes mesures propres à développer la conversion des vignobles en vue de la production du raisin de table dans l'outre-mer et la métropole, n° 2728. — Le 26 novembre 1956, une proposition de loi tendant à réduire le taux des majorations de retard perçues par les caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales dans le cas de versements tardifs des cotisations, n° 3323. — Le 1^{er} mars 1957, une proposition de loi tendant à protéger les intérêts des docteurs vétérinaires et vétérinaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux, n° 4383. — Le 1^{er} mars 1957, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi du 8 avril 1946 au personnel féminin aux armées en ce qui concerne la profession d'infirmière et d'assistante sociale, n° 4392. — Le 12 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des secours en faveur des agriculteurs victimes des orages de grêle survenus au mois de juin en Lot-et-Garonne, n° 5491. — Le 18 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à susciter la création, dans le cadre du Marché commun, d'un comité professionnel de la viticulture, pour établir une législation viticole commune aux six pays membres, n° 5752. — Le 5 novembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 53-676 du 5 août 1953 réglementant, pour la pratique de la chasse, la détention et l'utilisation du furet, n° 5862.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : *Sa demande de seconde délibération* [15 février 1957] (p. 920) ; — de la proposition de loi tendant à modifier l'article 821 du Code rural (Métayage) : *Observations formulées par le Garde des Sceaux à l'égard de la proposition* [22 février 1957] (p. 1076) ; *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi devant la Commission*

(1) En lieu et place de M. Baylac, non validé.

de la justice (p. 1077) ; Article unique : *Son amendement tendant à substituer pour la part du bailleur le tiers de l'ensemble des produits au tiers des produits de l'exploitation* (p. 1079) ; *Son amendement tendant à répartir les produits du cheptel en fonction de l'apport des parties* (p. 1081, 1082) ; — d'une proposition de loi adoptée par le Conseil de la République relative au droit de reprise en matière de fermage ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Faculté de reprise triennale en faveur d'un descendant mineur émancipé ou marié)* [25 mars 1958] (p. 1904). = S'excuse de son absence [27 avril 1956] (p. 1602), [21 juin 1956] (p. 2835), [6 novembre 1956] (p. 4477), [21 février 1958] (p. 946). = Obtient des congés [27 avril 1956] (p. 1602), [21 juin 1956] (p. 2835), [6 novembre 1956] (p. 4477), [21 février 1958] (p. 946).

TRIBOULET (M. Raymond), Député du Calvados (R. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] p. 42). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [19 mars 1957] (p. 1666), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [25 février 1958] (p. 978). — Est élu représentant de la France à l'Assemblée commune de la communauté européenne du charbon et de l'acier [19 mars 1957] (p. 1666), [3 juillet 1957] (p. 3195). — Est désigné par la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité consultatif constitutionnel [22 juillet 1958] (*J. O.* du 23 juillet 1958, p. 6843).

Dépôts :

Le 17 février 1956, une proposition de loi tendant à permettre aux diminués physiques de se présenter aux concours et examens d'accès à la fonction publique sans que leur infirmité puisse leur être opposée comme un obstacle

éliminatoire, n° 578. — Le 16 mars 1956, une proposition de loi tendant à déclarer réversible en faveur des veuves la retraite du combattant, n° 1247. — Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à l'intégration de tous les chels de bureau et rédacteurs des préfectures dans le corps des attachés de préfecture, ainsi que de tous les commis de préfecture nommés avant le 1^{er} janvier 1949 dans le corps des secrétaires administratifs de préfecture, n° 1373. — Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 1666 et 1667 du Code général des impôts concernant le sursis de paiement, n° 1374. — Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 186, première partie, du Code général des impôts, établissant une réduction d'impôts pour les chefs de famille, n° 1375. — Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 50-948 du 8 août 1950 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1950, n° 1376. — Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à exonérer des versements forfaitaires de 5 0/0 du salaire de chaque matelot embarqué, les patrons pêcheurs se livrant personnellement à la pêche, n° 1377. — Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à fixer à vingt-cinq ans le délai d'exonération de l'impôt foncier pour les propriétaires sinistrés, n° 1378. — Le 22 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la surtaxe progressive les personnes physiques pour les sommes allouées comme dons aux sociétés sportives ou d'éducation populaire, n° 1379. — Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-338 du 18 mars 1950 complétant l'article 7 de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947, instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre, n° 1380. — Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier les conditions de liquidation et de perception des droits de mutation à titre gratuit sur certains biens affectés par des événements de guerre, n° 1381. — Le 22 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la taxe proportionnelle les arrérages des rentes viagères versées à titre d'indemnité d'éviction aux sinistrés, n° 1382. — Le 19 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution du pécule en faveur des anciens combattants

(1) Démissionnaire [13 mars 1957] (p. 1566).

prisonniers de guerre évadés et de leurs ayants cause, n° 1556. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à fixer à 20 francs le taux du remboursement des reichsmark et lagermark aux anciens prisonniers de guerre, déportés politiques et travailleurs non volontaires et à simplifier les formalités de cet échange, n° 1618. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 1619. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à instituer la carte professionnelle d'artiste musicien exécutant, n° 1620. — Le 5 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un nouveau délai pour les demandes de mutation faites par les acquéreurs de biens sinistrés, n° 1775. — Le 13 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour organiser des journées de solidarité nationale en faveur des familles de soldats rappelés et maintenus sous les drapeaux à l'occasion des événements d'Afrique du Nord, n° 2154. — Le 19 juin 1956, une proposition de loi tendant à venir en aide aux jeunes artisans, commerçants et agriculteurs rappelés et maintenus sous les drapeaux en raison des événements d'Afrique du Nord, n° 2242. — Le 19 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer un statut national des auto-écoles, n° 2243. — Le 19 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lancer un emprunt limité à un montant de 100 milliards de francs destiné à financer les dépenses résultant des événements d'Algérie, n° 2255. — Le 26 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin de développer la campagne de solidarité Métropole-Algérie, en favorisant et généralisant les jumelages entre villes et villages de la métropole et ceux d'Algérie, n° 2328. — Le 26 juin 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux chefs de famille non salariés des professions indépendantes le bénéfice de l'allocation dite de la « mère au foyer », n° 2353. — Le 18 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre, en fonction

du résultat de l'emprunt, certaines mesures de détente fiscale, n° 2986. — Le 7 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour que les rappelés et maintenus sous les drapeaux en raison des événements en Afrique du Nord puissent, en cas de besoin, lors de leur démobilisation, bénéficier sans difficultés d'une priorité d'embauche, n° 3158. — Le 7 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'attribuer une prime de risque, équivalente à la prime de maintien de l'ordre accordée aux militaires stationnés en Afrique du Nord en raison des événements, au personnel civil des transmissions du Secrétariat d'Etat aux Forces armées (terre) exerçant leur fonction au Maroc, en Tunisie et en Algérie, n° 3159. — Le 8 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour apporter d'urgence à la Côte française des Somalis l'aide financière et matérielle que nécessite le blocage de son économie en fonction des événements d'Egypte, n° 3175. — Le 22 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits nécessaires pour promouvoir la mise en œuvre d'une véritable éducation physique et sportive de la jeunesse française, n° 3317. — Le 26 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser le service des instruments de mesure et à procéder à la revision indiciaire de ses divers cadres, n° 3325. — Le 12 décembre 1956, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les étudiants des facultés, instituts supérieurs et grandes écoles de Paris, à partir du 1^{er} janvier 1957, d'une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, n° 3518. — Le 18 janvier 1957, une proposition de loi tendant à définir les statuts des établissements de conduite automobile dits auto-écoles, n° 3827. — Le 13 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 195 du Code général des impôts en ce qui concerne le nombre de parts à retenir pour le calcul de la surtaxe progressive, n° 4120. — Le 14 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 67 de la loi de finances n° 50-928 du 8 août 1950 afin d'intégrer dans les cadres correspondants des régies financières le personnel du service

actif des douanes, n° 4143. — Le 21 février 1957, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'ensemble de la Constitution, n° 4244. — Le 22 février 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 7 de la loi de finances n° 56-780 du 4 août 1956, afin d'accorder en priorité aux veuves des grands invalides de guerre et du travail, le règlement intégral en espèces de leurs dommages de guerre mobiliers, n° 4277. — Le 6 mars 1957, une proposition de loi portant révision de l'article 90 de la Constitution, n° 4419. — Le 12 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant l'article 8 de la loi n° 50-729 du 24 juin 1950 modifiant le même article de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la résistance, n° 4480. — Le 12 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à permettre aux militaires de carrière, en activité ou en retraite, titulaires d'une pension d'invalidité, de percevoir cette pension au taux du grade, n° 4482. — Le 15 mars 1957, une proposition de loi tendant au maintien du *statu quo* en ce qui concerne le recouvrement des différentes taxes piscicoles, n° 4559 (rectifié). — Le 22 mars 1957, une proposition de loi tendant à instaurer un préavis de six mois, à réduire le taux des majorations de retard perçues par les caisses de sécurité sociale en cas de versements tardifs des cotisations et à supprimer leur privilège en cas de faillite ou de règlement judiciaire, n° 4650. — Le 4 avril 1957, une proposition de loi tendant à fixer aux 15 mai, 15 juillet et 15 octobre les dates de versement des tiers provisionnels et du reliquat de l'impôt en ce qui concerne les entreprises à caractère saisonnier, n° 4774. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi afin de réglementer l'exercice des professions de guide interprète officiel et courrier du tourisme et leur donner la qualité de cadres, n° 4947. — Le 23 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer la représentation des agriculteurs au sein des commissions départementales des bourses d'enseignement, n° 5611. — Le 3 octobre 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi

(n° 3490 rectifié) de M. Christian Bonnet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le cinquième alinéa de l'article premier de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 modifiant elle-même celle du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée et complétée par la loi du 18 avril 1952, n° 5799. — Le 19 novembre 1957, une proposition de loi tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires et agents civils et militaires en service en Tunisie, n° 5942. — Le 12 décembre 1957, une proposition de loi tendant à promouvoir rétroactivement au grade supérieur les officiers dégagés des cadres par suite de l'abaissement des limites d'âge en application de l'acte dit « loi du 2 août 1940 », n° 6140. — Le 19 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une indemnité de technicité à tous les ouvriers, techniciens et cadres des télécommunications des P. T. T., n° 6217. — Le 14 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les moyens nécessaires à la gendarmerie nationale pour qu'elle puisse conserver une place prééminente dans la surveillance de la circulation routière, en augmentant notamment le nombre et l'effectif de ses brigades motocyclistes, n° 6302. — Le 18 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à substituer, pour un montant équivalent, à la subvention de 15 0/0 sur le matériel agricole, une détaxe à la T. V. A., n° 6638. — Le 4 mars 1958, une proposition de loi tendant à réglementer une véritable presse étudiante, n° 6787. — Le 4 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'émission en 1958 d'un timbre-poste commémoratif du centenaire de la naissance de Charles de Foucauld, n° 6791. — Le 20 mai 1958, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, sur le projet de loi, adopté par le Conseil de la République, relatif à la prorogation du mandat des membres du Conseil de la République élus en Algérie, n° 7169. — Le 20 mai 1958, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République, modifiant, pour les territoires d'outre-mer, pour la République du Togo et l'Etat sous tutelle du

Cameroun, la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, n° 7170. — Le 20 mai 1958, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République, modifiant, en ce qui concerne l'élection des conseillers de la République représentant les citoyens français résidant au Maroc, en Tunisie, au Cambodge, au Laos et au Vietnam, les dispositions de la loi du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, n° 7171. — Le 23 mai 1958, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur le projet de loi adopté avec modification par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, modifiant, en ce qui concerne l'élection des conseillers de la République représentant les citoyens français résidant au Maroc, en Tunisie, au Cambodge, au Laos et au Viet Nam, les dispositions de la loi du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, n° 7187.

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de Charente-Maritime (quatre premiers sièges) : *Sa demande de joindre ce rapport au rapport relatif aux deux derniers sièges* [2 février 1956] (p. 169). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Rapport de M. Marcel Cartier sur l'abrogation de la loi Barangé-Barrachin, priorité accordée au débat sur la politique agricole et au projet sur les congés payés* [17 février 1956] (p. 352, 353). — Dépose une demande d'interpellation sur la réforme des institutions [29 février 1956] (p. 570); Est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Attachement des élus du général de Gaulle à la réforme constitutionnelle, problème algérien, dissolution* [2 mars 1956] (p. 638 à 640). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Cas de la petite exploitation familiale, emploi de conservateurs dans le beurre fermier, application de la loi du 2 juillet 1935 interdisant d'aromatiser la margarine* [13 mars 1956] (p. 899 à 901); — des conclusions des deuxième

et troisième rapports supplémentaires du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Manche : *Son amendement ordonnant une enquête pour l'attribution des deux derniers sièges* [25 avril 1956] (p. 1532); *Su demande de vote par division de l'amendement de M. Isorni validant MM. Fauchon et Brard* (p. 1546). — Son 4^e rapport supplémentaire, au nom du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Manche [3 mai 1956] (p. 1671). Prend part à la discussion des conclusions de ce rapport supplémentaire (deux sièges) : *Amendements de M. Isorni (MM. Brard et Fauchon sont validés)* [9 mai 1956] (p. 1814, 1815), [23 mai 1956] (p. 1963). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [25 mai 1956] (p. 2022). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Attitude des républicains sociaux sur la politique marocaine du Gouvernement Edgar Faure* [1^{er} juin 1956] (p. 2229); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-41 : *Réfection des grands itinéraires utilisés par les convois militaires au lendemain de la Libération* [12 juin 1956] (p. 2508); *Son rappel au règlement* (p. 2513); POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat E, Chap. 1010 : *Situation des inspecteurs réducteurs* [20 juin 1956] (p. 2789); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 36-51 : *Statut du Gouverneur de l'Hôtel des Invalides, application du statut de l'Office national des anciens combattants* [22 juin 1956] (p. 2991); Chap. 46-30 : *Observations sur les efforts faits par les précédents Ministres des Anciens combattants* (p. 2993); — en deuxième lecture, du projet de loi-cadre sur les territoires d'outre-mer : *Ses explications de vote (Fidélité des républicains sociaux à l'esprit de la déclaration de Brazzaville, nécessité d'une large décentralisation et de l'institution d'un pouvoir central effacé)* [19 juin 1956] (p. 2737); — d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle des membres de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote* [26 juin 1956] (p. 3047); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Ses explications de vote (Incidence des mesures adoptées sur la construction)* [27 juin 1956] (p. 3114, 3115). — Dépose une

demande d'interpellation sur la politique marocaine du Gouvernement et sur la situation des forces françaises au Maroc [6 juillet 1956] (p. 3308). — Prend part à la discussion des interpellations sur l'Euratom : *Ses explications de vote sur la priorité demandée en faveur de l'ordre du jour de M. Depreux, position du groupe des républicains sociaux* [10 juillet 1956] (p. 3387). — Est entendu sur une communication du Gouvernement : *Ses observations sur la politique marocaine du Gouvernement, la mise en œuvre de cette politique et le choix des fonctionnaires chargés de l'appliquer* [12 juillet 1956] (p. 3408); *Le climat d'insécurité régnant au Maroc, l'appui apporté par la France au Sultan, les déclarations du prince Moulay Hassan, la nécessité de maintenir le prestige de l'armée française* (p. 3409). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux; Art. 1^{er} : *Application du texte aux artisans* [31 juillet 1956] (p. 3778); en quatrième lecture [31 juillet 1956] (p. 3781); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote : Nécessité de réviser la politique française au Maroc et en Tunisie* [25 octobre 1956] (p. 4306); *Solution du problème algérien (Pas d'institution étatique à Aïger, pas d'intervention de l'O. N. U.) ; Opposition des républicains sociaux à la petite Europe* (p. 4307); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la proposition de loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public* [26 octobre 1956] (p. 4336). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale relative à l'application du statut du réfractaire [26 octobre 1956] (p. 4341). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs : *Encouragement donné aux banques diverses par l'intermédiaire du secteur de haute productivité, centralisation excessive au sein du Ministère de la Reconstruction et du Logement* [15 novembre 1956] (p. 4722); Art. 1^{er} bis : *Son amendement tendant à étendre à tous les organismes de construction les avantages financiers prévus à cet article* [16 novembre 1956] (p. 4779); le retire (ibid.); Art. 3 ter : *Amendement de M. Pflimlin tendant à assortir le prix-plafond des constructions destiné à l'accession à la propriété d'un*

coefficient géographique [19 novembre 1956] (p. 4811); Art. 5 : *Sa demande de disjonction (Mesures à prendre pour le développement de l'habitat rural)* (p. 4816); le retire (p. 4817); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer les sanctions prévues contre les entrepreneurs et les architectes ne respectant pas les délais prévus pour les dépôts des documents nécessaires à la liquidation des dommages de guerre* (p. 4849); le retire (p. 4850); Art. 14 : *Son amendement tendant à réserver au seul architecte la qualité de maître d'œuvre* (p. 4853); Art. 18 : *Son amendement tendant à permettre l'association entre les collectivités publiques et les organismes privés* (p. 4865); Art. 26 : *Son amendement tendant à assurer l'indépendance des commissions d'évaluations* (p. 4878); Art. 27 : *Son amendement tendant à la révision de l'indemnité en cas de changement d'affectation des terrains expropriés* (p. 4884); en deuxième lecture, Art. 5 : *Son amendement tendant à accorder aux propriétaires ruraux des prêts à faible taux d'intérêt et à exonérer des droits de mutation, à titre gratuit, ceux d'entre eux ayant réalisé des investissements justifiés sur leur fonds* [12 avril 1957] (p. 2240); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Autorisation préalable du Gouvernement pour l'exécution de certains travaux de caractère social insuffisant); ses observations sur l'empêchement dans le domaine du Ministère de l'Industrie et du Commerce* (p. 2242); Art. 10 : *Amendement de M. Maurice-Bokanowski tendant à ne pas fixer les conditions de localisation de la cotisation patronale de 10%* (p. 2248); *Son amendement tendant à ne pas fixer les conditions d'emploi de la participation de l'entreprise en cas de construction directe* (ibid.); *Meilleur rendement économique de la contribution de l'employeur* (ibid.); Art. 14 : *Amendement de M. Deixonne concernant l'organisation de la formation des constructeurs ; Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* (p. 2255); le retire (p. 2256); Art. 14 ter : *Son amendement tendant à assurer aux ouvriers du bâtiment une garantie annuelle de rémunération* [14 mai 1957] (p. 2344); le retire (p. 2345); Art. 16 : *Son amendement prévoyant l'aide financière de l'Etat pour le raccordement d'immeubles nouveaux aux divers réseaux urbains* (p. 2348); le retire (ibid.); Art. 16 bis : *Son amendement tendant à le supprimer (Projet d'aménagement régional)* (p. 2351); le retire

(ibid.) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « au conseil de l'aménagement du territoire », ceux de « comité national de l'urbanisme »* (p. 2352) ; le retire (ibid.) ; Art. 27 : *Son amendement le modifiant (Dispositions transitoires relatives à l'expropriation)* [16 mai 1957] (p. 2469) ; le retire (ibid.) ; Art. 35 A : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Coordination des programmes d'équipement et de construction et détermination des zones à urbaniser par priorité)* (p. 2473) ; Art. 35 B : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Permis de construire différé dans les zones à urbaniser par priorité et acquisition de parcelles dans ces zones)* (p. 2473) ; Art. 35 G : *Son amendement concernant la commission arbitrale d'évaluation (Délai de deux mois, obligation de retenir la valeur fixée par la commission pour le calcul du prêt, avis préalable de la commission)* (p. 2474) ; le modifie. (p. 2486, 2487) ; en troisième lecture, Art. 24 : *Révision des cahiers des charges des lotissements inadaptés aux besoins de la construction faite en accord avec les organismes protecteurs des espaces verts de la région parisienne* [12 juillet 1957] (p. 3583) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3587) ; *Respect des libertés publiques assuré par les précédentes législatures* (p. 3588) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES, I. Charges communes, Titre IV : *Utilisation des crédits éventuellement disponibles par suite de la diminution de la récolte de blé* [28 novembre 1956] (p. 5197) ; AGRICULTURE, Titre III : *Son amendement tendant à réduire de 8.300.000 fr. le montant des crédits (Interdiction de l'emploi du conservateur dans les beurres fermiers)* [1^{er} décembre 1956] (p. 5395, 5396) ; Art. 29 : *Demande de rétablissement présentée par M. Ramadier (Participation des agriculteurs au financement du fonds de garantie mutuelle)* [3 décembre 1956] (p. 5433) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à inscrire au budget un crédit de 700 millions destiné à l'arrachage des pommiers à cidre* (p. 5434) ; Art. 15, Etat D, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT : *Paiement des indemnités de dommages de guerre, financement de la reconstruction des bâtiments à usage agricole, indemnités pour privation de report de bail* [5 décembre 1956] (p. 5547) ;

Art. 18, Etat G, LÉGION D'HONNEUR : *Traitement des médaillés militaires et des légionnaires* [8 décembre 1956] (p. 5738) ; en deuxième lecture, Art. 30 (supprimé par la Commission) : *Amendement de M. Lucas tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Indemnité d'arrachage des pommiers à cidre)* [26 décembre 1956] (p. 6264) ; — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ordre du jour de M. Verdier ; Politique des Etats-Unis à l'égard des pays sous-développés, Euratom (liberté des fabrications nationales à des fins militaires), marché commun, garantie pour les T. O. M., harmonisation des charges sociales* [20 décembre 1956] (p. 6180, 6181) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 46-27 : *Remboursement des spécialités pharmaceutiques aux mutilés de guerre* [26 décembre 1956] (p. 6293) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. Charges communes, Chap. 31-93 et 33-91 : *Son rappel au règlement (Application de l'art. 1^{er} de la loi de finances à la demande de disjonction de M. Gaumont)* [27 décembre 1956] (p. 6297) ; — des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses explications de vote : Nécessité d'une décision à l'unanimité pour le passage de la première à la deuxième étape* [22 janvier 1957] (p. 222) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la procédure de recouvrement de certaines créances ; Art. 5 : *Amendements de MM. Wasmer et Garet (Procédure de notification)* [23 janvier 1957] (p. 251, 252) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de gouvernement et des assemblées territoriales en A. O. F. et en A. E. F. : *Observations sur le contreséing des arrêtés du chef de territoire par le vice-président* [2 février 1957] (p. 577) ; — de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : *Amendement de M. Tremolet de Villers prévoyant une réduction du fermage égale en pourcentage à celle de l'ensemble de la production normale de l'exploitation* [14 février 1957] (p. 880) ; — d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait : *Demande de renvoi du vote sur l'ensemble présentée par le Gouvernement* [1^{er} mars 1957] (p. 1236) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ordre du jour de*

M. Gilbert Martin [6 mars 1957] (p. 1343); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Constitution) : *Ses observations sur les conséquences de l'instabilité gouvernementale, l'abandon par le Parlement de ses prérogatives, la nécessité de faire de la République un Etat fédéral* [14 mars 1957] (p. 1594, 1595); *Son ordre du jour (Réforme de la Constitution au moyen d'une loi-cadre, fermeté à l'égard du Maroc et de la Tunisie, intégration de l'Assemblée du Marché commun au Conseil de l'Europe)* [27 mars 1957] (p. 1906); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Verdier : Réforme constitutionnelle, problème financier, construction européenne (problème des institutions), faiblesse du Gouvernement à l'égard de la Tunisie et du Maroc, campagnes portant atteinte au moral de l'armée* [28 mars 1957] (p. 1938, 1939); — d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales; ses explications de vote sur la question de confiance : *Politique économique et agricole du Gouvernement, gravité exceptionnelle d'une crise ministérielle* [21 mai 1957] (p. 2590); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa demande d'inscription du débat sur les pouvoirs spéciaux en Algérie, ses observations sur les problèmes posés par l'action du parti communiste* [18 juin 1957] (p. 2744); — du projet de loi portant institution d'un Code de procédure pénale; Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer toute distinction pour la compétence des officiers de police judiciaire* [25 juin 1957] (p. 2965); — du projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Sa critique des interruptions contre le Rapporteur de la Commission de la défense nationale* [3 juillet 1957] (p. 3187); *Son rappel au règlement, organisation du débat* (p. 3214); *la majorité relative à la ratification des traités et les majorités capables de prendre des mesures financières pour que les traités soient profitables au pays* [4 juillet 1957] (p. 3253); *Politique agricole de la Communauté et importations éventuelles de denrées de pays tiers* [5 juillet 1957] (p. 3304); *Déclaration de M. Rey relative au manque d'esprit européen* [5 juillet 1957] (p. 3315); *Son rappel au règlement (demande de réunion du bureau), absence de trop nombreux députés et du Ministre des Finances* [6 juillet 1957] (p. 3353);

le marché commun et les territoires d'outre-mer, le problème des institutions, l'Euratom et le problème des approvisionnements, le Marché commun et l'échec de la libération des échanges, la politique commerciale à l'égard des pays tiers, la réforme des institutions françaises (p. 3366 à 3369); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription à l'ordre du jour de la réforme de l'enseignement* [12 juillet 1957] (p. 3570); — d'une proposition de loi relative à la défense du beurre fermier : *Ses explications de vote : Importance sociale du problème, défense de l'exploitation familiale, menaces des grosses sociétés laitières, inactivité des services agricoles* [23 juillet 1957] (p. 3845). — *Son rapport sur une pétition* [18 septembre 1957] (p. 4158). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [20 septembre 1957] (p. 4273). — Prend part à la discussion : sur la présentation du Gouvernement Antoine Pinay : *Disproportion entre l'énormité de la tâche à accomplir par le Président du Conseil et les moyens constitutionnels mis à sa disposition, nécessité d'une réforme préalable de la procédure de révision de la Constitution, inutilité d'une dissolution sans réforme électorale, étroitesse de la majorité gouvernementale empêchant l'exercice des pouvoirs spéciaux et toute réforme constitutionnelle valable* [18 octobre 1957] (p. 4524); — de la proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles : *Ses explications de vote* [5 décembre 1957] (p. 5177, 5178); — d'une proposition de résolution relative à la modification des articles 12, 16 et 34 du règlement : *Augmentation de l'effectif des groupes, nécessité d'assurer le regroupement des formations politiques devant l'électeur (problème de réforme électorale et non de réforme du règlement)* [6 décembre 1957] (p. 5222, 5223); — des propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Conditions dans lesquelles la question de confiance a été posée contre un ordre du jour établi par la Conférence des Présidents unanime* [16 janvier 1958] (p. 73, 74); — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux; Art 2 : *Amendement relatif à l'institution de la double expertise en vue de la fixation du prix du loyer* [6 février 1958] (p. 578); — en troisième lecture, d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre 1^{er} du Code du travail;

Art. 1^{er} : *Amendement relatif au point de départ du délai-congé* [7 février 1958] (p. 611, 612); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les établissements de commerce non alimentaire : *Récupération des jours fériés chômés* [7 février 1958] (p. 613); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *Modification de l'article 90 tendant à rendre les procédures de révision plus souples et plus expéditives, dangers de reviser le titre VIII de la Constitution, nécessité de la séparation des pouvoirs, autorité du Président de la République, déclaration du général de Gaulle, réforme électorale, l'abus de la question de confiance, nécessité que la motion de censure ne puisse porter que sur la politique générale du Gouvernement et le vote global du budget* [18 février 1958] (p. 842 à 844); Art. 2 : *Demande de disjonction de M. Peron* [11 mars 1958] (p. 1534); *Son amendement décidant que les questions de confiance et les motions de censure ne pourraient porter que sur la politique générale du Gouvernement, sur les traités internationaux, sur les recettes budgétaires et sur la masse globale des dépenses budgétaires* [12 mars 1958] (p. 1550); *limitation de l'emploi de la question de confiance, remède à la confusion des pouvoirs, critique du projet gouvernemental réduisant les pouvoirs de l'Assemblée sans augmenter réellement ceux du Gouvernement, abus de la question de confiance dans les précédents Gouvernements, compatibilité de la limitation de la question de confiance avec le système de dissolution automatique* (p. 1550 à 1552); *Son rappel au règlement (teneur exacte de la question de confiance, possibilité de la poser sur une demande de deuxième délibération)* (p. 1553); *Son rappel au règlement (abus de la question de confiance)* (p. 1554); Ses explications de vote sur la question de confiance : *accentuation du régime d'assemblée unique, rétablissement nécessaire des pouvoirs respectifs de l'Assemblée et du Gouvernement, atteinte portée au Gouvernement par l'abus de la question de confiance, nécessité de limiter son emploi, conditions de la question de confiance actuelle, absence d'une conception d'ensemble de la Constitution* [18 mars 1958] (p. 1623); en deuxième délibération, Art. 3 : *Son amendement tendant à réserver les votes de confiance à la politique générale du Gouvernement, les traités internationaux, les recettes budgétaires et la masse globale des dépenses*

[20 mars 1958] (p. 1775); *augmentation de la confusion des pouvoirs avec le texte proposé, inefficacité de l'interdiction des abstentions pour remédier à l'instabilité ministérielle, nécessité d'une réforme d'ensemble des institutions* (p. 1775, 1776); *respect du régime parlementaire* (p. 1777); *Amendement de M. Cot tendant à supprimer les dispositions relatives à la procédure de vote des motions de confiance et de défiance* (p. 1780); *caractère réglementaire de ces dispositions* (ibid.); *Amendement de M. Brocas tendant à substituer à la sanction de la censure, en cas d'abstention, la plus grave des sanctions prévue par le règlement* [21 mars 1958] (p. 1842); *modalités d'application de la sanction la plus grave prévue par l'article 107 bis du règlement* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement tendant à remplacer le premier alinéa de l'article 51 de la Constitution par l'alinéa suivant* : « La dissolution de l'Assemblée Nationale est prononcée par décret du Président de la République »; *maintien des prérogatives de l'exécutif, suppression de la procédure de préavis rendant inapplicables les nouvelles modalités à la dissolution, arbitrage du Président de la République* (p. 1846, 1847); *Son amendement tendant à autoriser le Président de la République à dissoudre l'Assemblée Nationale si deux crises ministérielles surviennent au cours d'une même période de dix-huit mois, ou si plusieurs refus d'investiture se produisent au cours d'une même crise* (p. 1850, 1851); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité d'une déclaration gouvernementale sur le déroulement des négociations des bons offices et la politique française en Afrique du Nord* [21 mars 1958] (p. 1835, 1836); — d'urgence des conclusions d'un rapport portant proposition de décision sur le décret du 12 mars 1958 constituant les territoires autonomes d'Algérie : *Motion préjudicielle de M. Dronne tendant à surseoir au débat jusqu'à ce que le Gouvernement ait précisé à la tribune la politique qu'il entend suivre en Afrique du Nord, conséquences désastreuses de la procédure des « bons offices »* [27 mars 1958] (p. 2058). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports une question orale relative à la rémunération des chercheurs du Centre national de la recherche scientifique [28 mars 1958] (p. 2083). — Prend part à la discussion : d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain ; *Gra-*

vité des mesures suspensives de liberté proposées, origine militaire du texte voté en 1955, rôle du général de Gaulle dans le rétablissement de la République, crainte injustifiée d'une atteinte portée par lui à la République et à la liberté [16 mai 1958] (p. 2367, 2368); — d'un projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Indépendance du général de Gaulle conscient de son rôle d'arbitre* [20 mai 1958] (p. 2402, 2403); — d'un projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif à la prorogation du mandat des conseillers de la République élus en Algérie, en qualité de *Rapporteur* : *Maintien nécessaire d'un équilibre dans la représentation de l'Algérie, prorogation traditionnelle des mandats en cas d'impossibilité, par suite de force majeure, de procéder à des élections* [21 mai 1958] (p. 2424); — d'un projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif au mode d'élection des conseillers de la République des T. O. M., du Togo et du Cameroun, en qualité de *Rapporteur* : *Maintien du statu quo, simples modifications de procédure, avis de l'Assemblée de l'Union française favorable à une représentation proportionnelle au chiffre de la population, mais tendant à repousser cette modification à plus tard* [21 mai 1958] (p. 2421, 2422); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Coquel tendant à supprimer l'alinéa relatif à la représentation du Togo et du Cameroun, son irrecevabilité* (p. 2426); Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à instituer le scrutin proportionnel lorsque deux sièges sont à pourvoir* (p. 2427); — du projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif à l'élection des conseillers de la République représentant les citoyens français résidant au Maroc, en Tunisie, au Cambodge, au Laos et au Viet-Nam, en qualité de *Rapporteur* : *Election de trois conseillers à titre provisoire par l'Assemblée Nationale sur présentation des groupes sans collège primaire, prorogation des mandats demandée par le Conseil de la République* [21 mai 1958] (p. 2429, 2430); en deuxième lecture : *Conditions de compétence des candidats aux élections sénatoriales (résidence dans l'Etat désigné d'au moins un an depuis janvier 1945, ou exercice d'une activité professionnelle pendant au moins un an)* [23 mai 1958] (p. 2448); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Refonte totale de*

la Constitution de 1946, révélée mauvaise à l'usage, précipitation néfaste du vote de la réforme, supériorité du vote personnel, pratique regrettable de la délégation de pouvoirs, institution du régime d'assemblée au lieu de la séparation de pouvoirs conforme à l'opinion du général de Gaulle en 1946, supériorité d'un régime semi-présidentiel [27 mai 1958] (p. 2531, 2532); *moment d'un choix historique, impuissance du Gouvernement actuel, application partielle de la loi d'urgence* (p. 2539); *menace d'une dictature communiste, ultime recours au libérateur de la patrie* (p. 2540); — du règlement de l'ordre du jour [1^{er} juin 1958] (p. 2596). = S'excuse de son absence [7 novembre 1957] (p. 4678). = Obtient un congé [7 novembre 1957] (p. 4678).

TRICART (M. Jean), Député de la Haute-Vienne (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 27 janvier 1956, une proposition de loi tendant à assurer la résorption des excédents de blé en garantissant aux petits producteurs la vente de la totalité de leur récolte au prix garanti, **n° 237**. — Le 29 février 1956, une proposition de loi tendant à interdire le cumul excessif des exploitations agricoles, **n° 881**. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55-1436 du 4 novembre 1955 et à fixer uniformément le prix du blé servant au calcul du prix des fermages à 2.900 francs le quintal pour la campagne 1955-1956, **n° 1467**. — Le 10 juillet 1956, une proposition de loi tendant à éviter les reprises frauduleuses ou abusives d'exploitations agricoles par des propriétaires n'ayant nullement l'intention d'exploiter eux-mêmes, **n° 2495**. — Le 25 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 335) de M. Lespiau et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 22 bis du statut des baux ruraux afin que soient réelle-

ment attribués les deux tiers des produits au métayer, n° 2658.

Interventions :

Intervient sur la question orale de M. Lucas relative à la politique agricole et viticole (passage de M. Pflimlin au Ministère de l'Agriculture) [4 mai 1956] (p. 1760). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la collecte du blé de la récolte de 1955 : *Ses observations sur les subventions consacrées à l'exportation du blé* [27 juin 1956] (p. 3102) ; *Différence entre les prix de revient des différents producteurs* (p. 3103) ; Article unique : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Soury tendant à supprimer, pour la campagne 1955-1956, le remboursement des retenues faites en application du quantum, pour les livraisons dépassant 200 quintaux* (p. 3104) ; — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à compléter l'article 840 du Code rural relatif aux motifs de non-renouvellement des baux ruraux : *Amendement de M. Fourvel tendant à supprimer la mise en demeure par acte extra-judiciaire* [27 juin 1956] (p. 3109) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956, Art. 1^{er} bis : *Amendement de M. Pelleray tendant à accorder une prime supplémentaire à tous les producteurs de moins de 100 quintaux quel que soit leur revenu cadastral* [4 juillet 1956] (p. 3217) ; *Ses explications de vote* (p. 3223) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Problème des prix agricoles ; Nécessité de fixer des prix différentiels ; Conditions d'attribution de la ristourne sur le matériel agricole* [21 novembre 1956] (p. 4987) ; *Financement des prestations familiales agricoles ; Utilisation du Fonds d'assainissement du marché de la viande ; Situation des petits éleveurs de porcs* (p. 4988) ; — de la proposition de loi tendant à modifier l'article 821 du Code rural (métayage), en qualité de Rapporteur : *Historique de la législation sur le métayage, établissement de la règle du tiercement, limitation des dérogations accordées par les tribunaux paritaires* [22 février 1957] (p. 1071, 1072) ; *Demande du renvoi du texte à la Commission présentée par M. Dulin* (p. 1079) ; Article unique : *Amendement de M. Trémouille tendant à substituer pour la*

part du bailleur le tiers de l'ensemble des produits au tiers des produits de l'exploitation (p. 1079) ; *Amendement de M. Tremolet de Villers tendant à maintenir le régime antérieur pour les produits du cheptel, de la vigne et des autres cultures spéciales* (p. 1081) ; *Amendement de M. Trémouille tendant à répartir les produits du cheptel en fonction de l'apport des parties* (p. 1082, 1083) ; — d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait : *Ses explications de vote* [1^{er} mars 1957] (p. 1235) ; — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles : *Renvoi de la discussion* [3 décembre 1957] (p. 5113) ; Article unique : *Amendement de M. Gilbert Martin (Réglementation des réunions ou cumul de fonds de terre)* [5 décembre 1957] (p. 5167) ; *Amendement de M. Pelleray (Composition de la commission de l'exploitation familiale)* (p. 5171) ; *Amendement de M. Fourvel (Dérogation à la loi)* (p. 5172) ; *Son amendement (Délais pour la réponse à la demande d'amodiation)* (p. 5176).

TSIRANANA (M. Philibert), Député du Territoire de Madagascar (3^e circons.) (S.).

Son élection est validée [16 février 1956] (p. 322). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité consultatif constitutionnel [22 juillet 1958] (*J. O.* du 23 juillet 1958, p. 6843).

Dépôts :

Le 20 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi réprimant spécialement le vol de bœufs à Madagascar, n° 4204. — Le 4 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à modifier l'article 55 du décret n° 46-2373 du 25 octobre 1946 portant

création d'une Assemblée représentative et d'Assemblées provinciales à Madagascar, n° 5343.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer: *Statut de Madagascar* [20 mars 1956] (p. 1083 à 1084) ; — de la proposition de loi relative à la composition de l'assemblée représentative et des assemblées provinciales de Madagascar ; Art. 2 : *Son amendement tendant à porter à 40 le nombre de conseillers de la province de Majunga* [30 octobre 1956] (p. 4404) ; *Son amendement tendant à porter à 40 le nombre de conseillers de la province de Diego-Suarez* (p. 4404) ; *Son article additionnel tendant à porter à 54 le nombre des membres de l'assemblée représentative de Madagascar* (p. 4405) ; — des propositions de décisions sur treize décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 : *Distinction entre fonctionnaires d'Etat et fonctionnaires territoriaux, danger d'une discrimination au détriment des fonctionnaires d'origine malgache, situation des fonctionnaires provinciaux* [30 janvier 1957] (p. 398) ; *Maintien nécessaire de l'autonomie des provinces et création d'un gouvernement central à Tananarive* (p. 399) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de Madagascar : *Caractère périmé du racisme* [2 février 1957] (p. 586) ; *Son amendement prévoyant que les provinces constituent des collectivités publiques* (p. 587) ; *Son amendement tendant à donner au Haut commissaire le pouvoir de nommer des inspecteurs du travail* (p. 589) ; *le retire* (ibid.) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions du conseil de gouvernement et de l'Assemblée représentative de Madagascar : *Amendement de M. Lisette tendant à étendre la compétence de l'assemblée représentative à l'enseignement du second degré* [2 février 1957] (p. 600) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 relatif aux attributions des conseils de province et des assemblées provinciales de Madagascar : *Son amendement tendant à accorder le titre de ministre provincial aux membres des conseils provinciaux* [2 février 1957] (p. 604) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amende-*

ment relatif à l'indemnité allouée aux membres des assemblées provinciales (p. 605) ; *Son amendement prévoyant que les fonctionnaires peuvent faire carrière dans toutes les provinces* (ibid.) ; — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Consultation des territoires d'outre-mer sur l'opportunité et l'application des traités, avantages économiques apportés par les traités* [6 juillet 1957] (p. 3402, 3403) ; — en deuxième examen, des conclusions d'un rapport relatif au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale des Comores, Art. 25 : *Son amendement (Présidence du conseil de gouvernement)* [9 juillet 1957] (p. 3451) ; Art. 37 : *Son amendement (Durée des sessions extraordinaires)* (p. 3452) ; Art. 46 : *Décentralisation* (p. 3454) ; — d'une proposition de loi adoptée par le Conseil de la République portant création d'une assemblée représentative et d'assemblées provinciales à Madagascar en qualité de Rapporteur : *Election des membres de la commission permanente de l'assemblée représentative* [9 juillet 1957] (p. 3463).

TUBACH (M. Daniel), Député du Bas-Rhin (M. R. P.).

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 235). — Est nommé : membre de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; juge suppléant de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

S'excuse de son absence [12 juin 1957] (p. 2682). = Obtient un congé [12 juin 1957] (p. 2682).

TURC (M. Jean), Député du Maine-et-Loire (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161),

[4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [26 novembre 1957] (p. 4932).

Dépôts :

Le 7 février 1957, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des fonctionnaires et agents français expulsés d'Égypte, **n° 4072**. — Le 16 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés par le gel dans le département du Maine-et-Loire et à les faire bénéficier de dégrèvements fiscaux, **n° 5006**. — Le 18 octobre 1957, une proposition de loi tendant à réglementer la publicité faite par la presse et la radio en matière de délits et crimes commis par des mineurs ou sur des mineurs, **n° 5814**.

S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1654), [21 juin 1956] (p. 2835), [25 juin 1957] (p. 2803), [30 septembre 1957] (p. 4437). — Obtient des congés [2 mai 1956] (p. 1654), [21 juin 1956] (p. 2835), [25 juin 1957] (p. 2803), [30 septembre 1957] (p. 4437).

TYS (M. René), *Député de la Marne (C.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission de la presse [5 juillet 1957] (p. 3335).

Dépôt :

Le 1^{er} août 1956, un rapport au nom de la Commission de la presse sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, **n° 2768**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme et statut de l'agence France-Presse ; Art. 4 : *Son amendement tendant à introduire un deuxième représentant des directeurs d'entreprises dans le Conseil supérieur* [3 juillet 1956] (p. 3175).



U

ULRICH (M. Henri), *Député du Haut-Rhin* (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 décembre 1957] (p. 5538).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de loi relative à la date à partir de laquelle l'allocation spéciale doit être payée aux affiliés du régime minier remplissant les conditions prévues par la loi, **n° 347**. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à nationaliser les usines de potasse. **n° 348**. — Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à compléter les articles 44 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 et 85 du décret n° 37-2100 du 22 octobre 1947, relatifs à la sécurité sociale dans les mines, en vue de ne permettre la cession ou la saisie des ressources des organismes de sécurité sociale minière qu'après autorisation du Ministre de tutelle, **n° 353**. — Le 17 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'accès aux emplois de la fonction publique, afin que certaines infirmités purement physiques ne constituent plus un obstacle éliminatoire

pour l'admission à ces emplois, **n° 608**. — Le 7 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 78 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 relatif à la prescription du droit à réparation en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, **n° 1052**. — Le 7 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 78 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 relatif à la prescription du droit à réparation en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, **n° 1052**. — Le 9 mars 1956, une proposition de loi tendant à assujettir au régime spécial de la sécurité sociale dans les mines les personnels des charbonnages de France, des services centraux des houillères, des services commerciaux et agences de ventes, des unions régionales de sociétés de secours minières et de la Caisse de retraites des employés des mines, **n° 1121**. — Le 16 mars 1956, une proposition de loi relative à l'affiliation au régime spécial de la sécurité sociale dans les mines de certains ouvriers des entreprises travaillant pour le compte des exploitations minières, **n° 1245**. — Le 21 mars 1956, une proposition de loi tendant à préciser les personnes liées par une convention collective du travail ou un accord de salaires, **n° 1347**. — Le 5 mai 1956, une proposition de loi tendant à compléter les articles 63 et 483 du Code pénal dans le but de réprimer les vacances abusives d'immeubles et l'omission de déclarer la vacance d'un immeuble, **n° 1774**. — Le 6 juillet 1956, une proposition de loi tendant à décider que toutes les organisations syndicales les plus représentatives doivent participer à la conciliation des conflits intéressant la profes-

(1) Démissionnaire [25 octobre 1956] (p. 4320).

sion dont elles ressortissent, n° 2479. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer les emplois d'employés de bureau et d'aides commis des P. T. T. en emplois d'agents d'exploitation des P. T. T., n° 4943. — Le 17 mai 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 relative à l'amélioration de la situation d'anciens combattants et victimes de la guerre, n° 5031. — Le 2 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 3164) de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à majorer de 10 0/0 le montant des prestations familiales, n° 5292. — Le 25 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer les prestations familiales de 10 0/0, n° 5657. — Le 17 janvier 1958, une proposition de loi tendant à fixer une nouvelle base de calcul des prestations familiales, n° 6347 (rectifié).

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales : *Son article additionnel tendant à tenir compte du coût de la vie* [6 mars 1956] (p. 695). — Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale sur la situation des organismes de sécurité sociale minière [23 mars 1956] (p. 1234). — Prend part à la discussion du projet de loi créant un fonds national de solidarité ; Art. 6 : *Son amendement fixant respectivement à 201.000 et 266.000 francs le plafond des ressources* [3 mai 1956] (p. 1698) ; Art. 7 : *Son amendement excluant du plafond des ressources les retraites complémentaires* (p. 1707) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à porter à 5 millions le montant des successions visées à l'article 5 de l'ordonnance du 2 février 1945* (p. 1731). — Pose à M. le Ministre de la

Défense nationale et des Forces armées une question orale relative aux mesures prises en faveur des maintenus et des rappelés en Afrique du Nord [8 juin 1956] (p. 2458) ; — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement ; ses observations sur : *l'encadrement des troupes, l'égalité devant le service militaire, le cantonnement et la nourriture des soldats, l'approvisionnement des hôpitaux en médicaments, l'acheminement du courrier, l'attitude de certains colons, la nécessité d'établir un climat d'austérité dans le pays* [17 octobre 1956] (p. 4193, 4194) ; — d'une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des diminués physiques, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 octobre 1956] (p. 4450) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à modifier l'alinéa concernant le secteur public* [31 octobre 1956] (p. 4455) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à modifier le libellé du titre III* (p. 4456) ; Art. 14 : *Son amendement tendant, d'une part, à laisser le soin au Gouvernement de fixer les pourcentages des emplois réservés et, d'autre part, à supprimer l'article 15* (p. 4456) ; Art. 18 : *Son amendement obligeant le travailleur handicapé à demander son inscription au bureau de la main-d'œuvre dont il relève* (p. 4459) ; — du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière : *Question préalable opposée par M. Philippe-Vayron* [25 janvier 1957] (p. 323) ; après l'article premier : *Article additionnel de M. Duquesne (Congés culturels en faveur des jeunes travailleurs)* (p. 330). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat aux P. T. T. une question orale sur le mécontentement qui règne parmi le personnel de son administration et les mesures qu'il envisage de prendre pour satisfaire les légitimes revendications de ses agents [21 juin 1957] (p. 2851) ; — à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question relative aux soldes, primes et accessoires de soldes des militaires stationnés en Algérie [28 février 1958] (p. 1141).

V

VAHÉ (M. Paul), *Député de Saône-et-Loire* (P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [16 novembre 1956] (p. 4767) ; de la Commission de l'agriculture [19 novembre 1956] (p. 4806) (1) ; de la Commission de la défense nationale [2 juillet 1957] (p. 3112), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 12 mars 1956, une proposition de loi tendant à rendre sa dignité au mandat des membres des Assemblées constitutionnelles par l'interdiction des recommandations, interventions ou sollicitations concernant des intérêts privés et à relever ainsi le prestige des institutions parlementaires, **n° 1154**. — Le 5 juin 1956, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code général des impôts concernant les artisans marinières, **n° 2071**. — Le 4 juillet 1956, une proposition de loi tendant à opérer un prélèvement exceptionnel sur les indemnités parlementaires afin d'associer le Parlement et les Assemblées constitutionnelles à l'effort de la France dans les départements d'Algérie, **n° 2426**. — Le 11 juillet 1956, une proposition de loi tendant à la refonte du contentieux fiscal, **n° 2512**. — Le 17 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à suspendre toutes les importations de tomates entre le 15 juillet 1956 et le 15 octobre 1956, **n° 2561**. — Le 23 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir à un taux national uniforme le versement compensateur sur le blé, **n° 2600**. — Le 23 juillet 1956, une proposition de loi tendant à amnistier les exploitants agricoles frappés de pénalités, amendes ou de toutes autres peines, pour infraction aux dispositions légales ou réglementaires concernant les assurances sociales agricoles, les allocations familiales agricoles, la caisse de retraite vieillesse agricole, **n° 2601**. — Le 23 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre une réforme fiscale fondée sur l'impôt à la base, **n° 2602**. — Le 28 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 29 et 38 de la Constitution en vue de compléter les attributions du Président de la République française en ce qui regarde la sauvegarde de la Constitution et l'observation de la légalité républicaine, **n° 2699**. — Le 31 juillet 1956, une proposition de loi relative au salaire fiscal du chef d'entreprise, **n° 2711**. — Le 31 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer de façon libérale les dispositions de la loi n° 50-960 du 8 août 1950 instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, **n° 2717**. — Le 1^{er} août 1956, une proposition de loi tendant à assujettir les grands magasins du type « Prix uniques » à la taxe sur la valeur ajoutée (T. V. A.) en vue d'établir l'égalité fiscale entre le gros et le petit

(1) Démissionnaire [10 avril 1957] (p. 2159).

et moyen commerce de détail, n° 2737. — Le 1^{er} août 1956, une proposition de loi relative à l'exercice de la profession de commerçant non sédentaire, n° 2738. — Le 25 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à la constitution d'une Commission d'enquête chargée d'examiner les documents saisis à Alger le 22 octobre 1956, n° 3043. — Le 9 novembre 1956, une proposition de loi tendant à assurer la publicité des ressources et des effectifs des partis et groupements politiques, n° 3200. — Le 2 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une permission de plus longue durée aux militaires appelés en Afrique du Nord, n° 5307.

Interventions :

Son opposition à la liste des candidats établie pour les fonctions au Bureau de l'Assemblée Nationale [25 janvier 1956] (p. 79). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard du territoire indochinois contrôlé par le Viet-Minh [21 février 1956] (p. 394). — Prend part à la discussion des interpellations sur l'Euratom : *Sa demande de suspension de séance* [10 juillet 1956] (p. 3388). — Dépose une motion de censure (*Position équivoque du Gouvernement sur les problèmes scolaires, vote sectaire de la majorité de ses membres, entreprise de diversion destinée à masquer les responsabilités des promoteurs d'une politique générale, criminellement incohérente*) [7 novembre 1956] (p. 4502). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement, une question relative au refus de l'attribution d'un logement à un jeune ménage [12 juillet 1957] (p. 3565).

VAILLANT-COUTURIER (Mme Marie-Claude), Député de la Seine [4^e circonscription] (C.).

Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommée membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161).

Dépôts

Le 22 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter la liste des prisons et des camps de concentration et à reconnaître aux personnes ayant été détenues à Huy, Louvain, Wesermund, Kala et, d'une façon générale hors du territoire national, la qualité de déportés au sens des lois du 6 août 1948 et du 9 septembre 1948, n° 4642. — Le 17 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un nouveau délai aux agents métropolitains détachés dans un territoire d'outre-mer en vue de bénéficier de l'article 37 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956, ayant trait aux personnes atteintes d'invalidité résultant de la guerre 1939-1945, n° 5712.

Interventions :

Est nommée *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [25 janvier 1956] (p. 80).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 28 février 1956 (p. 521) ; la 1^{re} séance du 13 mars 1956 (p. 877) ; la 1^{re} séance du 20 mars 1956 (p. 1042) ; la 1^{re} séance du 24 avril 1956 (p. 1489) ; la séance du 15 mai 1956 (p. 1847) ; la séance du 24 mai 1956 (p. 1987) ; la 1^{re} séance du 29 mai 1956 (p. 2052) ; la 1^{re} séance du 5 juin 1956 (p. 2291) ; la 2^e séance du 7 juin 1956 (p. 2422) ; la 1^{re} séance du 12 juin 1956 (p. 2484) ; la 1^{re} séance du 15 juin 1956 (p. 2645) ; la 1^{re} séance du 19 juin 1956 (p. 2708) ; la 1^{re} séance du 21 juin 1956 (p. 2835) ; la 2^e séance du 26 juin 1956 (p. 3036) ; la 1^{re} séance du 3 juillet 1956 (p. 3156) ; la 1^{re} séance du 23 juillet 1956 (p. 3485) ; la 3^e séance du 25 juillet 1956 (p. 3596). — Est nommée *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [3 octobre 1956] (p. 3993).

En cette qualité :

Préside : la séance du 10 octobre 1956 (p. 4094) ; la séance du 19 octobre 1956 (p. 4245) ; la séance du 9 novembre 1956 (p. 4566) ; la 1^{re} séance du 13 novembre 1956 (p. 4589) ; la 1^{re} séance du 14 novembre 1956 (p. 4645) ; la 2^e séance du 19 novembre 1956 (p. 4840) ; la séance du 20 novembre 1956 (p. 4933) ; la 3^e séance du 27 novembre 1956 (p. 5161) ; la 2^e séance du 28 novembre 1956 (p. 5219) ; la 2^e séance du 29 novembre 1956 (p. 5287) ; la 1^{re} séance du 30 novembre 1956 (p. 5318) ; la 1^{re} séance du 4 décembre 1956 (p. 5477) ;

la séance du 12 décembre 1956 (p. 5894) ; la 1^{re} séance du 14 décembre 1956 (p. 5974) ; la séance du 29 décembre 1956 (p. 6406) ; la séance du 18 janvier 1957 (p. 146) ; la séance du 25 janvier 1957 (p. 314) ; la séance du 31 janvier 1957 (p. 438) ; la 2^e séance du 1^{er} février 1957 (p. 504) ; la 1^{re} partie de la 3^e séance du 2 février 1957 (p. 568) ; la 1^{re} séance du 19 février 1957 (p. 954) ; la 1^{re} séance du 26 février 1957 (p. 1114) ; la 1^{re} séance du 5 mars 1957 (p. 1257) ; la séance du 8 mars 1957 (p. 1386) ; la 1^{re} séance du 12 mars 1957 (p. 1434) ; la 1^{re} séance du 19 mars 1957 (p. 1665) ; la 2^e séance du 26 mars 1957 (p. 1863) ; la séance du 9 avril 1957 (p. 2102) ; la 1^{re} séance du 12 avril 1957 (p. 2230) ; la 1^{re} séance du 21 mai 1957 (p. 2577) ; la 2^e séance du 5 juillet 1957 (p. 3313) ; la 1^{re} séance du 9 juillet 1957 (p. 3431) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 17 juillet 1957 (p. 3696) ; la 1^{re} séance du 20 septembre 1957 (p. 4257) ; la 1^{re} séance du 26 septembre 1957 (p. 4365). — Déclare interrompue la session ordinaire de 1956-1957 [29 décembre 1956] (p. 6415). — Communique à l'Assemblée la composition du bureau du Conseil économique [25 janvier 1957] (p. 314).

Dépose une demande d'interpellation sur le traité d'organisation du Marché commun européen [15 janvier 1957] (p. 4) ; la développe : *Ses observations sur la puissance de l'industrie allemande, le danger d'un chômage massif, la puissance des monopoles, les dangers des mouvements de capitaux pour la monnaie française, l'exportation du chômage* [15 janvier 1957] (p. 19, 20) ; *l'inclusion de l'agriculture, l'intégration des territoires d'outre-mer (réticences allemandes), l'abandon de souveraineté imposé au Parlement français* (p. 21) ; *les avantages attendus du Marché commun par les monopoles français, le rôle du Vatican, le développement nécessaire des relations économiques avec les pays de l'Est et notamment avec la Chine, les obstacles mis au désarmement par la création d'une petite Europe* (p. 22, 23) ; *Son ordre du jour (Désaveu du marché commun, politique de coexistence pacifique entre tous les Etats de l'Europe)* [22 janvier 1957] (p. 217). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant modification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Motion préjudicielle de M. Ballanger (Votes distincts sur le Marché commun et sur l'Euratom)* [6 juillet 1957] (p. 3407) ; — d'un projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Poursuite de la guerre avec le vote de la loi-cadre, description de tortures et de violences dans des lettres de soldats d'Algérie* [26 septembre 1957] (p. 4378, 4379) ; *existence de camps d'otages, internement de femmes et d'enfants* (p. 4379, 4380) ; *témoignage d'une mère algérienne au Congrès mondial des mères à Lausanne sur les conditions de vie en Algérie* (p. 4380). — Est nommée *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [2 octobre 1957] (p. 4483).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 26 novembre 1957 (p. 4925) ; la 1^{re} séance du 10 décembre 1957 (p. 5246) ; la séance du 18 décembre 1957 (p. 5462) ; la 1^{re} séance du 21 janvier 1958 (p. 145) ; la 1^{re} séance du 28 janvier 1958 (p. 282) ; la 1^{re} séance du 4 février 1958 (p. 474) ; la 1^{re} séance du 26 février 1958 (p. 1041) ; la 1^{re} séance du 27 février 1958 (p. 1089) ; la 1^{re} séance du 4 mars 1958 (p. 1170) ; la 1^{re} séance du 6 mars 1958 (p. 1246) ; la 2^e partie de la séance du 19 mars 1958 (p. 1711) ; la 2^e séance du 26 mars 1958 (p. 1989) ; la 1^{re} séance du 27 mars 1958 (p. 2018).

Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Conditions de la convocation de la Conférence des Présidents* [27 mars 1958] (p. 2040).

VALLIN (M. Camille), Député du Rhône (C.).

Son élection est validée [18 avril 1956] (p. 1314). = Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161) ; membre de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 2 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer à 50.000 francs le minimum d'imposition prévu pour le versement des acomptes provisionnels en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques et de taxe d'apprentissage, n° 962.

— Le 25 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1109) de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à assujettir à la patente les propriétaires ou fermiers de marais salants, n° 2646. — Le 25 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux exploitants agricoles de la région du Beaujolais victimes des orages de grêle, n° 2651. — Le 25 octobre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 2064) de M. Marcel Thibaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à classer en catégorie B les inspecteurs préposés au contrôle de la salubrité des viandes et des denrées alimentaires, n° 3059. — Le 5 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les victimes des inondations et les collectivités locales du département du Rhône éprouvées par la crue d'une exceptionnelle ampleur de février 1957, n° 4395. — Le 12 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 5993) de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à publier intégralement le rapport établi par la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuelles, n° 6132. — Le 19 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Jean Cayeux (n° 160) tendant à rétablir le bénéfice des exonérations fiscales au profit des associations culturelles de loisirs, de sports et d'éducation populaire sans but lucratif ; 2° de M. Lamps et plusieurs de ses collègues (n° 837) tendant à exempter de l'impôt sur les spectacles et corrélativement de la taxe locale de 8,50 0/0 les affaires réalisées par les associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le but principal est le développement de l'éducation physique ou de l'éducation populaire ; 3° de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues (n° 1323) tendant à exclure du champ d'application de la taxe locale de 8,50 0/0 et de l'impôt sur les spectacles les services rendus, sans but lucratif, par les associations de sport éducatif, de tourisme, d'éducation et de culture populaire régies par la loi de 1901 ; 4° de M. Penoy (n° 1608) tendant à exclure de l'imposition fiscale sur le chiffre

d'affaires et les spectacles les associations de sport éducatif, de tourisme, d'éducation et de culture populaire ; 5° de M. Lecœur (n° 1662) tendant à maintenir l'exonération fiscale des associations culturelles d'éducation physique et sportive, de tourisme, de jeunesse et d'éducation des adultes, habilitées à diffuser la culture par le Ministère de l'Éducation nationale ou conjointement par le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère compétent ; 6° de M. Buron et plusieurs de ses collègues (n° 2238) tendant à modifier au bénéfice des manifestations sportives les dispositions du décret n° 55-469 du 30 avril 1955 portant réforme de l'impôt sur les spectacles, n° 6206.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Respect de l'autonomie communale et réforme des finances locales)* [7 juin 1956] (p. 2401) ; Art. 12 bis : *Inefficacité des mesures prises pour la lutte contre l'alcoolisme* [21 juin 1956] (p. 2856) ; POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1020 : *Son amendement indicatif (Réforme du cadre des contrôleurs par la création de la carrière unique)* [22 juin 1956] (p. 2977) ; — du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956 et 26 juillet 1957 concernant des mesures exceptionnelles en Algérie : *Motion préjudicielle de M. Pierre Cot tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce que le Gouvernement ait publié les rapports de la Commission de sauvegarde et déposé un texte établissant en Algérie un régime d'exception adapté aux circonstances* [12 novembre 1957] (p. 4720) ; — du projet de loi relatif au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *La diminution des recettes des collectivités locales par suite de la politique néfaste du Gouvernement et ses conséquences pour l'équipement des communes, la construction de logements et d'écoles et pour l'électrification rurale, la hausse des prix, la répartition du produit de la taxe locale, la création d'une caisse de prêts et d'équipement aux communes* [15 novembre 1957] (p. 4846 à 4848) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits d'investissements, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 29 :

Problème des indemnités de dommages de guerre subis par les Français au Viet-Nam ; rétablissement des relations harmonieuses entre le Viet-Nam démocratique et la France [10 mars 1958] (p. 1461) ; INTÉRIEUR : *Réduction des crédits d'équipement des départements et des communes, participation du fonds routier* (p. 1465, 1466) ; — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales ; *Sa motion tendant à examiner en priorité l'article 20 relatif au régime de la taxe locale (Aggravation des dépenses d'assistance, autonomie financière des communes et des départements, institution d'un système de péréquation nationale)* [19 mars 1958] (p. 1697 à 1699) ; Art. 3 : *Son amendement (Taux de la redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer)* (p. 1705) ; Art. 5 : *Amendement de M. Barbot (Demandes de dépassement des maxima de taxes)* (p. 1709) ; Art. 7 : *Amendement de M. Michel tendant à supprimer cet article (Taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères)* (p. 1710) ; Art. 9 : *Son amendement (Taxe sur le revenu net des propriétés bâties)* (p. 1712) ; Art. 18 : *Sa motion tendant à disjoindre cet article (Augmentation des taux de la taxe sur la publicité)* (p. 1724) ; Art. 20 : *Son amendement (Garantie de la taxe locale pour 1958)* (p. 1727) ; *Son amendement (Minimum garanti par habitant en matière de taxe locale)* (p. 1728) ; *Son amendement (Assujettissement au paiement à la taxe locale des entrepreneurs de travaux immobiliers et des grossistes)* (p. 1728) ; *le retire* (p. 1729) ; Art. 21 : *Son article additionnel (Participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général)* (p. 1729) ; *Ses explications de vote (Nécessité d'une véritable réforme des finances locales)* (p. 1730).

VALS (M. Francis), Député de l'Aude (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission des boissons [7 février 1956] (p. 214) ; de la Commission de la défense nationale [2 juillet 1957] (p. 3112) ; [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu : Vice-Président de la Commission des affaires économiques [4 juillet 1957] (p. 3274), [18 octobre 1957] (p. 4536) ; représentant de la France à l'Assemblée unique

des communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583).

Dépôts :

Le 21 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 250 millions et à prendre d'urgence certaines mesures d'ordre fiscal en faveur des agriculteurs, maraîchers et viticulteurs du département de l'Aude victimes des dégâts causés par le gel dans le courant du mois de février 1956, n° 623. — Le 3 juillet 1956, une proposition de loi concernant l'inscription obligatoire du degré alcoolique des vins sur les récipients et emballages dans lesquels ils sont présentés au public, n° 2387. — Le 6 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 480) de M. Edouard Daladier tendant à créer un statut des agents concessionnaires du commerce et de l'industrie, n° 3473. — Le 27 décembre 1956, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1480) relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc, n° 3694. — Le 12 avril 1957, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 4877), modifié par le Conseil de la République, relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc, n° 4885. — Le 5 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des Affaires économiques sur le projet de loi (n° 2826 rectifié) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité de commerce entre la France et la République dominicaine, signé à Ciudad Trujillo le 20 décembre 1954, n° 6083. — Le 13 mars 1958, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 4711) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention commerciale, signée à Paris le 16 novembre 1956, entre le Gouvernement royal laotien et le Gouvernement de la République française, n° 6899.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau sur les opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Motion préjudicielle de M. Le Pen tendant à surseoir au débat de validation pour*

le département d'Indre-et-Loire tant que les députés d'Algérie ne siègeront pas [21 février 1956] (p. 379); *Motion préjudicielle de M. Lamalle* (p. 383, 384); *Sa motion de clôture (Passage immédiat au vote sur les conclusions du 4^e bureau)* (p. 400, 401), [22 février 1956] (p. 423, 425); *Demande de clôture de M. Hernu* (p. 432); — d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés, en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 février 1956] (p. 449); Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental (Possibilité d'attribuer des congés pendant la morte-saison)* (p. 463); — d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *L'assainissement du marché viticole* [15 mars 1956] (p. 961, 962). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement [25 mars 1956] (p. 2020); la développe : *Difficultés du Gouvernement; Nécessité de poursuivre l'exécution des réformes en Algérie; Nécessité de faire voter rapidement la loi-cadre sur les territoires d'outre-mer; Politique étrangère du Gouvernement; Importance des réformes sociales; Revendications des anciens combattants et des fonctionnaires, lutte contre la hausse des prix, réforme fiscale; Réforme des institutions* [31 mai 1956] (p. 2183, 2184). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 janvier 1957] (p. 279); — d'une proposition de résolution relative à la réparation des dommages subis par les Français de Tunisie et du Maroc : *Amendement de M. Marin (Répartition du crédit de 48 milliards entre les Français de Tunisie et du Maroc et les jeunes états marocain et tunisien)* [5 février 1957] (p. 657); — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères; Art. 12 bis : *Son sous-amendement au sous-amendement de M. Tourtaud (Non-application de la majoration aux cigarettes gauloises bleues)* [7 mars 1957] (p. 1365, 1366); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret n° 56-1249 du 10 décembre 1956 instituant un régime spécial concernant les réserves constituées par les sociétés métropolitaines pour investissements dans les T. O. M.; Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Agrément des programmes d'emploi)* [15 mars 1957] (p. 1627); — sur la demande de séance spéciale présentée par le

Président du Conseil pour l'approbation de la convention passée entre le Trésor et la Banque de France [26 juin 1957] (p. 3029); — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative en l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles; Art 1^{er} : *Son rappel au Règlement (Amendement de M. Mériconde adopté en Commission)* [17 juillet 1957] (p. 3705, 3706); — des conclusions d'un rapport concernant le reversement au Trésor et blocage d'une partie de l'indemnité législative : *Amendement de M. Mercier (Non-augmentation de l'indemnité parlementaire); Indemnité des députés communistes* [27 décembre 1957] (p. 5607, 5608); — sur la fixation de la date des interpellations relatives au tableau d'avancement des cadres de l'armée : *Position du général Dufourt vis-à-vis de l'armée* [4 février 1958] (p. 504); *Campagne menée contre les socialistes à l'occasion de nominations à divers postes civils et militaires, attitude de M. Beauguitte pendant l'occupation, sa collaboration aux Temps nouveaux* (p. 505, 506).

VARVIER (M. Marcel), Député de l'Isère (P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de l'éducation nationale [29 mai 1956] (p. 2053); de la Commission des pensions [16 novembre 1956] (p. 4767), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission du suffrage universel des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [4 octobre 1957] (p. 4503).

VASSOR (M. Jacques), Député d'Indre-et-Loire (App. I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Secrétaire de la Commission des affaires étrangères [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'ouragan qui a sévi en Indre-et-Loire dans la nuit du 29 au 30 décembre 1955, n° 207. — Le 16 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et maraîchers de l'Indre-et-Loire ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février en leur accordant le bénéfice de prêts à taux réduit et de dégrèvements d'impôts, n° 528. — Le 11 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assimiler au stage pratique obligatoire interné de la 6^e année d'études de médecine le temps de rappel ou de maintien sous les drapeaux au-delà de la durée légale de service effectué par les étudiants en médecine de la 6^e année, n° 2513. — Le 22 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une nouvelle politique de l'alcool-carburant, n° 3316 (**rectifié**). — Le 21 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs et arboriculteurs du département d'Indre-et-Loire, victimes des gelées de printemps, n° 5047. — Le 19 juillet 1957, une proposition de loi tendant à rétablir le bénéfice de l'indemnité exceptionnelle aux militaires appelés ou maintenus sous les drapeaux servant en zone opérationnelle, n° 5582. — Le 28 octobre 1957, une proposition de loi tendant à instituer la gratuité du transport des militaires bénéficiant d'une permission de détente avant leur départ pour l'Afrique du Nord, n° 5857. — Le 22 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de loi (n° 5157) de M. Marcellin et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la poursuite de la coopération économique dans le secteur privé avec le Maroc et avec la Tunisie par l'octroi de la garantie de l'Etat à certaines prestations d'assurance-vieillesse, n° 6369. — Le 6 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des secours exceptionnels aux victimes des inondations qui se sont produites dans le département d'Indre-et-Loire le 25 février 1958 et, en particulier, dans la région de Château-Renault et dans la vallée de la Choisille, n° 6810.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [21 février 1956] (p. 393); la développe : *Dégâts causés par les gelées, relèvement du niveau de vie des paysans, exonérations fiscales et prêts à taux d'intérêt réduit, baisse du prix des engrais et des carburants, diminution du revenu agricole* [1^{er} mars 1956] (p. 598, 599). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Ses explications de vote : rétablissement de l'ordre et réalisation des réformes* [12 mars 1956] (p. 855). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale sur l'acheminement du courrier vers les jeunes soldats d'Afrique du Nord [23 mars 1956] (p. 1233). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956; Article unique : *Son amendement (Octroi d'une prime spéciale pour les blés de haute qualité boulangère)* [4 mai 1956] (p. 1765). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative au rappel des disponibles ayant précédemment bénéficié de sursis d'incorporation [25 mai 1956] (p. 2023). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956; **AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A (Affaires marocaines et tunisiennes)**, Chap. 31-01, en qualité de *Rapporteur pour avis : Existence d'une administration distincte pour les affaires marocaines et tunisiennes; politique d'aide économique et financière à la Tunisie et au Maroc; aide aux Français victimes des troubles publics* [13 juin 1956] (p. 2569, 2570); — de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : *Impossibilité de faire porter aux seuls propriétaires les conséquences du gel; imprécision du texte* [17 décembre 1956] (p. 6060); — des interpellations sur le marché commun européen : *Ses observations sur les difficultés économiques actuelles de la France, l'incidence éventuelle de la réunification allemande sur le traité de marché commun, les contradictions entre la politique sociale du Gouvernement et les objectifs du marché commun, la nécessité d'une politique agricole commune, les dangers d'une spécialisation trop poussée pour les exploitations familiales* [17 janvier 1957] (p. 96 à 98); — d'un

projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *L'agriculture et le marché commun, cas du bois; les prix minima; l'association des territoires d'outre-mer; l'égalité douanière entre l'agriculture et l'industrie; inconvénients pouvant résulter du libre trafic entre les deux Allemagne; constitution d'une Europe plus étendue* [4 juillet 1957] (p. 3269, 3270). — Dépose une demande d'interpellation relative à l'abaissement du prix du blé et à la non-application de la loi Laborbe pour le prix du lait [17 septembre 1957] (p. 4091); la développe : *Ses observations sur l'insuffisance des prix agricoles comparativement aux salaires et charges d'exploitation; l'insécurité du métier d'agriculteur; le déséquilibre de son budget et son découragement* [18 septembre 1957] (p. 4138, 4139). = S'excuse de son absence [21 février 1956] (p. 397), [12 février 1957] (p. 762), [23 juillet 1957] (p. 3834), [30 septembre 1957] (p. 4446). = Obtient des congés [21 février 1956] (p. 397), [12 février 1957] (p. 762), [23 juillet 1957] (p. 3834), [30 septembre 1957] (p. 4446).

VAUGELADE (M. Lucien), *Député du Puy-de-Dôme (U. F. F.)*.

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1977). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôt :

Le 27 juin 1956, une proposition de loi tendant à interdire la construction de barrages sur les cours d'eau à poissons migrateurs, en particulier le saumon, n° 2382.

VÉDRINES (M. Henri), *Député de l'Allier (C.)*.

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 168). = Est nommé : membre de la Com-

mission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160); membre suppléant de la Commission des finances [19 juin 1956] (p. 2708); membre de la Commission de l'intérieur [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 30 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre d'urgence en exploitation les puits de mine qui ont été fermés, mais qui n'ont pas été démantelés, n° 3389. — Le 21 février 1957, une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 22 juillet 1927 approuvant la convention intervenue entre l'Etat et la Compagnie fermière de Vichy et tendant à l'institution d'une régie municipale, n° 4257. — Le 11 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. la proposition de loi (n° 3833) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse et à accorder une aide financière aux exploitants ayant subi des pertes; II. La proposition de résolution (n° 3765) de M. Dorgères et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures énergiques pour empêcher le développement de la fièvre aphteuse, n° 4870.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A, Chap. 43-31 : *Demande de disjonction de M. Boscary-Monsservin* [29 mai 1956] (p. 2095); Chap. 51-62 : *Situation des syndicats intercommunaux d'adduction d'eau* (p. 2098); Chap. 61-30 : *Lutte contre la tuberculose bovine, augmentation de la taxe de circulation sur la viande* (p. 2100); — en deuxième lecture du projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956, Art. 2 : *Son rappel au règlement* [4 juillet 1956] (p. 3222). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles des troubles graves ont été provoqués par les émigrés hongrois cantonnés à Montluçon et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à cette situation dangereuse pour la sécurité publique et pour

donner aux réfugiés, qui en feraient la demande, les moyens de rentrer rapidement dans leur pays [15 janvier 1957] (p. 2). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion [18 février 1958] (p. 826).

VERDIER (M. Robert), *Député de la Seine* [1^{re} circonscription] (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160) (1); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de l'éducation nationale [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Président de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [10 février 1956] (p. 254). — Est nommé membre titulaire de la Commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [20 février 1958] (p. 930).

Dépôts :

Le 17 février 1956, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la résolution transmise par M. le Président du Conseil de la République, demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation des délais prévus par l'article 20 de la Constitution concernant les projets et propositions de loi qui lui ont été transmis par l'Assemblée Nationale, n° 622. — Le 20 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 52 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, n° 1281. — Le 17 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser aux économiquement faibles, possesseurs de rentes françaises dont le revenu est inférieur ou égal à 1.000 francs, le capital représenté par ces rentes, n° 1469. — Le 24 avril 1956, un rapport au nom de la Commission du suffrage uni-

versel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les sièges de la Haute Cour de justice à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 58 de la Constitution, des articles 2, 4 et 5, de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du Règlement), n° 1603. — Le 15 juin 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les sièges de la Haute Cour de justice à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 58 de la Constitution, des articles 2, 4 et 5, de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du Règlement), n° 2221. — Le 6 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à rendre hommage au peuple hongrois victime de l'agression soviétique, n° 3151. — Le 25 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en vue de présenter une candidature pour le siège de Procureur général près la Haute Cour de justice à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 58 de la Constitution, de l'article 5 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du Règlement), n° 3925. — Le 19 février 1957, une proposition de loi tendant à autoriser les gouverneurs à faire procéder à la distribution des cartes électorales plus de huit jours avant la date fixée pour le renouvellement des assemblées territoriales, n° 4194. — Le 8 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer officiellement le deuxième centenaire de la naissance de Maximilien Robespierre, n° 4455. — Le 21 mars 1957, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en vue de présenter à la nomination de l'Assemblée Nationale un candidat aux fonctions de juge titulaire à la Haute Cour de justice (application de l'article 58 de la Constitution, de l'article 2 de la loi orga-

(1) Démissionnaire [20 décembre 1956] (p. 6187).

nique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du Règlement), n° 4610. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Savary et plusieurs de ses collègues (n° 5442) tendant à la création d'une Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la politique économique, financière et sociale de la France au regard de la Communauté économique européenne ; 2° de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues (n° 6034) tendant à la création d'une Sous-Commission chargée de suivre et de faciliter l'application des traités instituant des communautés européennes ; II. la proposition de résolution de M. Legendre (n° 6156) tendant à modifier le règlement et à créer une « commission spéciale permanente du Marché commun, de l'Euratom et de la C. E. C. A. », n° 6614. — Le 2 juin 1958, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 7232) relatif aux pleins pouvoirs, n° 7235.

Interventions :

Son rappel au règlement lors de la demande de fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement à Saint-Pierre et Miquelon (*Propose que les appels nominatifs aient lieu en fin de séance*) [21 février 1956] (p. 395 à 397). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire : du 4^e Bureau relatives aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Amendement de M. Gayraud (Validation de M. Constantin par cooptation), lui oppose la question préalable* [14 mars 1956] (p. 921, 922); — du 6^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Moselle : *Ses observations sur l'interprétation de l'article 5 du règlement* [25 avril 1956] (p. 1550). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à rétablir le scrutin uninominal : *Demande le renvoi du débat à une séance ultérieure* [17 mai 1956] (p. 1895). — Ses rapports sur des pétitions [17 mai 1956] (p. 1906, 1907), [15 juin 1956] (p. 2700). — Prend part à la discussion d'une proposition : de résolution

tendant à modifier certains articles du règlement de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur suppléant* [26 juin 1956] (p. 3040). — Art. 2 : *Demande la disjonction de cet article* (p. 3040); — de loi tendant à supprimer les élections partielles des membres de l'Assemblée Nationale : *Irrecevabilité de la motion préjudicielle de M. Gaillard tendant à surseoir au vote de la proposition de loi jusqu'à l'adoption de la réforme électorale* [26 juin 1956] (p. 3048); — de résolution tendant à l'installation d'un système électrique de votation à l'Assemblée Nationale; Article unique : *Sous-amendement de M. Moisan à l'amendement de M. Charlot tendant à prendre en considération le système électrique de votation et à réserver la décision définitive jusqu'au vote des crédits* [26 juin 1956] (p. 3036). — Ses rapports sur des pétitions [17 juillet 1956] (p. 3472, 3473). — Est entendu sur le procès-verbal (*Incidents provoqués par le groupe U. F. F. lors de l'intervention de M. Souquès*) [25 juillet 1956] (p. 3596). — Son rapport sur une pétition [10 octobre 1956] (p. 4107). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Son ordre du jour faisant confiance au Gouvernement pour parvenir à un règlement de l'affaire de Suez fondé sur le principe de la gestion internationale du canal pour aboutir à une solution politique assurant en Algérie la collaboration confiante de tous les éléments de la population sous l'égide de la République française et pour développer la politique de progrès économique et social et de défense de la monnaie* [23 octobre 1956] (p. 4290); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la proposition de loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public* [26 octobre 1956] (p. 4337); — des interpellations sur les événements de Hongrie; ses observations sur : *l'opposition du groupe socialiste à toute forme de violence (incendie du siège du parti communiste, l'hommage rendu par les socialistes aux combattants de la Résistance hongroise)* [7 novembre 1956] (p. 4516); *les allégations communistes sur le caractère fasciste de l'insurrection hongroise, le refus de l'Union soviétique d'évacuer la Hongrie et d'accepter les élections libres, le piège monstrueux constitué par la déclaration soviétique du 31 octobre* (p. 4517); *l'aide à apporter au peuple hongrois, l'attitude du parti communiste français* (p. 4518); — des

interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Son ordre du jour (Règlement général de paix au Moyen-Orient et gestion internationale du canal de Suez, renforcement de l'O. N. U., resserrement de l'Alliance atlantique, conclusion rapide des traités d'intégration européenne)* [19 décembre 1956] (p. 6167), [20 décembre 1956] (p. 6179, 6180); — des interpellations sur le Marché commun européen : *Son ordre du jour (Harmonisation des charges salariales, conclusion de contrats à long terme et organisation européenne des marchés en faveur de l'agriculture, association des T. O. M. sur la base des principes posés par le Gouvernement, poursuite des négociations pour l'établissement d'une zone de libre échange, modernisation de l'économie française)* [22 janvier 1957] (p. 217); — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères; Art. 12 bis : *Son rappel au règlement (Discussion de l'interpellation de M. Viatte)* [7 mars 1957] (p. 1367); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : *Ses observations sur le suicide de M. Boumendjel* [26 mars 1957] (p. 1866); *Son ordre du jour (Confiance au Gouvernement)* [27 mars 1957] (p. 1903); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de son ordre du jour : Conséquences économiques et financières du problème algérien, répression nécessaire des excès commis en Algérie, réforme de la Constitution et des mœurs politiques* [28 mars 1957] (p. 1936, 1937); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport relatif à la suppression des élections partielles* [2 avril 1957] (p. 1961); — d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle des membres de l'Assemblée Nationale, en deuxième lecture : *Question préalable de M. Bruyneel (Demande de reprise du débat dans le plus bref délai possible)* [9 avril 1957] (p. 2110); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs; Art. 42 : *Demande d'unification de la procédure des lois-cadres* [16 mai 1957] (p. 2488); — sur la présentation du Gouvernement Bourgès-Maunoury; ses explications de vote : *Ses observations sur l'assainissement économique et financier, la reconnaissance de la personnalité algérienne, l'appel au « cessez-le-feu », l'influence des impôts sur les prix et les réformes*

sociales [12 juin 1957] (p. 2698); *Répond à M. Paquet sur une déclaration qu'il aurait faite au journal Le Monde* (p. 2699); — Sa demande de renvoi d'une proposition de résolution de M. Paul Reynaud tendant à modifier l'article 14 du Règlement [18 juin 1957] (p. 2743); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant assainissement économique et financier; ses explications de vote sur la question de confiance : *Augmentation des taxes sur les carburants, dispositions concernant le salaire minimum garanti et le fonctionnement de la loi sur l'échelle mobile des salaires, lettre ouverte signée par des personnalités du parti socialiste adressée à M. Commin et publiée dans Le Monde* [24 juin 1957] (p. 2916, 2917); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom; ses explications de vote : *Organisation d'un vaste ensemble économique, élimination de certaines causes de conflit entre nations, harmonisation des législations sociales, capacité d'action des organisations ouvrières, effort d'adaptation nécessaire* [9 juillet 1957] (p. 3483, 3484). — Son rapport sur une pétition [18 septembre 1957] (p. 4157). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à l'expulsion des locataires âgés [15 novembre 1957] (p. 4823).

VERGÈS (M. Paul), Député de la Réunion (C.).

Son élection est validée [24 janvier 1956] (p. 62). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 13 mars 1956, une proposition de loi tendant à appliquer à la Réunion, à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France sur le chômage, n° 1171. — Le 23 mars 1956, une proposition de loi tendant à faire régler par les propriétaires des usines à sucre de la Réunion, à leurs planteurs fournisseurs habituels de cannes à sucre : 1° une avance normale de début de campagne; 2° un paiement rapide et clair de la tonne de cannes fournie;

3° au moins les trois quarts de la valeur du sucre extrait de la canne, n° 1424.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que préconise le Gouvernement pour résoudre la crise politique, économique et sociale de la Réunion en particulier et des départements d'outre-mer en général [23 octobre 1956] (p. 4278). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux prestations familiales dans les départements d'outre-mer : *Niveau de vie des travailleurs de la Réunion ; mortalité infantile ; aggravation de la situation dans les dix dernières années ; chômage permanent ; discrimination entre les agents de la jonction publique et les travailleurs du secteur privé* [27 novembre 1956] (p. 5133) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art 14, Etat C, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Titres III et IV : *Application restrictive du fonds de solidarité dans les départements d'outre-mer* [29 novembre 1956] (p. 5290) ; Art. 15, Etat D, AGRICULTURE : *Situation des petits planteurs de la Réunion* [3 décembre 1956] (p. 5425) ; Art. 45 : *Amendement de M. Rosan Girard tendant à supprimer cet article (Fixation d'un plafond à la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale dans les départements d'outre-mer)* [5 décembre 1956] (p. 5543, 5544).

VERMEERSCH (Mme Jeannette), Député de la Seine (2^e Circonscription) (C.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 175). — Est nommée membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 16 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter immédiatement les caisses d'allocations familiales des crédits nécessaires au versement d'un mois supplémentaire de prestations familiales, n° 518. — Le 22 février 1956, une proposition de loi tendant à abroger l'arrêté du

28 septembre 1955 afin que soit maintenue la répartition entre cinq jours ouvrables de la durée légale hebdomadaire du travail dans les établissements financiers et bancaires, n° 703.

— Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à augmenter de 20 0/0 l'ensemble des prestations familiales, n° 780. — Le 25 mai 1956, une proposition de loi tendant à abroger le troisième alinéa de l'article 317 du Code pénal, ainsi que la loi du 31 juillet 1920 et à autoriser dans certaines conditions l'avortement thérapeutique, n° 1945. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à majorer de 100 0/0 les prestations familiales versées au titre du mois d'octobre 1956, n° 2875. — Le 23 septembre 1957, une proposition de loi tendant à augmenter de 20 0/0 le salaire mensuel servant de base au calcul des prestations familiales, n° 5770. — Le 19 février 1958, une proposition de loi tendant à porter de 220.000 francs à 360.000 francs le montant de l'abattement à la base en ce qui concerne la surtaxe progressive, n° 6643. — Le 19 février 1958, une proposition de loi tendant à reconnaître la qualité de salariés aux employés de maison en leur accordant le bénéfice de toutes les lois sociales codifiées ou non, n° 6652. — Le 12 mars 1958, une proposition de loi tendant à interdire toute expulsion d'occupants de locaux d'habitation sans relèvement préalable des intéressés et à donner aux maires les possibilités de faire procéder à ce relèvement, n° 6868. — Le 15 avril 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder à la République démocratique du Viet-Nam la même représentation à Paris que celle dont bénéficie la France à Hanoï ; 2° à œuvrer à l'application des accords de Genève du 20 juillet 1954, n° 7091.

Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement ; *Ses observations sur : le résultat des élections du 2 janvier 1956, les promesses du Front républicain concernant le problème algérien* [17 octobre 1956] (p. 4184) ; *les résultats de la politique de pacification (article de Témoignage chrétien déclarations de M. Jacques Chevallier)* (p. 4185) ; *les poursuites engagées contre les communistes et le journal L'Humanité, les tortures infligées aux communistes algériens, la*

prise de position de nombreuses organisations en faveur du « cessez-le-feu » en Algérie (p. 4186); l'attitude de l'aspirant Maillot (incident), la nécessité de négocier avec les représentants du Front de Libération nationale et du parti communiste algérien (p. 4187); la motion adoptée au congrès socialiste de Lille (polémique avec M. Guy Mollet) (p. 4188, 4197, 4198).

VÉRY (M. Emmanuel), Député de la Martinique (S).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission de l'intérieur [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des boissons [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Secrétaire de la Commission de l'intérieur [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 28 février 1956, une proposition de loi portant modification de la loi n° 54-806 du 13 août 1954 étendant le régime des assurances sociales aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion et précisant le régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dans ces départements, n° 790. — Le 9 mars 1956, une proposition de loi tendant à autoriser le service des alcools à acheter du rhum, n° 1128. — Le 26 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 14 mars 1956, sur les propositions de loi : 1° de M. Emmanuel Véry et plusieurs de ses collègues modifiant et complétant la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer; 2° de M. Emmanuel Véry et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et compléter la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer, n° 3322.

(1) Démissionnaire [13 décembre 1956] (p. 5961).

Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 février 1956] (p. 266). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique agricole et viticole du Gouvernement : *crise agricole dans les départements d'outre-mer* [13 mars 1956] (p. 907 à 910); — du projet de loi créant un fonds national de solidarité, Art. 19 : *Son amendement tendant à fixer dans les départements d'outre-mer l'allocation au même taux que dans la métropole et à l'étendre aux non-salariés; Retire le deuxième alinéa (extension aux non-salariés)* [3 mai 1956] (p. 1733).

VIALLET (M. Félix), Député de la Lozère (R. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162); de la Commission des pensions [4 octobre 1957] (p. 4503) (1); de la Commission de l'agriculture [26 février 1958] (p. 1076). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

Dépôts :

Le 26 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 2110) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté à Florence, en juillet 1950, par la conférence générale de l'U.N.E.S.C.O., n° 3074. — Le 7 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 28 février 1956, sur la proposition de résolution de M. Buron et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager pour 1953 et tous les deux ans à partir de cette date la création de « Jeux de l'Union française » permettant

(1) Démissionnaire [26 février 1958] (p. 1042).

d'établir des compétitions sportives régulières entre les différents Etats et territoires de l'Union française, n° 3488. — Le 6 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer, en 1958, le centenaire de la naissance du Père Charles de Foucauld, n° 4418. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 57-417 du 2 avril 1957 relatif à la révision du classement indiciaire du personnel employé des P.T.T. et de promouvoir une réforme basée sur l'échelle unique 160 210 pour tous les facteurs, manutentionnaires et chargeurs des P.T.T., n° 4928. — Le 25 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi instituant une garantie annuelle de salaire dans les professions du bâtiment et des travaux publics, n° 5244. — Le 18 octobre 1957, une proposition de loi tendant, d'une part, à la suppression des échelles de soldes des sous-officiers instituées par le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 et, d'autre part, à la revalorisation de la condition militaire, n° 5824. — Le 7 novembre 1957, une proposition de loi tendant à créer un contingent de croix de la Légion d'honneur en faveur des anciens combattants de la guerre 1914-1918 décorés de la médaille militaire après le 18 octobre 1921 au titre de cette campagne, n° 5880. — Le 15 novembre 1957, une proposition de loi tendant à compléter l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage femme, n° 5922. — Le 26 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 4418) de M. Viallet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à célébrer, en 1958, le centenaire de la naissance du Père Charles de Foucauld, n° 5965. — Le 27 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'accorder aux sapeurs-pompiers non professionnels le bénéfice d'une caisse de retraite et aux enfants de ceux d'entre eux morts en service commandé, la qualité de « pupille de la nation », n° 6286. — Le 25 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la sauvegarde des hôtels « préfecture », n° 6710. — Le 4 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'émission d'un timbre-poste commémorant le centenaire de Lourdes, n° 6790. — Le 20 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires au développement de la culture de la lavande dans le département de la Lozère, n° 6957. — Le 15 avril 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'assiette des cotisations de la sécurité sociale pour les élèves des cours professionnels et des cours de promotion du travail, n° 7089. — Le 13 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la parité entre les salaires des ouvriers des parcs et ateliers des Ponts et Chaussées et ceux fixés par les accords de salaires du bâtiment et travaux publics de la Seine, conformément à la circulaire ministérielle n° 139 du 10 octobre 1953, n° 7098.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e bureau sur les opérations électorales du département de la Creuse [19 janvier 1956] (p. 12). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses observations sur la position des républicains-sociaux à l'égard de l'Europe ; l'intégration des territoires d'outre-mer, les garanties à demander à nos partenaires à cet égard (investissements, limitation de l'émigration des Européens, soutien des prix) ; l'harmonisation des conditions des prix de revient, l'incidence éventuelle de la réunification allemande sur le traité, le passage de la première à la deuxième étape (règle de l'unanimité, arbitrage éventuel), les conséquences de l'institution du marché commun pour les régions sous-développées, la date d'application du traité (incidence des événements d'Algérie)* [22 janvier 1957] (p. 190 à 192) ; — d'une proposition de résolution tendant à la création de jeux de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* [19 février 1957] (p. 983, 984) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif aux élections territoriales, départementales et communales en Algérie, Art. 5 : *Son amendement tendant à exclure du bénéfice*

de l'éligibilité et du droit de vote de toute personne adhérant encore à des mouvements révolutionnaires un mois après la date de promulgation de la loi [28 janvier 1958] (p. 320); le retire (ibid.).

VIATTE (M. Charles), Député du Jura (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé : membre de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162) (1); membre suppléant de la Commission des finances [20 novembre 1957] (p. 4909); membre du Conseil supérieur de la mutualité [29 février 1956] (p. 572).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à réserver par priorité les subventions accordées pour l'équipement des colonies de vacances aux organismes prévoyant le plein emploi des bâtiments dans un but culturel, n° 198. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à supprimer les opérations des conseils de révision, n° 199. — Le 2 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire examiner par une section spécialisée des commissions régionales et nationale des bourses, les demandes présentées par des cultivateurs en faveur de leurs enfants, n° 269. — Le 29 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer d'urgence l'allocation de la mère au foyer au profit des travailleurs indépendants (artisans, commerçants et membres des professions libérales), n° 859 (rectifié). — Le 29 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la vernalisation de 10.000 quintaux de blé pour faciliter l'emblavage des terrains sinistrés par le gel, n° 860 (rectifié). — Le 29 février 1956, une proposition de loi tendant à organiser la recherche forestière en

France, n° 872. — Le 6 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice, n° 1024. — Le 15 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 859 rectifié) de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer d'urgence l'allocation de la mère au foyer au profit des travailleurs indépendants (artisans, commerçants et membres des professions libérales), n° 1206. — Le 23 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 6 mars 1956, sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à rétablir dans leurs droits au regard de l'assurance vieillesse les bibliothécaires gérants travaillant pour le compte de l'entreprise concessionnaire des bibliothèques dans les gares de la S. N. C. F. et du chemin de fer métropolitain de Paris, n° 1412. — Le 15 mai 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 96 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 afin de faire cesser toute différence, pour un même nombre d'enfants à charge, entre les allocations de logement servies aux allocataires non salariés et celles versées aux allocataires salariés, n° 1825. — Le 1^{er} juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République, portant remise au musée national de Tokyo, à titre d'échange, d'objets de fouilles appartenant au musée Guimet, n° 2039. — Le 20 juin 1956, une proposition de loi tendant à instituer un prélèvement sur les jeux de hasard autorisés au profit de la recherche scientifique, n° 2258. — Le 27 juin 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 6 mars 1956, sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à rétablir dans leurs droits au regard de l'assurance vieillesse les bibliothécaires-gérants travaillant pour le compte de l'entreprise concessionnaire des bibliothèques dans les gares de la S. N. C. F. et du chemin de fer métropolitain de Paris,

(1) Démissionnaire [14 décembre 1956] (p. 6026).

n° 2358. — Le 3 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à préciser la situation juridique des sous agents d'assurances, **n° 2414.** — Le 10 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 54 du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 2509.** — Le 28 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi (n° 2516) tendant à attribuer une allocation dite « de la mère au foyer » aux chefs de famille non salariés des professions autres que les professions agricoles ; II. les propositions de loi : 1° de M. Mazier et plusieurs de ses collègues (n° 1811) tendant à accorder aux artisans et membres des professions indépendantes, non salariés, chefs de famille, le bénéfice de l'allocation de salaire unique ; 2° de M. André Reau-guitte (n° 2074) tendant à étendre le bénéfice de l'allocation de la « mère au foyer » aux employeurs et aux travailleurs indépendants ; 3° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 2353) tendant à accorder aux chefs de famille non salariés des professions indépendantes le bénéfice de l'allocation dite de la « mère au foyer », **n° 2685.** — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renvoyer par priorité dans leurs foyers les jeunes gens rappelés et maintenus indispensables à l'agriculture, **n° 2892.** — Le 26 novembre 1956, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 2951) et la lettre rectificative (n° 3289) au projet de loi de finances pour 1957, **n° 3318.** — Le 30 novembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles et l'article 2 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, **n° 3401.** — Le 17 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 3206) portant création à Lyon d'un Institut national des sciences appliquées, **n° 3589.** — Le 21 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 20 mai 1955 sur la répartition des contingents

de rhum à la Martinique et à la Guadeloupe, **n° 4258.** — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à émettre un timbre-poste à l'effigie de Ferdinand de Lesseps, **n° 4912.** — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à adapter la réglementation en matière d'élevage aux progrès de la technique, **n° 4985.** — Le 26 juin 1957, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 4676) autorisant le Président de la République à ratifier : 1° le traité instituant une Communauté économique européenne et ses annexes ; 2° le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ; 3° la Convention relative à certaines institutions communes aux Communautés européennes, **n° 5273.** — Le 2 juillet 1957, une proposition de loi tendant à favoriser l'enseignement des disciplines scientifiques en France, **n° 5302.** — Le 7 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une épreuve écrite de mathématiques à l'examen du baccalauréat (série : sciences expérimentales), **n° 5875.** — Le 26 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à créer une Commission de la recherche scientifique en application de l'article 14, dernier alinéa, du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 6255.** — Le 28 janvier 1958, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 873) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et professions d'expert-comptable et de comptable agréé ; 2° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues (n° 1583) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés et réglementant les titres et professions d'experts-comptables et de comptables agréés ; 3° de M. Abelin et plusieurs de ses collègues (n° 3165) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et les professions d'expert-comptable et de comptable agréé, **n° 6425.** — Le 4 février 1958, un rapport au nom de la

Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 5875) de M. Viatte tendant à inviter le Gouvernement à instituer une épreuve écrite de mathématiques à l'examen du baccalauréat (série: sciences expérimentales), n° 6490. — Le 4 février 1958, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 5737) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la « Convention instituant le Centre international de calcul », adoptée à Paris le 6 décembre 1951, n° 6491.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales : *Ses explications de vote* [6 mars 1956] (p. 699); — du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique, Art. 35: *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer la possibilité de convertir en annuités forfaitaires les droits provenant des contrats en vigueur* [20 avril 1956] (p. 1433); Art. 51 : *Ses observations sur le calcul de la rémunération accordée aux auteurs* (p. 1440); — du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion préjudicielle de M. Jean Moreau pour le passage à la discussion des articles: politique des travaillistes anglais, effort législatif en faveur des vieux depuis 1945, raisons de l'échec de la loi du 22 mai 1946, situation démographique de la France; sacrifices à consentir en faveur des générations futures* [2 mai 1956] (p. 1649, 1650); *Son contre projet instituant une allocation complémentaire aux différentes retraites servies par les caisses professionnelles* (p. 1658); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement créant un organisme consultatif auprès du Ministre des Affaires sociales* [3 mai 1956] (p. 1695); Art. 4: *Amendement de M. Durbet concernant les déclarations à souscrire par les intéressés* (p. 1697); Art. 7 : *Ses observations sur le choix des critères pour l'attribution de l'allocation supplémentaire (multiplicité, difficultés d'application)* (p. 1702); Art. 9 : *Amendement de M. Boisdé sur le contrôle de l'attribution de l'allocation par les organismes vieillesse* (p. 1711); Art. 11 : *Amendement de M. Boisdé tendant à rétablir l'article II (Application aux agriculteurs)* (p. 1717); *Violation des droits de*

la famille, retour à une législation d'assistance (p. 1726, 1727); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Amende pour fausse déclaration)* (p. 1732); Art. 23 : *Son amendement mettant à la charge du fonds de solidarité les dépenses résultant de l'application de l'article premier de la loi du 27 mars 1956* (p. 1734); Art. 24 : *Amendement de M. Caillavet tendant à supprimer cet article (Agrément par l'Etat des directeurs et agents comptables des organismes de mutualité agricole)* (p. 1735); Art. 26 : *Son amendement tendant à exclure l'allocation supplémentaire du plafond des ressources prévu pour l'application de la loi du 17 janvier 1948* (p. 1735); *Son amendement tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 1736); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article premier, de l'article 10 et de l'ensemble du projet; Autonomie des organismes vieillesse, dépôt prématuré de la question de confiance posée sur l'article premier, taxe de luxe sur les pierres précieuses, taxation des voitures appartenant aux sociétés capitalistes, modifications à apporter par le Conseil de la République, nécessité pour le Gouvernement de définir sa politique économique et financière* [5 mai 1956] (p. 1801). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique scientifique du Gouvernement [25 mai 1956] (p. 2020). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-21 : *Admission des élèves dans les classes primaires des lycées* [14 juin 1956] (p. 2633); Chap 35-84 : *Situation des jardiniers nationaux* [15 juin 1956] (p. 2660); Chap. 36-01 : *Son amendement tendant à supprimer ce chapitre (Situation du personnel du C.N.R.S.)* (p. 2660); Chap 36-13 : *Son amendement tendant à supprimer ce chapitre (Situation des laboratoires du Collège de France)* (p. 2663); *le retire* (ibid.); Chap. 43-11, *Son amendement tendant à supprimer ce chapitre (Insuffisance des bourses de l'enseignement supérieur)* (p. 2665); *le retire* (p. 2666); Chap. 43-91 : *Attribution des bourses aux familles paysannes* (p. 2668); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat G, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : *Pénurie de scientifiques, d'in-*

généralistes et de techniciens pour le développement de l'économie française et l'aide à apporter aux pays sous-développés; disparition de la France du palmarès du prix Nobel; existence d'un marché noir de travailleurs scientifiques; orientation nécessaire des étudiants vers les carrières scientifiques; réformes à apporter à la première année de l'enseignement supérieur des sciences; réforme nécessaire des programmes de l'enseignement secondaire [27 novembre 1956] (p. 5154 à 5157); Ajournement nécessaire de la suppression de la deuxième session du baccalauréat jusqu'à la réforme du régime des vacances scolaires (p. 5177); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Titres III et IV, en qualité de Rapporteur pour avis: Pénurie de main-d'œuvre dans les mines et le bâtiment; formation professionnelle des adultes; indemnisation du chômage résultant de la crise pétrolière; surcompensation des allocations familiales; déséquilibre des régimes spéciaux de sécurité sociale [29 novembre 1956] (p. 5288, 5289); — sur le procès-verbal de la séance du 21 décembre: Discussion du projet de loi relatif à la création d'un Institut national des sciences appliquées à Lyon [26 décembre 1956] (p. 6222); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, État A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 31-02: Situation désastreuse de la recherche scientifique [27 décembre 1956] (p. 6294); — d'un projet de loi relatif à la création à Lyon d'un Institut national des sciences appliquées, en qualité de Rapporteur: Augmentation du nombre des ingénieurs et des techniciens supérieurs [5 février 1957] (p. 633, 634); Article premier: Amendement de M. Garaudy (Rattachement de cet Institut à la Faculté des sciences de Lyon) (p. 638); Amendement de M. Philippe-Vayron tendant à supprimer le rattachement de cet Institut à la Direction de l'enseignement supérieur (p. 638); Art. 2: Amendement de M. Thamier (Formation des ingénieurs I.M.S.A.S. et I.M.S.A.T.) (p. 640); Art. 3: Amendement de M. Cogniot (Direction de cet Institut) (ibid.); Explications de vote (p. 641); — sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur la politique scientifique du Gouvernement (déposée le 25 mai 1956) [19 février 1957] (p. 977); la développe: Ses observations sur la distinction établie entre scientifiques et littéraires, sciences pures et sciences appliquées, la priorité à

donner à la recherche fondamentale, la rentabilité des recherches techniques, l'utilité du point de vue de la défense nationale d'un recensement des laboratoires, l'exemption souhaitable du service militaire pour les jeunes chercheurs, le montant global des crédits consacrés par l'État à la recherche scientifique (évaluation), les différents statuts des organismes de recherches, les doubles emplois existant en la matière, l'application du statut de l'Institut national de recherches chimiques appliquées, les recherches hydrologiques menées dans la région du Nord, la rémunération insuffisante des chercheurs du C.N.R.S., l'attribution à ceux-ci d'une prime de recherche (montant et répartition), la formation des ingénieurs et des techniciens, la réorganisation nécessaire de l'enseignement du second degré (nombre insuffisant de bacheliers mathématiques, formation mathématique des bases à renforcer, retour nécessaire aux horaires de 1902), le problème des maîtres (engagement quinquennal des agrégés, crise de recrutement, bas niveau du C.A.P.E.S., utilisation possible des ingénieurs) [8 mars 1957] (p. 1402 à 1410); La prise en compte pour l'ancienneté administrative des années passées au C.N.R.S. [13 mars 1957] (p. 1560); L'attribution de la prime de recherches aux professeurs de l'enseignement supérieur et aux chercheurs n'appartenant pas au C.N.R.S. (p. 1561); Son ordre du jour (Rémunération décente des chercheurs, reconversion des étudiants vers les disciplines scientifiques) (p. 1564); le modifie (p. 1565); Ordre du jour de M. Cogniot (Création d'une commission d'enquête) (ibid.); — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères, en qualité de Rapporteur pour avis: Suppression envisagée de la détaxe des disques microsillons [20 février 1957] (p. 1019, 1020); Art. 12 bis: Rappel au Règlement de M. Cogniot (Discussion de son interpellation sur la politique scientifique du Gouvernement) [7 mars 1957] (p. 1366); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratome, en qualité de Rapporteur pour avis: Création d'un Centre européen de recherches nucléaires, cas des produits nouveaux provenant de pays extérieurs à la Communauté et des brevets d'invention [2 juillet 1957] (p. 3146, 3147); — d'un projet de loi sur la réforme de l'enseignement public: Création de classes de propédeutique dans les villes importantes de toutes les

académies [25 juillet 1957] (p. 3970); *Intérêt de la prolongation de l'enseignement pour le milieu rural, rappel de la nécessité d'une rémunération décente pour les professeurs, chercheurs et techniciens, conséquences de l'introduction de la laïcité dans les départements d'Alsace-Lorraine* [26 juillet 1957] (p. 4017, 4018); *Opinion de M. François-Poncet sur le projet de loi, insuffisance du projet gouvernemental limité à une réforme de structure, rôle du Parlement dans l'orientation de notre système éducatif, faillite du système précédent et réformes envisagées; meilleure répartition du travail scolaire et des programmes de l'enseignement du second degré (retour au programme de 1902, augmentation de l'enseignement scientifique), recrutement de personnel retraité et contractuel, remèdes à l'insuffisance de l'enseignement du premier degré (organisation du ramassage scolaire)* (p. 4019 à 4022); *Malaise de l'enseignement supérieur dû à sa conception centralisatrice, maintien du principe de la cooptation et retour à un régime administratif et financier analogue à celui du Commissariat à l'énergie atomique, création de facultés de sciences humaines ou de sciences sociales* (p. 4022, 4023); *Question de la laïcité, attitude de M. Deixonne* (p. 4023); *Esprit de tolérance de l'enseignement secondaire et supérieur, fausse conception de la laïcité du Syndicat national des instituteurs (article de l'École libératrice), formation des élèves-maîtres et élèves-maîtresses* (p. 4023 à 4025); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits d'investissements, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion jusqu'à la désignation d'une Commission parlementaire d'enquête chargée de rechercher dans quelles conditions a été construite et a fonctionné l'école de perfectionnement de Crotenay* [8 mars 1958] (p. 1355); *Scandale de cette construction luxueuse et inutilisable, gestion déplorable, conditions dans lesquelles le plan d'extension a été approuvé, comparaison avec certaines réalisations privées* (p. 1355, 1356); *la retire* (p. 1358); *Reconstruction de l'internat de l'école normale supérieure de Saint-Cloud* (p. 1371); PRÉSIDENTE DU CONSEIL : *Coopération scientifique sur le plan des recherches nucléaires, politique pratiquée par le Commissariat à l'énergie atomique* (p. 1377). — S'excuse de son absence [21 juin 1956] (p. 2835).

VIGIER (M. Jean-Louis), *Député de la Seine* [3^e circonscription] (I. P. A. S.).

Son élection est validée [14 février 1956] (p. 267). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55-1615 du 9 décembre 1955 faisant du 2 janvier 1956 une journée chômée, fériée et payée, n° 446. — Le 17 février 1956, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de facilités de transport par chemin de fer les épouses de bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager de la sécurité sociale, n° 577. — Le 28 février 1956, une proposition de loi tendant à ajouter un alinéa supplémentaire à l'article 23 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux, n° 836. — Le 6 mars 1956, une proposition de loi tendant à relever de la forclusion certains locataires-commerçants, n° 1012. — Le 16 mars 1956, une proposition de loi modifiant certaines dispositions du décret du 8 août 1935 sur les expropriations, n° 1227. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à accorder aux pensionnés vieillesse le bénéfice des prestations en nature sans limitation de durée, n° 1441. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi relative à la carte de priorité des mutilés de guerre, n° 1450. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à accorder à certains assurés âgés de plus de 60 ans le 1^{er} avril 1946 une liquidation ou une révision de leur rente-vieillesse, tenant compte des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans, n° 1460. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 56-245 du 12 mars 1956 modifiant les articles 3 et 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 1503. — Le 25 avril 1956, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 56-245 du 12 mars 1956, modifiant les articles 3 et

27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 1637. — Le 2 mai 1956, une proposition de loi relative aux avancements des fonctionnaires résistants ayant bénéficié des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 modifiée, n° 1707. — Le 29 mai 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 37 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 relatif aux dommages corporels causés par les accidents d'automobiles, n° 1973. — Le 10 juillet 1956, une proposition de loi tendant à accorder un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi aux militaires retraités bénéficiaires des dispositions de l'article 33 de la loi du 14 avril 1924 relatif à la révision des pensions, n° 2505. — Le 11 juillet 1956, une proposition de loi tendant à ce que les anciens sous-officiers de carrière, bénéficiaires de l'échelle de solde n° 3, diplômés de l'École normale de gymnastique et d'escrime de Joinville-le-Pont avant la déclaration de guerre 1914, passent à l'échelle de solde n° 4 au titre du diplôme d'éducation physique qui leur fut remis après les examens de sortie, n° 2515. — Le 23 juillet 1956, une proposition de loi tendant à revaloriser les rentes viagères du secteur public et du secteur privé et à les adapter aux variations économiques, n° 2606. — Le 20 décembre 1956, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 415 du 21 septembre 1943 qui modifie la loi du 25 juin 1841 sur les ventes aux enchères des marchandises neuves, n° 3624. — Le 31 janvier 1957, une proposition de loi tendant à considérer le temps des fonctionnaires de la police passé aux armées comme temps de mobilisation, n° 3967. — Le 28 février 1957, une proposition de loi tendant à ajouter un article 9 bis au décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, n° 4334. — Le 28 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 du décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, n° 4335. — Le 28 février 1957, une proposition de loi tendant à supprimer purement et simplement l'article 14 du décret du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre bailleurs et locataires, n° 4336. — Le 26 mars 1957, une pro-

position de loi tendant à interdire le licenciement au-delà de 45 ans de tout titulaire de la carte d'ancien combattant comptant au moins huit ans de présence dans un service de l'Etat, n° 4656. — Le 21 mai 1957, une proposition de loi tendant à reporter l'application du décret du 9 août 1953 sur les sociétés à responsabilité limitée, n° 5044. — Le 18 juin 1957, une proposition de loi tendant à la validation des services militaires et de guerre pour les fonctionnaires et agents des départements et communes ayant pris une part active à la Résistance et bénéficiaires de la loi du 26 septembre 1951, n° 5129. — Le 24 juin 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la deuxième législature, repris le 10 février 1956, sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont tendant à la protection des animaux ; 2° de M. Louis Rollin tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite Loi Grammont ; 3° de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, n° 5216. — Le 20 novembre 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956, sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont tendant à la protection des animaux ; 2° de M. Louis Rollin tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite Loi Grammont ; 3° de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, n° 5950. — Le 6 février 1958, une proposition de loi tendant à limiter l'usage du qualificatif « national » dans les raisons sociales des sociétés, n° 6511. — Le 12 février 1958, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi de finances pour l'exercice 1958, n° 6580. — Le 13 février 1958, une proposition de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté du 21 mai 1952 fixant en ce qui concerne le Secrétariat d'Etat à la Guerre, les conditions d'attribution de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires aux combattants volontaires de la

Résistance, n° 6602. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi tendant à compléter l'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié par la loi n° 56-245 du 12 mars 1956, la loi n° 56-784 du 4 août 1956 et la loi n° 58-229 du 6 mars 1958, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 7153.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e Bureau sur les opérations électorales du département de Tarn-et-Garonne [19 janvier 1956] (p. 38). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi sur le renouvellement des baux commerciaux ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni tendant à supprimer cet article* [17 mai 1956] (p. 1899) ; *Amendement de M. Isorni tendant à laisser aux tribunaux le choix des indices* (p. 1901) ; en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni tendant à laisser aux tribunaux le choix des indices* [19 juin 1956] (p. 2714) ; en troisième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni tendant à laisser aux tribunaux le choix des indices* [12 juillet 1956] (p. 3419) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat A, Chap. 41-01, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Son amendement indicatif relatif à l'augmentation de 3 0/0 des salaires des journalistes de l'Agence France-Presse* [7 juin 1956] (p. 2437) ; *le retire* (ibid.) ; *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat E, Chap. 31-01 : Financement des émissions destinées aux pays du Moyen-Orient* [20 juin 1956] (p. 2811) ; Chap. 31-03 : *Son amendement indicatif (Augmentation de la prime de productivité attribuée au personnel administratif de la radiodiffusion-télévision)* (p. 2813) ; Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Traitement des musiciens des orchestres « radio-symphonique » et « radio-lyrique »)* (p. 2813) ; Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif relatif à la rémunération des journalistes et au paiement des cachets* (p. 2814) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 8 : *Son amendement indicatif (Installation de postes émetteurs)* (p. 2816) ; *le retire* (ibid.) ; — en troisième lecture, de la proposition de loi relative à la désignation des

personnes contraintes au travail en pays ennemi ; Article unique : *Amendement de M. de Lipkowski tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* [10 octobre 1956] (p. 4096) ; *Son amendement tendant à remplacer les mots « victimes de la déportation du travail », par les mots « victimes des travaux forcés en territoire occupé par l'ennemi »* (p. 4101) ; *le retire* (ibid.) ; en quatrième lecture, Article unique : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Victimes du service du travail obligatoire)* [23 janvier 1957] (p. 245, 246) ; *Demande d'autorisation par les communistes de faire paraître l'Humanité en 1941* (p. 247) ; — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs ; Art. 26 : *Son amendement tendant à étendre les dispositions concernant l'indemnisation pour diminution de rentabilité aux terres cultivées et aux propriétés foncières faisant partie d'une exploitation commerciale ou industrielle* [19 novembre 1956] (p. 4881) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 18, BUDGETS ANNEXES, Etats G et H, *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de Rapporteur pour avis : Rémunération des musiciens des orchestres de la radiodiffusion-télévision française, mise en service des émetteurs de télévision proches des frontières, augmentation de la taxe de télévision, problème des exonérations* [7 décembre 1956] (p. 5683). — Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal au cours de la discussion des propositions de décisions sur 13 décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 (*Altercation avec M. Dupuy*) [29 janvier 1957] (p. 363). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Evacuation des locaux insalubres)* [5 février 1958] (p. 536, 538) ; après l'article premier : *Son amendement tendant à supprimer les articles 11 et 12 du décret du 30 septembre 1953* (p. 543) ; Art. 2 : *Son amendement (Droit de reprise de la partie habitable des locaux commerciaux par le propriétaire)* (p. 543, 544) ; *Son amendement (Reprise du local d'habitation accessoire du local commercial)* [6 février 1958] (p. 571) ; *Son amendement (Institution de la double expertise en vue de la fixation du prix du loyer)* (p. 575). =

S'excuse de son absence [25 septembre 1957] (p. 4317), [29 novembre 1957] (p. 5046). = Obtient des congés [25 septembre 1957] (p. 4317), [29 novembre 1957] (p. 5046).

VIGNAL (M. Joseph), *Député proclamé du Rhône (2^e) (U. F. F.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161).

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du département de l'Allier [20 janvier 1956] (p. 47). = Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [25 janvier 1956] (p. 80). — Prend part à la discussion des conclusions de son rapport sur les opérations électorales du département de l'Allier [2 février 1956] (p. 168). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Tunisie [21 février 1956] (p. 394). — Prend part à la discussion en troisième lecture d'une proposition de loi relative à la location-gérance des fonds de commerce et établissements artisanaux ; Art. 8 : *Amendement de M. Louvel (Responsabilités et solidarité du loueur et du gérant)* [6 mars 1956] (p. 674).

Son élection n'est pas validée [18 avril 1956] (p. 1322).

VIGNARD (M. Valentin), *Député du Morbihan (M. R. P.)*.

Son élection est validée [27 janvier 1956] (p. 116). = Est nommé : membre de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; par la Commission des pensions, membre suppléant de la Commission chargée de s'informer du fonctionnement de certains services du Ministère des Anciens combattants [7 février 1957] (*J. O.* débats du 14 février 1957, p. 888).

Dépôts :

Le 12 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 4102. — Le 17 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1581) de M. Angibault et plusieurs de ses collègues tendant à unifier le régime des pensions de veuves de fonctionnaires civils et militaires par l'extension des dispositions de l'article L 55, 2^e et 3^e alinéas du Code des pensions civiles et militaires de retraites aux veuves dont le mari est décédé antérieurement au 23 septembre 1948, n° 6173. — Le 6 mars 1958, une proposition de loi tendant à instituer une Caisse nationale de retraite vieillesse au profit des sapeurs-pompiers volontaires, n° 6817. — Le 25 mars 1958, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 22 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, n° 6992.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale : *Incompatibilités entre personnes éligibles à un même conseil municipal (Conjoints et sœurs)* [10 décembre 1957] (p. 5247). = S'excuse de son absence [28 février 1956] (p. 521), [8 juin 1956] (p. 2451), [12 juin 1957] (p. 2682). = Obtient des congés [28 février 1956] (p. 521), [12 juin 1957] (p. 2682).

VILLARD (M. Jean), *Député du Rhône (M. R. P.)*.

Son élection est validée [18 avril 1956] (p. 1314). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à fixer le minimum des pensions d'invalidité de la sécurité sociale à 50 0/0 du salaire

minimum interprofessionnel garanti, en faveur des pensionnés incapables de tout travail, **n° 1574**. — Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à aligner les pensions d'invalidité de la sécurité sociale sur les prestations servies aux autres assurés, **n° 1575**. — Le 20 avril 1956, une proposition de loi portant amnistie pour certaines infractions dont les auteurs auraient moins de 25 ans au 1^{er} janvier 1956, **n° 1576**. — Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 55-568 du 20 mai 1955 se rapportant à l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, **n° 1577**. — Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à la réforme du contentieux technique de l'invalidité en matière de sécurité sociale, **n° 1578**. — Le 20 avril 1956, une proposition de loi concernant l'exonération : 1^o de toute cotisation de sécurité sociale, d'accident du travail, d'allocations familiales, de cotisation patronale aux allocations familiales, de cotisation d'assurance vieillesse artisanale ; 2^o de tout versement d'impôts directs et indirects, et du versement forfaitaire de 5 0/0 sur les salaires, en faveur des artisans et petits commerçants employeurs, infirmes incurables, sans ressources suffisantes, et de leurs veuves, **n° 1579**. — Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 8, 9 et 10 de la loi du 11 octobre 1940 sur la lutte contre le travail noir, **n° 1580**. — Le 15 mai 1956, une proposition de loi tendant à la création d'un organisme national pour le reclassement professionnel et social des handicapés physiques, **n° 1824**. — Le 29 mai 1956, une proposition de loi tendant à déclarer « Service national » le problème du logement et à demander à la Banque de France d'assurer le financement d'un plan annuel de construction de 300 milliards de francs par l'octroi de crédits à très long terme (de trente à soixante-quinze ans) à faible intérêt (0,5 à 1 0/0 maximum) jusqu'à ce que la pénurie actuelle d'habitations soit définitivement surmontée, **n° 1980**. — Le 6 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956, sur : I. Les propositions de loi : 1^o de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues

tendant à organiser le reclassement social des diminués physiques ; de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le reclassement des invalides et diminués physiques d'origine civile ; 3^o de M. Buron et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le reclassement et l'emploi des diminués physiques ; 4^o de M. Villard et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter le reclassement professionnel des anciens malades et invalides ; II. Les propositions de résolution : 1^o de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux aveugles et aux sourds-muets les dispositions de la loi du 26 avril 1924 relative à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, sans préjudicier à ces derniers ; 2^o de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à user sans tarder des pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par l'Assemblée Nationale en vue de promouvoir les mesures propres à assurer le reclassement professionnel de tous les citoyens dont la capacité de travail se trouve, pour une cause quelconque, temporairement ou définitivement diminuée, **n° 2080**. — Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 832 du Code civil relatif au bien de famille, **n° 2418**. — Le 6 juillet 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 50-639 du 30 juin 1956 à tous les invalides civils dont le montant des ressources est inférieur à 201.000 francs pour une personne et 258.000 francs pour un ménage, allocations familiales exclues, **n° 2472**. — Le 24 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1^o de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues (n° 1440) tendant à assurer le reclassement social des victimes de guerre, des mutilés, des invalides et des diminués physiques ; de M. Jean Villard et plusieurs de ses collègues (n° 1824) tendant à la création d'un organisme national pour le reclassement professionnel et social des handicapés physiques, **n° 2624**. — Le 9 octobre 1956, une proposition de loi tendant à régulariser la situation d'un certain nombre de fonctionnaires déga-gés des cadres et reclassés antérieurement à la publication du décret n° 53-712 du 9 août 1953 et à leur permettre d'accéder à un emploi équivalent à celui qu'ils occupaient dans leur administration d'origine, **n° 2918**. —

Le 25 octobre 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. le projet de loi (n° 2935) sur le reclassement des travailleurs handicapés ; II. le rapport fait au cours de la précédente législature, repris le 16 février 1956, sur : a) les propositions de loi : 1° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le reclassement social des diminués physiques ; 2° de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le reclassement des invalides et diminués physiques d'origine civile ; 3° de M. Buron et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le reclassement et l'emploi des diminués physiques ; 4° de M. Villard et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter le reclassement professionnel des anciens malades et invalides ; b) les propositions de résolution : 1° de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux aveugles et aux sourds-muets les dispositions de la loi du 26 avril 1924 relative à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, sans préjudicier à ces derniers ; 2° de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à user sans tarder des pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par l'Assemblée Nationale en vue de promouvoir les mesures propres à assurer le reclassement professionnel de tous les citoyens dont la capacité de travail se trouve, pour une cause quelconque, temporairement ou définitivement diminuée, n° 3046. — Le 26 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret n° 52-275 du 28 février 1952 fixant la somme minima laissée mensuellement à la disposition des bénéficiaires de l'aide sociale placés dans les établissements hospitaliers, n° 3080. — Le 26 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre ou proposer les mesures nécessaires à l'effet d'améliorer le fonctionnement du service contentieux de la sécurité sociale pour les accidents du travail, n° 3082. — Le 6 novembre 1956, un 2° rapport

supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. le projet de loi (n° 2935) sur le reclassement des travailleurs handicapés ; II. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956, sur : a) les propositions de loi : 1° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le reclassement social des diminués physiques ; 2° de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le reclassement et l'emploi des diminués physiques ; 3° de M. Buron et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le reclassement et l'emploi des diminués physiques ; 4° de M. Villard et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter le reclassement professionnel des anciens malades et invalides ; b) les propositions de résolution : 1° de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux aveugles et aux sourds-muets les dispositions de la loi du 26 avril 1924 relative à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, sans préjudicier à ces derniers ; 2° de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à user sans tarder des pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par l'Assemblée Nationale en vue de promouvoir les mesures propres à assurer le reclassement professionnel de tous les citoyens dont la capacité de travail se trouve, pour une cause quelconque, temporairement ou définitivement diminuée, n° 3137. — Le 6 novembre 1956, un rapport en deuxième délibération au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. le projet de loi (n° 2935) sur le reclassement des travailleurs handicapés ; II. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956, sur : a) les propositions de loi : 1° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le reclassement social des diminués physiques ; 2° de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le reclassement des invalides et diminués physiques d'origine civile ; 3° de M. Buron et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le reclassement et l'emploi des diminués physiques ; 4° de M. Villard et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter le reclassement professionnel des anciens malades et invalides ; b) les propositions de résolution : 1° de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux aveugles et aux sourds-muets les dispositions de la loi du 26 avril 1924 relative à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, sans préjudicier à ces derniers ; 2° de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à user sans tarder des pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par l'Assemblée Nationale en vue de promouvoir

les mesures propres à assurer le reclassement professionnel de tous les citoyens dont la capacité de travail se trouve, pour une cause quelconque, temporairement ou définitivement diminuée, n° 3139. — Le 7 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la création, dans chaque département, d'un service social unique pour tous les fonctionnaires des services extérieurs, n° 3166. — Le 7 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à valider pour la retraite les services civils auxiliaires accomplis sur des chapitres hors budget, n° 3167. — Le 17 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la fusion en une caisse unique de toutes les caissés mutuelles de fonctionnaires, n° 3586. — Le 20 juin 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, sur le reclassement des travailleurs handicapés, n° 5195. — Le 17 juillet 1957, une proposition de loi tendant à modifier les articles 614 et 615 du Code de la sécurité sociale, n° 5530. — Le 19 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République, dans sa deuxième lecture, sur le reclassement des travailleurs handicapés, n° 5575. — Le 25 septembre 1957, une proposition de loi tendant à assurer sous certaines conditions la réversibilité sur la tête du conjoint survivant, de la pension des grands invalides accidentés du travail, n° 5782. — Le 28 novembre 1957, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice d'une allocation pour tierce personne aux grands infirmes assurés sociaux non titulaires d'une pension d'invalidité, n° 6014. — Le 28 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence le décret prévu par l'article 334 du Code de la sécurité sociale, n° 6428. — Le 11 février 1958, une proposition de loi tendant à assurer la réversibilité de la pension des invalides du travail dans les mêmes conditions que celles des mutilés de guerre, n° 6563. — Le 4 mars 1958, une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 332 du Code de la sécurité sociale, n° 6792.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des diminués physiques, en qualité de *Rapporteur* [10 octobre 1956] (p. 4103), [31 octobre 1956] (p. 4449, 4450); Art. 32 : *Amendement de M. Coutant tendant à substituer aux articles 32, 33, 34 et 35 des dispositions confiant au Ministre du Travail et non à un conseil supérieur la responsabilité de la coordination en matière de reclassement professionnel* (p. 4451); Art. 36 : *Amendement de M. Coutant tendant à supprimer cet article (Commission départementale d'emploi et de reclassement)* (p. 4453); Art. 2 : *Amendement de M. Coutant attribuant le pouvoir de reconnaître la qualité de travailleur handicapé à la commission départementale d'orientation des infirmes instituée par l'article 167 du Code de la famille et de l'aide sociale* (p. 4454); *Sa demande de seconde délibération* [6 novembre 1957] (p. 4478); en deuxième lecture : *Nombreuses suggestions des organisations de malades, modifications apportées par le Conseil de la République* [25 juin 1957] (p. 2938); Art. 11 : *Amendement de M. Titeux prévoyant un pourcentage obligatoire et une réserve de postes « si besoin est » ; Pourcentage obligatoire, mesures de protection, contribution du secteur nationalisé et public, application du principe constitutionnel du droit au travail pour tous, avantages du texte de l'Assemblée Nationale : Garanties suffisantes aux travailleurs handicapés et latitude donnée aux pouvoirs publics pour l'application des mesures envisagées* (p. 2940); Art. 30 : *Amendement de M. Titeux prévoyant que la coordination des questions relatives au reclassement des travailleurs handicapés sera assurée par le Ministre des Affaires sociales assisté d'un conseil supérieur ; Importance psychologique d'un conseil de préférence à une commission, composition et rôle de ce conseil* (p. 2944); Art. 32 : *Amendement de M. Titeux concernant la composition du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des handicapés* (p. 2945); Art. 33 bis : *Composition par arrêté ministériel de la commission départementale d'emplois et de reclassement des travailleurs handicapés* (p. 2947); *législation de la Commission départementale d'orientation des infirmes prévue à l'article 167 du Code de la famille (ibid.) ; en*

troisième lecture, Art. 11 : *Amendement de M. Titeux précisant que les arrêtés ministériels fixant un certain pourcentage n'interviendront qu'à défaut du placement par persuasion et réservant par priorité certains emplois à certains handicapés* [23 juillet 1957] (p. 3875) ; *Danger de laisser le placement des handicapés à la direction des services de la main-d'œuvre* (p. 3876). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la population une question orale relative à la situation dans laquelle se trouvent les établissements d'aliénés par suite du nombre de plus en plus important des malades [23 mai 1958] (p. 2444). = S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1641), [5 mai 1956] (p. 1798), [5 juin 1956] (p. 2451), [18 octobre 1957] (p. 4515). = Obtient des congés [2 mai 1956] (p. 1641), [5 mai 1956] (p. 1798), [8 juin 1956] (p. 2451), [18 octobre 1957] (p. 4515).

VILLON (M. Pierre), Député de l'Allier (C.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 168). = Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 15 février 1956, une proposition de loi tendant à préciser les conditions d'attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance et de la carte du combattant aux anciens résistants, n° 481. — Le 13 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux élèves des grandes écoles, et particulièrement de l'École normale supérieure, de suivre les séances de la troisième année de l'instruction militaire obligatoire dans des conditions qui ne puissent pas porter préjudice à leurs études, n° 1176. — Le 2 mai 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 72 du Code rural, relatif à l'entretien des chemins ruraux, n° 1726. — Le 8 juin 1956, une proposition de loi tendant à accorder un congé spécial aux épouses des militaires stationnés en Afrique du Nord à l'occasion des permissions de leurs maris, n° 2120. — Le 7 mars 1957, une proposition de loi tendant à limiter strictement en temps de

paix la compétence des tribunaux permanents des forces armées aux infractions spéciales d'ordre militaire, n° 4438. — Le 8 mars 1957, une proposition de loi tendant à préciser les conditions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 53-681 du 6 août 1953 portant amnistie, n° 4460. — Le 28 février 1958, une proposition de loi tendant à placer hors du champ d'application de la surtaxe progressive les soldes des militaires du contingent servant au delà de la durée légale, n° 6762.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, Art. 36 : *Son amendement tendant à supprimer, dans le deuxième alinéa, les mots : « révoqué d'un emploi civil »* [15 mai 1956] (p. 1861) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° ouverture et annulation de crédits ; 2° création de ressources nouvelles ; 3° ratification de décrets : *ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption des articles 14 et 14 bis et pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi : Dépenses consacrées à la guerre d'Algérie ; effacement de la France et politique américaine ; concessions faites par le parti socialiste au grand capital* [28 juillet 1956] (p. 3716, 3717) ; — des interpellations sur les événements de Hongrie : *ses observations sur : les manifestations « fascistes » organisées contre le siège du parti communiste et le journal l'« Humanité », le déroulement des événements de Hongrie : rôle de plus en plus important joué par les éléments contre-révolutionnaires et par le Cardinal Mindszenty (citation du « Populaire »)* [7 novembre 1956] (p. 4513) ; *la persécution des communistes hongrois* (p. 4514) ; *l'aide apportée par l'Union soviétique à la classe ouvrière hongroise pour l'écrasement de la contre-révolution, le caractère légitime de l'intervention de l'U.R.S.S.* (p. 4515) ; *la tentative d'utiliser les événements de Hongrie pour faire oublier les échecs de la politique française* (p. 4516) ; *est rappelé à l'ordre* (p. 4522). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences pour l'armée française et la sécurité du pays de la subordination des forces terrestres françaises stationnées

en Europe au commandement du général Speidel [7 novembre 1957] (p. 4678). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits militaires, SECTION COMMUNE : *Critique de la nouvelle présentation budgétaire, réduction théorique et provisoire des crédits militaires, incidence de la guerre d'Algérie sur les prix, dégradation de l'armée de l'air et de la marine au profit de la guerre d'Algérie, atteinte à l'indépendance et à la sécurité française, diminution des soldes en Algérie, impossibilité d'apporter une solution militaire en Algérie, crainte de construction de rampes de lancement à l'aide des crédits affectés à l'infrastructure de l'O. T. A. N.* [27 février 1958] (p. 1115, 1116); *mépris des contrôles prévus dans les accords de Londres et de Paris, perspectives d'une communauté d'armement entre la France, l'Allemagne et l'Italie, menace pour notre industrie de l'armement; situation de l'établissement de Moulins, possibilité d'attribuer des commandes civiles aux établissements de l'Etat* (p. 1116, 1117), *nécessité d'un contrôle des armements et d'une interdiction des armes nucléaires, malaise de l'armée dû à la fausse politique du Gouvernement* (p. 1117, 1118); ses explications de vote sur la question de confiance : *Charges imposées au pays par l'aggravation de la guerre d'Algérie, installation de rampes de lancement de fusées en France* [7 mars 1958] (p. 1311, 1312, 1313); en deuxième lecture, Art. 35 bis : *Son amendement (plan de) réorganisation des établissements d'Etat d'armement* [25 mars 1958] (p. 1929, 1930). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises pour faire cesser les crimes dénoncés par le livre de Henry Alleg *la Question* [6 mars 1958] (p. 1246).

VITTER (M. Pierre), Député de la Haute-Saône (P.A.S.R.).

Son élection est validée [27 janvier 1956] (p. 116). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 7 juin 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des primes à la construction de logements économiques et familiaux à certaines catégories de jeunes ménages pour la construction de logements des types F 5, F 6 et F 7, n° 2085. — Le 9 avril 1957, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution de la prime de la mère au foyer aux femmes d'exploitants agricoles, n° 4816. — Le 14 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prolonger jusqu'à 23 ans le bénéfice des allocations familiales aux jeunes gens préparant les grandes écoles, n° 6321.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A : *Article additionnel de M. Laborbe visant la situation fiscale des pépiniéristes* [22 juin 1956] (p. 2957). — S'excuse de son absence [14 mars 1956] (p. 918), [30 mai 1956] (p. 2124), [5 décembre 1957] (p. 5149). — Obtient des congés [14 mars 1956] (p. 918), [5 décembre 1957] (p. 5149).

VUILLIEN (M. André), Député de Saône-et-Loire (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4537).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant le régime des congés payés, Art. 8 : *Amendement de M. Vayron (Exonération pour les salaires versés au titre des six jours supplémentaires)* [23 février 1956] (p. 474); — du projet de loi créant un fonds national de solidarité, Art. 13 : *Son amendement tendant à*

porter à 5 millions le montant des successions visées à l'article 5 de l'ordonnance du 2 février 1945 [3 mai 1956] (p. 1731); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE. Chap. 46-11 : Indemnisation du chômage consécutif aux restrictions de carburant [27 décembre 1956] (p. 6309, 6310); — des interpellations sur le Marché commun européen : Ses observations sur les résultats de la C.E.C.A. (concentration dans le Nord et l'Est, fermeture de certains puits de charbon, pression sur les salaires, augmentation de la productivité, renforcement des cartels allemands, hausse du prix de l'acier); les difficultés de l'économie française; le danger d'une exploitation accrue de la

classe ouvrière dans le cadre européen [17 janvier 1957] (p. 122 à 125); — du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière, Article premier: Son amendement (Désignation par les organisations syndicales ouvrières des centres chargés d'organiser les stages, paiement par l'Etat des salaires des stagiaires) [25 janvier 1957] (p. 325); après l'article premier: Article additionnel de M. Duquesne (Congés culturels en faveur des jeunes travailleurs), sous-amendement de M. Louis Dupont (Etablissement de la liste des centres habilités par les organisations les plus représentatives de la jeunesse française) (p. 331). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe minière de Montceau-Mines [21 janvier 1958] (p. 158).

NUMELEX

W

WASMER (M. Joseph), *Député du Haut-Rhin (M. R. P.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798); à nouveau à ce poste faute d'avoir prêté serment dans les délais prévus [20 juin 1956] (p. 2772).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à modifier le régime des frais de justice dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 89**. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à changer le statut des gérants d'agences postales du type Alsace-Lorraine, **n° 90**. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 3 de l'article 239 du Code civil relatif aux demandes reconventionnelles en divorce, **n° 91**. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi relative au mode de recouvrement des taxes sur le chiffre d'affaires et aux mesures à prendre en vue de tempérer la rigueur des dispositions législatives et réglementaires, **n° 92**. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à accélérer la liquidation des pensions des fonctionnaires retraités, **n° 93**. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à réparer des dommages résultant de l'annexion

de fait de certaines parties du territoire national, **n° 94**. — Le 25 janvier 1956, une proposition de résolution tendant à décider la revision de l'article 6 de la Constitution, **n° 106**. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 23 janvier 1937 établissant le statut des mines domaniales des potasses d'Alsace, **n° 109**. — Le 16 février 1956, un rapport (fait au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 633) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à réparer des dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national, **n° 541**. — Le 16 février 1956, un rapport (fait au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 11152) de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les alinéas 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 21 du décret n° 55-486 du 30 avril 1955 relatif à diverses dispositions d'ordre financier, **n° 543**. — Le 16 février 1956, un rapport (fait au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 9135) de MM. Schaff, Robert Schuman et Guthmuller tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un décret portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi modifiée du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes du commerce de la cristallerie, **n° 544**. — Le 25 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République relative aux délais de recours

contentieux en matière administrative, n° 1644. — Le 31 mai 1956, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1487) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, n° 2917. — Le 13 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 1214) de M. Raingeard tendant à coordonner certains articles de la loi n° 55-1475 du 12 novembre 1955 relative aux mesures conservatoires avec ceux des décrets n° 55-22 du 4 janvier 1955 sur la réforme de la publicité foncière et n° 55-583 du 20 mai 1955 relatif aux faillites et règlements judiciaires et à la réhabilitation, n° 2156. — Le 19 juin 1956, une proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 516 du Code local de procédure civile applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 2246. — Le 21 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République, modifiant l'article 54 de la loi du 23 juillet 1947 relative à l'organisation et à la procédure de la Cour de cassation, n° 2276. — Le 26 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956, sur la proposition de résolution de MM. Schaff, Robert Schuman et Guthmuller tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un décret portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi modifiée du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes du commerce de la cristallerie ; II. la proposition de loi (n° 1499) de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues tendant à la répression des fraudes dans le commerce de la cristallerie, n° 2351. — Le 27 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 2954) et la lettre rectificative (n° 3289) au projet de loi de finances pour 1957, n° 3348. — Le 15 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2246) de M. Wasmer tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 516 du Code local de procédure civile applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 3789. — Le 25 janvier 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de légis-

lation sur : I. le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956 sur la proposition de résolution de MM. Schaff, Robert Schuman et Guthmuller tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un décret portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi modifiée du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes du commerce de la cristallerie ; II. la proposition de loi (n° 1499) de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues tendant à la répression des fraudes dans le commerce de la cristallerie, n° 3883. — Le 25 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 2832) tendant à valider la loi n° 374 du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et rendant cette loi applicable dans les départements d'outre-mer, n° 3884. — Le 31 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi, adopté par le Conseil de la République, relatif à l'exercice des fonctions du ministère public près les cours d'appel de Basse-Terre, de Fort-de-France et de Saint-Denis, n° 3974. — Le 31 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi, adopté par le Conseil de la République, fixant le ressort des justices de paix des départements d'outre-mer, n° 3975. — Le 31 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 2109) de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à unifier et à simplifier les délais de procédure en matières civile, commerciale, administrative et pénale, n° 3976. — Le 20 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1716) modifiant l'article 133 du Code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression du faux monnayage, n° 4203. — Le 16 mai 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation, sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 16 février 1956, sur la proposition de loi de M. Penoy et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la vente à crédit d'engins propres à l'exécution de transports combinés rail-route, n° 5002. — Le 16 mai 1957, un rapport au nom

de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2057) de M. Halbout tendant à modifier les articles 658, 660 et 661 du Code civil relatifs à la mitoyenneté, **n° 5012**. — Le 20 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, modifiant l'article 133 du Code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression du faux monnayage, **n° 5951**. — Le 20 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République tendant à étendre aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion la loi du 2 avril 1942 relative à la plaidoirie, **n° 5952**. — Le 26 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 4759) de MM. Cupfer et Wasmer tendant à modifier l'article 9 de la loi modifiée du 29 janvier 1831, relatif à la prescription des créances de l'Etat et des collectivités publiques, **n° 5972**. — Le 27 novembre 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2246) de M. Wasmer tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 516 du Code local de procédure civile applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 5998**. — Le 27 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 5503) sur le recouvrement des honoraires des avocats, **n° 5999**. — Le 29 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 4844) de M. Cupfer tendant à compléter l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée, relative au statut des huissiers, **n° 6046**. — Le 26 décembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance du 1^{er} octobre 1945 relative à l'organisation judiciaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 6245**. — Le 16 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Wasmer (n° 6245) tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance du 1^{er} octobre 1945 relative à l'organisation judiciaire dans les départements du

Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 6326**. — Le 13 février 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2569) de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, **n° 6597**. — Le 20 février 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 6375) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à la codification de tous les textes de droit administratif, **n° 6655**. — Le 20 février 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 4759) de MM. Cupfer et Wasmer tendant à modifier l'article 9 de la loi modifiée du 29 janvier 1831, relatif à la prescription des créances de l'Etat et des collectivités publiques, **n° 6669**. — Le 18 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République modifiant et complétant le titre IV du « registre du commerce » du Livre I^{er} du Code de commerce, **n° 6906**. — Le 18 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2220) de M. Moisan tendant à compléter l'article 19 de la loi du 12 juillet 1905 modifiée, relative à l'organisation de la justice de paix, **n° 6907**. — Le 20 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif aux conditions d'application de certains Codes, **n° 6956**. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1479) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention sur la nationalité conclue entre la France et l'Etat du Viet-Nam, **n° 7243 (rectifié)**.

Interventions :

Son rapport au nom du 8^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Saône [20 janvier 1956] (p. 56). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A,

Chap. 31-01 : *Ses observations sur les problèmes posés par la construction du grand canal d'Alsace* [12 juin 1956] (p. 2507); *AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 31-01 : Rapatriement des Alsaciens-Lorrains, détenus en U.R.S.S., problèmes posés par la construction du grand canal d'Alsace* [13 juin 1956] (p. 2563); Art. 25 : *Son amendement tendant à créer, à compter du 1^{er} juillet 1956, deux sous-sections au Conseil d'Etat* [21 juin 1956] (p. 2866); *son article additionnel tendant à réserver un emploi de conseiller d'Etat et un emploi de maître des requêtes aux présidents des tribunaux administratifs* (p. 2868); *le modifie* (ibid.); *Son article additionnel tendant à déléguer les membres du Conseil d'Etat auprès des tribunaux administratifs et à détacher deux membres des tribunaux administratifs auprès du Conseil d'Etat* (p. 2868); Art. 26 : *Son amendement visant l'enregistrement des jugements rendus par les juridictions administratives* (p. 2869); Art. 27 : *Son amendement tendant à réduire le droit maximum en ce qui concerne les décisions rendues en certaines matières* (p. 2869); Art. 28 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « le droit prévu à l'article 664 du Code général des impôts », les mots : « le droit prévu à l'article 26 »* (p. 2869); Art. 29 : *Son amendement tendant à modifier la rédaction des paragraphes 2 et 3 de cet article* (p. 2870); Art. 30 : *Son amendement tendant à donner aux juridictions administratives la faculté de dispenser les parties du paiement de tout droit, même en cas de rejet de leur recours* (p. 2870); Art. 34 : *Son amendement visant le système de consignation des amendes infligées par la Cour de cassation* (p. 2872); *Son article additionnel tendant à réduire le nombre des membres du Conseil d'Etat nommés au titre du tour extérieur* (p. 2872); Art. 71 : *Demande le rétablissement de cet article (taux de certaines amendes civiles)* (p. 2873); — du projet de LOI DE FINANCES, pour 1957, Art. 14, Etat C, JUSTICE, Titres III et IV, en qualité de *Rapporteur pour avis : Recrutement des membres des tribunaux administratifs ; suppression nécessaire de certains tribunaux d'arrondissement ; situation du personnel de l'administration pénitentiaire ; rémunération des magistrats ; statut du personnel du bureau du Conseil d'Etat ; création de deux chambres à la Cour d'appel de Paris ; création nécessaire de postes de greffiers de*

tribunaux pour enfants [28 novembre 1956] (p. 5242, 5243); Art. 15 : *Etat D, JUSTICE, en qualité de Rapporteur pour avis* [4 décembre 1956] (p. 5525); Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer les dispositions relatives au recrutement « latéral » des conseillers du tribunal administratif de Paris* (p. 5526); *le retire* (p. 5526); Après l'article 37 : *article additionnel de M. Hugues tendant à allouer aux greffiers un droit de jugement en matière pénale* (p. 5527); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la procédure de recouvrement de certaines créances, Art. 5 : *Son amendement (avis de l'injonction de payer par lettre recommandée)* [23 janvier 1957] (p. 249 et suiv.); *Son amendement (choix entre la lettre recommandée et la notification par huissiers)* (p. 255); *le retire* (ibid.); *Son amendement (fixation des honoraires des huissiers)* (p. 255); *le retire* (ibid.); Art. 6 : *Amendement de M. Perroy (procédure du contredit)* (p. 255, 256); Art. 7 : *Amendement de M. Dumas (appel de l'ordonnance de l'injonction de payer)* (p. 256); — d'urgence d'un projet de loi et d'une proposition de résolution concernant la mise en œuvre du Code de procédure pénale : *Bons résultats obtenus par le système en vigueur dans les départements de l'Est ; Mauvaise répartition des magistrats ; revenus dérisoires de certains greffes ; conditions d'efficacité de l'administration de la justice (regroupement des magistrats et des auxiliaires de la justice dans certains tribunaux) ; Rôle néfaste des intérêts particuliers et des questions de prestige local ; nécessité d'une réforme d'ensemble* [13 mars 1958] (p. 1575, 1576); — d'urgence d'un projet de loi et d'une lettre rectificative relatifs aux pleins pouvoirs, Article unique : *Amendement de M. Tixier-Vignancour tendant à rétablir la législation électorale dans le domaine des pleins pouvoirs ; fixation du mode de scrutin par la Constitution* [2 juin 1958] (p. 2615). = S'excuse de son absence [21 février 1956] (p. 375), [28 février 1956] (p. 521), [12 mars 1956] (p. 846), [26 juin 1956] (p. 3019), [25 juillet 1956] (p. 3579), [25 octobre 1956] (p. 4301), [29 novembre 1957] (p. 5046), [5 décembre 1957] (p. 5149). = Obtient des congés [21 février 1956] (p. 375), [28 février 1956] (p. 521), [12 mars 1956] (p. 846), [25 juillet 1956] (p. 3579).